ANNUAIRE DE L'AFRIQUE 2025

Éditeurs scientifiques
Prof. Dr. İsmail Ermağan
Dr. Fatma Yıldız



YTB



ANNUAIRE DE L'AFRIQUE 2025



ANNUAIRE DE L'AFRIQUE 2025

Éditeurs
Prof. Dr. İsmail Ermağan
Dr. Fatma Yıldız



YTB
PRÉSIDENCE DES TURCS À L'ÉTRANGER
ET DES COMMUNAUTÉS AFFILIÉES

RÉPUBLIQUE DE TÜRKİYE
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DU TOURISME
PRÉSIDENCE DES TURCS À L'ÉTRANGER ET DES COMMUNAUTÉS AFFILIÉES

Éditions YTB: 113
Collection des ouvrages de recherche

« Annuaire de l'Afrique 2025 »
ISBN: 978-975-17-6767-7

Sous la direction de
Prof. Dr. İsmail Ermağan
Dr. Fatma Yıldız

Préparation éditoriale
Volkan Özkan, Melisa Doğan

Coordination éditoriale
Muhammed Enes Çalışkan, Murat Kılıç

Traduction
Hesna Begüm Göbel

Conception
Ertan Güldibi

Impression et reliure
Girişim Agence d'impression offset, d'édition, d'industrie et de commerce, société à responsabilité limitée (SARL).

Numéro de certificat de l'imprimerie: 47852
1re édition, 150 exemplaires
Ankara, Octobre 2026

© Tous les droits de publication sont réservés à la Présidence des Turcs à l'étranger et des communautés affiliées. La responsabilité des textes publiés dans cet ouvrage, soutenu par la Présidence des Turcs à l'étranger et des communautés affiliées, incombe aux éditeurs et aux auteurs des textes.

NOTICE CATALOGRAPHIQUE

Annuaire de l'Afrique : 2025/Sous la direction d'İsmail Ermağan et Fatma Yıldız. – Ankara : Ministère de la Culture et du Tourisme, 2026.

580 p. : cartes, ill. en coul. ; 29 cm. (Ministère de la Culture et du Tourisme, Éditions YTB: 113, Collection des ouvrages de recherche)

ISBN : 978-975-17-6767-7

Afrique I. Ermağan, İsmail. II. Yıldız, Fatma. III. Annuaire de l'Afrique 2025. IV. Collections 960

PRÉSIDENCE DES TURCS À L'ÉTRANGER
ET DES COMMUNAUTÉS AFFILIÉES

Oğuzlar Mahallesi, Mevlana Bulvarı No: 145, 06520 Balgat, Çankaya, Ankara
Tél: 0(312) 218-40-00 Faks: 0(312) 218-40-49
ytb.gov.tr
info@ytb.gov.tr
Adresse KEP: ytb@hs01.kep.tr
Numéro de certificat : 67797

Table des matière

Présentation, **6-7**

Préface, **8-11**

Avant-Propos Des Éditeurs, **13-27**

Première Partie
Politique, Économie, Société et Environnement
29-182

Deuxième Partie
Les Relations Entre La Türkiye et l'Afrique
183-332

Troisième Partie
Les Relations De l'Afrique Avec Les Acteurs Mondiaux et Régionaux
333-450

Quatrième Partie
Culture, Arts, Éducation et Sport
451-556

Publications sur l'Afrique : 2025
557-580



PRÉSENTATION

Les relations entre la Türkiye et l'Afrique se renforcent, tant par la solidité des liens humains nourris par une histoire commune que par l'ouverture de nouveaux domaines de coopération répondant aux évolutions du monde contemporain. Les transformations que connaît le continent ouvrent de nouvelles perspectives tout en faisant naître de nouvelles responsabilités. Elles contribuent ainsi à élargir le champ de nos échanges avec les pays africains, qui couvrent désormais un large éventail de domaines, des consultations politiques aux relations économiques, de l'éducation à la culture, ainsi que du développement aux initiatives en faveur de la jeunesse. Cette dynamique d'échanges et de coopération contribue à inscrire les relations entre la Türkiye et l'Afrique dans une perspective durable. Par son approche attentive aux priorités de développement propres à chaque pays africain, la Türkiye poursuit ses efforts pour apporter une contribution constructive aux initiatives communes en faveur de l'avenir du continent.

Pour inscrire nos relations avec l'Afrique dans la durée, il est particulièrement important de valoriser le potentiel démographique du continent et de contribuer à la formation d'un capital humain qualifié. Tout en partageant avec les pays africains son expérience et son savoir-faire dans les domaines de l'éducation et de la culture, la Türkiye s'attache à favoriser l'accès des jeunes au savoir, à l'éducation et aux possibilités de développement professionnel. Dans cette perspective, la Présidence des Turcs à l'étranger et des communautés affiliées (YTB) mène, parallèlement à ses actions en faveur de l'éducation et du renforcement des capacités des jeunes générations africaines, diverses initiatives visant à consolider les liens humains entre la Türkiye et les peuples africains.

Cinquième volume de la série l'*Annuaire de l'Afrique* (*Afrika Yıllığı*), lancée en 2021, l'*Annuaire de l'Afrique 2025* a été conçu comme un ouvrage d'une grande qualité, contribuant à une meilleure compréhension des transformations que connaît l'Afrique et à la réflexion sur l'avenir du continent. Au-delà de l'agenda politique, économique et social du continent, l'ouvrage examine des questions telles que la sécurité, l'énergie, le climat, l'éducation, la culture et la technologie, qui sont appelées à façonner l'avenir de l'Afrique, et contribue, par l'étendue des thématiques qu'il aborde, à enrichir et à approfondir les connaissances et la production écrite consacrée à l'Afrique.

Je tiens à adresser mes chaleureuses félicitations aux universitaires, aux chercheurs ainsi qu'aux précieux collaborateurs de nos institutions qui ont contribué à la réalisation de cet ouvrage. Je forme le vœu que l'*Annuaire de l'Afrique 2025* contribue à une lecture juste de l'Afrique contemporaine et à l'élargissement de nos perspectives sur son avenir. Je souhaite également que cet ouvrage constitue une ressource de référence utile à toutes celles et tous ceux qui s'intéressent à l'Afrique et travaillent sur les enjeux qui la concernent, et j'adresse mes remerciements à toutes les personnes qui ont œuvré à sa préparation.

En souhaitant qu'il soit l'occasion de nombreuses réalisations…

Mehmet Nuri ERSOY
Ministre de la Culture et du Tourisme de la République de Türkiye



PRÉFACE

Aujourd'hui, l'Afrique s'impose comme l'un des pôles majeurs de l'agenda mondial, forte de sa population jeune, de son potentiel économique, de ses efforts en faveur de l'intégration régionale et de son poids croissant dans les affaires internationales. Pour comprendre les transformations à l'œuvre sur le continent, il est toutefois nécessaire de ne pas se limiter aux évolutions récents, mais de les appréhender à la lumière de son héritage historique, de ses dynamiques sociales, de ses priorités et de ses aspirations pour l'avenir.

C'est dans cette perspective que s'inscrivent également les relations que la Türkiye entretient avec l'Afrique. L'approche exprimée par le Président de la République de Türkiye, M. Recep Tayyip Erdoğan, à travers sa formule « Un monde plus juste est possible », porte une vision du monde dans laquelle les pays africains bénéficient d'une représentation plus forte dans les affaires internationales, où les priorités propres au continent sont prises en considération et où les relations se développent sur la base d'un partenariat d'égal à égal. La structure multidimensionnelle qu'ont atteinte aujourd'hui les relations entre la Türkiye et l'Afrique repose elle aussi sur cette conception, qui place au cœur des échanges le respect mutuel, l'action concertée et la construction d'un avenir commun.

L'un des aspects les plus durables de ce partenariat réside dans les liens qui se tissent entre les peuples. Au-delà des relations politiques et économiques, les échanges qui se développent dans les domaines de l'éducation, du monde académique et de la culture, ainsi que par le partage des expériences, renforcent la confiance entre les deux parties tout en créant les conditions propices à la construction d'un avenir commun.

Les jeunes Africains ayant étudié en Türkiye par différentes voies, notamment grâce aux possibilités de formation offertes dans le cadre des Bourses d'études Türkiye (Türkiye Bursları) de notre Présidence des Turcs à l'étranger et des communautés affiliées, occupent aujourd'hui des fonctions importantes dans l'administration publique, la diplomatie, le monde académique, le secteur privé et la société civile de leurs pays. Avec plus de vingt mille diplômés africains de Türkiye (Afrikalı Türkiye Mezunları), ce réseau

constitue un capital humain considérable qui, au-delà du renforcement des liens existants, contribue également à façonner l'avenir de nos relations. De nouveaux domaines de coopération, allant de l'éducation aux technologies et de la culture à l'entrepreneuriat, se développent également grâce aux possibilités offertes par ce réseau humain.

Le poids croissant de l'Afrique dans le système international et la diversification progressive des relations entre la Türkiye et l'Afrique rendent également plus nécessaire la production de connaissances de qualité et approfondies sur le continent. Comprendre l'Afrique dans ses propres dynamiques, analyser les évolutions qui s'y produisent dans leurs différentes dimensions et renforcer les fondements des études africaines en Türkiye constituent des composantes essentielles de cette relation.

Publié par notre Présidence depuis 2021, l'Annuaire de l'Afrique répond précisément à ce besoin. Élaboré avec les contributions d'universitaires et de chercheurs spécialisés dans leurs domaines respectifs, l'Annuaire propose une lecture des évolutions en Afrique à travers le prisme de différentes disciplines, tout en offrant une analyse à large perspective des relations que le continent entretient avec le monde et avec la Türkiye. Publié régulièrement depuis cinq ans, cet ouvrage contribue à enrichir la littérature en langue turque et s'adresse également au lectorat international grâce à son édition en anglais. Sa publication en français pour la première fois cette année permettra d'élargir davantage sa diffusion auprès des publics francophones d'Afrique.

L'année 2025 a été marquée par une visibilité internationale et un poids accru de l'Afrique dans les enjeux mondiaux. Parmi les faits marquants de l'année figurent notamment l'exercice par la République d'Afrique du Sud de la présidence du G20 et l'organisation, pour la première fois sur le continent, du Sommet des dirigeants du G20.

La période à venir offrira également d'importantes opportunités pour approfondir le partenariat entre la Türkiye et l'Afrique dans de nouveaux domaines. Prévu à Tripoli, capitale de la Libye, à la fin de l'année 2026, le IVe Sommet du partenariat Türkiye-Afrique constituera un rendez-vous important pour faire le bilan du chemin parcouru jusqu'à présent et examiner ensemble de nouvelles étapes en vue de l'avenir de ce partenariat.

L'Annuaire de l'Afrique 2025 que vous avez entre les mains présente les évolutions survenues en Afrique tout au long de l'année dans les domaines de la politique, de l'économie, de la société, de l'environnement, de la culture, de l'éducation et des relations internationales. Composé de 49 articles originaux, de 15 contributions institutionnelles et de 7 comptes rendus d'ouvrages, l'Annuaire offre au lecteur un panorama large, allant de l'évolution actuelle des relations entre l'Afrique et la Türkiye aux politiques menées par les acteurs mondiaux et régionaux à l'égard du continent, en passant par les travaux de nos institutions publiques et les principaux événements qui ont marqué l'année.

Je tiens à remercier nos éditeurs, nos auteurs, les institutions ayant apporté leur contribution ainsi que nos chercheurs pour leur précieux travail dans la préparation de cet ouvrage. Je souhaite que l'Annuaire de l'Afrique 2025 contribue à approfondir la réflexion académique sur l'Afrique, à nourrir de nouvelles recherches sur les relations entre la Türkiye et l'Afrique et à devenir, pour les chercheurs comme pour tous ceux qui s'intéressent à ces questions, un ouvrage de référence durable.

Abdulhadi TURUS
Président de la Présidence des Turcs à l'étranger et des communautés affiliées



AVANT-PROPOS DES ÉDITEURS

L'Afrique occupe une place de plus en plus prépondérante dans l'agenda mondial en raison de son fort potentiel et de ses dynamiques de transformation multidimensionnelles. Avec sa population jeune, ses ressources stratégiques, ses marchés en expansion et la diversification de ses relations diplomatiques, elle s'impose comme l'un des espaces géographiques déterminants, tant pour le présent que pour l'avenir. Dans le contexte international actuel, marqué par une recomposition des équilibres de puissance à l'échelle mondiale et par l'intensification des débats sur la multipolarité, l'importance stratégique du continent gagne en visibilité.

L'un des aspects majeurs de cette transformation réside dans les efforts déployés par les pays africains pour renforcer leur position dans le système international et élargir leur marge de manœuvre conformément à leurs propres priorités. Tout en préservant leurs liens historiques, les pays du continent développent de nouveaux domaines de coopération avec différents partenaires et centres de pouvoir et diversifient leurs options en matière de politique étrangère. Le rôle croissant des organisations régionales, au premier rang desquelles l'Union africaine, contribue également à ce processus. Ainsi, l'Afrique s'affirme de plus en plus comme un acteur actif de la politique mondiale, guidé par ses propres priorités et objectifs.

L'année 2025 a constitué une période au cours de laquelle cette transformation s'est manifestée sous différentes formes. Outre les évolutions politiques et sécuritaires, les développements dans des domaines tels que la transformation économique, l'énergie, le changement climatique, les mutations sociales, l'éducation, l'intégration régionale, les technologies et le développement ont mis en évidence la diversification croissante de l'agenda africain. Préparé par la Présidence des Turcs à l'étranger et les communautés affiliées (YTB) et publié pour la cinquième fois cette année, l'*Annuaire de l'Afrique* (*Afrika Yıllığı*) vise, en suivant de près cet agenda multidimensionnel, à proposer une analyse globale des évolutions survenues en Afrique ainsi que des relations du continent avec les acteurs mondiaux et régionaux, notamment la Türkiye. À ce titre, l'Annuaire entend constituer une ressource de référence permettant aux universitaires, chercheurs, experts et décideurs qui travaillent sur l'Afrique d'appréhender de manière conjointe les évolutions récentes.

Dans cette perspective, l'Annuaire couvre un large éventail de thématiques, allant de la politique, de la sécurité et de l'économie à l'énergie, au climat, aux enjeux sociétaux et à l'intégration régionale, en passant par la culture, l'éducation et la santé, ainsi que les technologies, la transformation numérique, le développement et la gouvernance. Composé de cinq parties, l'*Annuaire de l'Afrique 2025* traite, dans sa première partie, des évolutions politiques, économiques, sociales et environnementales en Afrique ; dans sa deuxième partie, des relations entre la Türkiye et l'Afrique ; dans sa troisième partie, des relations des acteurs mondiaux et régionaux avec l'Afrique ; dans sa quatrième partie, des évolutions dans les domaines de la culture, de l'art, de l'éducation et de la transformation numérique ; et, dans sa cinquième partie, des ouvrages consacrés à l'Afrique publiés en 2025.

Dans ce cadre, la première partie de l'ouvrage dresse un état des lieux de la situation politique, économique, sécuritaire et sociale de l'Afrique en 2025 et comprend 19 articles rédigés par des spécialistes de leurs domaines respectifs. Les thèmes abordés par les auteurs sont les suivants :

Dans leur étude intitulée « *Les élections de 2025 en Afrique* », Burcu Taşkın et Brahim Mahamat Abakar examinent, dans une perspective comparative, les élections présidentielles et législatives organisées en Afrique en 2025. Les élections

sont analysées au regard du respect des normes démocratiques, de la participation politique, de la représentation, de la légitimité et de la stabilité, tandis que les disparités régionales sont également examinées. L'étude s'intéresse notamment aux défis auxquels les démocraties africaines ont été confrontées en 2025, à partir des résultats observés dans des pays caractérisés notamment par un faible taux de participation électorale et des niveaux de développement démocratique différents.

Dans son étude intitulée « *Transition verte et justice climatique en Afrique de l'Est en 2025: le programme NaBREP à Nairobi et le projet de corridor à Addis-Abeba* », Adnan Söylemez analyse de manière comparative les projets de transformation urbaine verte mis en œuvre en 2025 dans les capitales des pays d'Afrique de l'Est, notamment à Addis-Abeba et à Nairobi. Il examine la manière dont ces politiques, tout en renforçant la résilience des villes face au changement climatique, peuvent également accentuer des processus d'éco-gentrification excluant les groupes de population vulnérables. L'étude analyse ainsi les tensions entre le discours sur la résilience urbaine, d'une part, et la sécurité du logement, les inégalités spatiales et la justice climatique, d'autre part.

Dans son article intitulé « *Données sur le développement de l'Afrique en 2025 : principaux indicateurs et panorama statistique*», Ali Onur Tepeciklioğlu évalue, à partir d'indicateurs économiques, démographiques et structurels, la performance de l'Afrique en matière de développement en 2025. L'étude dépasse les récits optimistes sur la croissance du continent ainsi que les analyses mettant l'accent sur ses vulnérabilités structurelles, en comparant les tendances à long terme et la position de l'Afrique dans le monde.

Dans son article intitulé « *Les économies en croissance de l'Afrique subsaharienne en 2025* », Emre Saygın analyse la performance économique de l'Afrique subsaharienne en 2025, en examinant, d'une part, les opportunités découlant des ressources naturelles, de la structure démographique et de la position stratégique de la région et, d'autre part, les vulnérabilités liées aux risques géopolitiques, aux fluctuations des prix des matières premières et à la compétition entre les grandes puissances. Il propose également une analyse comparative des profils économiques différenciés des pays les plus en vue, à partir des données fournies par les organisations internationales et régionales.

Dans son étude intitulée « *À l'occasion du 20e anniversaire du Consensus d'Ezulwini : la quête de justice de l'Afrique dans le système international* », Mustafa Ateş examine l'injustice en matière de représentation à laquelle l'Afrique est confrontée dans les mécanismes décisionnels des Nations Unies, notamment au Conseil de sécurité, malgré son poids important en termes de représentation au sein de l'Organisation. Il analyse la contradiction entre les contributions majeures du continent aux opérations de paix et à l'agenda international de sécurité, d'une part, et son absence de membres permanents au Conseil de sécurité, d'autre part. À l'occasion du vingtième anniversaire du Consensus d'Ezulwini, l'étude met également en lumière les revendications des pays africains en faveur d'une réforme ainsi que le soutien de la Türkiye dans le cadre de sa vision selon laquelle « Le monde est plus grand que cinq ».

Dans son étude intitulée « *Le paysage énergétique de l'Afrique en 2025* », Gökhan Kahraman examine, à l'horizon 2025, la situation énergétique et minière de l'Afrique à la lumière de l'augmentation de la demande énergétique, des difficultés d'accès à l'électricité, des insuffisances infrastructurelles et de la concurrence autour des ressources naturelles. L'étude analyse les sommets consacrés à l'énergie organisés à travers le continent, les principales politiques nationales ainsi que les initiatives des acteurs extérieurs au continent dans le secteur de l'énergie. Elle met ainsi en évidence l'importance croissante de l'Afrique dans le système mondial en matière de sécurité énergétique, d'objectifs de développement et de minerais stratégiques.

Dans son étude intitulée « *Sécurité et géopolitique au Sahel en 2025* », Mehmet Cem Oğultürk examine les évolutions sécuritaires et géopolitiques dans la région du Sahel en 2025 sous l'angle de la menace terroriste, de l'instabilité politique et de la compétition entre les grandes puissances. Il analyse les effets de l'Alliance des États du Sahel, formée par le Mali, le Burkina Faso et le Niger, sur l'architecture régionale de sécurité et la recomposition institutionnelle en Afrique de l'Ouest. L'étude examine également les régimes militaires, l'aggravation de la crise humanitaire, les acteurs extérieurs ainsi que la position de la Türkiye dans la région.

Dans son étude intitulée « *La guerre civile au Soudan en 2025 : équilibres militaires, crise humanitaire et acteurs extérieurs* », Belma Engin Güder examine l'évolution de la guerre civile au Soudan, qui a débuté en 2023, tout au long de l'année 2025 sous ses dimensions militaire, humanitaire et diplomatique. Tout en analysant les luttes de pouvoir à l'origine du conflit, les équilibres militaires et les vulnérabilités sociales, l'étude examine également l'ampleur de la crise humanitaire qui s'est aggravée. Elle s'intéresse en outre à l'impact des initiatives de paix régionales et internationales visant à mettre fin au conflit.

Dans son article intitulé « *Solidarité, égalité et durabilité : le Sommet du G20 en République d'Afrique du Sud* », Fatma Yıldız analyse le Sommet des dirigeants du G20 organisé en Afrique du Sud en 2025 dans le contexte du rôle croissant du continent dans la gouvernance mondiale. Autour du thème « Solidarité, égalité, durabilité », l'étude examine les priorités de l'Afrique du Sud, ses objectifs de développement ainsi que les attentes des pays africains. Elle évalue également l'importance du sommet au regard du multilatéralisme, du système des Nations Unies et de la gouvernance mondiale, ainsi que les limites auxquelles celui-ci s'est heurté.

Dans son étude intitulée « *Le processus de libéralisation du transport aérien en Afrique : évolutions en 2025* », Abdullah Özbay examine, à l'horizon 2025, l'état d'avancement de la Décision de Yamoussoukro, qui vise à libéraliser le transport aérien en Afrique, ainsi que du Marché unique du transport aérien africain. Tout en étudiant les avancées réglementaires visant à renforcer les connexions intra-africaines, la concurrence et l'intégration économique, l'étude examine également les problèmes persistants liés aux droits de trafic, les tarifs élevés des billets et le nombre limité de liaisons aériennes. Elle évalue ainsi les écarts entre les évolutions juridiques et institutionnelles dans le transport aérien à l'échelle continentale et leur mise en œuvre sur le terrain.

Dans son article intitulé « *Les phénomènes météorologiques à l'origine de la crise alimentaire en Afrique en 2025* », Mehmet Öten examine les effets des phénomènes climatiques extrêmes, tels que les vagues de chaleur et les irrégularités des précipitations, sur la production agricole et la sécurité alimentaire en Afrique au cours de la période 2024-2025. L'étude analyse les conséquences de ces extrêmes climatiques et du recul de la production sur les prix des denrées alimentaires, la faim aiguë, la stabilité sociale et les mouvements migratoires. Elle met ainsi en évidence le fait que la crise climatique constitue en Afrique non seulement un enjeu environnemental, mais également un problème de nature économique et sécuritaire.

Dans son article intitulé « *L'industrie de défense en Afrique en 2025 : évolution, dynamiques et durabilité* », Levent Kırval examine la transformation de l'industrie de défense en Afrique à l'horizon 2025 sous l'angle de la coopération régionale, de l'adaptation technologique et de la production locale. L'étude analyse les efforts du continent pour réduire sa dépendance à l'égard des approvisionnements extérieurs en matière de défense, ainsi que les problèmes structurels auxquels le secteur est confronté et les relations établies avec les acteurs mondiaux. Elle formule également des propositions politiques susceptibles d'orienter l'avenir de l'industrie de défense africaine.

Dans son article intitulé « *L'Afrique dans la gouvernance climatique mondiale : politiques énergétiques et justice réparatrice en 2025* », Dilşad Taşkın Kuveloğlu s'intéresse à l'évolution, en 2025, de la position de l'Afrique dans la gouvernance climatique mondiale, d'un discours fondé sur la victimisation vers un rôle d'acteur plus actif et plus exigeant. L'étude analyse la vision de l'Union africaine en matière de justice réparatrice dans le cadre des objectifs relatifs au financement climatique, au transfert de technologies et à l'industrialisation verte. Elle met également en lumière les effets du Sommet africain sur le climat, de la présidence sud-africaine du G20 et du processus de la COP30 sur la capacité de négociation du continent et sur ses politiques énergétiques.

Dans son article intitulé « *L'écosystème des start-up en Afrique en 2025* », Ceren Türkmen examine la transformation de l'écosystème des start-up en Afrique sous l'angle des talents locaux, des flux de capitaux internationaux, du financement et des infrastructures numériques. L'article souligne à cet égard que les écosystèmes entrepreneuriaux africains ne sauraient être appréhendés à travers un modèle unique et évalue les effets des conditions locales, des capacités étatiques et de la dépendance aux financements extérieurs sur les écosystèmes de différents pays africains, notamment le Nigéria, le Kenya, l'Éthiopie, la Zambie et la Namibie.

Dans leur étude intitulée « *La reconnaissance du Somaliland par Israël : évolution des équilibres de sécurité dans la Corne de l'Afrique et implications pour la Türkiye* », Erdinç Özdemir et Adem Özer examinent les effets de la décision d'Israël de reconnaître le Somaliland le 26 décembre 2025 sur l'architecture de sécurité dans la Corne de l'Afrique, la stabilité régionale et la compétition entre les grandes puissances. Après avoir étudié le contexte historique et politique de la question du Somaliland, l'étude analyse les conséquences de cette évolution pour l'intégrité territoriale de la Somalie et au regard du principe de l'intangibilité des frontières défendu par l'Union africaine. Elle attire également l'attention sur les nouveaux risques et les options de politique publique qui se présentent dans le cadre de la présence diplomatique, militaire et humanitaire de la Türkiye dans la région.

Dans leur article intitulé « *Le nouveau corridor du commerce international : le réseau des routes transafricaines et les dernières évolutions du projet en 2025*», Nida Günsan et Haluk Yergin examinent l'importance stratégique de l'Autoroute transafricaine pour le commerce international, le développement économique et l'intégration régionale. En étudiant l'ampleur du projet et les avancées enregistrées en 2025, ils analysent la manière dont les investissements dans les infrastructures pourraient renforcer les flux commerciaux et les interconnexions entre les pays africains. Ils évaluent également le potentiel de l'autoroute à renforcer la position du continent dans l'économie mondiale.

Dans son étude intitulée « *La diplomatie des sommets Türkiye-Afrique : vers le IVe Sommet du partenariat Türkiye-Afrique* », Baran Yağarcık examine le processus d'institutionnalisation des relations entre la Türkiye et l'Afrique et leur évolution vers un partenariat stratégique à travers la diplomatie des sommets. L'étude analyse les effets des Sommets du partenariat Türkiye-Afrique organisés en 2008, 2014 et 2021 sur le dialogue politique ainsi que sur les coopérations dans les domaines du commerce, du développement et de la sécurité. Elle met également en lumière les opportunités, les risques et les principales dynamiques susceptibles d'orienter l'avenir des relations à l'approche du IVe Sommet du partenariat Türkiye-Afrique.

Dans son article intitulé « *Les exportations de l'industrie de défense Türkiye-Afrique en 2025* », Güngör Şengör analyse les évolutions intervenues en 2025 dans les relations entre la Türkiye et l'Afrique dans le domaine de l'industrie de défense sous leurs dimensions politique, militaire, économique et sociale. L'étude examine la manière dont l'essor des exportations de défense de la Türkiye converge avec les besoins sécuritaires de l'Afrique, les attentes en matière de

transfert de technologies et la recherche de partenariats stratégiques. Elle évalue également la présence de l'industrie de défense turque sur le continent à travers les prismes de la projection de puissance géopolitique, du positionnement géostratégique, des gains géoéconomiques et de l'influence géoculturelle.

Dans son étude intitulée « *Une nouvelle étape dans le partenariat énergétique Türkiye-Somalie : l'agenda stratégique de 2025* », Tunç Demirtaş examine le passage, en 2025, de la coopération énergétique entre la Türkiye et la Somalie des accords politiques aux activités sur le terrain et aux projets d'exploration à long terme. L'étude porte sur les recherches maritimes menées par le navire de recherche sismique *Oruç Reis*, l'extension de la coopération aux zones terrestres ainsi que les préparatifs visant à définir les objectifs de forage. Elle souligne également l'importance de ce processus au regard de la capacité de la Türkiye à mener des opérations énergétiques internationales, ainsi que des objectifs de la Somalie consistant à explorer ses ressources naturelles, à renforcer ses capacités souveraines et à créer les conditions propices aux investissements futurs.

La deuxième partie de l'*Annuaire de l'Afrique 2025* est consacrée aux relations institutionnalisées entre la Türkiye et les pays africains. Composée de 15 articles au total, cette partie examine les coopérations multidimensionnelles que la Türkiye mène à l'échelle du continent et évalue les initiatives, les contacts et les activités mis en œuvre tout au long de l'année 2025.

La section consacrée à la *Présidence des Turcs à l'étranger et les communautés affiliées (YTB)* présente de manière détaillée les activités menées par la Présidence en Afrique en 2025 dans les domaines de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la culture. Elle souligne notamment le soutien apporté aux étudiants africains à travers les programmes éducatifs, en particulier les Bourses d'études Türkiye (*Türkiye Bursları*), ainsi que la poursuite des liens établis avec les diplômés des universités turques (*Türkiye Mezunları*) au moyen de diverses initiatives. Elle fait également état de la mise en œuvre de travaux et d'activités à caractère académique et culturel consacrés à l'Afrique. Ces initiatives contribuent au renforcement du capital humain en Afrique tout en favorisant l'établissement et la consolidation de liens durables entre la Türkiye et les sociétés africaines.

Dans la contribution rédigée par le *ministère des Affaires étrangères*, les relations que la Türkiye a entretenues avec les pays africains en 2025 sont présentées dans le cadre d'une approche fondée sur le partenariat d'égal à égal et le principe du gagnant-gagnant. Les contributions de la Türkiye dans les domaines de la paix, de la sécurité, de la stabilité, du développement et du renforcement des capacités sont examinées, tandis que les activités menées dans différentes régions du continent en fonction des besoins locaux sont également évaluées. Les principaux éléments de l'engagement multidimensionnel et actif de la Türkiye dans le cadre de sa Politique de partenariat avec l'Afrique sont également analysés.

Dans la contribution rédigée par le *ministère de la Défense nationale*, les coopérations en matière de défense et de sécurité développées par le ministère avec les pays africains en 2025 sont mises en avant selon les principes du partenariat d'égal à égal, du bénéfice mutuel et de « solutions africaines aux problèmes africains ». Les activités menées par la Türkiye en vue de renforcer les capacités militaires de ses partenaires africains en matière de sécurité, d'accroître leurs capacités de lutte contre le terrorisme et de favoriser la professionnalisation de leurs institutions de défense y sont présentées. La contribution évalue également les actions menées en faveur de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Afrique à travers la formation militaire, le partage de doctrines et le renforcement des capacités institutionnelles.

Dans la contribution rédigée par le *ministère du Commerce*, les politiques visant à développer les relations commerciales et économiques de la Türkiye avec les pays africains sont examinées à travers les activités menées en 2025. Les coopérations établies dans le cadre des contacts bilatéraux et multilatéraux, des réunions des Commissions économiques mixtes ainsi que du Forum économique et d'affaires Türkiye-Afrique sont évaluées. L'importance de la mise à jour de la Stratégie pour le développement des relations commerciales et économiques avec l'Afrique pour approfondir les partenariats fondés sur le bénéfice mutuel est également soulignée.

Dans la contribution rédigée par le *ministère de l'Industrie et de la Technologie*, les coopérations en développement entre la Türkiye et les pays africains dans les domaines de l'industrie et des technologies sont présentées dans le cadre des principes du développement durable, du bénéfice mutuel et du partenariat à long terme. Dans le cadre des programmes mis en œuvre sous la coordination du ministère de l'Industrie et de la Technologie, les activités relatives aux zones industrielles organisées, aux centres de développement technologique, à la recherche scientifique, à l'entrepreneuriat et aux infrastructures de qualité sont examinées. La contribution analyse également les apports de ces coopérations aux capacités de production, aux ressources humaines, au transfert de technologies et aux écosystèmes d'innovation des pays africains.

L'étude rédigée par le *ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles* porte sur les coopérations multidimensionnelles développées par la Türkiye avec les pays africains dans les domaines de l'énergie et des ressources naturelles. Les activités menées dans les domaines de l'exploration et de la production d'hydrocarbures, de l'exploitation minière, de l'électricité, des énergies renouvelables, des investissements dans les infrastructures et du renforcement des capacités techniques sont examinées par pays. Les contributions de ces coopérations à la sécurité de l'approvisionnement énergétique de la Türkiye ainsi qu'aux objectifs des pays africains en matière d'accès à l'énergie, de développement et de croissance durable sont également mises en évidence.

L'étude rédigée par l'*Institut de recherche et d'exploration minières* (MTA) est consacrée au développement de la coopération entre la Türkiye et le Niger dans le domaine minier et appréhende cette coopération sous l'angle de la sécurité énergétique, de l'accès aux minerais critiques et de la résilience des chaînes d'approvisionnement. Les initiatives diplomatiques, économiques et institutionnelles menées conjointement avec les activités techniques de MTAIC et de Niger Mining sont examinées afin d'évaluer la place de cette structure dans la politique africaine de la Türkiye. La contribution souligne également les effets de cette coopération sur la valorisation du potentiel minier du Niger et sur le renforcement de la présence multidimensionnelle de la Türkiye dans la région du Sahel.

Dans l'étude rédigée par le *ministère de la Santé*, les coopérations développées par la Türkiye dans le domaine de la santé dans le cadre de sa Politique de partenariat avec l'Afrique sont examinées. Les activités menées en matière d'accès aux soins de santé, de couverture sanitaire universelle et de diplomatie sanitaire sont analysées, et leur contribution au renforcement des partenariats stratégiques avec les pays du continent est mise en évidence. L'étude analyse également les projets de santé et les coopérations institutionnelles mis en œuvre par la Türkiye dans différents pays africains.

Dans l'étude rédigée par la *Direction de la communication de la Présidence de la République*, les activités de communication stratégique et de diplomatie publique de la Türkiye à l'égard des pays africains sont examinées dans le cadre d'une conception multidimensionnelle de la politique étrangère. Les actions menées en 2025 par la Direction de la communication de la Présidence de la République afin de faire connaître efficacement les relations Türkiye-Afrique auprès des opinions publiques nationale et internationale, d'établir des réseaux de communication durables avec les

acteurs des médias dans les pays du continent et de renforcer la compréhension mutuelle sont évaluées. La place de la communication stratégique, du renforcement de la marque Türkiye et des actions de lutte contre la désinformation dans la politique africaine est également examinée.

La contribution rédigée par la *Fondation Maarif de Türkiye (TMV)* présente en détail les activités menées par la Fondation en Afrique en 2025 dans le domaine de l'éducation dans 27 pays. Il y est indiqué qu'en 2025, près de 24 000 élèves ont bénéficié d'un enseignement dans 208 établissements scolaires, centres d'éducation et centres d'études turques. À travers les accréditations internationales, les festivals scientifiques, les jeux sportifs, les activités destinées aux enseignants et les programmes d'enseignement du turc, la TMV a contribué non seulement à la réussite académique, mais également aux échanges culturels et à l'intégration sociale. Une approche stratégique visant à établir des coopérations significatives entre la Türkiye et l'Afrique dans les domaines de l'éducation, de la culture et des sciences se dégage de cette contribution.

La contribution rédigée par l'*Agence Anadolu (AA)* présente les activités menées par l'Agence en Afrique en 2025 et souligne la production de contenus d'information et de documentaires couvrant un large éventail de thématiques, allant des évolutions politiques, économiques et sociales sur l'ensemble du continent à la culture, à la nature, à la gastronomie et aux histoires humaines. Cette contribution aborde également, outre les contenus de l'AA consacrés aux évolutions en Afrique sous leurs différents aspects, les efforts déployés par l'Agence pour renforcer les capacités des médias locaux à travers des activités de formation destinées aux journalistes africains.

Dans l'étude rédigée par l'*Agence turque de coopération et de coordination (TİKA)*, les réalisations concrètes de la vision de la Türkiye en matière de coopération au développement en Afrique en 2025 sont présentées dans de nombreux domaines, notamment l'éducation, la santé, l'agriculture, l'autonomisation des femmes et des jeunes, la transformation numérique et les énergies propres. À travers ses 23 bureaux de coordination de programmes répartis sur le continent et près de 7 000 projets réalisés à ce jour, la TİKA a développé des solutions durables adaptées aux besoins locaux et axées sur la production et l'emploi, tout en soutenant le partage des connaissances, le renforcement des capacités et les objectifs de développement à long terme.

Dans la contribution rédigée par l'*Institut Yunus Emre (YEE)*, l'accent est mis sur les activités culturelles, artistiques et éducatives organisées dans différents pays africains en 2025. Le YEE a accueilli des publics africains, notamment des enfants et des jeunes, à l'occasion de spectacles de *sema*, de représentations de Hacivat et Karagöz, d'ateliers d'ébru et de calligraphie, ainsi que d'activités gastronomiques. Des liens culturels durables ont été favorisés grâce à l'enseignement du turc, aux rencontres en ligne avec les étudiants et aux projets de responsabilité sociale, tandis que l'art et l'éducation ont contribué au développement de la compréhension mutuelle et de la coopération.

Dans la contribution rédigée par la *Radio-Télévision de Türkiye (TRT)*, les activités de diffusion multilingue menées en 2025 dans les langues anglaise, française, haoussa et swahilie dans le cadre de la vision « L'Afrique telle qu'elle est » sont présentées. Cette contribution examine les efforts déployés par la TRT pour faire connaître les évolutions politiques, culturelles et sociales de l'Afrique auprès du public international à travers des informations, des documentaires, des entretiens exclusifs et des analyses. Elle souligne également la contribution de TRT Afrique à la visibilité internationale du continent, notamment à travers les 13,8 millions d'abonnés qu'elle a atteints sur ses plateformes numériques.

La contribution rédigée par la *Présidence de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence (AFAD)* porte sur les activités de diplomatie humanitaire menées par la Türkiye en 2025 dans les pays africains touchés par des catastrophes

naturelles, des conflits et des déplacements forcés. Dans ce cadre, des denrées alimentaires, des abris, des services de santé et des biens de première nécessité ont été fournis au Botswana, au Burundi, au Soudan du Sud, au Somaliland et au Soudan, en coordination avec les autorités locales et les organisations internationales. Au Soudan, l'acheminement de 30 000 tentes et les opérations d'aide d'urgence ont constitué l'une des activités d'aide humanitaire les plus importantes menées par la Türkiye en Afrique.

La troisième partie de l'*Annuaire de l'Afrique 2025* est consacrée aux relations diplomatiques, économiques, militaires et culturelles entre l'Afrique et les acteurs mondiaux et régionaux en 2025. Cette partie, qui examine les relations extérieures des pays africains, comprend 16 articles rédigés par des spécialistes des pays et des régions concernés, ayant vécu pendant de nombreuses années dans ces pays, maîtrisant leur langue, leur culture, leur histoire et leur structure sociale, et disposant d'une expérience de terrain.

Dans son article intitulé « *Les relations Monde turcique-Afrique en 2025* », Fevzi Kırbaşoğlu examine, à l'horizon 2025, la présence collective et institutionnelle des pays membres de l'Organisation des États turciques en Afrique. Les relations développées par le monde turcique avec le continent sont analysées sous l'angle de la diplomatie de défense, des corridors logistiques, de la sécurité énergétique, des instruments d'investissement et des éléments de puissance douce (*soft power*). L'étude évalue également l'importance de ce modèle de coopération multidimensionnel pour l'architecture de sécurité et les partenariats régionaux en Afrique.

Dans son article intitulé « *Les relations Chine-Afrique en 2025* », Yavuz Çelik examine la transformation des relations Chine-Afrique en 2025 dans leurs dimensions commerciale, financière, en matière d'investissement et de coopération institutionnelle. Il analyse notamment le processus de mise en œuvre des décisions prises lors du Sommet de Beijing du FOCAC de 2024, ainsi que les tendances à la continuité et au rééquilibrage des relations. L'étude souligne également que les pays africains sont devenus des acteurs plus actifs et stratégiques dans l'orientation de leurs relations avec la Chine, conformément à leurs priorités en matière d'infrastructures, d'industrialisation et de développement.

Dans son article intitulé « *Les relations Inde-Afrique en 2025* », Emre Yürük analyse le passage, en 2025, des relations Inde-Afrique d'un socle de solidarité historique vers un modèle de partenariat multidimensionnel, davantage institutionnalisé et stratégique. En examinant la politique africaine de l'Inde en cohérence avec des initiatives continentales telles que la ZLECAf et l'Agenda 2063, l'étude porte sur les coopérations dans les domaines du commerce, de la sécurité maritime, de l'énergie, de l'agriculture, de la santé, des infrastructures et de la numérisation. Elle souligne également l'accroissement de la visibilité et du prestige politiques de l'Inde sur le continent à travers les visites diplomatiques de haut niveau.

Gökberk Durmaz et Acar Boray Bıldırcın, dans leur étude intitulée « *Les relations Japon-Afrique en 2025* », examinent la politique africaine du Japon sous l'angle de la coopération économique, de l'aide au développement, de la sécurité et des objectifs géopolitiques. Tout en analysant l'évolution historique de la diplomatie japonaise en Afrique et ses principaux paramètres, l'étude évalue l'importance du 9e Sommet de la TICAD, organisé en 2025, pour les relations bilatérales. Elle examine également la place de l'Afrique dans la vision japonaise d'un Indo-Pacifique libre et ouvert, ainsi que la position de Tokyo dans la compétition entre grandes puissances sur le continent.

Dans son étude intitulée « *Les relations Corée du Sud-Afrique en 2025* », Ezgi Kılıçarslan Gül analyse la transformation des relations entre l'Afrique et la Corée du Sud en 2025 vers un modèle de partenariat axé sur la technologie, fondé sur l'interdépendance et aligné sur les priorités de développement du continent. La convergence entre la stratégie de

la Corée du Sud en tant qu'État pivot mondial et la vision de l'Agenda 2063 de l'Union africaine est analysée à travers les coopérations diplomatique, économique et technologique. L'étude met également en évidence l'importance de ce partenariat pour la transformation industrielle de l'Afrique, sa souveraineté numérique et sa position au sein des chaînes de valeur mondiales.

Dans son article intitulé « *Les relations Russie-Afrique en 2025* », Burak Kolot analyse l'évolution des relations russo-africaines en 2025, caractérisée moins par une expansion que par une consolidation institutionnelle, une sélectivité stratégique et un approfondissement des relations. L'étude examine la politique africaine de la Russie à l'aune du discours sur la multipolarité, des tensions systémiques avec l'Occident et du rapprochement avec le Sud global, tout en analysant les relations développées dans les domaines de la sécurité, de la diplomatie et des secteurs stratégiques. Elle souligne également que la présence de Moscou sur le continent se structure moins autour d'une expansion hégémonique que d'un modèle d'engagement sélectif à faible coût.

Dans son étude intitulée « *Les relations Indonésie-Afrique en 2025* », Kamil Tarhan examine le passage des relations entre l'Indonésie et l'Afrique de l'héritage historique de l'esprit de Bandung vers un cadre de partenariat stratégique et économique. L'étude analyse l'adhésion de l'Indonésie aux BRICS, sa position au sein du Sud global ainsi que les coopérations développées avec les pays africains dans les domaines du commerce, des minerais critiques, de l'industrie de défense, de la santé, de l'éducation et de la diplomatie. Elle évalue également la place de la politique africaine de Jakarta dans la vision Indonésie dorée 2045 et le potentiel de développement que le modèle d'industrialisation nationale de l'Indonésie peut représenter pour les pays africains.

Yücel Bulut, dans son étude intitulée « *Les relations BRICS-Afrique en 2025* », examine le processus d'élargissement des BRICS en 2025 ainsi que le rôle croissant des pays africains au sein de cette structure. À travers l'adhésion de l'Égypte et de l'Éthiopie ainsi que le statut de pays partenaires accordé au Nigéria et à l'Ouganda, l'étude met en évidence les aspirations de l'Afrique en matière de coopération Sud-Sud, de représentation équitable dans la gouvernance mondiale et de développement économique. Elle souligne également l'importance, pour les pays africains, des débats inscrits à l'agenda des BRICS en 2025 sur la durabilité, les crises humanitaires et l'émergence d'un ordre mondial multipolaire.

Dans son étude intitulée « *Les relations Brésil-Afrique en 2025* », Segah Tekin analyse la politique africaine du Brésil en 2025 à la lumière des liens historiques et démographiques, de la coopération Sud-Sud et de la géopolitique de l'Atlantique. Le regain de la politique d'ouverture du Brésil à l'égard de l'Afrique sous l'impulsion du retour de Lula da Silva au pouvoir est analysé à travers les relations développées avec les pays d'Afrique du Nord, les États africains lusophones et les autres partenaires régionaux du Brésil. L'étude examine également les efforts déployés par le Brésil pour renforcer à nouveau son influence diplomatique et économique sur le continent.

Dans son article intitulé « *Les relations France-Afrique en 2025* », Halil Kaya examine l'évolution, en 2025, de l'influence historique de la France en Afrique à l'aune de l'héritage colonial, de la Françafrique et de l'affirmation croissante des revendications de souveraineté. Il souligne notamment la perte de la position privilégiée de la France dans la région, marquée par le recul de sa présence militaire, en particulier en Afrique de l'Ouest et au Sahel, ainsi que par l'influence croissante de nouveaux acteurs tels que la Russie. L'étude évalue également la possibilité que Paris, cessant d'être une puissance déterminante en Afrique, s'oriente vers un modèle de partenariat plus limité et davantage marqué par la concurrence.

Ahmet Bülbül, dans son étude intitulée « *Les relations Allemagne-Afrique en 2025* », analyse les relations entre l'Allemagne et l'Afrique à la lumière des effets persistants de l'héritage colonial et de l'évolution des priorités géoéconomiques et stratégiques. Il examine les discours allemands relatifs au partenariat d'égal à égal, au développement durable et à la responsabilité normative dans le contexte de l'héritage historique, du multilatéralisme et d'une approche fondée sur un engagement limité. Il souligne également qu'en 2025, la transition énergétique, la gestion des migrations, la concurrence mondiale et la sécurité des chaînes d'approvisionnement contribuent à redéfinir la politique africaine de Berlin.

Mehmet Ali Mert et Gökhan Sırmalı, dans leur article intitulé « *Les relations Royaume-Uni-Afrique en 2025* », examinent la restructuration opérée dans la politique africaine du Royaume-Uni en 2025 à la lumière de l'héritage historique, des recherches de nouvelles orientations de politique étrangère après le Brexit et de la visibilité croissante du continent sur la scène internationale. Tout en analysant les relations dans les domaines de la sécurité, de l'économie, de la santé, des migrations et de la diplomatie publique, l'étude met en évidence les principaux éléments d'une nouvelle approche fondée sur la concertation et la co-construction. Elle souligne également les opportunités que représente, pour les relations entre le Royaume-Uni et l'Afrique, le rôle croissant de l'Union africaine dans la gouvernance mondiale.

Raşit Yenigün, dans son étude intitulée « *Les relations Italie-Afrique en 2025* », analyse la transformation qualitative des relations italo-africaines en 2025 sous l'angle de la sécurité énergétique, des migrations, du commerce et des chaînes d'approvisionnement. L'étude souligne les efforts de l'Italie pour s'éloigner de l'approche traditionnelle consistant à appréhender l'Afrique principalement à travers le prisme des enjeux sécuritaires, et pour positionner le continent comme un partenaire stratégique et économique. Elle examine également le nouveau modèle de coopération fondé sur le bénéfice mutuel et le partenariat d'égal à égal, mis en œuvre dans le cadre du Plan Mattei.

Dans son étude intitulée « *Les relations États-Unis-Afrique en 2025* », Meysune Yaşar analyse la politique africaine des États-Unis en 2025 à travers les dynamiques de compétition géopolitique, de coopération économique et de sécurité. Elle examine également les éléments de continuité et de changement de la politique américaine à l'égard de l'Afrique, ainsi que l'intensification de la compétition entre grandes puissances sous l'effet des crises régionales et, notamment, de l'influence croissante de la Chine sur le continent.

Hamdullah Baycar, dans son étude intitulée « *Les relations pays du Golfe-Afrique en 2025* », examine l'évolution des relations entre les pays du Golfe et l'Afrique en 2025 dans leurs dimensions économique, diplomatique, politique et sécuritaire. Outre les investissements dans les secteurs de l'énergie, de la logistique et des infrastructures, l'étude met en évidence, à travers les cas du Soudan et de la République démocratique du Congo, l'implication des pays du Golfe dans les conflits, leurs efforts de médiation ainsi que leur recherche d'une influence régionale. Elle souligne également l'approfondissement de la présence des pays du Golfe en Afrique à travers les dynamiques de concurrence et de diplomatie.

Sevinç Ebru Temel, dans son article intitulé « *Les relations Israël-Afrique en 2025* », analyse la politique africaine d'Israël en 2025 dans ses dimensions diplomatique, économique, militaire et technologique. L'importance diplomatique croissante des pays africains sur les plateformes multilatérales à la suite de la guerre à Gaza est examinée parallèlement aux coopérations développées dans les domaines de la sécurité, de l'industrie de défense, des technologies agricoles, de la gestion de l'eau et de la cybersécurité. L'étude analyse également les possibilités et les limites de la recherche d'influence d'Israël face à l'influence croissante de la Chine, de la Türkiye, des pays du Golfe et de la Russie sur le continent.

La quatrième partie de l'*Annuaire de l'Afrique 2025* comprend 14 articles consacrés aux évolutions intervenues en Afrique en 2025 dans les domaines de la culture, de l'éducation, des arts, des langues, du sport et de la transformation numérique, et qui devrait retenir l'attention du public. Les études réunies dans cette partie mettent en lumière les dynamiques de transformation sociale à l'œuvre en Afrique dans des domaines variés tels que la préservation du patrimoine culturel, l'éducation numérique, les industries créatives, la diplomatie culturelle et les pratiques de soft power.

Dans son étude intitulée « *La Maison de la culture africaine comme application concrète de la communication culturelle dans les relations Türkiye-Afrique* », Zeliha Sağlam examine les manifestations concrètes de la communication culturelle dans les relations entre la Türkiye et l'Afrique à travers l'exemple de la Maison de la culture africaine [*Afrika Kültür Evi*]. L'étude montre que l'*Afrika Kültür Evi* concrétise la vision de la Türkiye à l'égard de l'Afrique au niveau de la société en réunissant des éléments de diplomatie culturelle, de diplomatie publique et de diplomatie humanitaire. Elle avance que la Maison de la culture africaine contribue, à travers les discours, les pratiques spatiales et les modes d'interaction, à instaurer une confiance durable, une compréhension mutuelle et une proximité culturelle, et qu'elle constitue, à ce titre, un modèle original et durable de diplomatie culturelle.

Dans leur article intitulé « *Les festivals et événements culturels en Afrique en 2025* », Rukiye Nur Akyazıcı et Habeeb Emiola soulignent le regain d'intérêt pour les travaux consacrés au patrimoine culturel et historique, à l'identité sociale et à la diversité culturelle en Afrique. Dans ce cadre, ils mettent en évidence le rôle de différents festivals et événements en tant qu'instruments stratégiques permettant de renforcer la solidarité sociale, la transmission culturelle et la visibilité de l'Afrique à l'échelle mondiale. Selon l'étude, l'année 2025 a constitué un tournant important dans le processus de renouveau culturel de l'Afrique et d'expression de son identité propre à l'échelle mondiale.

Duygu İlkhan Söylemez, dans son étude intitulée « *La muséologie en Afrique du Nord en 2025 : le Grand Musée égyptien et le Musée national de Libye* », souligne que l'ouverture de ces deux musées en 2025 a apporté un renouvellement majeur à la muséologie en Afrique du Nord, tant en termes d'échelle que de qualité. Le Grand Musée égyptien et le Musée national de Libye représentent une transformation importante de la muséologie nord-africaine dans les domaines de l'architecture, de la conservation et de la gestion du patrimoine culturel. Les deux projets démontrent que les biens archéologiques peuvent être conservés et exposés conformément aux normes internationales, tout en constituant des références pour les futures pratiques muséologiques en Afrique.

Dans son étude intitulée « *La restitution des biens historiques aux musées africains en 2025* », Esin Güzel affirme que l'année 2025 constitue un tournant important, sur les plans diplomatique, juridique et institutionnel, dans la restitution des biens culturels africains. Dans ce contexte, les processus de restitution vont au-delà du simple retour physique des objets et contribuent à redéfinir les débats sur la propriété, la représentation et la souveraineté culturelle. Par ailleurs, malgré le rôle croissant de l'UNESCO, les limites juridiques ainsi que l'approche de certains musées européens privilégiant le prêt à la restitution définitive demeurent les principaux obstacles au processus.

Dans son étude intitulée « *La compétition autour du patrimoine culturel en Afrique du Nord : diplomatie, souveraineté et crise de 2025* », Burak Yetimoğlu examine la compétition entre le Maroc et l'Algérie autour du patrimoine culturel. Les controverses portant notamment sur des éléments culturels tels que le caftan et le zellige ont conduit à l'utilisation de mécanismes internationaux tels que l'UNESCO et l'enregistrement des marques comme instruments de souveraineté et de construction de la marque nationale. L'étude montre que cette compétition culturelle en Afrique du Nord est liée aux tensions historiques, à la question du Sahara occidental et aux rivalités pour le leadership régional. Elle souligne

toutefois que le patrimoine culturel commun devrait être considéré non pas comme un facteur de concurrence, mais comme un vecteur de coopération régionale et de renforcement de l'identité maghrébine.

Dans son étude intitulée « *La transformation numérique des activités éducatives et informatiques à l'échelle continentale en Afrique en 2025* », Mehmet Babacan souligne que l'Afrique a réalisé, en 2025, des avancées significatives dans des domaines tels que l'intelligence artificielle, les technologies numériques, l'Internet des objets, les villes intelligentes et la cybersécurité, considérés comme des axes prioritaires. Selon l'étude, des salons technologiques et des coopérations internationales ont été encouragés tant à l'échelle nationale que continentale afin de renforcer l'écosystème numérique africain, tandis que des plateformes réunissant des investisseurs mondiaux et des entreprises technologiques africaines ont été mises en place.

Sena Birinci, dans son étude intitulée « *L'essor mondial de la musique pop africaine en 2025 : l'Afrobeats* », affirme que l'Afrobeats a acquis, notamment en 2025, une place de premier plan dans l'industrie musicale mondiale sous l'effet des plateformes numériques, des collaborations internationales et des évolutions institutionnelles. Ce genre musical occupe désormais une place significative dans l'accroissement de la visibilité des identités d'origine africaine, le renforcement de la représentation culturelle et la redéfinition de la place de l'Afrique dans le système culturel mondial.

Dans son étude intitulée « *La position multidimensionnelle de la langue swahilie en Afrique à l'horizon 2025* », Sevgi Çalışır Zenci souligne que le swahili a renforcé sa position tant en Afrique qu'à l'échelle internationale. La reconnaissance du swahili par l'UNESCO comme l'une de ses langues de travail officielles, ainsi que l'essor de son utilisation dans l'intelligence artificielle, le traitement automatique du langage naturel et les plateformes d'éducation numérique, contribuent de manière significative au développement de la langue. L'étude avance que le swahili ne constitue plus seulement une langue de communication, mais est également devenu un vecteur stratégique de l'intégration politique, culturelle et économique en Afrique.

Dans son étude intitulée « *L'enseignement du turc à des fins militaires en Afrique à la lumière des évolutions de 2025* », Elif Ermağan s'intéresse à un nouveau domaine des relations diversifiées de la Türkiye avec l'Afrique. Selon l'étude, le turc facilite la communication commune dans les processus de formation militaire, tout en renforçant les interactions culturelles et en contribuant ainsi à créer un socle sociétal favorable à des partenariats durables. Malgré la persistance de problèmes structurels tels que la diversité des formateurs, des supports pédagogiques et des programmes, le renforcement de l'institutionnalisation et le recours à des méthodes de formation innovantes témoignent de la poursuite du développement dans ce domaine. À cet égard, l'enseignement du turc à des fins militaires s'impose comme l'un des éléments durables de la stratégie de coopération internationale à long terme de la Türkiye à l'égard de l'Afrique.

Ahmet Göksel Uluer, dans son étude intitulée « *La CAN 2025 et la stratégie de positionnement régional et international du Maroc par le sport* », examine cette compétition comme un instrument de soft power permettant au pays, outre d'accroître son prestige international, de développer son tourisme, sa coopération économique et son influence diplomatique. La CAN 2025 constitue, en plus d'accroître la visibilité continentale et internationale du Maroc, une étape stratégique intermédiaire venant soutenir les objectifs du pays visant à approfondir ses relations avec l'Union européenne et à renforcer son ambition de leadership en Afrique.

Dans son étude intitulée « *Les dynamiques sociologiques de la transformation numérique de l'éducation au Kenya en 2025* », Ani Tarugishvili met l'accent sur la transformation numérique de l'éducation, considérée comme l'une des évolutions majeures en Afrique. L'étude relève, parallèlement aux progrès réalisés dans les domaines des infrastructures et de la

gouvernance de l'éducation numérique au Kenya, différents obstacles tels que les disparités entre zones urbaines et rurales, les écarts de revenus et les inégalités de genre. L'éducation numérique est ainsi présentée non seulement comme une évolution technologique, mais également comme un processus au cours duquel les inégalités sociales deviennent plus visibles et où les recherches de solutions prennent une importance accrue.

Dans son étude intitulée « *Du legs colonial aux programmes scolaires nationaux : le processus de réforme continentale de l'éducation en 2025* », Yusuf Dinçel affirme que des réformes d'envergure visant à transformer les modèles éducatifs hérités de la période coloniale et à élaborer des programmes scolaires nationaux et adaptés aux réalités locales ont connu une accélération en Afrique. Dans ce contexte, la deuxième Stratégie continentale de l'éducation de l'Union africaine pour l'Afrique (2025–2034), publiée en 2025, ainsi que la Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation pour l'Afrique, visent à restructurer les systèmes éducatifs de manière à les adapter aux besoins du continent. Il est estimé que ces initiatives significatives auront des effets majeurs sur l'avenir de l'Afrique.

Dans leur étude intitulée « *Le nouveau visage de l'écosystème artistique africain en 2025 : la Somalie* », Buse Erhalim Gümüş et Suad Jama Aidiid analysent, à travers le cas de la Somalie, les thématiques de l'identité, de la mémoire collective, des crises environnementales et de la transformation numérique qui se sont distinguées dans les biennales, expositions et foires d'art organisées à travers l'Afrique en 2025. L'étude observe l'émergence, notamment à Mogadiscio mais également dans différentes régions du pays, d'un écosystème culturel interconnecté dans les domaines de la littérature, des arts visuels, de la musique, du cinéma et de la performance. Il apparaît ainsi que la Somalie commence à être associée non seulement aux enjeux sécuritaires, mais également à un processus de reconstruction culturelle et de création artistique.

Dans son article intitulé « *Les parcours de réussite des Africains diplômés en Türkiye en 2025* », Tuğrul Oğuzhan Yılmaz souligne que les Africains diplômés en Türkiye (*Türkiye Mezunu Afrikalılar*) contribuent de manière substantielle non seulement au renforcement des relations entre la Türkiye et les pays africains, mais également aux processus de développement de leurs propres pays. Des exemples tels que Hüseyin Ali Mwinyi, président de Zanzibar, et Abdulkadir Muhammed Nur, qui a occupé plusieurs fonctions ministérielles en Somalie, illustrent l'impact politique et social de la formation reçue en Türkiye sur le continent africain. L'article présente également plusieurs exemples d'étudiants africains formés en Türkiye qui, à leur retour dans leur pays d'origine, ont assumé des responsabilités importantes dans des domaines tels que la diplomatie, la santé, l'ingénierie et l'administration publique.

Dans le cinquième chapitre de l'*Annuaire de l'Afrique 2025*, sont présentées des recensions d'ouvrages publiés en Türkiye et contribuant à la littérature consacrée à l'Afrique. Ce chapitre comprend sept recensions d'ouvrages portant sur des thématiques diverses telles que la politique africaine, la diplomatie, les acteurs non étatiques, la société civile, les relations économiques, les ouvertures régionales ainsi que les relations entre la Türkiye et l'Afrique. Dans l'ensemble, ces travaux mettent en lumière les interactions politiques contemporaines en Afrique, les nouvelles dynamiques diplomatiques ainsi que les effets persistants de l'héritage colonial.

İpek Merve Hazal Aydın, Filiz Cicioğlu et Hatice Rumeysa Dursun proposent une recension de l'ouvrage collectif intitulé « *La société civile en Afrique : possibilités et contraintes* ». Cet ouvrage examine de manière approfondie l'évolution historique de la société civile en Afrique, sa structuration actuelle et son rôle dans la société, à la lumière des transformations postcoloniales ainsi que des dynamiques politiques, économiques et institutionnelles. S'appuyant sur une approche interdisciplinaire et une large perspective historique, l'ouvrage met en évidence l'importance de la société civile dans les processus de démocratisation, de développement et de gouvernance en Afrique.

Muhammet Albayrak propose une recension de l'ouvrage de Kaan Devecioğlu intitulé « *La rivalité entre les États-Unis et la Chine dans le détroit de Bab el-Mandeb* ». L'ouvrage analyse la compétition de puissance entre les États-Unis et la Chine à l'échelle mondiale à travers le prisme du détroit de Bab el-Mandeb, de la crise yéménite et de la Corne de l'Afrique, en prenant en compte leurs dimensions géopolitique, économique et sécuritaire. Fondées sur la théorie de la transition de puissance, les analyses exposées permettent de comprendre de manière approfondie l'importance stratégique du détroit de Bab el-Mandeb dans les équilibres de puissance mondiaux ainsi que l'incidence des crises régionales sur les rivalités internationales.

Hasan Sekman propose une recension de l'ouvrage collectif de Mürsel Bayram intitulé « *Politique et diplomatie en Afrique de l'Ouest* ». Cet ouvrage examine, dans une perspective comparative, les structures historiques, politiques, diplomatiques et sociales des quinze pays d'Afrique de l'Ouest. D'une part, il analyse, dans leur contexte historique, les effets de l'héritage colonial, des problèmes de sécurité, des orientations de politique étrangère et de la rivalité entre les grandes puissances sur la région ; d'autre part, il étudie le développement des relations multidimensionnelles entre la Türkiye et l'Afrique de l'Ouest.

Aras Fırat Tekeş propose une recension de l'ouvrage collectif de Mürsel Bayram intitulé « *Politique et diplomatie en Afrique centrale : étude des problèmes de causalité, de méthodologie et de sources dans les études régionales* ». L'ouvrage examine les transformations politiques et diplomatiques de l'Afrique centrale, de la période précoloniale à nos jours, dans une perspective multidisciplinaire et fondée sur l'analyse de terrain, en tenant compte à la fois des dynamiques internes et de la compétition entre les grandes puissances. Comblant une lacune importante dans les études consacrées à l'Afrique centrale en Türkiye, cet ouvrage est appelé à contribuer au développement empirique et théorique des études africaines.

Musa Demirdağ propose une recension de l'ouvrage dirigé par Kemal İnat et Talha İsmail Duman, intitulé « *Annuaire des acteurs non étatiques en Afrique 2025 : analyse des dynamiques sécuritaires et politiques* ». L'ouvrage ne réduit pas les acteurs non étatiques présents en Afrique aux seules organisations terroristes, mais analyse également les structures politiques, sociales, ethniques et paramilitaires à la lumière de leurs dynamiques historiques et structurelles. En combinant cadre théorique et analyses fondées sur le terrain, l'étude met en évidence le rôle de l'affaiblissement de l'autorité étatique, de l'héritage colonial et des crises de gouvernance dans l'émergence de ces acteurs, tout en abordant les enjeux sécuritaires dans leurs dimensions à la fois politique et économique.

Erkan Şahin propose une recension de l'ouvrage de Deniz İstikbal intitulé « *La stratégie de la Chine en Afrique : investissement, dépendance et rivalité* ». Cet ouvrage analyse, dans une perspective de relations internationales, les investissements économiques de la Chine en Afrique, son influence diplomatique ainsi que sa grande stratégie. D'une part, l'étude examine la politique africaine de la Chine à travers les cas du Nigeria, de l'Afrique du Sud et du Kenya; d'autre part, elle analyse les relations sino-africaines dans le contexte de la rivalité mondiale entre les États-Unis et la Chine.

Abdullatif Hüseyin Mazı propose une recension de l'ouvrage collectif dirigé par Tunç Demirtaş, intitulé « *Des politiques à la pratique : les relations Türkiye-Afrique* ». L'ouvrage analyse, à travers différents cas nationaux, la transformation de la politique africaine de la Türkiye en un modèle de partenariat multidimensionnel progressivement institutionnalisé dans des domaines tels que la diplomatie, la sécurité, l'énergie, le commerce et la diplomatie culturelle. Mettant en évidence de manière approfondie l'influence croissante de la Türkiye sur le continent, l'étude est enrichie par les contributions d'universitaires africains.

En conclusion, la cinquième édition de l'*Annuaire de l'Afrique 2025*, publiée par la Présidence des Turcs à l'étranger et les communautés affiliées (YTB), se présente comme une étude d'ensemble consacrée aux évolutions survenues sur le continent tout au long de l'année 2025. Les travaux originaux et les recensions d'ouvrages réunis dans l'Annuaire offrent une perspective large, allant de la politique à l'économie africaines, des questions de sécurité aux dynamiques sociales, des relations Türkiye-Afrique à la présence des acteurs mondiaux sur le continent, ainsi que de la culture et de l'éducation à la transformation numérique. À ce titre, l'Annuaire entend constituer une ressource de référence actuelle et de qualité non seulement pour les universitaires et les chercheurs travaillant sur l'Afrique, mais également pour les décideurs, les experts, les étudiants et toutes les personnes qui s'intéressent au continent.

À travers chacune de ses éditions, l'Annuaire s'attache à approfondir et à enrichir la production de connaissances consacrées à l'Afrique. Nous souhaitons qu'il contribue à une meilleure compréhension des dynamiques en constante évolution du continent ainsi qu'à l'enrichissement des travaux académiques et intellectuels consacrés aux relations Türkiye-Afrique. Nous espérons surtout qu'il favorisera l'émergence de nouvelles recherches, de perspectives plurielles et de travaux communs consacrés à l'avenir de l'Afrique, tel qu'il se construit au regard de ses propres priorités et de ses propres recherches de solutions.

Nous adressons nos sincères remerciements à l'ensemble des auteurs ayant contribué à la préparation de cet ouvrage ainsi qu'aux institutions et organisations qui lui ont apporté leur soutien. Nous remercions tout particulièrement la YTB, ainsi que l'ensemble de nos collègues ayant contribué à la réalisation de ce travail, pour leur engagement et leur précieux soutien aux études africaines.

Nous dédions l'*Annuaire de l'Afrique 2025* à tous nos amis qui croient en la richesse, au dynamisme et à l'avenir de l'Afrique et qui œuvrent au renforcement de la compréhension mutuelle et de la coopération entre le continent africain et la Türkiye.

Avec nos salutations distinguées.

Prof. Dr. İsmail Ermağan
Dr. Fatma Yıldız



Première Partie

Politique, Économie, Société et Environnement

1 Les élections de 2025 en Afrique — 31-42
Burcu Taşkın | Brahim Mahamat Abakar

2 Transition verte et justice climatique en Afrique de l'Est en 2025 : le programme NaBREP à Nairobi et le projet de corridor à Addis-Abeba — 43-50
Adnan Söylemez

3 Données Sur Le Développement En Afrique En 2025: Indicateurs Fondamentaux Et Perspectives Chiffrée — 51-60
Ali Onur Tepeciklioğlu

4 Les économies en croissance de l'Afrique subsaharienne en 2025 — 61-66
Emre Saygın

5 La quête de justice de l'Afrique dans le système international au vingtième anniversaire du Consensus d'Ezulwini — 67-74
Mustafa Ateş

6 Le paysage énergétique de l'Afrique en 2025 — 75-82
Gökhan Kahraman

7 Sécurité et géopolitique au Sahel en 2025 — 83-90
M. Cem Oğultürk

8 La Guerre Civile Au Soudan En 2025 : Équilibres Militaires, Crise Humanitaire Et Acteurs Extérieurs — 91-98
Belma Engin Güder

9 « Solidarité, égalité et durabilité » : le sommet du G20 en Afrique du Sud — 99-108
Fatma Yıldız

10 Le processus de libéralisation du transport aérien en Afrique: évolutions en 2025 — 109-114
Abdullah Özbay

11 Les événements météorologiques en Afrique en 2025 et leurs répercussions sur la crise alimentaire — 115-120
Mehmet Öten

12 L'industrie de la défense en Afrique en 2025: développement, dynamiques et durabilité — 121-128
Levent Kırval

13 L'Afrique dans la gouvernance climatique mondiale : les politiques énergétiques et la justice réparatrice en 2025 — 129-136
Dilşad Taşkın Kuveloğlu

14 L'écosystème des start-ups en Afrique en 2025 — 137-142
N. Ceren Türkmen

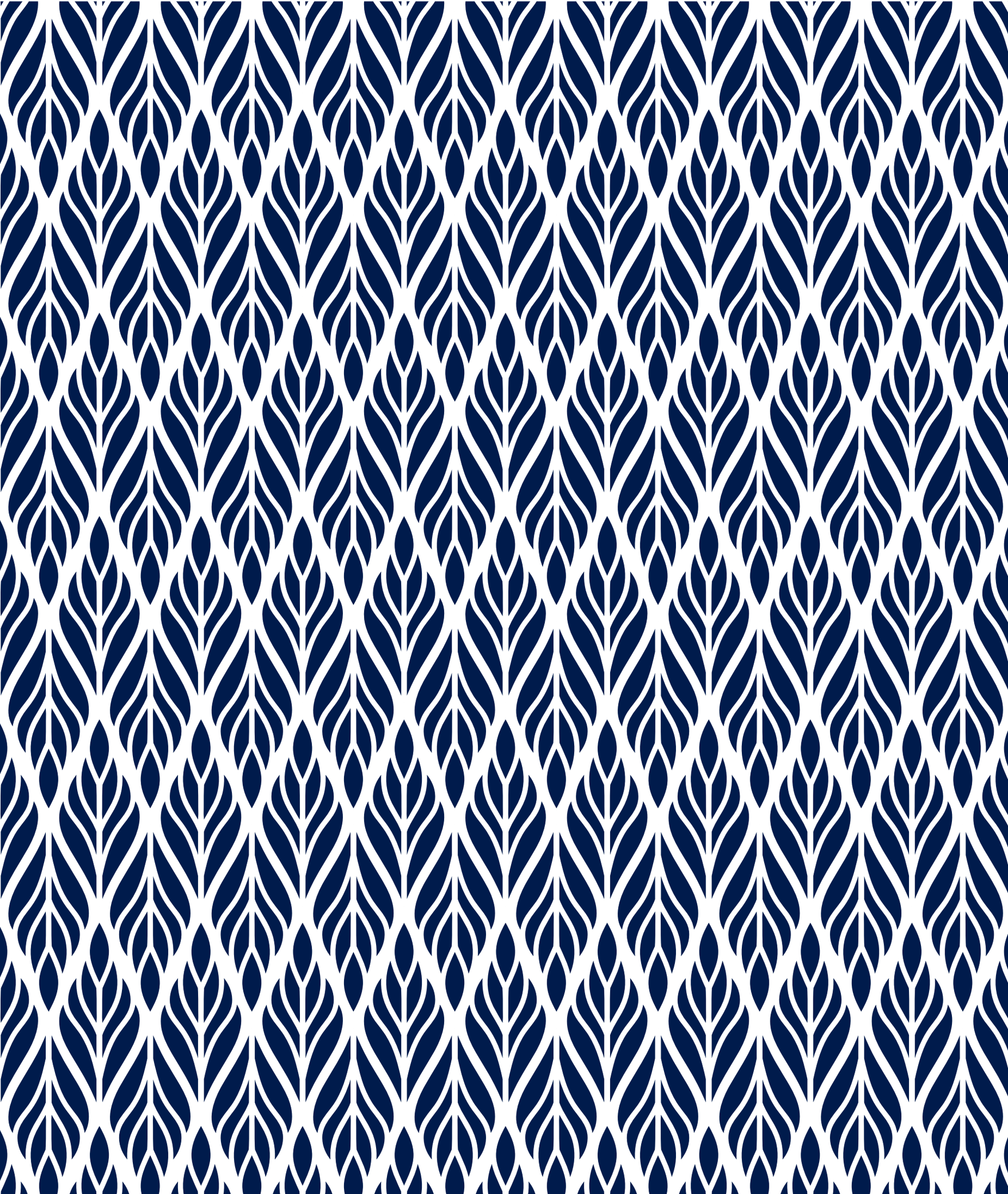
15 La reconnaissance du Somaliland par Israël: évolution des équilibres sécuritaires dans la Corne de l'Afrique et implications pour la Türkiye — 143-150
Erdinç Özdemir | Adem Özer

16 Le projet du réseau des routes transafricaines à la lumière des évolutions de 2025 — 151-158
Nida Günsan | Haluk Yergin

17 La diplomatie de sommet entre la Türkiye et l'Afrique : Vers le IVe Sommet de partenariat Türkiye-Afrique — 159-166
Baran Yağarcık

18 Les exportations de l'industrie de défense entre la Türkiye et l'Afrique en 2025 — 167-174
Güngör Şahin

19 Une nouvelle ère dans le partenariat énergétique entre la Türkiye et la Somalie: l'agenda stratégique de 2025 — 175-182
Tunç Demirtaş



1 Les élections de 2025 en Afrique

Burcu Taşkın* | Brahim Mahamat Abakar**

1.Introduction

À la suite de « l'année électorale » de 2024, au cours de laquelle 19 pays africains ont élu leur chef d'État, il a été observé que le calendrier électoral de 2025 s'est avéré plus calme. Dans un contexte où les quatre piliers fondamentaux de la démocratie – à savoir la représentation, les droits civils, l'État de droit et la participation politique – sont soumis à des pressions à l'échelle mondiale, les pays africains représentent la part la plus importante du déclin démocratique mondial, avec un taux de 33 %.[1] Ainsi, après une année 2024 marquée par des coups d'État et des mouvements de protestation, les élections organisées en 2025 ont constitué, pour les pays du continent, un véritable test de leur capacité à préserver les normes démocratiques. Tout au long de l'année 2025, de nombreuses élections présidentielles, législatives, sénatoriales et locales se sont tenues à travers le continent. Certaines d'entre elles ont été sélectionnées aux fins de cette analyse électorale comparative. À l'exception du Gabon, tous les autres pays régis par un système présidentiel ont organisé les élections présidentielles et législatives le même jour (cf. Tableau 1).[2] Le fait que ces scrutins se soient principalement tenus – hormis les exceptions de l'Égypte et du Malawi – en Afrique de l'Ouest, région dont la performance démocratique est relativement élevée, ainsi qu'en Afrique centrale et dans la région des Grands Lacs, qui figurent parmi les zones les plus fragiles en matière de gouvernance

* Maître de conférences associé, Université Medeniyet d'Istanbul, burcu.taskin@medeniyet.edu.tr

** Étudiant en master, Université Medeniyet d'Istanbul, brahimmht222@gmail.com

1 The Global State of Democracy 2025: Democracy on the Move, *International IDEA*, septembre 2025, disponible sur :

https://www.kisa.link/MybIe (consulté le 17.02.2026).

2 En raison de la durée prolongée de certaines élections législatives, des irrégularités et des reports de scrutin constatés par endroits, ainsi que de la complexité des systèmes électoraux (dont certains reposent sur un scrutin majoritaire à deux tours), ce tableau présente uniquement le nombre de sièges remportés par les partis pour ces élections.

démocratique, offre des études de cas remarquables permettant d'analyser ce phénomène à travers différents contextes politiques. Enfin, le faible taux de participation observé lors des élections législatives à l'échelle du continent montre que l'année 2025 a constitué une période particulièrement difficile.

Pays	Type d'élection	Date	Résultats électoraux	Taux de participation
Gabon	**1. Présidentielle** **2. Législatives** (145 sièges)	12 avril 27 septembre - 11 octobre	Brice Oligui Nguema (UDB) : **94,9 %** Alain Claude Bilie-By-Nze (EPG) : 3 % UDB : 101 PDG : 17 Indépendants : 8 Autres : 16	70,7 % 28,7 %
Togo*	**Présidentielle**	3 mai	Jean-Lucien Savi de Tové	Élu directement par le parlement
Burundi	**Législatives** (111 sièges)	5 juin	**Conseil National pour la Défense de la Démocratie - Forces pour la Défense de la Démocratie** (CNDD-FDD) du Président Nyangoma : **18 (100 + 8)** **Twas** (Quota, 3 sièges)	98,88 %
Malawi	**1. Présidentielle** **2. Législatives** (229 sièges)	16 septembre	Peter Mutharika (DPP) : **56,8 %** Lazarus Chakwera (MCP) : 33 % DPP : 77 MCP : 53 UTM et autres partis : 31 Indépendants : 71	76,4 %
Seychelles	**1. Présidentielle** **2. Législatives** (34 sièges)	27 septembre	**Premier tour Second tour** Patrick Herminie: 48,8 % 52,7 % Wavel Ramkalawan : 46,4 % / 47,3 % (pouvoir, LSD) BİZ (Seychelles Unies) : 19 (15+4) LDS (coalition au pouvoir): 15 (11+4)	77 %
Cameroun	**Présidentielle**	12 octobre	Paul Biya : 53,7 % Issa Tchiroma Bakary : 35,2 %	57,7 %
Côte d'Ivoire	**1. Présidentielle** **2. Législatives** (255 sièges)	25 octobre 27 décembre	Alassane Ouattara (RHDP) : **91,2 %** Jean-Louis Billon : 3,2 % RHDP : 197 PDCI-RDA : 32, Indépendants : 23 Autres : 3	50 % 35 %

Tableau 1. Élections organisées en Afrique en 2025 et leurs résultats

Source : Tableau élaboré par les auteurs.

Pour le taux de participation : https://www.idea.int/ ; Pour les résultats électoraux : IPU PARLINE, https://data.ipu.org/ ; Pour le niveau de démocratie : https://freedomhouse.org/

Note : L'Égypte et la Côte d'Ivoire appliquent un régime semi-présidentiel, tandis que les autres pays sont dotés d'un régime présidentiel. À l'exception de l'Égypte et du Malawi, tous disposent d'un système de parti dominant.

***** Le Togo étant passé à un régime parlementaire par référendum en 2024, le président n'est pas élu au suffrage universel direct.

Tanzanie	**1. Présidentielle** **2. Législatives** (377 sièges, dont 272 par élection directe et un quota de 115 députées femmes)	 29 octobre	Samia Suluhu Hassan (Chama Cha Mapinduzi, CCM) : **97,7 %** Mwalim Salum Juma (Chaumma) : 1 % CCM : 270 + 113 ACT-Wazalendo : 2+0 CHAUMMA : 0+2	82 % 37,7 %
Égypte	**Législatives** (568 sièges + 28)	11 novembre - 4 janvier 2026	Parti du futur de la nation (Mostaqbal Watan) : 227 Total du bloc pro-pouvoir : **403** Opposition: 158; Indépendants:103	32,4 %
Guinée-Bissau	**Présidentielle**	23 novembre	*** Le président sortant Umaro Sissoco Embalo et son rival Fernando Dias ont tous deux revendiqué la victoire. Un coup d'État militaire a eu lieu avant l'annonce des résultats et un gouvernement de transition a été mis en place.	65 %
République centrafricaine	**1. Présidentielle** **2. Législatives** (140 sièges)	 28 décembre	Faustin-Archange Touadéra (MCU) : **76,2 %** Anicet-Georges Dologuélé (URCA): 14,7 % **** Les pourcentages définitifs des voix obtenues aux élections législatives n'ont pas été publiés à l'échelle nationale, mais: MCU (Touadéra): Majorité MLPC et autres: Limité	52,4 %
Guinée	**Présidentielle**	28 décembre	Mamady Doumbouya : 86,7 % Abdoulaye Yero Baldé : 6,6 %	82,9 %

2. Les élections au Gabon

Le coup d'État militaire de 2023, qui constitue un tournant majeur dans l'histoire politique du Gabon, n'a pas seulement entraîné un changement de pouvoir, mais a également marqué la fin de la dynastie Bongo, au pouvoir dans le pays depuis de longues décennies[3]. Cette intervention, menée sous la direction de Brice Oligui Nguema, peut être interprétée à la fois comme le résultat de rivalités internes au sein du pouvoir et comme l'expression du mécontentement croissant de la population à l'égard du régime. À la suite d'une période de transition de deux ans, les élections présidentielle et législatives organisées en 2025 ont constitué une étape déterminante dans le processus de transition du pays vers un nouveau régime civil. Néanmoins, compte tenu du score élevé obtenu par Nguema et son

3 Aljazaree, "Gabon's first election after collapse of Bongo dynasty: What's at stake?"

https://www.kisa.link/xYPKd (consulté le 04.02.2026).

parti, de la concentration du pouvoir personnel consolidée par des réformes constitutionnelles ainsi que des pratiques limitant la capacité de l'opposition à participer pleinement à la compétition politique, la nature démocratique de ces élections et les progrès du pays sur la voie de la démocratisation soulèvent d'importantes interrogations.

3. Les élections au Cameroun

Selon les résultats de l'élection présidentielle du 12 octobre au Cameroun, Paul Biya, au pouvoir depuis 1982, a été réélu pour un huitième mandat en obtenant environ 53,7 % des suffrages. La révision constitutionnelle de 2008, qui a supprimé la limitation du nombre de mandats présidentiels, a consolidé sur le plan institutionnel la domination politique de Paul Biya et lui a permis de prolonger durablement son maintien au pouvoir. Issa Tchiroma Bakary, l'une des principales figures de l'opposition durant le processus électoral et soutenu par ailleurs par la propre fille de Biya, a revendiqué sa victoire le soir du scrutin et a contesté les résultats officiels. Cette situation a ravivé les interrogations sur la crédibilité et la transparence du processus électoral, tandis que les manifestations organisées par les partisans de Tchiroma ont, dans certaines régions, dégénéré en violences et en affrontements avec les forces de sécurité. Dans ce contexte, il est possible de considérer que cette élection, qui n'a pas remis en cause une structure de pouvoir en place depuis plus de quatre décennies, présente d'importantes limites en matière de transparence, de compétition politique et de respect des libertés fondamentales. Les restrictions à la liberté de la presse ainsi qu'aux droits de réunion et de manifestation, les contestations de l'opposition quant à l'équité des résultats électoraux et ses appels adressés tant à l'opinion publique nationale qu'internationale, de même que la montée des tensions politiques au lendemain du scrutin, pourraient ainsi contribuer à accentuer, dans les années à venir, les débats sur la légitimité démocratique du régime de Biya.

4. Les élections en République Centrafricaine

En République centrafricaine, la principale coalition de l'opposition a boycotté les élections de 2025 à la suite du référendum constitutionnel qui a supprimé la limitation des mandats du président en exercice, Faustin-Archange Touadéra, lui permettant ainsi de briguer un troisième mandat. Dans ce contexte, Touadéra et son parti ont remporté le scrutin avec de larges majorités. Toutefois, la légitimité de ce résultat, qui lui confère un nouveau mandat de sept



Brice Clotaire Oligui Nguema, élu président de la République, a prêté serment et pris ses fonctions le 3 mai 2025.
(Source : compte X de Brice Clotaire Oligui Nguema)

ans, continue d'être contestée par les groupes d'opposition, les organisations de la société civile et certains acteurs internationaux.

La consolidation du pouvoir de Touadéra, figure centrale de la vie politique du pays depuis de longues années, suscite diverses controverses quant à l'évolution du processus de démocratisation. En particulier, les mécanismes de soutien sécuritaire et politique associés, depuis 2023, au groupe Wagner, soutenu par



Le président de la République du Cameroun, Paul Biya, s'est adressé à l'Assemblée nationale après avoir été réélu pour un huitième mandat présidentiel. (Source : compte X de Paul Biya)

la Russie, suscitent d'importantes préoccupations quant au caractère compétitif des élections et au pluralisme politique. Les allégations selon lesquelles le groupe Wagner aurait mené des campagnes de désinformation en faveur de Touadéra et exercé des pressions sur les acteurs de l'opposition sont ainsi considérées comme faisant partie des principaux facteurs de risque susceptibles de compromettre le processus de transition démocratique dans le pays.[4]

5. Les élections en Tanzanie

En Tanzanie, les élections générales et présidentielles organisées le 29 octobre 2025 se sont soldées par une nette victoire du parti au pouvoir, le Chama Cha Mapinduzi (CCM), ainsi que de sa dirigeante et présidente en exercice, Samia Suluhu Hassan.[5] Réélue pour un second mandat avec environ 97,7 % des voix, Hassan a ainsi confirmé la domination politique du CCM. Arrivée à la présidence en mars 2021 à la suite du décès du président John Magufuli, alors qu'elle exerçait les fonctions de vice-présidente, Samia Suluhu Hassan est devenue la première femme à accéder à la présidence de la Tanzanie. Cependant, les restrictions imposées à la participation des principaux partis d'opposition et de certains candidats au processus électoral, ainsi que diverses limitations observées durant la campagne, ont alimenté les débats sur le caractère démocratique du scrutin et sur le pluralisme politique. Aux critiques de l'opposition et de certains observateurs internationaux, qui ont estimé que le processus électoral n'avait pas été suffisamment compétitif, se sont ajoutées les manifestations organisées au lendemain du scrutin, notamment dans les grandes villes, ainsi que les interventions des forces de sécurité, qui ont contribué à accentuer les tensions politiques dans le pays. Des allégations faisant état de nombreuses victimes

4 Christopher Spearin, « Russia's Wagner Group and the sustainment of authoritarianism in Africa: Implications for China at home and abroad », *Contemporary Security Policy*, vol. 46, nº 3, 2025, p. 497–521.

5 En mars 2021, la vice-présidente de l'époque, Samia Suluhu Hassan, a succédé au président défunt John Magufuli. Hassan est ainsi devenue la première femme à assumer la fonction présidentielle en Tanzanie.

lors de ces événements ont également été rapportées, tandis que des acteurs internationaux tels que les Nations Unies et l'Union africaine ont fait part de leurs préoccupations face à la situation. Dans ce contexte, la question de savoir si la Tanzanie parviendra, dans la période à venir, à préserver sa stabilité politique tout en maintenant le modèle de gouvernance actuel, ou si elle sera confrontée à de nouvelles controverses concernant les institutions démocratiques, la compétition politique et le respect des droits fondamentaux, constitue un enjeu majeur pour l'avenir politique du pays.

6. Les élections en Égypte

En Égypte, les élections législatives, qui se sont déroulées sur une période d'environ cent jours (cf. Tableau 1) et qui figurent parmi les processus électoraux les plus longs de l'histoire du pays, se sont achevées en janvier 2026. Arrivé au pouvoir à la suite de l'intervention militaire de 2013, le président Abdel Fattah al-Sissi a obtenu le droit de briguer un nouveau mandat après la révision constitutionnelle de 2019, qui a porté la durée du mandat présidentiel de quatre à six ans. Il a ainsi été réélu en décembre 2023 en recueillant 66,7 % des suffrages.

Lors des élections législatives de 2025, la coalition composée d'acteurs politiques soutenant le gouvernement d'al-Sissi a obtenu une nette majorité au parlement. Selon les résultats du scrutin, le parti pro-régime Mostaqbal Watan (Parti de l'avenir de la nation) est devenu le bloc politique le plus important en remportant 227 des 568 sièges de l'assemblée. La coalition pro-Sissi, composé de Mostaqbal Watan, le Parti des Défenseurs de la Patrie, le Parti du Front National et le Parti Républicain du Peuple, a obtenu un total de 403 sièges, atteignant ainsi la majorité des deux tiers requise pour l'adoption de révisions constitutionnelles.

Bien qu'environ 15 partis politiques et des candidats indépendants progouvernementaux aient obtenu une représentation parlementaire, les restrictions auxquelles l'opposition a été confrontée tant dans sa participation au processus électoral que dans la conduite de sa campagne, ainsi qu'un taux de participation électorale inférieur à 35 %, ont suscité des débats concernant le degré de compétitivité et le pluralisme politique de ces élections. Dans ce contexte, si les résultats du scrutin signalent d'une part un renforcement de la structure du pouvoir et de l'organisation partisane favorable au régime en Égypte, ils remettent d'autre part à l'ordre du jour les controverses persistantes relatives à la nature de la compétition politique et à la légitimité sociale du régime.

7. Les élections au Burundi et en Côte d'Ivoire

Les élections législatives organisées au Burundi le 5 juin 2025 se sont déroulées dans un contexte où le pays était confronté à des crises internes majeures, telles que des vulnérabilités économiques, une inflation galopante et la famine, tout en faisant face aux risques sécuritaires régionaux engendrés par la persistance des conflits en République démocratique du Congo voisine. Le scrutin s'est soldé par la nette supériorité du parti au pouvoir, le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD). En recueillant environ 96,5 % des suffrages, le CNDD-FDD a remporté la quasi-totalité des 111 sièges de l'Assemblée nationale, à l'exception des trois sièges réservés à la représentation de l'ethnie Twa.[6]

Depuis les années 2010, le Burundi enregistre une hausse remarquable des taux de participation électorale par rapport à de nombreux autres pays africains, ces taux atteignant parfois le seuil des 99 %. Néanmoins, la mesure dans laquelle ces taux de participation élevés corroborent le caractère libre et compétitif des processus électoraux suscite diverses controverses. Alors que le principal parti d'opposition, le Congrès national pour la liberté (CNL), a été empêché de participer aux élections, les acteurs de l'opposition ont dénoncé des pressions politiques, des pratiques coercitives à l'égard des électeurs ainsi que des irrégularités lors du dépouillement des suffrages. Dans ce cadre, ces élections, dont l'opposition a été largement exclue de l'espace de compétition politique, sont analysées comme une structure politique renforçant l'hégémonie du parti au pouvoir et consolidant les caractéristiques d'une gouvernance néo-patrimoniale au Burundi.

En Côte d'Ivoire, le processus électoral s'est également déroulé dans un contexte de participation limitée de l'opposition. Le président Alassane Ouattara, au pouvoir depuis 2011, s'est porté candidat pour un quatrième mandat lors de l'élection présidentielle de 2025, en dépit des débats entourant la limitation constitutionnelle des mandats, et a été réélu en obtenant environ 90 % des suffrages au terme d'un scrutin marqué par une faible participation. Lors des élections législatives organisées au cours de la même période, la nette majorité obtenue au Parlement par le parti dirigé par Ouattara a, par ailleurs, permis d'assurer la continuité de la structure du pouvoir en place au niveau institutionnel.

6 Parmi ceux-ci, 100 ont été élus au suffrage direct, tandis que les sièges restants ont été répartis conformément aux dispositions constitutionnelles. Un équilibre de 60 % contre 40 % a été respecté entre les groupes hutu et tutsi, et un quota de 30 % a été appliqué en faveur des femmes.

8. Les élections au Malawi et aux Seychelles

Dans une perspective qui considère la démocratie comme l'un des principaux moyens permettant aux sociétés d'exprimer leurs aspirations politiques, plusieurs évolutions démocratiques positives ont également été observées en Afrique en 2025. À cet égard, les élections présidentielle et locales organisées au Malawi constituent un exemple remarquable pour le processus de démocratisation du pays. Au terme de ce scrutin, considéré comme l'un des plus compétitifs de l'histoire du pays et auquel ont participé un total de 17 candidats, dont une femme, l'ancien président Peter Mutharika a été réélu à la présidence en recueillant 56,8 % des suffrages, devançant ainsi le président en exercice Lazarus Chakwera.[7] Mutharika a ainsi retrouvé le pouvoir après une période passée dans l'opposition. Ces élections revêtent une importance particulière car elles constituent le deuxième scrutin organisé depuis l'introduction de la condition de majorité absolue pour les élections présidentielles, adoptée dans le cadre de la réforme électorale de 2020. L'objectif fondamental de cette réforme est de renforcer les mécanismes de représentation et de soutenir la stabilité politique au sein d'une structure où aucun groupe ethnique ni aucun parti politique ne peut, à lui seul, constituer une majorité déterminante.[8] Dans ce contexte, le fait que Mutharika ait obtenu plus de 50 % des suffrages constitue l'un des rares exemples, depuis les années 1990, d'un acteur politique ayant réussi à mobiliser un soutien populaire d'une telle ampleur à l'échelle nationale.

Aux Seychelles, petit État insulaire où des taux de participation électorale similaires ont été observés, l'alternance politique issue de l'élection présidentielle à deux tours et des élections législatives de nature hybride mérite également une attention particulière. Ce développement signale que la compétition politique dans le pays évolue vers une structure plus équilibrée et que les relations entre les organes exécutif et législatif pourraient s'engager dans une nouvelle phase de négociation et de compromis.

9. Les élections en Guinée

La décision d'Alpha Condé de briguer un troisième mandat à la suite de la révision constitutionnelle de 2020, ainsi que la répression sévère des manifestations organisées contre cette démarche, avaient plongé la Guinée dans une grave crise politique. Dans ce contexte, l'élection présidentielle de 2025 s'est tenue le 28 décembre, à l'issue d'une longue période d'incertitude et de reports électoraux consécutifs au coup d'État militaire de 2021, conduit par

7 https://www.kisa.link/AFWoH (Consulté le 26.02.2026).

8 Burcu Taşkın, « Afrika'da Siyasi Partiler ve Parti Sistemleri », *Dünya Siyasetinde Afrika-6*, İsmail Ermağan (éd.), décembre 2020, Nobel Akademik Yayıncılık.

le général Mamady Doumbouya, qui avait entraîné la destitution du président Condé. Au terme de ce scrutin, Doumbouya a été élu président pour un mandat de sept ans, s'imposant ainsi comme l'acteur clé du processus de transition d'un régime militaire vers un gouvernement civil. Néanmoins, bien que les élections aient été organisées dans le cadre de l'engagement pris par les autorités militaires de restituer le pouvoir aux autorités civiles, plusieurs interrogations ont été soulevées quant au caractère démocratique du processus. L'exclusion de certains candidats de l'opposition de la course électorale, combinée à des exigences financières exorbitantes lors de la phase de candidature, a suscité de vives critiques concernant le caractère compétitif de l'espace électoral.[9]

Par ailleurs, , la levée, au début de l'année 2026, des sanctions imposées à la Guinée par l'Union africaine à la suite du coup d'État, après l'entrée en fonction de Doumbouya, a constitué une évolution importante dans la quête de légitimité internationale du pays. Toutefois, la situation actuelle continue de soulever la question de savoir si ces élections constituent véritablement une étape vers une transition démocratique et civile, ou si elles servent plutôt à légitimer, par la voie électorale, un pouvoir issu d'un régime militaire.

10. Conclusion

Bien que des élections soient désormais organisées régulièrement en Afrique depuis les années 1990, elles ont entraîné relativement peu de changements politiques. Les partis et les dirigeants autoritaires sont, dans la plupart des cas, parvenus à se maintenir au pouvoir malgré l'instauration du multipartisme.[10]

Dans ce cadre, les élections organisés dans les pays africains en 2025 peuvent être considérées comme une période marquée par des avancées limitées en matière de consolidation de la légitimité démocratique et d'émergence de structures d'opposition suffisamment institutionnalisées pour contester efficacement le pouvoir en place. Les élections de 2025 peuvent être analysées selon trois grandes catégories, en fonction des caractéristiques des systèmes politiques concernés : les systèmes à parti hégémonique (Cameroun, Burundi, Tanzanie, Égypte, République centrafricaine et Côte d'Ivoire), les systèmes politiques compétitifs mais fragmentés (Malawi et Seychelles), et les cas caractérisés par l'absence de processus électoral ou par la prédominance de régimes de transition (Gabon, Guinée et Guinée-Bissau).

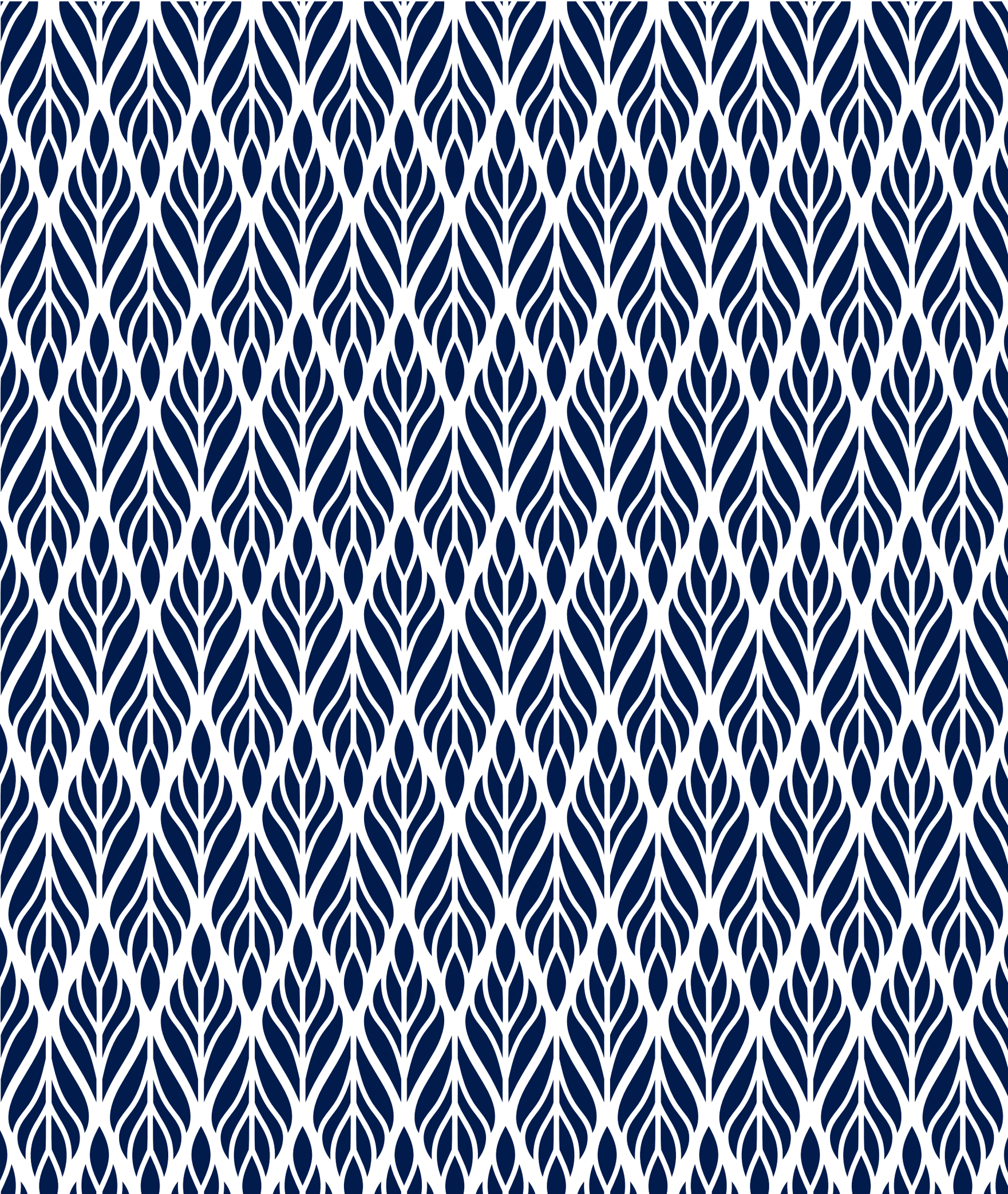
9 Agathus Chibuike Mgbeahuruike et Dengiyefa Angalapu,

https://www.kisa.link/wRjWl 1er janvier 2026, (Consulté le 18.02.2026)

10 Matthijs Bogaards, « Counting parties and identifying dominant party systems in Africa », *European Journal of Political Research*, vol. 43, nº 2, 2004, p. 173-197.

Les tendances générales montrent que, dans de nombreux pays, la continuité du pouvoir s'est maintenue, tandis que les acteurs de l'opposition sont restés faibles sur les plans institutionnel et politique. Par ailleurs, certains pays ont continué à faire face à des difficultés telles que le report des élections ou l'incapacité à mener à terme les processus de transition politique. Bien que les taux de participation électorale présentent des écarts importants d'un pays à l'autre, les élections n'ont que rarement évolué vers de véritables processus compétitifs susceptibles de permettre une alternance au pouvoir. À cet égard, le Malawi et, dans une certaine mesure, les Seychelles se distinguent comme des exemples exceptionnels sur le continent en matière d'alternance pacifique du pouvoir et de compétition politique.

En conclusion, les élections africaines de 2025 ont révélé que, malgré le maintien des élections sur le plan institutionnel, les mécanismes de compétition démocratique et d'alternance politique ne se sont pas suffisamment consolidés dans de nombreux pays du continent.



Transition verte et justice climatique en Afrique de l'Est en 2025 : le programme NaBREP à Nairobi et le projet de corridor à Addis-Abeba

2

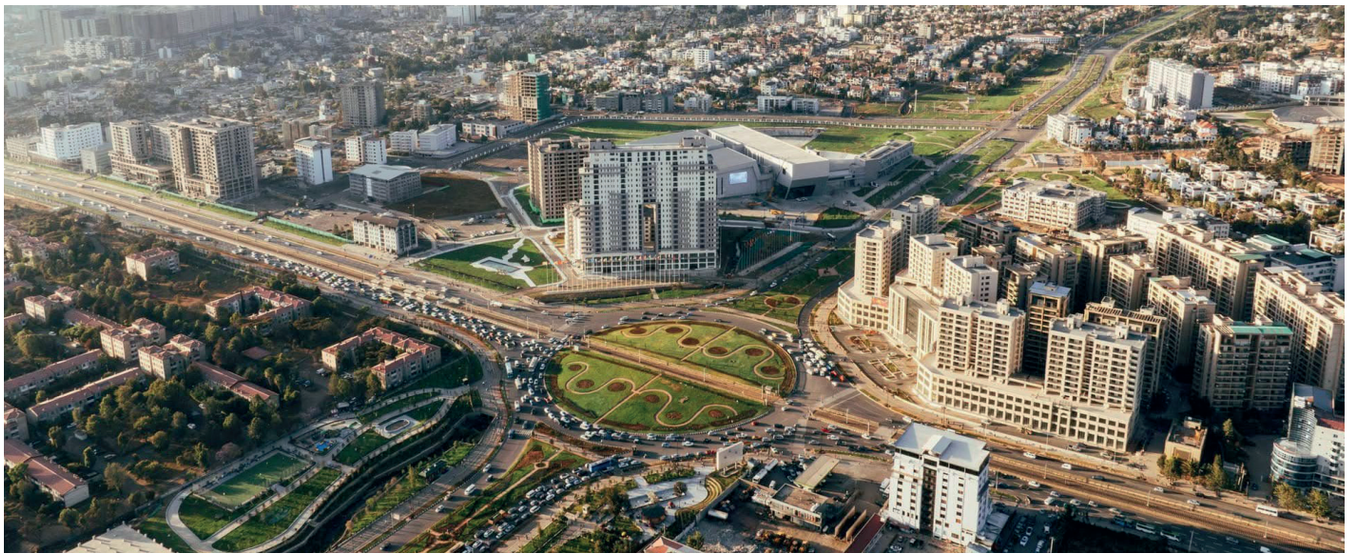
Adnan Söylemez*

1. Introduction

L'année 2025 a constitué, pour les métropoles d'Afrique de l'Est, une année d'action concrète au cours de laquelle les politiques de transition urbaine verte sont sorties du cadre des documents de planification théoriques pour façonner directement le tissu physique et démographique des villes. Deux terrains critiques de cette transformation se distinguent : le Programme de réhabilitation du bassin de la rivière de Nairobi (NaBREP) – doté d'un budget de 50 milliards de shillings kenyans et officiellement lancé en mars 2025 par le président William Ruto dans la capitale kenyane – et le Projet de développement des corridors urbains (*Corridor Development Project* - CDP), conjugué aux travaux d'extension menés tout au long de l'année 2025 dans le cadre de l'initiative *Beautifying Sheger* à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne. Le rapport sur les perspectives économiques 2025 (*African Economic Outlook 2025*) de la Banque africaine de développement montre que l'Afrique de l'Est demeure la région affichant la croissance la plus rapide du continent et que les investissements consacrés à l'adaptation climatique des villes constituent désormais l'un des principaux facteurs qui façonnent cette dynamique de croissance.[1]

* Maître de conférences associé, Université Selçuk, soylemez@selcuk.edu.tr

1 Banque africaine de développement, *Perspectives économiques en Afrique 2025*, Abidjan : Bad, 2025.



Vue d'ensemble des travaux réalisés dans le cadre du Projet de développement des corridors en Éthiopie. (Source : corridorandriverside.gov.et)

En se focalisant exclusivement sur les évolutions des politiques urbaines intervenues au cours de l'année civile 2025, cette étude aborde les deux projets susmentionnés dans une perspective comparative. L'argument principal de ce travail est le suivant : les politiques de transition verte, qui ont pris de l'ampleur dans les deux villes en 2025, renforcent, à l'échelle macro, la résilience urbaine face aux chocs climatiques, tout en approfondissant, à l'échelle micro, un processus d'« éco-gentrification » qui tend à exclure systématiquement les groupes de population les plus vulnérables. Le discours sur la « résilience urbaine » devient ainsi un vecteur de légitimation de la reproduction des inégalités spatiales.

Le Rapport sur les villes du monde 2024 (*World Cities Report 2024*) du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) définit la résilience urbaine comme la capacité des villes à maintenir leur fonctionnement face aux chocs internes et externes. Le rapport souligne également que construire cette capacité au prix de la sécurité résidentielle des populations urbaines pauvres entre directement en contradiction avec les principes de justice climatique.[2]

2. L'éco-gentrification à la lumière des pratiques de 2025

Le lien entre la transformation urbaine verte et la gentrification constitue, depuis une dizaine d'années, l'un des axes de réflexion les plus dynamiques des études urbaines. Anguelovski et Connolly définissent la gentri-

2 ONU-Habitat, *Rapport sur les villes du monde 2024 : Financer l'urbanisation durable*, Nairobi : ONU-Habitat, 2024, p. 12.

fication verte comme un processus conduisant à l'éviction des populations vivant dans les quartiers urbains historiquement les plus défavorisés au profit d'environnements plus verts, contraignant ainsi ces populations à demeurer dans des espaces urbains dégradés et exposés aux risques climatiques.[3] Dans ce cadre, les projets d'infrastructures vertes cessent d'être de simple instruments d'amélioration environnementale au service du public et deviennent une marchandise urbaine alimentant la spéculation foncière. Ce cadre théorique présente une convergence historique avec les politiques mises en œuvre à Nairobi et à Addis-Abeba en 2025.

Dans les contextes urbains du Sud global, ce risque théorique tend à se matérialiser plus rapidement et de manière plus visible. À Nairobi comme à Addis-Abeba, la concentration des quartiers informels dans des zones exposées aux risques climatiques, notamment le long des cours d'eau et sur des axes centraux à forte valeur foncière, fait des populations pauvres les premières concernées par les politiques de transformation urbaine verte. Le sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prévoit une intensification des épisodes de fortes précipitations en Afrique de l'Est, susceptible d'accroître les risques d'inondation en milieu urbain. Cette évolution constitue, en 2025, l'un des principaux facteurs contextuels expliquant l'urgence accordée à ces politiques dans les deux capitales.[4]

3. Nairobi : les Initiatives du NaBREP en 2025 et l'exclusion spatiale

Officiellement lancé le 10 mars 2025 par le président William Ruto, qui s'est rendu en personne à Kamukunji à cette occasion, le Programme de réhabilitation du bassin de la rivière Nairobi (Nairobi River Basin Rehabilitation Programme – NaBREP), doté d'un budget de 50 milliards de shillings kényans, constitue le projet de restauration des cours d'eau urbains le plus ambitieux jamais entrepris au Kenya. Le programme prévoit notamment de restaurer un corridor de 27,2 km le long des rivières Nairobi, Mathare et Ngong, de réduire de 90 % les principaux points de pollution, de construire 60 km de réseau principal d'assainissement et de livrer quelque 30 000 logements sociaux.[5]

3 Isabelle Anguelovski et James J. T. Connolly, « Segregating by Greening: What do We Mean by Green Gentrification? », *Journal of Planning Literature*, mars 2024,
https://www.kisa.link/qNmjW (Consulté le 01.04.2026).

4 GIEC, *Changement climatique 2023 : Rapport de synthèse*, Genève : GIEC, 2023, p. 52-55.

5 « Positive progress made along Nairobi River basin, says commission », *The Star*, 18 juin 2025,
https://www.kisa.link/NbDNg (Consulté le 01.04.2026).

Le 6 mars 2025, le gouvernement du comté de Nairobi avait par ailleurs annoncé que le corridor de la rivière Nairobi serait déclaré « zone d'aménagement spéciale ». Cette mesure, prise dans le cadre des articles 52 et 53 de la loi relative à l'aménagement et à l'utilisation des terres, ouvre la voie à un processus intégré de développement sur deux ans. Elle prévoit, outre une bande de protection riveraine de 30 mètres de part et d'autre du cours d'eau, l'instauration d'une zone supplémentaire de contrôle de l'urbanisation de 30 mètres.[6] Ce cadre juridique a suscité, tout au long de l'année 2025, d'importantes controverses juridiques et sociales, dans la mesure où il concerne directement de vastes quartiers informels tels que Mathare, Korogocho, Mukuru et Kibera.

La contradiction la plus critique du NaBREP en 2025 s'est manifestée à travers l'asymétrie de ses modes d'application. L'architecture du projet a adopté un discours inclusif sur le papier, promettant des « protocoles de relogement équitables et légaux » en lieu et place des expulsions forcées.[7] Néanmoins, l'Évaluation de l'impact environnemental de la NEMA publiée en septembre 2025 a montré que le projet présentait un risque d'éviction particulièrement élevé dans les quartiers à faibles revenus tels que Kariobangi, Dandora et Mathare, tandis que sa mise en œuvre est demeurée beaucoup plus limitée dans les quartiers plus aisés, tels que Kileleshwa et Riverside.[8] Les chercheurs ont consigné ce tableau comme l'une des ironies urbaines les plus amères de l'année 2025 : cette situation, dans laquelle la loi s'applique de manière rigide pour les pauvres et flexible pour les classes privilégiées, démontre que les hiérarchies spatiales héritées de l'époque coloniale sont reproduites sous le couvert du discours de la « résilience verte ».[9]

4. Addis-Abeba : le projet de développement des corridors, *Beautifying Sheger* et l'éco-gentrification en 2025

À Addis-Abeba, le document urbain le plus marquant de 2025 est sans doute le rapport d'enquête publié par Amnesty International en avril 2025. Celui-ci documente de manière détaillée les expulsions forcées menées en janvier et février 2025 dans les sous-villes de Bole et de Lemi Kura. L'analyse d'images satellitaires confirme la destruction d'au moins 29 hectares de zones densément bâties au cours de cette période. Les personnes expulsées ont indiqué aux chercheurs d'Amnesty International avoir été contraintes de quitter les logements qu'elles occupaient pour la plupart depuis plusieurs dé-

6 « Nairobi River Corridor to be Declared a Special Planning Area », *Muma & Kanjama Advocates*, août 2025,
https://www.kisa.link/epscO (Consulté le 07.04.2026).

7 « Nairobi banks on river revival to transform the city by 2027 », *The Star*, 5 septembre 2025,
https://www.kisa.link/CWrfN (Consulté le 05.04.2026).

8 « NEMA Warns of Traffic Disruption, Air Pollution and Evictions for Nairobi River Project », *Kenyans.co.ke*, 8 septembre 2025,
https://www.kisa.link/Nbszt (Consulté le 01.04.2026).

9 Manji et Ghai, « Why are Nairobi's rivers and banks such a disappointment? », *The Star*, 7 décembre 2025,
https://www.kisa.link/CpgFC (Consulté le 01.04.2026).

cennies, sans notification préalable ou avec un délai de préavis extrêmement court.[10]

En février 2025, les habitants du quartier historique de Kazanchis (Gazanchis) ont également appris que leur quartier était destiné à être démoli au nom de la « modernisation » et de l'« embellissement » urbains. Cette évolution s'inscrit dans le prolongement des transformations déjà engagées à Arat Kilo et Piassa dans le cadre du programme *Beautifying Sheger*. Les observations de terrain menées par *Addis Insight* suggèrent que l'objectif du projet dépasse la simple amélioration esthétique de l'espace public et vise, en pratique, à évincer les populations modestes de parcelles centrales dont la valeur foncière est appelée à augmenter.[11]

Au milieu de l'année 2025, les dynamiques spéculatives observées sur le marché immobilier ont par ailleurs pris une ampleur préoccupante. Selon les données compilées par le cabinet de recherche Bamboo Routes à la mi-2025, plus de 70 % des investissements privés de grande ampleur à Addis-Abeba seraient désormais orientés vers le secteur immobilier. Dans des quartiers centraux tels que Bole, Old Airport et Kazanchis, les prix résidentiels ont atteint entre 1 500 et 2 000 dollars américains par mètre carré.[12] Une enquête publiée par *OkayAfrica* en juillet 2025 rapporte que des habitants installés dans la ville depuis plusieurs décennies ont été confrontés à une forme d'« exil urbain », sous l'effet de la hausse des loyers et des transformations urbaines de grande ampleur qui bouleversent leurs quartiers.[13] L'étude de Fei et al. publiée en 2026 confirme cette dynamique sur le plan théorique, en mettant notamment en évidence la fragilité de la légitimité esthétique construite autour de *Beautifying Sheger* ainsi que le profond décalage entre une vision urbaine portée par les élites et les attentes des populations locales.[14]

5. Politiques mises en œuvre en 2025 et justice climatique

L'expérience vécue en 2025 dans les deux villes met en évidence trois contradictions structurelles majeures. La première concerne la dépendance aux financements extérieurs et le déficit de démocratie locale. À Nairobi, le NaBREP bénéficie notamment du financement climatique de la Banque mondiale et du programme britannique ClimateWorkX,[15] tandis qu'à Addis-Abeba, le CDP et *Beautifying Sheger* sont soutenus par un mécanisme de financement de la Banque africaine de développement reposant sur plu-

10 Amnesty International, « Ethiopia: Forced Evictions in Addis Ababa Linked to Corridor Development Project », avril 2025,
https://www.kisa.link/VhztA (Consulté le 11.04.2026).

11 Addis Insight, « Gazanchis: The Gentrification of Addis Ababa Disguised as Urban Renewal », 7 février 2025,
https://www.kisa.link/WPfEe (Consulté le 01.04.2026).

12 «A New Addis Ababa Is Rising. But Who Is This Urbanization Really For? », *OkayAfrica*, 25 juillet 2025,
https://www.kisa.link/JVRrW (Consulté le 01.04.2026).

13 Dong Fei, Jie Yang et Yue Zhang, « Aesthetic Politics and Elite-Driven Urban Development in African Cities: The Case of Beautifying Sheger in Addis Ababa, Ethiopia », *International Journal of Urban and Regional Research*, février 2026,
https://www.kisa.link/nkbzt (Consulté le 03.04.2026).

14 Bamboo Routes Research, *Ethiopia Real Estate Market Report 2025*, Addis-Abeba : Bamboo Routes, 2025 ; cité dans : « Ethiopia's Real Estate Gold Rush: Mirage or Miracle? », *The Abyssinian Times*, novembre 2025,
https://www.kisa.link/jLuGj (Consulté le 02.04.2026).

15 Banque mondiale, *Kenya Urbanization Review: Reimagining the Urban Future*, Washington DC : Banque mondiale, 2025.

sieurs bailleurs. Les flux de financements internationaux contribuent ainsi à orienter ces projets davantage par des décisions prises de manière verticale par les autorités centrales que par des mécanismes de participation locale.

La deuxième contradiction réside dans le caractère sélectif des opérations d'expulsion, documenté dans les deux villes en 2025. Alors que les habitants des quartiers informels font l'objet de pressions systématiques, les constructions appartenant aux catégories privilégiées et situées en infraction avec les zones riveraines ou les bandes de protection restent, dans une large mesure, épargnées. La troisième contradiction tient à l'absence de politiques inclusives de logement social. Dans les deux villes, la création d'espaces verts n'est pas menée de manière suffisamment coordonnée avec des politiques de logement permettant la réintégration des populations déplacées dans des zones urbaines accessibles.

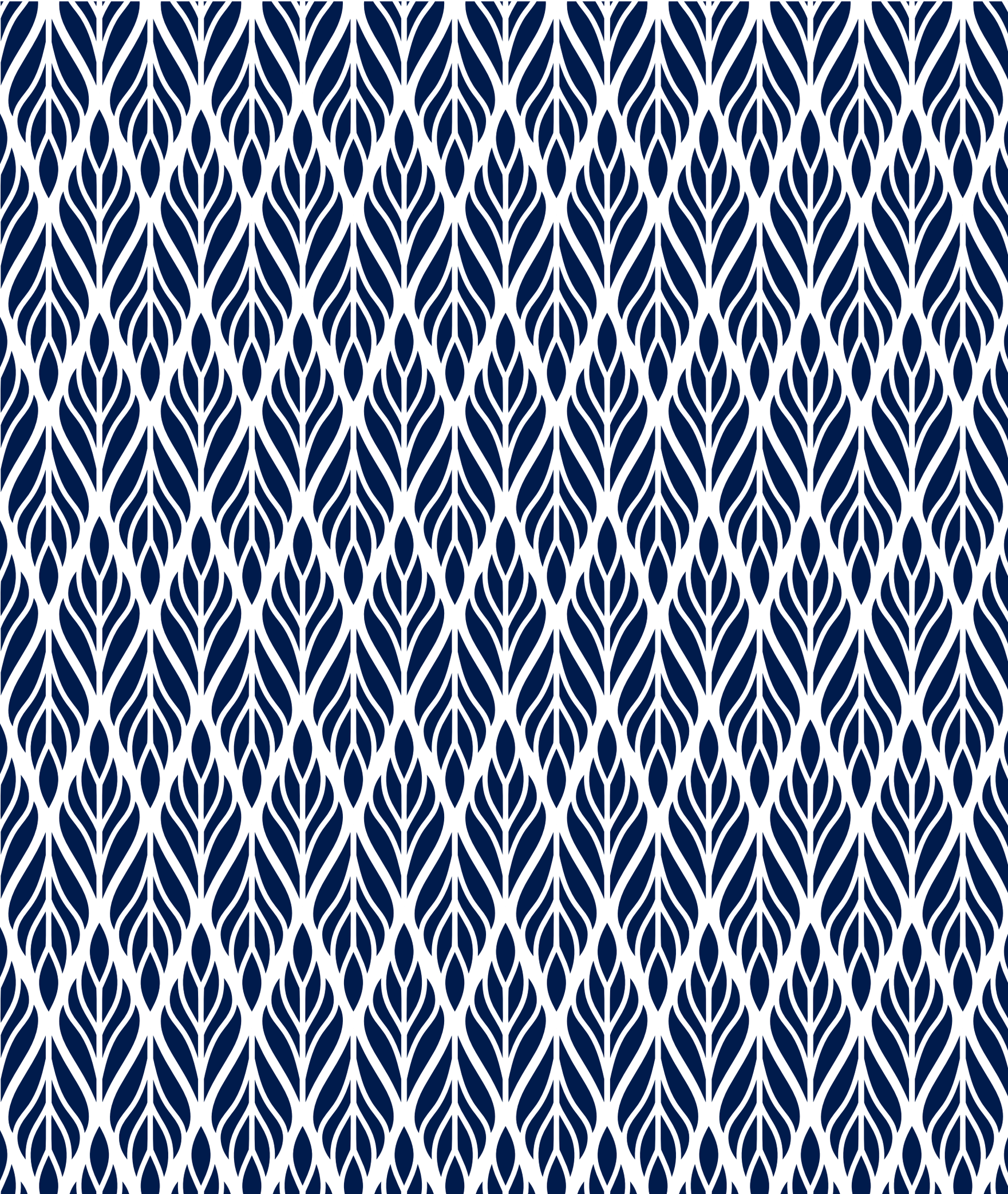
Les politiques mises en œuvre en 2025 revêtent également une importance particulière au regard des études récentes sur la résilience urbaine. Le cadre théorique proposé par Anguelovski et Connolly montre que les projets urbains de grande ampleur fondés sur la création de parcs et de corridors verts tendent, dans de nombreux contextes, à favoriser les processus de gentrification. Cette tendance se vérifie de manière particulièrement nette dans les cas de Nairobi et d'Addis-Abeba en 2025. La transition verte ne saurait en effet être réduite à une question d'infrastructures physiques : elle constitue également un enjeu de politique urbaine qui reconfigure les rapports de pouvoir et les mécanismes de rente foncière. La prévention de la gentrification verte passe donc nécessairement par l'intégration de la justice spatiale au cœur même de la conception des projets.

6. Conclusion

L'année 2025 a marqué un tournant pour Nairobi et Addis-Abeba, qui se sont simultanément affirmées comme des villes pionnières de l'adaptation climatique en Afrique de l'Est et comme des exemples particulièrement révélateurs des tensions liées à la gentrification verte. À Nairobi, le lancement du NaBREP, doté de 50 milliards de shillings kényans, ainsi que la désignation du corridor de la rivière Nairobi comme « zone d'aménagement spéciale » témoignent d'une transformation profonde des politiques environnementales. Toutefois, les modalités de mise en œuvre du projet continuent d'ex-

clure systématiquement les habitants des quartiers informels. À Addis-Abeba, le rapport publié par Amnesty International en avril 2025 a, quant à lui, mis en évidence les expulsions forcées menées dans le cadre du *Corridor Development Project*, en les documentant comme de graves atteintes aux droits humains plutôt qu'en les présentant sous le seul angle administratif du renouvellement urbain. Dans les deux métropoles, les investissements dans les infrastructures vertes ont ainsi connu une accélération significative, dont le coût a une nouvelle fois été supporté par les populations urbaines les plus vulnérables.

Les enseignements de l'expérience de 2025 pour 2026 et les années à venir sont sans équivoque : tant que les politiques d'adaptation climatique ne seront pas accompagnées de principes de « transition juste », de politiques foncières inclusives et d'une participation effective des communautés aux processus décisionnels, elles risquent de devenir des instruments contribuant à approfondir les inégalités urbaines. Pour les villes d'Afrique de l'Est, le véritable défi consiste donc à rendre les espaces urbains résilients non seulement face aux inondations et aux autres risques climatiques, mais aussi face à l'exclusion sociale.



Données Sur Le Développement En Afrique En 2025: Indicateurs Fondamentaux Et Perspectives Chiffrée

3

Ali Onur Tepeciklioğlu*

1. Introduction

À l'aube du deuxième quart du XXIe siècle, le continent africain est devenu l'un des principaux foyers d'attention de la politique mondiale et de l'économie politique internationale, en raison de son dynamisme démographique, de son potentiel en ressources naturelles et de la transformation de ses structures économiques. Toutefois, les analyses portant sur le continent se réduisent bien souvent soit à des récits de croissance rapide, soit à des constats soulignant ses vulnérabilités structurelles. Par conséquent, évaluer les performances de développement de l'Afrique en 2025 à travers des indicateurs objectifs, comparables et inscrits dans le long terme contribuera à une appréhension plus précise de la position du continent à l'échelle mondiale. Les indicateurs mobilisés dans ce chapitre ont été conçus non pas pour présenter une image statique, mais plutôt pour mettre en évidence les tendances tout en permettant une comparaison avec le reste du monde.[1]

2. Aperçu macroéconomique général

Le tableau 1 compare les cinq sous-régions géographiques de l'Afrique à partir de leurs principaux indicateurs macroéconomiques pour la période

* Maître de conférences associé, Université d'Ege, Faculté des sciences économiques et administratives, Département des relations internationales, ali.tepeciklioglu@gmail.com

1 Dans les statistiques internationales, les données définitives relatives à une année donnée sont généralement publiées à la fin de l'année civile suivante. Pour cette raison, ce chapitre se fonde sur les données les plus récentes disponibles à la date de sa rédaction. Bien que la grande majorité des données de 2025 soient encore présentées à titre de « projections », celles-ci, s'appuyant sur de vastes ensembles de données, reflètent dans une très large mesure la réalité statistique.

2024-2025. En matière de croissance, l'Afrique de l'Ouest affiche la performance la plus élevée, avec un taux de 5,8 %. L'Afrique de l'Est apparaît comme la région la plus dynamique, avec une croissance qui devrait passer de 2,7 % en 2024 à 5,9 % en 2025. L'Afrique du Nord se distingue, quant à elle, par une forte reprise attendue en 2025 : après avoir enregistré une croissance négative de -0,5 % en 2024, elle devrait atteindre 5,3 % en 2025.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques des sous-régions africaines, 2024-2025 (P : Projection)

Source : FMI, World Economic Outlook, octobre 2025[2].

Région	Croissance du PIB (%)		Inflation (%)		Solde courant/PIB (%)		Dette publique/PIB (%)	
	2024	2025P	2024	2025P	2024	2025P	2024	2025P
Afrique de l'Ouest	5,8	5,4	9,1	6,0	-5,0	-3,8	66,7	62,4
Afrique de l'Est	2,7	5,9	56,9	19,0	-6,1	-6,6	62,6	58,3
Afrique australe	1,2	1,9	4,1	3,7	-3,3	-5,7	53,9	55,9
Afrique du Nord	-0,5	5,3	33,7	17,5	-3,7	-3,4	99,1	91,9
Afrique centrale	3,0	2,6	8,8	6,7	-1,2	-2,8	54,5	51,7

À l'échelle des pays, le tableau apparaît nettement plus contrasté. En matière de croissance, le Soudan du Sud arrive en tête avec un taux de 24,3 %. Cette forte progression peut toutefois être largement attribuée à l'augmentation de la production pétrolière et à la hausse des cours mondiaux du pétrole, et ne semble donc pas traduire une dynamique de développement durable.[3] La Libye se classe en deuxième position avec 15,6 %, tandis que l'Éthiopie, la Guinée et le Rwanda affichent des taux de croissance supérieurs à 7 %, nettement au-dessus de la moyenne régionale.

La situation est en revanche plus préoccupante en matière d'inflation. Avec des taux respectifs de 97,5 %, 89 % et 87,2 %, le Soudan du Sud, le Zimbabwe et le Soudan figurent parmi les principaux cas d'instabilité des prix sur le continent. En 2025, les principaux facteurs à l'origine des niveaux élevés d'inflation sont notamment la forte dépréciation des monnaies nationales, l'augmentation du coût des importations et la persistance des conflits internes, autant de difficultés structurelles auxquelles sont confrontées de longue date les économies africaines. Par ailleurs, les fragilités structurelles de ces économies continuent d'alimenter les tensions inflationnistes, même dans un contexte de ralentissement de l'inflation à l'échelle mondiale.[4]

2 FMI, « World Economic Outlook - October 2025 »,

https://www.kisa.link/njKVr, octobre 2025, (Consulté le 10.03.2026).

3 Banque mondiale, « World Bank's South Sudan Economic Monitor Urges Swift and Sustained Reforms to Accelerate Economic Recovery and Inclusive Growth », 13.03.2025,

https://www.kisa.link/eVZqa (Consulté le 24.03.2026). DW, « South Sudan: Can oil production save the economy? », 30.01.2025,

https://www.kisa.link/HSLJn (Consulté le 10.03.2026).

4 Ekanem, Solomon, « 10 African nations with the highest inflation in 2025 », *Business Insider Africa*, 13.01.2026,

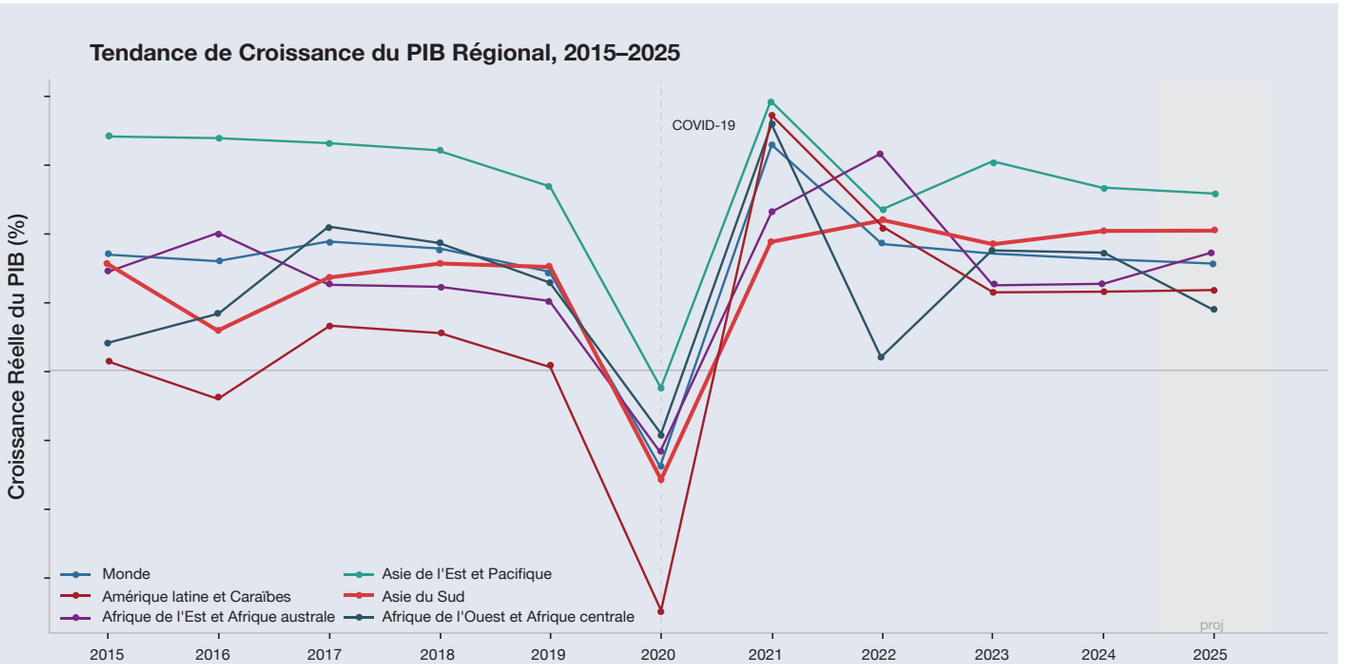
https://www.kisa.link/PBtvf (Consulté le 14.03.2026).

3. La tendance de la croissance du PIB

L'Afrique subsaharienne devrait maintenir en 2025 une trajectoire de croissance du PIB globalement stable, dans le prolongement de la tendance observée au cours des dernières années. Une évolution comparable est également perceptible en Afrique du Nord. Cette dynamique s'inscrit plus largement dans le prolongement des tendances de croissance observées à l'échelle mondiale. Selon les projections du FMI, la croissance de l'Afrique subsaharienne devrait se maintenir autour de 4 % en 2025, tandis que plusieurs économies africaines figurent parmi les économies à la croissance la plus rapide au monde. Néanmoins, pris isolément, cet indicateur peut donner une image trompeuse de la prospérité économique ou de la trajectoire de développement durable du continent. La diffusion des gains de croissance au sein de la population, le rythme soutenu de la croissance démographique et la vulnérabilité des économies africaines aux chocs extérieurs demeurent, en 2025, des enjeux majeurs. En particulier, l'érosion du pouvoir d'achat sous l'effet d'une inflation élevée limite la traduction de la croissance en amélioration effective des conditions de vie. Dans ce contexte, la croissance se traduit souvent moins par une progression réelle du bien-être que par une simple expansion de l'activité économique.

Graphique 1 : Tendance de la croissance du PIB régional, 2015-2025

Source : FMI, World Economic Outlook, octobre 2025.



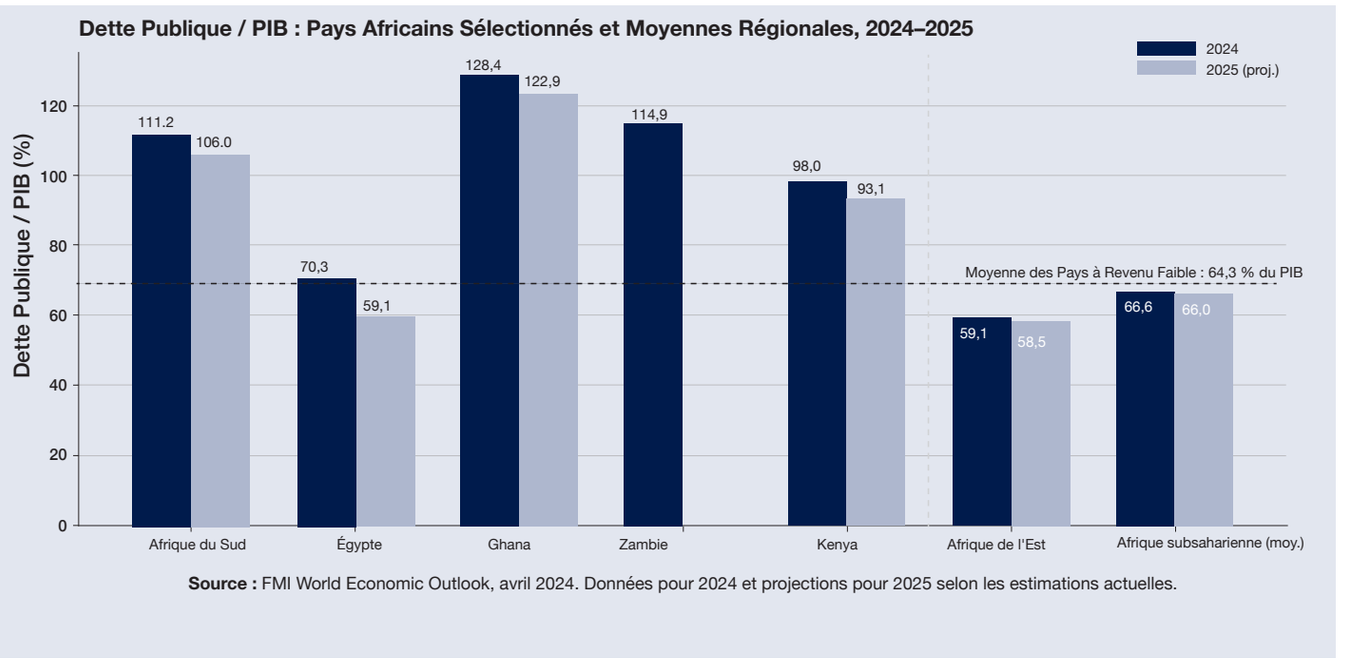
Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2024 ; estimations pour 2025.

4. Dette publique et solde courant

La dette publique et le solde courant constituent des indicateurs essentiels pour appréhender les trajectoires de développement des pays et des régions, notamment en ce qu'ils renseignent sur la discipline budgétaire, le risque de défaut et le degré de dépendance à l'égard du financement extérieur. En 2025, les données relatives à l'Afrique montrent que le Soudan (221,5 %), le Sénégal (122,9 %) et le Cabo Verde (106,0 %) figurent parmi les pays affichant les ratios de dette publique rapportée au PIB les plus élevés du continent. Ces trois économies présentent ainsi une situation de vulnérabilité structurelle, leur encours de dette dépassant le niveau de leur PIB. À l'inverse, dans le cadre du processus de restructuration de sa dette engagé avec le FMI, le Ghana a vu son ratio d'endettement passer de 70,3 % à 59,1 %. La République démocratique du Congo (19,1 %), les Comores (30,2 %) et Djibouti (30,5 %) figurent, quant à eux, parmi les pays présentant les niveaux d'endettement les plus faibles du continent et, de ce point de vue, les situations budgétaires les plus favorables.

Graphique 2 : Ratio dette publique/PIB, 2024-2025[5]

Source : FMI, World Economic Outlook, octobre 2025.



Source : FMI World Economic Outlook, avril 2024. Données pour 2024 et projections pour 2025 selon les estimations actuelles.

Les données relatives au solde courant mettent également en évidence des disparités particulièrement marquées. Alors que Djibouti (+8,1 %) et le Nigeria (+5,7 %) figurent parmi les principaux pays enregistrant un excédent courant, le Mozambique (-39,9 %), le Malawi (-18,3 %) et la Namibie

5 Les données pour l'année 2025 ne sont pas disponibles pour la Zambie.

(-14,7 %) maintiennent leur dépendance aux financements extérieurs en raison de leurs déficits courants chroniques. Ce tableau démontre qu'il est indispensable d'articuler conjointement la viabilité de la dette et les dynamiques de l'équilibre extérieur lorsque l'on évalue la solidité des trajectoires de croissance.

Indicateur	Rang	Plus élevé / Plus rapide		Moins élevé / Moins rapide	
		Pays	Valeur	Pays	Valeur
Croissance du PIB 2025P (%)	1	Soudan du Sud	**24,3**	Guinée équatoriale	**-1,6**
	2	Libye	**15,6**	Botswana	**-0,9**
	3	Éthiopie	**7,2**	Afrique du Sud	**1,1**
	4	Guinée	**7,2**	Lesotho	**1,4**
	5	Rwanda	**7,1**	Gabon	**1,9**
Inflation 2025P (%)	1	Soudan du Sud	**97,5**	Seychelles	**0,4**
	2	Zimbabwe	**89,0**	Côte d'Ivoire	**1,0**
	3	Soudan	**87,2**	Maroc	**1,2**
	4	Burundi	**37,3**	Burkina Faso	**1,3**
	5	Malawi	**28,2**	Gabon	**1,4**
Dette publique/PIB 2025P (%)	1	Soudan	**221,5**	République démocratique du Congo	**19,1**
	2	Sénégal	**122,9**	Union des Comores	**30,2**
	3	Cap-Vert	**106,0**	Djibouti	**30,5**
	4	Mozambique	**97,2**	Tchad	**31,5**
	5	Congo	**93,1**	Nigeria	**36,4**
Solde courant/PIB 2025P (%)	1	Djibouti	**+8,1**	Mozambique	**-39,9**
	2	Nigeria	**+5,7**	Malawi	**-18,3**
	3	Zimbabwe	**+3,1**	Namibie	**-14,7**
	4	Ghana	**+1,8**	Rwanda	**-13,8**
	5	Gabon	**+1,8**	Liberia	**-13,1**

Tableau 2 : Pays les plus performants et les moins performants selon les principaux indicateurs macroéconomiques, 2025P

Source : FMI, World Economic Outlook, octobre 2025.

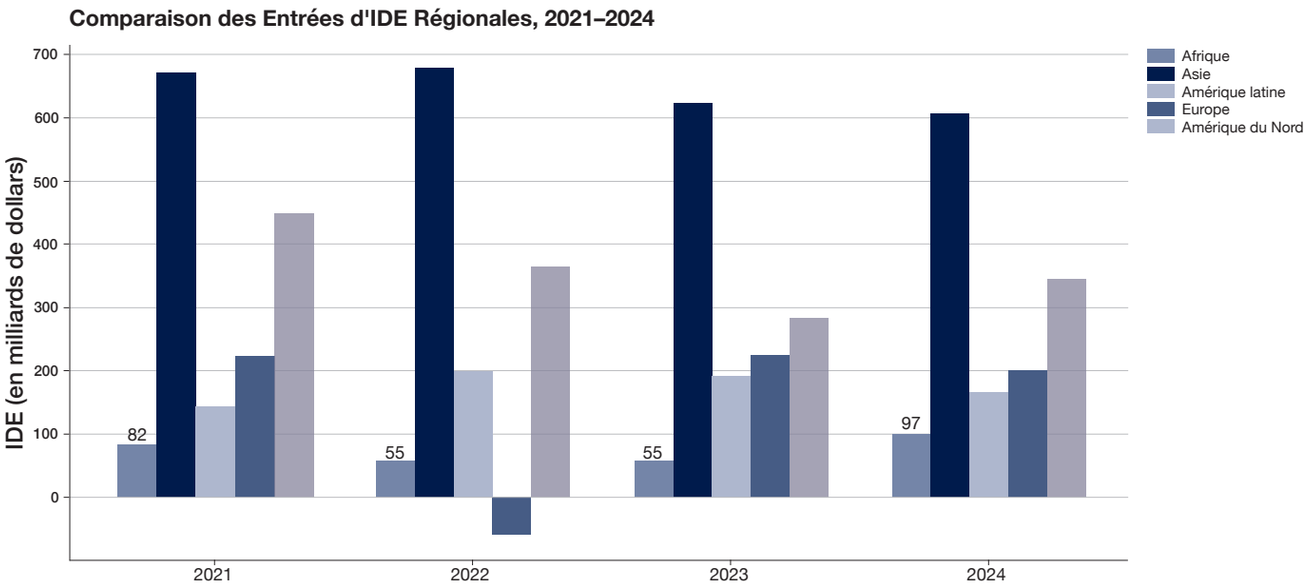
5. Les investissements directs étrangers

L'investissement direct étranger (IDE) figure parmi les principales sources de financement extérieur du développement durable, dans la mesure où il apporte non seulement des flux de capitaux, mais catalyse également une transformation structurelle par le biais du transfert de technologies, de la création d'emplois et de l'accès aux marchés mondiaux. Les données de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) constituent la référence standard dans ce domaine.[6] En examinant les performances de l'Afrique en matière d'IDE sur la période 2021-2024, on constate que le continent a attiré des investissements oscillant entre 55 et 97 milliards de dollars ; en 2024, année pour laquelle les données les plus récentes sont disponibles, les IDE ont atteint un niveau record de 97 milliards de dollars. Néanmoins, l'analyse des données comparatives met en évidence l'aspect le plus frappant de ce tableau, à savoir la disparité d'échelle. Au cours de la même période, l'Asie a affiché des performances nettement supérieures à celles de l'Afrique en attirant des investissements qui ont dépassé les 600 milliards de dollars. Le fait que la part de l'Afrique dans les IDE mondiaux stagne à un niveau de 3 à 4 % signale que le continent continue de déployer une performance de captation des investissements bien en deçà de son potentiel réel.

6 CNUCED, « World Investment Report 2025 », juin 2025, https://unctad.org/publication/world-investment-report-2025 (Consulté le 20.03.2026). Le rapport sur les investissements directs étrangers est publié au cours du deuxième trimestre de l'année suivant l'exercice concerné. À la date de rédaction de ce travail, le rapport le plus récent est celui de 2025 et se fonde sur les données de l'année 2024.

Graphique 3 : Afrique et autres régions, entrées d'IDE, 2021-2024

Source : CNUCED Rapport sur l'investissement dans le monde 2025



Source : CNUCED World Investment Report 2025. Données mises à jour en avril 2025.
*Données 2024 comprenant les dernières estimations ; les données officielles détaillées seront publiées en juin/juillet 2025.

6. Développement humain et transition démographique

L'Indice de développement humain (IDH) permet d'appréhender le développement au-delà de la seule croissance économique, en intégrant conjointement les dimensions de la santé, de l'éducation et du revenu. Le tableau 3 met en évidence de fortes disparités régionales dans la géographie du développement humain sur le continent. L'Afrique du Nord et l'Afrique australe se distinguent avec un IDH moyen de 0,68, tandis que l'Afrique de l'Ouest affiche la valeur la plus faible, avec une moyenne de 0,52. À l'échelle des pays, les Seychelles (0,848) et Maurice (0,806) occupent les premières places du classement continental. À l'inverse, le Soudan du Sud (0,388), la Somalie (0,404) et la République centrafricaine (0,414) enregistrent les niveaux d'IDH les plus faibles, révélant la persistance de profondes privations structurelles dans les domaines de la santé, de l'éducation et du revenu.

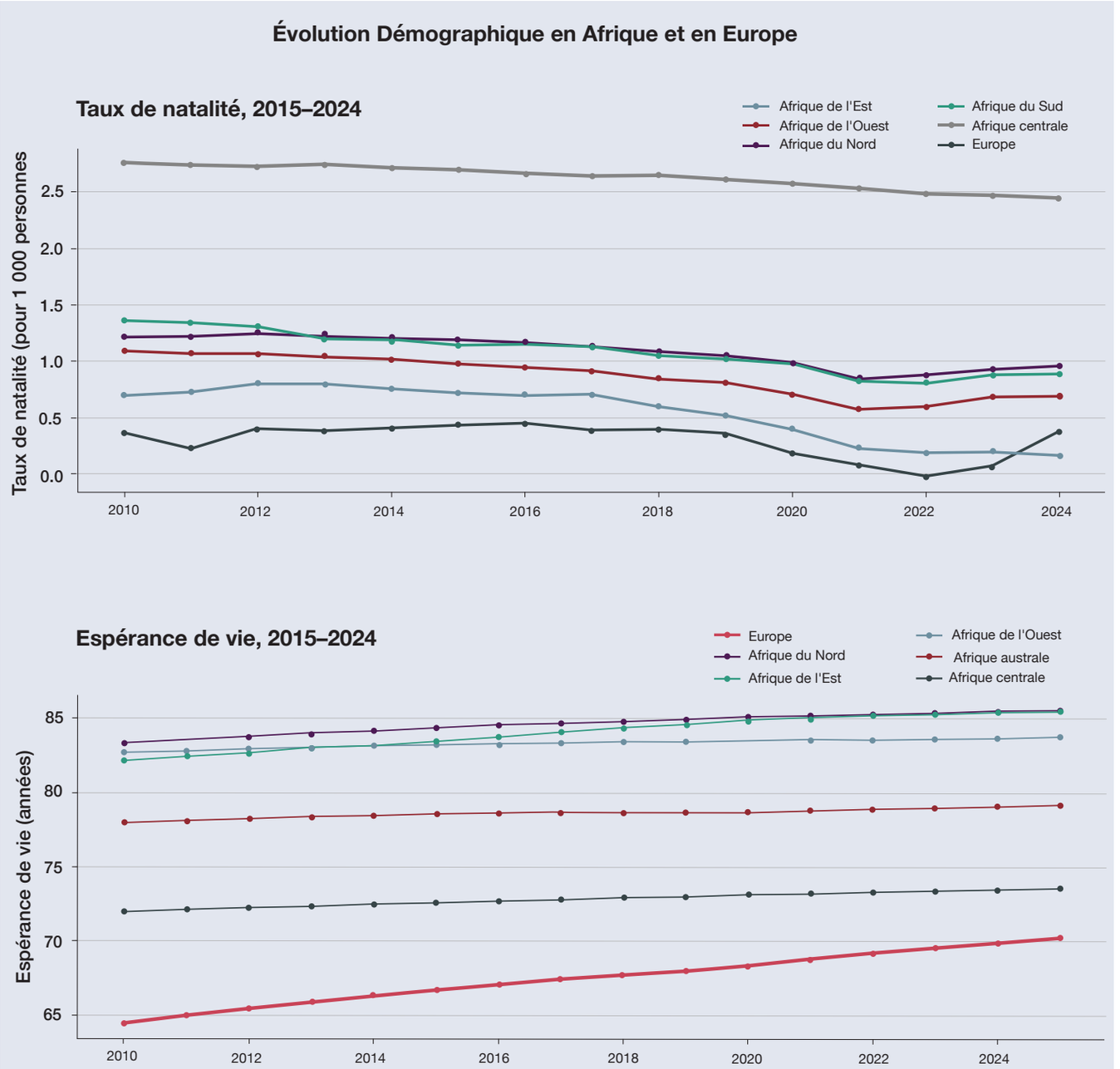
Tableau 3 : Indicateurs du développement humain des sous-régions africaines[7]

Source : PNUD, Human Development Report / Human Development Index.

Région	IDH	Espérance de vie (ans)	Durée de scolarisation attendue (années)	RNB par habitant (USD)
Afrique de l'Ouest	0,52	63,2	10,1	3.764
Afrique de l'Est	0,56	65,9	10,4	5.589
Afrique australe	0,68	64,8	12,7	10.909
Afrique du Nord	0,68	72,0	12,6	11.558
Afrique centrale	0,58	63,4	11,1	6.529

En matière d'espérance de vie, la Tunisie (76,5 ans), l'Algérie (76,3 ans) et le Cap-Vert (76,1 ans) se distinguent par les niveaux les plus élevés, tandis que le Nigeria (54,5 ans) et le Tchad (55,1 ans) figurent parmi les pays enregistrant les valeurs les plus basses. Concernant le revenu par habitant, l'écart d'environ 42 fois entre les Seychelles (29 195 $) et le Soudan du Sud (688 $) constitue l'expression tangible de la fracture des revenus sur le continent. Sur le plan démographique, le graphique 4 révèle que l'Afrique subsaharienne maintient la croissance démographique la plus élevée à l'échelle mondiale, avec un taux d'accroissement annuel de la population proche de 2,5 %. En revanche, le taux d'urbanisation de la région, qui s'établit à 65 %, demeure inférieur à celui de l'ensemble des autres régions retenues pour la comparaison. Il n'en reste pas moins que la tendance à l'urbanisation se poursuit de manière régulière.

7 ONU, « Human Development Index », 2026, https://hdr.undp.org/data-center/human-development-index#/indicies/HDI (Consulté le 09.03.2026). La donnée la plus récente pour l'indice de développement humain date de 2023.



Source : ONU, DESA, Division de la population, 2024. World Population Prospects : The 2024 Revision, POP/DB/WPP/Rev.2024/1.

Graphique 4 : Taux d'accroissement démographique et taux d'urbanisation

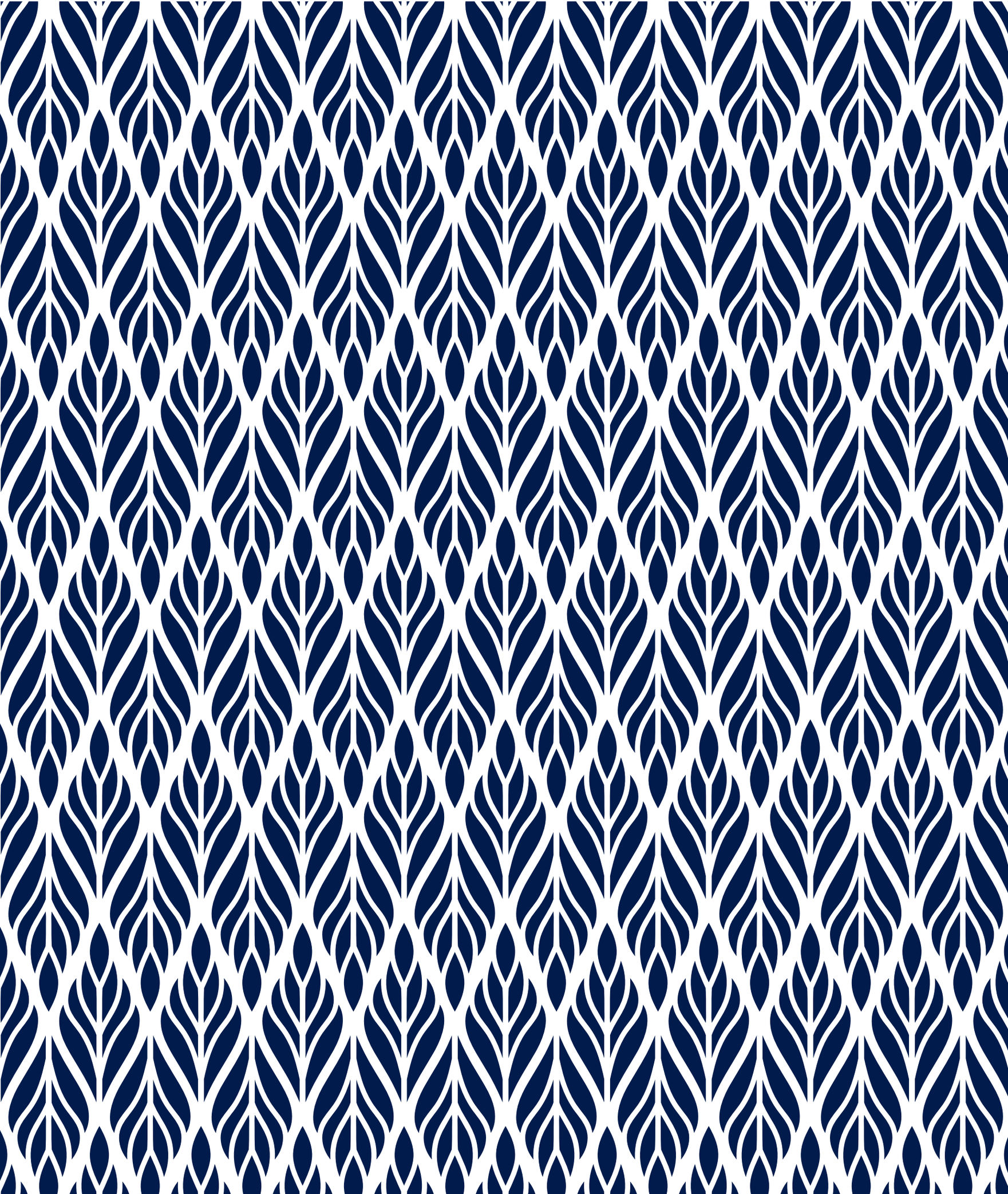
Source : Banque mondiale WDI et ONU DESA 2025[8]

8 ONU, « UN Population Division Data Portal »,
https://www.kisa.link/gyHEL (Consulté le 10.03.2026).
Banque mondiale, « World Development Indicators Database »,
https://www.kisa.link/RynfT (Consulté le 10.03.2026).

7. Conclusion

En 2025, le bilan du développement de l'Afrique fait apparaître à la fois des avancées significatives et de profondes vulnérabilités structurelles. Les taux de croissance se rapprochent de la moyenne mondiale et certaines sous-régions affichent une dynamique particulièrement soutenue. Néanmoins, des indicateurs extrêmes — à l'image d'une dette publique atteignant 221,5 % du PIB au Soudan, d'un taux d'inflation proche de 100 % au Soudan du Sud ou encore d'une espérance de vie d'environ 55 ans au Nigéria et au Tchad — mettent en évidence l'ampleur des privations qui demeurent masquées par les moyennes régionales.

En conclusion, l'Afrique traverse un processus de développement multidimensionnel et profondément hétérogène. Au-delà des discours généralisateurs, seule une analyse comparative prenant en compte les contextes propres à chaque pays et à chaque sous-région permet véritablement de rendre compte de la diversité et de la complexité des trajectoires de développement du continent.



Les économies en croissance de l'Afrique subsaharienne en 2025

4

Emre Saygın*

1. Introduction

L'Afrique subsaharienne se distingue par sa position stratégique, sa dynamique démographique vigoureuse, l'abondance de ses ressources naturelles ainsi que par la richesse de son patrimoine culturel. Alors que, jusqu'à une période récente, les pays de la région peinaient à transformer pleinement ce potentiel en amélioration du bien-être des populations, l'évolution du contexte international leur a ouvert de nouvelles perspectives susceptibles de soutenir leur développement. La hausse des prix des matières premières liée aux risques géopolitiques, ainsi que les dynamiques de concurrence entre les grandes puissances dans un contexte mondial de plus en plus multipolaire, ont en effet créé de nouvelles opportunités. Ces évolutions s'accompagnent toutefois de risques et de défis auxquels les pays de la région doivent également faire face.

La présente étude vise à analyser la performance économique de l'Afrique subsaharienne en 2025, à en identifier les principaux déterminants et à mettre en évidence les facteurs qui distinguent les économies les plus dynamiques de la région. Elle repose sur une analyse descriptive fondée principalement sur les travaux de recherche et les données statistiques publiés par les organisations internationales, ainsi que sur les rapports annuels des organisations régionales et des groupes de réflexion spécialisés dans les études africaines.

2. Les performances économiques de l'Afrique subsaharienne en 2025

En 2025, l'Afrique subsaharienne a enregistré une croissance économique d'environ 4 %. Ce niveau de croissance indique que le ralentissement observé au

* Maître de conférences, Université d'Eskişehir Osmangazi, Faculté des sciences économiques et administratives, Département de science politique et d'administration publique, emre.saygin@ogu.edu.tr

cours des deux dernières années laisse progressivement place à une reprise de l'activité économique et à un regain de dynamisme (cf. tableau 1). Si les vulnérabilités persistent en raison des incertitudes mondiales et des risques géopolitiques, la hausse des prix de l'or, des métaux précieux et d'autres matières premières a contribué à l'augmentation des recettes publiques des pays de la région, soutenant ainsi la croissance économique en 2025.[1].

	2022	2023	2024	2025
Afrique de l'Ouest	3,9	3,6	4,5	4,3
Afrique de l'Est	4,3	1,3	4,3	5,9
Afrique Centrale	5,2	4,4	4,0	3,2
Afrique Australe	2,9	1,8	1,9	2,2
Moyenne de l'Afrique Subsaharienne	4,2	3,0	3,3	3,9

Tableau 1. Performances de la croissance économique en Afrique Subsaharienne, 2022-2025 (%)

Source : Banque africaine de développement, « African Economic Outlook 2025 - Mobiliser les ressources financières pour le développement de l'Afrique », 2025, https://www.kisa.link/zntDv

En Afrique subsaharienne, la croissance économique enregistrée en 2025 a reposé de manière relativement équilibrée sur la consommation privée (4,6 %), les dépenses publiques (4,3 %) et l'investissement (4,7 %). Toutefois, les performances économiques ont sensiblement varié d'un pays à l'autre : tandis que le rythme de croissance s'est accéléré dans près de la moitié des économies de la région, il a ralenti dans l'autre moitié[2]. Ainsi, plusieurs des économies affichant les taux de croissance les plus élevés au monde, notamment le Bénin, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Rwanda et l'Ouganda, se trouvent en Afrique subsaharienne. À l'inverse, la performance économique est demeurée nettement plus faible dans certains pays fortement dépendants des revenus tirés des ressources naturelles ou affectés par des conflits régionaux[3].

3. Les répercussions sectorielles de la performance économique en Afrique subsaharienne

L'Afrique subsaharienne étant majoritairement constituée de pays à revenu faible et à revenu intermédiaire inférieur, l'objectif fondamental de sa croissance économique réside dans la diversification de sa structure productive, la résorption du chômage, le maintien de la stabilité des prix, la maîtrise de l'endettement et, in fine, la lutte contre la pauvreté.

Selon les données de la Banque mondiale, la contribution du secteur agricole à la production économique globale de l'Afrique subsaharienne a fluctué entre 16 % et 20 % au cours des vingt-cinq dernières années ; celle de l'industrie entre 24 % et 28 % (dont 9 % à 11 % pour l'industrie manufacturière) et celle du secteur des services entre 48 % et 53 %.[4] La part relativement élevée de l'agriculture, dont la production est particulièrement vulnérable aux variations climatiques, traduit à la fois la concentration d'une partie de l'activité productive dans un secteur à faible productivité et la persistance de risques inflationnistes. De même,

1 Banque mondiale, « *Global Economic Prospects* », janvier 2026, https://www.kisa.link/sycwZ, (Consulté le 08.02.2026), p. 91.

2 Banque mondiale, « *Global Economic Prospects* », janvier 2026, https://www.kisa.link/sycwZ, (Consulté le 08.02.2026), p. 97.

3 Fonds monétaire international, « *Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa* », octobre 2025, https://www.kisa.link/lAJPA, (Consulté le 10.02.2026), p. 2.

4 Banque mondiale, « *World Development Indicators (Online Database)*», https://www.kisa.link/gGLlH, (Consulté le 09.02.2026).

la faiblesse du secteur industriel, et plus particulièrement de l'industrie manufacturière, continue de rendre les économies subsahariennes fortement dépendantes des exportations à faible contenu technologique et fondées sur les ressources naturelles, plaçant ainsi la région parmi les moins diversifiées au monde sur le plan économique.[5]

Malgré ces fragilités dans les secteurs agricole et industriel, certaines branches des services, telles que le tourisme, l'agroalimentaire et la transformation des produits agricoles, l'horticulture et l'agriculture orientée vers l'exportation, les technologies de l'information, le conseil et les services spécialisés, ainsi que les transports et la logistique modernes, contribuent de manière significative à la création d'emplois. Ces activités, parfois qualifiées d'« industries sans cheminées », se caractérisent non seulement par une productivité supérieure à la moyenne, mais également par leur potentiel en matière de progrès technologique et de développement à grande échelle. Elles contribuent ainsi d'ores et déjà à transformer progressivement la structure économique de la région.[6]

Par ailleurs, bien que l'augmentation des créances douteuses, liée aux incertitudes des marchés mondiaux et aux difficultés internes des économies subsahariennes, pèse sur le profil de risque global du secteur bancaire, celui-ci est demeuré performant et résilient en 2025 grâce aux marges nettes d'intérêt élevées observées au cours de l'année, contribuant ainsi au soutien de l'activité économique.[7] Les investissements directs étrangers (IDE) à destination de la région ont, quant à eux, enregistré un léger recul par rapport à l'année précédente, pour s'établir à 42 milliards de dollars. Dans un contexte marqué par l'amélioration des conditions sur les marchés mondiaux et par l'accroissement de la liquidité provenant des économies avancées, l'émergence de conditions de financement extérieur plus stables et plus durables devrait contribuer à consolider cette amélioration encore prudente.[8]

4. Les économies les plus dynamiques d'Afrique subsaharienne en 2025

L'Afrique du Sud, première économie émergente d'Afrique subsaharienne, a enregistré en 2025 une croissance de 1,1 %, en légère progression par rapport à une performance moyenne inférieure à 1 % au cours de la dernière décennie. Bien que ce niveau de croissance ne soit pas particulièrement porteur d'anticipations optimistes pour l'avenir, les réformes engagées dans les secteurs de l'énergie et de la logistique, ainsi que l'augmentation des investissements en capital fixe portés par le secteur privé, commencent à produire des effets positifs[9].

Le Nigeria, autre puissance émergente majeure de la région, a enregistré un taux de croissance de 3,1 % en 2025. Face à une croissance encore modérée et un risque croissant de pauvreté, le pays s'est engagé, au cours des deux dernières

5 Harvard Growth Lab, « *Economic Complexity Index – Geo Map (Online Database)* », 2026, https://www.kisa.link/YUUoh, (Consulté le 11.02.2026).

6 Bhorat, H., Page, J., Newfarmer, R., & Coulibaly, B., « New Pathways to Job Creation and Development in Africa: The Promise of Industries without Smokestacks », 2025, https://www.kisa.link/yLrYG, (Consulté le 10.02.2026).

7 The Asian Banker, « Sub-Saharan Africa struggles with modest economic growth in 2025 », 30.01.2025, https://www.kisa.link/PmuqT, (Consulté le 10.02.2026).

8 CNUCED (UNCTAD), « Global Investment Trends Monitor-No: 50 », janvier 2026, https://www.kisa.link/qTDpD, (Consulté le 11.02.2026).

9 Reuters, « South Africa's economy grows 1.1% in 2025, below government estimates », 10.03.2026, https://www.kisa.link/mzLTo, (Consulté le 11.02.2026).

années, sur une trajectoire de réformes davantage orientée vers une croissance inclusive. Il est attendu que le pays s'affranchisse de manière plus résolue de sa dépendance aux ressources naturelles et accélère la diversification de son appareil productif en faveur de l'agriculture, l'industrie manufacturière et la technologie, afin de s'affirmer comme un pôle de puissance économique global sur le continent africain[10].

La Guinée a enregistré en 2025 la croissance économique la plus rapide d'Afrique subsaharienne. Cette forte performance s'explique principalement par l'essor de la production minière et par la réalisation de grands projets d'infrastructure. Si cette dynamique se poursuit, la croissance réelle devrait avoisiner en moyenne 10 % par an entre 2026 et 2029. La forte dépendance du pays à l'égard des exportations minières — qui représentent près de 90 % de ses recettes en devises — l'expose néanmoins aux chocs extérieurs et aux fluctuations du commerce international. Les entrées d'investissements directs étrangers destinées à l'exploitation des importantes réserves de minerai de fer du pays contribuent toutefois à atténuer cette vulnérabilité. Par ailleurs, l'augmentation des recettes publiques provenant des secteurs non miniers devrait également contribuer à améliorer la qualité de la croissance[11].

L'économie du Bénin, qui a également maintenu une trajectoire de croissance soutenue en 2025, a bénéficié de la bonne performance du commerce, du tourisme et de l'agriculture, ainsi que de l'augmentation de la production de coton. La résolution de la crise d'approvisionnement pétrolier avec le Niger, le développement des zones industrielles et le dynamisme du secteur de la construction, auxquels s'ajoutent les performances des secteurs minier et des transports, ont également contribué à soutenir la croissance économique du pays[12].

	2025*	2026**	2027**
Bénin	7,3	7,0	7,0
Côte d'Ivoire	6,3	6,4	6,5
Éthiopie	7,2	7,1	7,7,
Guinée	7,5	9,3	11,6
Niger	6,5	6,7	6,6,
Rwanda	7,0	7,2	7,6
Sénégal	6,4	4,1	4,3
Soudan	6,1	5,1	3,7
Tanzanie	6,0	6,2	6,5
Ouganda	6,3	6,4	9,8
Zimbabwe	6,6	5,0	5,0

* Mesure estimée (*Estimate*), ** Projection (*Forecast*)

Tableau 2. Les économies à forte croissance de l'Afrique Subsaharienne, 2025-2027 (%)

Source: Banque mondiale, « Global Economic Prospects », janvier 2026, https://www.kisa.link/sycwZ, (Consulté le 08.02.2026), p. 98.

10 Schimmelpfennig, A. & Ebeke, C., « How Nigeria Can Unleash its Economic Potential », 2025,
https://www.kisa.link/ogceZ, (Consulté le 11.02.2026).

11 S&P Global, « *Guinea Outlook Now Positive On Expected Declining External Imbalances, Increasing Government Revenue; Affirmed At B+/B* », 13.03.2026,
https://www.kisa.link/ffVrD , (Consulté le 12.02.2026).

12 Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), « EBRD Transition Report 2025-26: Country Assessments Benin », 2026,
https://www.kisa.link/zGeGV, (Consulté le 11.02.2026).

D'autre part, l'Éthiopie a enregistré une croissance économique supérieure à 7 %, portée par la bonne performance du secteur agricole, le dynamisme de la production d'or et d'électricité, ainsi que par la stratégie globale de réformes engagée depuis plusieurs années. Au Zimbabwe, la performance économique a atteint 6,6 %, marquant une nette amélioration par rapport aux années précédentes. Cette progression s'explique notamment par la reprise de la production agricole et par les investissements réalisés dans le secteur minier, qui ont contribué à stimuler la production industrielle. En Ouganda, la croissance économique s'est établie à 6,3 %, atteignant ainsi son niveau le plus élevé depuis la période précédant la pandémie de COVID-19. Cette performance a été soutenue par l'augmentation des dépenses publiques, la vigueur de la demande intérieure, la progression des investissements privés ainsi que par le dynamisme des exportations de café. De même, la Côte d'Ivoire a enregistré une croissance économique de 6,3 %, principalement portée par l'augmentation de la consommation privée et des investissements.[13]

5. Conclusion

Malgré les incertitudes qui caractérisent la conjoncture mondiale et les tensions persistantes dans la région, l'Afrique subsaharienne a connu en 2025 une reprise de sa performance économique, portée notamment par les investissements dans les infrastructures et la diversification du secteur des services, avec une croissance prudente mais globalement encourageante. Parallèlement, des difficultés d'ordre local, institutionnel et macroéconomique — telles que les sécheresses, la dépendance aux ressources naturelles, l'insuffisance des infrastructures, l'inflation, le chômage, la pauvreté et l'endettement — ont continué de peser fortement sur les perspectives de développement de la région[14].

Dans ce contexte, il apparaît essentiel de créer un environnement de coordination susceptible de contribuer à la résolution des différends politiques entre les pays et d'accélérer la mise en place d'intégrations « fonctionnelles » à l'échelle régionale. Une telle dynamique permettrait notamment d'assurer une répartition plus « équilibrée » de l'aide publique au développement destinée aux pays de la région et de favoriser un développement régional plus « intégré ». Il importe également de maintenir le secteur public à une taille optimale tout en soutenant les investissements du secteur privé fondés sur une utilisation « rationnelle » des ressources. Parallèlement, la promotion d'un environnement de bonne gouvernance, propre à accroître la part de l'Afrique subsaharienne dans les flux mondiaux d'investissements directs étrangers, doit aller de pair avec une vigilance accrue face aux nouvelles formes de dépendance et de néocolonialisme, en conservant une approche de « sécurisation » des intérêts stratégiques de la région.[15]

13 Banque mondiale, « Global Economic Prospects », p. 91-92.

14 Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), « Sub-Saharan Africa's Economic Outlook 2025 - Navigating Uncertainty and Aligning Policy for Sustainable Recovery », 2026,

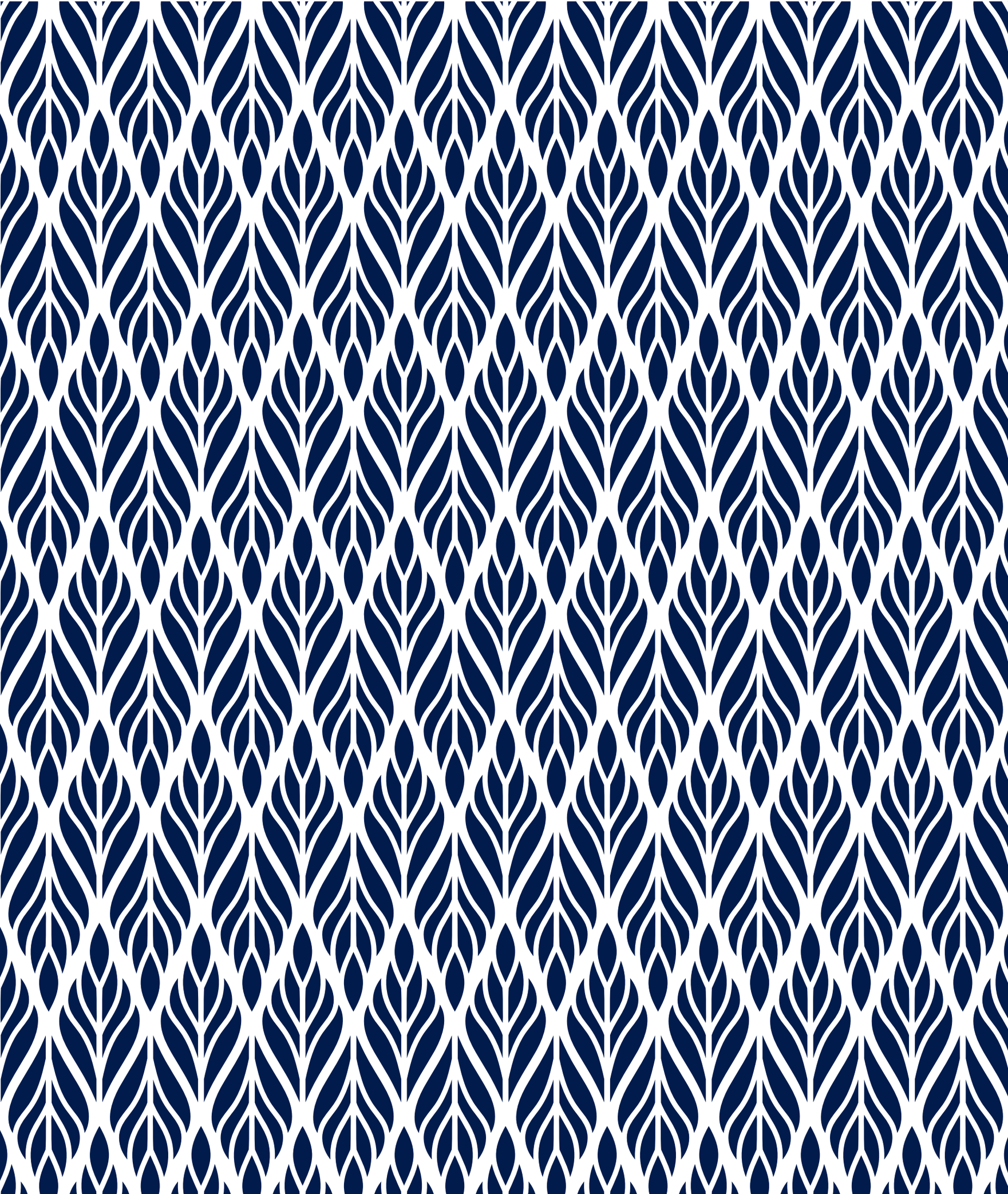
https://www.kisa.link/kHxrD, (Consulté le 10.02.2026), p. 2.

15 Commission de l'Union africaine & OCDE, « Dynamiques du développement en Afrique 2025 - Infrastructures, croissance et transformation », 2025,

https://www.kisa.link/ARNhP, (Consulté le 10.02.2026), p. 17-19 ;

Banque africaine de développement, « Performances et perspectives macroéconomiques de l-Afrique », novembre 2025,

https://www.kisa.link/ubKmJ, (Consulté le 09.02.2026), p. 19.



La quête de justice de l'Afrique dans le système international au vingtième anniversaire du Consensus d'Ezulwini

5

Mustafa Ateş*

1. Introduction

Bien que l'Afrique représente 54 des 193 États membres des Nations unies (ONU), soit près de 28 % des membres de l'Organisation, et environ 19 % de la population mondiale, elle demeure largement sous-représentée dans les mécanismes décisionnels du système international. Alors que près d'un membre de l'ONU sur trois est africain, aucun État africain ne dispose d'un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU), principal organe décisionnel de l'Organisation. Le Groupe des États d'Afrique constitue l'un des cinq groupes régionaux de l'ONU et représente le plus important bloc ne disposant d'aucun membre permanent au Conseil de sécurité. Avec l'Amérique du Sud, l'Afrique fait partie des deux régions dépourvues de représentation permanente. Toutefois, au regard du nombre de ses États membres, de son poids dans l'agenda du Conseil et de sa contribution aux opérations de maintien de la paix, l'Afrique apparaît comme la région qui souffre du déficit de représentation le plus marqué dans le statu quo actuel. En effet, près de la moitié des opérations de maintien de la paix de l'ONU se déroulent en Afrique, tandis que les Africains représentent environ 40 % des Casques bleus des Nations unies[1]. Les données de 2025 permettent de mettre davantage en évidence cette asymétrie. 36 % des réunions du Conseil de sécurité consacrées à des pays ou à des régions spécifiques, 51 % de ses résolutions, 75 % des résolutions adoptées au titre du chapitre VII de la Charte des Nations unies — portant notamment sur les situations constituant une me-

* Maître de conférences, Université de Bitlis Eren, Faculté des sciences économiques et administratives, Département des relations internationales, mates9271@gmail.com.

1 « UN chief calls for permanent Africa Security Council seat », *BBC News,* 1er décembre 2024, https://www.kisa.link/LNdct, (Consulté le 19.03.2026).

nace contre la paix et la sécurité internationales — ainsi qu'environ 63 % de ses déclarations à la presse concernaient le continent africain[2]. Ainsi, alors même que l'Afrique se trouve au cœur de l'agenda du Conseil de sécurité, aucun État africain n'y dispose d'un siège permanent. C'est largement de cette contradiction que découle la quête de justice de l'Afrique au sein du système international.

Dans sa configuration actuelle, l'Organisation des Nations Unies (ONU) demeure une institution façonnée par l'équilibre des puissances issu de l'après-Seconde Guerre mondiale. Elle reflète un ordre international marqué par le statu quo, largement déconnecté des réalités contemporaines et contraire au principe d'une représentation équitable. Les États africains mènent depuis plusieurs décennies une action diplomatique soutenue en faveur d'une représentation plus inclusive et plus équitable au sein de l'ONU. Le fondement institutionnel de ces efforts repose sur le Consensus d'Ezulwini, adopté en 2005 par l'Union africaine (UA), qui symbolise la position commune de l'Afrique concernant la réforme du CSNU. L'année 2025 revêt, à cet égard, une importance hautement symbolique et stratégique, marquant le 20e anniversaire de ce consensus. La présente étude vise à analyser les contestations formulées par les États africains à l'égard du système international en 2025, leurs initiatives en faveur de la justice internationale, ainsi que le soutien apporté par la Türkiye dans le cadre de sa doctrine « Le monde est plus grand que cinq » (*Dünya Beşten Büyüktür*).

2. Le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte

Le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte constituent le fondement institutionnel et doctrinal de la quête de justice de l'Afrique au sein du système international. Adopté en mars 2005 lors de la 7e session extraordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine (UA), le Consensus d'Ezulwini a établi la « Position africaine commune » sur la réforme des Nations unies. Bien que le Consensus expose la vision de l'UA concernant la réforme de l'ensemble des organes de l'ONU, la revendication relative à la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) en constitue sans aucun doute l'élément le plus saillant. L'UA a ainsi demandé que l'Afrique bénéficie d'une représentation pleine et entière au sein du CSNU. Cette revendication prévoit « au moins deux sièges permanents, dotés de l'ensemble des prérogatives et privilèges attachés au statut de membre permanent, y compris le droit de veto, ainsi que cinq sièges non permanents»[3].

La Déclaration de Syrte, adoptée en juillet 2005, constitue quant à elle le document par lequel les chefs d'État africains réunis au sein de l'Assemblée de l'UA ont approuvé le Consensus d'Ezulwini. Par cette déclaration, les dirigeants africains ont exprimé leur volonté politique de soumettre à l'Assemblée générale des

2 « Highlights of Security Council Practice 2025 », ONU, https://www.kisa.link/CFlyF, (Consulté le 19.03.2026).

3 Union africaine, "The Common African Position on the Proposed Reform of the United Nations: 'The Ezulwini Consensus'," Addis-Abeba, 7-8 mars 2005, https://www.kisa.link/rsxPE, (Consulté le 25.03.2026).

Nations unies un projet de réforme reflétant la Position africaine commune. Si le Consensus porte principalement sur la réforme politique du CSNU, la disposition relative à la « démocratisation des institutions de Bretton Woods » figurant dans la Déclaration montre que la quête de justice de l'Afrique au sein du système international s'inscrit dans une approche globale, englobant également la gouvernance économique mondiale[4].

3. Les évolutions en 2025 relatives à la quête de justice de l'Afrique dans le système international

L'année 2025 revêt une importance particulière pour les pays africains, puisqu'elle marque le 20e anniversaire du Consensus d'Ezulwini et de la Déclaration de Syrte. L'Union africaine, notamment à travers le Comité des dix chefs d'État et de gouvernement (C-10) chargé de promouvoir la Position africaine commune sur la réforme du Conseil de sécurité, a mené diverses initiatives et activités institutionnelles. La quête d'une plus grande justice au sein du système international a constitué l'un des principaux fondements de nombreuses initiatives conduites en 2025 et a également servi de fil conducteur à plusieurs d'entre elles.

3.1. Le thème de l'année 2025 de l'Union africaine

En 2025, la quête de justice de l'Afrique s'est manifestée non seulement dans une perspective systémique, mais également à travers un prisme historique. À cet effet, le thème de l'année 2025 de l'UA a été proclamé comme suit : « *La justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine par les réparations* ». Cette initiative aborde de front les injustices historiques, notamment la traite transatlantique des esclaves, le colonialisme, l'apartheid et le génocide et revendique la mise en œuvre d'une justice réparatrice[5]. Par le choix de ce thème, coïncidant avec le 20e anniversaire du Consensus d'Ezulwini, l'UA a transposé la revendication de justice du continent dans un cadre plus large de quête de droits fondée sur la réparation des injustices historiques.

3.2. La 38e session ordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine

- Lors de la 38e session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, tenue les 15 et 16 février 2025, des résultats concrets ont été obtenus en faveur de la volonté de parler d'une seule voix dans le processus de réforme du CSNU. Toutefois, la revendication de justice au sein du système international ne s'est pas limitée à la réforme du CSNU et a également mis l'accent sur les injustices historiques. L'attachement à la Position africaine

4 Union africaine, "Decisions, Declarations and Resolution of the Assembly of the African Union, Fifth Ordinary Session", Syrte, Libye, 4-5 juillet 2005, Assembly/AU/Decl.1-3 (V),

https://www.kisa.link/KEhaX, (Consulté le 25.03.2026).

5 Union africaine, "AU Theme of the Year 2025: 'Justice for Africans and People of African Descent Through Reparations', ", 15 février 2025,

https://au.int/fr/theme/2025, (Consulté le 05.04.2026).



commune a été réaffirmé. Les mesures concrètes suivantes ont notamment été arrêtées en faveur de cette quête de justice :

- le C-10 devait engager des consultations aux plus hauts niveaux politiques, y compris avec les cinq membres permanents du CSNU, et organiser des réunions de haut niveau ;

- tous les États membres de l'UA devaient intégrer la Position africaine commune dans leurs déclarations nationales lors de la 80e session de l'Assemblée générale des Nations unies ;

- les États membres de l'UA devaient accorder la priorité à la réforme du CSNU dans leurs relations avec les partenaires extérieurs au continent africain[6].

Le Sommet revêt également une importance particulière en raison du soutien apporté par le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, à la quête de justice de l'Afrique. Guterres a exprimé son soutien à cette revendication en ces termes : « Il n'y a aucune justification à ce que l'Afrique soit encore privée d'une représentation permanente au XXIe siècle. Je continuerai à œuvrer avec l'Union africaine et tous les États membres afin de garantir à l'Afrique la représentation dont elle a besoin et la justice qu'elle mérite. »[7].

Thème de l'Union africaine pour l'année 2025 : « Justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine par le biais des réparations ». (Source : « Thème de l'année 2025 de l'Union africaine », Union africaine)

6 Union africaine, « Decisions, Declarations and Resolutions of the Assembly of the African Union, Thirty-Eighth Ordinary Session », Addis-Abeba, 15-16 février 2025, Assembly/AU/Dec.903-941(XXXVIII),

https://www.kisa.link/QXHob, (Consulté le 07.04.2026).

7 António Guterres, « Secretary-General's Remarks to the African Union Summit », Secrétariat général des Nations Unies, 15 février 2025,

https://www.kisa.link/oALZI, (Consulté le 09.04.2026).

3.3. Le 7e sommet du Comité des dix chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (C-10)

Lors du 7e Sommet des chefs d'État du C-10, tenu le 21 septembre 2025, l'absence de progrès tangibles enregistrés au cours des vingt dernières années dans la quête africaine de justice au sein du système international a suscité de vives critiques. Le coordonnateur du C-10 et président de la République de Sierra Leone, Julius Maada Bio, a qualifié la demande de réforme de « légitime, non négociable et juste », en soulignant qu'elle ne constituait pas « une faveur, mais la réparation d'une injustice historique ». De son côté, João Lourenço, président de la République d'Angola et président en exercice de l'Union africaine, a déploré que pratiquement rien n'ait été entrepris pour faire avancer cette réforme, tout en soulignant que l'Afrique demeurait exclue du Conseil de sécurité des Nations Unies. Il a en outre présenté cette réforme comme une revendication qui n'était « ni excessive ni symbolique, mais l'expression d'un droit légitime fondé sur les réalités géopolitiques actuelles », tout en la présentant comme une condition sine qua non à la restauration de la crédibilité du Conseil de sécurité.

3.4. La 9e conférence annuelle Union africaine-Organisation des Nations Unies

Le communiqué conjoint publié à l'issue de la 9e conférence annuelle UA-ONU, qui s'est déroulée le 13 novembre 2025, atteste du caractère désormais multidimensionnel de la quête de justice de l'Afrique au sein du système international[8]. Les revendications africaines ne se cantonnent plus au seul nombre de sièges au sein du CSNU ; elles ont évolué vers une phase nouvelle visant la démocratisation du système financier mondial et l'édification d'instruments de souveraineté économique. Dans cette perspective, la mise en service de l'Agence africaine de notation de crédit (*Africa Credit Rating Agency* - AfCRA), dont les préparatifs ont été achevés et dont l'entrée en activité est prévue pour 2026, peut être interprétée comme une manifestation de la contestation africaine à l'égard de l'ordre financier international.

3.5. Le sommet du G20 en Afrique du Sud

En 2025, le G20 s'est réuni pour la première fois sur le sol africain, sous l'égide de la présidence en exercice de la République d'Afrique du Sud. La Déclaration des dirigeants, proclamée à l'issue du sommet, a formellement appelé à adapter le CSNU aux réalités et aux impératifs du XXIe siècle, ainsi qu'à élargir sa composition afin d'intégrer les régions sous-représentées telles que l'Afrique[9]. Les conclusions de ce sommet montrent que l'adhésion de l'UA en tant que membre

8 Union africaine, « Joint Communiqué of the Ninth African Union-United Nations Annual Conference », 13 novembre 2025,
https://www.kisa.link/pNgvA, (Consulté le 09.04.2026).

9 DIRCO, « G20 South Africa Summit: Leaders' Declaration », Johannesburg, 22 novembre 2025,
https://www.kisa.link/uEVIZ, (Consulté le 14.04.2026).



Le président de la République de Türkiye, Recep Tayyip Erdoğan, s'est adressé aux participants dans la salle de l'Assemblée générale des Nations Unies (ONU), à l'occasion des travaux de la 80e session de l'Assemblée générale de l'ONU. (Source: Agence Anadolu)

permanent du G20, combinée à la présidence sud-africaine, a « renforcé l'aptitude de l'Afrique à défendre son rôle stratégique dans le façonnement d'un ordre international plus juste et inclusif »[10]. Le Sommet du G20 de 2025 consacre ainsi le fait que la demande de réforme systémique a cessé d'être une simple « revendication africaine » mais qu'elle est également reconnue par les plus grandes économies mondiales comme une « nécessité systémique ».

4. Le soutien de la Türkiye à la quête de justice de l'Afrique

La Türkiye a articulé sa critique du déficit du CSNU en matière d'inclusivité et de représentativité autour du mot d'ordre « Le monde est plus grand que cinq ».

10 Union africaine, « G20 Leadership Summit 2025 », 14 décembre 2025, https://www.kisa.link/qJkUA, (Consulté le 14.04.2026).

Dans le cadre de ce discours, Ankara dénonce l'absence de tout membre permanent issu du continent africain au sein du Conseil de sécurité[11]. Cette approche de la Türkiye rejoint la revendication africaine en faveur d'une représentation permanente au sein du Conseil. Lors de son allocution à la 80e session de l'Assemblée générale des Nations unies, le président Erdoğan a également réaffirmé ce discours en 2025, déclarant : « Nous continuerons à affirmer que "le monde est plus grand que cinq" jusqu'à l'instauration d'un ordre dans lequel ce n'est pas le plus fort qui a raison, mais où c'est le juste qui est fort. »[12]

5. Conclusion

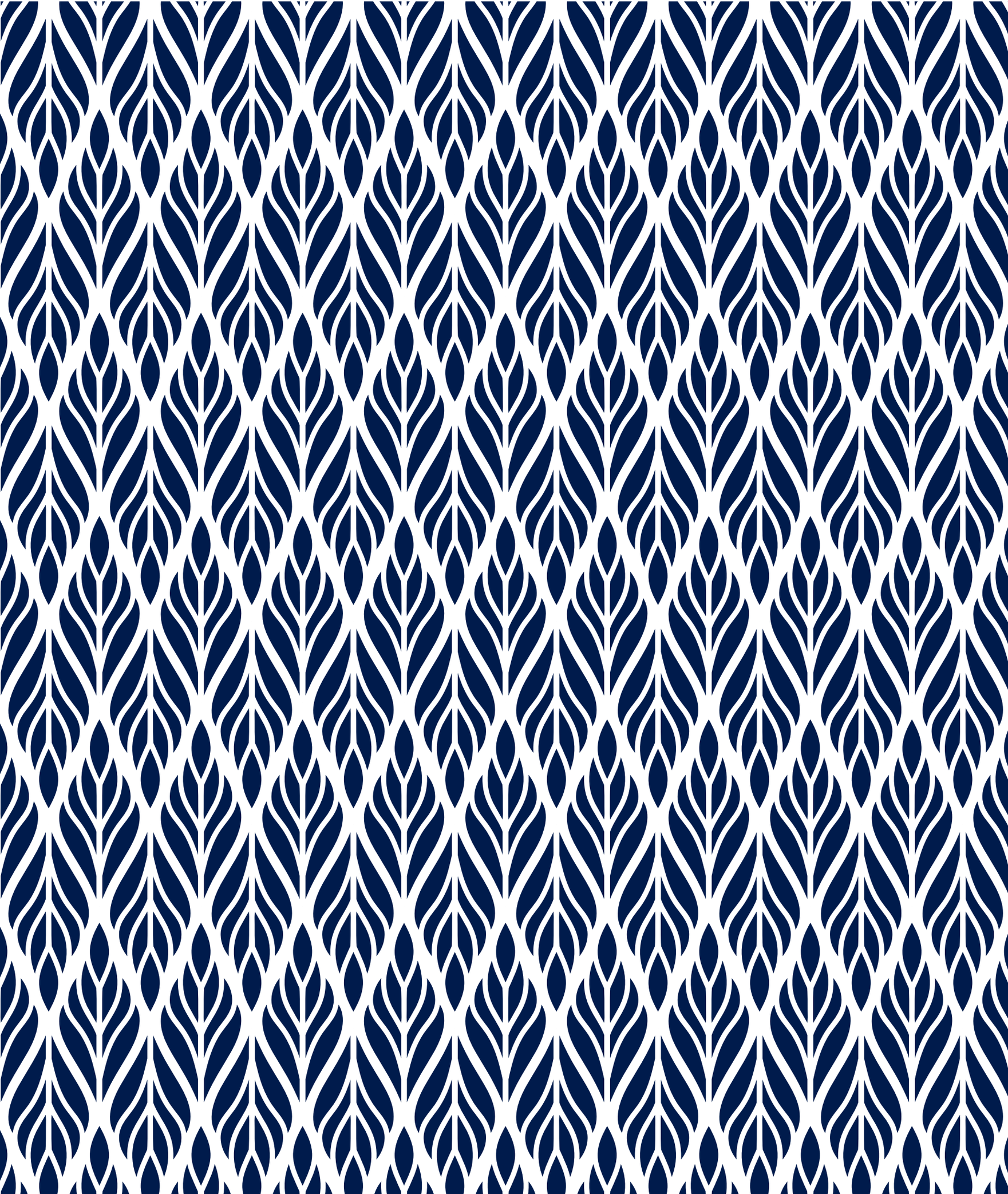
L'année 2025 constitue une étape importante dans la quête de justice et de représentation équitable de l'Afrique au sein du système international, en ce qu'elle marque le 20e anniversaire de l'adoption du Consensus d'Ezulwini. Le fait que les États africains aient, tout au long de l'année et dans diverses enceintes, constamment mis l'accent sur la justice au sein du système international, ainsi que la volonté qu'ils ont manifestée de parler d'une « seule voix », montrent que la Position africaine commune est désormais allée au-delà du simple registre discursif. Le thème de la justice historique porté par l'UA, ainsi que la quête de justice dans l'économie mondiale, peuvent être considérés comme les manifestations d'une revendication plus large en faveur des droits et de l'équité.

La création de la Série de dialogues sur l'Afrique et du Dialogue politique de haut niveau, à la suite de la résolution 79/263 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies au début de l'année 2025, a contribué à institutionnaliser au sein de l'ONU les initiatives africaines en faveur de la justice. Par ailleurs, la déclaration du G20, les rapports des Nations Unies, le soutien apporté par le Secrétaire général de l'ONU à la réforme, ainsi que la vision portée par la Türkiye à travers le slogan « Le monde est plus grand que cinq » constituent, pour 2025, les principaux facteurs externes ayant contribué à renforcer la légitimité internationale de la revendication de réforme.

Malgré la légitimité diplomatique acquise et le soutien dont cette revendication a bénéficié sur le plan discursif, il demeure difficile d'affirmer que la justice a été effectivement instaurée au sein du système international et que les initiatives visant à remédier aux déséquilibres dénoncés ont dépassé le stade des mesures symboliques. En effet, à la fin de 2025, aucune mesure décisive susceptible d'engendrer une transformation structurelle n'avait encore été prise. Néanmoins, l'année 2025 a constitué le signe avant-coureur d'une poursuite, dans les années à venir, de la lutte de l'Afrique pour la justice selon une orientation plus résiliente et davantage institutionnalisée.

11 Direction de la communication de la République de Türkiye, *Cumhurbaşkanı Recep Tayyip Erdoğan'ın BM 79. Genel Kurulu Hitabı*, Ankara, 2024, p. 17.

12 Direction de la communication de la République de Türkiye, "Cumhurbaşkanı Erdoğan Birleşmiş Milletler 80. Genel Kuruluna Hitap Etti," 23 septembre 2025, https://www.kisa.link/lwtgC, (Consulté le 17.04.2026).



6

Le paysage énergétique de l'Afrique en 2025

Gökhan Kahraman*

1. Introduction

L'Afrique figure parmi les régions du monde disposant du plus important potentiel en matière de ressources humaines et de ressources naturelles, tant souterraines que terrestres. La population du continent affiche une tendance à la hausse continue. Sous l'effet combiné de cette dynamique démographique, de la croissance économique des États et des progrès technologiques, la demande énergétique continentale est en constante augmentation. Néanmoins, à l'heure actuelle, plus de 600 millions de personnes vivant en Afrique demeurent privées d'accès à l'électricité. Parallèlement, environ un milliard d'individus ne disposent pas d'installations de cuisson propres[1]. En République d'Afrique du Sud, pays possédant l'appareil industriel le plus développé du continent, et ce en dépit d'un taux élevé d'électrification, 231 jours de délestages électriques planifié ont été enregistrés au cours de l'année 2025[2]. En outre, la compétition entre les pays développés, notamment autour des terres rares, tout particulièrement autour des terres rares, a accru l'intérêt des acteurs extracontinentaux pour les ressources naturelles africaines. Cette conjoncture confère à l'Afrique une importance stratégique croissante dans les domaines de l'énergie et des ressources minières.

* Dr, Chercheur indépendant
ORCID ID : 0000-0001-7064-9890
6308527@gmail.com

1 Fatih Birol, « Africa Energy Outlook 2022 », World Energy Outlook Special Report, Agence internationale de l'énergie (AIE), p. 16, 23 juillet 2025, https://iea.blob.core.windows.net/assets/220b2862-33a6-47bd-81e9-00e586f4d384/AfricaEnergyOutlook2022.pdf, (Consulté le 02.02.2026).

2 Alister Bull, « Eskom Keeps Lights on for 231 Straight Days in South Africa », Bloomberg, 02.01.2026, https://www.bloomberg.com/news/articles/2026-01-02/south-africa-s-eskom-marks-231-days-without-power-cuts, (Consulté le 12.02.2026).

La présente étude examine le paysage énergétique de l'Afrique à travers les principaux enjeux qui ont marqué l'agenda énergétique de l'année 2025. Dans un premier temps, après avoir dressé un état des lieux de la situation énergétique et minière du continent, elle analyse les différents sommets de l'énergie ayant réuni les représentants des secteurs public et privé ainsi que les chefs d'État et de gouvernement à l'échelle continentale. Elle traite ensuite des initiatives déployées par les acteurs extracontinentaux dans le domaine de l'énergie. Enfin, elle évalue les principales politiques énergétiques qui se sont distinguées en Afrique au cours de l'année 2025.

2. Le paysage énergétique de l'Afrique

L'Afrique est un continent d'une immense richesse dans le domaine des ressources énergétiques ainsi que dans le secteur des mines et de la métallurgie, qui constitue l'une des composantes essentielles de l'industrie de l'énergie. À l'échelle mondiale, le continent détient une part de 8 % des réserves de pétrole et de 7 % des réserves de gaz naturel[3]. En ce qui concerne les ressources minières, la part de l'Afrique s'élève à environ 30 % de la production mondiale. Son abondance avérée en métaux critiques rehausse considérablement la valeur stratégique du continent. Fournissant plus de 70 % de la demande mondiale de cobalt, la République démocratique du Congo (RDC) s'impose comme le leader mondial incontesté dans ce domaine. L'Afrique du Sud, quant à elle, détient plus de 90 % des réserves de métaux du groupe du platine. La Guinée abrite les plus vastes réserves de bauxite au monde. Le Mozambique se distingue comme le premier producteur mondial de graphite, tandis que le Mali, le Gabon, la Namibie et la Zambie figurent parmi les principaux pays du continent respectivement pour leurs réserves de lithium, de manganèse, d'uranium et de cuivre.[4] D'autre part, grâce à ses caractéristiques géographiques et à des taux d'insolation exceptionnels, l'Afrique recèle un potentiel majeur en matière d'énergies renouvelables. Selon les données de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) et de la Banque africaine de développement, le continent possède une capacité théorique annuelle de production d'énergie solaire d'environ 10 TW. De surcroît, un potentiel de 350 GW pour l'hydroélectricité, 110 GW pour l'éolien et 15 GW pour la géothermie est répertorié[5]. Enfin, le potentiel du continent en matière d'hydrogène vert est estimé à environ 50 Mt[6].

3 Groupe de la Banque africaine de développement, « Catalyzing Growth and Development Through Effective Natural Resources Management », Centre africain des ressources naturelles, Abidjan, 2016, p. 3-4.

4 Ben Chandler, « Africa's Critical Minerals », Fondation Mo Ibrahim, 2022, p. 2.

5 Groupe de la Banque africaine de développement, « Why Africa is the next renewables powerhouse », BAfD, 2018, consulté le 23 juillet 2025,

https://www.kisa.link/TqlJF (Consulté le 12.02.2026) ;

IRENA et BAfD, Renewable Energy Market Analysis: Africa and Its Regions, Agence internationale pour les énergies renouvelables et Banque africaine de développement, Abou Dabi et Abidjan, 2022.

6 Banque européenne d'investissement (BEI), « Africa's extraordinary green hydrogen potential », 2022, consulté le 23 juillet 2025,

https://www.kisa.link/IjwRA, (Consulté le 12.02.2026).

3. Les évolutions majeures dans les domaines de l'énergie et des mines en 2025

L'Union africaine (UA) a publié la Stratégie africaine pour les minéraux verts (AGMS - *Africa's Green Minerals Strategy*), visant à garantir la sécurité énergétique durable du continent et à atteindre des objectifs de développement inclusif. En raison de sa détention de minéraux verts critiques tels que le nickel, le cobalt, le lithium, les métaux du groupe du platine et les terres rares, l'Afrique occupe une position hautement stratégique dans la transition énergétique mondiale[7].

En 2025, les nations africaines se sont concentrées sur une stratégie de traitement locale et de valorisation de leurs ressources minérales, plutôt que sur leur exportation sous forme de matières premières brutes vers l'extérieur du continent. Néanmoins, au cours de la même période, la rivalité entre des acteurs majeurs tels que les États-Unis, l'Union européenne (UE) et la Chine s'est intensifiée dans les domaines de l'accès aux matières premières, du raffinage et de la logistique. Dans ce contexte, le Couloir de Lobito, qui s'étend de l'Angola jusqu'à la Zambie et à la République démocratique du Congo (RDC), s'est imposé au cœur des discussions lors du 7e Sommet UA-UE organisé à la fin de l'année 2025. Lors de ce sommet, une promesse d'investissement de 2 milliards de dollars a été formulée afin d'apporter un soutien stratégique à l'acheminement des minéraux africains vers les marchés occidentaux. De surcroît, les États-Unis apportent également un soutien financier au Couloir de Lobito[8]. Ainsi, l'accès des ressources minières africaines, au premier rang desquelles figurent les minéraux critiques, aux marchés européen et américain a été facilité.

Dans le domaine de la production d'énergies renouvelables, les pays d'Afrique du Nord ont pris d'importantes initiatives. L'Égypte poursuit les travaux de construction, au Caire, de sa première centrale nucléaire, qui constitue la deuxième à l'échelle du continent[9]. Le Maroc, quant à lui, accélère le Projet Xlinks, une nouvelle interconnexion électrique sous-marine sous la Méditerranée destinée à répondre aux besoins énergétiques de l'Europe[10]. La Namibie continue de multiplier les investissements, notamment à travers ses projets d'hydrogène vert, en vue de s'affirmer comme l'un des producteurs d'énergie propre les moins coûteux au monde[11]. Après la suspension des activités par les investisseurs internationaux en raison d'incidents sécuritaires dans la province de Cabo Delgado, les projets de gaz naturel li-

7 Union africaine, « Africa's Green Minerals Strategy », AMDC, 18 mars 2025,
https://www.kisa.link/HCciB, (Consulté le 15.02.2026).

8 Daniel Tjarks, « Angola's Lobito Corridor is being revived - but who stands to gain? », *The Conversation*, 2 février 2026,
https://www.kisa.link/RSAtE, (Consulté le 15.02.2026).

9 Association nucléaire mondiale (World Nuclear Association), « Nuclear Power in Egypt », 28 novembre 2025,
https://www.kisa.link/YCQLC, (Consulté le 20.02.2026).

10 Cosmo Sanderson,, « Green colonialism attack on $30bn Morocco-UK power link plan », 20 février 2025,
https://www.kisa.link/zrnlx, (Consulté le 20.02.2026).

11 Groupe de la Banque africaine de développement, « African Development Bank Approves $10 Million to catalyse Namibia's Larger Green Hydrogen Project », 9 décembre 2025,
https://www.kisa.link/meLMl, (Consulté le 20.02.2026).



L'Africa Energy Indaba, l'un des événements majeurs consacrés au secteur de l'énergie en Afrique, s'est tenue du 4 au 6 mars 2025 au Cap, en Afrique du Sud. (Source : Galerie photos de l'Africa Energy Indaba 2025 – Africa Energy Indaba)

quéfié (GNL) au Mozambique ont été relancés au cours de l'année 2025[12]. Par ailleurs, le Sénégal est devenu le plus récent pays exportateur de GNL grâce à l'entrée en production à pleine capacité de ses projets gaziers au cours de l'année 2025[13].

Le « *Partenariat pour une transition énergétique juste* », mené par les pays développés conjointement avec l'Afrique du Sud et le Sénégal, s'est poursuivi en dépit du retrait des États-Unis[14]. Le déficit de financement occasionné par le retrait de certains fonds américains a été comblé par un paquet de soutien de 5,1 milliards de dollars octroyé par l'Union européenne[15]. En outre, l'Afrique du Sud a signé avec l'UE les accords du « *Partenariat pour le commerce propre et l'investissement* », qui priorisent le traitement des minéraux critiques et les investissements dans l'hydrogène vert[16]. Ayant assuré la présidence en exercice du G20 en 2025, l'Afrique du Sud a inscrit à l'ordre du jour du sommet la problématique d'une transition énergétique juste en faveur du Sud global.

4. Les rencontres africaines sur l'énergie

La 17e édition de l'*Africa Energy Indaba*, organisée en 2025, s'est tenue en République d'Afrique du Sud sous le thème : « Stimuler l'innovation et la collaboration dans le secteur de l'énergie et des services publics en Afrique »[17]. Par ailleurs, la Semaine africaine de l'énergie s'est déroulée sous le mot

12 Wendell Roelf, America Hernandez, et Custodio Cossa, « Mozambique, TotalEnergies relaunch $20 billion LNG Project », Reuters, 29 janvier 2026,
https://www.kisa.link/eIIsr, (Consulté le 20.02.2026).

13 Francis Perrin, « Senegal in the Offshore Oil and Gas Era », Policy Center for the New South, Policy Brief, mai 2025,
https://www.kisa.link/fjFmu, (Consulté le 20.02.2026).

14 Gökhan Kahraman, « Enerji Dönüşüm Çağında Güney Afrika Cumhuriyeti Enerji Politikaları: "Adil Enerji Dönüşümü" Ortaklığı Modelinin İncelenmesi », *Abant Sosyal Bilimler Dergisi*, 25(3), x-x. doi: 10.11616/asbi.1658333.

15 Wendell Roelf, « EU pledges 4.7 billion euros to South Africa as Trump brings them closer », Reuters, 14 mars 2025,
https://www.kisa.link/VgtAZ, (Consulté le 20.02.2026).

16 Sarah Jackson et Sarah Michelangeli, « The EU-South Africa CTIP », New Climate Institute, 11 décembre 2025,
https://www.kisa.link/XnwvI, (Consulté le 20.02.2026).

17 Africa Energy Indaba, « Driving Innovation and Collaboration in Africa's Energy and Utilities Sector »,
https://www.kisa.link/fpbMV, (Consulté le 20.02.2026).

d'ordre « Investir dans les énergies africaines », réunissant des dirigeants de haut niveau et des chefs d'État du continent. Ce sommet a vigoureusement défendu les réalités énergétiques de l'Afrique face aux pressions exercées par les pays occidentaux en faveur de la « sortie des énergies fossiles ». Alors que l'élimination de la pauvreté énergétique à l'horizon 2030 était au cœur des discussions, le refus de financer les projets africains dans le domaine du gaz naturel, alors même que l'Europe reconnaît le gaz comme une énergie de transition, a été dénoncé lors du sommet comme un « apartheid financier »[18]. La 19e édition du Forum minier africain (*African Mining Indaba*), organisée en 2025, s'est tenue à Le Cap, en Afrique du Sud. Placé sous le thème « Préparer l'avenir de l'industrie minière africaine », ce forum a abordé des problématiques cruciales telles que la valeur ajoutée locale, les minéraux critiques, la transition énergétique, l'intelligence artificielle, l'automatisation ainsi que la sécurité des investissements[19]. Au cours de l'année, outre les différents sommets organisés en République d'Afrique du Sud, des rencontres consacrées à l'énergie et aux mines se sont également tenues au Nigéria, au Ghana et en Libye.

5. Les initiatives des grands acteurs extracontinentaux dans les domaines de l'énergie et des mines

Les acteurs mondiaux poursuivent leur compétition en Afrique dans les secteurs stratégiques de l'énergie et des minerais, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en minerais critiques. Les États-Unis cherchent à renforcer leur influence sur les pays africains en soutenant la mise en place de corridors logistiques destinés à l'approvisionnement et à l'utilisation des minerais critiques. Avec l'arrivée de l'administration Trump, les États-Unis ont réorienté leur approche, passant d'une politique axée sur le climat à une stratégie davantage centrée sur l'approvisionnement en minerais critiques.

La Russie, notamment en apportant son soutien aux infrastructures liées à l'énergie nucléaire et aux projets d'hydrocarbures, développe des coopérations énergétiques avec les pays africains. À cet égard, la construction d'une centrale nucléaire en Égypte, l'élaboration d'un plan d'action avec l'Éthiopie en vue de la construction d'une centrale nucléaire et les démarches engagées au Niger pour la construction de deux réacteurs d'une capacité de 2 GW chacun figurent parmi les initiatives les plus importantes[20]. Lors de la

18 Yunus Kemp, « Africa: Call to tackle "financial Apartheid" in energy sector », *ESI Africa*, 30 septembre 2025,
https://www.kisa.link/CIQNj, (Consulté le 20.02.2026).

19 Africa Mining Indaba, « Future-proofing mining: A multi-disciplinary approach », 4 février 2025,
https://www.kisa.link/nbfVh, (Consulté le 20.02.2026).

20 *World Nuclear News* (WNN), « Ethiopia and Russia hold talks over potential nuclear power project », 19 décembre 2025,
https://www.kisa.link/RMAmn ; *Enerdata*, « Niger aims to build two 2 GW nuclear reactors with Rosatom », 1er octobre 2025,
https://www.kisa.link/WEAAH, (Consulté le 20.02.2026).

Conférence ministérielle du Caire, organisée dans le cadre du Forum de partenariat Russie-Afrique en décembre 2025 en Égypte, l'énergie et le transfert de technologies figuraient parmi les principales priorités de l'ordre du jour[21]. Dans ce cadre, il apparaît que la Russie utilise ses coopérations dans les domaines du nucléaire et des hydrocarbures comme des instruments stratégiques destinés à contribuer à la résolution de la crise énergétique africaine.

L'approche de la Chine repose non seulement sur la réalisation, généralement par l'intermédiaire d'entreprises chinoises, d'investissements dans les infrastructures en contrepartie de ressources naturelles, mais également sur des stratégies visant à renforcer son influence dans les pays africains dans le domaine des énergies renouvelables et de l'approvisionnement en minerais critiques. Dans le cadre de l'initiative de la « Route de la soie verte », la Chine contribue au développement à faible intensité carbone du continent en y construisant de grandes centrales solaires[22]. Des experts chinois ont qualifié 2025 d'année à la fois la plus « verte » et la plus « brune » de la présence chinoise en Afrique.[23] À la suite des tensions entre la République d'Afrique du Sud et les États-Unis, le rapprochement de Pretoria avec Pékin a conduit à l'établissement d'un partenariat stratégique, notamment grâce à un accord de libre-échange à droits de douane nuls et au renforcement de la coopération dans le domaine de l'énergie.[24] Cette évolution a contribué à accroître l'influence de la Chine dans le secteur minier sud-africain.

Les pays du Golfe, en particulier l'Arabie saoudite, le Qatar et les Émirats arabes unis (EAU), mettent à profit leur puissance financière pour investir non seulement dans des projets d'énergies renouvelables, notamment solaires et éoliennes, mais aussi dans les infrastructures liées au gaz naturel et au pétrole. L'Afrique est notamment considérée par les pays du Golfe comme un terrain d'expérimentation dans le cadre de la transition verte.[25]

6. Les initiatives énergétiques et minières de la Türkiye

Conformément au modèle de développement de type turc, la Türkiye adopte une stratégie de coopération énergétique fondée sur le principe du « gagnant-gagnant » avec les pays africains. Les partenariats énergétiques menés par la Türkiye en Afrique, notamment avec la Libye et l'Algérie, ont atteint leur apogée ces dernières années avec la Somalie. L'année 2025 a représenté pour la Türkiye un exercice marqué par la mise en œuvre de me-

21 Mohamed Lamine Kaba, « The second ministerial conference of the Russia-Africa partnership forum: when Cairo buries Western hegemony », 24 décembre 2025,
https://www.kisa.link/qcZjG, (Consulté le 23.02.2026).

22 FECO, « Working Together to Build a Green Belt and Road », 29 août 2025,
https://www.kisa.link/mQAyc, (Consulté le 23.02.2026).

23 Tom Baxter, « The Belt and Road boomed in 2025 », *Eco-Business*, 4 février 2026,
https://www.kisa.link/dMaau, (Consulté le 23.02.2026).

24 *Global Times*, « China grants South Africa 100% zero-tariff access to its market under new partnership deal », février 2026,
https://www.kisa.link/EOxUD, (Consulté le 23.02.2026).

25 Maddalena Procopio, et Corroda Cok, « Diversification Nations: The Gulf Way to Engage With Africa », Policy Brief, *European Council on Foreign Relations* (ECFR), mars 2025,
https://www.kisa.link/OEeGI, (Consulté le 23.02.2026).

sures concrètes dans le domaine de l'énergie en Afrique. Dans ce cadre, le navire de recherche sismique *Oruç Reis* a mené des opérations au large des côtes somaliennes[26]. Par ailleurs, la première production d'or a été initiée au Niger par la société MTA International Mining (MTAIC)[27]. Un mémorandum d'entente portant sur la coopération dans les domaines des hydrocarbures et des mines a également été signé avec le Gabon[28]. Enfin, lors du Ve Forum économique et commercial Türkiye-Afrique, organisé à Istanbul, une vision fondée sur la mise en place d'un « *réseau énergétique intégré* » a été présentée au public.[29]

7. Conclusion

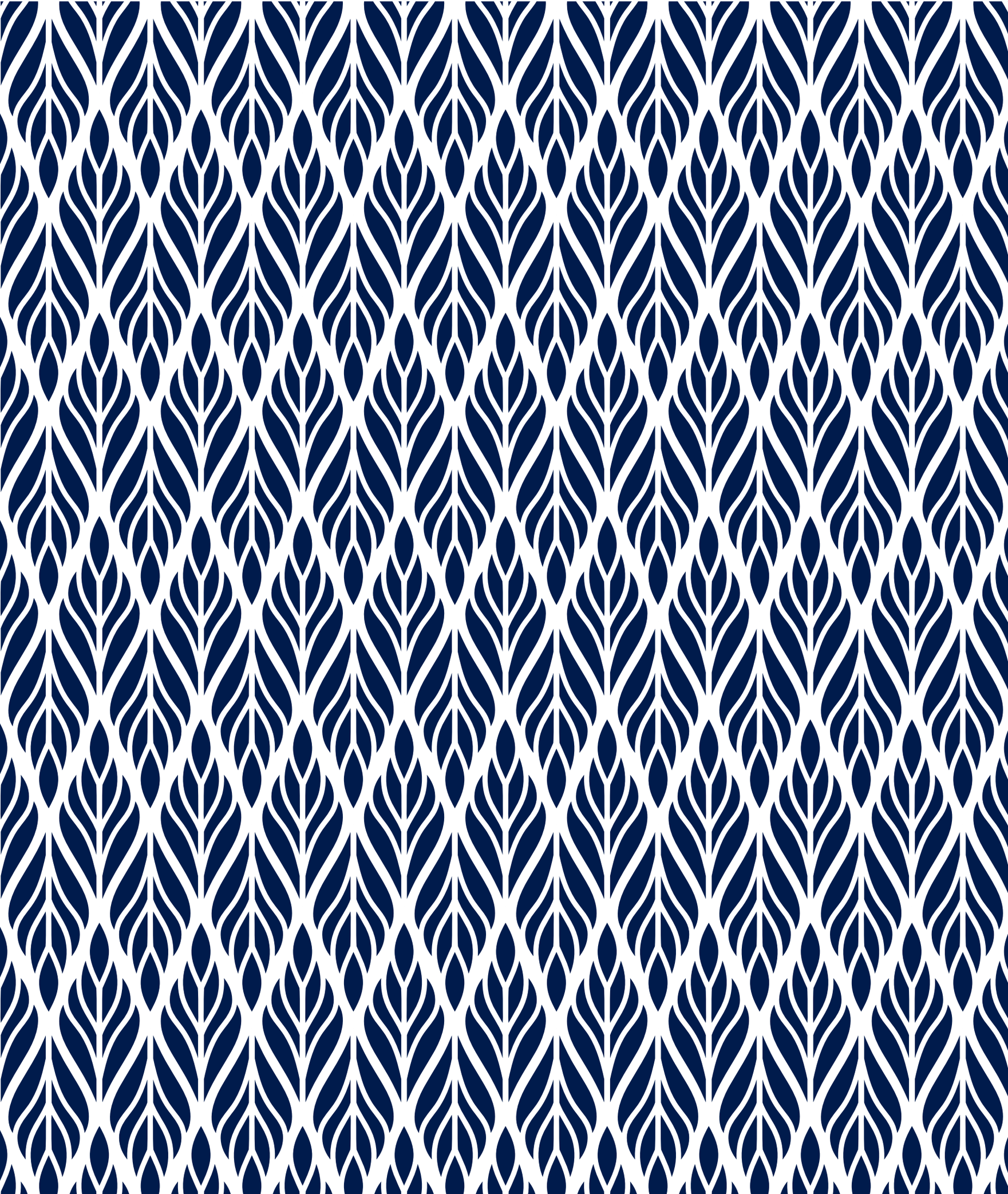
En 2025, le paysage énergétique africain s'est caractérisé par la transition, la compétition et les partenariats stratégiques. Face à l'augmentation de sa population et de la demande énergétique, le continent a à la fois accéléré ses investissements dans les énergies renouvelables et occupé une place centrale dans la compétition mondiale pour les minerais critiques. Alors que les projets de GNL en Afrique constituent une source alternative au gaz russe pour les pays européens, les pays d'Afrique du Nord ont accru la diversification de leurs approvisionnements énergétiques grâce à des initiatives dans le domaine du nucléaire et des carburants verts. La Stratégie africaine sur les minerais verts de l'AfB a renforcé la position stratégique du continent dans la transition énergétique mondiale. Tandis que les États-Unis, l'UE, la Chine, la Russie et les pays du Golfe ont intensifié leur compétition d'influence sur le continent à travers leurs investissements dans les secteurs de l'énergie et des mines, la Türkiye a pris des mesures concrètes à travers des projets en Somalie, au Niger et au Gabon. Les sommets et les partenariats ont mis en avant les questions de transition énergétique juste, d'accès au financement et de coopération régionale. En définitive, à l'horizon 2025, l'Afrique est devenue non seulement un fournisseur de ressources, mais également un acteur stratégique de l'approvisionnement et de la transition énergétiques à l'échelle mondiale.

26 Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles de la République de Türkiye, « Oruç Reis Somali'de », septembre 2024,
https://www.kisa.link/SmHpN, (Consulté le 23.02.2026).

27 Merve Safa Akıntürk, « Nijer'de altın üretiminin ilk fazı tamamlandı », *Yeni Şafak*, 17 février 2026,
https://www.kisa.link/HvqRO, (Consulté le 23.02.2026).

28 Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles de la République de Türkiye, « Gabon ile 3 Alanda İş Birliği », 31 juillet 2025,
https://www.kisa.link/vwXPK, (Consulté le 23.02.2026).

29 Terminal énergétique (*Enerji Terminali*) « Bakan Bayraktar, Türkiye-Afrika İş ve Ekonomi Forumunda konuştu », octobre 2025, dépêche officielle reprise par l'Agence Anadolu (AA) :
https://www.kisa.link/xQyQz, (Consulté le 23.02.2026).



Sécurité et géopolitique au Sahel en 2025

7

M. Cem Oğultürk*

1. Introduction

En 2025, la région du Sahel est devenue un espace de crise multidimensionnelle, marqué par l'imbrication croissante de la menace terroriste, de l'instabilité politique et de la compétition entre grandes puissances. L'Alliance des États du Sahel (AES), formée du Mali, du Burkina Faso et du Niger, se trouve au cœur de l'architecture sécuritaire régionale et apparaît également comme l'un des principaux facteurs de fragmentation institutionnelle en Afrique de l'Ouest.[1]

Les documents du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) ainsi que les analyses régionales soulignent que l'environnement sécuritaire au Sahel en 2025 s'est structuré autour de trois dynamiques étroitement liées : « une intensification de la menace terroriste, une aggravation rapide de la crise humanitaire et une fragmentation de la coopération régionale »[2]. La présente section analyse les principales dynamiques qui façonnent l'environnement sécuritaire et géopolitique du Sahel en 2025, à savoir la menace terroriste, les coups d'État militaires, les organisations régionales ainsi que le rôle des acteurs extracontinentaux et de la Türkiye.

* Professeur des Universités, Université Aydın d'Istanbul, mehmetcemogulturk@aydin.edu.tr, ORCID : 0000-0003-2619-9559.

1 European Think Tank Group, *The Nexus between Security and Development in the Sahel* , ETTG Brief No. 3, Bruxelles, 2025, p. 1-6.

https://www.kisa.link/FRIwX, (Consulté le 16.03.2026).

2 Security Council Report, *West Africa and the Sahel », December 2025 Monthly Forecast*, New York, 29 novembre 2025, p. 1-3.

https://www.kisa.link/bnqXH, (Consulté le 16.03.2026).



La CEDEAO s'est réunie autour de la tentative de coup d'État au Bénin et des difficultés auxquelles la région est confrontée. (Source : Agence Anadolu)

2. Le nexus sécurité-développement

Le Mali, le Burkina Faso et le Niger, considérés comme la « ceinture centrale » du Sahel, figurent en 2025 parmi les régions du monde les plus durement touchées par les pertes en vies humaines liées au terrorisme. Selon les données des Nations Unies (ONU), une nette augmentation du nombre et de l'ampleur des attaques a été observée dans ces trois pays ; de nombreuses zones rurales sont ainsi devenues des espaces où se superposent les activités des groupes armés, les affrontements intercommunautaires et les opérations militaires.[3]

Les évaluations du Conseil de sécurité des Nations Unies indiquent que des organisations telles que le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), affilié à Al-Qaïda, et la Province du Sahel de l'État islamique (ISSP), ont renforcé leurs capacités opérationnelles en 2025, notamment par le recours aux drones, aux engins explosifs improvisés et à des attaques menées sur plusieurs fronts. Cette situation met davantage à l'épreuve les capacités étatiques déjà limitées des pays de l'AES ; les forces armées se trouvent ainsi confrontées à la nécessité de mener des opérations sur les différents fronts

3 *Ibid.*

tout en assumant la responsabilité de protéger les populations civiles. En conséquence, de nombreux villages au Burkina Faso, dans le nord du Mali et dans l'ouest du Niger auraient été entièrement désertés, tandis que des millions de personnes ont été déplacées.[4]

Les coups d'État survenus au Mali, au Burkina Faso et au Niger entre 2020 et 2023 constituent, en 2025, les principales ruptures politiques ayant façonné l'architecture sécuritaire de la région. Les régimes militaires arrivés au pouvoir à la suite de ces coups d'État ont créé de nouvelles lignes de tension tant sur le plan de la politique intérieure que dans leurs relations extérieures.[5] L'AES, créée en 2023 par ces trois pays, s'est particulièrement distinguée en 2025 par son ambition de défense collective et son discours « anti-interventionniste ». Lors du sommet de l'AES tenu à Bamako en décembre 2025, la création d'un bataillon conjoint d'environ 5 000 soldats a été décidée, notamment pour mener des opérations de lutte contre le terrorisme et les insurrections. Parallèlement, les dirigeants de l'AES ont mis l'accent sur l'intégration économique et l'adoption d'une politique étrangère commune, cherchant ainsi à créer un nouvel axe susceptible de constituer une alternative aux dispositifs de sécurité soutenus par les puissances occidentales.[6]

D'autre part, les relations entre la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO / *ECOWAS*) et les pays de l'AES sont demeurées tendues en 2025. La levée, en 2024, des sanctions sévères imposées par la CEDEAO à la suite du coup d'État au Niger, justifiée par les préoccupations relatives à leurs conséquences humanitaires et au risque de fragmentation régionale, n'a pas pour autant inversé le processus de rupture de facto de l'AES avec l'organisation. Cette situation a conduit à l'émergence d'une nouvelle ligne de fracture institutionnelle en Afrique de l'Ouest, opposant, selon certaines analyses, les pôles « pro-démocratie » et « pro-souveraineté ».[7]

Un autre facteur aggravant les problèmes de sécurité au Sahel réside dans l'imbrication du terrorisme avec les économies criminelles organisées et les violences intercommunautaires. Le trafic de drogues et d'êtres humains, l'exploitation minière illégale et les routes de contrebande sont devenus des sources majeures de financement tant pour les groupes terroristes que pour les milices locales. La faiblesse du contrôle exercé par l'État et l'étendue des territoires concernés favorise les activités de ces réseaux dans un environnement marqué par l'impunité.

4 Conseil de sécurité des Nations Unies, *Security Council Told Political Upheaval, Violent Extremism Threaten West Africa, Sahel, as Speakers Call for Targeted Action, Regional Cooperation*, Communiqué de presse No : SC/16257, 17 décembre 2025.

https://www.kisa.link/jEsqL, (Consulté le 16.03.2026).

5 Al Jazeera, « Sahel summit: What is the biggest challenge facing the region? », 24.12.2025,

https://www.kisa.link/OAVRB, (Consulté le 16.03.2026).

6 European Think Tank Group, *The Nexus between Security and Development in the Sahel,* ETTG Brief No. 3, Bruxelles, 2025, p. 1-6.

https://www.kisa.link/FRIwX (Consulté le 16.03.2026).

7 Security Council Report, *West Africa and the Sahel, December 2025 Monthly Forecast*, New York, 29 Novembre 2025, p. 1-3.

https://www.kisa.link/bnqXH (Consulté le 16.03.2026).

Cette situation sécuritaire s'accompagne, en 2025, d'une grave crise humanitaire. Les rapports des Nations Unies montrent que des millions de personnes ont été déplacées au Burkina Faso, au Mali et au Niger, que de nombreuses localités ont été entièrement désertées et que l'insécurité alimentaire a atteint des niveaux critiques. Les attaques terroristes, les blocages routiers et les affrontements limitent l'accès des organisations humanitaires aux populations concernées, accélérant ainsi les crises sanitaires, l'effondrement des infrastructures éducatives et l'affaiblissement accru des structures sociales déjà fragiles. Dans un tel contexte, le risque de radicalisation des jeunes et leur recrutement par des groupes armés tend également à augmenter.

Le nexus entre sécurité et développement au Sahel demeure, en 2025, l'un des principaux sujets de débat parmi les acteurs internationaux. Si l'aide sécuritaire permet, à court terme, de renforcer les capacités militaires, elle peut également contribuer, à plus long terme, à alimenter le cycle de la violence. L'étendue des territoires, les risques sécuritaires et la faiblesse des capacités étatiques limitent souvent l'impact des initiatives de développement de grande ampleur, les rendant relativement fragmentées et limitées. Cette situation montre que les politiques exclusivement axées sur la sécurité ne sauraient, à elles seules, apporter des solutions durables et qu'il est nécessaire de mettre en œuvre des stratégies globales intégrant la participation politique et la transformation socio-économique.

3. La politique des grandes puissances au Sahel

L'un des développements majeurs affectant les équilibres géopolitiques au Sahel réside dans la redéfinition de l'engagement militaire des puissances occidentales traditionnels. La France a considérablement réduit sa présence militaire directe dans la région en en procédant au retrait d'une grande partie de ses troupes. En 2025, Paris s'oriente ainsi vers un modèle d'engagement plus indirect au Sahel, fondé davantage sur la diplomatie, la coopération en matière de renseignement et les instruments de développement que sur le déploiement de forces militaires en première ligne.[8]

Du côté des États-Unis, un tournant majeur a été l'accord conclu en vue du retrait de leurs forces militaires du Niger d'ici l'automne 2024. Ce désen-

8 Lisa Bryant, *France starts 2025 with fresh controversy, questions over Africa*, *Voice of America*, 11 janvier 2025, https://www.kisa.link/sOAph, (Consulté le 16.03.2026).

gagement est analysé comme un recalibrage de la stratégie américaine au Sahel et une transition vers un modèle de partenariat sécuritaire à « faible visibilité ». Néanmoins, le retrait relatif de la France et des États-Unis a contribué à créer un sentiment de vide sécuritaire sur le terrain. La question de savoir quels acteurs seraient appelés à combler ce vide et dans quel cadre normatif est ainsi devenue l'une des principales interrogations de la géopolitique sahélienne en 2025.[9]

Une part importante de ces espaces laissés vacants par le retrait des puissances occidentales est, à partir de 2025, investie par la Russie. Moscou tend à institutionnaliser les activités qu'elle menait auparavant par l'intermédiaire du Groupe Wagner au sein d'une nouvelle structure relevant du ministère russe de la Défense, dénommée « Africa Corps ». Diverses analyses indiquent qu'au Mali, le Groupe Wagner a officiellement annoncé, au milieu de l'année 2025, l'«achèvement de sa mission » avant de se retirer, cédant ainsi la place aux unités de l'Africa Corps[10].

Le rôle dévolu à l'Africa Corps au sein des États de l'AES est principalement défini par la sécurisation des régimes en place, la lutte contre les groupes terroristes ainsi que de formation et de conseil militaires. En revanche, les allégations de violations des droits de l'homme et l'opacité des accords de sécurité soulèvent de sérieuses interrogations quant à la pérennité et à la nature de l'influence russe au Sahel. Si le soutien militaire fourni par Moscou contribue, à court terme, au renforcement de la sécurité des régimes, elle comporte également le risque d'affaiblir, à plus long terme, les processus de démocratisation et les mécanismes de redevabilité[11].

4. Les relations Türkiye-Sahel en 2025

En 2025, les relations entre la Türkiye et les pays du Sahel se sont approfondies dans un cadre marqué par l'imbrication de la coopération en matière de sécurité et de défense et d'une ouverture politique et économique multidimensionnelle. Alors que des acteurs traditionnels tels que la France et les États-Unis réduisaient leur présence militaire dans la région, Ankara s'est progressivement affirmée comme un « partenaire alternatif en matière de sécurité et de développement », notamment pour les pays membres de l'Alliance des États du Sahel (AES), à savoir le Mali, le Burkina Faso et le Niger.

9 Natasha Bertrand, *US reaches agreement with Niger to withdraw military forces by September 15*, CNN, 19.05.2024,
https://www.kisa.link/uJHlG, (Consulté le 16.03.2026).

10 Robert Lansing Institute, *Russia's Africa Corps: Wagner's Successor in Africa (2022–2025)*, 30 septembre 2025,
https://www.kisa.link/gckHe, (Consulté le 16.03.2026).

11 Al Jazeera, « Sahel summit: What is the biggest challenge facing the region? », 24.12.2025,
https://www.kisa.link/OAVRB, (Consulté le 16.03.2026).

Au cœur de la politique menée par la Türkiye au Sahel en 2025 figuraient l'exportation de produits de l'industrie de défense, la formation militaire, le renforcement des capacités ainsi que la consolidation de la présence diplomatique. Outre la vente de drones armés, de véhicules blindés et d'autres systèmes de défense aux pays de l'AES, notamment au Mali et au Niger, Ankara a proposé des programmes de formation aux forces armées de ces pays, renforçant ainsi sa visibilité en tant qu'acteur de l'architecture sécuritaire sahélienne. La signature, en février 2025, d'un accord entre la Türkiye et le Tchad portant sur l'utilisation des bases militaires d'Abéché et de Faya-Largeau a constitué une étape symbolique de la volonté turque de contribuer à l'établissement d'une architecture sécuritaire durable au Sahel. Par ailleurs, la participation des entreprises turques de défense parmi les principaux exposants du premier salon de défense organisé par le Mali en 2025 a également été considérée comme une illustration symbolique de cette dynamique.

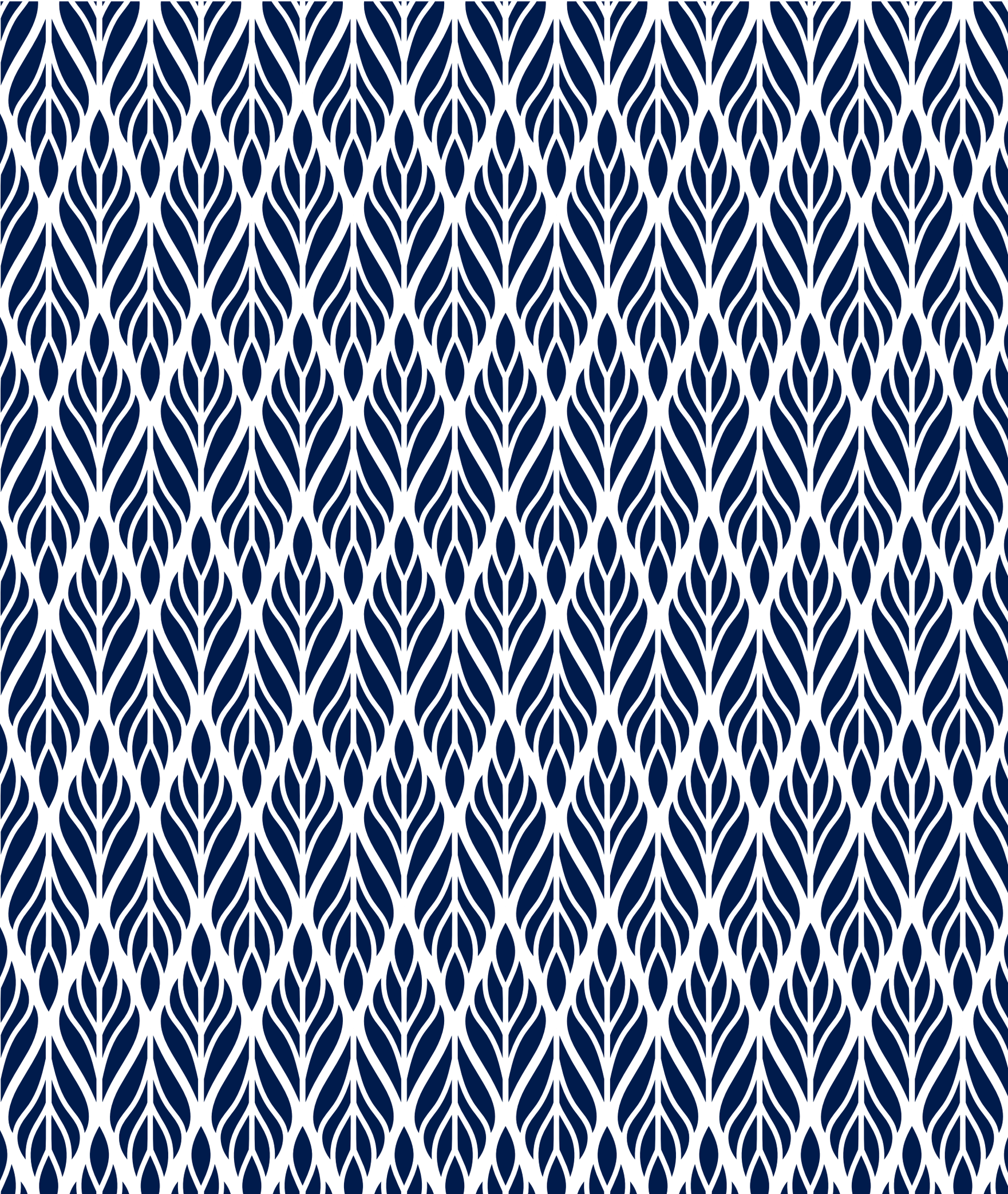
Dans les capitales sahéliennes, la Türkiye continue d'être perçue comme un « partenaire multidimensionnel », à la fois fournisseur de sécurité et acteur apportant un soutien dans les domaines du développement et de l'éducation. Sur le plan politique, Ankara a adopté une approche pragmatique dans la gestion de ses relations avec les pays de l'AES dirigés par des régimes militaires issus de coups d'État. En maintenant ouverts les canaux diplomatiques avec ces régimes, la Türkiye a ainsi poursuivi sa coopération fondée sur les enjeux sécuritaires et économiques.

5. Conclusion

En 2025, la sécurité et la géopolitique au Sahel peuvent être appréhendées à travers plusieurs dynamiques étroitement imbriquées : l'escalade des violences terroristes, l'ordre politique façonné par les coups d'État militaires, la fragmentation des institutions régionales et le repositionnement des grandes puissances. L'approfondissement de la coopération entre les pays de l'AES et la Russie, conjugué à la réduction de la présence militaire des acteurs occidentaux, est susceptible de renforcer à court terme la sécurité des régimes en place, mais comporte également des risques importants en matière de démocratisation, de droits humains et de reddition de comptes.

Le développement, par la CEDEAO et l'Union africaine, d'une stratégie plus équilibrée, tenant compte à la fois de l'ordre constitutionnel et des conséquences humanitaires, ainsi que l'alignement de l'aide sécuritaire internationale sur les objectifs de gouvernance inclusive et de développement, apparaissent comme des conditions essentielles à l'instauration d'une paix durable au Sahel. À défaut, il est fort probable que la dynamique d'instabilité et de violence multidimensionnelle observée en 2025 continue, dans les années à venir, d'affecter la région ainsi que l'environnement sécuritaire international au sens large.

Les relations entre la Türkiye et le Sahel s'inscrivent, quant à elles, dans un cadre multidimensionnel, où le partenariat sécuritaire centré sur l'industrie de défense est complété par des initiatives commerciales et d'investissement ainsi que par des instruments de *soft power* fondés sur l'action humanitaire et l'éducation. Cette approche positionne la Türkiye à la fois comme un nouvel acteur de l'architecture sécuritaire régionale et comme une puissance intermédiaire en pleine ascension face au recul de l'influence occidentale.



La Guerre Civile Au Soudan En 2025 : Équilibres Militaires, Crise Humanitaire Et Acteurs Extérieurs

8

Belma Engin Güder*

1. Introduction

Alors que le continent africain s'apprête à s'affirmer comme l'un des acteurs importants de la politique mondiale au cours du premier quart du XXIe siècle, les pays africains continuent d'être confrontés à des conflits prolongés et à des guerres civiles dévastatrices. Marqué par des guerres civiles incessantes depuis son indépendance, le Soudan demeure, en dépit de nombreuses initiatives de paix, l'un des pays du continent confrontés à des problèmes persistants de sécurité et de stabilité. La succession de gouvernements civils de courte durée, les interventions militaires, les luttes de pouvoir, ainsi que les inégalités politiques et économiques entre les différents groupes ethniques, religieux et régionaux constituent les principaux facteurs de la fragilité structurelle et des guerres civiles récurrentes au Soudan.

Le Soudan, qui est entré dans un nouveau cycle de violence à partir de 2023, a été plongé dans une guerre civile cette fois-ci en raison des dissensions internes entre les forces ayant pris le pouvoir à la suite du coup d'État militaire. Tout au long de l'année 2025, le Soudan est resté le théâtre d'affrontements ininterrompus, aggravés par une crise humanitaire sans précédent, tout en étant au cœur des efforts politiques et diplomatiques visant à résoudre le conflit. Cette étude vise à analyser l'évolution, au cours de l'année 2025, de la guerre civile déclenchée en 2023 au Soudan, à travers l'évolution des équilibres militaires sur le terrain, la crise humanitaire et les initiatives de paix engagées.

* Maître de conférences, Université Çanakkale Onsekiz Mart, Faculté d'économie et des sciences administratives de Biga, Département des relations internationales, ORCID : 0000-0002-3734-1218, belmaengin@comu.edu.tr



2. Le contexte historique et les principaux acteurs des affrontements au Soudan

Les acteurs majeurs de la guerre civile soudanaise sont les Forces armées soudanaises (FAS), dirigées par Abdel Fattah al-Burhan, et les Forces de soutien rapide (FSR), placées sous le commandement de Mohamed Hamdan Dogoloi, dit « Hemedti ». Héritières des milices janjawids constituées sous le régime d'Omar el-Béchir, les FSR se sont progressivement transformées en une puissante force paramilitaire. Lors du mouvement de contestation populaire de 2019, elles se sont rangées aux côtés de l'armée soudanaise et ont joué un rôle déterminant dans la destitution d'Omar el-Béchir. Le gouvernement civil de transition mis en place par la suite a toutefois été renversé en 2021 à la faveur d'un coup d'État mené conjointement par les FAS et les FSR, ouvrant la voie à un régime dominé par les militaires sous la direction d'al-Burhan. Cependant, les rivalités de pouvoir et les divergences apparues entre ces deux forces, jusque-là alliées, ont dé-

généré à partir du 15 avril 2023 en un conflit armé ouvert, donnant naissance à une nouvelle guerre civile qui a continué de marquer le Soudan tout au long de l'année 2025.[1]

3. Évolutions militaires, équilibres politiques et crise humanitaire au Soudan en 2025

Au début de l'année 2025, le président du Conseil de souveraineté et commandant des Forces armées soudanaises (FAS), Abdel Fattah al-Burhan, a accusé les Forces de soutien rapide (FSR) d'avoir commis de graves exactions, déclarant qu'un retour au statu quo d'avant-conflit n'était plus envisageable et que les FAS se préparaient à mener le conflit jusqu'à une victoire décisive.[2] Durant cette période, les FAS ont commencé à prendre l'avantage militaire dans la capitale, Khartoum, et ses environs : elles ont chassé les FSR d'Omdurman, repris le contrôle d'une raffinerie de pétrole stratégique et rétabli leur autorité sur une grande partie de la ville de Bahri. Par ailleurs, elles sont parvenues à briser le siège imposé par les FSR pendant près de deux ans autour d'El-Obeid, un nœud ferroviaire d'importance stratégique, remportant ainsi un succès militaire majeur.[3]

Entre février et avril 2025, les préparatifs menés à Nairobi par les FSR et leurs alliés en vue de la mise en place d'un gouvernement parallèle ont renforcé les craintes d'une partition du Soudan, une initiative fermement rejetée par le gouvernement soudanais.[4] Alors que les FSR cherchaient à renforcer une légitimité politique à travers la proclamation d'une constitution transitoire, les FAS ont consolidé leur emprise sur les principales institutions de l' État stratégiques en reprenant le contrôle de la capitale Khartoum[5]. Les affrontements se sont néanmoins poursuivis et, en avril, des attaques ont été menées par les FSR contre le camp de Zamzam, situé au sud d'El Fasher. Abritant plus d'un demi-million de personnes déplacées, ce camp constitue le plus grand site d'accueil de déplacés du Darfour du Nord.[6]

Entre mai et juillet 2025, les FAS ont renforcé leur légitimité politique en nommant Kamil Idris, ancien haut responsable des Nations Unies (ONU), à la tête d'un gouvernement technocratique basé à Port-Soudan.[7] En réaction, les FSR ont lancé une contre-offensive politique le 26 juillet en proclamant à Nyala une administration parallèle présidée par Hemedti, revendiquant ainsi directement une souveraineté concurrente. ette évolution a transformé le conflit soudanais en une lutte non seulement militaire, mais également pour le contrôle et la construction de l'État. Cette rivalité s'est encore durcie sur le terrain après que les FSR ont annoncé, en octobre, la prise d'El Fasher à l'issue d'un siège d'environ dix-huit mois.[8]

1 Center for Preventive Action, « Civil War in Sudan », 07.04.2026,
https://www.kisa.link/BouMw (Consulté le 10.04.2026).

2 Sudan Tribune, « Sudan's Burhan Rules out RSF Coexistence, Rejects Famine Claims », 01.01.2025,
https://www.kisa.link/CEGWY, (Consulté le 04.03.2026).

3 Center for Preventive Action, *op. cit.*

4 Xinhua, « Paramilitary Forces' Attempt to Form 'Parallel Government" Raises Concern over Deeper Division in Sudan », 01.03.2025,
https://www.kisa.link/wuTgv, (Consulté le 04.03.2026).

5 Ingie Gohar, « A Timeline of Key Events in Sudan », Arab Center Washington DC, 05.03.2026,
https://www.kisa.link/cbUxl, (Consulté le 05.03.2026).

6 United Nations Human Rights Office of High Commissioner, « Three Days of Terror with No Safe Refuge », 12.12.2025,
https://www.kisa.link/zZIuB, (Consulté le 06.03.2026).

7 Hamid Khalafallah, « The Civilian Façade in Sudan's War: Rival Governments and the Battle for Legitimacy », The Tahrir Institute, 06.08.2025,
https://www.kisa.link/Sctoi, (Consulté le 08.03.2026).

8 Gohar, *op. cit.*

Le 26 octobre 2025, la prise d'El Fasher par les FSR, ville d'une importance logistique et stratégique cruciale pour le Soudan, a constitué l'un des principaux tournants de la guerre. El Fasher est devenue l'un des théâtres d'affrontements les plus intenses. Après un siège prolongé et grâce au renforcement de leurs capacités par une aide extérieure, provenant notamment des Émirats arabes unis (EAU), les FSR ont affaibli la supériorité aérienne des FAS et consolidé leur contrôle sur le Darfour. Cette évolution a accentué la partition de fait du Soudan, les FSR consolidant leur emprise sur l'ouest du pays, tandis que les FAS se concentraient sur le maintien de leur présence dans les régions orientales et centrales.[9]

L'annonce, le 8 décembre 2025, par les FSR de la prise du champ pétrolier de Heglig a davantage mis en évidence les dimensions économique et stratégique du conflit. En raison de son rôle central dans les infrastructures énergétiques soudanaises et de sa position sur la route d'exportation du pétrole du Soudan du Sud, Heglig constitue un espace géopolitique d'importance majeure pour les équilibres de pouvoir régionaux. Le contrôle de Heglig a ainsi constitué un facteur important susceptible de modifier le rapport de forces en faveur des FSR.[10]

À la fin de l'année 2025, l'ampleur des combats a également révélé toute la gravité du coût humain de la crise soudanaise. Les attaques contre les civils et les graves violations des droits humains commises par les parties au conflit ont donné lieu à de nombreuses allégations de crimes de guerre, tandis que les pertes civiles ont augmenté rapidement, notamment à Khartoum, Omdurman et au Darfour. Près de 25 millions de personnes étaient confrontées à une insécurité alimentaire aiguë, tandis qu'environ 2 millions de personnes étaient exposées à la famine ou au risque de famine. Le nombre de personnes déplacées dépassait 11 millions, dont plus de 4 millions avaient trouvé refuge dans les pays voisins. L'effondrement du système de santé, les épidémies de choléra, les entraves à l'acheminement de l'aide humanitaire et les risques croissants auxquels étaient exposés les travailleurs humanitaires ont fait du Soudan l'un des pays les plus dangereux pour l'action humanitaire. Le pays a ainsi conservé, pour la troisième année consécutive en 2025, la première place des listes de surveillance des crises humanitaires.[11]



Une aide humanitaire a été acheminée aux personnes déplacées par les conflits au Soudan, au camp d'El-Afadh, dans la ville d'Al-Dabbah, grâce à une coopération entre le Croissant-Rouge turc et le Croissant-Rouge soudanais. (Source: Agence Anadolu)

4. Le rôle des acteurs extérieurs dans la guerre civile soudanaise et les initiatives de paix

Dès le déclenchement de la guerre civile au Soudan, des institutions telles que l'ONU, l'Union africaine (UA), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et l'Union européenne (UE), ainsi que des pays comme les

9 Shewit Woldemichael, « El Fasher: A Bloody New Chapter in Sudan's Ruinous War », International Crisis Group, 31.10.2025, https://www.kisa.link/PlEyZ, (Consulté le 16.03.2026).

10 Xinhua, « Sudan's Paramilitary RSF Says it Captures Key Oil Hub Heglig », 08.12.2025, https://www.kisa.link/LCMdO, (Consulté le 16.03.2026).

11 International Rescue Committee, « 2026 Emergency Watchlist: New World Disorder », https://www.kisa.link/ksjcY, (Consulté le 17.03.2026).



États-Unis, les EAU, la Türkiye, l'Égypte et l'Arabie saoudite, ont entrepris diverses initiatives de médiation. Toutefois, ces efforts diplomatiques se sont progressivement transformés en un théâtre de rivalités internationales, les acteurs externes fournissant des armes, des financements et un soutien politique aux parties au conflit en fonction de leurs propres intérêts stratégiques.[12] Dans ce contexte, l'Égypte, la Türkiye, l'Arabie saoudite et l'Iran se sont positionnés aux côtés des Forces armées soudanaises (FAS), dirigées par Abdel Fattah al-Burhan et considérées comme représentant l'autorité officielle, tandis que les Émirats arabes unis, motivés notamment par leurs intérêts dans le commerce de l'or et par des considérations idéologiques, ont apporté leur soutien aux Forces de soutien rapide (FSR), suscitant de vives réactions de la part du gouvernement soudanais.[13] À l'échelle mondiale, la Russie s'est progressivement rapprochée des

12 John Mukum Mbaku, « Ending Sudan's civil war: A roadmap to peace and reconciliation », The Brookings Institution, 20.01.2026,
https://www.kisa.link/kbDxr, (Consulté le 12.03.2026).

13 France 24, « Civilian death toll in Sudan war more than doubled in 2025, UN says », 26.02.2026,
https://www.kisa.link/HChdt, (Consulté le 18.03.2026).

FAS, alors que les États-Unis et l'UE sont intervenus principalement par le biais de sanctions et d'instruments de pression. Les soutiens militaires et humanitaires fournis par les puissances régionales sur le terrain sont ainsi devenus des facteurs déterminants dans l'évolution du conflit.[14]

Alors que le conflit avait déjà causé plus de 50 000 morts et laissé des millions de personnes dans le besoin d'une assistance humanitaire, l'ONU a joué un rôle actif dans les appels au cessez-le-feu, la coordination de l'aide humanitaire et la documentation des violations des droits humains. En 2025, face à l'aggravation de la catastrophe humanitaire au Soudan, elle a intensifié ses initiatives diplomatiques et institutionnelles.[15] Tout au long de l'année 2025, l'UA – qui avait suspendu l'adhésion du Soudan en 2021 – a poursuivi ses démarches diplomatiques en appelant à un cessez-le-feu humanitaire, en condamnant les ingérences extérieures et en réaffirmant l'intégrité territoriale du pays. L'UA s'est également efforcée d'agir en étroite coordination avec l'ONU, la Ligue arabe et l'IGAD.[16] En septembre 2025, soutenant la feuille de route établie par le Groupe des Quatre (Quad), composé des États-Unis, de l'Arabie saoudite, des EAU et de l'Égypte, l'UA a mis l'accent sur les objectifs de transition politique, de protection des civils et de cessez-le-feu dans le cadre du processus de Djeddah.[17] Durant la même période, l'imposition de nouvelles sanctions par les États-Unis ciblant les FAS et divers groupes pro-islamistes a davantage mis en évidence la dimension géopolitique du conflit.[18]

Vers la fin de l'année 2025, les initiatives de paix et de cessez-le-feu au Soudan ont connu une nouvelle dynamique. En novembre 2025, les FSR ont exprimé leurs remerciements à Donald Trump à l'issue de ses entretiens avec l'Arabie saoudite, ainsi qu'aux dirigeants du Quad pour leurs efforts de médiation.[19] Quelques jours plus tard, les FSR ont annoncé accepter la proposition d'un cessez-le-feu humanitaire et leur intention de suspendre les hostilités avec l'armée soudanaise pour une durée de trois mois. Cette évolution n'a toutefois pas entraîné de changement durable sur le terrain.[20]

La réticence des parties à mettre véritablement fin au conflit, conjuguée à l'implication d'acteurs extérieurs poursuivant leurs propres intérêts économiques et politiques, a considérablement limité l'efficacité des efforts de paix au Soudan en 2025.[21] Le financement de la guerre par des puissances étrangères, les gains économiques et politiques que les FAS, les FSR et leurs soutiens régionaux retiraient du conflit, ainsi que l'acquisition d'armements sophistiqués par les deux camps, ont également sapé les initiatives de paix.[22] les limites structurelles des mécanismes de l'UA et de l'IGAD, la suspension du Soudan de l'UA, le manque de coordination entre les différents acteurs, la multiplication des méca-

14 Mürsel Bayram, « Sudan'da Bitmeyen İç Savaş ve Derinleşen İnsani Kriz » [La guerre civile sans fin et l'approfondissement de la crise humanitaire au Soudan], 12.03.2026,
https://www.kisa.link/gJouO, (Consulté le 18.03.2026).

15 United Nations, « The UN and the Crisis in Sudan (Jan-Jul 2025) », 01.09.2025,
https://www.kisa.link/pjgbq, (Consulté le 21.03.2026);
United Nations, « The UN and the Crisis in Sudan (Jul-Dec 2025) », 06.02.2026,
https://www.kisa.link/NLEZH, (Consulté le 21.03.2026).

16 Amani Africa, « AU Timeline of Diplomatic Efforts »,
https://www.kisa.link/rrLTU, (Consulté le 22.03.2026).

17 African Union, « African Union Commission (AUC) and Intergovernmental Authority on Development (IGAD) Welcome the QUAD Outcome on Sudan », 14.09.2025,
https://www.kisa.link/QwesZ, (Consulté le 24.03.2026).

18 Gohar, *op. cit.*

19 Xinhua, « Sudan's Paramilitary RSF Says Monitoring Int'l Peace Efforts with 'Interest' », 22.11.2025,
https://www.kisa.link/OQCzh, (Consulté le 17.03.2026).

20 Xinhua, « Urgent: Sudan's Paramilitary Forces Declare Unilateral 3-Month Ceasefire », 25.11.2025,
https://www.kisa.link/LzmQu, (Consulté le 22.03.2026).

21 Center for Preventive Action, *op. cit.*

22 International Rescue Committee, *op. cit.*

nismes de médiation – qui a contribué à complexifier le processus diplomatique – ainsi que la fragmentation des acteurs civils soudanais ont constitué autant de facteurs ayant réduit les perspectives de succès des initiatives de paix.[23]

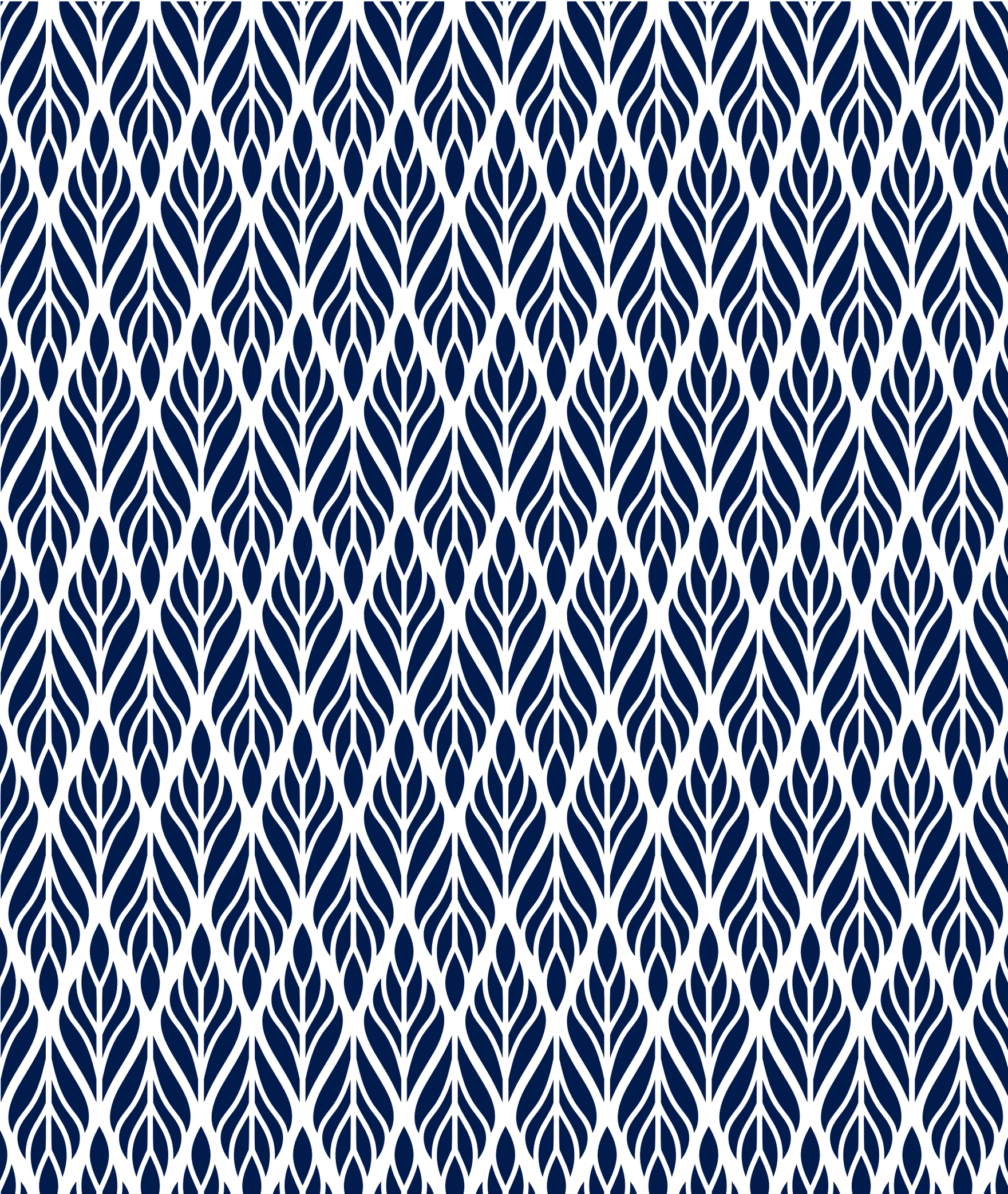
5. Conclusion

En 2025, la guerre civile au Soudan s'est transformée en une crise multidimensionnelle, s'approfondissant sur les plans militaire, politique et humanitaire. Au-delà de l'évolution des rapports de force militaires, le conflit s'est également structuré autour de la mise en place d'administrations rivales et de la quête de légitimité politique, dépassant ainsi le cadre d'une guerre civile classique pour prendre la forme d'une véritable lutte pour le contrôle et la structuration de l'État. L'année 2025 a également été marquée par une aggravation manifeste de la crise humanitaire au Soudan. Les déplacements de populations, l'insécurité alimentaire, l'effondrement du système de santé, les attaques visant les civils et les entraves à l'acheminement de l'aide humanitaire ont donné lieu à de nombreuses violations des droits humains et du droit international.

Les interventions des acteurs internationaux et régionaux dans le conflit ont, quant à elles, souvent contribué à en prolonger la durée et à en accentuer la complexité. Cette situation montre que la crise soudanaise ne s'explique pas uniquement par des dynamiques internes, mais qu'elle est également façonnée par les rivalités entre puissances régionales et internationales. Dans les conditions actuelles, la perspective d'un cessez-le-feu durable ou d'un règlement politique à court terme demeure incertaine, tandis que le risque de voir le conflit évoluer vers une guerre prolongée, caractérisée par une intensité fluctuante et l'implication de multiples acteurs, reste élevé. La principale incertitude qui se prolonge en 2026 concerne ainsi la capacité des parties à renoncer à la recherche d'une solution militaire, ainsi que celle de la communauté internationale à mettre en place un mécanisme de paix plus efficace, inclusif et coordonné. Dans cette perspective, l'avenir du Soudan semble dépendre autant de l'évolution des rapports de force sur le terrain que de l'attitude et des choix des acteurs extérieurs.

23 Munzoul A. M. Assal & Abdelmageed Yahya, « The Failure of Mediation and Peacemaking Efforts in the Sudan Crisis », ACCORD AJCR 2025/2, 17.12.2025,

https://www.kisa.link/ZpGHJ, (Consulté le 01.04.2026).



« Solidarité, égalité et durabilité » : le sommet du G20 en Afrique du Sud

9

Fatma Yıldız*

1. Introduction

Le G20 est une plateforme internationale qui réunit les principales économies mondiales afin de renforcer la stabilité financière mondiale, de coordonner les politiques macroéconomiques et d'examiner les enjeux internationaux. Les membres du G20 représentent les deux tiers de la population mondiale, environ 85 % du PIB mondial et 75 % du commerce international. Bien que le G20 intègre 19 pays membres ainsi que l'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA), il ne dispose pas de secrétariat permanent. En revanche, la présidence du G20 est exercée chaque année à tour de rôle par les pays répartis en cinq groupes régionaux: le groupe 1 comprend l'Australie, le Canada, l'Arabie saoudite et les États-Unis; le groupe 2 réunit l'Inde, la Russie, la République d'Afrique du Sud et la Türkiye; le groupe 3 est composé de l'Argentine, du Brésil et du Mexique; le groupe 4 comprend la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni; enfin, le groupe 5 rassemble la Chine, l'Indonésie, le Japon et la République de Corée. À cet égard, chaque année, un pays différent, issu de l'un de ces groupes, assume la présidence du G20, coordonne l'ordre du jour et accueille les réunions.

L'objectif fondateur de ce groupe, lors de sa création en 1999 au lendemain des crises financières asiatique (1997) et russe (1998), était d'instituer

* Dr. Université Hacettepe, Département des relations internationales, fatmayildiz25@hacettepe.edu.tr, ORCID ID : 0000-0002-8392-5142.



un forum de discussion pour les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales. Toutefois, en 2007, le G20 a été élevé au rang de Sommet des dirigeants, élargissant ainsi ses compétences pour englober des enjeux mondiaux plus vastes tels que la santé, l'agriculture, le développement, le commerce, le changement climatique, la sécurité énergétique et la lutte contre la corruption. Après la présidence du G20 assurée par la Türkiye en 2015, la République d'Afrique du Sud a exercé la présidence en 2025, en plaçant le sommet sous le thème « solidarité, égalité et durabilité »[1].

Les travaux académiques internationaux consacrés au G20 portent, dans le cas particulier de la République d'Afrique du Sud, membre du groupe, sur le rôle du pays au sein du G20, l'incidence du G20 sur les objectifs de développement sud-africains, sa compatibilité avec les priorités des pays africains ainsi que sur les défis contemporains auxquels il est confronté. La présente étude vise à examiner, sous forme d'étude de cas, le cadre du Sommet des dirigeants du G20 organisé en 2025 à Johannesburg. Dans cette perspective, elle analysera le rôle et les priorités de l'Afrique du Sud lors de ce sommet, les enjeux liés à l'ONU et à la gouvernance mondiale (multilatéralisme), ainsi que les limites structurelles de ce sommet.

1 Ministère des Affaires étrangères de la République de Türkiye, « G20 », https://www.kisa.link/vecEf, (Consulté le 08.04.2026).



Le Sommet des dirigeants du G20 s'est tenu le 22 novembre 2025 à Johannesburg, en Afrique du Sud. (Source: Agence Anadolu)

2. La présidence en exercice du G20 de la République d'Afrique du Sud : Le sommet de Johannesburg

Le Sommet du G20, qui s'est tenu en Afrique du Sud les 22 et 23 novembre 2025, revêt une importance historique majeure en tant que premier sommet du G20 organisé sur le continent africain. Cet événement est également considéré comme une opportunité historique pour concrétiser les principes de « *solidarité, égalité et durabilité* » en Afrique. Dans cette perspective, la République d'Afrique du Sud a mis au premier plan le développement durable, positionnant ainsi le Sommet de Johannesburg comme le « Sommet de l'Afrique », et a accordé une priorité absolue à quatre axes thématiques :

(a) Le renforcement de la résilience mondiale face aux catastrophes et de la capacité d'intervention contre l'impact croissant des cataclysmes d'origine climatique ; (b) le financement d'une transition énergétique juste à travers l'intensification des flux financiers climatiques, la consolidation des banques multilatérales de développement et la mobilisation des investissements privés ; (c) l'amélioration de la soutenabilité de la dette des pays à faible revenu en favorisant des évaluations souveraines justes et transparentes, en réduisant le coût du capital et en élargissant les possibilités d'allègement de la dette ; (d) l'exploitation des minerais critiques en tant que moteurs de la croissance inclusive et du développement durable, tout en garantissant que les pays et les communautés riches en ressources bénéficient directement de la transition énergétique.[2]

Par ailleurs, le Cadre de participation de l'Afrique au G20 a été approuvé lors du Sommet de Johannesburg. Ce cadre met l'accent sur la réponse aux défis financiers et macroéconomiques de l'Afrique, la réduction du coût du capital, le développement des financements du secteur privé, le renforcement des capacités de gestion de la dette, l'amélioration de l'architecture institutionnelle et de gouvernance du continent, le déploiement d'infrastructures régionales alignées sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF / *AfCFTA*), ainsi que sur la consolidation du rôle des institutions financières internationales dans le développement de l'Afrique. En s'engageant à soutenir ce cadre de concert avec l'UA et les autres institutions africaines, la République d'Afrique du Sud a ainsi « sécurisé l'héritage africain au sein du G20 »[3].

2 Parlement européen, « Outcome of the 2025 G20 Leaders' Summit in Johannesburg, South Africa », 27 novembre 2025,
https://www.kisa.link/xcUUI, (Consulté le 26.04.2026).

3 Utku Teksöz, « Africa's G20 Johannesburg Summit 2025: In pursuit of Solidarity, Equality and Sustainability », *United Nations African Renewal*, 09.12.2025,
https://www.kisa.link/LxIPi, (Consulté le 26.04.2026).

3. Le place de la République d'Afrique du Sud parmi les acteurs globaux et ses priorités au sein du G20

L'Afrique du Sud, qui figure parmi les pays les plus développés du continent, exerce un rôle de premier plan au sein du système international en tant que membre d'organisations multilatérales majeures telles que l'UA et les BRICS. En outre, elle a siégé par le passé en qualité de membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies. Grâce à sa position géographique stratégique, sa dynamique démographique forte de 64 millions d'habitants, sa structure économique affichant un PIB de 480 milliards de dollars ainsi que l'abondance de ses ressources souterraines — en particulier le platine, l'or et le diamant —, l'Afrique du Sud[4] s'impose comme une puissance politique et économique en Afrique, nouant des partenariats stratégiques avec les grands acteurs mondiaux.

La République d'Afrique du Sud mis à profit ces partenariats stratégiques, ainsi que son appartenance au G20 et le Sommet de Johannesburg organisé en Afrique du Sud en 2025, afin de faire progresser l'Afrique en matière de développement économique et de promouvoir une réforme de la gouvernance économique mondiale. À cette fin, l'Afrique du Sud a inscrit à l'ordre du jour du G20 les priorités du continent africain, à savoir le financement climatique, la gestion rationnelle des ressources, la viabilité de la dette et les transitions énergétiques justes.

4. Les minerais critiques et la transition énergétique

En raison de la présence massive en Afrique de terres rares et de métaux stratégiques dont l'importance s'avère cruciale dans la configuration du nouvel ordre mondial au sein de cette ère d'incertitudes, la problématique des minerais critiques et de la transition énergétique a constitué l'un des axes majeurs du Sommet du G20 à Johannesburg. Placées au cœur de la rivalité géopolitique en 2025, les terres rares sont largement utilisées dans des secteurs tels que les smartphones, les véhicules électriques, les systèmes d'énergies renouvelables, la pétrochimie, les équipements métallurgiques, la défense nationale, les matériels militaires ainsi que les systèmes de missiles guidés.[5] Le Tableau 1 recense de manière détaillée les éléments de terres rares en Afrique et leurs principaux domaines d'application, tandis que le Tableau 2 répertorie les minerais stratégiques sur le continent africain ainsi que leurs pays d'extraction respectifs.

4 Fonds monétaire international, « South Africa Dataset »,
https://www.kisa.link/aTxrR, (Consulté le 18.05.2026).

5 Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles de la République de Türkiye, « Nadir Toprak Elementleri »,
https://www.kisa.link/rqHuz, (Consulté le 18.05.2026).

6 Institut de recherche sur l'énergie, le nucléaire et les mines de la République de Türkiye (TENMAK), « Tableau Périodique »,
https://www.kisa.link/TwNOw, (Consulté le 18.05.2026).

7 Institut de recherche sur l'énergie, le nucléaire et les mines de la République de Türkiye (TENMAK), « Tableau Périodique »,
https://www.kisa.link/TwNOw, (Consulté le 18.05.2026).

Tableau 1. Les éléments de terres rares en Afrique[6]

Élément	Symbole	Principaux domaines d'application
Yttrium	Y	Production de lasers
Néodyme	Nd	Production de véhicules électriques et d'aimants puissants
Cérium	Ce	Production de convertisseurs catalytiques
Praséodyme	Pr	Production d'aimants à haute résistance
Lanthane	La	Production de verre optique et de batteries
Dysprosium	Dy	Production de lasers et d'éoliennes
Terbium	Tb	Technologies d'éclairage

Tableau 2. Les minerais stratégiques en Afrique[7]

Minéral stratégique	Principaux pays africains producteurs	Principaux domaines d'application	Informations notables
Cobalt	République Démocratique du Congo	Batteries de véhicules électriques	La République démocratique du Congo fournit environ 70 % de la production mondiale.
Coltan	République Démocratique du Congo, Rwanda	Production de téléphones portables et d'ordinateurs	Revêt une importance critique pour l'industrie électronique.
Lithium	Zimbabwe	Batteries de véhicules électriques, industries automobile et aéronautique	Constitue l'un des intrants fondamentaux des technologies de stockage d'énergie.
Éléments du Groupe du Platine	République d'Afrique du Sud	Industries automobile, pharmaceutique, de la joaillerie et des fibres optiques	L'Afrique du Sud détient des réserves majeures en métaux du groupe du platine.
Manganèse	République d'Afrique du Sud, Gabon	Production de piles et de batteries, industries chimique, céramique et du verre	Représente un intrant majeur pour les industries de l'acier et des batteries.
Or	Ghana, République d'Afrique du Sud, Soudan	Joaillerie, finance, électronique et industrie	Outre sa valeur économique et financière, il est également utilisé dans la production technologique.
Uranium	Niger, Namibie	Production d'énergie nucléaire	Revêt une importance stratégique pour la production de combustible nucléaire.
Graphite	Mozambique, Madagascar	Conductivité thermique et électrique, production de batteries	Utilisé dans la production d'anodes pour les batteries lithium-ion.

L'effort des grandes puissances pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement de ces éléments rares et stratégiques, ainsi que pour maintenir leur hégémonie technologique, sert de catalyseur à la rivalité des grandes puissances en Afrique. La lutte pour le contrôle des ressources minérales critiques est devenue l'un des vecteurs fondamentaux orientant les politiques économiques et géostratégiques des puissances mondiales, au premier rang desquelles figurent la Chine et les États-Unis. Cette conjoncture est de nature à exacerber la compétition tant intra-étatique qu'interétatique en Afrique, renforçant ainsi les dynamiques de conflit préexistantes. Consciente de ces enjeux, l'Afrique du Sud a souligné la nécessité de valoriser les minéraux critiques d'une manière qui contribue plus substantiellement au développement et à la croissance économique des nations africaines. En effet, une part prépondérante de la valeur ajoutée économique tirée de l'extraction, du traitement et de l'utilisation de ces minerais est captée par les puissances mondiales. Face à cela, afin de réaliser des productions à plus forte valeur ajoutée, les pays africains doivent occuper une position plus active dans les phases de production et de transformation de la chaîne de valeur des minéraux critiques. La concrétisation de cette transition structurelle pourrait contribuer à stimuler l'emploi sur le continent, à réduire les inégalités de revenus et à soutenir une croissance économique durable[8].

5. La question du financement (développement-climat)

Le volet financier du G20 a constitué l'un des axes cardinaux du Sommet du G20 de 2025 en Afrique du Sud. Les perturbations au sein des chaînes commerciales mondiales, les tensions commerciales et géopolitiques, les niveaux d'endettement élevés ainsi que les catastrophes naturelles affectent profondément l'économie internationale en exacerbant les risques pesant sur la stabilité financière et sur celle des prix.

La mobilisation de financements pour la réalisation des objectifs du G20 revêt une importance particulière, notamment en ce qui concerne les dépenses de santé, les investissements dans les infrastructures et la résolution du problème de la dette, qui constitue l'un des principaux obstacles à la croissance de l'Afrique. Dans ce contexte, les banques de développement jouent un rôle essentiel. La garantie d'une utilisation efficiente des ressources financières, la préservation de la stabilité économique et le renforcement du système fiscal international figurent parmi les principales priorités poli-

8 Sait Akman, « G20 Zirvesi Güney Afrika'da Yapıldı: İlk Yirmi Yıl Sonunda Bekleyen Zorluklar », *Fondation pour la recherche en politique économique de Türkiye (TEPAV)*, 5 décembre 2025,
https://www.kisa.link/EXhKZ, (Consulté le 12.05.2026).



Photo de famille des dirigeants du G20. (22/11/2025) (Source: Agence Anadolu)

tiques. Dans ce cadre, le renforcement de l'accès aux ressources financières destinées au financement des investissements d'infrastructure et à la réalisation des objectifs de développement de l'Afrique, ainsi que l'accroissement de la résilience du système financier du continent, revêtent une importance cruciale pour le développement durable.

Dans la déclaration finale du Sommet, il est souligné, en matière de financement, que le risque de dette systémique fragilise davantage les économies à faible et moyen revenu. Il est indiqué que ces vulnérabilités liées à la dette, conjuguées à d'autres facteurs, restreignent leur espace budgétaire, leur aptitude à lutter contre la pauvreté et les inégalités, ainsi que leur capacité à investir dans la croissance et le développement. À ce titre, les pays du G20 soutiennent les travaux en cours visant à réexaminer le Cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu (LIC-DSF) du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, contribuant ainsi à une meilleure compréhension et à une prise en charge plus efficace des vulnérabilités liées à l'endettement. En outre, le Sommet a mis en relief la nécessité de mettre

en œuvre des politiques macroéconomiques axées sur le développement et de stimuler les investissements publics et privés afin d'accroître la croissance à long terme, la viabilité budgétaire et la productivité. Enfin, en ce qui concerne la minimisation des risques climatiques, l'accent a été mis sur la construction d'infrastructures résilientes, le renforcement des mécanismes d'assurance, la mise en place de systèmes d'alerte précoce, le financement des catastrophes ainsi que la création de mécanismes de mutualisation des risques.[9]

6. Les Nations Unies et la gouvernance mondiale (multilatéralisme)

Dans un contexte de rivalité mondiale croissante, le G20 souligne l'importance des Nations Unies en réaffirmant son attachement à un ordre international fondé sur le droit international et le multilatéralisme. Dès lors, afin de surmonter les défis mondiaux, le groupe réaffirme l'impératif de réformer l'ONU, en insistant particulièrement sur le besoin d'accorder une présence accrue au sein du Conseil de sécurité aux régions historiquement sous-représentées telles que l'Asie-Pacifique, l'Afrique, les Caraïbes et l'Amérique latine. La réalisation de cet objectif suppose la mise en œuvre de réformes globales à même de renforcer la transparence, la démocratisation, l'inclusivité et la représentativité du Conseil. Il est ainsi soutenu que l'instabilité, les disparités économiques ainsi que les crises environnementales et financières ne pourront être résolues que par le prisme d'une coopération mondiale. En définitive, le G20, en mettant l'accent sur l'agenda mondial du développement, souligne l'importance d'une action collective face aux enjeux environnementaux, sociaux et économiques.[10].

7. Les limites du sommet

Bien que le Sommet du G20 à Johannesburg revête une forte portée symbolique pour le Sud global et le continent africain, un certain nombre de limites structurelles méritent d'être relevées. Parmi celles-ci figurent notamment l'absence de plan d'action systématique quant à la mise en œuvre de la réforme de la gouvernance mondiale évoquée dans la déclaration des dirigeants, le caractère limité du pouvoir décisionnel de l'Afrique malgré la place centrale qui lui est accordée, le manque de clarté quant aux contributi-

9 Sommet du G20 en Afrique du Sud, « Leaders' Summit Declaration »,

https://www.g20.org.za/, (Consulté le 14.05.2026).

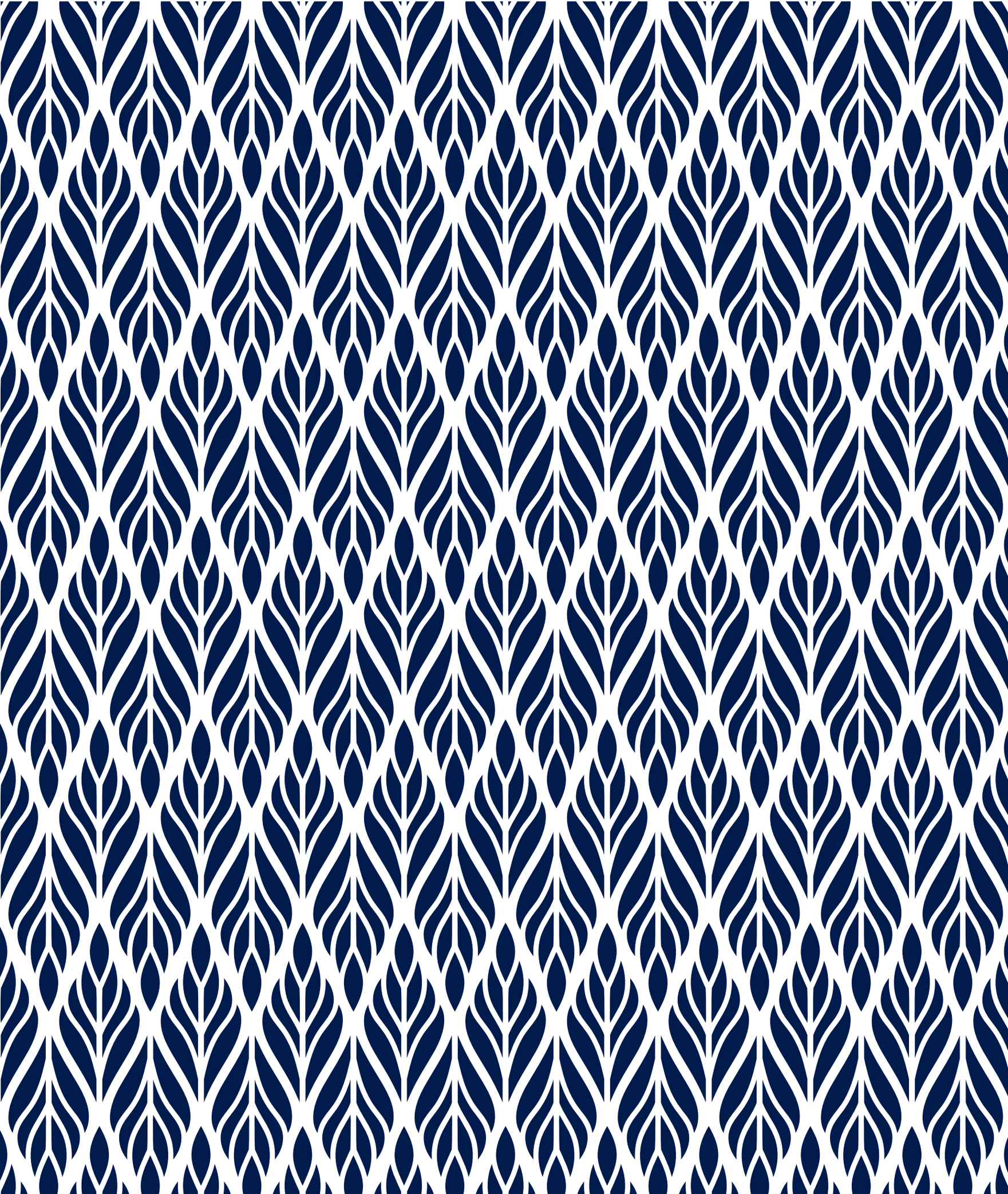
10 Sommet du G20 en Afrique du Sud, *op. cit*

ons financières qui seront apportées par les différents pays, l'incertitude entourant les solutions structurelles au problème de la dette, le caractère non contraignant et essentiellement recommandatoire des engagements relatifs à la sécurité alimentaire, aux terres rares, au climat et à la réduction des risques de catastrophe, ainsi que l'incapacité à apporter une réponse efficace aux flux financiers illicites en provenance de l'Afrique.[11]

8. Conclusion

Le Sommet du G20 de Johannesburg a été organisé dans l'esprit de la philosophie de l'Ubuntu, indissociable de l'identité de la République d'Afrique du Sud, qui postule : « *Je suis parce que nous sommes* ». Porté par ce paradigme, le sommet s'est efforcé d'inscrire à l'ordre du jour international les défis prioritaires du Sud global et de l'Afrique — à savoir la soutenabilité de la dette, la gouvernance des ressources, le financement et l'énergie — afin d'y apporter des réponses multilatérales. Néanmoins, la représentation insuffisante de l'Afrique au sein des instances décisionnelles de la gouvernance mondiale, l'insuffisance des ressources financières mobilisées ainsi que la permanence de la crise de la dette en tant que vulnérabilité structurelle non résolue illustrent les limites du G20. Malgré cela, dans un contexte marqué en 2025 par l'aggravation de la polarisation politique et l'intensification des rivalités géopolitiques, le maintien du G20 en tant qu'espace majeur de dialogue et de négociation internationale s'avère essentiel pour le renforcement de l'inclusivité et de la gouvernance mondiale fondée sur le multilatéralisme.

11 Sommet du G20 en Afrique du Sud, *op. cit.*



Le processus de libéralisation du transport aérien en Afrique: évolutions en 2025

10

Abdullah Özbay*

1. Introduction

Les initiatives en faveur de la libéralisation du transport aérien en Afrique remontent à la Déclaration de Yamoussoukro de 1988 et ont acquis un cadre juridique contraignant avec l'adoption, en 1999, de la Décision de Yamoussoukro. Ce processus vise à libéraliser le marché du transport aérien entre les pays africains, à stimuler la concurrence et à favoriser l'intégration économique à l'échelle du continent.[1] Ces objectifs ont pris une dimension nouvelle à partir de 2018 avec la mise en place du Marché unique du transport aérien africain (MUTAA / *Single African Air Transport Market - SAATM*)[2], l'un des projets phares de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, dont la mise en œuvre est coordonnée par la Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC / *AFCAC*)[3].

À l'horizon 2025, la mise en œuvre du MUTAA a donné lieu à des avancées réglementaires notables. Trente-huit États, représentant environ 80 % du trafic aérien africain, ont adhéré à cette initiative, dont vingt-six ont officiellement accepté les protocoles de mise en œuvre[4]. De surcroît, des mécanismes de régulation relatifs à la concurrence, à la protection des consommateurs et au règlement des différends ont été développés[5]; plus de 110 nouvelles liaisons intra-africains ont été ouvertes et 60 accords bilatéraux de services aériens ont été mis en conformité avec les principes de libéralisation. En contrepartie, les difficultés d'accès aux droits de trafic, les tarifs élevés des billets et la connectivité encore limitée montrent que l'impact réel de la libéralisation sur le terrain demeure en deçà des attentes[6].

* Expert en aviation, Direction générale de l'aviation civile, abdullahozbay99@gmail.com

1 AfricanLII, Declaration of Yamoussoukro on a New African Air Transport Policy, 17 octobre 1988,
https://www.kisa.link/Zvlet, (Consulté le 14 avril 2026).

2 Marché unique du transport aérien africain (MUTAA - *Single African Air Transport Market* (SAATM)).

3 CAFAC (AFCAC), « The Yamoussoukro Decision (YD) »,
https://www.kisa.link/oyzaW, (Consulté le 18 avril 2026).

4 Association internationale du transport aérien (IATA), « Africa: Growth Strengthens but Structural Challenges Keep Airline Profitability Marginal »,
https://www.kisa.link/jbtHC, (Consulté le 19 avril 2026).

5 Association des compagnies aériennes africaines (AFRAA), « SAATM Milestone: Inaugural Meeting of the Dispute Settlement Mechanism (DSM) Administrative Council Convened »,
https://www.kisa.link/JWuNt, (Consulté le 19 avril 2026).

6 *African Pilot*, « Africa's Single Air Transport Market: Progress Made, Connectivity Still Elusive », 17.12.2025,
https://www.kisa.link/mxQtY, (Consulté le 11 avril 2026).



Le IIIe Sommet sur le financement du développement des infrastructures en Afrique s'est tenu du 28 au 31 octobre 2025 à Luanda, capitale de l'Angola. (Source : Sommet de Luanda sur le financement du développement des infrastructures en Afrique | 28–31 octobre 2025 – AUDA-NEPAD)

Cette étude a pour objectif d'évaluer, à l'horizon 2025, le processus de libéralisation engagé depuis la Décision de Yamoussoukro jusqu'au Marché unique du transport aérien africain (MUTAA/SAATM), tout en analysant les avancées réglementaires obtenues ainsi que les problèmes structurels qui continuent d'entraver sa mise en œuvre.

2. Les perspectives économiques et dynamiques de croissance régionale

Il est généralement anticipé que la libéralisation des services aériens induira une baisse des tarifs passagers, stimulera le transport de passagers et de marchandises, dynamisera le tourisme et favorisera l'intégration des régions enclavées de l'Afrique à l'économie mondiale, s'érigeant ainsi en un puissant stimulant (catalyseur) économique susceptible de contribuer à la réduction de la pauvreté[7]. À cet égard, selon les données 2025 de l'Association internationale du transport aérien (IATA), les transporteurs africains ont enregistré une croissance

7 Charles E. Schlumberger, *The Implementation of the Yamoussoukro Decision*, Institute of Air and Space Law, Faculty of Law, McGill University, Thèse de doctorat non publiée, 2009, p. 387.

annuelle de 6 % de leur demande de fret aérien. Ils ont ainsi rehaussé leurs capacités en augmentant leur offre opérationnelle de 7,8 %. En particulier, le cycle de croissance ininterrompue de 7 mois, validé par les données de janvier 2026, a confirmé que l'axe commercial Afrique-Asie s'impose progressivement comme l'une des routes les plus actives de l'économie mondiale. L'effacement progressif des barrières douanières dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF / *AfCFTA*), véritable architecte du développement régional, a déclenché une révolution logistique à l'échelle du continent. Le transport aérien joue un rôle essentiel, notamment pour l'acheminement des produits agricoles et halieutiques périssables vers les marchés mondiaux. En outre, la reconfiguration des chaînes d'approvisionnement mondiales, l'essor du commerce électronique et l'industrie pharmaceutique continuent de s'affirmer comme les moteurs fondamentaux du trafic de fret aérien dans le ciel africain[8].

3. Les problèmes structurels et enjeux restant à résoudre

Malgré la dynamique de croissance observée dans le transport aérien africain, les problèmes structurels qui entravent son développement demeurent d'actualité. L'absence de pouvoir de sanction de la CAFAC (*AFCAC*) ainsi que les politiques aéronautiques protectionnistes adoptées par plusieurs États sont désignées comme les principaux obstacles à la libéralisation du marché. De surcroît, l'insuffisance des infrastructures et les restrictions de facto imposées aux droits de trafic dans le cadre du MUTAA (*SAATM*) ralentissent le processus d'intégration à l'échelle du continent[9].

Selon les données de l'IATA, l'industrie du transport aérien mène à l'échelle mondiale une véritable bataille de « liquidités ». Sur les 1,2 milliard de dollars de fonds accumulés dont les gouvernements n'autorisent pas le rapatriement, près de la totalité (93 %) se trouve bloquée en Afrique et au Moyen-Orient. Ce blocage financier réduit la marge de manœuvre des compagnies aériennes, déjà confrontées à la hausse des coûts du carburant et des coûts opérationnels, et est considéré comme l'un des principaux obstacles aux investissements dans le secteur aéronautique de la région.[10].

En effet, les transporteurs opèrent principalement sur des marchés fragmentés caractérisés par de faibles volumes de trafic. Les fluctuations monétaires, les fonds bloqués ainsi que les taux élevés de l'impôt sur les sociétés, avoisinant 28 %, impactent négativement la rentabilité. La lourdeur des taxes et redevances répercutées sur le prix des billets constitue un autre facteur qui comprime la demande. Si les perspectives de croissance de la demande demeurent robustes grâce à la démographie et des processus d'intégration commerciale du continent, la connectivité reste entravée par le fait que près de la moitié des voyageurs intra-africains sont encore contraints d'obtenir un visa avant leur départ.

8 Rebecca Jeffrey, Air cargo stakeholders back Africa, *Air Cargo News*, 8 avril 2026,
https://www.kisa.link/jFFqe, (Consulté le 14 avril 2026).

9 *African Pilot*, *op. cit.*

10 IATA, Communiqué de presse n° 58, 10.12.2025,
https://www.kisa.link/Uicam, (Consulté le 23 mars 2026).

4. Les normes de sécurité et les impératifs de réforme

Bien que des initiatives telles que le MUTAA (*SAATM*) et la ZLECAF (*AfCFTA*)[11] offrent des perspectives prometteuses pour le développement du secteur, leur mise en œuvre progresse à un rythme relativement lent.[12] Pour développer l'aviation civile africaine, la mesure politique la plus urgente à résoudre à court terme réside dans l'alignement sur les normes internationales de sécurité et de sûreté. Selon les données de l'OACI (*ICAO*)[13], alors que de nombreux pays africains se situaient en 2019 sous le seuil de 60 % de « mise en œuvre effective », ils ont franchi ce seuil en 2025. Le rapport indique que, bien que des progrès aient été réalisés, le taux actuel de mise en œuvre effective (61,28 %) demeure inférieur à la moyenne mondiale de 2024 (68,67 %) ainsi qu'à l'objectif fixé à 75 %[14].

Il est indispensable que les États africains, en appliquant la Décision de Yamoussoukro, abandonnent leur stratégie consistant à soutenir artificiellement des compagnies aériennes nationales non viables, et procèdent à la privatisation, à la cession ou à la dissolution de ces entités. En effet, comme l'indiquent les tendances observées à l'échelle mondiale, les nations qui ont mis en œuvre ces réformes et ouvert leur marché aux transporteurs étrangers, dans l'ensemble, ont obtenu des résultats hautement favorables[15].

5. Une nouvelle ère dans le ciel africain : les réformes de l'aviation de 2025

Dans le cadre de la vision de l'Union africaine (UA) en matière d'aviation et d'infrastructures, deux avancées majeures ont marqué l'année 2025. En premier lieu, lors du 38e Sommet de l'UA tenu à Addis-Abeba en février 2025, le Malawi a signé son engagement d'adhésion au MUTAA, devenant ainsi le 38e pays à rejoindre cette initiative continentale[16]. Alors que cette démarche est attendue pour induire une baisse du prix des billets d'avion, diversifier les options de vol, élargir les services de fret et générer des emplois dans les secteurs connexes comme le tourisme ; ce même sommet a adopté la Stratégie continentale pour les carburants d'aviation durables (CAD / *SAF*) et les carburants d'aviation à faible empreinte carbone (*LCAF*), ainsi que les Objectifs d'Abuja pour la sécurité d'aviation[17], visant à renforcer la conformité aux normes internationales de sûreté et de sécurité aériennes[18]. Plus tard dans l'année, en octobre 2025, le IIIe Sommet sur le financement du développement des infrastructures en Afrique, réuni à Luanda, un vaste plan d'investissement de 30 milliards de dollars a été annoncé afin de moderniser les infrastructures aéronautiques du continent dans le cadre du MUTAA. Élaboré sur la base de projections prévoyant un triplement du trafic passagers, qui passerait d'environ 160 millions à près de 500 millions d'ici à 2050, ce plan prévoit notamment l'allocation de 10 milliards de dollars aux infrastructures aéroportuaires et de 8 milliards de dollars à la modernisa-

11 Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF / *AfCFTA* - The African Continental Free Trade Area).

12 IATA, « Global Outlook for Air Transport Trade, AI, and the energy transition », décembre 2025,

https://www.kisa.link/tSyVR, (Consulté le 30 mars 2026), p. 31.

13 Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) – (*International Civil Aviation Organization* / *ICAO*)

14 OACI (ICAO), Safety Reports, « State of Global Aviation Safety (2025) »,

https://www.kisa.link/egqtT, (Consulté le 30 mars 2026), p. 60, 69.

15 Schlumberger, *op. cit.*, p. 392.

16 Union africaine, African Union Commissioner Outlines US$30 Billion Infrastructure Investment Plan at Luanda Summit, Prioritizing SAATM Modernization, 29.10.2025,

https://www.kisa.link/uJiEN, (Consulté le 02 avril 2026).

17 Les Objectifs d'Abuja pour la sécurité de l'aviation (*Abuja Safety Targets*) : Adoptés en 2012 lors d'une réunion ministérielle organisée à Abuja, la capitale du Nigeria, ces objectifs visent à réduire les accidents d'aviation en Afrique et à élever les standards aéronautiques aux niveaux mondiaux.

18 Union africaine, Communiqué de presse, « African Union Commissioner Outlines US$30 Billion Infrastructure Investment Plan at Luanda Summit, Prioritizing SAATM Modernization », 29.10.2025,

https://www.kisa.link/uJiEN, (Consulté le 02 avril 2026).

tion des systèmes de communication, de navigation et de météorologie. Cette vaste offensive de modernisation vise à rendre l'espace aérien africain fluide et durable en attirant des investissements « verts » axés sur le climat, grâce à des projets utilisant les énergies renouvelables, réduisant les émissions de carbone et intégrant des technologies de pointe telles que l'A-CDM (*Airport Collaborative Decision Making*) et le SWIM (*System Wide Information Management*).

Dans ce contexte, la libéralisation des opérations de fret est également préconisée comme une « *ouverture tactique* ». La plus grande flexibilité du fret face aux sensibilités politiques qui entravent le trafic passagers rend cette stratégie hautement viable. La libéralisation progressive du fret, agissant comme une force pionnière, constituera une preuve tangible de la prospérité économique générée par la libéralisation et ouvrira la voie à des transformations de plus grande ampleur[19]. Enfin, les projections pour l'année 2026 indiquent que l'Afrique jouera désormais un rôle proactif sur la scène mondiale de l'aviation[20].

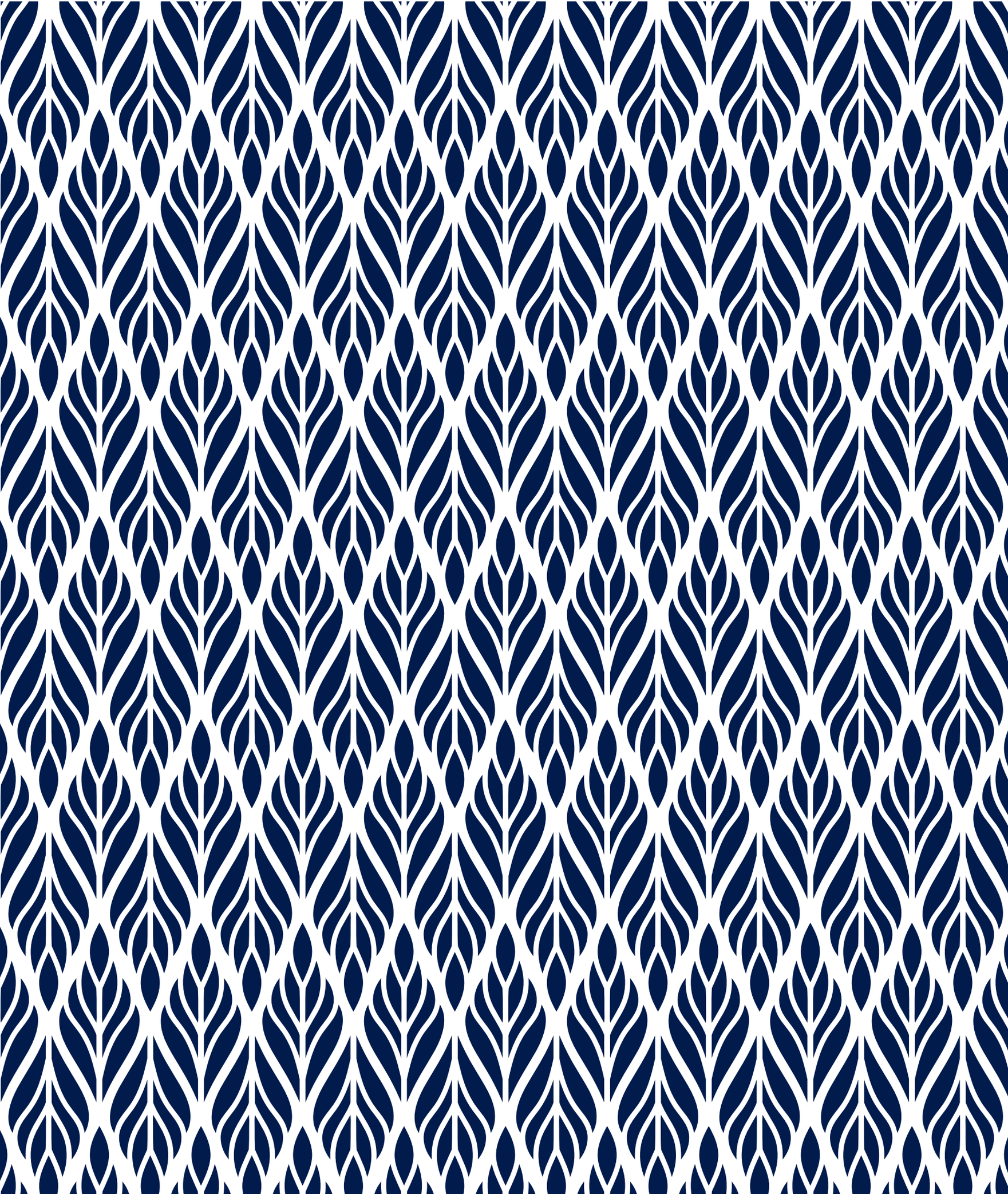
6. Conclusion

En définitive, l'aviation africaine est entrée, en 2025, dans une nouvelle phase de modernisation globale, portée non seulement par la libéralisation du marché, mais également par le lancement d'un programme massif d'investissement de 30 milliards de dollars dans les infrastructures et par l'adoption de stratégies axées sur la transition énergétique. Afin de traduire dans les faits les acquis du Marché unique du transport aérien africain (MUTAA/*SAATM*), la libéralisation progressive des opérations de fret, conçue comme un « levier tactique », apparaît comme l'approche la plus susceptible de surmonter, grâce aux bénéfices économiques qu'elle génère, les résistances liées aux politiques protectionnistes. Si les fonds bloqués des compagnies aériennes sont progressivement libérés et si les normes de sûreté et de sécurité sont alignées sur les standards internationaux, l'année 2026 pourrait marquer le passage de l'Afrique d'un rôle relativement passif à celui d'un acteur proactif au sein des chaînes d'approvisionnement mondiales et du transport aérien international. Dans cette perspective, l'abandon des politiques de soutien aux compagnies aériennes nationales non viables au profit d'un marché ouvert et concurrentiel constituera l'un des facteurs déterminants pour la réalisation de la vision de l'« Agenda 2063 » du continent.

19 African Pilot, op. cit

20 Aviation & Allied Business Publications, 07.01.2026,

https://www.kisa.link/CrCmU, (Consulté le 17 avril 2026)



Les événements météorologiques en Afrique en 2025 et leurs répercussions sur la crise alimentaire

11

Mehmet Öten*

1. Introduction

Le secteur agricole africain figure parmi les systèmes alimentaires les plus vulnérables au changement climatique à l'échelle mondiale.[1] Le fait que plus de 90 % des terres agricoles d'Afrique subsaharienne dépendent des précipitations rend la production directement tributaire des fluctuations du régime pluvial et des températures extrêmes.[2] Contribuant à hauteur de 23 à 30 % au PIB du continent et constituant la principale source de subsistance pour plus de 60 % de la population, ce secteur stratégique présente une forte vulnérabilité face aux chocs climatiques en raison de ses infrastructures d'irrigation limitées et de sa faible capacité d'adaptation.[3] Les projections actuelles prévoient que la hausse des températures pourrait entraîner une baisse des rendements des cultures de base, telles que le maïs et le blé, allant jusqu'à 25 % d'ici le milieu du siècle.[4] Dans ce contexte, la période 2024-2025 a constitué un seuil critique caractérisé par des phénomènes météorologiques extrêmes sur l'ensemble du continent. Le réchauffement climatique mondial ayant atteint 1,45 °C les niveaux préindustriels en 2024[5], la survenue simultanée du phénomène El Niño-Oscillation australe (ENSO) a engendré de sévères anomalies hydrologiques à l'échelle continentale.

En particulier, la sécheresse en Afrique australe et les vagues de chaleur extrême dépassant les 45 °C dans la bande sahélienne ont accéléré l'évaporation et épuisé les réserves d'humidité des sols, exerçant un stress irréversible sur les pâturages et les principales cultures vivrières.[6] Ces pressions climatiques, conjuguées à des vulnérabilités socio-économiques structurelles, ont plongé plus de 50 millions de personnes à une insécurité alimentaire aiguë dans la seule Afrique de l'Ouest et centrale.[7]

* Professeur des Universités, Université des sciences appliquées de Sakarya Faculté d'agriculture, Département des grandes cultures, https://orcid.org/0000-0002-3737-2356, mehmetoten@subu.edu.tr

1 M. Chabwera et al., « Impacts of climate change on food systems in Africa: A systematic review », *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 2026, 9.

2 D. O. Omokpariola et al., « Climate change, crop yield, and food security in Sub-Saharan Africa », *Discover Sustainability*, 2025, 6(1).

3 FAO et al., The State of Food Security and Nutrition in the World, 2025, p. 14-20.

4 D. B. Lobell et al., « Climate Trends and Global Crop Production Since 1980 », *Science*, 333, 2011, p. 616-620.

5 R. J. Dunn et al., « Global Climate [in State of the Climate in 2023] », *Bull. Amer. Meteor. Soc.*, 105 (8), 2024, p. 12-155.

6 X. Liu, « Climate Change and Sustainable Development in Africa », Chinese Journal of Urban and Environmental Studies, 2025, p. 1-20.

7 W. Wang et al., « Climate change as a game changer: Rethinking Africa's food security-health outcome nexus through a multi-sectoral lens », *Scientific Reports*, 15(1), 2025.

L'objectif principal de cette étude est d'évaluer, dans le contexte de processus climatiques, les effets des événements météorologiques extrêmes observés au cours de la période 2024-2025 sur la production agricole et de proposer un cadre scientifique susceptible de contribuer à l'élaboration de stratégies agricoles résilientes au changement climatique.

2. Facteurs météorologiques (2024-2025)

Durant la période 2024-2025, l'Afrique a subi de lourdes pertes agricoles sous l'effet de températures records à la surface des terres, liées à la phase El Niño du cycle ENSO, de blocages atmosphériques persistants et d'une forte instabilité hydrologique.[8] Au Sahel et en Afrique du Nord, les températures ont dépassé les moyennes de longue période de 2,5 à 3,5 °C, atteignant des valeurs comprises entre 45 et 50 °C.[9] Le « dôme de chaleur saharien », observé dans ces régions, a accru l'évapotranspiration potentielle, épuisant ainsi les réserves d'humidité des sols, essentielles à la production de mil et de blé, et provoquant chez les plantes un stress thermique physiologique irréversible.[10]

Tableau 1. Principales vagues de chaleur en Afrique durant la période 2024-2025

Région	Pays les plus touchés	Températures (°C)	Anomalie thermique	Facteur climatique	Impact agricole
Zone sahélienne	Mali, Niger, Tchad	45-48 °C	+2,5 à +3,5 °C au-dessus des moyennes	Haute pression subtropicale persistante	Stress thermique sur le mil et le sorgho
Afrique du Nord	Algérie, Tunisie, Maroc	47-50 °C	+3,0 °C d'anomalie	Dôme de chaleur saharien	Chute sévère des rendements céréaliers
Afrique de l'Est	Soudan, Éthiopie	43-46 °C	+2,0 °C d'anomalie	Circulation régionale de vagues de chaleur	Stress thermique dans l'élevage
Afrique australe	Zambie, Zimbabwe	41-44 °C	+2,2 °C d'anomalie	Réchauffement induit par l'ENSO	Faible productivité du maïs

3. Vagues de chaleur marines

Outre le réchauffement atmosphérique, les vagues de chaleur marines enregistrées dans l'Atlantique Nord et le bassin méditerranéen ont considérablement modifié les régimes climatiques régionaux.[11] Le maintien, pendant de longues périodes (6 à 10 mois) d'anomalies de la température de surface de la mer (SST) comprises entre +1,5 et +2,0 °C a directement influé sur la circulation atmosphérique et les mécanismes de transport de l'humidité le long des côtes.[12] Ces anomalies océaniques ont entraîné une accumulation excessive d'humidité, notamment dans les pays côtiers tels que le Sénégal, la Mauritanie, la Tunisie et l'Algérie, entraînant ainsi l'instabilité des régimes pluviométriques.[13] Cette situation a constitué une source majeure d'incertitude, compromettant des calendriers de semis agricoles dans ces régions.

4. Instabilité hydrologique

La variabilité hydrologique (cf. Tableau 2) s'est encore accentuée sous l'effet de l'épisode El Niño de 2023-2024, qui a perturbé la répartition des précipitations à

8 L. E. Zita et al., « Spatio-temporal characteristics of climate extremes in sub-Saharan Africa and potential impact of oceanic teleconnections », *Atmosphere*, 16(1), 2025.

9 O. Hoegh-Guldberg et al., « Impacts of 1.5°C global warming on natural and human systems », *Global Warming of 1.5°C*, 2018.

10 R. Meena, *Drought Management in Soils*, Springer, 2024, p. 163-175.

11 S. Darmaraki, B. Perez-Gomez et al., « Future evolution of marine heatwaves in the Mediterranean Sea », Climate Dynamics, 53(3), 2019, p. 1371-1392.

12 A. Malik, M. Usman et al., « Accelerated historical and future warming in the Middle East and North Africa », Journal of Geophysical Research: Atmospheres, 129(22), 2024.

13 R. Almar et al., « A Review of Coastal Zone Changes in West Africa », *Surveys in Geophysics*, 44, 2023, p. 183-211.

l'échelle du continent.[14] Au cours de cette période, l'Afrique australe, en particulier la Zambie et le Zimbabwe, a connu d'importantes pertes dans la production de maïs en raison de précipitations inférieures de 40 à 60 % aux normales saisonnières.[15] À la même période, des précipitations excessives ont été enregistrées dans certaines régions d'Afrique de l'Ouest et de l'Est. Les inondations soudaines au Nigeria et au Sénégal, ainsi que les crues de grande ampleur au Soudan du Sud, ont endommagé les terres cultivées et mis en péril les moyens de subsistance des populations rurales.[16] Ces événements climatiques combinés mettent clairement en évidence l'intensification des pressions climatiques croissante exercées sur la sécurité alimentaire en Afrique.[17]

Tableau 2. Instabilité hydrologique induite par l'ENSO (2023-2025)

Région	Effet ENSO	Anomalie de précipitations	Événement principal	Conséquences agricoles
Afrique australe	Sécheresse El Niño	Entre -40 % et -60 %	Sécheresse de 2024 en Zambie et au Zimbabwe	40-50 % de perte de rendement du maïs
Afrique de l'Est	Variabilité pluviale ENSO	Variabilité de +20-30 %	Inondations au Soudan du Sud	Pertes de cultures et de cheptel
Afrique de l'Ouest	Irrégularité de la mousson	Hausses soudaines de +15-25 %	Inondations soudaines au Nigeria et au Sénégal	Pertes de récoltes de riz et de légumes

5. Variations de température à long terme

Les relevés historiques de température en Afrique mettent en évidence une tendance au réchauffement nette et continue entre 1925 et 2025. Entre 1925 et 1954, les anomalies thermiques sont restées proches des moyennes de la période de référence ou ont présenté des valeurs négatives, traduisant une relative stabilité climatique.[18] L'accélération du réchauffement s'est amorcée à partir des années 1960, parallèlement aux sécheresses du Sahel et à l'augmentation de la variabilité climatique. Cette tendance à la hausse, devenue plus marquée après les années 1990, a atteint +1,28 °C sur la période 2020-2023, puis le niveau record de +1,45 °C en 2024-2025 sous l'effet des vagues de chaleur extrêmes au Sahel et en Afrique du Nord.[19]

6. Effets des événements climatiques extrêmes sur l'agriculture africaine

Les anomalies climatiques survenues au cours de la période 2024-2025 ont causé de graves pertes de rendement pour les principales cultures vivrières telles que le maïs, le blé, le sorgho et le manioc (cf. Tableau 3). En Afrique australe, la récolte de maïs a chuté de 40 à 50 % en raison de la sévère sécheresse liée à El Niño[20], tandis qu'en Afrique du Nord, la production céréalière a baissé de 35 à 50 % sous l'impact des vagues de chaleur extrêmes. Dans la zone sahélienne, une dégradation des pâturages et une forte mortalité du cheptel ont été rapportées ; dans les zones côtières, les blocages atmosphériques et les inondations ont perturbé les activités de pêche.[21] Ces données mettent en lumière les effets destructeurs des extrêmes climatiques sur l'ensemble des systèmes alimentaires terrestres et marins.

14 K. Ghomsi, M. Raogosha et al., « 2023-2024 El Niño amplifies record sea level surges in African marine domains », *Communications Earth & Environment*, 7(1), 2026.

15 S. Du et W. Xiong, « Weather Extremes and Maize Production in Africa », *Plants*, 13, 2024, p. 1-12.

16 M. T. Taye et E. Dyer, « Hydrologic Extremes in a Changing Climate », *Current Climate Change Reports*, 2024, p. 98-112.

17 P. I. Palmer, A. Shaaban et al., « Drivers and impacts of Eastern African rainfall variability », *Nature Reviews Earth & Environment*, 4(4), 2023, p. 254-270.

18 M. Whitmore, Effects of Eccentric Exercise on Connective Tissue Damage, University of Central Arkansas, 2025, p. 18-25.

19 F. Xie, *Climate Change Impacts in the Mediterranean Basin and Northern Africa*, University of Toronto, 2025, p. 11-19.

20 M. Chabwera et al., op. cit.

21 B. Bajaha, Sahelian Realities of Climate Change, 2024, p. 45-50.

Région	Pays	Principales cultures vivrières	Perte de rendement estimée (%)	Impact sur l'élevage / la pêche	Facteur / Variable climatique	Nouvelles cultures résilientes développées
Afrique du Nord	Maroc	Blé, Orge	Diminution de 45-60 %	Baisse de la productivité des pâturages	Sécheresse sévère et vagues de chaleur	Sorgho, Mil
	Algérie	Blé, Orge	Diminution de 35-50 %	Réduction des zones de pâturage	Sécheresse prolongée	Mil
	Tunisie	Blé, Orge	Contraction d'environ 80 % du secteur céréalier	Baisse de l'offre d'aliments pour animaux	Vagues de chaleur record	Sorgho
	Libye	Blé	Diminution de 30-40 %	Pressions de désertification	Sécheresse extrême	Mil
	Égypte	Blé, Riz	Diminution de 10-20 %	Intrusion saline affectant la pêche dans le delta du Nil	Élévation du niveau de la mer et salinité	Variétés de riz tolérantes au sel
Afrique de l'Ouest	Nigeria	Riz, Maïs	Diminution de 25-35 %	Pertes de cheptel causées par les inondations	Inondation soudaine	Manioc
	Gana	Maïs	Diminution de 20-30 %	Baisse de la qualité des pâturages	Variabilité des précipitations	Manioc
	Sénégal	Riz, Légumes	Diminution de 25-30 %	Pêche côtière affectée par le réchauffement des mers	Vagues de chaleur marines	Mil
	Mali	Mil, Sorgho	Diminution de 15-25 %	Dégradation des pâturages	Sécheresse du Sahel	Sorgho
	Niger	Mil	Diminution de 20-30 %	Mortalité animale	Vagues de chaleur et sécheresse	Pois
	Burkina Faso	Sorgho, Mil	Diminution de 20-35 %	Pénurie de pâturages	Sécheresse du Sahel	Mil
	Togo	Maïs	Diminution de 15-25 %	Stress sur l'élevage local	Irrégularité des précipitations	Manioc
	Bénin	Maïs	Diminution de 15-20 %	Réduction des zones de pâturage	Variabilité climatique	Manioc
Afrique Centrale	Cameroun	Maïs, Manioc	Diminution de 15-20 %	Augmentation des maladies animales dues à la chaleur et à l'humidité	Variabilité des précipitations	Manioc
	Tchad	Sorgho	Diminution de 30-40 %	Forte mortalité animale	Sécheresse extrême	Mil
	Rép. Centrafricaine	Maïs	Diminution de 20-25 %	Baisse de la disponibilité des pâturages	Sécheresse	Manioc
	RDC	Manioc, Maïs	Diminution de 10-15 %	Pression sur la pêche continentale	Inondations	Manioc
	Congo	Manioc	Diminution de 10-15 %	Crues fluviales affectant la pêche	Précipitations excessives	Manioc
	Gabon	Manioc	Impact minimal	Variabilité dans la pêche	Précipitations Bulletins	Manioc
Afrique de l'Est	Éthiopie	Blé, Teff	Diminution de 20-30 %	Mortalité chez les bovins	Vagues de chaleur et sécheresse	Teff
	Kenya	Maïs	Diminution de 30-40 %	Dégradation des pâturages	Sécheresse multiséasonnière	Sorgho
	Somalie	Sorgho	Diminution de 35-45 %	Forte mortalité animale	Sécheresse extrême	Mil
	Soudan	Sorgho, Blé	Diminution de 25-35 %	Dégradation des pâturages	Vagues de chaleur	Mil
	Soudan du Sud	Sorgho	Diminution de 20-30 %	Pertes de cheptel causées par les inondations	Inondation	Manioc
	Ouganda	Maïs	Diminution de 15-25 %	Épidémies de maladies animales	Variabilité des précipitations	Manioc
	Tanzanie	Maïs, Riz	Diminution de 20-25 %	Réduction des zones de pâturage	Vagues de chaleur	Manioc
	Rwanda	Maïs	Diminution de 10-15 %	Pertes mineures de cheptel	Variabilité des précipitations	Manioc
Afrique Australe	Zambie	Maïs	Diminution de 40-50 %	Pénurie d'aliments pour animaux	Sécheresse El Niño	Sorgho
	Zimbabwe	Maïs	Diminution de 45-40 %	Réduction des zones de pâturage	Sécheresse sévère	Mil
	Malawi	Maïs	Diminution de 30-40 %	Baisse de la productivité de l'élevage	Sécheresse El Niño	Manioc
	Mozambique	Maïs, Riz	Diminution de 25-35 %	Stress sur la pêche côtière	Cyclones et inondations	Manioc
	Botswana	Sorgho	Diminution de 20-30 %	Dégradation des pâturages	Vagues de chaleur	Mil
	Namibie	Maïs	Diminution de 20-25 %	Mortalité animale	Sécheresse sévère	Sorgho
	Afrique du Sud	Maïs, Blé	Diminution de 15-20 %	Baisse de la productivité des pâturages	Vagues de chaleur	Sorgho
	Angola	Manioc, Maïs	Diminution de 15-20 %	Baisse de la productivité de l'élevage	Dérèglement des précipitations	Manioc

Tableau 3. Impacts des événements climatiques extrêmes sur l'agriculture africaine et génotypes résilients face au changement climatique (2024-2025)

7. Crise alimentaire émergente et ses impacts socio-économiques

Les perturbations agricoles d'origine climatique ont accentué les pressions socio-économiques à travers toute l'Afrique, déclenchant une crise alimentaire à grande échelle.[22] Au cours de la période 2024-2025, les pertes de récolte et les ruptures d'approvisionnement ont entraîné une hausse de 30 à 50 % des prix des produits de base.[23]

Sous l'effet de ces pressions, plus de 50 millions de personnes étaient confrontées à une insécurité alimentaire aiguë (IPC Phase 3+) en Afrique de l'Ouest et centrale.[24] La fragilisation des moyens de subsistance ruraux a quant à elle accéléré les mouvements migratoires, créant une « spirale de déplacements » qui accroît les risques de conflits régionaux.[25] Les stratégies d'adaptation climatique développées face à cette menace existentielle ont commencé à transformer les habitudes de production traditionnelles. En lieu et place du maïs et du blé, très gourmands en eau, des cultures résilientes à faibles besoins en eau telles que le sorgho, le mil et le manioc jouent désormais un rôle de « filet de sécurité ». De plus, des variétés de riz tolérantes à la salinité, utilisées dans des zones comme le delta du Nil, visent à préserver la production contre l'élévation du niveau de la mer. En définitive, cette transformation stratégique constitue une démonstration concrète des efforts déployés pour renforcer la résilience des systèmes alimentaires africains face aux chocs climatiques.

8. Conclusion

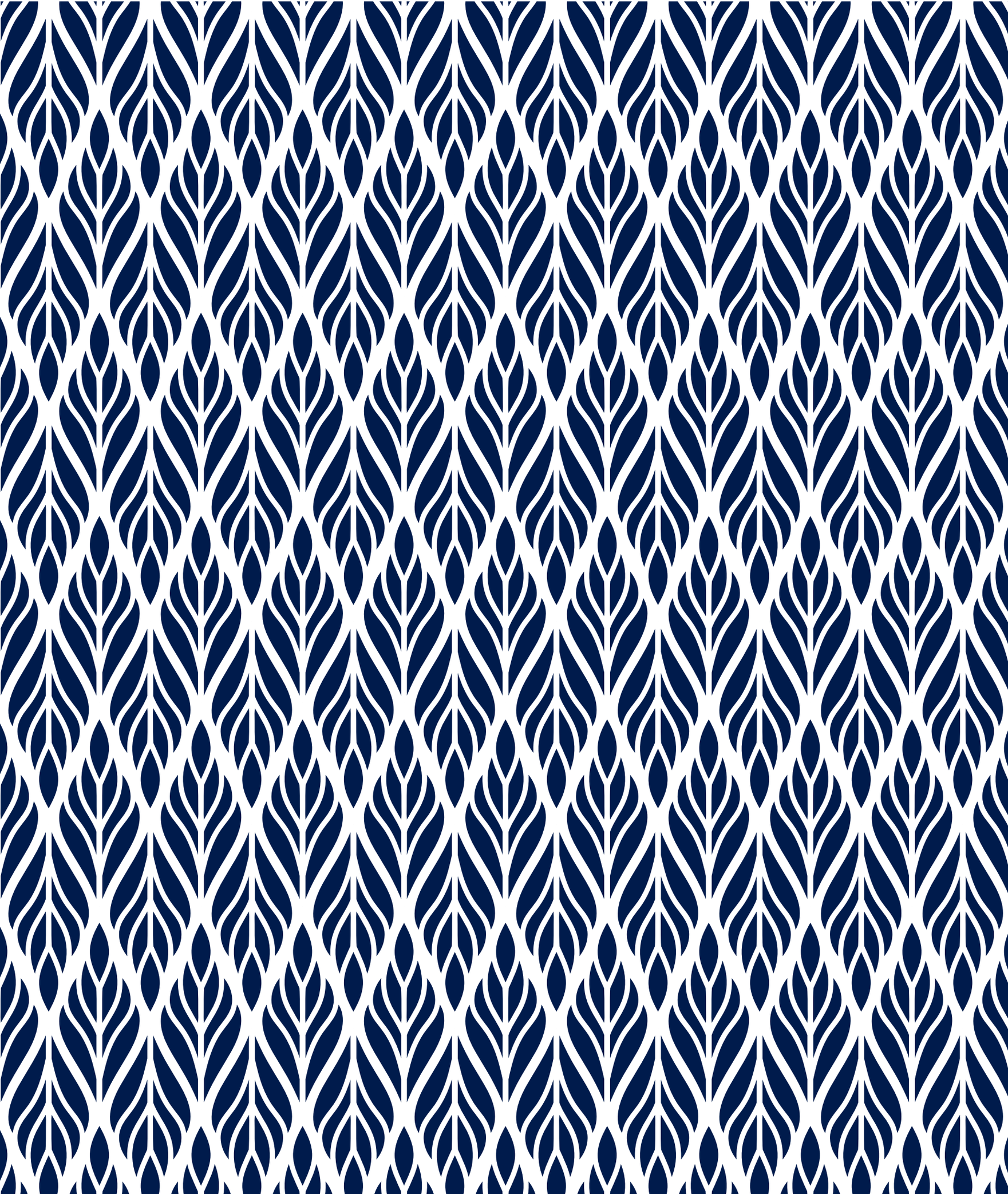
La période 2024-2025 a montré dans quelle mesure des événements climatiques extrêmes et leurs interactions peuvent fragiliser les systèmes alimentaires en Afrique. Un réchauffement continental record d'environ +1,45 °C, combiné à des vagues de chaleur extrêmes, à des anomalies thermiques marines et à la variabilité hydrologique induite par l'ENSO, a entraîné une baisse des rendements du maïs de 40 à 50 % en Afrique australe et de 35 à 50 % pour la production céréalière en Afrique du Nord. Ces pertes de production ont provoqué une hausse de 30 à 50 % des prix des denrées alimentaires de base, portant l'insécurité alimentaire régionale à un niveau critique. Ces résultats montrent que la généralisation des pratiques agricoles résilientes au changement climatique, la gestion intégrée des ressources en eau transfrontalières et le renforcement des capacités institutionnelles des systèmes d'alerte précoce constituent des priorités essentielles pour garantir une sécurité alimentaire durable.

22 FAO, *The State of Food Security and Nutrition in the World*, Rome, 2024, p. 62-69.

23 Banque mondiale, *Food Security Update: Africa Region*, Washington DC, 2024, p. 7-9.

24 PAM, Global Report on Food Crises (GRFC), Rome, 2025, p. 34-36.

25 GIEC, *Climate Change 2023: Synthesis Report*, Genève, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, 2023, p. 37-71.



L'industrie de la défense en Afrique en 2025: développement, dynamiques et durabilité

12

Levent Kırval*

1. Introduction

Au cours du deuxième quart du XXIe siècle, le continent africain occupe une place de plus en plus importante dans le secteur de l'industrie de défense, dans un contexte marqué par la transformation de l'environnement sécuritaire, les interactions technologiques et la concurrence géopolitique. À l'horizon 2025, les capacités de l'industrie de défense du continent connaissent une transformation majeure : elles s'éloignent progressivement des dynamiques d'acquisition fondées sur une forte dépendance à l'égard de l'extérieur pour se structurer autour de la production locale, des coopérations régionales et de l'adaptation technologique. Le présent article examine, à partir de sources académiques et institutionnelles, l'état actuel de l'industrie de la défense en Afrique, les défis structurels auxquels elle est confrontée, ses interactions avec les acteurs mondiaux ainsi que les éventuelles orientations politiques pour l'avenir.

2. Les caractéristiques structurelles de l'industrie de la défense en Afrique

L'architecture de l'industrie de la défense sur le continent africain présente de profondes disparités d'un pays à l'autre. À l'échelle continentale, seuls quelques pays dotés d'un appareil de production militaire avancé — au premier rang desquels figurent la République d'Afrique du Sud, l'Égypte, l'Algérie et, dans une moindre mesure, le Nigeria — possèdent d'importantes capacités industrielles

* Professeur des Universités, Université technique d'Istanbul, Faculté de la marine, (Email : lkirval@itu.edu.tr).

dans ce domaine. En revanche, la majeure partie du continent demeure tributaire des fournisseurs extérieurs pour l'acquisition de systèmes de haute technologie et de plateformes d'armement complètes. Cette hétérogénéité complexifie l'élaboration d'une stratégie unique applicable à l'ensemble de l'industrie de la défense africaine, tout en offrant un cadre comparatif d'une grande richesse pour l'analyse des différents modèles de développement.

L'industrie de la défense de la République d'Afrique du Sud repose sur une infrastructure industrielle construite au fil des décennies, héritée de la solide capacité de production nationale développée durant la période de l'Apartheid. Les travaux académiques montrent que l'industrie sud-africaine de la défense est largement considérée comme une structure de « second rang » intégrée aux chaînes de valeur mondiales. Bien que le secteur soit confronté à diverses difficultés structurelles, il demeure un acteur régional majeur dans des domaines tels que les systèmes d'armes conventionnels, les véhicules blindés, l'électronique de défense et la production de véhicules aériens sans pilote.

L'Égypte et l'Algérie s'affirment également comme des acteurs majeurs engagés dans l'extension de leurs capacités de production militaire. Tandis que l'industrie de la défense égyptienne accroît son potentiel dans les segments des plateformes d'armes diversifiées, de la fabrication de munitions et de l'assemblage de véhicules militaires, l'Algérie poursuit ses efforts de modernisation à travers des accords d'approvisionnement réguliers conclus avec ses partenaires russes et européens. Ces configurations industrielles différenciées mettent en évidence, à l'échelle du continent africain, tant l'hétérogénéité des capacités de production d'un pays à l'autre que l'existence de modèles de dépendance structurée.



3. Les tendances de l'industrie de la défense en Afrique en 2025

3.1. L'essor de la production locale et des partenariats

L'année 2025 a constitué une étape remarquable dans le renforcement des capacités de production de défense



L'avion de combat national KAAN a fait son entrée sur la scène mondiale à l'occasion de la présentation de sa nouvelle génération. (Source : Agence Anadolu)

locale sur le continent africain. Les modèles fondés sur la production nationale et les partenariats internationaux ont notamment acquis une importance stratégique, tant au niveau des pouvoirs publics que du secteur privé. À titre d'exemple, plusieurs pays ont pris des mesures concrètes en vue d'investir dans les véhicules aériens sans pilote (drones/UAV) et les technologies connexes, ainsi que d'établir des partenariats de production. Cette évolution témoigne des efforts déployés par les pays africains pour dépasser leur rôle de simples marchés d'approvisionnement extérieur et accéder à des stades plus avancés de la chaîne de valeur, notamment dans les domaines de l'adaptation technologique ainsi que de la maintenance et de la réparation.

Dans ce contexte, des événements tels que le salon Bamako Expo (BAMEX'25) organisé en 2025, ont montré que les entreprises de l'industrie de la défense turque ne se contentent pas de consolider leur présence sur le continent, mais qu'elles bénéficient également d'opportunités propices pour établir des partenariats à long terme. Lors du salon BAMEX'25, qui s'est tenu à Bamako, capitale du Mali, Baykar, ASELSAN, Roketsan, MKE et d'autres institutions de défense turques se sont réunies avec des délégations militaires et civiles africaines. Cette participation témoigne des efforts déployés pour proposer des solutions adaptées aux besoins de défense des pays du continent et pour développer des relations fondées sur le transfert de technologie.

Au-delà de ces aspects, certains pays africains mettent en place des initiatives privées et des entités soutenues par l'État afin d'accroître leurs propres capacités de production. Par exemple, des entités telles que l'Ethiopia Metals and Engineering Corporation (METEC) développent de vastes capacités de production destinées tant aux produits militaires qu'aux produits civils. Ces institutions se consacrent notamment à la productions de matériels de défense de base, tels que les munitions et les blindages.

3.2. Le renforcement de l'influence mondiale et le transfert de technologie

En 2025, le marché de l'industrie de la défense en Afrique a été largement façonné non seulement par les efforts des acteurs du continent, mais également par la participation active grandes entreprises internationales du secteur de la défense. En particulier, les salons internationaux tels que l'Egypt Defence Expo (EDEX) 2025, ont permis aux entreprises du monde entier une vitrine pour présenter des technologies de pointe, notamment des drones, des systèmes de lutte anti-drones et ainsi que des solutions de défense fondées par l'intelligence artificielle. Des entreprises originaires de pays tels que la Russie, la Chine, les États-Unis, la Türkiye et les Émirats arabes unis figurent sur ces plateformes, ce qui témoigne de l'influence considérable exercée par les acteurs extérieurs dans les chaînes d'approvisionnement de la défense en Afrique.

L'impact de ces salons ne s'est pas limité à la simple présentation de produits ; il a également préparé le terrain à des accords de transfert de technologie et de coproduction. Les relations établies par les pays africains avec des partenaires étrangers, dans le but explicite de soutenir leurs industries locales, englobent des protocoles portant sur le transfert de technologie ainsi que sur la coopération en matière de recherche et développement (R&D). Toutefois, dans ce processus, la réussite de ces politiques industrielles dépend largement de la prise en compte d'enjeux majeurs tels que la transparence, les mécanismes de contrôle et le renforcement durable des capacités nationales.

3.3. Les technologies clés dans l'industrie de la défense

En 2025, dans le domaine de l'industrie de la défense, des technologies telles que les systèmes sans pilote, les réseaux de commandement et de contrôle fondés sur l'intelligence artificielle, les plateformes autonomes et les solutions avancées de cybersécurité se sont imposées comme des technologies de premier plan. Ces technologies ne se contentent pas d'élargir les capacités opérationnelles militaires ; elles ouvrent également de nouvelles perspectives en matière de R&D pour les industries nationales. Les grands acteurs de la défense en Afrique s'efforcent à la fois de collaborer avec des entreprises étrangères et de consolider leurs propres capacités de R&D afin de favoriser l'intégration et l'adaptation de ces technologies au sein du marché continental.

4. Les défis et obstacles rencontrés

4.1. Les contraintes financières et l'insuffisance des ressources

L'industrie de la défense africaine fait face à de lourdes contraintes financières dans ses efforts de modernisation et de renforcement de ses capacités nationales de production. Les rapports de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) montrent que les dépenses militaires globales du continent ne représentent qu'un faible pourcentage des dépenses mondiales, et que les budgets de défense de nombreux pays demeurent insuffisants. Cette situation entrave les processus d'investissement dans les systèmes d'armes modernes ainsi que l'établissement d'une capacité de production nationale durable.

4.2. Les enjeux de transfert de technologies et de l'appropriation nationale

Bien que les pays africains expriment fréquemment leurs attentes en matière de transfert de technologie dans le cadre de leurs relations avec les acteurs extérieurs, ce processus s'avère complexe et empreint d'incertitudes. S'il existe des exemples où la mise en œuvre efficace de programmes de compensation industrielle (*offset*)[1] a permis de renforcer les compétences techniques locales au sein

1 Lorsqu'un État acquiert auprès d'un autre État un équipement de défense de grande valeur, tel qu'un avion de combat, un système de missiles ou un radar, il peut demander au pays fournisseur des contreparties économiques ou technologiques. Ce mécanisme de contreparties réciproques est appelé « programme d'offset ».

de l'économie locale, dans de nombreux cas, ces programmes n'affichent qu'un impact limité. À titre d'exemple, bien que les pratiques de compensation au Maroc et en Égypte aient renforcé les compétences techniques de base, les carences en matière d'infrastructures technologiques et de capacités de R&D empêchent ces acquis de se traduire par un développement industriel à grande échelle.

4.3. Le déficit en capital humain et les faiblesses de l'écosystème de R&D

À l'échelle du continent africain, les ressources humaines hautement qualifiées en ingénierie ainsi que les infrastructures de recherche et développement (R&D) nécessaires à la production de technologies de pointe demeurent encore des domaines en développement. Dans la majorité des pays, les formations en ingénierie, les instituts de recherche et l'industrie de la défense étant insuffisamment intégrées, les capacités locales d'innovation restent limitées. Cette fragmentation structurelle entretient la dépendance des pays africains à l'égard de partenaires extérieurs pour la conception et le développement des systèmes de défense.

5. Le rôle des acteurs extérieurs et l'influence géopolitique

Le rôle des acteurs extérieurs dans l'industrie de la défense en Afrique s'est considérablement accru. La Russie, la Chine, la Türkiye, les États-Unis ainsi que les entreprises de défense basées au Moyen-Orient se livrent notamment une concurrence accrue pour conquérir des parts de marché sur le continent. Ces entreprises ne se limitent pas à la vente de produits, mais s'efforcent également, dans certains cas, de contribuer au développement des industries locales au moyen de transferts de technologie et d'accords de production conjointe. Cette dynamique peut être considérée comme faisant partie du processus d'intégration de l'industrie de défense africaine dans les chaînes industrielles mondiales.

Toutefois, cette interaction comporte également des risques. Dans certains cas, l'introduction de matériels de défense par des acteurs extérieurs peut complexifier davantage les dynamiques de conflits locaux ou engendrer des relations de dépendance politique. Par conséquent, le respect de principes stricts de transparence, de contrôle et de conformité aux normes internationales revêt une importance majeure dans la gestion des relations avec les partenaires extérieurs.

6. Perspectives prospectives

À l'horizon 2025, l'industrie de défense africaine s'efforce de dépasser le rôle de fournisseur dépendant de l'extérieur qui lui a historiquement été attribué. Les initiatives de production nationale, les mécanismes de coordination régionale et les coopérations technologiques internationales génèrent des opportunités ma-

jeures dans ce domaine. Néanmoins, afin d'assurer la pérennité de l'industrie de défense, les priorités politiques suivantes revêtent une importance particulière :

Transfert de technologies et nationalisation : Il est impératif de consolider l'écosystème de R&D par le biais de modèles avancés de transfert de technologies et de politiques incitatives en faveur de la production locale.

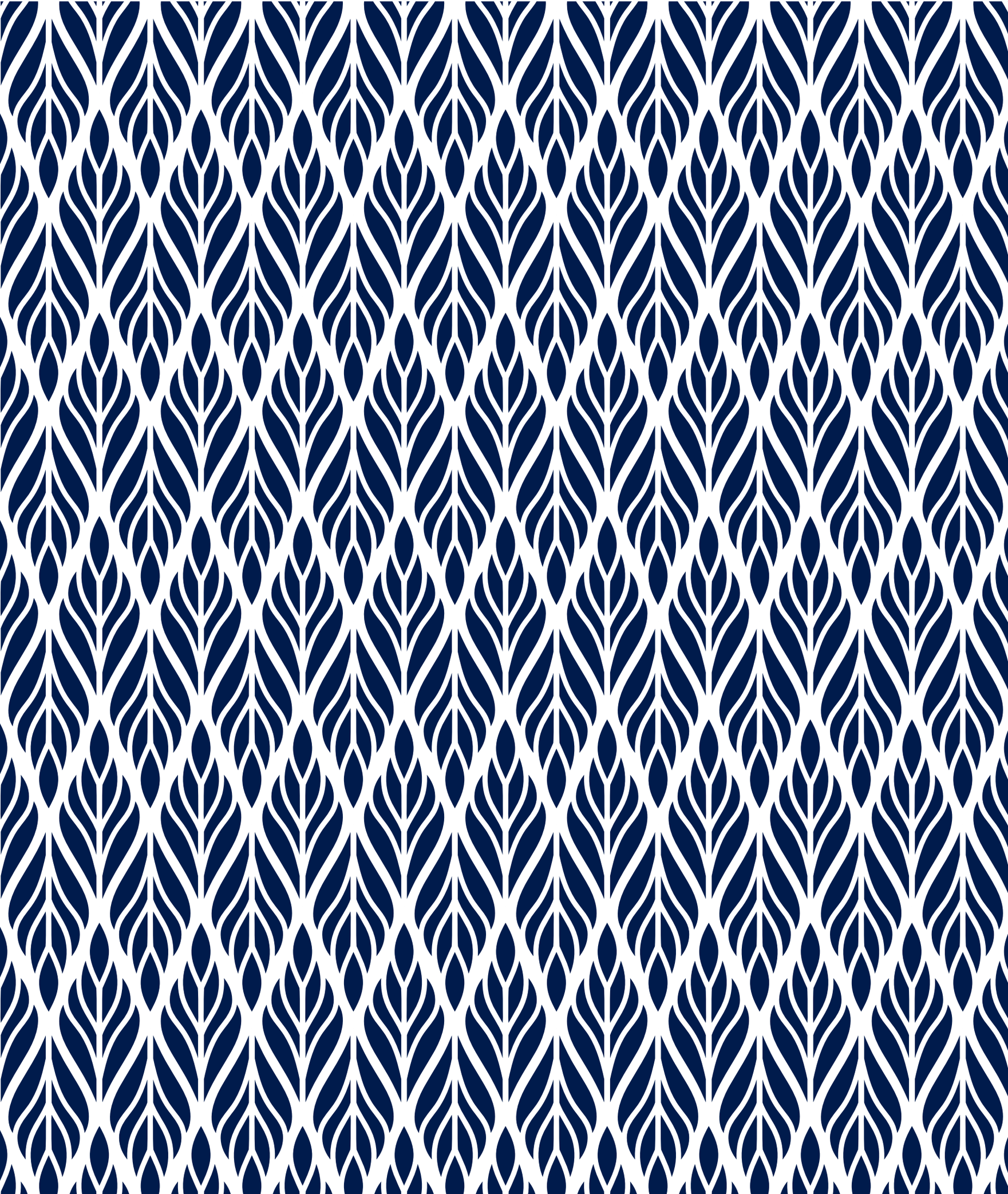
Stratégies de financement : Les fonds souverains soutenus par l'État et les mécanismes d'investissement régionaux doivent être optimisés afin de doter la capacité de production de défense de ressources durables.

Développement du capital humain : Il convient de mettre en place des modèles de coopération étroite entre la formation technique, l'industrie de la défense et les organismes de production.

Transparence et réglementation : La transparence des processus d'acquisition dans le secteur de la défense et le respect des normes internationales constituent des éléments fondamentaux pour garantir des avancées économiques et sécuritaires durables ; ces aspects doivent donc être renforcés.

7. Conclusion

L'année 2025 a été une année de transformation pour l'industrie de défense africaine. À l'échelle du continent, les efforts visant à accroître les capacités de production nationale ainsi que les coopérations régionales se sont considérablement développés. Parallèlement, la contribution des acteurs extérieurs à l'industrie et l'influence des entreprises mondiales de défense sur le marché africain redéfinissent les dynamiques de la production de défense sur le continent. Toutefois, des obstacles structurels tels que l'insuffisance des financements, les difficultés liées au transfert de technologies et le manque de ressources humaines qualifiées constituent des domaines critiques qui doivent être traités afin d'assurer un développement industriel durable. À cet égard, des politiques inclusives et inscrites dans le long terme, ainsi que le renforcement des coopérations intra-africaines, pourraient consolider les capacités de l'industrie de défense africaine tant à l'échelle locale qu'à l'échelle mondiale. Dans cette perspective, la contribution historique et contemporaine de la Türkiye au développement de l'industrie de la défense en Afrique revêt une importance particulière, et la poursuite de cette coopération pourrait contribuer de manière significative au renforcement des capacités industrielles du continent.



L'Afrique dans la gouvernance climatique mondiale : les politiques énergétiques et la justice réparatrice en 2025

13

Dilşad Taşkın Kuveloğlu*

* Docteur, chercheuse indépendante, Orcid ID : 0000-0003-1710-9320, dilsad.taskink@gmail.com

1. Introduction

En 2025, le continent africain est entré dans une période de crise multidimensionnelle, marqué par l'intersection de dynamiques économiques, environnementales et géopolitiques mondiales. Cette vulnérabilité constitue également un point de bascule ouvrant la voie à un repositionnement du continent dans la gouvernance climatique mondiale. Bien qu'elle soit responsable de moins de 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, l'Afrique figure parmi les continents les plus durement touchés par les effets néfastes du changement climatique.[1] La présence en Afrique de neuf des pays les plus vulnérables au monde[2] a historiquement contribué à positionner le continent comme une « partie victime » dans les processus de négociation internationaux. Toutefois, témoigne d'une transformation profonde de ce discours.

L'année 2025 a donné lieu à un espace d'interaction intense et multidimensionnel en matière de diplomatie climatique. Le thème de l'Union africaine (UA) pour 2025, *« Justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine par le biais des réparations »*, a été adopté lors de la 37e session ordinaire du Sommet et officiellement proclamé lors du 38e Sommet.[3] La même année, le *Deuxième Sommet africain sur le climat*, organisé à Addis-Abeba, a contribué à redéfinir les priorités de l'Afrique en matière de politique climatique[4], tandis que la présidence sud-africaine du G20 s'est conclue par le Sommet de Johannesburg[5] et que la COP30, tenue à Belém, a contribué à remodeler les discussions mondiales sur

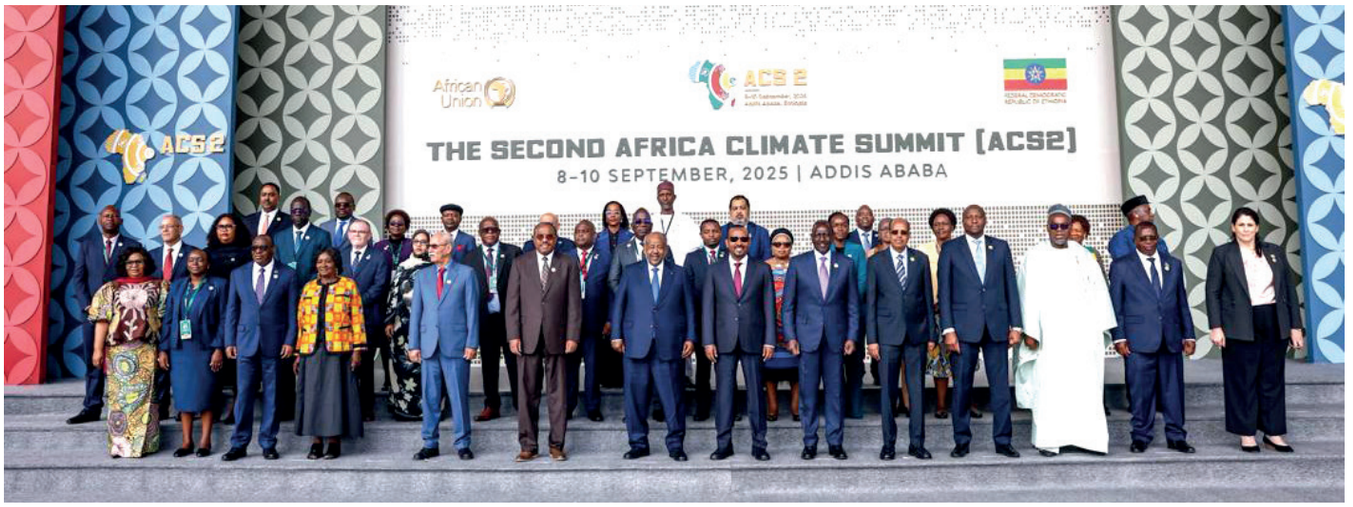
1 Banque africaine de développement, « COP30: African Development Bank Group to champion Africa's Push for Climate Finance Reform and Just Energy Transition », 06.11.2025, https://www.kisa.link/IhFDA, (Consulté le 31.03.2026).

2 ONU, « Time for Reparatory Justice, Permanent Security Council Seats for Africa, Secretary-General Tells Continental Summit », 17.02.2025, https://www.kisa.link/ddhvc, (Consulté le 02.04.2026).

3 Union africaine, « Communiqués de presse : Le 38e Sommet de l'Union africaine mettra l'accent sur la justice réparatrice et la guérison raciale sous le thème : Justice pour les Africains et les personnes d'origine africaine par les réparations », 28.01.2025, https://www.kisa.link/scnCa, (Consulté le 02.04.2026).

4 World Resources Institute, « What to Watch at the Second Africa Climate Summit », 29.08.2025, https://www.kisa.link/xRYyn, (Consulté le 29.03.2026).

5 Local Governments for Sustainability (ICLEI) Africa, « African priorities and perspectives at COP30 and the 2025 G20 Summit », 25.11.2025, https://www.kisa.link/MdXKn, (Consulté le 02.04.2026).



Le deuxième Sommet africain sur le climat s'est tenu du 8 au 10 septembre 2025 à Addis-Abeba, capitale de l'Éthiopie.

le financement climatique.[6] Ces évolutions montrent que la position de l'Afrique dans la gouvernance climatique internationale est en cours de redéfinition.

Le présent article examine la manière dont la vision de l'UA en matière de *justice réparatrice* s'articule avec les revendications relatives au financement climatique et au transfert de technologies, ainsi que la manière dont les normes climatiques internationales promues par l'Union européenne (UE) transforment les politiques énergétiques des pays africains pionniers dans ce domaine. L'analyse s'appuie sur le modèle des « courants multiples » de Kingdon et montre que la fenêtre d'opportunité politique créée par la convergence de ces courants en 2025 a renforcé la capacité de négociation de l'Afrique et contribué à réorienter ses politiques énergétiques vers une industrialisation verte.

2. Le thème de l'UA pour 2025 : justice réparatrice et financement climatique

Les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (UA) ont retenu, lors de la 37e session ordinaire de l'Assemblée de l'UA, tenue les 17 et 18 février 2024 à Addis-Abeba, le thème de l'année 2025 : « *Justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine à travers les réparations* ».[7] Ce thème s'inscrit dans une perspective de justice réparatrice visant à remédier aux inégalités structurelles résultant d'injustices historiques telles que le colonialisme, la traite transatlantique des esclaves et l'apartheid (régime de ségrégation fondé sur la discrimination raciale).[8] Cette approche ne se limite pas à un discours symbolique, mais est directement articulée à des domaines d'action concrets, tels que le financement climatique, le transfert de technologies et la restructuration de la dette.[9]

6 Mo Ibrahim Foundation, « COP30 outcomes for Africa », 28.11.2025,
https://www.kisa.link/Jlcqt, (Consulté le 29.03.2026).

7 Commission de l'Union africaine, « AU Theme Of The Year 2025 », 15.02.2025,
https://au.int/en/theme/2025, (Consulté le 29.03.2026).

8 Commission de l'Union africaine, *op. cit.*

9 Pan-African Climate Justice Alliance (PACJA), « Climate and Economic Justice Campaign Implementation Framework 2025-2026 », 14.01.2026,
hhttps://www.kisa.link/WVQUh, (Consulté le 03.04.2026).

Le *Deuxième Sommet africain sur le climat*, tenu à Addis-Abeba en septembre 2025, a été consacré aux discussions sur les politiques visant à combler le déficit de financement climatique de l'Afrique et à accélérer sa transition écologique. Le fait que plus de 20 milliards de dollars d'engagements aient été mobilisés lors du premier sommet, organisé à Nairobi en 2023, met en évidence l'importance centrale de la dimension financière. Dans ce cadre, le deuxième sommet a mis l'accent sur la réforme des banques multilatérales de développement et l'accroissement des flux d'investissement.[10] La Feuille de route de Bakou à Belém, mise en avant dans le cadre du processus de la COP30, vise à porter le financement climatique à 1 300 milliards de dollars par an d'ici à 2035 ; l'approche fondée sur une transition juste joue, quant à elle, un rôle central dans la transformation des économies dépendantes des combustibles fossiles.[11] Dans le cadre du Sommet du G20 de Johannesburg, tenu en novembre 2025, la présidence sud-africaine a porté à l'ordre du jour mondial les priorités des pays en développement en matière de transition énergétique, de sécurité énergétique et de minerais critiques.[12] Le fait que le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, ait souligné que les coûts d'emprunt des pays africains pouvaient être jusqu'à huit fois supérieurs à ceux des pays développés met en évidence la nécessité, pour le continent, d'une architecture de financement climatique plus équitable.[13] Dans ce contexte, il apparaît clairement que le continent a besoin d'un système de financement plus équilibré et plus inclusif, en cohérence avec sa perspective de *justice réparatrice*. Ce processus consolide, au niveau institutionnel, le passage de l'Afrique d'un acteur réactif à celui d'un négociateur proactif.

3. L'impact transformateur des normes climatiques internationales sur les politiques énergétiques locales

3.1. Le MACF et ses impacts macroéconomiques sur les exportations africaines

Le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF- *Carbon Border Adjustment Mechanism- CBAM*) de l'Union européenne (UE) a achevé sa phase transitoire, qui avait débuté le 1er octobre 2023, le 31 décembre 2025, pour entrer dans sa phase d'application définitive à compter du 1er janvier 2026.[14] Couvrant les secteurs du ciment, du fer et de l'acier, de l'aluminium, des engrais, de l'électricité et de l'hydrogène, ce mécanisme vise à garantir que la tarification du carbone applicable aux produits importés soit équivalente à celle appliquée aux producteurs de l'UE, et impose que le carbone soit répercuté sur les prix à l'exportation en tant que « coût incorporé.[15]

Les modélisations réalisées spécifiquement pour le continent africain montrent que les effets économiques du MACF pourraient atteindre des proportions significatives. Selon les analyses menées par l'*African Climate Foundation*

10 World Resources Institute, « Key Themes to Watch at the 2025 Africa Climate Summit », 29.08.2025, *op. cit.*, (Consulté le 04.04.2026).

11 Mo Ibrahim Foundation, « COP30 outcomes for Africa », 28.11.2025, *op. cit.*, (Consulté le 29.03.2026).

12 Local Governments for Sustainability (ICLEI) Africa, « African priorities and perspectives at COP30 and the 2025 G20 Summit », 25.11.2025, op. cit., (Consulté le 02.04.2026).

13 ONU, « Time for Reparatory Justice, Permanent Security Council Seats for Africa, Secretary-General Tells Continental Summit », 17.02.2025, *op. cit.*, (Consulté le 02.04.2026).

14 Commission européenne, « Carbon Border Adjustment Mechanism »,

https://www.kisa.link/KiUHs, (Consulté le 06.04.2026).

15 Commission européenne, *op. cit.*

et la *London School of Economics and Political Science (LSE)*, dans un scénario où le mécanisme couvrirait l'ensemble des catégories de produits, le PIB de l'Afrique pourrait diminuer d'environ 0,9 %, soit près de 25 milliards de dollars sur la base des données de 2021.[16] Au niveau sectoriel, cet impact pourrait se traduire par des pertes à l'exportation atteignant 13,9 % pour l'aluminium, 8,2 % pour le fer et l'acier, 3,9 % pour les engrais et 3,1 % pour le ciment.[17] Étant donné qu'une part importante des exportations africaines relevant des secteurs couverts par le MACF est destinée au marché de l'UE, il apparaît que cet impact constitue un risque structurel.[18]

D'autre part, le MACF ne constitue pas uniquement un facteur de coût, mais se présente également comme un mécanisme générant une pression en faveur de la transformation. Il apparaît notamment que, dans les pays d'Afrique du Nord, le secteur industriel s'oriente vers les investissements dans les énergies renouvelables afin de réduire ses coûts liés au carbone. Dans ce contexte, le rôle croissant du carbone incorporé dans le commerce international montre que le mécanisme pourrait jouer un rôle de catalyseur en faveur de l'industrialisation verte.[19]

Secteur	Part de l'UE (%)	Perte d'exportations	Autres pays affectés
Aluminium	~12%	~13,9%	Mozambique, Afrique du Sud, Maroc
Fer-Acier	~16%	~8,2%	Afrique du Sud, Égypte, Tunisie
Engrais	~26%	~3,9%	Maroc, Égypte, Nigéria
Ciment	~12%	~3,1%	Égypte, Maroc, Algérie
Électricité/H_2	Variable	Incertaines	Maroc, Égypte, Afrique du Sud

Tableau 1 : Impact du CBAM sur les exportations africaines

Source : Réalisé par l'auteur sur la base des données de African Climate Foundation & LSE (2023) et de l'ATAF (2026).

3.2. Les politiques énergétiques et leur mise en œuvre dans les pays pionniers en 2025

En 2025, l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Kenya et le Maroc figurent parmi les pays africains les plus avancés en matière de capacités d'énergies renouvelables et d'évolution des politiques énergétiques.[20] Les résultats présentés dans le tableau 2 montrent que la transition énergétique sur le continent ne repose pas sur un modèle uniforme, mais se construit en fonction des avantages comparatifs propres à chaque pays et des instruments de politique publique mobilisés. En Afrique du Sud, des mécanismes tels que le REIPPPP et le JETP facilitent la mobilisation des investissements, tandis que l'Égypte progresse vers le statut de pôle énergétique régional grâce à des projets de grande envergure dans les domaines de l'énergie éolienne et de l'hydrogène. L'approche du Kenya, fondée sur une forte orientation vers la géothermie et sur l'objectif d'atteindre 100 % d'énergies renouvelables, témoigne d'une vision plus intégrée de la transition énergétique. Le Maroc, quant à lui, associe les investissements dans le solaire et l'éolien à des

16 London School of Economics and Political Science (LSE) & African Climate Foundation, « Implications for African Countries of a Carbon Border Adjustment Mechanism in the EU »,
https://www.kisa.link/VFmCx, (Consulté le 23.03.2026).

17 London School of Economics and Political Science (LSE) & African Climate Foundation, *op. cit.*

18 African Tax Administration Forum (ATAF), « Technical Note on EU Carbon Border Adjustment Mechanism and Implications for African Exports », 15.03.2026,
https://www.kisa.link/AbMnH, (Consulté le 21.03.2026).

19 African Business, « Africa Braces For Impact Of EU Carbon Border Tax », 05.11.2025,
https://www.kisa.link/Yqabq, (Consulté le 16.03.2026).

20 Energy in Africa, « Renewable Energy in Africa: Capacity, Growth and Trends 2025 », 08.12.2025,
https://www.kisa.link/zrWSs, (Consulté le 22.03.2026).

instruments financiers, s'inscrivant ainsi dans une stratégie de croissance verte orientée vers l'exportation.

En Afrique du Sud, la mobilisation accrue de financements climatiques en 2025 a permis de mobiliser environ 188 milliards de ZAR d'investissements, tandis que la persistance du déficit d'investissement a également été soulignée.[21] Le projet solaire de Grootfontein (273 MW), développé dans le cadre du REIPPPP, constitue l'un des exemples importants de cette dynamique.[22] En Égypte, le financement des projets éoliens de la mer Rouge, d'une capacité de 650 MW, et de Suez, d'une capacité de 1,1 GW, a été sécurisé ; des accords relatifs à l'hydrogène vert ont également été conclus avec des partenaires internationaux.[23] Au Kenya, des projets visant à intégrer les énergies renouvelables à la production d'hydrogène ont progressé, le projet solaire photovoltaïque d'hydrogène vert de HDF, d'une capacité de 180 MW, figurant parmi les initiatives majeures dans ce domaine. Au Maroc, la centrale solaire de 105 MW mise en service par le Groupe OCP à Khouribga fournit quant à elle de l'énergie renouvelable aux activités industrielles.[24]

Pays	Capacité en ENR	Principaux développements en 2025	Objectif pour 2030	Instrument politique clé
Afrique du Sud	10 GW	Nouveaux projets solaires dans le cadre du programme REIPPPP (par ex. ~273 MW de Grootfontein) financés par 188 millions EUR du Fonds pour le climat	≈18 GW	REIPPPP ; JETP (8,5 Mds EUR)
Égypte	12 GW	Grands projets éoliens ; entrée en service de l'hydrogène vert (1,1 GW à Suez) + 650 MW d'éolien à Ras Ghareb et de solaire à la mer Rouge ; accords sur l'hydrogène vert	42 % (2035)	BOOT ; appels d'offres ; Vision 2030 de l'Égypte
Kenya	~1 GW (géothermie)	Expansion de la géothermie, de l'hydroélectricité et du solaire ; par ex. : projet solaire d'hydrogène vert HDF de 180 MW	Électricité : 100 % d'ENR (2030)	Loi sur l'énergie 2019 ; Tarifs + appels d'offres
Maroc	~4 GW	Expansion des projets solaires et éoliens ; investissements de l'OCP (105 MW solaire à Khouribga) ; investissement conjoint Masdar/AMEA/TAQA de 10 milliards USD dans des partenariats	Électricité : 52 % (2030)	Pacte vert ; Loi sur l'efficacité énergétique ; Mesure nette

Tableau 2 : Capacités en énergies renouvelables, objectifs et instruments politiques dans certains pays africains

Source : Compilé par l'auteur sur la base des données d'Energy in Africa (2025), de ScienceDirect (2025) et d'Ethical Business Africa (2025).

4. Les fenêtres d'opportunité dans les réformes énergétiques à la lumière du modèle des courants multiples

Le modèle des courants multiples (*Multiple Streams Framework – MSF*) de Kingdon explique le changement de politique publique par la convergence de trois courants : le courant des problèmes, le courant des politiques publiques et le courant politique. C'est à la faveur de cette convergence que s'ouvrent des « fe-

21 Climate Policy Initiative, « South Africa mobilizes record ZAR 188 billion in climate finance, but investment gap persists ahead of G20 Summit », 24.10.2025, https://www.kisa.link/kreim, (Consulté le 01.04.2026).

22 Energy in Africa, « Top Five Solar Power Projects Completed in Africa in 2025 », 12.12.2025, https://www.kisa.link/JeGKG, (Consulté le 02.04.2026).

23 Fullygreen Africa, « Africa's 2025 Renewable Energy Highlights », 08.12.2025, https://www.kisa.link/xBXVX, (Consulté le 02.04.2026).

24 Energy in Africa, « Top Five Solar Power Projects Completed in Africa in 2025 », 12.12.2025, *op. cit.*, (Consulté le 02.04.2026).

nêtres d'opportunité », permettant la mise en œuvre de propositions de réforme qui, jusque-là, ne pouvaient être inscrites à l'agenda politique.[25] Les évolutions observées en Afrique en 2025 constituent, à cet égard, un cas particulièrement éclairant de cette dynamique.

Tableau 3 : La transformation énergétique de l'Afrique en 2025 à travers le modèle des courants multiples

Source : Adapté du cadre de Kingdon (2011) ; les composantes empiriques ont été compilées par l'auteur sur la base des références [2], [7] et des évolutions de 2025 mentionnées dans les textes pertinents.

Courant	Composantes de 2025	Effet sur les politiques publiques
Courant des problèmes	Augmentation des effets du changement climatique (sécheresse, inondations) ; entrée en vigueur du MACF (CBAM) ; risques à l'exportation	Augmentation des effets du changement climatique (sécheresse, inondations) ; entrée en vigueur du MACF (CBAM) ; risques à l'exportation
Courant des politiques	Feuille de route Bakou-Belém ; paquets de financement JETP ; financement climatique et débats sur les compensations	Un ensemble de solutions combinant financement et instruments de politique publique a émergé
Courant politique	Thème 2025 de l'Union africaine, « Justice réparatrice » ; présidence sud-africaine du G20 ; ACS2 ; décision d'organiser la COP32 en Éthiopie ; sommets sur le climat et négociations internationales	La capacité de négociation internationale de l'Afrique s'est renforcée et l'alignement des politiques s'est accru

Du point de vue du courant des problèmes, l'année 2025 a constitué un point de pression critique en raison de l'achèvement de la période transitoire du MACF et de son entrée dans sa phase d'application définitive à compter du 1er janvier 2026.[26] Cette évolution rend de facto indispensable le verdissement des processus de production afin que l'Afrique puisse préserver sa compétitivité sur le marché de l'UE ; elle inscrit ainsi la transition énergétique dans le cadre de la compétitivité industrielle et de la sécurité économique, au-delà de sa seule dimension environnementale.

Dans le cadre du courant des politiques publiques, la Feuille de route de Bakou à Belém, les initiatives de la Banque africaine de développement visant à mobiliser 4 milliards de dollars de financements d'ici à 2025[27] ainsi que le cadre du JETP montrent que des instruments concrets de soutien à la transition sont disponibles. Le programme REIPPPP de l'Afrique du Sud constitue, avec son modèle d'attribution concurrentielle, un exemple de la faisabilité de la mise en œuvre de ces instruments.[28]

Le courant politique s'est nettement renforcé en 2025. Le thème de la *Justice réparatrice* de l'UA est allé au-delà du registre discursif pour se transformer en un appel à l'action ; la présidence sud-africaine du G20 et les décisions relatives à l'organisation de la COP32 en Éthiopie montrent que la capacité de l'Afrique à peser sur l'agenda mondial s'est accrue.[29] Le renforcement simultané de ces trois courants a ainsi ouvert une importante fenêtre d'opportunité politique en matière de réformes énergétiques.

25 Fatih Çelik, « Kamu Politikaları Yapımında Çoklu Akımlar Çerçevesi » *Ankara Hacı Bayram Veli Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi*, vol. 24, n° 3, 2022, p. 1493-1516.

26 Commission européenne, « Carbon Border Adjustment Mechanism », *op. cit.*

27 African Development Bank Group, « On the road to COP30: AfDB Piloting Financial Instruments to Support African Countries in Tackling Climate Change », 06.11.2025, https://www.kisa.link/MsjzO, (Consulté le 11.04.2026).

28 Energy in Africa, « Renewable Energy in Africa: Capacity, Growth and Trends 2025 », 08.12.2025, *op. cit.*, (Consulté le 22.03.2026).

29 Local Governments for Sustainability (ICLEI) Africa, « African priorities and perspectives at COP30 and the 2025 G20 Summit », 25.11.2025, *op. cit.*, (Consulté le 02.04.2026).

Toutefois, comme le prévoit l'approche du MSF, ces fenêtres ne sont pas permanentes et doivent être être mises à profit avant de se refermer. L'incapacité à transformer les engagements financiers en flux financiers concrets ou les évolutions susceptibles de survenir dans la conjoncture internationale (prise de distance des États-Unis vis-à-vis du G20) pourraient compromettre la pérennité des acquis actuels.

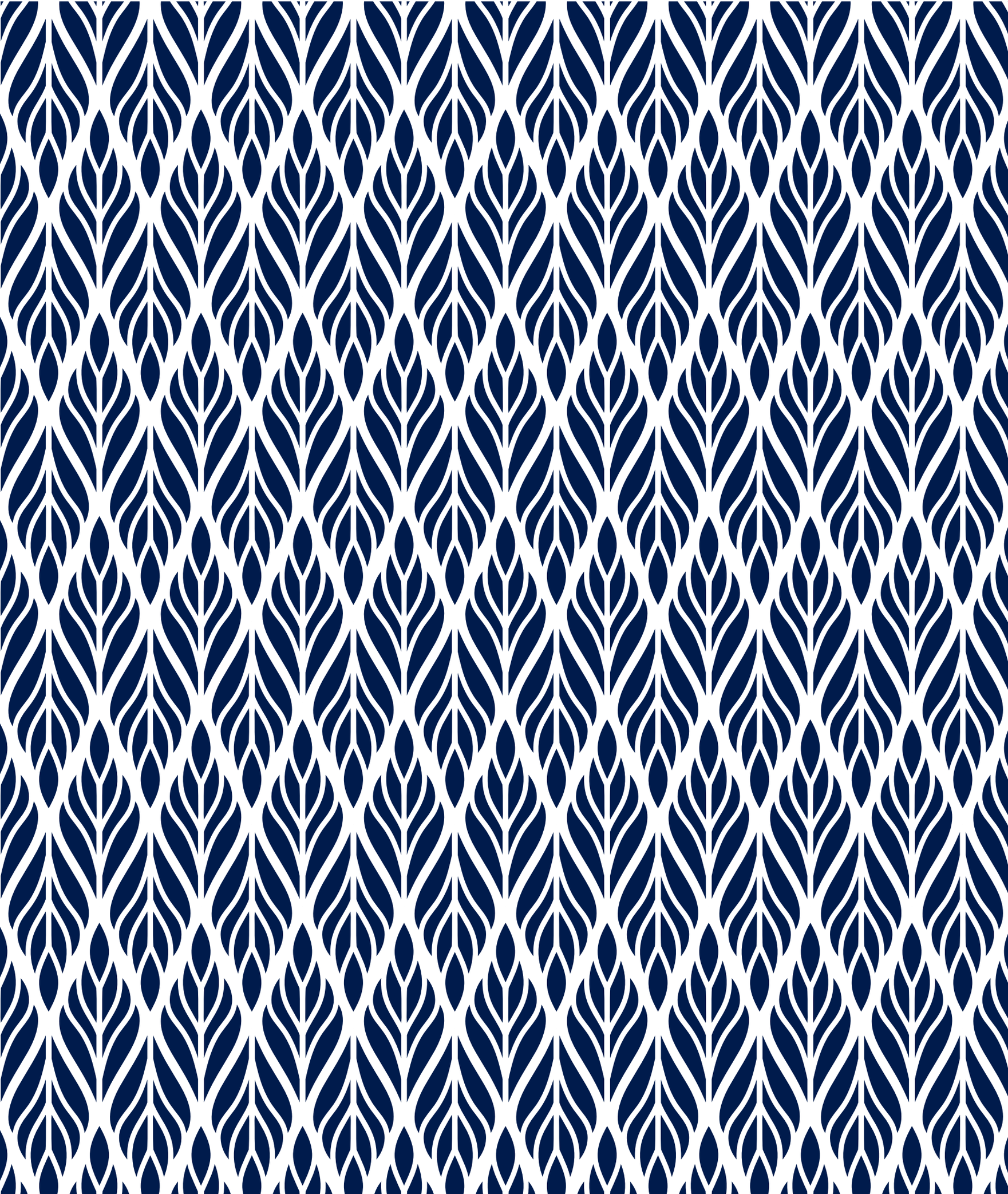
5. Conclusion

Cette étude a montré qu'en 2025, le continent africain a connu une transformation significative de sa position dans la gouvernance climatique mondiale, passant d'un rôle de « victime passive » à celui de « partenaire stratégique dans la recherche de solutions ». Le thème de la *Justice réparatrice* a dépassé le cadre d'un simple appel symbolique pour devenir un cadre légitimant des revendications concrètes en matière de financement climatique, de transfert de technologies et de restructuration de la dette.

Les normes climatiques internationales, et notamment le MACF, constituent à la fois un facteur de pression externe et une opportunité de développement sur la voie de l'industrialisation verte. Les pays pionniers (Afrique du Sud, Égypte, Kenya et Maroc) ont intégré cette double dynamique de pression et d'opportunité dans leurs réformes politiques ; les investissements dans les énergies renouvelables ont atteint des niveaux records dans ces pays.

Dans une perspective fondée sur le modèle des courants multiples, l'année 2025 constitue un point de rupture critique, marqué par le renforcement simultané du courant des problèmes (fin de la période transitoire du MACF, catastrophes climatiques), du courant des politiques publiques (mécanismes de financement internationaux, JETP) et du courant politique (thème de la Justice réparatrice de l'UA, présidence sud-africaine du G20, ACS2), ouvrant ainsi une fenêtre d'opportunité politique. La capacité à tirer parti de cette fenêtre dépendra dans une large mesure de la conversion effective, au cours de la période à venir, des engagements pris en flux financiers réels.

En définitive, le régime climatique international constitue pour l'Afrique à la fois une source de pression structurelle et un espace de repositionnement. Pour que le continent puisse pleinement tirer parti des possibilités offertes par cet espace, il lui est nécessaire de renforcer sa capacité de négociation, d'institutionnaliser ses systèmes de mesure, de notification et de vérification (MRV) des émissions de carbone et d'assurer la cohérence de ses politiques énergétiques avec une stratégie d'industrialisation verte à long terme.



L'écosystème des start-ups en Afrique en 2025

14

N. Ceren Türkmen*

1. Introduction

L'année 2025 peut être considérée comme une étape majeure pour l'écosystème des start-up (*African Start-up Ecosystem* – ASE) en Afrique, non seulement en raison de l'évolution des volumes d'investissement, mais également parce qu'elle marque une redéfinition de la structure entrepreneuriale à l'échelle du continent. L'ASE ne se réduit désormais plus à un ensemble de simples « entreprises technologiques en phase de démarrage », mais constitue un espace de transformation multidimensionnel dans lequel l'accès au financement, les capacités réglementaires, le vivier de talents locaux, les infrastructures numériques, l'intégration régionale ainsi que les flux de capitaux internationaux contribuent également à façonner les règles du jeu. Dans ce contexte, l'année 2025 a, d'une part, fait apparaître des signes de reprise et de montée en puissance des entreprises et, d'autre part, mis en évidence la persistance de la concentration géographique, des inégalités en matière de financement et des fragilités institutionnelles.

Il est particulièrement difficile d'appréhender l'architecture de l'ASE à l'échelle mondiale à travers le prisme d'un modèle unique de type Silicon Valley. À cet égard, comme le soulignent Nkontwana et Stam[1], les écosystèmes entrepreneuriaux africains doivent être appréhendés à la lumière des conditions locales, des besoins sociaux et des priorités de développement, en tenant compte de leur articulation. De même, les études menées à l'échelle micro montrent que, dans des contextes aussi divers que ceux du Nigeria, du Kenya, de l'Éthiopie, de la Zambie et de la Namibie, les écosystèmes de start-up sont façonnés

* Maître de conférences, Dr., Département de Finance et Banque, Faculté des Sciences appliquées, Université des Sciences appliquées de Sakarya, addresse de courriel

1 P. Nkontwana ve E. Stam, "Entrepreneurial Ecosystems for the Africa we want.", 2023, *U.S.E. Working Papers Series*; S. 23, No. 05, Utrecht University, p. 1-28.

de manière différenciée par les capacités étatiques, les réseaux informels, les structures d'accompagnement et la dépendance à l'égard des financements extérieurs. Dès lors, dans l'évaluation de l'année 2025, les évolutions des données quantitatives, telles que le nombre de start-up et les volumes d'investissement à l'échelle du continent, revêtent certes une importance, mais il importe également de prendre en considération les structures institutionnelles dans lesquelles ces évolutions se produisent.

2. Le panorama de l'écosystème des start-ups en Afrique en 2025

Les données de 2025 semblent, à première vue, indiquer un net regain d'activité au sein de l'ASE. Au premier trimestre, 116 opérations de capital-risque ont été réalisées en Afrique, pour une valeur totale d'environ 0,6 milliard de dollars. Bien que le nombre d'opérations ait légèrement diminué en glissement annuel, une hausse a été enregistrée en termes de valeur ; on observe notamment un regain de dynamisme des start-up en phase d'amorçage. Cette tendance s'est renforcée au cours du premier semestre, le volume des opérations ayant progressé de 11 % en glissement annuel et leur valeur de 38 %. Cette progression indique que le redressement de l'écosystème ne repose pas uniquement sur quelques méga-opérations, mais commence à s'étendre à une base plus large de start-up en phase initiale.

Sur l'ensemble de l'année, selon Disrupt Africa[2], 178 start-up technologiques africaines ont levé plus de 1,6 milliard de dollars en 2025. Selon Partech[3] le financement total de l'écosystème technologique africain a atteint 4,1 milliards de dollars, dont 2,4 milliards de dollars sous forme de financements en fonds propres et 1,6 milliard de dollars sous forme de financement par emprunt. L'AVCA[4] fait également état de 506 opérations pour un volume total de 3,9 milliards de dollars en 2025.[5] À cet égard, 2025 apparaît comme une année de reprise manifeste après le ralentissement enregistré en 2023 et 2024.

2.1. La structure de financement de l'écosystème des start-up en Afrique

L'une des évolutions les plus marquantes de l'année 2025 réside dans l'augmentation significative du financement par emprunt (*venture debt*). Selon les données de Partech, le financement par emprunt a représenté 41 % du financement total, tandis que l'AVCA indique que le nombre d'opérations dans ce domaine a atteint 74, pour un volume total de 1,8 milliard de dollars. Cette évolution ne signifie toutefois pas que les problèmes de profondeur financière aient été résolus. Selon la Société financière internationale (IFC)[6], près de 80 % des financements des entreprises proviennent encore de sources extérieures au continent. Cette situation témoigne de la persistance de la vulnérabilité de l'écosystème aux orientations des investisseurs internationaux.

2 Disrupt Africa, "The African tech startups funding report 2025", 21.02.2026,
https://www.kisa.link/QgKpr, (Consulté le 31 Mars 2026)

3 Partech. (2026, janvier 22). 2025 Partech Africa Tech VC report: African tech funding rebounds to US$4.1B driven by record debt activity and disciplined equity growth.
https://www.kisa.link/sbGBq

4 African Private Equity and Venture Capital Association (AVCA), "2025 venture capital in Africa report", 10.02.2026,
https://www.kisa.link/QhhgM (Consulté le 31 mars 2026).

5 Remarque méthodologique : les données publiées par Disrupt Africa, Partech et l'AVCA reposent sur des échantillons et des périmètres d'analyse différents. Disrupt Africa suit les start-up technologiques africaines financées selon un champ d'observation plus restreint, tandis que Partech propose une vision plus large du marché de l'investissement en couvrant les opérations technologiques supérieures à 200 000 dollars ainsi que les investissements en capital-risque. L'AVCA, pour sa part, adopte une approche plus globale en recensant les opérations réalisées à l'échelle du continent. Dès lors, les écarts observés entre les chiffres relatifs à l'année 2025 ne doivent pas être interprétés comme des contradictions, mais comme le reflet de différences de périmètre méthodologique.

6 International Finance Corporation, "Venture capital and the rise of Africa's tech startups", 2025,
https://www.kisa.link/DQhNL, (Consulté le 31 mars 2026).

En dépit de cette trajectoire de croissance, les contraintes structurelles restent importantes. L'IFC souligne qu'en Afrique subsaharienne, seul un tiers des start-up financées parviennent à obtenir leur premier investissement en capital-risque au cours de leurs cinq premières années d'existence. Ce constat montre que le défi ne réside pas uniquement dans le volume des financements disponibles, mais également dans leur accessibilité au moment où les entreprises en ont le plus besoin.

La littérature académique confirme par ailleurs que, malgré l'augmentation des financements au sein de l'ASE, les fragilités structurelles de l'ASE persistent. Le cas de l'Éthiopie met notamment en évidence les lacunes du cadre réglementaire, le manque de main-d'œuvre qualifiée, l'accès limité au capital-risque et la faiblesse des liens avec le tissu industriel comme principaux facteurs de blocage.[7] L'étude consacrée à Yabacon, au Nigeria, montrent quant à eux que les capacités de soutien public demeurent insuffisantes et que l'écosystème repose dans une large mesure sur des réseaux informels et des mécanismes d'auto-assistance.[8] Concernant le Kenya, enfin, les chercheurs soulignent que la forte concentration des activités autour de Nairobi, le manque de coordination et la redondance des programmes d'accompagnement limitent l'efficacité globale de l'écosystème.[9] Ainsi, malgré l'amélioration du financement observée en 2025, les insuffisances de l'infrastructure institutionnelle continuent de constituer un défi majeur.

Parallèlement, l'année 2025 a également fait émerger d'importantes perspectives de développement pour l'écosystème africain des start-up, au premier rang desquelles figure l'intégration des marchés régionaux. Le vaste espace économique promu par la ZLECAf dessine un horizon d'expansion remarquable, singulièrement pour les start-ups dotées d'une capacité de déploiement transfrontalier. Toutefois, la conversion de ce potentiel en résultats économiques réels reste tributaire de l'harmonisation des cadres de gouvernance des données, des systèmes de paiement, de l'identité numérique et des législations sur les start-ups. De même, la jeunesse de la population africaine constitue un avantage stratégique pour le développement de l'entrepreneuriat. Néanmoins, la transformation de cet atout démographique en valeur économique nécessite de l'accompagner par le développement des compétences, la formation technique, le financement des start-up en phase initiale et la mise en place de cadres réglementaires prévisibles.

2.2. La concentration géographique de l'écosystème des start-up en Afrique

L'une des principales caractéristiques structurelles de l'ASE en 2025 réside dans la persistance d'une forte concentration des investissements au profit d'un nombre limité de pays et de pôles régionaux. En 2024, les investissements dans les start-up africaines se sont très largement concentrés dans quatre pays

7 B. Abebe, "Diagnostic study on African startup ecosystem for greater knowledge based-economic growth: The case of Ethiopia", *ASRIC Journal on Social Sciences and Humanities,* 5(2), 205–243.

8 V. O. Manya, "Dynamics of a start-up ecosystem in Africa: A case study of Yabacon in Nigeria" Mémoire de master, International Institute of Social Studies, Erasmus University Rotterdam.

9 S. Muathe, S. Maina vd., "Understanding startups ecosystem in Kenya: Drivers, challenges, and opportunities", *Journal of Business and Management Sciences*, 2022 10(3), 138–146.

— l'Égypte, le Nigeria, le Kenya et l'Afrique du Sud — qui ont attiré à eux seuls 71,5 % des start-up financées et 88,8 % du volume total des investissements. Cette concentration s'est maintenue en 2025, confirmant que la croissance de l'écosystème entrepreneurial africain repose sur une dynamique à la fois multicentrique et profondément déséquilibrée. En Afrique subsaharienne, les principaux pôles de l'écosystème des start-up demeurent Lagos, Nairobi, Le Cap, Johannesburg et Accra.

Selon les données de Startup Genome, Lagos occupe la première place de sa région en matière de financement et la deuxième en termes de performance. Son écosystème est évalué à 9,8 milliards de dollars et comprend trois licornes active. On estime que Lagos abrite plus de 2 000 start-up, dont près de 40 % évoluent dans le secteur de la fintech. En 2025, plusieurs initiatives majeures ont contribué au dynamisme de l'écosystème, notamment l'organisation du Lagos Startup Expo 2.0, le financement de dizaines de jeunes entreprises par l'intermédiaire du LASRIC ainsi que la mise en œuvre de politiques destinées à améliorer le climat des affaires, renforçant ainsi le cadre institutionnel de l'écosystème.

En 2025, Nairobi a consolidé sa position de principal pôle entrepreneurial d'Afrique de l'Est. La valeur de son écosystème est estimée à 5,1 milliards de dollars. Au cours de cette même année, l'investissement de plus de 500 millions de dollars réalisé à Tatu City dans les infrastructures, la tenue de l'Africa Tech Summit Nairobi 2025, qui a réuni plus de 1 600 participants issus de plus de 65 pays, ainsi que l'implantation à Nairobi d'initiatives d'innovation agricole portées par le CGIAR, témoignent du fait que la ville constitue non seulement un pôle d'attraction des capitaux, mais également un centre structurant les réseaux régionaux.

2.3. La composition sectorielle de l'écosystème des start-up en Afrique

L'écosystème des start-up en Afrique (ASE) s'est longtemps structurée autour des technologies financières (fintech). En effet, en 2024, la fintech a été le secteur ayant attiré le plus de financements, avec 51 start-up et un volume d'investissement d'environ 500 millions de dollars. Selon les données de Partech, la *fintech* a, quant à elle, attiré 769 millions de dollars d'investissements, représentant 25 % du financement total en fonds propres.

Toutefois, pour 2025, l'évolution la plus notable réside dans le fait que, malgré le maintien de la *fintech* à la première place, la répartition des investissements entre les différents secteurs a commencé à évoluer vers une structure plus équilibrée. Dans ce contexte, les technologies propres (cleantech) ont enregistré une forte progression annuelle en atteignant 550 millions de dollars, tandis que les technologies de la santé (healthtech) ont mobilisé 215 millions de dollars et

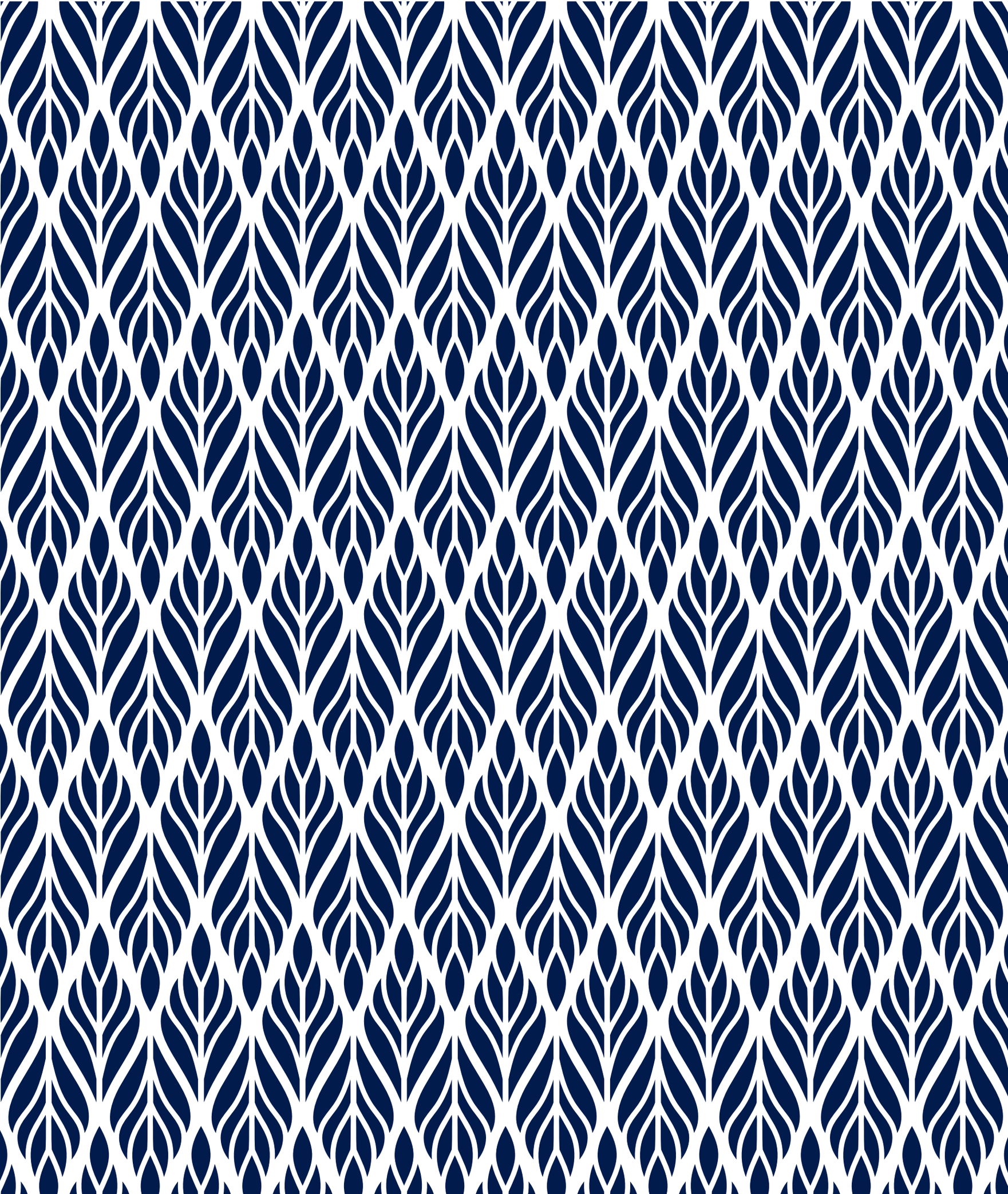
les technologies destinées aux entreprises (enterprise tech) 238 millions de dollars. Par ailleurs, les données de l'AVCA montrent que les start-up liées aux enjeux climatiques ont représenté près de 40 % de la valeur totale des opérations réalisées en 2025.

Cette transformation montre que l'ASE ne se structure désormais plus uniquement autour des systèmes de paiement et de l'inclusion financière, mais qu'il se diversifie également dans des domaines tels que la transition énergétique, l'accès aux soins, l'innovation agricole et la transformation numérique des entreprises. Le renforcement de l'innovation agricole à Nairobi et, à Lagos, celui des start-up de la fintech, mais également de la proptech et de l'edtech, ainsi que le rapprochement, tout au long de 2025, des investissements dans l'intelligence artificielle et les technologies propres de ceux réalisés dans la fintech, montrent que la composition sectorielle de l'écosystème africain commence à gagner en maturité. À cet égard, 2025 peut être considéré comme une année marquant la transition d'un modèle centré sur un seul secteur vers un écosystème d'innovation multisectoriel.

3. Conclusion

En définitive, l'année 2025 reflète moins une expansion homogène et inclusive de l'ASE qu'un modèle de croissance sélective, caractérisé par la progression du financement par dette, le redémarrage des investissements en phase d'amorçage et une diversification sectorielle plus marquée. Les principaux pôles, tels que Lagos et Nairobi, ont consolidé leur position, tandis qu'un espace d'innovation réparti de manière équilibrée à l'échelle du continent reste encore à construire.

Dans cette perspective, l'ASE présente, en 2025, les caractéristiques d'un écosystème qui poursuit sa croissance sans avoir encore pleinement atteint sa maturité institutionnelle. À l'avenir, le renforcement durable de cet écosystème dépendra non seulement de sa capacité à attirer davantage d'investissements, mais également du développement d'une base de capitaux locaux plus solide, de l'amélioration de l'harmonisation réglementaire, du renforcement du capital humain qualifié et d'une répartition géographique plus équilibrée des opportunités entrepreneuriales. Ainsi, l'année 2025 peut être interprétée, pour l'ASE, non seulement comme une année de reprise, mais aussi comme une étape charnière marquant l'affirmation d'une transition vers un écosystème entrepreneurial africain plus diversifié et multidimensionnel.



La reconnaissance du Somaliland par Israël: évolution des équilibres sécuritaires dans la Corne de l'Afrique et implications pour la Türkiye

15

Erdinç Özdemir* | Adem Özer**

1. Introduction

La Corne de l'Afrique occupe depuis longtemps une place centrale dans la compétition entre les puissances mondiales en raison de sa position stratégique, qui relie la mer Rouge à l'océan Indien, de son rôle déterminant dans les routes commerciales maritimes et des dynamiques d'instabilité qui caractérisent la région. Dans ce contexte, la reconnaissance officielle par Israël du Somaliland en tant qu'État indépendant et souverain constitue un tournant majeur qui dépasse le cadre d'une simple évolution diplomatique entre deux acteurs, dans la mesure où elle est susceptible d'affecter les équilibres sécuritaires régionaux ainsi que l'ordre normatif international. Cette décision de reconnaissance produit des conséquences qui concernent directement le principe de l'intangibilité des frontières défendu par l'Union africaine (UA), l'intégrité territoriale de la Somalie et la stabilité régionale.

L'argument central de cette étude est que la reconnaissance du Somaliland par Israël est susceptible de transformer l'architecture sécuritaire existante dans la Corne de l'Afrique et que cette transformation pourrait engendrer de nouveaux risques dans le contexte de la sécurité internationale et de la rivalité entre les grandes puissances. Compte tenu de la présence diplomatique, militaire et humanitaire de la Türkiye dans la région, il est soutenu

* Dr., Direction générale de la Gendarmerie.
ORCID ID : 0000-0003-2713-2858,
erdincozdemir1919@gmail.com

** Maître de conférences, Université Ankara Hacı Bayram Veli, Faculté des sciences économiques et administratives, Département des relations internationales,
ORCID ID : 0000-0002-6443-1032,
adem.ozer@hbv.edu.tr

que cette initiative israélienne nécessite une réévaluation des priorités de la politique turque dans la Corne de l'Afrique, centrée sur la Somalie.

Dans le cadre de la présente étude, l'arrière-plan historique et politique de la question du Somaliland sera tout d'abord examiné. Les effets de la décision de reconnaissance d'Israël sur la sécurité régionale et mondiale seront ensuite analysés. Enfin, les implications de cette évolution pour la Türkiye seront évaluées, afin d'examiner de manière globale son impact sur les rapports de force dans la Corne de l'Afrique.

2. Le contexte de la question du Somaliland

Le Somaliland a déclaré unilatéralement son retrait de la Somalie en 1991, à la suite de l'effondrement de l'autorité de l'État central. Il a par la suite établi son propre ordre constitutionnel et instauré un cadre de gouvernance relativement stable, sans toutefois être officiellement reconnu en tant qu'État indépendant.[1] La principale raison de cette situation réside dans l'importance accordée par l'Union africaine (UA) et les Nations Unies (ONU) au principe de préservation des frontières établies durant la période coloniale. Ce principe constitue, à ce jour, le fondement essentiel du cadre normatif international sur le continent, en vue d'empêcher la propagation des mouvements séparatistes et de préserver la stabilité.

Le gouvernement central somalien s'oppose constamment et fermement à toute initiative visant à reconnaître l'indépendance du Somaliland, soutenant que cette région constitue une partie intégrante de la Somalie. Dans ce dossier, l'ONU et l'UA se rangent du côté de la Somalie face au Somaliland. Ainsi, l'observateur de l'UA a rejeté toute initiative visant à reconnaître l'indépendance du Somaliland et a déclaré que toute démarche visant à porter atteinte à l'unité, à la souveraineté ou à l'intégrité territoriale de la Somalie était « *incompatible avec les principes fondamentaux de l'UA* ».[2]

Malgré cela, la décision d'Israël de reconnaître le Somaliland est liée notamment à sa volonté d'accroître son influence sur l'axe de la mer Rouge et du détroit de Bab el-Mandeb et d'étendre à son avantage le vide sécuritaire dans la région. Dès lors, la reconnaissance du Somaliland ne doit pas être considérée uniquement comme une démarche visant à obtenir la reconnaissance du statut d'un État, mais comme le produit d'une interaction complexe entre les objectifs stratégiques des acteurs extérieurs et les normes du droit international.

1 Elif Dilan Tütmez et Ayça Eminoğlu, « Somaliland'in Uluslararası Alanda Tanınma Sorunu: Fırsatlar ve Tehditler », *International Journal of Social Inquiry*, Vol. 18, No. 1, 2025, p. 185-186.

2 ONU, « Israel's Recognition of Somaliland Triggers Sharp Divides, As Security Council Speakers Warn Move Threatens Stability in Horn of Africa », 29.12.2025, https://www.kisa.link/gaaEq, (Consulté le 17.03.2026).

3. La politique d'Israël dans la Corne de l'Afrique et vis-à-vis du Somaliland

Du point de vue d'Israël, l'importance de la Corne de l'Afrique est largement liée à la sécurité de la mer Rouge. La sécurité de la route maritime menant au port d'Eilat est devenue particulièrement vulnérable en raison des menaces que les développements liés au Yémen, l'influence de l'Iran dans la région et les attaques des Houthis, qui menacent le transport maritime international, la sécurité des pays de la région et leurs intérêts économiques[3] font peser sur la mer Rouge. Cette situation a conduit Israël à chercher à établir des zones d'influence à proximité du détroit de Bab el-Mandeb. De ce point de vue, la position géopolitique du Somaliland revêt pour Israël une valeur stratégique en matière de renseignement, de logistique et de surveillance maritime, tout en offrant une plateforme stable face aux événements imprévus.[4] En réalité, les premiers contacts visant à établir des relations entre Israël et le Somaliland avaient débuté bien avant la crise des Houthis, dans le but de procéder à « *l'ouverture réciproque de bureaux commerciaux et/ou de missions diplomatiques, sans aller jusqu'à une reconnaissance complète* » ; les négociations se sont ensuite accélérées avec l'élection d'Abdirahman Mohamed Abdilahi à la présidence, aboutissant finalement à la reconnaissance[5].

Une autre dimension importante de l'approche d'Israël à l'égard du Somaliland réside dans les domaines d'intérêts convergents avec les pays du Golfe. En particulier, les investissements portuaires des Émirats arabes unis au Somaliland et leur intérêt pour la région axé sur les questions de sécurité ont créé un environnement permettant à Israël d'y agir plus librement. Dans ce cadre, la décision de reconnaissance d'Israël peut également être interprétée comme un prolongement diplomatique de l'architecture sécuritaire à dominante israélo-golfienne qui se dessine progressivement dans la Corne de l'Afrique. Cette architecture vise à tirer parti des vides de pouvoir dans la région et à étendre vers l'Afrique le dispositif de sécurité dirigé contre l'Iran. Il est à cet égard notable que les pays du Golfe n'aient élaboré aucune politique visant à s'opposer à l'expansion d'Israël dans la région, tout en s'opposant à l'accroissement de l'influence iranienne.[6]

La décision de reconnaissance, qui peut être qualifiée de « partie émergée de l'iceberg »[7], constitue en réalité l'aboutissement officialisé de contacts, de coopérations sécuritaires et d'une planification stratégique engagés depuis longtemps. Cette situation montre que la politique d'Israël à l'égard de la

3 Enver Kasimoğlu, et Mehmet Rakipoğlu, « Kızıldeniz Jeopolitiğinde Husi Yayılmacılığı », *Ortadoğu Etütleri*, Vol. 16, No. 2, 2025, p. 160.

4 Amit Yarom, « After Israel's Recognition of Somaliland, What Comes Next? », *The Atlantic Council*, 15.01.2026,

https://www.kisa.link/MxYDA, (Consulté le 21.03.2026).

5 Ehud Yaari, « Recognizing Somaliland: Israel's Return to the Red Sea », *The Washington Institute*, 16.01.2026,

https://www.kisa.link/bLpsz, (Consulté le 20.03.2026).

6 Ahmat Mahamat Oumar, « XXI Yüzyılda Afrika Boynuzu'nun Uluslararası Politikada Önemi », *AHBV Akdeniz Havzası ve Afrika Medeniyetleri Dergisi*, Vol. 2, No. 2, 2020, p. 63.

7 Yalçın Özkütük, « İsrail'in Somaliland'ı Tanıması: Buzdağının Görünen Kısmı-1 », *Marinedeal News*, 12.01.2026,

https://www.kisa.link/QdQZZ, (Consulté le 17.03.2026).

Corne de l'Afrique évolue désormais vers une configuration durable et multidimensionnelle, plutôt que de demeurer temporaire et limitée. Par sa décision de reconnaissance, Israël n'a pas seulement renforcé ses relations bilatérales avec le Somaliland ; il a également créé un nouveau foyer de tensions dans ses relations avec le gouvernement central somalien, l'UA et les autres acteurs de la région.

4. Les répercussions sur la sécurité internationale et dans la Corne de l'Afrique

La reconnaissance par Israël du Somaliland en tant qu'État indépendant et souverain a rendu encore plus complexe un environnement sécuritaire déjà fragile dans une Corne de l'Afrique marquée par la faiblesse de l'autorité de l'État, la présence de groupes armés, les conflits internes et les interventions extérieures. Dans ce contexte, la décision de reconnaissance n'affecte pas uniquement les équilibres internes de la Somalie, mais également l'architecture de sécurité internationale dans la région.

La capacité de groupes armés tels qu'Al-Shabaab à tirer parti de ce type de rupture politique à leur avantage constitue notamment un facteur de risque important pour la sécurité internationale. Le conflit pourrait ainsi évoluer d'un différend relevant de la guerre civile en Somalie vers une menace pesant sur la stabilité de l'Éthiopie, deuxième pays le plus peuplé d'Afrique, confronté à des insurrections internes et à la sécheresse, et pourrait engendrer des conséquences humanitaires désastreuses pour l'ensemble de la région.[8]

De plus, la reconnaissance du Somaliland par Israël pourrait constituer un précédent susceptible d'accroître la présence militaire et sécuritaire d'acteurs extérieurs dans la Corne de l'Afrique. Dans un contexte où les États-Unis, la Chine, la France et certains pays du Golfe ont établi des bases militaires et des points logistiques dans une région par laquelle transite une part importante du commerce mondial, une implantation plus durable d'Israël dans la région par l'intermédiaire du Somaliland pourrait accélérer un processus de militarisation croissante de la sécurité.

Une autre dimension importante du point de vue de la sécurité internationale réside dans la possibilité que la rivalité entre Israël et l'Iran s'étende à la Corne de l'Afrique. Les initiatives de l'Iran par l'intermédiaire des Houthis au Yémen, qui constituent une menace pour la sécurité de la mer Rouge, ont

8 Abdiweli Garad, « Israel's Somaliland Gamble is Repeating the Bloody History that Created Al-Shabaab », *African Arguments*, 19.01.2026, https://www.kisa.link/FwjCG, (Consulté le 20.03.2026).

conduit Israël à adopter des mesures plus proactives. La reconnaissance du Somaliland offre à Israël la possibilité d'établir une zone d'influence à proximité du détroit de Bab el-Mandeb, tout en comportant le risque de transformer la région en un nouveau théâtre de la rivalité sécuritaire centrée sur le Moyen-Orient. Pris conjointement avec les débats relatifs à l'accès de l'Éthiopie à la mer, la compétition de l'Égypte autour des ressources en eau du Nil, la crise soudanaise et l'influence des États du Golfe sur le dossier soudanais,[9] ce contexte contribue à imbriquer davantage les problématiques régionales dans les rivalités entre puissances mondiales.

Enfin, cette évolution constitue également un cas controversé au regard du droit international et des pratiques de reconnaissance des États. La décision de reconnaissance, prise en dépit du principe de l'intangibilité des frontières défendu par l'UA,[10] pourrait constituer un précédent pour d'autres régions séparatistes formulant des revendications similaires. Cette situation pourrait déclencher un processus susceptible d'éroder les normes relatives à la souveraineté des États et à la reconnaissance, non seulement sur le continent africain, mais également à l'échelle mondiale. Dès lors, bien que la reconnaissance du Somaliland par Israël puisse être considérée à court terme comme une initiative visant à obtenir des gains en matière de sécurité, elle pourrait à long terme accroître les incertitudes pesant sur la stabilité régionale et mondiale. En effet, les autres acteurs ayant des intérêts dans la région ne pourront rester silencieux face à cette initiative israélienne.[11]

5. Les implications pour la Türkiye

La Somalie constitue le principal point d'ancrage stratégique de la Türkiye dans la Corne de l'Afrique.[12] À ce titre, la reconnaissance de Somaliland par Israël constitue un tournant stratégique pour la Türkiye. Depuis 2011 notamment, la Türkiye a commencé à jouer un rôle actif dans la Corne de l'Afrique en s'appuyant sur les relations diplomatiques et économiques étroites qu'elle a établies avec la Somalie. Cette politique s'est structurée autour de l'aide humanitaire, des investissements dans les infrastructures, des coopérations militaires et de la diplomatie, positionnant ainsi la Türkiye comme un acteur fiable dans la région.[13]

Le Somaliland revêt, quant à lui, une importance particulière en tant que territoire avec lequel la Türkiye entretient déjà des contacts diplomatiques

9 Tunç Demirtaş, « ABD/İsrail-İran Savaşının Haritası Genişlerken Maliyetin Dili Değişiyor », *SETA*, 06.03.2026,
https://www.kisa.link/lKKSV, (Consulté le 19.03.2026).

10 Organisation de l'Unité africaine (OUA), "Kahire'de Düzenlenen Devlet ve Hükümet Başkanları Meclisinin Birinci Olağan Oturumunda Kabul Edilen Kararlar" , AHG/Res. 16(I), 17-21.07.1964,
https://www.kisa.link/REgzj, (Consulté le 20.03.2026).

11 Yalçın Özkütük, « İsrail'in Somaliland'ı Tanıması: Buzdağının Görünen Kısmı-3 », *Marinedeal News*, 19.01.2026,
https://www.kisa.link/XnWxj, (Consulté le 17.03.2026).

12 Cengiz Kamil Fırat, « Afrika Boynuzu'nda Türkiye'nin Konumu, İsrail ve Stratejik Rekabet », *Yetkin Report*, 27.02.2026,
https://www.kisa.link/ufIRF, (Consulté le 18.03.2026).

13 Duygu Atakul, « Somali'nin Türkiye İçin Jeostratejik Önemi », *Sakarya Üniversitesi İktisat Dergisi*, Vol. 13, No. 3, 2024, p. 325.

limités et où se concentrent ses projets humanitaires en Somalie.[14] La reconnaissance par Israël accentue la compétition internationale et régionale autour du Somaliland, réduisant ainsi la marge de manœuvre diplomatique de la Türkiye tout en faisant ressortir la nécessité pour celle-ci de préserver ses intérêts dans la région.

L'axe mer Rouge–Bab el-Mandeb constitue un corridor stratégique pour les coopérations militaires et les activités logistiques de la Türkiye en Somalie. La présence d'Israël et ses éventuelles activités militaires sont susceptibles d'affecter indirectement l'influence de la Türkiye sur cet axe ainsi que sa planification en matière de sécurité. La Türkiye doit donc réexaminer ses coopérations avec les autres acteurs de la région ainsi que ses politiques de sécurité régionale.

Par ailleurs, la démarche de reconnaissance d'Israël offre à la Türkiye à la fois l'occasion de consolider ses relations avec la Somalie, avec laquelle elle entretient une coopération étroite, et de rester à la table des négociations dans les nouvelles configurations en cours dans la Corne de l'Afrique.[15] Tenue de préserver un équilibre diplomatique dans la question du Somaliland, la Türkiye peut à la fois consolider sa position en tant qu'acteur œuvrant en faveur de la paix régionale et accroître son influence parmi les acteurs mondiaux.

En résumé, à la suite de la reconnaissance du Somaliland par Israël, la Türkiye se trouve dans l'obligation de réexaminer ses investissements, ses relations diplomatiques et ses coopérations en matière de sécurité dans la région, et de développer de nouvelles options politiques afin de maintenir son influence dans la Corne de l'Afrique.

6. Conclusion

La reconnaissance du Somaliland par Israël en tant qu'État indépendant a profondément affecté la sécurité régionale et internationale dans la Corne de l'Afrique. La présente étude met en évidence que cette initiative ne saurait être réduite à un simple acte diplomatique ; elle constitue une manœuvre stratégique susceptible de modifier les équilibres de sécurité, d'intensifier la rivalité entre les grandes puissances et de remettre en cause les normes du droit international.

14 Mustafa Şahin, « Türkiye'nin Somali Politikasının İncelenmesi: 2011-2020 Dönemi », *Türkiye Ortadoğu Çalışmaları Dergisi*, Vol. 9, No. 1, 2021, p. 137.

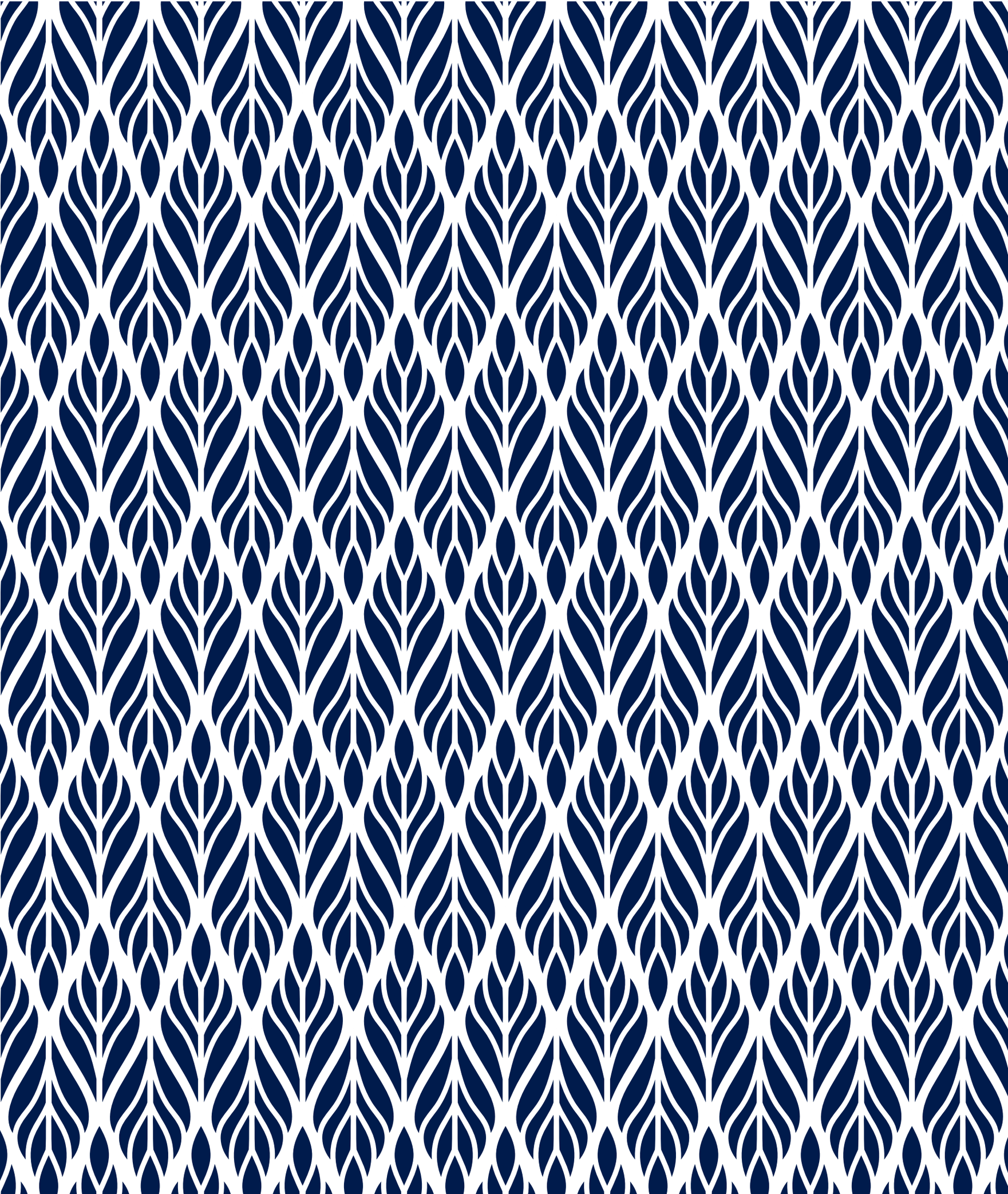
15 Abdülkadir Tok, « İsrail'in Somaliland'ı tanıması: Kızıldeniz hattı, Orta Doğu güvenliği ve Türkiye'nin konumu », USKAM Analiz, 09.01.2026,

https://www.kisa.link/tDUGO, (Consulté le 18.03.2026).

Au regard du contexte historique du Somaliland et de sa problématique de reconnaissance, il apparaît que cette décision affecte le principe de l'intangibilité des frontières de l'UA ainsi que l'intégrité territoriale de la Somalie, amplifiant ainsi le vide sécuritaire et les tensions régionales. La politique d'Israël dans la région se structure autour de ses intérêts stratégiques sur l'axe de la mer Rouge et du Bab el-Mandeb, tandis que la décision de reconnaissance peut être considérée comme le reflet de ces orientations stratégiques de long terme.

Pour la Türkiye, cette évolution constitue à la fois un défi et une opportunité. La démarche d'Israël contraint la Türkiye à réexaminer sa politique centrée sur la Somalie ainsi que sa planification en matière de sécurité dans la région, tout en lui offrant la possibilité d'accroître son influence diplomatique.

En conclusion, la reconnaissance du Somaliland par Israël un tournant majeur susceptible de reconfigurer les équilibres géopolitiques et sécuritaires dans la Corne de l'Afrique. En analysant les répercussions de cette évolution ainsi que les options de politique dont dispose la Türkiye, cette étude met en lumière les recompositions en cours dans la région.



Le projet du réseau des routes transafricaines à la lumière des évolutions de 2025

16

Nida Günsan* | Haluk Yergin**

1. Introduction

Dans la géopolitique du XXIe siècle, les corridors de transport occupent une place centrale. Ils se distinguent comme des vecteurs de connectivité géopolitique qui soutiennent le développement socio-économique des États et contribuent à l'amélioration des conditions de vie des populations. En consolidant les infrastructures des pays, ces corridors facilitent les flux du commerce international, stimulent la croissance économique et favorisent le développement régional[1].

Long d'environ 60 000 km, couvrant 37 pays et reliant neuf grands axes routiers, le réseau des routes transafricaines (RTA- *Trans-African Highways-TAH*) constitue l'un des principaux projets de transport en Afrique. Ce réseau s'impose comme l'un des corridors de transport stratégiques au regard des routes commerciales mondiales.

Les études montrent que les déficits infrastructurels en Afrique réduisent la croissance économique d'environ 2 % par an et peuvent entraîner une

* Dr., nidagnsn93@gmail.com, Chercheuse indépendante, ORCID : 0000-0001-7014-3099

** Prof. Dr., halukyergin@yyu.edu.tr, Université Van Yüzüncü Yıl, Faculté des sciences économiques et administratives, Département d'économie, ORCID : 0000-0002-8168-9115

1 Dilek Özdemir et Müsemma Çökerdenoğlu, « Stratejinin Kalbi: Koridor Savaşları. Zengezur Koridoru », *Zengezur Koridoru: Türkiye-Azerbaycan-Nahcivan Ekonomik, Dış ticaret ve Lojistik Bağlantıları*, Dir. Arzu Tural Dikmen, Efe Akademi Yayınları, Istanbul, 2024, p. 84.

baisse de la productivité pouvant atteindre 40 %. Dans ce contexte, le projet du réseau des routes transafricaines pourrait contribuer à accélérer le processus de développement de l'Afrique en renforçant les investissements dans les infrastructures destinées à soutenir le commerce et la croissance économique. [2]

La présente étude examine les évolutions récentes intervenues en 2025 concernant le réseau des routes transafricaines, en tenant compte de son importance économique et politique dans le contexte de son intégration au réseau du commerce international. À cette fin, après une présentation du cadre général dans l'introduction, l'étude expose l'étendue et les caractéristiques du réseau des routes transafricaines, avant de présenter les progrès enregistrés par le projet en 2025. Dans la conclusion, elle évalue le potentiel des opportunités économiques offertes par le réseau des routes transafricaines pour renforcer l'intégration régionale en Afrique et soutenir la position du continent dans l'économie mondiale.

2. Le projet du réseau des routes transafricaines

Dans les années 1970, le RTA était généralement qualifié d'« autoroute de l'unité »[3]. Conçu il y a quarante ans par la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA), la Banque africaine de développement (BAD) et l'Union africaine (UA), de concert avec les communautés économiques régionales, en collaboration avec les communautés régionales et internationales, ce projet routier transcontinental vise à relier toutes les régions de l'Afrique du nord au sud et d'est en ouest.[4] [5]

Le RTA se compose de neuf axes routiers d'une longueur totale de plus de 60 000 kilomètres, conçus pour relier les principales villes, les ports et les centres économiques à travers l'Afrique. L'objectif premier de ce réseau est de faciliter le commerce intra-africain, de réduire les coûts de transport et de favoriser la croissance économique en améliorant l'accès aux marchés et aux ressources. Il vise également à renforcer la connectivité entre les pays enclavés et les régions côtières et à promouvoir la coopération régionale.[6] En outre, le projet du RTA s'inscrit largement dans les objectifs de la « Vision 2050 » de la Communauté économique des États

2 Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA), « The long winding road to Africa's infrastructure », 24.02.2025,
https://www.kisa.link/sHzbU, (Consulté le 24.03.2026).

3 Kenny Cupers et Prıta Meier, « Infrastructure between statehood and selfhood: The trans-African highway », *Journal of the Society of Architectural Historians*, 2020, Vol. 79, No. 1, p. 61-81.

4 EHS Africa Logistics, « Africa's Mega Infrastructure Project: The Trans-African Highway Network Nears Completion », 2025,
https://www.kisa.link/JlUSK, (Consulté le 12.03.2026).

5 CTL Up, « Review and analysis of the Trans-Africa Highway Network », 2023,
https://www.kisa.link/RqvoP, (Consulté le 12.03.2026).


Alger
Tunis
Rabat
Tripoli
Le Caire
Tamanrasset
Nouadhibou
Nouakchott
Agadez
Dakar
Khartoum
Banjul
Niamey
Djibouti
Bissau
Bamako
Ouagadougou
N'Djamena
Kano
Conakry
Addis-Abeba
Freetown
Monrovia
Abidjan
Accra
Lomé
Cotonou
Lagos
Yaoundé
Bangui
Kisangani
Kampala
Libreville
Nairobi
Mombasa
Brazzaville
Kinshasa
Dodoma
Luanda
Lobito
Lubumbashi
Lusaka
Harare
Beira
Windhoek
Gaborone
Le Cap
AUTOROUTES TRANSABRICAINES
1 Le Caire – Dakar
2 Alger – Lagos
3 Tripoli – Windhoek – (Le Cap)
4 Le Caire – Gaborone – (Le Cap)
5 Dakar – N'Djamena
6 N'Djamena – Djibouti
7 Dakar – Lagos
8 Lagos – Mombasa
9 Beira – Lobito
Asphalte
Non asphalté
0
1000
kilomètre

de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), une stratégie de développement à long terme élaborée par cette organisation. L'objectif fondamental de la CEDEAO est d'établir, sur le modèle de l'Union européenne (UE), un espace économique régional intégré au sein duquel les personnes, les capitaux, les biens et les services puissent circuler librement. Dans ce contexte, le RTA est considéré comme l'un des projets majeurs contribuant au développement de la dimension infrastructurelle de la « Vision 2050 » de la CEDEAO.[7]

Le RTA est le produit de la convergence de neuf grands axes autoroutiers interconnectés. À l'instar de la transformation historiquement induite par le développement des chemins de fer en Afrique, ces nouveaux réseaux routiers contribueront au déploiement de systèmes de services et de distribution indispensables au transport de passagers et de marchandises. Grâce à cette infrastructure, l'émergence de nouvelles zones de peuplement au sein de régions jusqu'alors inaccessibles également à prévoir. En désenclavant des territoires riches en ressources minières, dotés d'un fort potentiel agricole et touristique, puis en les intégrant aux réseaux de transport, ce projet devrait contribuer à diversifier les activités économiques et à accélérer le développement régional[8].

L'examen du Tableau 1[9], qui répertorie les tracés définis pour le RTA, fait apparaître que l'axe le plus long est la liaison Tripoli–Windhoek–Le Cap avec 9 610 kilomètres, tandis que l'axe le plus court est la ligne Beira–Lobito avec 3 520 kilomètres. Le nombre de ces itinéraires, leur étendue kilométrique et leur capacité à interconnecter les points névralgiques du continent africain montrent que cette initiative transcende la simple dimension d'un projet de transport. À cet égard, le RTA s'impose comme le point de départ d'initiatives structurantes visant à accroître le potentiel économique du continent, et apparaît comme un projet d'infrastructure majeur au service de l'intégration régionale et du développement.

6 AfricaMe-Team, « The Trans-African Highway Network: A Continental Lifeline », 24.01.2025, https://www.kisa.link/dCLRq, (Consulté le 12.03.2026).

7 Peter Orengo, « Trans-African Highway Project Takes Important Step Forward », https://www.kisa.link/jNDaz, (Consulté le 27.02.2024).

8 IOA, « Trans Sahelian Highway - a modern replacement for the legendary camel caravans », 20.10.2022, https://www.kisa.link/Gmkof, (Consulté le 11.03.2026).

9 Union africaine, « Trans-African Highways network routes », 2026, https://www.kisa.link/xugHM, (Consulté le 12.03.2026).

Tableau 1 : Désignation des itinéraires, description et longueur approximative

Numéro de l'itinéraire	Itinéraire	Longueur (km)
1	Le Caire – Dakar	8 636
2	Alger – Lagos	4 504
3	Tripoli – Windhoek – Le Cap	9 610
4	Le Caire – Gaborone – Le Cap	8 860
5	Dakar – N'Djamena	4 500
6	N'Djamena – Djibouti	4 220
7	Dakar – Lagos	4 760
8	Lagos – Mombasa	6 260
9	Beira – Lobito	3 520
10	Djibouti – Libreville – Bata	7 000

3. Les évolutions récentes du projet en 2025

Bien que la mise en œuvre du RTA progresse lentement, celui-ci occupe une place centrale dans les politiques de développement de l'Afrique. Le projet continue de s'imposer comme un cadre de développement majeur orientant les investissements infrastructurels et soutenant l'intégration économique régionale. En particulier, au cours des dernières décennies, le rôle de l'intégration régionale par le biais du développement des infrastructures a acquis une importance croissante dans le soutien au développement économique du continent[10]. Avec un doublement anticipé de la population africaine d'ici 2050 et une augmentation estimée à 50 % du commerce intra-africain grâce à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF / *AfCFTA*), les investissements dans les infrastructures de transport représentent une opportunité à la fois stratégique et économique[11].

L'autoroute côtière trans-ouest-africaine, qui relie Dakar à Lagos, est en phase de finalisation, à l'exception de quelques sections, notamment au Liberia et en Côte d'Ivoire. L'autoroute transsaharienne, reliant Alger à Lagos, est quant à elle en grande partie achevée. Les travaux sur l'autoroute panafricaine, connectant Le Caire au Cap, se poursuivent[12].

10 Jing Zhang ve Lingfei Weng ,« Financing Railway Construction to Corridor Development Amid Geopolitical Rivalry: Study Two Cases in Africa », *Centre for Sustainable Structural Transformation*, 2025, SOAS University of London.

11 Big5ConstructSouthAfrica, « Transport Evolution Africa 2025 to highlight critical investment opportunities shaping the future of Africa's transport and logistics industry »,

https://www.kisa.link/FYIdz, (Consulté le 13.03.2026).

12 Charles Arthur, « Have you heard of the Trans African Highway Network? », 11.03.2025,

https://www.kisa.link/hhwop, (Consulté le 12.03.2026).

Toutefois, le projet du RTA subit des retards en raison des conflits et de l'instabilité politique au Soudan, ainsi que des retards accumulés dans les travaux de construction en Zambie et en Tanzanie. En revanche, le Kenya a achevé deux grands projets autoroutiers situés sur le tracé du réseau[13].

En février 2025, à Accra, au Ghana, des chefs d'État africains, des dirigeants d'entreprises, des ministres, des présidents d'organisations multinationales, de hauts responsables politiques, des représentants d'associations professionnelles, des cadres du secrétariat de la ZLECAF et des leaders d'opinion se sont réunis pour discuter des investissements dans les infrastructures en Afrique. Lors de cette rencontre, il a été souligné qu'il était primordial d'élargir les initiatives de coopération régionale, telles que le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) et le RTA, en leur apportant un soutien technique et un financement durable. De surcroît, il a été indiqué que les partenaires au développement devraient soutenir, par le biais du cofinancement, des projets visant à relier plusieurs pays, à réduire les goulets d'étranglement logistiques et à accélérer l'intégration économique.[14]

Les investissements et les soutiens financiers en faveur des corridors de transport en Afrique continuent de se développer. L'Union européenne a annoncé l'allocation de 2 milliards d'euros à la construction d'un corridor de transport destiné à relier la Zambie, l'Angola et la République démocratique du Congo à l'océan Atlantique. Ce corridor revêt une importance particulière, notamment pour la création d'emplois et le développement des opportunités économiques dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie et des minerais critiques[15].

4. Conclusion

En plus de contribuer à l'accroissement des échanges commerciaux et au renforcement de l'intégration régionale, les corridors routiers transfrontaliers contribuent à la réduction de la pauvreté en améliorant l'accès aux marchés et aux services sociaux. Le réseau des routes transafricaines constitue l'une des manifestations concrètes des objectifs d'intégration économique et de développement de l'Afrique. En dépit des défis rencontrés, la poursuite des investissements et des coopérations laisse entrevoir des perspectives favorables quant à l'avancement du projet.

13 Ed Richardson, « Trans African Highway 4 remains under construction », 18.11.2025, https://www.kisa.link/CLWim, (Consulté le 11.03.2026).

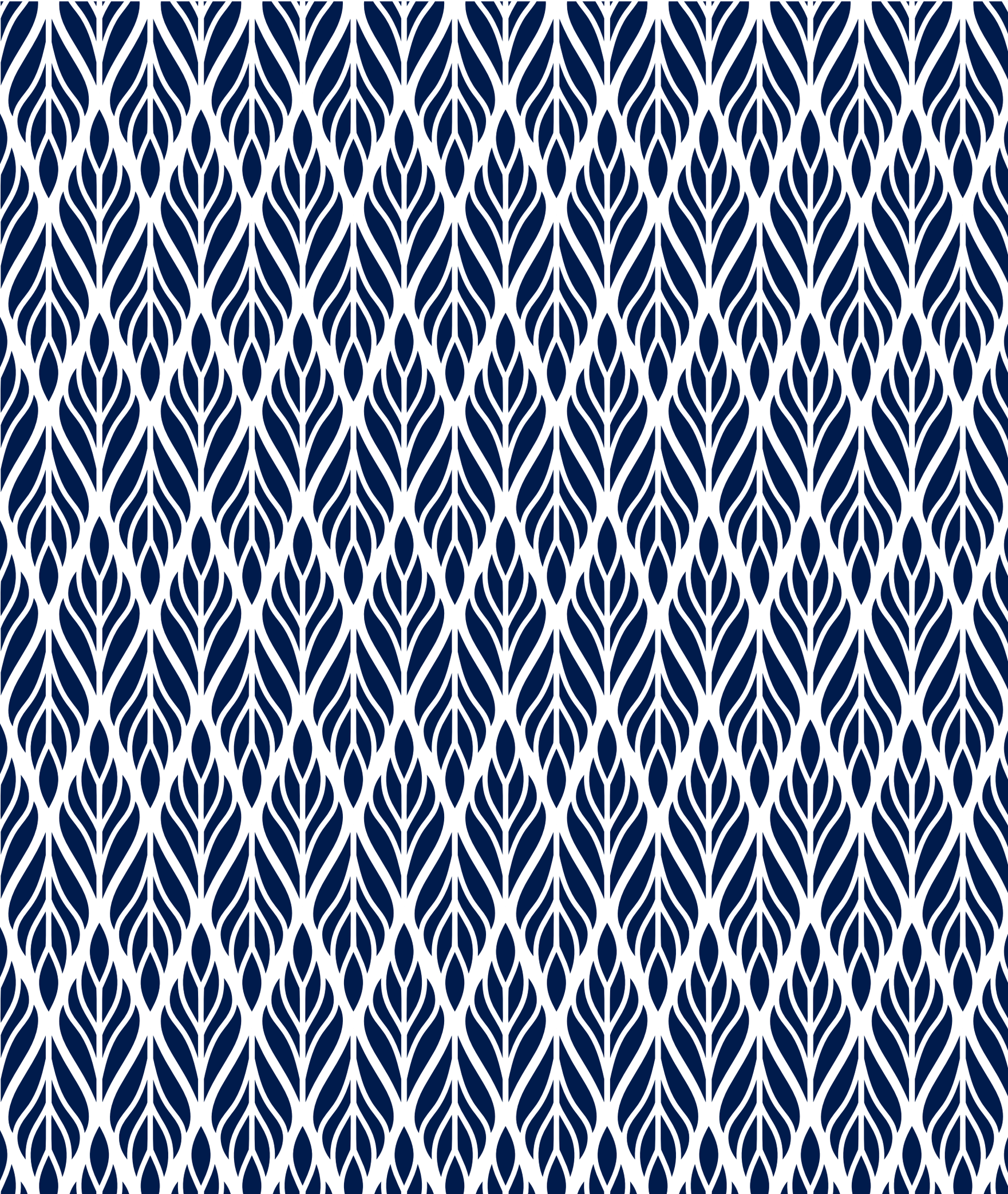
14 Africa Prosperity Network Accra, « Compact 2025 Presidential and Business Executives Dialogues », https://www.kisa.link/HcREg, (Consulté le 29.03.2025).

15 *The Wall Africa Journal*, « AB'den Lobito Koridoru için 2,3 milyar dolar fon » [L'UE alloue un fonds de 2,3 milliards de dollars pour le corridor de Lobito], 13.11.2025, https://www.kisa.link/QaJxa, (Consulté le 12.03.2026).

Avec l'accélération de la mise en œuvre de la ZLECAf, il est attendu que le réseau des routes transafricaines joue un rôle crucial dans le renforcement de l'intégration économique intra-africaine et dans le positionnement de l'Afrique en tant qu'acteur plus compétitif du commerce mondial. Néanmoins, plusieurs difficultés, notamment en matière de financement, d'insuffisance des infrastructures et de sécurité, persistent, et les effets à long terme du projet ne pourront être pleinement évalués qu'une fois celui-ci achevé. Il n'en demeure pas moins que le RTA présente un potentiel important de transformation durable de la structure économique et logistique du continent, notamment le long du littoral ouest-africain.

En Afrique, qui compte parmi les régions les plus riches au monde en ressources naturelles, les pays enclavés et situés à l'intérieur du continent, en particulier, ne parviennent pas à convertir suffisamment ce potentiel en développement économique. Les liaisons routières qui seront construites dans le cadre du RTA devraient permettre aux régions intérieures d'accéder aux ports de manière plus rapide, plus sûre et à moindre coût, tout en contribuant à accroître les volumes d'échanges, à réduire les coûts de transport et à renforcer l'intégration économique régionale. À cet égard, le projet est susceptible de contribuer de manière significative non seulement au développement des infrastructures de transport, mais également à l'accroissement du développement économique, des échanges commerciaux et du bien-être à l'échelle du continent.[16]

16 Haluk Yergin, « Analysis of The Dynamics of The Trade Corridors, The Conflict Between Gaza and Israel and The Role of Turkey as an Alternative Route in The Contemporary World », *Socrates Journal of Interdisciplinary Social Studies*, 2023, Vol. 9, No. 36, p. 1-14.



La diplomatie de sommet entre la Türkiye et l'Afrique : Vers le IVe Sommet de partenariat Türkiye-Afrique

17

Baran Yağarcık*

1. Introduction

La politique étrangère de la Türkiye a, au cours de la dernière année, dépassé ses axes traditionnels pour acquérir un caractère multidimensionnel et s'étendre à de nouvelles zones géographiques. L'un des aspects les plus remarquables de cette transformation réside dans l'intensification de l'engagement diplomatique, économique et humanitaire de la Türkiye en Afrique. Les relations Türkiye-Afrique, qui ont acquis un cadre institutionnel avec la proclamation de 2005 comme « Année de l'Afrique » par la Türkiye, ont été portées au niveau d'un partenariat stratégique lors du *Ier Sommet du partenariat Türkiye-Afrique*, organisé en 2008. Ces relations se sont approfondies à la faveur des sommets de 2014 et de 2021.[1]

À travers ces sommets, les relations Türkiye-Afrique ont évolué vers une structure multidimensionnelle englobant le dialogue politique, le commerce, l'aide au développement et les coopérations en matière de sécurité. Dans un contexte marqué par l'intensification de la compétition entre les grandes puissances, l'affirmation croissante de la multipolarité et la montée en puissance de l'importance stratégique de l'Afrique, l'approche de la Türkiye à l'égard du continent revêt également une importance cruciale au regard de son positionnement dans le système international. Le présent article examine l'évolution de la diplomatie des sommets Türkiye-Afrique au cours de ce processus, ses principales dy-

* Doctorant au Département de relations internationales de l'Université Medeniyet d'Istanbul

1 Ramazan Asa, « 21. Yüzyılda Zirve Diplomasisi Bağlamında Türkiye-Afrika İlişkileri », *Journal of Social and Humanities Sciences Research*, 2024, p. 156.





namiques ainsi que les opportunités et les risques qui se dessinent à l'approche du IVe Sommet.

2. L'institutionnalisation et l'évolution historique de la diplomatie de sommet

L'essor remarquable des relations entre la Türkiye et l'Afrique au cours des dernières années s'est largement institutionnalisé grâce à un processus que l'on peut qualifier de « diplomatie des sommets ». Ce mécanisme de diplomatie des sommets détermine l'évolution des relations par le biais de réunions régulières au niveau des dirigeants, fixant les objectifs stratégiques et favorisant la coopération multilatérale. Ce modèle relationnel développé par la Türkiye avec l'Afrique dépasse les instruments diplomatiques classiques et reflète une approche intégrée englobant les dimensions politique, économique et sociale.

Ce mécanisme de diplomatie des sommets, fondé sur des rencontres régulières au niveau des dirigeants, permet de définir l'orientation des relations, de fixer des objectifs stratégiques et de favoriser la coopération multilatérale. Le modèle de relations développé par la Türkiye avec l'Afrique constitue ainsi une approche qui dépasse les instruments diplomatiques classiques et englobe de manière globale les dimensions politique, économique et sociale.

Le *Ier Sommet du partenariat Türkiye-Afrique*, organisé à Istanbul en 2008, a constitué un tournant dans les relations entre la Türkiye et l'Afrique. À l'issue de ce sommet, la Türkiye a été reconnue comme « partenaire stratégique » par l'Union africaine (UA), ce qui a contribué à l'institutionnalisation des relations.[2] Le IIe Sommet, organisé en Guinée équatoriale en 2014, a approfondi ce partenariat en mettant notamment l'accent sur l'augmentation du volume des échanges commerciaux, les projets d'infrastructure et les coopérations en matière de développement.[3] Le IIIe Sommet s'est tenu à Istanbul en 2021. Il a permis d'inscrire à l'ordre du jour de nouveaux thèmes tels que la diplomatie sanitaire, la numérisation et le développement durable dans le contexte de l'après-pandémie. La présence diplomatique de la Türkiye en Afrique a ainsi bénéficié de possibilités d'expansion significatives. Lors du IIIe *Sommet du partenariat Türkiye-Afrique* de 2021, l'accent a été mis sur le renforcement de la coopération entre l'Afrique et la Türkiye au cours des cinq années suivantes.[4]



Le 3e Sommet du Partenariat Türkiye-Afrique s'est tenu du 16 au 18 décembre 2021 à Istanbul. (Source : Agence Anadolu)

3. Les relations diplomatiques et économiques entre la Türkiye et l'Afrique

Au début des années 2000, alors qu'elle ne disposait que d'un nombre limité de représentations diplomatiques sur le continent, la Türkiye a aujourd'hui établi des missions diplomatiques dans presque tous les pays africains. De même, les représentations diplomatiques des pays africains en Türkiye se sont multipliées, entraînant une intensification sensible des relations diplomatiques bilatérales. Cette évolution montre que les relations entre la Türkiye et l'Afrique ont acquis une dimension institutionnelle et durable.[5] Les relations économiques constituent également l'un des domaines les plus dynamiques des relations entre la Türkiye et l'Afrique. Le volume des échanges commerciaux entre la Türkiye et l'Afrique a considérablement augmenté au cours des dernières années. Les entreprises turques de construction ont progressivement renforcé leur présence sur le continent, notamment dans les secteurs des infrastructures, des transports et de l'énergie. En particulier, les projets réalisés par des entreprises turques en Afrique subsaharienne sont considérés comme un indicateur des capacités de la Türkiye en matière de diplomatie économique. Par ailleurs, l'élargissement du réseau de vols de *Turkish Airlines* en Afrique a contribué au développement des relations commerciales entre le continent et la Türkiye. La Türkiye démontre ainsi qu'elle mène une politique déterminée à l'égard de l'Afrique.

2 Elem Eyrice Tepecikliođlu, *Türk Dış Politikasında Afrika: Temel Dinamikler, Fırsatlar ve Engeller*, Ankara : Nobel Yayınları, 2019, p. 47-50.

3 Ministère des Affaires étrangères de la République de Türkiye, « II. Türkiye-Afrika Ortaklık Zirvesi »,
https://www.kisa.link/vzcix, (Consulté le 08.03.2026).

4 Hatice Delibaş, « Translation as a Diplomatic Negotiation: Insights on Türkiye-Africa Partnership Summit Declaration (2021) », *Journal of Language Research* (JLR), vol. 9, n° 2, 2025, (Consulté le 12.03.2026).

5 Ministère des Affaires étrangères de la République de Türkiye, *Türkiye Yüzyılında Etkin ve Kararlı Dış Politika*, novembre 2025,
https://www.kisa.link/AVKtp, (Consulté le 12.03.2026).

4. Soft power, concurrence mondiale et perspective stratégique

Un autre aspect notable de la politique africaine de la Türkiye réside dans sa dimension de « diplomatie humanitaire » et de « coopération au développement ». Les projets mis en œuvre par l'Agence turque de coopération et de coordination (TİKA), la Fondation Maarif de Türkiye, l'Institut Yunus Emre et diverses organisations de la société çivile contribuent à renforcer la capacité de « soft power » de la Türkiye sur le continent. Les initiatives menées dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et du renforcement des capacités consolident la perception selon laquelle la Türkiye propose en Afrique un partenariat fondé sur le développement.[6] Parallèlement, la présence de la Türkiye en Afrique s'inscrit de plus en plus dans le contexte d'une concurrence mondiale de plus en plus intense. Les projets d'infrastructures de grande envergure réalisés par la Chine sur le continent dans le cadre de l'« Initiative la Ceinture et la Route », les politiques des États-Unis axées sur la sécurité et l'économie, l'influence de l'Union européenne (UE) dans les domaines du développement et des normes, ainsi que le rôle croissant de la Russie dans le domaine de la sécurité ont fait de l'Afrique l'un des principaux théâtres de la compétition entre les puissances mondiales. Dans ce contexte, la Türkiye s'efforce de développer en Afrique un modèle qui lui est propre et se distingue par la mise en avant d'un partenariat plus équitable fondé sur le principe du « gagnant-gagnant ». Par ailleurs, les coopérations en matière de sécurité et les exportations de produits de l'industrie de défense vers certains pays africains montrent que le rôle de la Türkiye sur le continent comporte à la fois des dimensions liées au développement économique et à la coopération, ainsi que des dimensions stratégiques et militaires. Cette situation témoigne du caractère multidimensionnel de la politique africaine de la Türkiye.

À l'approche du *IVe Sommet du partenariat Türkiye-Afrique*, il est attendu que ces relations multidimensionnelles continuent de se renforcer. Parmi les questions susceptibles de figurer à l'ordre du jour du sommet figurent des enjeux d'envergure mondiale tels que l'économie numérique, la sécurité énergétique, la transition verte, la sécurité alimentaire et la lutte contre le changement climatique. La population jeune et en forte croissance de l'Afrique, l'abondance de ses ressources naturelles et son taux d'urbanisation en hausse offrent des opportunités importantes à la Türkiye. Les projets qui seront développés sur le continent, notamment dans les domaines de l'énergie et des infrastructures, devraient procurer à la Türkiye des gains importants tant sur le plan économique que stratégique. Par ailleurs, certaines difficultés structurelles affectent la durabilité de la politique de la Türkiye à l'égard de l'Afrique. Les instabilités politiques, les risques sécuritaires et les obstacles bureaucratiques en Afrique peuvent constituer des entraves importantes aux investissements turcs. Dès

lors, la politique de la Türkiye à l'égard de l'Afrique s'inscrit dans une stratégie de long terme et institutionnalisée tenant compte de l'ensemble de ces dynamiques. La diplomatie des sommets continue, à cet égard, de jouer un rôle essentiel. Le IVe Sommet offre une occasion importante de définir une nouvelle feuille de route appelée à façonner l'avenir des relations Türkiye-Afrique. Ce sommet pourrait permettre à la Türkiye de redéfinir ses relations avec l'Afrique sur une base plus équilibrée, durable et fondée sur des intérêts mutuels. En particulier, le renforcement de la coopération institutionnelle avec l'UA, le développement de relations plus étroites avec les organisations régionales et l'intensification des interactions avec les acteurs locaux permettraient à la Türkiye d'accroître son influence sur le continent.

5. À l'approche du IVe Sommet de partenariat Türkiye-Afrique

Les évolutions enregistrées avant le *IVe Sommet du partenariat Türkiye-Afrique* montrent que la Türkiye est entrée dans une phase d'approfondissement de sa politique à l'égard de l'Afrique. Grâce à l'ouverture multidimensionnelle qu'elle a développée au cours des deux dernières décennies, la Türkiye s'est positionnée à l'échelle du continent à la fois comme un acteur économique et comme un partenaire politique et diplomatique fiable. L'augmentation du nombre d'ambassades de la Türkiye en Afrique, l'élargissement du réseau de vols de Turkish Airlines, l'influence croissante sur le terrain d'institutions telles que la TİKA et la Fondation Maarif, ainsi que les coopérations dans le domaine de l'industrie de défense ont constitué les principaux facteurs ayant contribué à ancrer durablement la présence de la Türkiye en Afrique. L'un des éléments les plus marquants de ce processus réside également dans l'attitude positive et constructive des populations africaines à l'égard de la Türkiye. Le discours de la Türkiye fondé sur le principe du gagnant-gagnant et sur l'égalité des partenaires lui a permis de se distinguer des acteurs occidentaux ayant un passé colonial, renforçant ainsi l'acceptation politique et sociale de la Türkiye dans les pays africains.[7]

Toutefois, le IVe Sommet constituera une étape critique au cours de laquelle sera mise à l'épreuve la capacité de la Türkiye à approfondir ses relations avec l'Afrique au moyen de projets concrets et durables. Dans un contexte marqué par l'intensification de la concurrence entre des acteurs tels que les États-Unis, la Chine, l'UE et les pays du Golfe sur le continent, la capacité de la Türkiye à faire preuve de flexibilité diplomatique ainsi que les relations de confiance réciproque qu'elle a établies avec les acteurs locaux constituent ses principaux atouts.[8] L'approche positive des pays africains à l'égard de la Türkiye ouvre la voie à de nouvelles possibilités de coopération dans des domaines tels que la défense, les

6 M. Ali Yüksel, « Türkiye'nin Afrika'ya Yönelik Dış Siyasetinde Yumuşak Güç », *Akademik Sosyal Bilimler İncelemeleri Dergisi*, 2024, p. 861-863.

7 Mesut Özcan et Mehmet Köse, « The Quest for Balance: Historical Background of Türkiye-Africa Relations », *Insight Turkey*, vol. 26, n° 3, 2024, p. 93.

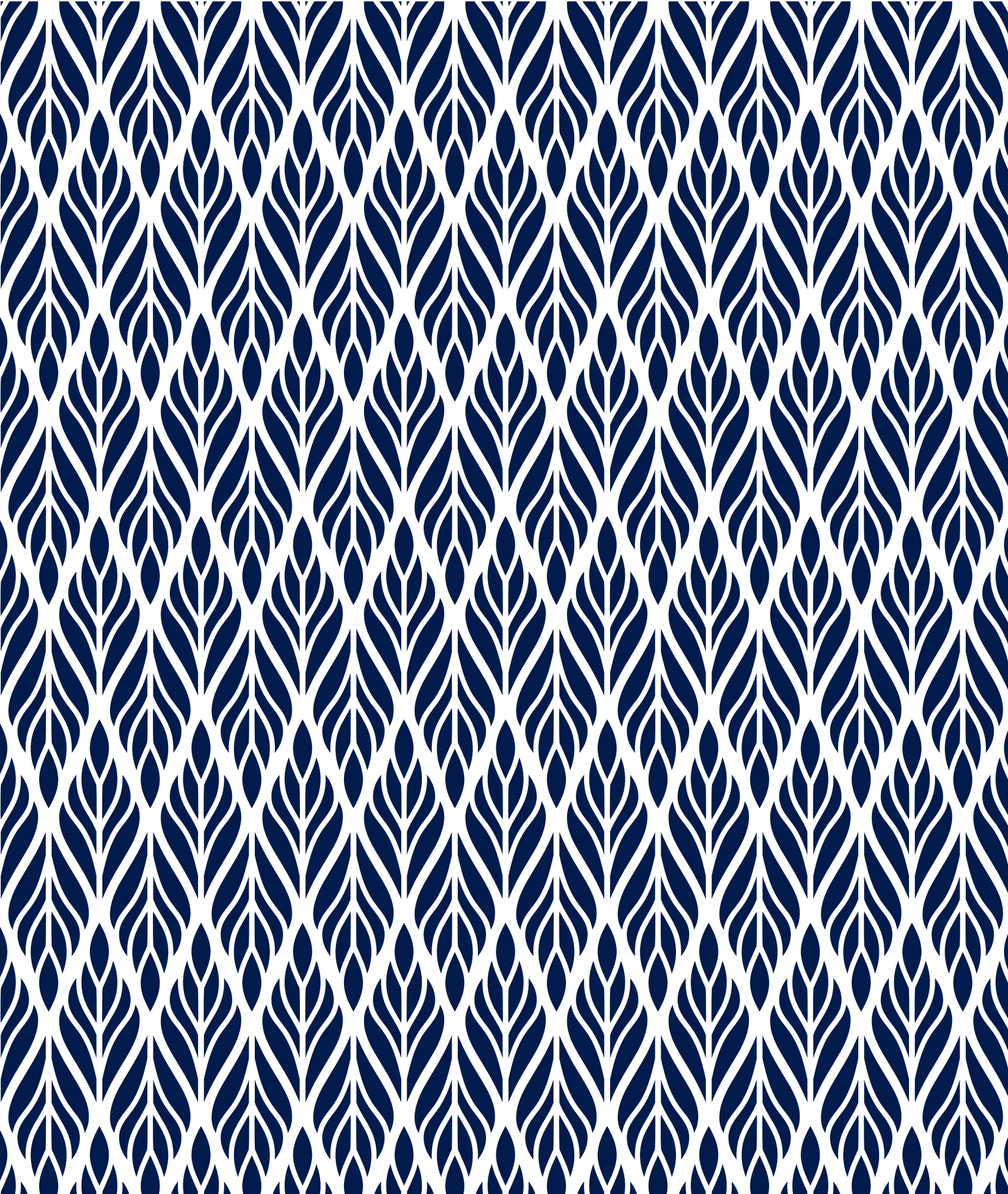
8 Talha Köse, « Afrika'nın Stratejik Yükselişi ve Türkiye-Afrika İlişkileri », *Agence Anadolu*, 8 février 2026,

https://www.kisa.link/iSCTD, (Consulté le 12.03.2026).

infrastructures, l'énergie et l'éducation. Pour transformer ces opportunités en acquis durables, la Türkiye doit renforcer sa capacité de financement, accroître les investissements du secteur privé et poursuivre les projets existants dans un cadre plus institutionnalisé. Dans ce contexte, le sommet doit être considéré comme une étape charnière permettant d'approfondir le partenariat stratégique entre la Türkiye et l'Afrique.

6. Conclusion

La diplomatie des sommets entre la Türkiye et l'Afrique s'est imposée, au cours des deux dernières décennies, comme l'un des domaines les plus dynamiques de la politique étrangère de la Türkiye. Institutionnalisées à travers les sommets, ces relations s'étendent sur un large éventail de domaines, allant du dialogue politique et des coopérations économiques à l'aide humanitaire et à la sécurité. Le *IVe Sommet du partenariat Türkiye-Afrique* représente une nouvelle étape de ce processus et devrait constituer un tournant majeur pour l'avenir de la politique africaine de la Türkiye. La volonté de la Türkiye de développer sur le continent un modèle de partenariat à long terme et fondé sur l'égalité revêt une importance considérable, tant pour la pérennité de sa propre vision de politique étrangère que pour l'approfondissement des relations établies avec les pays africains. Cette approche de la Türkiye à l'égard de l'Afrique dépasse les coopérations de court terme axées uniquement sur les gains économiques et se traduit par un modèle de relations fondé sur le renforcement des capacités, la confiance mutuelle, la prise en compte des besoins locaux et des objectifs communs de développement. Dans cette perspective, les investissements de la Türkiye dans les infrastructures, les projets éducatifs, les activités d'aide humanitaire et les initiatives diplomatiques font du modèle de partenariat fondé sur l'égalité un élément essentiel qui distingue la Türkiye et en fait un acteur particulier en Afrique. En définitive, le processus menant au *IVe Sommet du partenariat Türkiye-Afrique* comporte pour la Türkiye à la fois d'importantes opportunités et des défis considérables. La capacité à saisir ces opportunités et à gérer efficacement les risques renforcera sa vision stratégique, ses capacités institutionnelles ainsi que la qualité de ses relations avec l'Afrique. L'impulsion apportée par la diplomatie des sommets pourrait permettre aux relations Türkiye-Afrique de franchir une nouvelle étape et contribuer à positionner la Türkiye comme un acteur beaucoup plus influent en Afrique.



Les exportations de l'industrie de défense entre la Türkiye et l'Afrique en 2025

18

Güngör Şahin*

1. Introduction

L'industrie de défense constitue un domaine stratégique qui, au-delà de refléter les seules capacités militaires d'un État, matérialise également ses capacités technologiques, ses instruments de politique étrangère et sa volonté de se positionner sur la scène mondiale. Depuis notamment les années 2000, la Türkiye a connu une transformation profonde dans ce domaine grâce aux programmes qu'elle a lancés en faveur de l'autonomie et de la production nationale ; en 2025, elle a porté ses exportations de défense et d'aéronautique à 10,54 milliards de dollars, établissant ainsi un nouveau record historique. Ce chiffre correspond à une hausse de 48 % par rapport à l'année précédente et rapproche la Türkiye de son objectif d'intégrer le top 10 des exportateurs mondiaux de produits de défense.[1]

En prenant en considération conjointement les exportations de biens et de services, l'industrie de défense, dont les exportations ont dépassé 10 milliards de dollars en 2025, a enregistré la signature, au cours de la même année, de nouveaux contrats d'exportation d'un montant de 17,9 milliards de dollars. En ce qui concerne la répartition régionale des nouveaux contrats signés en 2025, des accords d'une valeur de 1,7 milliard de dollars ont été conclus avec des pays africains. Selon les données de l'institut de recherche

* Maître de conférences, Université de la Défense Nationale, Institut de recherche stratégique Atatürk et d'études supérieures (ATASAREN), Département des études de stratégie et de sécurité, ORCID : 0000-0001-6296-8568, courriel : gungor.sahin@msu.edu.tr.

1 Tolga Yanık, « Savunma ve havacılık ihracatta 10 milyar dolar eşiğini aştı » [La défense et l'aviation ont franchi le seuil des 10 milliards de dollars à l'exportation], Agence Anadolu, 03.01.2026, https://www.kisa.link/yErtg, (Consulté le 05.03.2026).



Les produits de l'industrie de défense turque ont été présentés au public africain lors du salon BAMEX'25, organisé à Bamako, capitale du Mali. (Source : Agence Anadolu)

international SIPRI, la Türkiye est le pays ayant enregistré, au cours des dix dernières années, la plus forte progression de ses exportations par rapport à la décennie précédente. La part de l'industrie de défense dans le total des exportations de biens de la Türkiye, qui était de 1,7 % en 2022, a atteint 3,6 % en 2025.[2]

Dans ce contexte général, l'Afrique occupe une place particulière en tant que marché et espace de coopération dont l'importance stratégique ne cesse de croître. De nombreux pays africains confrontés à des déficits de sécurité, à des fragilités politiques et à des infrastructures de défense insuffisantes manifestent un intérêt croissant pour les produits de défense turcs, pragmatiques, accessibles en matière de transfert de technologies et proposés à des prix compétitifs, face aux politiques de vente d'armes conditionnelles des puissances occidentales.

Le présent article propose une analyse systématique des exportations de l'industrie de défense entre la Türkiye et l'Afrique en 2025 sous leurs dimensions politique, militaire, économique et socioculturelle. L'étude vise à analyser la politique africaine de la Türkiye non pas dans une perspective strictement commerciale, mais de manière globale, sous l'angle de la projection de

2 Ozan Akarsu, « Savunma sanayiinde ihracat ve uluslararası iş birliklerinde yeni dönem » [Nouvelle ère pour les exportations et les coopérations internationales dans l'industrie de la défense], Tabyadijital, 03.02.2026, https://www.kisa.link/PHmib, (Consulté le 05.03.2026).

puissance géopolitique, du positionnement géostratégique, des gains géoéconomiques et de l'influence géoculturelle. À cette fin, l'industrie de défense turque est d'abord examinée dans ses dimensions conceptuelle et théorique ; l'évolution historique couvrant la période 2000-2025 est ensuite présentée. Les exportations de l'industrie de défense en 2025 sont analysées sous leurs dimensions politique (géopolitique), militaire (géostratégique), économique (géoéconomique) et socioculturelle (géoculturelle).

2. Le cadre conceptuel et théorique

L'industrie de défense se définit, au sens large, comme un écosystème industriel englobant les activités de recherche-développement, de production, d'approvisionnement et d'exportation de l'ensemble des équipements, systèmes, plateformes et services destinés aux forces armées d'un État.

La stratégie de l'industrie de défense de la Türkiye s'est façonnée, dans le cadre de l'objectif d'autonomie stratégique défendu par le réalisme, à partir de l'expérience de l'embargo américain sur les armes imposé à la suite de l'intervention militaire de 1974 à Chypre. Depuis lors, la Türkiye a adopté la réduction de sa dépendance à l'égard de l'extérieur comme objectif stratégique fondamental. Parallèlement, l'objectif de créer une interdépendance par les exportations, conformément à l'approche libérale, joue également un rôle déterminant dans la politique africaine de la Türkiye. Le président de la Présidence des industries de défense a d'ailleurs qualifié les exportations de défense de la Türkiye non pas de simple activité commerciale, mais de principal instrument de construction de partenariats stratégiques. Dans cette nouvelle configuration, la Türkiye se positionne comme une puissance stratégique dotée d'une industrie de défense avancée.[3]

Dans ce contexte, les exportations de défense de la Türkiye vers l'Afrique illustrent la stratégie d'Ankara visant à consolider son influence sur le continent à travers un modèle de coopération qui se distingue par son indépendance vis-à-vis des institutions occidentales, l'absence de conditionnalités politiques et l'ouverture au transfert de technologies. Cette approche est qualifiée de « Modèle turc» par l'ORSAM.[4]

3 Göksel Yıldırım, « Savunma ve havacılıkta ihracat da hedefler de büyüyor », Agence Anadolu, 30.01.2026,
https://www.kisa.link/qPmZq, (Consulté le 05.03.2026).

4 Kaan Devecioğlu, « Türkiye Modeli: Savunma Sanayii Alanında Afrika'yla Derinleşen İş Birliği » ORSAM, 27.11.2024,
https://www.kisa.link/YyrZj, (Consulté le 05.03.2026).

3. Les exportations de l'industrie de défense entre la Türkiye et l'Afrique

En 2025, année au cours de laquelle les exportations totales de défense et d'aéronautique de la Türkiye ont atteint le niveau record de 10,54 milliards de dollars, le marché africain a représenté une part importante, tant en termes de croissance relative que de profondeur géopolitique. L'examen des catégories d'exportation montre que la part des ventes aux pays africains de véhicules aériens sans pilote (UAV/UCAV), de véhicules terrestres blindés, de plateformes navales, de systèmes de munitions ainsi que de prestations de formation, de maintenance et de soutien augmente progressivement dans les exportations totales. En 2025, l'industrie de défense turque a élargi ses exportations, initialement centrées sur des plateformes, aux technologies de guerre en réseau centrées sur les systèmes et les réseaux intégrés, aux kits de guidage ainsi qu'aux systèmes de communication et de commandement et de contrôle, proposant ainsi des solutions répondant aux menaces asymétriques en matière de sécurité qui suscitent la plus forte demande de la part des pays africains.

À titre d'exemple, ASELSAN a annoncé, dans une notification aux investisseurs datée du 30 mai 2025, avoir signé avec des clients du Moyen-Orient et d'Afrique des contrats d'exportation d'un montant total de 82 millions de dollars portant sur des kits de guidage et des systèmes de communication.[5] Par ailleurs, les mesures prises par ASELSAN en 2025 dans le cadre de l'IDEF, en coopération avec ses partenaires locaux en Afrique du Sud, en vue d'élargir la production locale et la coopération technologique montrent que, sur le marché africain, l'approche fondée non seulement sur la vente, mais également sur la localisation et la production conjointe, se renforce.[6]

Du côté de Baykar, les informations rendues publiques en 2025 montrent que les plateformes TB2 et AKINCI ont été privilégiées par plusieurs pays africains, notamment le Mali, le Maroc, l'Éthiopie, le Nigeria, la Libye, le Burkina Faso, le Togo, le Niger, Djibouti, la Somalie, le Rwanda et le Kenya, qui se sont tournés vers l'écosystème des UAV/UCAV d'origine turque.[7] L'orientation du Maroc de se doter, en 2025, de systèmes AKINCI plus avancés illustre la tendance de certains clients africains à se tourner vers des plateformes offrant une capacité d'emport et une portée supérieures.[8]

5 ASELSAN, « Signing Agreement », 30.05.2025, https://www.kisa.link/JcJFX, (Consulté le 06.03.2026).

6 Mustafa Çalkaya, « ASELSAN IDEF'te yeni anlaşmalara imza attı », Agence Anadolu, 22.07.2025, https://www.kisa.link/iGkvN, (Consulté le 06.03.2026).

7 Hürriyet, « Afrika'da TB2 ve AKINCI rüzgarı! Baykar 37 ülke ile anlaşma imzaladı », 12.11.2025, https://www.kisa.link/DFYBe, (Consulté le 06.03.2026).

8 Joe Saballa, « Morocco Receives First Turkish Bayraktar Akinci Drones », The Defense Post, 06.02.2025, https://www.kisa.link/hKRGq, (Consulté le 06.03.2026).

3.1. La dimension politique et portée géopolitique

En 2025, les exportations de l'industrie de défense sont devenues un instrument visible de la « diplomatie de défense » dans les relations entre la Türkiye et l'Afrique. Les produits de défense jouent un rôle de renforcement de la confiance dans les relations bilatérales, tout en favorisant les interactions institutionnelles dans des domaines tels que les programmes de formation, les exercices conjoints et la réforme du secteur de la sécurité. Dans ce contexte, les accords de coopération dans le domaine de l'industrie de défense et les arrangements en matière de formation militaire constituent l'infrastructure diplomatique sur laquelle reposent les exportations.

Les informations compilées par l'Anadolu Agency au cours de l'été 2025 indiquent que la Türkiye dispose en Afrique d'un vaste réseau d'accords reposant sur des accords-cadres militaires, des accords de coopération en matière de formation militaire et des accords de coopération dans le domaine de l'industrie de défense.[9] Sur le plan géopolitique, on constate que les exportations de défense de la Türkiye en Afrique s'inscrivent dans des enjeux tels que le renforcement des capacités de lutte contre le terrorisme au Sahel, la sécurité maritime dans l'axe mer Rouge–Corne de l'Afrique et l'architecture de sécurité de l'Afrique du Nord en tant que prolongement de la Méditerranée orientale. À cet égard, les exportations constituent un levier qui contribue à faire de la Türkiye un « partenaire fournisseur de sécurité » sur le continent.

3.2. La dimension militaire et portée géostratégique

Sur le plan géostratégique, l'année 2025 s'est distinguée par la généralisation de l'emploi opérationnel, en Afrique, de plateformes aériennes sans pilote d'origine turque. Les systèmes de drones armés et de véhicules aériens sans pilote armés offrent aux utilisateurs africains une solution attractive pour accéder à des capacités de surveillance des frontières, de renseignement, surveillance et reconnaissance (ISR) et de frappe de précision, grâce notamment à leur coût d'exploitation relativement faible et à leur déploiement rapide.

L'impact militaire des exportations de l'industrie de défense ne se limite toutefois pas à la fourniture de plateformes. Les composantes du cycle de vie, telles que la formation, la maintenance et le soutien, les pièces de rechange et les mises à jour logicielles, impliquent pour le pays utilisateur d'établir

9 Ahmed Satti et Gökhan Kavak, « Türkiye-Afrika ilişkileri her alanda güçleniyor », Agence Anadolu, 05.08.2025, https://www.kisa.link/PvlLt, (Consulté le 06.03.2026).

une relation durable d'approvisionnement et de soutien technique, générant ainsi des liens militaro-techniques à long terme.

3.3. La dimension économique et portée géoéconomique

L'année 2025 a été marquée par une augmentation du poids des exportations de défense et d'aéronautique dans les exportations globales de la Türkiye. Les données de fin d'année montrent que les exportations de défense et d'aéronautique ont atteint 10,54 milliards de dollars en 2025. Ce montant correspond à environ 3,68 % des 273,4 milliards de dollars d'exportations totales de biens.[10]

Sur le marché africain, l'impact géoéconomique des contrats de défense et d'aéronautique d'un montant de 1,7 milliard de dollars signés en 2025 ne se limite pas aux recettes d'exportation ; il est également lié à l'augmentation de l'échelle de production, à l'intégration des PME sous-traitantes dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et aux effets macroéconomiques induits par les recettes en devises. Par ailleurs, les modèles de production locale et de coentreprise permettent aux entreprises turques de constituer des écosystèmes de services à long terme et de générer des revenus récurrents grâce à la maintenance, à la modernisation et au réapprovisionnement en munitions.

3.4. La dimension sociétale et portée géoculturel

Sur le plan sociétal, les exportations de l'industrie de défense peuvent produire des effets de *soft power* à travers les programmes de formation, les interactions entre personnels techniques, les réseaux institutionnels constitués lors des exercices conjoints et les perceptions liées aux technologies. L'accroissement, en 2025, de la visibilité des systèmes d'origine turque en Afrique constitue ainsi un facteur renforçant l'image de la Türkiye en tant que « fournisseur de technologies ».

4. Conclusion

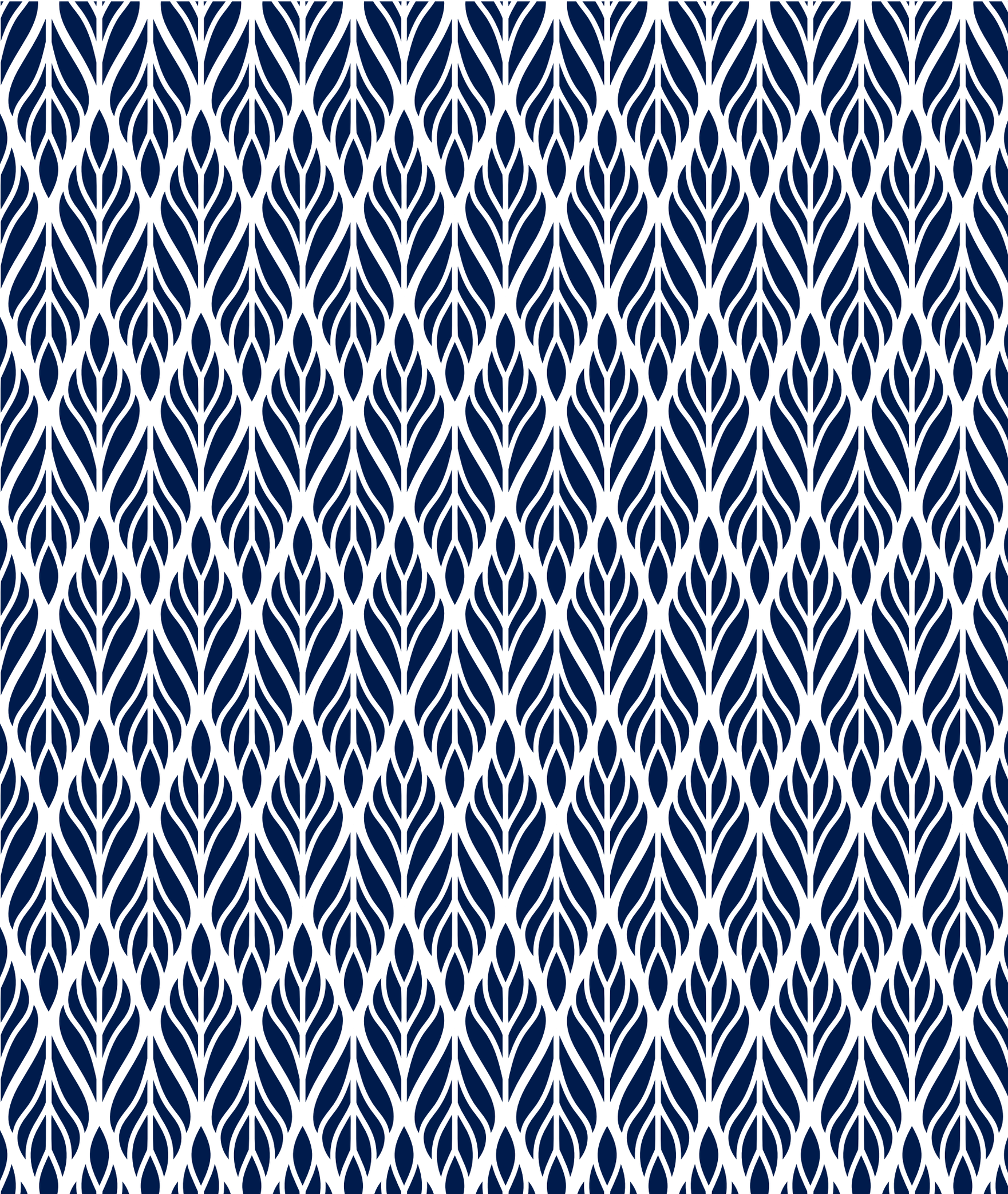
Avec 10,54 milliards de dollars d'exportations de l'industrie de défense, représentant environ 3,68 % des exportations totales de biens de la Türkiye, le marché africain s'est affirmé, grâce à sa visibilité croissante, comme l'un des principaux vecteurs de cette performance.

10 Reuters, « Turkey's 2025 exports hit record $273.4 billion, up 4.5% y/y, says Erdogan », 03.01.2026,

https://www.kisa.link/xbgwK, (Consulté le 06.03.2026).

Sur le plan géopolitique, les exportations de défense ont renforcé le partenariat en matière de sécurité ainsi que la diplomatie de défense entre la Türkiye et les pays africains. À l'échelle géostratégique, elles ont favorisé l'établissement de liens militaro-techniques durables grâce à l'écosystème des UAV/UCAV ainsi qu'aux services de soutien couvrant l'ensemble du cycle de vie des équipements. D'un point de vue géoéconomique, la croissance des exportations a renforcé la compétitivité du secteur en générant des économies d'échelle et en approfondissant les chaînes d'approvisionnement. Enfin, sur le plan géoculturel, les programmes de formation technique et les interactions institutionnelles contribuent à renforcer le soft power de la Türkiye.

Pour la période postérieure à 2025, les exportations de l'industrie de défense entre la Türkiye et l'Afrique devraient continuer à progresser en fonction de l'évolution des besoins sécuritaires du continent, mais aussi du développement des modèles de coproduction et de localisation industrielle, des instruments de financement ainsi que du renforcement des mécanismes de transparence et de contrôle de l'utilisateur final. La transformation de cette dynamique en un avantage stratégique durable dépendra à la fois de la montée en gamme technologique de l'industrie de défense turque et de la conformité de la gouvernance des exportations aux normes internationales.



Une nouvelle ère dans le partenariat énergétique entre la Türkiye et la Somalie: l'agenda stratégique de 2025

19

Tunç Demirtaş*

1. Introduction

Dans le domaine de la coopération énergétique entre la Türkiye et la Somalie, l'année 2025 a marqué une étape charnière. Au-delà de l'absence d'annonce d'une découverte d'hydrocarbures ou d'une mise en production commerciale, cette période se caractérise par la conversion des activités d'exploration en résultats techniques concrets, l'attribution de nouveaux périmètres d'exploration et la préparation des opérations de forage. L'année a débuté avec les travaux de sismique tridimensionnelle menés par *le navire de recherche sismique Oruç Reis* au large des côtes somaliennes. Au cours de l'année, l'exploration marine a été achevée, la coopération a été étendue aux zones terrestres et, à la faveur du traitement des données recueillies, les travaux sont entrés dans la phase de définition des cibles de forage.

À ce titre, le bilan de 2025 ne doit pas être évalué uniquement à l'aune de la superficie couverte par les levés de l'*Oruç Reis*. L'évolution majeure réside dans le fait que la coopération entre la Türkiye et la Somalie est passée d'une logique fondée sur la volonté politique et les accords bilatéraux à une coopération reposant sur des activités d'exploration concrètes et sur la constitution d'un portefeuille d'exploration à long terme. Pour la Türkiye, ce processus a signifié la mise à l'épreuve de la capacité opérationnelle internationale de sa flotte énergétique nationale et de la Société Anonyme des Pétroles de Türkiye (TPAO), tandis que pour la Somalie, il a représenté une meilleure connaissance de ses ressources naturelles, le soutien à sa capacité souveraine et la création d'une base de données

* Dr, chercheur en politique étrangère à la SETA, tdemirtas@setav.org

techniques en vue des investissements futurs. Dans ce cadre, cet article examine les développements enregistrés en 2025 dans la coopération énergétique entre la Türkiye et la Somalie, la vision énergétique de la Türkiye ainsi que les bénéfices mutuels susceptibles de découler de ce partenariat.

2. Évolutions des opérations sur le terrain en 2025

Bien que l'*Oruç Reis* soit arrivé en Somalie en octobre 2024, la mission a véritablement pris son ampleur opérationnelle en 2025. Selon le communiqué publié le 9 janvier 2025 par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, le navire avait achevé, au début de l'année, environ un tiers de la zone d'étude dans le cadre de sa première mission internationale conduite sous l'opérateur de la TPAO.[1] Cette étape revêt une importance particulière en ce qu'elle marque la première mise en œuvre, au large des côtes africaines et dans le cadre d'une opération de longue distance, de l'expertise acquise par la Türkiye en matière de prospection sismique en mer Noire et en Méditerranée orientale.

L'objectif principal de la recherche sismique tridimensionnelle est d'imager les structures géologiques sous le fond marin. Les données recueillies servent à identifier les réservoirs potentiels, les pièges géologiques ainsi que les structures les plus propices aux opérations de forage. Ainsi, le principal résultat des activités menées tout au long de 2025 n'a pas été l'annonce d'une découverte, mais plutôt la réduction de l'incertitude géologique et l'amélioration de la base d'information sur laquelle repose la décision, particulièrement coûteuse, de procéder à des forages. Dans cette perspective, l'année 2025 doit être considérée comme une année consacrée à la collecte et à l'analyse des données, ainsi qu'à la définition des cibles de forage.

L'évolution la plus significative de l'année est intervenue le 10 avril 2025 avec la signature d'un accord d'exploration et de production d'hydrocarbures




ORUÇ REİS

portant sur trois blocs terrestres entre la TPAO et l'Autorité pétrolière somalienne.[2] Selon les déclarations faites par les autorités turques, il est prévu de mener d'abord des recherches sismiques sur ces trois zones terrestres couvrant une superficie d'environ 16 000 kilomètres carrés, avant d'engager les opérations de forage en fonction des résultats obtenus. La partie somalienne a également déclaré que cet accord couvrait des études sismiques bidimensionnelles et tridimensionnelles ainsi que des opérations de forage fondées sur les résultats des travaux d'exploration.[3]

À la même date, il a été annoncé que 78 % des opérations de l'*Oruç Reis* dans les trois zones maritimes couvrant environ 15 000 kilomètres carrés avaient été achevés.[4] Ainsi, le partenariat énergétique a cessé d'être une mission unique d'exploration en mer pour se transformer en un portefeuille d'exploration plus large englobant à la fois les zones terrestres et maritimes. Cette expansion montre que la Türkiye considère le dossier énergétique somalien comme un domaine d'investissement à long terme comprenant différents blocs d'exploration et plusieurs phases d'activité.

Après avoir achevé sa mission en mer le 6 juin 2025, l'*Oruç Reis* a quitté le port de Mogadiscio le 15 juin, au terme d'une mission de 234 jours au cours de laquelle il a acquis des données sismiques tridimensionnelles sur une superficie totale de 4 464 kilomètres carrés répartie entre trois blocs maritimes. Le navire est rentré en Türkiye au début du mois de juillet, escorté par ses navires de soutien et de suivi ainsi que par des unités de la Marine turque.[5]

À cet égard, il convient de distinguer la superficie d'environ 15 000 kilomètres carrés correspondant aux zones sous licence et la superficie de 4 464 kilomètres carrés couverte par la collecte de données sismiques tridimensionnelles. Le premier chiffre correspond à la superficie totale des trois blocs maritimes attribués à la Türkiye, tandis que le second indique la zone prioritaire dans laquelle l'*Oruç Reis* a réalisé des acquisitions de données détaillées et à haute résolution. Cette distinction est essentielle pour apprécier correctement l'étendue du projet ainsi que les travaux techniques effectivement réalisés en 2025.[6]

3. Des données à la décision de forage : la vision énergétique de la Türkiye

L'opération menée par l'*Oruç Reis* en Somalie a illustré la volonté de la Türkiye de porter sa diplomatie énergétique au-delà d'un modèle consistant uniquement à signer des accords ou à acheter des ressources à l'extérieur. Dans ce projet, la Türkiye a réuni, au sein d'une même mission, les capacités opérationnelles de la TPAO, son navire national de recherche sismique, ses navires de soutien, ses moyens logistiques ainsi que ses capacités de sécurité maritime.

1 Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles de la République de Türkiye, « Gençler dağa çıkıyordu şimdi o gençler petrol üretiminde çalışıyor », 9 janvier 2025, https://www.kisa.link/FLsCw, (Consulté le 01.07.2026).

2 Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles de la République de Türkiye, « Türkiye, Somali'nin Kara Sahalarında da Petrol ve Doğal Gaz Arayacak », 10 avril 2025, https://www.kisa.link/pWfeo, (Consulté le 01.07.2026).

3 Abdullahi, « Somalia and Turkey sign strategic oil exploration agreement », Somali National News Agency (SONNA), 10 avril 2025, https://www.kisa.link/ObDqW, (Consulté le 01.07.2026).

4 SavunmaTR, "*Oruç Reis sismik çalışmaların yüzde 78'ini tamamladı",* X gönderisi, 10 Nisan 2025, https://www.kisa.link/TSDTS, Erişim Tarihi: 01.07.2026.

5 Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles de la République de Türkiye, « *Oruç Reis Somali denizlerinin MR'ını çekti* », 12 juin 2025, https://www.kisa.link/CRXJZ, (Consulté le 01.07.2026).

6 Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles de la République de Türkiye, « *Oruç Reis Mavi Vatan'da* », 1er juillet 2025, https://www.kisa.link/fhoFc, (Consulté le 01.07.2026).

Cette configuration montre que la Türkiye s'est positionnée en Somalie comme un acteur énergétique à la fois titulaire de licences, fournisseur de financements, planificateur et opérateur des activités techniques. Le fait que l'*Oruç Reis* ait réalisé sa première mission intercontinentale en Somalie constitue également une étape importante dans l'internationalisation opérationnelle des capacités de la Türkiye en matière de recherche maritime. L'accompagnement du navire par des unités de la Marine turque montre que les activités d'exploration énergétique dans des zones géographiques éloignées nécessitent, outre les capacités techniques, des moyens de sécurité, de ravitaillement et de coordination interinstitutionnelle.[7]

À l'issue de la mission, les données recueillies ont été transférées à Ankara afin d'être traitées et interprétées. Cette phase vise à analyser les profils sismiques, à modéliser les structures géologiques du sous-sol, à hiérarchiser les réservoirs potentiels et à affiner la sélection des cibles de forage. Le ministère turc de l'Énergie et des Ressources naturelles a annoncé que les activités de forage débuteraient dans les localités déterminées en fonction des résultats des analyses. Par conséquent, le départ de l'*Oruç Reis* de la zone d'exploration ne signifie pas la fin des activités, mais marque plutôt le passage d'une opération maritime visible à une phase d'analyse technique appelée à orienter les futures décisions d'investissement.

Pour la Türkiye, l'acquis le plus concret de l'année 2025 réside dans le développement de ses capacités internationales d'exploration. L'*Oruç Reis* a accompli sa première mission intercontinentale, la TPAO a acquis une expérience dans l'exercice du rôle d'opérateur dans une géographie éloignée, et la flotte énergétique turque a traversé une épreuve importante en matière de sécurité, de soutien logistique et de coordination logistique. L'expérience acquise en Somalie constitue ainsi une référence opérationnelle pour les futurs projets que la Türkiye pourrait mener en Afrique, dans l'océan Indien et dans d'autres bassins maritimes.

Cette évolution s'inscrit également dans la transformation plus large de la politique de la Türkiye à l'égard de la Somalie. L'intégration de la coopération énergétique aux relations développées par Ankara depuis 2011 dans les domaines de l'aide humanitaire, de la santé, de l'éducation, des transports, des infrastructures et de la sécurité a conféré au partenariat une nouvelle dimension fondée sur l'investissement et la production. Selon le ministère des Affaires étrangères, les activités de la Türkiye à l'égard de la Somalie reposent sur un large cadre de reconstruction et de renforcement des capacités allant de l'éducation à la santé, des transports à la sécurité.[8] L'agenda énergétique constitue à cet égard le prolongement économique de la confiance politique et de la coopération institutionnelle construites au fil des années.

À long terme, la Türkiye vise à diversifier son portefeuille international de production de pétrole et de gaz naturel et à élargir le champ d'action mondial de ses entreprises énergétiques nationales. Pour la Somalie, l'objectif consiste à

7 O. Sarı, « *Deniz Görev Grubu, Oruç Reis Araştırma Gemisi'ne refakat etti* », Agence Anadolu, 4 novembre 2024,
https://www.kisa.link/XiKos, (Consulté le 02.07.2026).

8 Ministère des Affaires étrangères de la République de Türkiye, « *Türkiye-Somali siyasi ilişkileri* », 14 juillet 2026,
https://www.kisa.link/mtpCG, (Consulté le 16.07.2026).

développer les capacités techniques, juridiques et institutionnelles nécessaire pour exploiter ses ressources naturelles dans le plein exercice de sa souveraineté. La convergence de ces deux objectifs confère à la coopération énergétique une portée qui dépasse largement le cadre traditionnel d'une simple relation d'approvisionnement en ressources.

4. La capacité souveraine de la Somalie et les perspectives économiques

Du point de vue de la Somalie, le premier bénéfice concret des activités menées en 2025 réside dans la production de données modernes et à haute résolution sur le potentiel du pays en matière d'hydrocarbures. Les estimations relatives à la présence de ressources naturelles ne peuvent être confirmées que par des études sismiques systématiques et des forages. Les données collectées par l'*Oruç Reis* permettront à la Somalie de mieux connaître les caractéristiques géologiques de ses zones maritimes relevant de sa juridiction, d'évaluer ses blocs sous licence selon des critères techniques et de prendre ses prochaines décisions d'investissement sur la base d'un socle d'information plus solide. Les autorités turques ont également indiqué que les données obtenues contribueraient à l'évaluation des zones maritimes relevant de la juridiction somalienne.

Le deuxième bénéfice réside dans l'articulation du secteur énergétique avec les capacités étatiques et souveraines de la Somalie. L'exploration des hydrocarbures ne concerne pas uniquement les revenus de production susceptibles d'être générés à l'avenir, mais également des domaines institutionnels tels que l'octroi des licences, la gestion des données géologiques, le contrôle des contrats, le suivi des recettes publiques et la négociation avec les investisseurs. Il est considéré que les connaissances et l'expérience acquises dans ces domaines pourraient renforcer la capacité de la Somalie à exercer ses prérogatives sur ses propres ressources naturelles.

Dans son évaluation de la Somalie pour 2025, le FMI indique que le pays a achevé, le 28 mars 2025, la mise en place d'une réglementation clarifiant les normes relatives à la publication des accords de partage de la production.[9] Cette évolution constitue une avancée institutionnelle en faveur de la conduite des accords dans le secteur énergétique selon des règles plus clairement définies et des normes de transparence renforcées.

Les données actualisées de la Banque mondiale sur l'économie somalienne en 2025 soulignent également la nécessité pour le pays de renforcer la mobilisation des recettes intérieures face à la diminution de l'aide extérieure. Selon le rapport, des secteurs tels que l'énergie, la pêche, l'agriculture, les technologies numériques et l'industrie manufacturière devraient jouer un rôle accru dans la diversification de l'économie et la création d'emplois.[10] En cas de découverte

9 Fonds monétaire international (FMI), « *Somalia: Third review under the Extended Credit Facility and request for a modification of quantitative performance criterion—Press release; staff report; and statement by the executive director for Somalia* », IMF Country Report No. 2025/191, 16 juillet 2025,

https://www.kisa.link/HCnvT, (Consulté le 02.07.2026).

10 Banque mondiale, « *Somalia's economic prospects are positive, but foreign aid cuts are downsizing growth* », 30 juin 2025,

https://www.kisa.link/EGjwN, (Consulté le 02.07.2026).

commerciale d'hydrocarbures, les recettes susceptibles d'être générées par les licences, la fiscalité et le partage de la production pourraient offrir à la Somalie de nouvelles ressources financières pour les infrastructures, la santé, l'éducation et d'autres services publics.

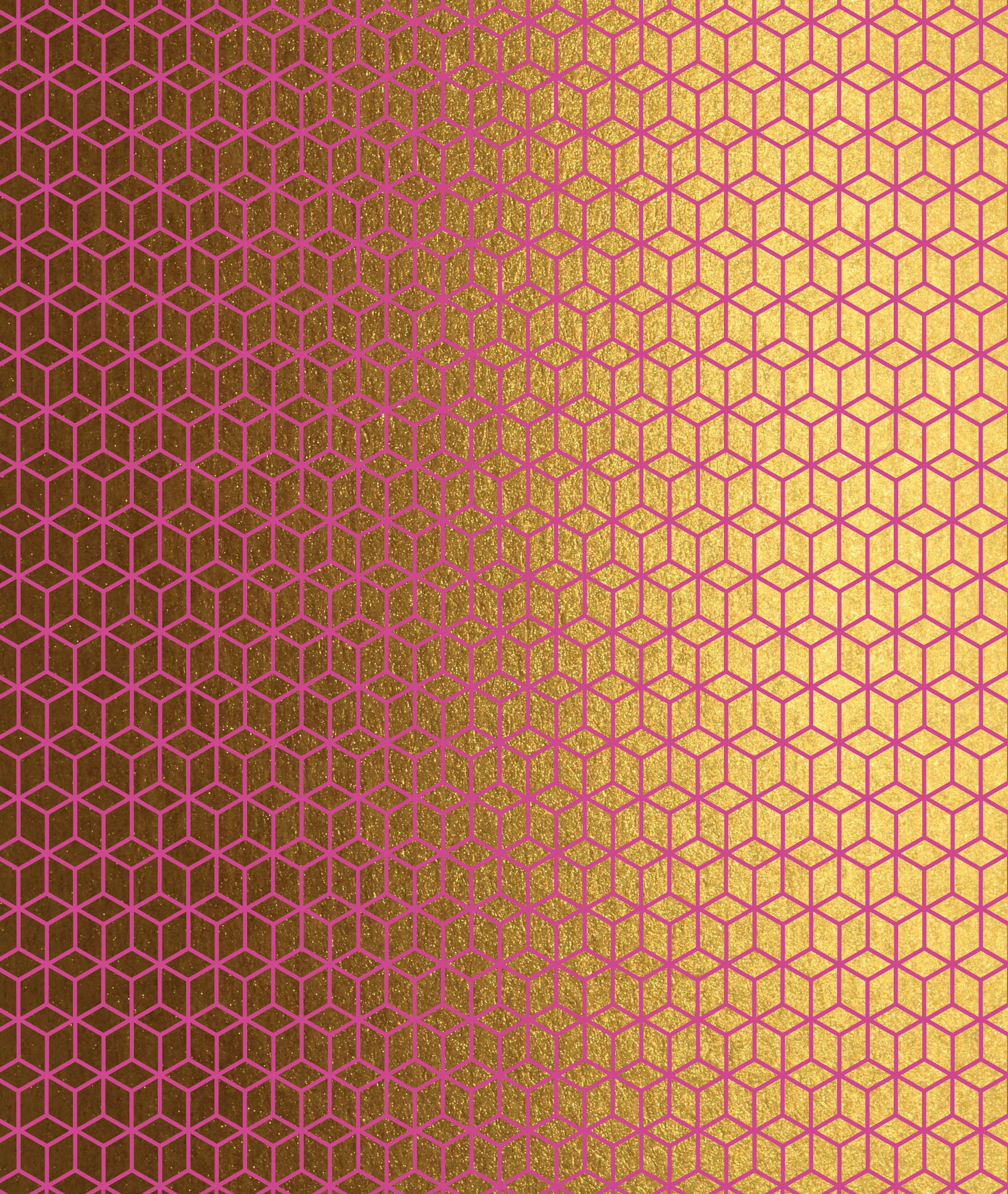
Même avant cette éventualité, les activités d'exploration devraient apporter diverses contributions en matière de recours à des prestataires locaux, de capacités portuaires et logistiques, de formation technique et de visibilité internationale du pays auprès des investisseurs. L'orientation de la Türkiye vers les zones terrestres après les travaux de recherche maritime constitue également un point de départ technique pour l'émergence d'une économie énergétique plus étendue dans différentes régions de la Somalie.

Pour la Türkiye, l'autre dimension du bénéfice mutuel réside, au-delà de l'accès à des ressources potentielles, dans le développement de compétences techniques, l'accroissement de son influence diplomatique et la création de partenariats économiques à long terme. De son côté, la Somalie acquiert la possibilité de tirer parti de la flotte de recherche, des compétences en ingénierie et de l'expérience institutionnelle de la Türkiye afin de valoriser ses ressources de manière plus systématique. Ainsi, la coopération énergétique fait émerger un modèle de partenariat qui dépasse une simple relation d'approvisionnement en ressources et se situe à l'intersection des capacités opérationnelles de la Türkiye et des objectifs de souveraineté et de développement de la Somalie.

5. Conclusion

2025 a constitué, pour la Türkiye dans le cadre de son partenariat énergétique avec la Somalie, une année de transition marquée par le passage de l'intention d'exploration à une étape préparatoire au forage. L'année a débuté par la poursuite des travaux de recherche sismique en mer ; en avril, la coopération a été étendue aux zones terrestres, puis, en juin, la mission de collecte de données sismiques tridimensionnelles sur une superficie de 4 464 kilomètres carrés a été achevée. Au cours du second semestre, le traitement des données a permis d'engager le processus d'identification des cibles de forage.

À ce titre, l'héritage stratégique de 2025 dépasse largement l'annonce d'une découverte pétrolière. À travers cette opération, la Türkiye a démontré que sa flotte énergétique et les capacités opérationnelles de la TPAO pouvaient être mobilisées à l'échelle internationale. La Somalie a, quant à elle, acquis une nouvelle base de données techniques permettant de mieux caractériser ses ressources naturelles, tandis qu'un nouveau pilier fondé sur la production, l'investissement et la coopération économique à long terme est venu s'ajouter aux relations entre les deux pays. Par ailleurs, la conversion des données sismiques recueillies et analysées en cibles de forage concrètes a permis de poser, dès 2025, les bases de la prochaine étape du processus.



Deuxième Partie

Les Relations Entre La Türkiye et L'afrique

1 Activités de la Présidence des Turcs à l'étranger et des communautés affiliées en Afrique en 2025 — **185-196**
Présidence des Turcs à l'étranger et des communautés affiliées

2 L'agenda 2025 du partenariat Türkiye-Afrique : De la coopération à un avenir commun — **197-212**
Ministère des Affaires étrangères

3 Les activités du ministère de la Défense nationale de la Türkiye en Afrique en 2025 — **213-217**
Ministère de la Défense Nationale de la République de Türkiye

4 Les activités du ministère du Commerce de la Türkiye à l'égard de l'Afrique en 2025 — **219-228**
Direction générale des accords internationaux et de l'Union européenne

5 La coopération énergétique de la Türkiye avec les pays africains — **229-236**
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles de la République de Türkiye

6 La coopération entre la Türkiye et l'Afrique dans les domaines de l'industrie et de la technologie en 2025 — **237-250**
Ministère de l'Industrie et de la Technologie

7 La diplomatie minière de l'Institut de recherche et d'exploration minières de Türkiye au Niger: le cas de MTAIC Niger Mining — **251-258**
l'Institut de recherche et d'exploration minières de Türkiye

8 Ministère de la Santé : la main tendue de la Türkiye pour la santé en Afrique — **259-266**
Direction générale de l'Union européenne et des Relations internationales

9 La dimension communicationnelle des relations Türkiye-Afrique : Activités de coopération dans les domaines de la diplomatie publique et des médias — **267-274**
Direction de la communication de la présidence de la République de Türkiye

10 La Fondation Maarif de Türkiye en Afrique en 2025 — **275-290**
Fondation Maarif de Türkiye

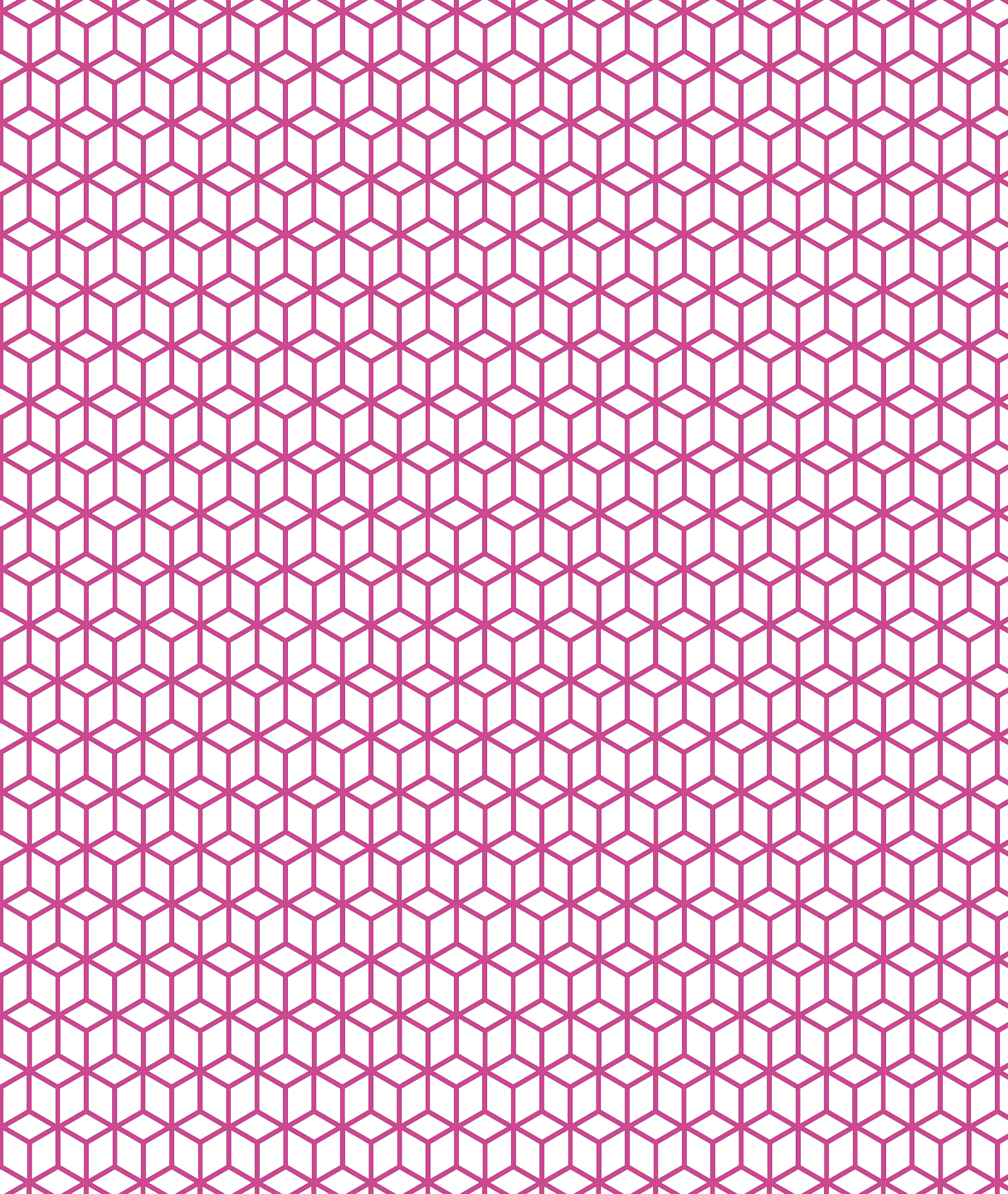
11 Les activités de l'Agence Anadolu en Afrique en 2025 — **291-298**
Agence Anadolu

12 La feuille de route singulière de la TİKA : Une coopération pour le développement centré sur l'humain et durable — **299-306**
TAgence turque de coopération et de coordination

13 Les activités culturelles, artistiques et éducatives de l'Institut Yunus Emre en Afrique en 2025 — **307-314**
l'Institut Yunus Emre

14 Les activités de Radio-Télévision de Türkiye en Afrique en 2025 — **315-326**
TRT

15 Les activités de diplomatie humanitaire de la Présidence de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence en Afrique en 2025 — **327-332**
Présidence de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence



Activités de la Présidence des Turcs à l'étranger et des communautés affiliées en Afrique en 2025

1

Présidence des Turcs à l'étranger et des Communautés Affiliées

1. Introduction

Les relations entre la Türkiye et les pays africains connaissent un approfondissement progressif, non seulement dans les domaines de la coopération politique et économique, mais également dans ceux de l'éducation, de la culture, des sciences et des interactions entre les sociétés. La jeunesse de la population africaine et la demande croissante en matière d'enseignement supérieur font du développement de ressources humaines qualifiées l'une des priorités fondamentales du développement durable du continent. Dans ce contexte, l'enseignement supérieur s'impose comme un domaine stratégique qui contribue non seulement à élargir les possibilités d'accès individuel à l'éducation, mais également à l'établissement de liens humains et institutionnels à long terme entre les pays.

La Présidence des Turcs à l'étranger et des communautés affiliées (YTB) soutient, notamment à travers les Bourses d'études Türkiye (*Türkiye Bursları*), la formation d'étudiants originaires des pays africains en Türkiye au moyen de programmes d'enseignement supérieur et de coopération académique, et vise à pérenniser ces liens à travers les relations entretenues avec les diplômés à l'issue de leur parcours de formation. À cet égard, les étudiants africains poursuivant leurs études supérieures en Türkiye et les diplômés de Türkiye (*Türkiye Mezunları*) constituent un pont important contribuant au renforcement de la dimension humaine des relations entre la Türkiye et l'Afrique. Les fonctions assumées par les diplômés dans leurs pays respectifs, dans les domaines universitaire, pub-



L'ambassadeur Sheikh Abdul Nasiru-Deen, nommé ambassadeur de la République du Ghana en Türkiye, a rendu visite au président de la YTB, Abdulhadi Turus.



Le ministre de la Jeunesse et des Sports de la République du Ghana, Kofi Adams, a rendu visite à la YTB le 18 août 2025.



La cérémonie de la « 5e édition des Prix internationaux des étudiants », organisée par la YTB, s'est tenue dans les locaux de la YTB.

La 4e Rencontre internationale des jeunes écrivains, organisée par la YTB, s'est tenue à Bursa.



Des étudiants africains ont participé au camp de jeunesse organisé par la YTB.



Des étudiants mozambicains ont participé au programme de voyage à Ilgaz organisé par la YTB.



lic, privé et de la société civile, permettent quant à elles de transformer les liens établis par l'éducation en coopérations concrètes dans différents domaines.

Dans cet article, les activités menées par la YTB en Afrique en 2025 sont examinées sous les angles de l'éducation, des ressources humaines, des relations avec les diplômés, des coopérations entre les pouvoirs publics et le monde académique, ainsi que de la production de connaissances, afin d'analyser les contributions de ces initiatives à la dimension sociale et humaine des relations entre la Türkiye et l'Afrique.

2. Une perspective commune pour l'avenir de l'Afrique : les Bourses d'études Türkiye et leur contribution au capital humain

L'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA), mis en œuvre en 2013, définit les objectifs à long terme pour l'avenir du continent dans le cadre de son processus de transformation. Façonné autour de la devise « L'Afrique que nous voulons », l'Agenda 2063 envisage une Afrique prospère et inclusive, mais aussi intégrée, pacifique, dotée d'une bonne gouvernance et plus forte à l'échelle mondiale. Une part importante de ces objectifs met notamment l'accent sur une main-d'œuvre instruite et qualifiée, l'autonomisation des jeunes et des femmes, le développement des capacités scientifiques et technologiques, ainsi que sur un rôle accru de l'Afrique dans son propre processus de développement.

La Türkiye contribue à l'établissement de liens durables, axés sur l'humain et inscrits dans le long terme, grâce à ses activités favorisant les bénéfices mutuels dans le cadre d'une perspective d'avenir commune avec le continent et à ses travaux qui s'inscrivent dans les objectifs de l'UA tout en contribuant aux dynamiques sociales. Dans le domaine de l'éducation, revêtant une importance vitale pour le continent, la YTB apporte une contribution significative à l'approfondissement des relations avec l'Afrique sur la base d'un partenariat stratégique à travers divers programmes mis en œuvre. Dans ce cadre, le *Programme des Bourses d'études Türkiye*[1] offre, depuis 2012, aux jeunes des possibilités d'accès à un enseignement supérieur de qualité et conforme aux standards internationaux, constituant ainsi l'un des principaux instruments de la coopération de la Türkiye avec les pays africains dans le domaine de l'enseignement supérieur. Depuis le lancement du programme jusqu'à la fin de l'année 2025, 14 364 étudiants africains ont achevé leurs études supérieures dans des universités en Türkiye.

En 2025, le *Programme des Bourses d'études Türkiye* a enregistré 43 195 candidatures en provenance des pays africains ; 1 994 étudiants ont obtenu une bourse afin de suivre une formation dans divers domaines aux niveaux de la licence, du master et du doctorat. Il est évident que ces étudiants, qui ont bénéficié de possibilités de formation dans des domaines tels que les sciences de la santé,

1 Voir le site officiel des Bourses d'études Türkiye :
https://www.turkiyeburslari.gov.tr/

l'ingénierie, l'agriculture, les technologies de l'information, les sciences sociales et l'administration publique, conformément aux objectifs de développement des pays africains, contribueront dans les années à venir à répondre aux besoins de leurs propres pays en matière de ressources humaines qualifiées.

Outre les formations dispensées dans le cadre des *Bourses d'études Türkiye*, la YTB mène également des activités visant à soutenir le développement académique, professionnel et social des étudiants. Comme indiqué dans le Tableau 1, en 2025, un total de 1 002 étudiants africains ont bénéficié de programmes tels que l'Académie internationale des étudiants, le Programme international de stages pour étudiants, le 9e Congrès international des sciences pour étudiants, la Ve édition des Prix internationaux des étudiants et les camps de jeunesse. Ces activités visent, outre le développement des connaissances académiques des étudiants, à favoriser l'acquisition d'expériences dans différents domaines et l'élargissement de leur environnement social. À cet égard, les Bourses d'études Türkiye constituent un programme global qui va au-delà d'un simple soutien financier à l'enseignement supérieur, en contribuant au développement des compétences professionnelles et sociales des étudiants ainsi qu'à l'établissement de liens durables entre la Türkiye et les sociétés africaines.

Tableau 1. Nombre de participants aux programmes organisés par la YTB à l'intention des étudiants internationaux

2025		
Programme	**Nombre de participants**	**Nombre d'étudiants africains**
9e Congrès international des sciences pour étudiants	135	38
Académie internationale des étudiants	2 756	642
Programme international de stages pour étudiants	105	31
Ve édition des Prix internationaux des étudiants	517	69
Camps de jeunesse	558	222

Les bureaux d'Ankara et d'Istanbul de la YTB ont également mené, tout au long de l'année 2025, diverses activités visant à renforcer les interactions académiques, culturelles et sociales des étudiants internationaux africains. Dans ce cadre, outre les rencontres académiques, des journées consacrées aux cuisines du monde, des présentations de pays africains, des visites culturelles, des programmes d'iftar ainsi que des célébrations des fêtes nationales ont été organisés. Au total, 24 activités portant notamment sur les caractéristiques culturelles et sociales de différents pays, parmi lesquels le Cameroun, la Gambie, le Maroc, la Libye, le Nigéria, l'Éthiopie, la Somalie et le Mozambique, ont contribué à permettre aux étudiants de faire connaître en Türkiye les valeurs propres à leurs pays et à renforcer la communication et la solidarité entre les étudiants issus de différents pays.

3. Des ponts d'amitié établis avec les diplômés de Türkiye

Les coopérations développées par la Türkiye avec les pays africains dans le domaine de l'enseignement supérieur contribuent également à la création de liens *d'humain à humain* qui s'étendent au-delà des parcours de formation des étudiants. Le fait que les étudiants ayant suivi une formation en Türkiye, une fois retournés dans leurs pays, transmettent à leur entourage et dans leurs domaines d'activité les connaissances et l'expérience acquises ainsi que les liens qu'ils ont établis avec la Türkiye renforce l'impact à long terme de ces coopérations. À cet égard, le *Programme des diplômés de Türkiye* offre aux diplômés la possibilité de maintenir leurs relations avec la Türkiye, de se réunir avec des diplômés d'autres pays et de constituer un solide réseau de communication autour d'un sentiment d'appartenance commun.

Les diplômés qui retournent dans leurs pays après avoir appris le turc jouent naturellement le rôle de ponts entre la Türkiye et leurs propres pays, et reflètent dans leur vie professionnelle et sociale les relations qu'ils ont développées au cours de leur parcours universitaire. En effet, nombreux sont les diplômés qui considèrent les années passées en Türkiye non seulement comme une période de formation, mais aussi comme une étape ayant laissé une empreinte durable dans leur vie, et qui voient la Türkiye comme leur seconde patrie. Ce fort sentiment d'appartenance et ce lien du cœur renforcent la dimension humaine et sociale des relations de la Türkiye avec l'Afrique, tout en constituant un fondement important de la coopération à long terme entre les pays.

Les diplômés africains de Türkiye (*Afrikalı Türkiye Mezunları*) exercent aujourd'hui dans différents domaines, allant des institutions publiques aux universités, en passant par le secteur privé et les organisations de la société civile. Le nombre total de diplômés de Türkiye en Afrique s'élevait à 17 182 en 2025, dont 5 892 ont achevé leur formation en tant que bénéficiaires des Bourses d'études Türkiye. Les Associations des diplômés de Türkiye, qui mènent leurs activités en coopération avec la YTB, contribuent également à la poursuite des relations à l'échelle des pays. En 2025, les 16 Associations des diplômés de Türkiye actives dans 14 pays africains ont poursuivi avec un grand engagement leurs activités sociales, culturelles et académiques.

Dans le cadre du Programme des diplômés de Türkiye mis en œuvre par notre Présidence, les offres d'emploi des institutions et organismes publics ainsi que des investisseurs du secteur privé opérant en Afrique ont été communiquées aux diplômés en 2025 par l'intermédiaire du *Portail des diplômés de Türkiye*[2], permettant ainsi de soutenir leur accès à des possibilités d'emploi correspondant à leurs qualifications. Dans cette perspective, notre Présidence assume un rôle d'intermédiaire facilitant l'intégration des diplômés dans la vie professionnelle après leur formation et les mettant en relation avec les institutions et organismes liés à la Türkiye en Afrique.

2 Pour la page internet officielle du Portail des diplômés de Türkiye, voir :
https://www.turkiyemezunlari.gov.tr/

3.1. Soutiens académiques

Afin de soutenir les travaux académiques des diplômés, 57 candidatures au total ont été reçues d'Afrique en 2025 dans le cadre du Programme de soutien académique des diplômés de Türkiye, et un soutien incitatif a été accordé à 25 universitaires africains diplômés de Türkiye. Ce soutien apporté aux travaux académiques des diplômés issus de différentes régions du continent, notamment du Soudan, du Nigéria, de l'Égypte, de la Tunisie, du Ghana, de l'Éthiopie et du Bénin, encourage les diplômés à continuer de produire des connaissances dans leurs propres pays et dans leurs domaines d'activité, tout en contribuant au renforcement des liens académiques entre la Türkiye et l'Afrique.

3.2. Les réussites des diplômés de Türkiye

Les réussites des diplômés de Türkiye constituent l'une des manifestations les plus fortes et les plus durables des liens humains établis par la Türkiye avec les pays africains. L'un des exemples les plus remarquables de ces réussites est celui de l'Ambassadeur Sheikh Abdul Nasiru-Deen, nommé en 2025 Ambassadeur du Ghana à Ankara. Arrivé en Türkiye en 1998 pour y suivre des études de pharmacie à l'Université d'Ankara, Nasiru-Deen a été nommé candidat au poste d'Ambassadeur du Ghana en Türkiye le 23 juin 2025 et a pris ses fonctions à Ankara après avoir présenté ses lettres de créance au Président de la République, M. Recep Tayyip Erdoğan, le 4 novembre 2025. Le fait qu'un diplômé de Türkiye ayant autrefois étudié en Türkiye y soit revenu des années plus tard en tant qu'Ambassadeur chargé de représenter son pays à Ankara illustre concrètement l'impact à long terme des programmes de formation ainsi que l'importance des ressources humaines formées dans le cadre des relations entre la Türkiye et l'Afrique.

La Rencontre des diplômés de Türkiye en Libye s'est tenue le 9 décembre 2025 à Tripoli.



3.3. Rencontres des diplômés de Türkiye

La poursuite des relations établies avec les diplômés de Türkiye au-delà de leur parcours de formation s'est concrétisée en 2025 par l'organisation de Rencontres des diplômés de Türkiye dans différents pays. Dans ce cadre, la *Rencontre des diplômés de Türkiye en Libye*, organisée le 9 décembre 2025, a réuni des diplômés libyens ayant suivi une formation en Türkiye et a créé des possibilités de communication et de coopération directes entre les diplômés et les institutions de la Türkiye en Libye. Organisé sous l'égide de notre Présidence et du Centre culturel Yunus Emre de Tripoli, le programme a réuni l'ensemble des diplômés libyens invités ; avec la participation de représentants de l'Ambassade de Türkiye à Tripoli, de la Coordination de la TİKA à Tripoli et de l'Agence Anadolu, un cadre propice au renforcement des liens existants entre les diplômés et la Türkiye a été instauré. Le programme, au cours duquel les diplômés ayant étudié en Türkiye à différentes périodes ont partagé leurs expériences, les a réunis non seulement en tant que personnes partageant un parcours de formation commun, mais également en tant que membres d'un réseau susceptible de contribuer au développement des relations humaines et institutionnelles entre la Türkiye et la Libye.

Les entretiens individuels réalisés à l'issue du programme ainsi que les nouvelles connexions établies ont permis de développer la communication entre les diplômés et de donner à ce réseau une structure plus durable. À cet égard, la *Rencontre des diplômés de Türkiye en Libye* constitue l'un des exemples importants de la manière dont les relations établies par l'intermédiaire de l'enseignement supérieur en Türkiye peuvent être maintenues au-delà de la diplomation et dont les connaissances, l'expérience et le capital professionnel des diplômés peuvent être valorisés dans différents domaines.

4. Partage de l'expérience de la Türkiye dans les domaines public et académique

Dans l'agenda de développement de l'Afrique, le renforcement des capacités des institutions publiques et des milieux académiques revêt, au même titre que l'éducation, une importance particulière. Dans les relations entre la Türkiye et l'Afrique, ce domaine se développe non seulement au moyen d'accords entre les institutions, mais également grâce aux contacts directs entre les personnes. Le *Programme de communication en langue turque destiné aux fonctionnaires et aux universitaires (KATİP)*, mis en œuvre par la YTB, assume dans ce cadre une fonction particulière. Mis en œuvre depuis 2014, le *KATİP* permet aux fonctionnaires, diplomates et universitaires des pays africains de suivre une formation en langue turque en Türkiye et de se familiariser de près avec les institutions publiques et les milieux académiques de la Türkiye.







La cérémonie d'ouverture de la session 2025-2026 du Programme KATİP, mis en œuvre par la YTB, a été organisée.

Une cérémonie de remise des certificats a été organisée à l'issue de la session 2025-2026 du Programme KATİP.

Le président de la YTB, Abdulhadi Turus, a remis leurs certificats aux participants ayant achevé leur formation dans le cadre du Programme KATİP.

En 2025, 440 candidatures ont été reçues de la part de ressortissants de pays africains ; 8 diplomates et fonctionnaires issus de la Libye, de la Tanzanie, du Cameroun, du Nigéria, de la Sierra Leone et du Zimbabwe ont été admis au programme. Depuis le lancement du programme jusqu'à la fin de l'année 2025, 230 participants au total y ont pris part, dont 98 étaient originaires de 35 pays africains différents. Dans le cadre du programme, outre la formation en langue turque, les participants ont eu la possibilité de rencontrer des représentants d'institutions publiques, d'universités et de différentes organisations, ainsi que de participer à divers séminaires, visites institutionnelles et activités culturelles.

La valeur à long terme du *KATİP* réside dans la possibilité pour les participants de mettre à profit, une fois de retour dans leurs pays, l'expérience acquise en Türkiye dans les domaines où ils exercent leurs fonctions. Ainsi, le programme crée non seulement un cadre permettant le partage de l'expérience de la Türkiye dans les domaines public et académique, mais également l'établissement de contacts directs entre les institutions concernées des deux pays.

5. Comprendre l'Afrique à la lumière des évolutions récentes : Afrika Yıllığı 2024

Une autre dimension des travaux de la YTB consacrés à l'Afrique réside dans ses activités éditoriales visant à produire des connaissances sur le continent et à rendre visible l'accumulation des savoirs académiques dans ce domaine. Dans cette perspective, la série *l'Annuaire de l'Afrique*, dont la préparation a débuté sous l'égide de notre Présidence à partir des évolutions de l'année 2021, continue de constituer une ressource de référence actuelle et globale dans la littérature académique consacrée à l'Afrique, en abordant les évolutions survenues sur le continent au cours de l'année concernée dans une perspective interdisciplinaire.

Achevé en 2025 et mis à la disposition des lecteurs, *l'Annuaire de l'Afrique 2024*[3] s'inscrit dans la continuité de l'accumulation éditoriale constituée au cours des années précédentes et apporte une contribution originale et précieuse à la littérature en examinant de près les évolutions récentes en Afrique. Publié en turc et en anglais, l'ouvrage se compose de 5 grandes parties et comprend au total 66 contributions, dont 47 articles originaux, 12 articles institutionnels et 7 comptes rendus d'ouvrages. Couvrant différents domaines tels que la politique, l'économie, la société, l'environnement, les relations Türkiye-Afrique, les politiques africaines des acteurs mondiaux et régionaux, ainsi que la culture, l'éducation et les arts, l'ouvrage vise à proposer une évaluation globale de l'année 2024 du point de vue de l'Afrique.

3 Pour consulter *l'Annuaire de l'Afrique 2024* en ligne :
https://www.kisa.link/plRbQ.

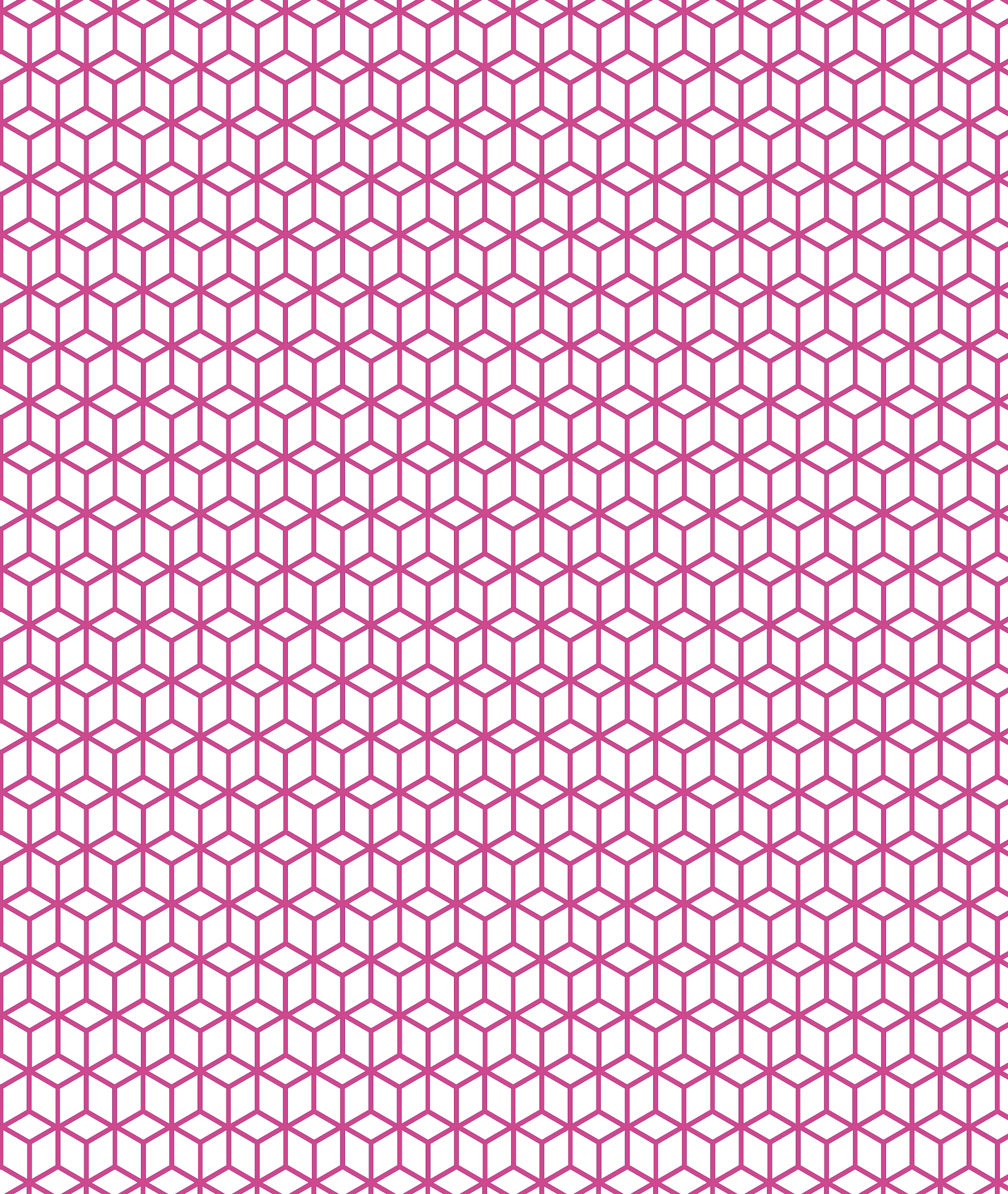
l'Annuaire de l'Afrique constitue, au-delà de l'enregistrement des évolutions récentes au cours d'une année, une ressource permettant de suivre de manière approfondie les principaux enjeux de l'agenda africain. Chaque nouveau volume, lu conjointement avec les précédents, constitue un corpus académique permettant d'appréhender les transformations qu'a connues le continent, l'évolution des relations Türkiye-Afrique ainsi que les changements intervenus dans l'intérêt international porté à l'Afrique. À cet égard, l'*Annuaire de l'Afrique 2024* constitue un ouvrage de référence contribuant à la continuité des études africaines en Türkiye.

6. Conclusion

Faire de l'Afrique un continent capable de mobiliser son potentiel et de poursuivre son processus de développement en s'appuyant sur des ressources humaines qualifiées et des capacités institutionnelles solides fait du renforcement de l'éducation et de l'accumulation des connaissances l'une des priorités fondamentales. Dans ce processus, les coopérations internationales fondées sur les priorités de politique étrangère des pays africains revêtent une importance particulière pour le développement des capacités existantes et l'intensification du partage d'expériences. Dans cette perspective, la YTB mène diverses activités dans les domaines des ressources humaines et des interactions culturelles. Dans ce cadre, les activités menées par la YTB en 2025 témoignent d'une approche visant à soutenir, au moyen de différents instruments, les dimensions sociale et humaine des relations entre la Türkiye et l'Afrique.

Les activités réalisées au cours de l'année, notamment la mobilité des étudiants internationaux, les initiatives destinées aux fonctionnaires et aux universitaires, les actions en faveur de l'emploi des diplômés, les soutiens académiques et les Rencontres des diplômés organisées dans différents pays, ont permis à diverses catégories professionnelles et à différents milieux de maintenir leurs contacts avec la Türkiye. La contribution la plus durable de nos activités, menées dans le but de favoriser la formation de ressources humaines qualifiées qui façonneront l'avenir du continent en s'appuyant sur ses propres valeurs et dynamiques, réside dans les diplômés qui ont étudié en Türkiye et qui, après l'obtention de leur diplôme, contribuent au développement de leurs pays.

Les activités menées en 2025 mettent en évidence l'importance d'envisager l'approche adoptée à l'égard de l'Afrique dans une perspective de long terme, qui ne se limite pas à répondre aux besoins actuels, mais qui prend également en considération les objectifs relatifs à l'avenir commun de la Türkiye et de l'Afrique. Dans cette perspective, le renforcement des relations fondées sur la confiance mutuelle, l'identification de nouveaux domaines de coopération et la transmission aux générations futures de l'expérience acquise jusqu'à présent figurent parmi les principaux objectifs de la période à venir.



L’agenda 2025 Du Partenariat Türkiye-Afrique : De La Coopération À Un Avenir Commun

2

Ministère des Affaires étrangères

1. Introduction

Nos relations avec le continent africain sont conduites conformément au cadre défini par notre Politique de partenariat avec l’Afrique, s’appuyant sur les principes fondamentaux d’un « partenariat d’égal à égal » et du « gagnant-gagnant ».

Dans cette optique, notre pays contribue activement aux efforts visant à promouvoir la paix, la sécurité, la stabilité et le développement sur le continent, tout en accompagnant les processus de renforcement des capacités.

Au cours de l’année 2025, nous avons poursuivi notre engagement actif dans toutes les régions du continent africain, en tenant compte des réalités régionales ainsi que des besoins et des priorités propres à chaque partenaire.

2. Notre politique africaine et les relations avec l’Union africaine

En plus des relations bilatérales avec les États africains, les liens de notre pays avec l’Union africaine (UA) se renforcent et s’institutionnalisent de jour en jour.

Il a été convenu d’organiser une « Conférence ministérielle de suivi » entre les sommets prévus tous les cinq ans avec l’UA. C’est ainsi qu’a été institué, lors

de la troisième Conférence ministérielle de suivi du partenariat Turquie-Afrique à Djibouti, le Groupe de travail conjoint de suivi et d'évaluation (*Joint Monitoring and Evaluation Working Group – JMEWG*) entre notre Ministère et l'Union africaine (UA). La première réunion de ce groupe s'est tenue le 28 mars 2025 à Addis-Abeba, sous la coprésidence de l'Ambassadeur Volkan Işıkçı (Directeur général pour l'Afrique) et de Steve Patrick Lalande, Directeur de la gestion des partenariats et de la mobilisation des ressources (PMRM) de l'UA.

La troisième réunion du JMEWG s'est déroulée le 14 octobre 2025 dans les locaux de notre Ministère, sous la coprésidence de l'ambassadeur Volkan Işıkçı, le Directeur général pour l'Afrique, et du Directeur de la PMRM Steve Lalande, avec la participation de l'ambassadeur Hidayet Bayraktar, coordinateur du 4e Sommet de partenariat Türkiye-Afrique, ainsi que de représentants de l'UA.

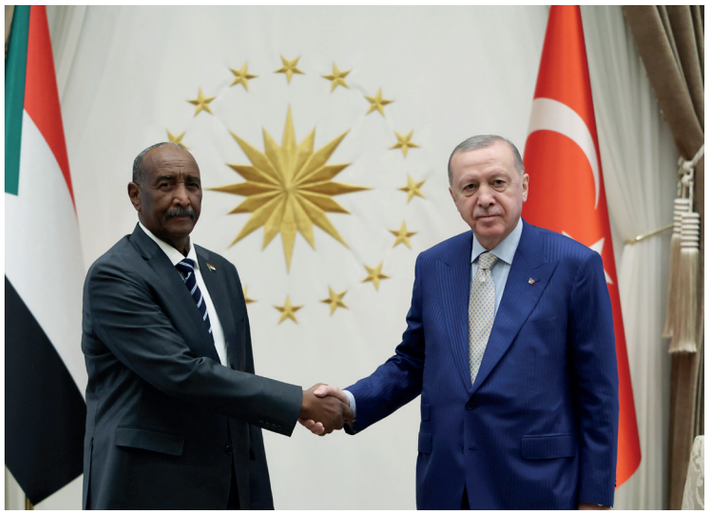
3. Les développements au sein de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique

Les relations entre notre pays et la Somalie, qui se sont poursuivies à un excellent niveau dans tous les domaines, ont connu des avancées importantes en 2025. Adoptée sous la médiation de notre pays entre la Somalie et l'Éthiopie, la « Déclaration d'Ankara » a conservé toute son importance en tant qu'illustration la plus concrète de la résolution pacifique des différends dans la région de la Corne de l'Afrique; à cette occasion, le dialogue et les contacts de haut niveau institués entre la Somalie et l'Éthiopie se sont perpétués tout au long de 2025.

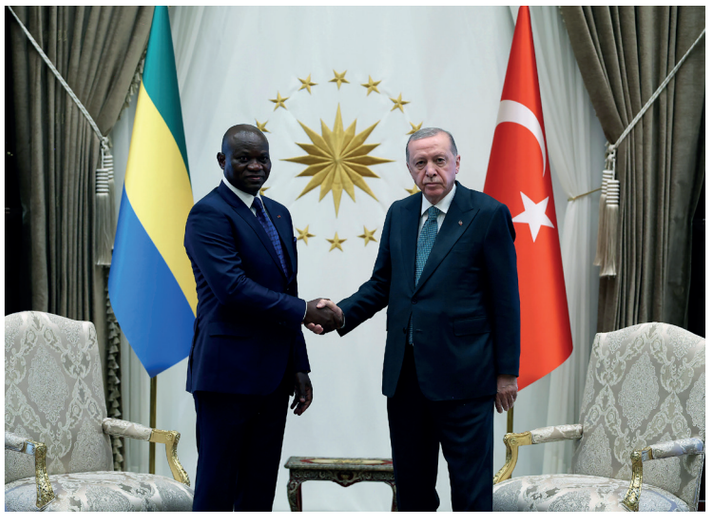
Le premier cycle des négociations techniques entre la Somalie et l'Éthiopie au titre de la Déclaration d'Ankara s'est tenu le 18 février 2025 à Ankara sous l'accueil de notre Ministre des Affaires étrangères, avec la participation des délégations conduites par le ministre éthiopien des Affaires étrangères, M. Dr. Gedion Timothewos, et par le ministre d'État somalien chargé des Affaires étrangères, M. Ali Mohamed Omar.

L'approfondissement des relations multidimensionnelles a été poursuivi au moyen de visites de haut niveau. À cet égard, notre pays a accueilli en 2025 trois visites officielles du président de la République de Somalie, deux visites du Ministre des Affaires étrangères, ainsi que plusieurs visites effectuées à diverses occasions par d'autres ministres et hauts responsables somaliens.

Des avancées importantes ont également été enregistrées en 2025 dans les projets menés entre notre pays et la Somalie, fondés sur le principe du « gagnant-gagnant », dans les domaines des hydrocarbures, de la pêche et du spatial. Un accord a été signé en avril entre le ministère du Pétrole et des Ressources







minérales de la République fédérale de Somalie et la Société turque des pétroles (TPAO) en vue de mener des activités d'exploration et de production d'hydrocarbures dans les zones terrestres somaliennes. Cet accord vise à renforcer notre coopération dans le domaine de l'énergie. Notre navire de recherche sismique *Oruç Reis* a achevé sa mission de 234 jours le 12 juin 2025, après avoir procédé à la collecte de données sismiques en 3D au sein des espaces maritimes de la Somalie.

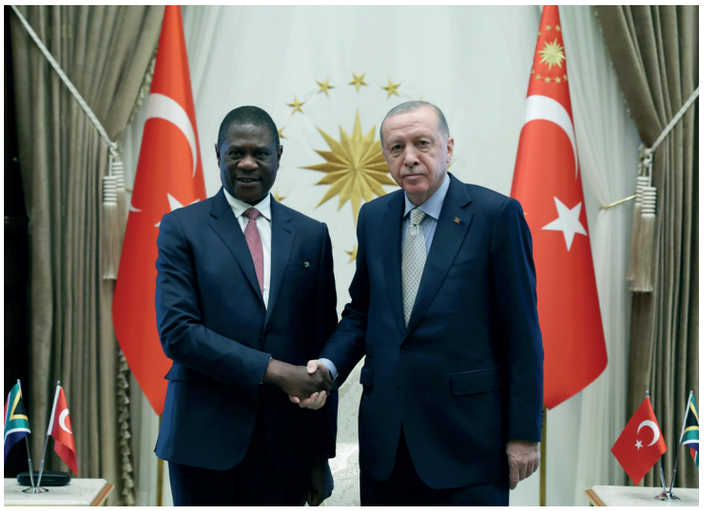
Par ailleurs, un « Accord de coopération stratégique et de services » a été signé le 17 décembre 2025 entre l'OYAK et le ministère somalien de la Pêche et de l'Économie bleue, afin de contribuer au renforcement des capacités techniques de la Somalie dans le secteur de la pêche et de soutenir la lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée.

À la suite de l'entretien d'État tenu dans notre pays le 30 décembre 2025 avec le président somalien, Hassan Sheikh Mohamud, notre Président de la République a annoncé au public que les études

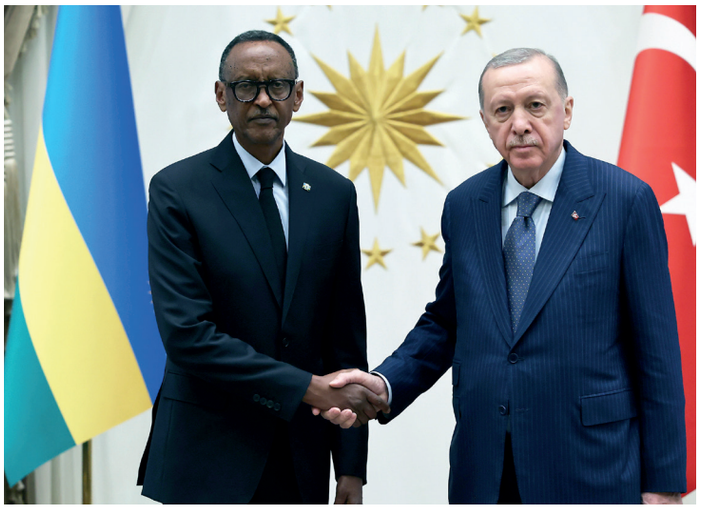
Le président de la République de Türkiye, Recep Tayyip Erdoğan, a reçu le président du Conseil de souveraineté du Soudan, Abdelfattah al-Burhan, le 25 décembre 2025 au Complexe présidentiel à Ankara. (Source : Agence Anadolu)

Le président de la République de Türkiye, Recep Tayyip Erdoğan, s'est entretenu au Bureau présidentiel de Dolmabahçe avec le président de la Somalie, Hassan Cheikh Mohamoud, en visite en Türkiye à son invitation. (Source : Agence Anadolu)

Le président de la République de Türkiye, Recep Tayyip Erdoğan, a reçu le président de la République gabonaise, Brice Clotaire Oligui Nguema, le 31 juillet 2025 au Complexe présidentiel à Ankara. (Source : Agence Anadolu)



Le président de la République de Türkiye, Recep Tayyip Erdoğan, a reçu le vice-président de la République d'Afrique du Sud, Paul Shipokosa Mashatile, le 15 octobre 2025 au Complexe présidentiel à Ankara. (Source : Agence Anadolu)



Le président de la République de Türkiye, Recep Tayyip Erdoğan, a accueilli officiellement le président de la République du Rwanda, Paul Kagame, en visite en Türkiye, lors d'une cérémonie officielle le 23 janvier 2025. (Source : Agence Anadolu)



Le président de la République de Türkiye, Recep Tayyip Erdoğan, s'est entretenu avec le président de la République de Guinée-Bissau, Umaro Sissoco Embaló, le 21 mars 2025 au Bureau présidentiel de Dolmabahçe. (Source : Agence Anadolu)



Le président de la République de Türkiye, Recep Tayyip Erdoğan, a rencontré le Premier ministre du Sénégal, Ousmane Sonko, le 7 août 2025 au Complexe présidentiel à Ankara. (Source : Agence Anadolu)

de faisabilité et les travaux de conception du port spatial construit en Somalie étaient achevés et que les travaux de construction de la première phase avaient commencé.

Nos relations avec le Soudan, pays ami et frère avec lequel nous partageons des liens historiques ancrés de longue date en Afrique, ont enregistré de réels progrès en 2025. En dépit des conflits persistants depuis 2023 et des contraintes de terrain, la Türkiye s'affirme comme l'une des rares nations à avoir préservé sa présence diplomatique et institutionnelle au Soudan. Notre ambassade à Khartoum continue d'assurer temporairement ses fonctions depuis Port-Soudan.

La visite officielle effectuée dans notre pays par le président du Conseil de souveraineté du Soudan, Abdel Fattah al-Burhan, en avril 2025 à l'occasion de la IVe édition du Forum de la diplomatie d'Antalya, puis en décembre dans le cadre d'une visite de travail, ont constitué une importante occasion d'examiner les relations bilatérales au plus haut niveau.

La TİKA a inauguré son bureau de Port-Soudan en janvier 2025, tandis que la banque *Ziraat Katılım* (ZKB) y a ouvert sa succursale en juillet 2025. De son côté, *Turkish Airlines* a initié ses liaisons aériennes Istanbul - Port-Soudan en septembre, devenant ainsi un vecteur majeur reliant le Soudan et les Soudanais au reste du monde. Les actions de notre ambassade et de nos autres institutions constituent une illustration concrète de notre coopération et de notre solidarité avec le Soudan.

La Türkiye soutient tous les efforts diplomatiques visant à mettre fin aux conflits qui ont provoqué une grave crise humanitaire et des destructions au Soudan. Notre pays n'est pas non plus resté indifférent à la crise humanitaire qui se poursuit au Soudan et a continué, en 2025, à acheminer vers le pays des fournitures humanitaires et des produits de première nécessité, grâce à la contribution des ONG turques et à la coopération avec des partenaires locaux et internationaux. Dans ce cadre, au total, huit navires ont acheminé vers le Soudan 10 000 tonnes de matériel humanitaire et 30 000 tentes entre l'été 2024 et la fin de l'année 2025.

Le 2 septembre 2025, un entretien officiel s'est tenu avec le Soudan du Sud au niveau des vice-ministres des Affaires étrangères. Le vice-ministre de l'époque, M. Nuh Yılmaz, a rencontré le vice-ministre sud-soudanais des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, l'ambassadeur Akuei Boba Malwal Madut, afin d'examiner nos relations bilatérales et les questions régionales.

Caractérisées par un excellent niveau et progressant sur une trajectoire positive dans tous les domaines, nos relations avec Djibouti ont enregistré un élan

remarquable à la faveur des contacts menés en 2025. Notre Ministre des Affaires Étrangères a conduit des entretiens bilatéraux avec le ministre djiboutien des Affaires étrangères, Mahamoud Ali Youssouf, en marge de la 50e Réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de la Coopération Islamique organisée le 22 juin 2025 à Istanbul, ainsi qu'au cours de la 21e Réunion extraordinaire du Conseil des ministres de l'OCI dédiée à la Palestine tenue le 25 août 2025 à Djeddah.

De surcroît, dans le cadre de la 4e réunion du cycle des consultations politiques Türkiye-Djibouti organisée le 4 septembre 2025 à Ankara sous l'accueil de notre Ministère, le secrétaire général du ministère djiboutien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, M. Mohamed Ali Hassan, s'est entretenu avec le vice-ministre des Affaires étrangères de l'époque, M. Nuh Yılmaz.

Avec l'Érythrée, avec laquelle la Türkiye entretient des relations historiques et culturelles communes remontant à la période ottomane, des consultations politiques se sont tenues les 1er et 2 décembre 2025 au niveau des directeurs généraux. Les échanges ont porté tant sur les relations bilatérales que sur les évolutions régionales.

Nos contacts avec l'Ouganda, acteur majeur de la Corne de l'Afrique, ont continué à se développer en 2025 à travers des visites de haut niveau. Le ministre des Affaires étrangères de la République d'Ouganda, M. Jeje Abubakhar Odongo, a pris part à la *IVe édition du Forum diplomatique d'Antalya*, tenue du 11 au 13 avril 2025, au cours de laquelle il a prononcé une intervention sur le thème de la « Connectivité du continent africain ».

Comptant parmi nos partenaires marchands clés dans la région, le Kenya a maintenu ses contacts économiques avec la Türkiye en 2025. Le vice-ministre kenyan du Commerce chargé des Investissements, M. Abubakar Hassan, a participé aux sessions du TABEF, y précisant la volonté de son pays de capitaliser sur le savoir-faire et la puissance de la Türkiye dans le secteur textile.

Les 21 et 22 octobre 2025, Président du Groupe interparlementaire d'amitié Kenya-Türkiye, M. Adan Keynan, a effectué une visite de travail dans notre pays, menant des entretiens avec le député d'Uşak, M. İsmail Güneş, ainsi qu'avec le vice-ministre de l'époque, M. Nuh Yılmaz.

Enfin, des contacts ont été menés en 2025 avec les Seychelles afin d'explorer de nouveaux domaines de coopération et de finaliser les accords destinés à établir le cadre juridique permettant à nos relations bilatérales d'atteindre leur plein potentiel.

4. Les évolutions en Afrique de l'Ouest

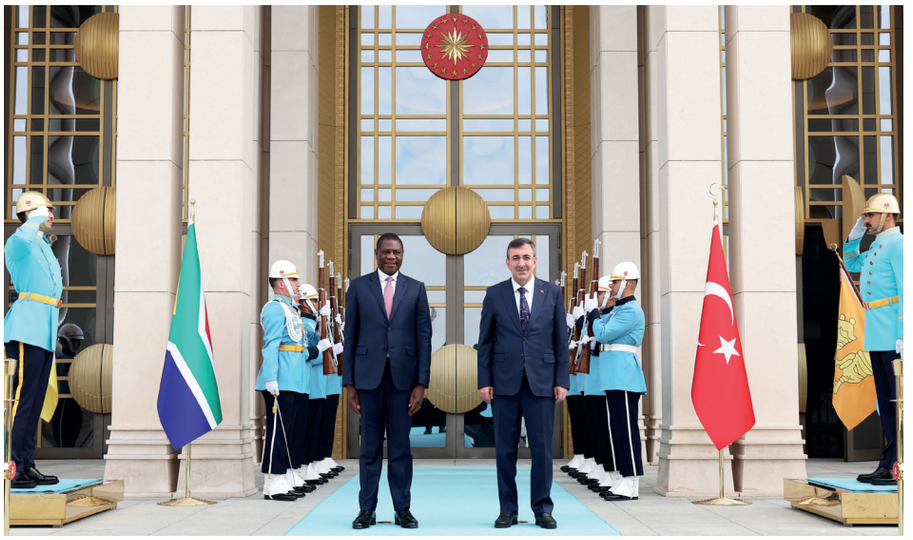
En Afrique de l'Ouest, de nombreux défis liés au terrorisme, mais également au changement climatique, à l'insécurité alimentaire et aux enjeux socio-économiques, demeurent pleinement d'actualité. En 2025, la région du Sahel est demeurée la zone enregistrant le plus haut taux de mortalité liée au terrorisme à l'échelle mondiale, en raison de la recrudescence des activités des organisations terroristes internationales et des groupes armés affiliés. Le terrorisme et l'extrémisme violent, au-delà des pays du Sahel, menacent désormais également les pays du golfe de Guinée.

Face à ces défis, la Türkiye continue d'être perçue comme un partenaire fiable par les pays de la région grâce à son approche sincère. Dans ce cadre, au-delà de la seule lutte antiterroriste, notre pays œuvre à éliminer les causes profondes du terrorisme, en fournissant aux États de la région un soutien global dans les domaines de la sécurité et du développement socio-économique. Le renforcement des capacités des pays de la région et leur développement durable sont considérés comme des priorités fondamentales.

L'influence croissante du panafricanisme dans la région, illustrée par des mesures concrètes telles que la création d'une force conjointe multinationale et l'amorce des travaux dédiés à l'institution d'une monnaie unique au sein de la Confédération des États du Sahel (fondée par le Burkina Faso, le Mali et le Niger), illustre une transformation stratégique dont les répercussions au sein de cette vaste région géographique doivent être suivies avec attention. La Türkiye suit de près ces évolutions et, forte de ses liens historiques, s'attache à contribuer à la paix, à la sécurité, à la souveraineté et au développement grâce à une approche globale, fondée sur le principe d'un partenariat d'égal à égal, répondant aux besoins des populations et des États de la région et appréhendant conjointement le développement et la sécurité.

Dans le cadre de sa position de principe, la Türkiye a constamment souligné, dans toutes les enceintes, que les interventions militaires susceptibles de conduire la région à l'instabilité ainsi que les tentatives visant à isoler ces pays de la communauté internationale au moyen de sanctions seraient contre-productives, et a poursuivi ses relations bilatérales avec les pays du Sahel sur la base du principe de la continuité des relations interétatiques.

Au cours de l'année 2025, de nombreuses initiatives ont été mises en œuvre avec les pays africains dans des divers domaines, principalement la politique, le commerce, les investissements, l'agriculture, l'énergie, la sécurité et la coopération militaire, à travers des projets de développement axés sur la santé et l'éducation.



Le vice-président de la République de Türkiye, Cevdet Yilmaz, a accueilli le vice-président de la République d'Afrique du Sud, Paul Mashatile, lors d'une cérémonie officielle au Complexe présidentiel. (Source : Agence Anadolu)

Les visites officielles et de travail réciproques effectuées en 2025 ont contribué au développement des relations bilatérales avec les pays africains dans de nombreux domaines. Lors des rencontres tenues dans le cadre de contacts officiels de haut niveau, de réunions des Commissions économiques mixtes et de consultations politiques, les relations bilatérales ont été examinées dans toutes leurs dimensions; de nouvelles possibilités de coopération ont été étudiées et des échanges de vues ont eu lieu sur les questions régionales d'actualité. Les accords signés à l'occasion des visites de haut niveau ont par ailleurs renforcé le cadre conventionnel des relations avec les pays africains.

Convaincue que la lutte contre le terrorisme et le développement ne peuvent produire des résultats durables que dans le cadre d'efforts fondés sur le renforcement des capacités et menés selon une approche intégrée, notre pays attache une importance particulière à soutenir les pays africains à travers une démarche globale couvrant aussi bien les questions de sécurité que le développement économique et social. Ainsi, par le biais de nos initiatives menés en 2025 et grâce à notre politique étrangère répondant aux priorités des populations et des États de la région sur la base d'un partenariat d'égal à égal, notre pays a contribué activement à la paix, à la sécurité, à la stabilité et au développement en Afrique.

Le président de la République du Gabon, M. Brice Clotaire Oligui Nguema, a effectué une visite officielle dans notre pays du 29 juillet au 2 août 2025 ; huit accords ont été signés à cette occasion dans le domaine militaire, de la formation professionnelle, de l'énergie, des mines, des hydrocarbures et du protocole. De surcroît, notre Président de la République a pris part aux côtés de son homologue au Forum d'affaires et d'investissement Türkiye-Gabon organisé en marge de cette visite.

Notre Président de la République s'est entretenu avec le Président de la Sierra Leone en marge du *IVe Forum de la diplomatie d'Antalya*.

Le Premier ministre de la République du Congo, Anatole Collinet Makosso, s'est rendu en visite officielle dans notre pays du 2 au 5 août 2025, a été reçu le 4 août par notre vice-président de la République, M. Cevdet Yılmaz.

Le Premier ministre du Sénégal, M. Ousmane Sonko, a été reçu le 7 août par notre Président de la République à l'occasion de sa visite du 6 au 11 août 2025. Des conventions ont été signés à cet occasion dans les domaines militaire, culture et éducatif, parallèlement à la tenue du Forum d'affaires Türkiye-Sénégal.

Grâce aux contacts et visites de haut niveau, les entreprises turques ont été appelées à jouer un rôle actif dans les projets d'infrastructure des pays de l'Afrique centrale et de l'Ouest sur la base du principe « gagnant-gagnant », en particulier dans les secteurs de l'énergie et du BTP. Lors de nos échanges, la centralité de la situation sécuritaire au Sahel pour la stabilité de l'intégralité du continent africain a été soulignée à chaque occasion l'accent étant mis sur l'importance du développement à long terme et du renforcement des capacités pour la sécurité et la stabilité des pays du Sahel.

En 2025, des réunions des *Commissions économiques mixtes* ont été tenues avec le Tchad (22-23 janvier), le Cameroun (8-9 mai) et la Mauritanie (20-22 mai), permettant d'examiner les relations bilatérales dans un large éventail de domaines et d'élaborer des feuilles de route.

En 2025, des consultations politiques bilatérales ont été organisées avec le Mali (10 février), le Togo (13 mars), la Gambie (22 avril), le Bénin (19 juin) et la Guinée équatoriale (23-24 octobre). De surcroît, notre Ministère a organisé en 2025 des réunions de consultations consacrées aux évolutions au Sahel, menées avec l'Azerbaïdjan (22 janvier), l'Hongrie (18 septembre), la France (10 octobre) et l'Allemagne (6 novembre).

5. Nos relations avec les pays d'Afrique du Nord

Entre notre pays et l'Égypte, deux visites officielles ont eu lieu en 2025 au niveau ministériel des Affaires étrangères. Dans le cadre de sa visite à El-Alamein du 8 au 10 août 2025, notre Ministre des Affaires étrangères a été reçu par le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, et s'est entretenu avec son homologue égyptien, Badr Abdelatty, ainsi qu'avec le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit. Afin d'examiner les préparatifs de la deuxième réunion du *Conseil de coopération stratégique de haut niveau (CCSHN/YDSK)*, coprésidé par



Une réception consacrée à l'Afrique a été organisée à l'issue du IIIe Forum diplomatique d'Antalya (ADF). (Source : Agence Anadolu)

notre Président de la République et son homologue égyptien Sissi, la première réunion du Groupe de planification conjointe (OPG) s'est tenue le 12 novembre 2025 à Ankara, sous la coprésidence de notre Ministre des Affaires étrangères et de son homologue égyptien Abdelatty.

À la suite du relèvement de nos relations avec l'Algérie au niveau stratégique, et dans le cadre des préparatifs de la première réunion du *CCSHN/YDSK*, la troisième session de l'OPG s'est tenue les 20 et 21 avril 2025 en Algérie, sous la coprésidence de notre Ministre des Affaires étrangères et de son homologue algérien, Ahmed Attaf.

Nos relations avec le Maroc et la Tunisie ont enregistré de réels progrès tout au long de l'année 2025. Le Maroc s'est hissé en 2025 au rang de deuxième partenaire commercial de la Türkiye en Afrique du Nord.

Les efforts visant à renforcer davantage nos relations bilatérales avec la Libye dans tous les domaines se sont poursuivis en 2025, parallèlement à la poursuite des contacts et des visites réciproques. Notre Président de la République a reçu le Premier ministre du gouvernement libyen d'unité nationale (MBH), Abdel Hamid Dbeibah, en janvier 2025 à Ankara, puis en avril à Antalya en marge



Mme Emine Erdoğan, Première dame de Türkiye, a rencontré la Reine Mère d'Eswatini, Ntfombi Tfwala, mère du roi Mswati III d'Eswatini, le 23 mai 2025 à Istanbul. (Source : Agence Anadolu)

du *IVe Forum de la diplomatie d'Antalya*, et enfin en août à Istanbul à l'occasion du *Sommet de coopération Türkiye - Italie - Libye*. Par ailleurs, notre ministre du Commerce, M. Ömer Bolat, a effectué une visite à Tripoli en avril ; le mécanisme du Groupe de travail conjoint institué lors de cette visite afin de résoudre les difficultés de nos entreprises en Libye a tenu sa deuxième session en septembre à Ankara, sous la coprésidence du ministre libyen des Transports, M. Mohamed al-Chahoubi. Lors de la visite de M. al-Chahoubi et du ministre libyen de l'Économie et du Commerce, M. Mohamed al-Hawej, faite en marge du Ve Forum économique et d'affaires Türkiye-Afrique, une déclaration commune scellant l'établissement d'une Commission économique et commerciale mixte entre nos deux pays a été signée. Le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Ali Yerlikaya, a également effectué une visite en Libye en novembre.

6. Nos relations avec les pays d'Afrique australe

Le président de la République du Rwanda, Paul Kagame, accompagné de son épouse, a effectué une visite officielle dans notre pays du 23 au 25 janvier 2025 à l'invitation de notre Président de la République. Cette visite a constitué la première visite officielle au niveau de chef d'État réalisée par le Rwanda dans notre pays. À cette occasion, quatre mémorandums d'entente dédiés à la coopération dans les secteurs de l'aviation civile, des médias et de la communication, de l'industrie de la défense, et de la radio-télévision ont été signés entre notre pays et le Rwanda.

La IVe édition du Forum de la diplomatie d'Antalya, organisée du 11 au 13 avril 2025, a enregistré la participation de l'Angola, du Botswana, du Mozambique, du Rwanda, de la Tanzanie et de la Zambie au niveau des ministres des Affaires étrangères, du Malawi et de la République d'Afrique du Sud au niveau des vice-ministres des Affaires étrangères, ainsi que de l'Eswatini au niveau du secrétaire politique du ministère des Affaires étrangères.

Concernant les organisations régionales et internationales africaines, le forum a réuni le secrétaire général de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf/*AfCFTA*), le secrétaire exécutif de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), le président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO/*ECOWAS*) et le secrétaire exécutif adjoint de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL/ *ICGLR*).

Dans le cadre du Forum, le panel intitulé « *Connecter l'Afrique : Les perspectives de l'intégration continentale* » a été organisé le dimanche 13 avril, précédé le mardi 12 avril par une table ronde dédiée à la thématique « *Le rôle croissant de l'Afrique au sein de la politique mondiale [Rising Role of Africa in World Politics]*».

En parallèle, une réception officielle réunissant les ministres et les hauts délégués africains a été organisée à l'invitation de notre ministre des Affaires Étrangères.

La reine-mère d'Eswatini, Ntfombi Tfwala, accompagnée de sa délégation, a effectué une visite privée à Istanbul du 22 au 28 mai 2025, et s'est entretenue le 23 mai avec Mme Emine Erdoğan, épouse de notre Président de la République.

La réunion de la Commission mixte économique entre notre pays et l'Angola s'est tenue les 1er et 2 juillet 2025 à Ankara.

La Déclaration portant création du Comité mixte économique et commercial (JETCO) entre notre ministère du Commerce et le ministère de l'Industrie et du Commerce de la Tanzanie a été signée le 23 juillet 2025 par notre ministre du Commerce, le Professeur Ömer Bolat, et le ministre tanzanien de l'Industrie et du Commerce, M. Selemani Saidi Jafo.

Avec l'Afrique du Sud (GAC), la 8e session des Consultations politiques s'est tenue au niveau des directeurs généraux le 4 août 2025 à Pretoria.

Dans le cadre des démarches menées par le Royaume du Lesotho en vue d'ouvrir une ambassade dans notre pays, une réunion de travail a eu lieu avec la délégation du Lesotho le 8 août 2025.

Le ministre des Affaires internationales du Botswana, M. Phenyo Butale, a effectué une visite officielle dans notre pays du 12 au 14 août 2025 à l'invitation de notre Ministre des Affaires étrangères. À cette occasion, un « Accord d'exemption de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, officiels, de service et spéciaux » ainsi qu'un « Mémorandum d'entente relatif aux consultations politiques » ont été signés entre notre pays et le Botswana.

Avec le Rwanda, la première session des Consultations politiques s'est tenue au niveau de directeurs généraux le 11 septembre 2025 à Kigali.

Entre notre pays et l'Afrique du Sud, la première réunion de la Commission bilatérale nationale (*İkili Ulusal Komisyon*- İUK) — équivalent du Conseil de coopération stratégique de haut niveau — s'est tenue au niveau de vice-président de la République le 15 octobre 2025 à Ankara. Le vice-président sud-africain, M. Paulus Shipokosa Mashatile, en visite dans notre pays à cette occasion, a été reçu le 15 octobre 2025 par notre Président de la République, après avoir mené un entretien en tête-à-tête avec notre vice-président, M. Cevdet Yılmaz.

Au terme de la réunion de l'İUK, les instruments juridiques suivants ont été signés : la « Déclaration portant création d'une Comité mixte de l'économie et du commerce entre le ministère du Commerce de la République de Türkiye et le ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence de la République d'Afrique du Sud », le « Mémorandum d'entente de coopération dans le domaine des zones franches entre le ministère du Commerce de la République de Türkiye et le ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence de la République d'Afrique du Sud », le « Mémorandum d'entente de coopération dans le domaine du sport entre le ministère de la Jeunesse et des Sports de la République de Türkiye et le ministère du Sport, des Arts et de la Culture de la République d'Afrique du Sud », ainsi que le « Mémorandum d'entente de coopération au titre de l'enseignement supérieur », une conférence de presse conjointe clôturant la cérémonie. Une Déclaration commune relative au développement de la coopération bilatérale a également été adoptée au cours de l'İUK.

La préparation de cette première session de l'İUK a fait l'objet d'une étroite coordination et de consultations avec nos ministères et institutions partenaires ; notre Ministère, qui assume le secrétariat de l'İUK, a organisé quatre réunions préparatoires virtuelles les 12, 25 et 30 septembre 2025 (deux réunions pour la seule journée du 30 septembre), complétées le 13 octobre 2025 par la tenue de la Réunion des hauts fonctionnaires au sein de nos locaux. Deux séances de travail ont également été organisées avec les hauts responsables de l'ambassade de l'Afrique du Sud à Ankara dans le cadre de ces préparatifs.

Une délégation conduite par le directeur général des stratégies mondiales et de la géopolitique du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération est-africaine de la Tanzanie, M. Thobias Makoba, a effectué une visite d'études dans notre pays du 19 au 23 octobre 2025.

Avec le Burundi, la première session des Consultations politiques s'est tenue au niveau de directeurs généraux le 22 octobre 2025 à Bujumbura.

Au cours de l'année, des réunions de travail consacrées à la coopération dans le domaine de l'industrie de défense ont été organisées avec le Rwanda, la République démocratique du Congo et le Mozambique. Tenu à Maputo les 19 et 20 novembre 2025, le Forum de coopération de l'industrie de la défense a constitué la première réunion bilatérale tenue avec le Mozambique dans ce domaine.

Le mémorandum d'entente portant création d'une Commission conjointe de coopération bilatérale (İİOK) entre notre ministère des Affaires étrangères et de la Coopération est-africaine de la Tanzanie a été signé par notre Ministre le 22 décembre 2025.

Accords entrés en vigueur ou dont la date d'entrée en vigueur a été fixée :

- Le « *Mémorandum d'entente entre le Gouvernement de la République de Türkiye et le Gouvernement de la République de Zambie relatif à la coopération dans le domaine de l'agriculture* » a été approuvé par décret présidentiel en date du 21 mars 2025 et publié au *Journal officiel* du 22 mars 2025.

- La décision présidentielle constatant l'entrée en vigueur, le 9 mai 2024, de l'*Accord de coopération commerciale et économique (ACCE)* signé avec le Zimbabwe en 2018 a été publiée au *Journal officiel* du 1er juin 2025.

- La date d'entrée en vigueur du « *Mémorandum d'entente entre le Gouvernement de la République de Türkiye et le Gouvernement de la République de Zambie relatif à la coopération dans les domaines de la pêche et de l'élevage* » a été fixée au 11 septembre 2025 par décret présidentiel. Cette décision a été publiée au *Journal officiel* n° 33084 du 21 novembre 2025.

- La date d'entrée en vigueur de l'« *Accord entre le Gouvernement de la République de Türkiye et le Gouvernement de la République de Zambie relatif à la coopération en matière de sécurité* » a été fixée au 11 septembre 2025 par décret présidentiel. Cette décision a été publiée au *Journal officiel* n° 33084 du 21 novembre 2025.

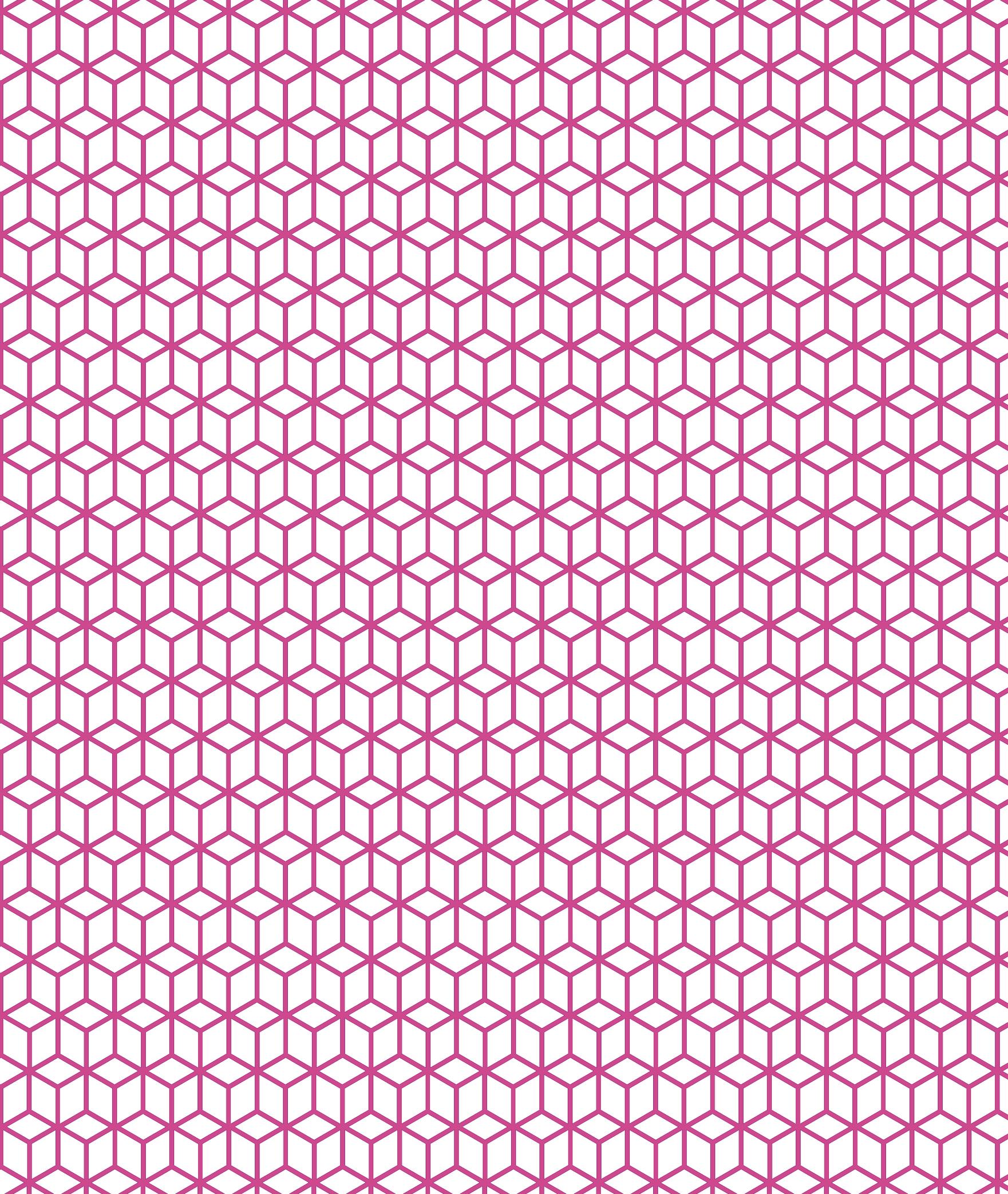
- La date d'entrée en vigueur du « *Protocole de coopération en matière de formation des forces de l'ordre entre le Gouvernement de la République de Türkiye et le Gouvernement de la République de Zambie* » a été fixée au 11 septembre 2025 par décret présidentiel. Cette décision a été publiée au *Journal officiel* n° 33084 du 21 novembre 2025.

7. Conclusion

L'année 2025 a constitué une étape importante dans le partenariat Türkiye-Afrique. Au-delà de l'élargissement quantitatif des relations bilatérales, ce partenariat s'est renforcé sur des bases plus solides et plus durables grâce au développement des mécanismes institutionnels, à l'intensification des contacts politiques de haut niveau et à l'élargissement des domaines de coopération multisectorielle. Le renforcement du dialogue institutionnel avec l'Union africaine (UA), l'intensité des contacts diplomatiques menés dans l'ensemble des régions du continent, les consultations politiques, les mécanismes de partenariat économique ainsi que les accords signés ont constitué les manifestations concrètes de l'approche globale et de long terme de la Türkiye à l'égard de l'Afrique. Par ailleurs, les projets mis en œuvre dans les domaines de l'énergie, des transports, de la défense, du commerce, de l'agriculture, de l'éducation, de la santé et du renforcement des capacités ont montré que ce partenariat revêtait une dimension toujours plus globale et stratégique.

Dans un contexte international marqué par l'intensification des rivalités géopolitiques et par des défis sécuritaires, énergétiques, alimentaires et climatiques affectant directement le continent africain, la Türkiye a poursuivi une approche de coopération fondée sur les priorités des pays africains, le respect de leur souveraineté, le bénéfice mutuel et le développement partagé.

Les actions menées, allant des initiatives de médiation à l'aide humanitaire, des projets de développement aux partenariats économiques, ont contribué à consolider davantage la position de la Türkiye en tant que partenaire fiable et constructif en Afrique. Au cours de la période à venir, il est envisagé de porter le partenariat Türkiye-Afrique à un niveau supérieur grâce au renforcement des mécanismes de coopération institutionnelle, à la diversification des relations économiques et au lancement de nouvelles initiatives contribuant à la prospérité et à la stabilité communes.



Les activités du ministère de la Défense nationale de la Türkiye en Afrique en 2025

3

Ministère de la Défense Nationale de la République de Türkiye

1. Introduction

Le Ministère de la Défense nationale de la République de Türkiye, qui poursuit avec détermination sa lutte contre toute menace ou tout danger susceptible de viser notre pays et qui constitue, en tant que force de dissuasion nationale, une garantie de notre indépendance, de l'intégrité territoriale de notre patrie ainsi que de notre unité et de notre cohésion nationales, contribue à la paix régionale et mondiale en déployant près de *70 000 personnels* dans plus de 20 missions différentes.

Œuvrant au renforcement de la paix et de la sécurité régionales ainsi qu'au développement des relations militaires avec les pays amis et frères, le ministère de la Défense nationale demeure aux côtés de ses partenaires et alliés, de la Syrie à la Libye et de la Méditerranée orientale au Caucase, en apportant sa contribution aux efforts de résolution des crises et de consolidation de la stabilité.

Notre objectif principal consiste à partager avec les pays du continent africain, avec lesquels nous entretenons des liens historiques et culturels profonds, notre expérience, notre savoir-faire ainsi que nos capacités et nos ressources, conformément au principe « *des solutions africaines aux pro-*



Le président de la République de Türkiye, Recep Tayyip Erdoğan, a participé au 17e Salon international de l'industrie de défense (IDEF 2025), organisé le 22 juillet 2025 à Istanbul. (Source : Agence Anadolu)

blèmes africains ». Dans ce cadre, les relations que nous développons avec les pays africains sur la base d'un partenariat d'égal à égal et d'un bénéfice mutuel contribuent au renforcement de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Afrique et dans notre région.

2. Les activités menées en 2025

En 2025, le ministère de la Défense nationale a axé ses efforts sur le renforcement des capacités des forces armées nationales de ses partenaires sécuritaires sur le continent, l'accroissement de leurs capacités de lutte contre le terrorisme ainsi que la professionnalisation de leurs institutions. La politique de sécurité de la Türkiye en Afrique repose sur les principes de la formation militaire, du partage d'expérience doctrinale et du renforcement des capacités opérationnelles des forces armées des pays partenaires.

2.1. La coopération dans le domaine de l'industrie de la défense

Le Salon de l'industrie de défense IDEF'25, organisé à la fin du mois de juillet 2025, a été marqué par une forte participation des pays africains. En



Un protocole portant modification de l'accord relatif à la coopération financière militaire entre la Türkiye et la Gambie a été signé lors de l'IDEF 2025. (Source : Agence Anadolu)



Dans le cadre de l'IDEF 2025, un « Accord-cadre militaire » a été signé entre la Türkiye et la Mauritanie. (Source : Agence Anadolu)

marge du salon, M. Yaşar GÜLER, ministre de la Défense nationale, a tenu des entretiens bilatéraux avec les ministres de la Défense de 15 pays africains. Il a été observé que nos amis africains manifestent un vif intérêt pour les systèmes souverains et nationaux produits par nos firmes de l'industrie de la défense.

Dans le cadre de nos objectifs visant à renforcer la coopération en matière de défense, des attachés de défense ont été nommés en 2025 auprès de nos ambassades au Tchad, en Mauritanie et en Sierra Leone. Ainsi, le nombre d'attachés de défense en poste sur le continent africain a été multiplié par dix depuis 2003, atteignant 31. Par ailleurs, nos attachés de défense sont également accrédités auprès de 19 autres pays. Cette évolution nous permet d'obtenir plus rapidement des informations actualisées sur les questions militaires et sécuritaires relatives aux pays africains avec lesquels nos relations militaires se développent constamment, tout en établissant des canaux de dialogue direct avec nos partenaires sur le continent.

2.2. Les accords-cadres militaires et les formations militaires

Afin d'établir le cadre juridique de nos relations avec les pays africains, la Türkiye a signé à ce jour des accords-cadres militaires avec 36 pays du continent et des accords de coopération et de formation militaires avec 23 pays. L'intérêt croissant manifesté par les personnels militaires africains pour les cours et programmes organisés dans nos centres de formation et nos infrastructures ne cesse également de croître d'année en année. Dans ce cadre, entre septembre 2024 et septembre 2025, un total de 1 886 personnels militaires africains invités ont participé aux cours et formations organisés en Türkiye. Grâce aux formations dispensées par nos personnels expérimentés, les capacités et le savoir-faire de notre pays sont présentés directement sur le terrain, contribuant ainsi au développement des relations militaires et à l'élargissement des domaines de coopération. L'approche de la « formation des formateurs » a permis de créer un réseau durable de ressources humaines dans les relations militaires entre la Türkiye et l'Afrique.

Par ailleurs, avec le soutien de la Fondation Maarif de Türkiye et de l'Institut Yunus Emre, des *formations en langue turque dispensées sur place* sont proposées dans 12 pays africains au profit des personnels militaires appelés à participer aux formations et programmes organisés en Türkiye. À ce jour, 1 342 personnels ont bénéficié de ces programmes, permettant de réduire leur période d'adaptation dans notre pays et d'accroître l'efficacité des formations suivies en Türkiye.

Les résultats positifs du soutien apporté par la Türkiye en matière de formation et de conseil afin de renforcer les capacités des Forces armées somaliennes commencent à se manifester. Par ailleurs, à travers le Commandement du Groupe de mission en Libye, le processus de transition des Forces

armées libyennes vers une structure d'armée régulière continue d'être soutenu. Les Forces armées turques visent également à répondre aux demandes de soutien formulées par les pays du Sahel dans les domaines de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme, conformément au droit international et aux accords bilatéraux en vigueur, à l'instar de leur engagement dans les autres régions du continent. Les activités de coopération militaire avec les pays du Sahel, notamment le Niger, le Mali et le Burkina Faso, se poursuivent dans le cadre des accords existants, en mettant l'accent sur la formation militaire et le renforcement des capacités nécessaires à l'amélioration de leur efficacité dans la lutte contre le terrorisme.

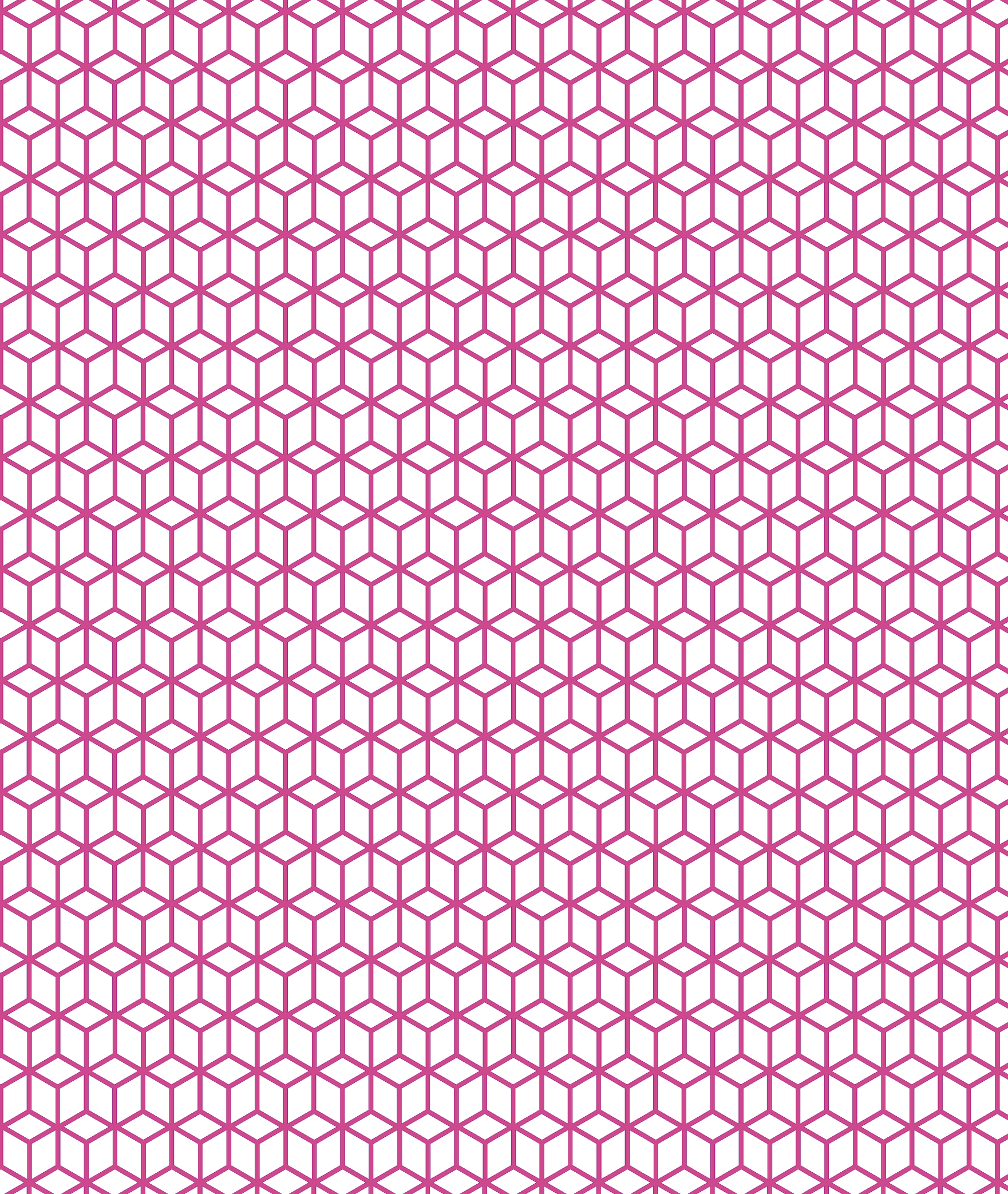
2.3. Le principe de la sécurité humanitaire dans les relations militaires

Un autre trait distinctif de la vision africaine du ministère de la Défense nationale réside dans la conduite des activités militaires selon une approche intégrant le principe de la « sécurité humaine ». Dans ce cadre, la diplomatie de la santé militaire constitue l'un des principaux vecteurs du *soft power* de notre pays sur le continent. Conformément aux *Protocoles de coopération et de formation dans le domaine de la santé militaire* signés avec les pays partenaires, des médecins militaires turcs dispensent, dans différentes régions du continent, des formations en premiers secours et en pratiques médicales au personnel sanitaire des forces armées des pays amis et alliés.

Les actions d'aide humanitaire menées dans les domaines de l'éducation, de la nutrition et du soutien à la cohésion sociale témoignent également de la contribution du ministère de la Défense nationale à la stabilité régionale ainsi que de sa capacité à répondre rapidement aux situations de crise humanitaire.

3. Conclusion

En conclusion, les Forces armées turques, qui assument des responsabilités majeures dans une vaste zone géographique en tant qu'expression de notre responsabilité historique et de notre vision stratégique héritées d'un riche patrimoine commun, continuent d'apporter une contribution significative à la sécurité, à la paix et à la stabilité en Afrique.



Les activités du ministère du Commerce de la Türkiye à l'égard de l'Afrique en 2025

4

Direction générale des accords internationaux et de l'Union européenne

1. Introduction

Le développement des relations commerciales et économiques avec le continent africain constitue un objectif majeur de la politique de commerce extérieur de notre pays. Dans cette perspective, notre ministère a élaboré, dès 2003, la « Stratégie pour le développement des relations commerciales et économiques avec l'Afrique », afin de renforcer notre coopération commerciale et économique avec le continent et d'établir de nouveaux partenariats fondés sur le principe du gagnant-gagnant.

Conformément à cette stratégie, des mesures globales sont continuellement mises en œuvre afin de consolider et d'approfondir nos relations avec l'Afrique. Dans ce cadre, des contacts bilatéraux et multilatéraux sont régulièrement entretenus avec les pays africains et, grâce aux Forums économiques et commerciaux Türkiye-Afrique, organisés depuis 2016, des relations étroites ont été instaurées avec la région.

Dans ce contexte, les activités menées par notre ministère en 2025 ont notamment été marquées par les contacts officiels conduits par notre Ministre du Commerce et les Vice-Présidents du Commerce, par la tenue de réunions de Commissions mixtes économiques, ainsi que par l'organisation du Ve Forum économique et d'affaires Türkiye-Afrique (TABEF) et par la mise à jour de la « Stratégie pour le développement des relations commerciales et économiques avec l'Afrique ».



Le Forum économique et commercial Türkiye-Afrique s'est tenu les 16 et 17 octobre 2025 à Istanbul, avec la participation du président de la République de Türkiye, Recep Tayyip Erdoğan. (Source : Agence Anadolu)

2. Nos relations commerciales avec les pays africains

Depuis la mise en œuvre, en 2003, de la « Stratégie de développement des relations commerciales et économiques avec l'Afrique », le commerce avec le continent africain a enregistré une croissance manifeste. Le volume commercial de la Türkiye avec l'Afrique, qui s'élevait à 5,4 milliards de dollars américains en 2003, a atteint environ 40 milliards de dollars américains à l'horizon 2025. Sur la même période, nos exportations vers le continent sont passées de 2,1 milliards de dollars américains à environ 24 milliards de dollars américains, tandis que nos importations ont progressé de 3,3 milliards de dollars américains à environ 16 milliards de dollars américains.

En 2025, les exportations réalisées vers le continent se sont élevées à environ 16 milliards de dollars américains à destination des pays d'Afrique du Nord et à 8 milliards de dollars américains à destination des pays d'Afrique subsaharienne. Au cours de la même période, nos importations en provenance du continent ont atteint environ 10 milliards de dollars américains pour les pays d'Afrique du Nord et 6 milliards de dollars américains pour les pays d'Afrique subsaharienne.

Au-delà des échanges commerciaux, les activités d'investissement et de construction à l'étranger occupent également une place importante dans notre

coopération économique avec l'Afrique. La valeur de marché des investissements réalisés par les investisseurs turcs dans les pays africains a atteint 15 milliards de dollars américains. À ce jour, les entreprises turques de construction ont réalisé 2 085 projets sur le continent, représentant une valeur contractuelle cumulée d'environ 99,4 milliards de dollars américains. Ce montant correspond à 17,8 % de la valeur totale des projets entrepris par les entreprises turques à l'échelle mondiale.

Parmi les « Pays cibles à l'exportation pour 2025 », 14 pays africains ont été retenus. Par ailleurs, deux pays africains figurent dans le cadre de la « Stratégie relative aux pays lointains », tandis que huit pays africains sont inclus dans la « Stratégie de développement des exportations avec les États membres de l'Organisation de la coopération islamique ».

En 2025, 184 foires commerciales organisées en Afrique ont été intégrées au dispositif de soutien aux participations individuelles, tandis que 33 foires à participation nationale destinées aux marchés africains ont été inscrites au programme de promotion commerciale.

3. Les contacts avec les pays africains

Tout au long de l'année 2025, des échanges bilatéraux se sont poursuivis avec les pays d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne. Les relations avec la Libye, le Maroc et l'Algérie se sont notamment distinguées par des rencontres de haut niveau, complétées par des forums et des tables rondes destinés à renforcer les échanges entre les communautés d'affaires.

À l'occasion des visites officielles en Türkiye du Président rwandais Paul Kagame, du Président gabonais Brice Clotaire Oligui Nguema, du Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko et du Premier ministre de la République du Congo, Anatole Collinet Makosso, notre Ministre du Commerce a tenu des entretiens bilatéraux avec ses homologues respectifs et a participé aux différents forums organisés dans ce cadre.

Par ailleurs, notre Ministre du Commerce a poursuivi ses contacts bilatéraux à l'occasion de plusieurs manifestations internationales, notamment le 13e Forum mondial de coopération intersectorielle (WCI), la 41e Réunion ministérielle du Comité permanent pour la coopération économique et commerciale de l'Organisation de la coopération islamique (COMCEC), le 11e Sommet mondial du Halal ainsi que le Halal Expo 2025.

4. Les mécanismes de Commission mixte économique (KEK) et de Comité mixte économique et commercial (JETCO)

Dans le cadre du volet consacré au « renforcement du cadre juridique », qui constitue l'un des piliers de la Stratégie de développement des relations commerciales et économiques avec l'Afrique adoptée en 2003, des Accords de coopération commerciale, économique et technique (ACCET) ont été conclus avec les pays africains, permettant ainsi la mise en place des mécanismes de Commissions mixtes économiques (KEK – *Karma Ekonomik Komisyon*).

En 2025, des réunions de Commissions mixtes économiques (KEK) ont été organisées avec cinq pays africains. À cette occasion, les possibilités de coopération dans de nombreux secteurs, notamment le commerce, l'investissement, la santé, l'éducation, l'énergie, l'agriculture et le tourisme, ont été examinées. Parallèlem ent, des contacts de haut niveau ont été établis et des tables rondes ont été organisées afin de réunir les milieux d'affaires des deux pays et de renforcer les échanges entre les secteurs privés.

Tableau 1 : Pays avec lesquels une réunion de KEK a été organisée en 2025.

Réunions de Commission mixte économique	Date et Lieu
IIe session de la Commission mixte économique Türkiye-Tchad	22-23 janvier 2025 / Ndjamena
IIIe session de la Commission mixte économique Türkiye-Cameroun	5-7 mai 2025 / Yaoundé
Ière session de la Commission mixte économique Türkiye-République islamique de Mauritanie	21-22 mai 2025 / Nouakchott
IIIe session de la Commission mixte économique Türkiye-Angola	1er-2 juillet 2025 / Ankara
IXe session de la Commission mixte économique Türkiye-Éthiopie	19-20 novembre 2025 / Addis-Abeba

Par ailleurs, le mécanisme de Comité mixte économique et commercial (JETCO), qui constitue un instrument dédié exclusivement au suivi des relations commerciales et économiques bilatérales et qui met principalement l'accent sur les domaines du commerce et de l'investissement, a été institué en 2025 avec trois pays d'Afrique.

Tableau 2 : Pays avec lesquels le mécanisme du JETCO a été établi en 2025.

Pays signataires de la Déclaration commune	Date d'établissement du JETCO
République unie de Tanzanie	23 juillet 2025
République d'Afrique du Sud	15 octobre 2025 / Ankara
État de Libye	16 octobre 2025 / Istanbul



Le ministre du Commerce, Ömer Bolat, a pris la parole lors de la séance d'ouverture du Forum économique et commercial Türkiye-Afrique, organisé le 16 octobre 2025 à Istanbul. (Source : Agence Anadolu)

5. Le Ve Forum économique et d'affaires Türkiye-Afrique (TABEF)

À l'issue du IIe Sommet du Partenariat Türkiye-Afrique, tenu à Malabo du 19 au 21 novembre 2014, il a été décidé d'organiser des Forums économiques et d'affaires Türkiye-Afrique, avec une forte participation des secteurs public et privé, afin d'insuffler une nouvelle dynamique aux relations commerciales et économiques avec les pays africains. Conformément à cette décision, ces forums sont organisés à Istanbul tous les deux ans depuis 2016.

Dans ce cadre, le Ve Forum économique et d'affaires Türkiye-Afrique (TABEF) s'est tenu à Istanbul les 16 et 17 octobre 2025, sous le haut patronage de notre Président de la République, Recep Tayyip Erdoğan, sur le thème « Naviguer dans un contexte d'incertitude économique mondiale : renforcer le partenariat Türkiye-Afrique ». Le Forum a été organisé conjointement par notre ministère et la Commission de l'Union africaine, avec le concours du Conseil des relations économiques extérieures (DEİK).

Le Forum s'est ouvert par une session ministérielle, coprésidée par notre ministre du Commerce, le Professeur Ömer Bolat, et la commissaire de la Com-

mission de l'Union africaine chargée du Développement économique, du Commerce, du Tourisme, de l'Industrie et des Mines, Mme Francisca Belobe, à laquelle ont pris part, en qualité d'intervenants, des représentants de haut niveau de près de vingt-quatre pays africains. À cette occasion, il a été souligné que la présidence du G20 serait assurée, pour la première fois en 2025, par un pays africain — la République d'Afrique du Sud —, tandis que la 14e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se tiendrait au Cameroun en 2026, deux évolutions témoignant du rôle croissant de l'Afrique au sein du système commercial multilatéral. Les échanges ont également permis de dresser un état des lieux des relations Türkiye-Afrique et de mettre en avant plusieurs domaines prioritaires de coopération, notamment l'industrie manufacturière, les infrastructures, l'énergie, l'agriculture, la santé et la transformation numérique.

Le Forum a réuni des délégations officielles représentant trente-sept pays africains, dont vingt-huit au niveau de ministre ou de vice-ministre. La République d'Afrique du Sud y était représentée au niveau de vice-président de la République, tandis que quatre organisations régionales africaines ont également participé au niveau de leurs hauts représentants. En outre, près de 4 000 représentants des secteurs privés africain et turc, issus des cinquante-quatre pays africains et de la Türkiye, ont eu l'occasion de tenir des rencontres d'affaires bilatérales dans le cadre du Forum.

Dans le cadre du TABEF, les neuf panels thématiques organisés ont permis d'examiner de manière approfondie les domaines potentiels de coopération et de favoriser le partage des expériences nationales. Dans ce contexte, sont notamment intervenus : lors du panel « *Chaînes de valeur textiles compétitives et coopératives* », le Premier Conseiller et Président du Service commercial de la République arabe d'Égypte, M. Abdel Aziz Alsherif ; lors du panel « *Produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux* », notre Ministre de la Santé, M. Kemal Memişoğlu, ainsi que le Secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur du Royaume du Maroc, M. Omar Hejira ; lors du panel **«** *Centre logistique Türkiye-Afrique* **»**, notre Vice-Ministre du Commerce, M. Ö. Volkan Ağar ; lors du panel « *Dialogue sur le leadership féminin et l'entrepreneuriat* **»**, Mme Emine Erdoğan, épouse de notre Président de la République, notre Ministre du Commerce, le Commissaire de l'Union africaine, M. Belobe, ainsi que notre Ministre de la Famille et des Services sociaux, Mme Mahinur Özdemir Göktaş ; lors du panel **«** *Sécurité alimentaire et production alimentaire durable* **»**, notre Ministre de l'Agriculture et des Forêts, M. İbrahim Yumaklı ; lors du panel **«** *Énergie et mines* **»**, notre Ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, M. Alparslan Bayraktar, le Ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Mines de la République de Gambie, M. Nani Juwara, ainsi que le Secrétaire d'État au Commerce de la République du Mozambique, M. António Grispos ; lors du panel **«** *Türkiye-Afrique : coopération internationale dans le domaine de l'aviation civile* **»**, notre Ministre des Transports

et des Infrastructures, M. Abdulkadir Uraloğlu, ainsi que le Ministre des Transports du Gouvernement d'unité nationale de l'État de Libye, M. Muhammed Salem Ṣahubi ; enfin, lors du panel **«** *Technologie, commerce numérique et production* **»**, notre Ministre de l'Industrie et de la Technologie, M. Mehmet Fatih Kacır, ont pris la parole.

En marge du TABEF, des entretiens bilatéraux ont été tenus avec les représentants de seize pays africains et organisations régionales, au niveau de ministre et de vice-ministre. À l'occasion de l'entretien avec le ministre du Commerce et de l'Intégration régionale de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, M. Kassahun Gofe, un mémorandum d'entente consacrant l'achèvement des négociations d'accès au marché menées entre la Türkiye et l'Éthiopie dans le cadre du processus d'adhésion de cette dernière à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a été signé. La Türkiye est ainsi devenue l'un des premiers pays à conclure avec l'Éthiopie les négociations bilatérales relatives à son accession à l'OMC.

À l'occasion de l'entretien bilatéral avec le ministre des Transports du Gouvernement d'unité nationale de l'État de Libye, M. Mohamed Salem al-Chahoubi, et le ministre de l'Économie et du Commerce du Gouvernement d'unité nationale de l'État de Libye de l'époque, M. Mohamed al-Huwayj, ont été signés la Déclaration commune portant création de la « Commission mixte économique et commerciale Türkiye-Libye » ainsi que « le Procès-verbal de la deuxième réunion du Groupe de travail conjoint Türkiye-Libye ».

Enfin, un « Forum d'affaires Afrique du Sud–Türkiye» a été organisé en marge du TABEF en tant qu'événement parallèle, réunissant le vice-président de la République d'Afrique du Sud, M. Paul Mashatile, et notre Ministre du Commerce.

Le TABEF s'est achevé le 17 octobre 2025 par une séance de clôture honorée de la présence de notre Président de la République, Recep Tayyip Erdoğan, et du vice-président de la République d'Afrique du Sud, M. Paul Mashatile.

6. « La Stratégie 2025-2029 pour le développement des relations commerciales et économiques avec les pays africains »

Reflétant la nature multidimensionnelle de notre politique étrangère, la Stratégie pour le développement des relations commerciales et économiques avec les pays africains, mise en œuvre en 2003 et révisée une première fois afin de couvrir la période 2019-2023 à la lumière des évolutions de l'économie mondiale, continue de constituer la feuille de route de nos relations commerciales et économiques avec le continent africain.

À la lumière des transformations de l'économie mondiale, de l'évolution de la conjoncture africaine ainsi que des opportunités et des contraintes auxquelles



Le vice-président de la République d'Afrique du Sud, Paul Mashatile, a pris la parole lors de la cérémonie de clôture du Forum économique et commercial Türkiye-Afrique, organisé à Istanbul. (Source : Agence Anadolu)

notre pays est confronté, une nouvelle Stratégie 2025-2029 pour le développement des relations commerciales et économiques avec les pays africains a été élaborée.

La Stratégie actualisée définit comme principaux objectifs le développement des mécanismes commerciaux, la diversification des exportations africaines, la mise en place de mécanismes destinés à faciliter le financement des échanges et à accroître les opportunités d'affaires entre la Türkiye et l'Afrique, la création de nouvelles perspectives d'emploi sur le continent, le renforcement de la base technologique de l'Afrique, le développement de ses infrastructures ainsi que le soutien à l'amélioration du bien-être général des populations africaines.

Dans cette perspective, la Stratégie identifie également treize actions prioritaires destinées à soutenir les intérêts commerciaux et économiques de notre pays dans le cadre de nos objectifs à l'égard du continent. Ces actions portent principalement sur les secteurs prioritaires, les projets d'infrastructure en Afrique, les minerais et minéraux critiques, les corridors commerciaux Türkiye-Afrique, l'im-

plantation de succursales de banques turques en Afrique, la création de Bureaux commerciaux de la Türkiye (*Türkiye Trade Desks*), le renforcement de la présence du secteur privé turc sur le continent, les instruments de diplomatie commerciale ainsi que la coordination avec les différentes parties prenantes.

Il est estimé que la mise en œuvre de ces actions permettra de renforcer la représentation tant du secteur public que du secteur privé sur le continent africain, d'intensifier les contacts de haut niveau avec les pays africains ainsi qu'avec les communautés économiques régionales et de développer les opportunités de coopération au moyen de forums d'affaires. Elle devrait également contribuer à faciliter l'accès des entreprises turques au financement grâce à l'ouverture de succursales de banques turques en Afrique et à la création des Bureaux commerciaux de la Türkiye, tout en permettant un suivi plus étroit des difficultés rencontrées par nos entreprises et de nos intérêts commerciaux et économiques grâce au renforcement du réseau de nos conseillers commerciaux. Enfin, l'extension du mécanisme des Comités mixtes économiques et commerciaux (JETCO) avec les pays africains devrait favoriser des échanges commerciaux et économiques plus réguliers, plus ciblés et plus efficaces.

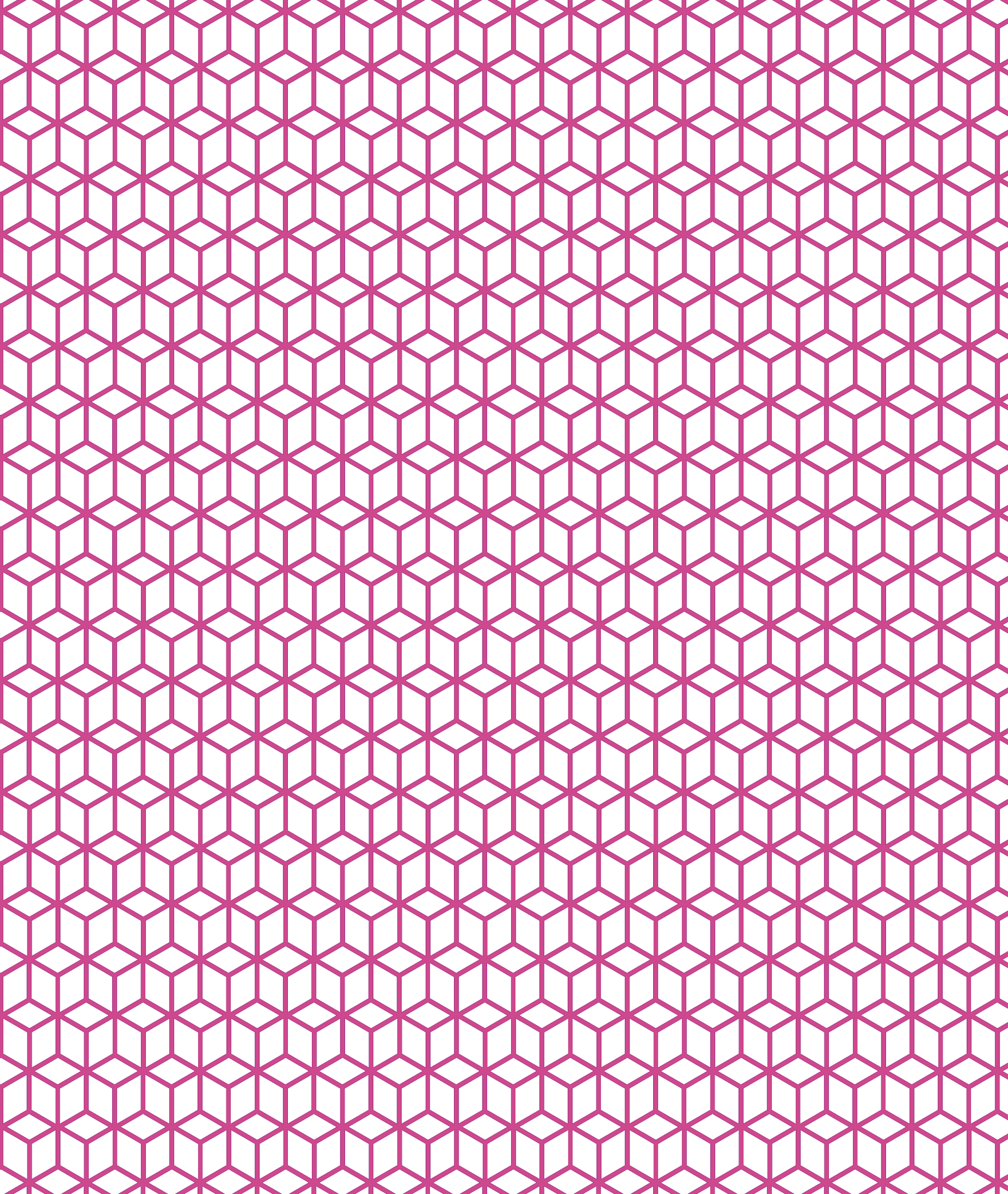
7. Conclusion

Guidées par la Stratégie pour le développement des relations commerciales et économiques avec les pays africains, mise en œuvre en 2003 et révisée afin de couvrir la période 2019-2023, les relations de notre pays avec les États africains se sont approfondies sur la base des principes du partenariat d'égal à égal et du bénéfice mutuel, enregistrant une dynamique particulièrement soutenue.

Cette évolution s'est notamment traduite par le renforcement de notre présence institutionnelle sur le continent, par une multiplication par près de huit de notre volume des échanges commerciaux par rapport à 2003, ainsi que par l'augmentation du nombre de projets réalisés par nos entreprises de construction et de l'ampleur de nos investissements en Afrique.

En 2025, cette dynamique s'est poursuivie à travers l'intensification des contacts bilatéraux de haut niveau, l'organisation de forums d'affaires et d'investissement, la tenue des réunions des Commissions mixtes économiques (KEK) ainsi que l'organisation du Ve Forum économique et d'affaires Türkiye-Afrique (TABEF).

Le ministère du Commerce poursuivra le développement de ses relations commerciales et économiques avec le continent africain en s'appuyant sur « la Stratégie 2025-2029 pour le développement des relations commerciales et économiques avec les pays africains », actualisée en 2025 afin de tenir compte des évolutions de l'économie mondiale et des nouvelles priorités de la coopération avec l'Afrique.



La coopération énergétique de la Türkiye avec les pays africains

5

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles de la République de Türkiye

1. Introduction

Au cours des deux dernières décennies, les relations entre la Türkiye et les pays africains ont connu un essor remarquable sur les plans politique, économique et commercial. Dans ce contexte, le secteur de l'énergie et des ressources naturelles est devenu l'un des principaux piliers de cette coopération. La Türkiye considère le continent africain non seulement comme une région dotée d'un fort potentiel en ressources naturelles, mais également comme un partenaire stratégique avec lequel elle entend développer des partenariats durables inscrits dans le long terme.

Dans le cadre des activités de diplomatie énergétique menées sous la coordination du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, de nombreuses perspectives de coopération sont explorées avec les pays africains dans des domaines tels que l'exploration et la production d'hydrocarbures, les activités minières, l'électricité, les investissements dans les énergies renouvelables, le développement des infrastructures énergétiques ainsi que le renforcement des capacités techniques. Le savoir-faire institutionnel, les compétences techniques et l'expérience d'investissement dont dispose la Türkiye dans le secteur de l'énergie, conjugués à la demande énergétique crois-



Dans le cadre du 5e Forum économique et commercial Türkiye-Afrique, un protocole d'accord visant à renforcer la coopération entre la Türkiye et la Gambie dans le domaine de l'énergie a été signé. (Source : Agence Anadolu)

sante de l'Afrique, à l'abondance de ses ressources naturelles et à ses objectifs de développement, offrent une base solide pour l'établissement de partenariats durables, mutuellement bénéfiques et à forte valeur stratégique.

Dans cette perspective, la Türkiye ne limite pas sa coopération énergétique avec les pays africains aux seules activités commerciales ; elle privilégie une approche globale intégrant le transfert de technologies, le renforcement des capacités locales, la formation des ressources humaines et le développement des infrastructures énergétiques. Les initiatives mises en œuvre dans ce cadre contribuent à la réalisation des objectifs de la Türkiye en matière de sécurité de l'approvisionnement énergétique, tout en soutenant les efforts des pays africains visant à améliorer l'accès à l'énergie, à promouvoir le développement économique et à favoriser une croissance durable. Le présent chapitre examine ainsi, pays par pays, les mécanismes de coopération établis ainsi que les principales activités menées entre la Türkiye et les pays africains dans les domaines de l'énergie et des ressources naturelles.

2. Niger

Dans le cadre de la politique de la Türkiye visant à renforcer ses relations avec l'Afrique et des activités de diplomatie énergétique menées par notre Ministère, une coopération de long terme a été établie avec le Niger dans les domaines de l'énergie et des ressources minières. Dans ce contexte, *MTA International Mining Company* (MTAIC), entreprise publique turque spécialisée dans les activités minières internationales, poursuit ses opérations sur les permis d'exploration aurifère qu'elle détient au Niger. La mise en production du premier projet aurifère de la Türkiye à l'étranger est prévue dans ce pays en 2026.

3. Égypte

La coopération énergétique entre la Türkiye et l'Égypte a connu, ces derniers temps, une dynamique particulièrement soutenue dans le cadre des activités de diplomatie énergétique conduites par notre Ministère. À cet égard, un Mémorandum d'entente visant à renforcer la coopération dans les domaines des hydrocarbures et des ressources minières a été signé le 13 mai 2025 entre le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles de la République de Türkiye et le ministère égyptien du Pétrole et des Ressources minérales.

4. Libye

Notre coopération énergétique avec la Libye s'inscrit dans une approche conforme au processus de reconstruction et de développement économique engagé par ce pays. Dans ce cadre, des travaux visant à évaluer le potentiel en hydrocarbures des zones terrestres et maritimes libyennes sont menés par la TPAO (*Türkiye Petrolleri Anonim Ortaklığı* - la Société Anonyme des Pétroles de Türkiye), la compagnie pétrolière nationale turque, en étroite coordination avec les autorités libyennes.

À cet égard, le Mémorandum d'entente signé en juin 2025 entre TPAO et la Compagnie nationale pétrolière de Libye (*National Oil Corporation* – NOC) constitue l'une des manifestations les plus récentes de la coopération énergétique que les deux pays développent en Méditerranée. Par ailleurs, la coopération entre notre entreprise publique TPIC (*Turkish Petroleum International Company*) et les autorités libyennes dans le domaine du commerce pétrolier se poursuit avec succès.

D'autre part, notre ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, M. Alparslan Bayraktar, s'est rendu à Tripoli en novembre 2025 afin de s'entretenir avec le Premier ministre du Gouvernement d'unité nationale de Libye sur les projets énergétiques en cours ainsi que sur les perspectives de leur développement.

En marge de cette visite, effectuée par notre Ministre, qui assume également la coprésidence de la Commission économique mixte Türkiye–Libye (*Karma Ekonomik Komisyon* - KEK), le Protocole de la 22e session de la Commission économique mixte Türkiye–Libye a été signé le 24 janvier 2026.

5. Somalie

Les relations énergétiques entre la Türkiye et la Somalie se développent rapidement sur la base d'un bénéfice mutuel et constituent l'un des exemples les plus marquants de la diplomatie énergétique active menée par notre pays en Afrique. Cette coopération ne se limite pas à la valorisation des ressources énergétiques, mais vise également à contribuer au développement économique de la Somalie.

Dans ce cadre, « l'Accord intergouvernemental dans le domaine des hydrocarbures », signé le 7 mars 2024, a doté la coopération bilatérale en matière d'énergie d'un cadre institutionnel solide. Le même jour, un « Protocole d'accord relatif au partage des données concernant les blocs terrestres et offshore » a également été signé, prévoyant le partage avec la Türkiye des données techniques détenues par le ministère somalien du Pétrole et des Ressources minérales sur les blocs d'exploration.

Dans le prolongement de ces accords, un Accord de partage de la production a été conclu le 24 juillet 2024 entre la TPAO et les autorités somaliennes. Les campagnes d'acquisition de données sismiques tridimensionnelles lancées à la suite de cet accord ont constitué une première dans l'histoire de la Somalie. À cette fin, le navire national de recherche sismique *Oruç Reis* a quitté Istanbul à destination de la Somalie le 5 octobre 2024.

Les opérations d'acquisition de données sismiques menées sur trois blocs offshore somaliens se sont étendues sur 234 jours et se sont achevées le 6 juin 2025. Après avoir accompli sa mission, l'*Oruç Reis* a quitté le port de Mogadiscio le 15 juin 2025, à la suite d'une cérémonie organisée le 12 juin, pour regagner notre pays.

À l'issue de la phase d'analyse des données géologiques et sismiques, notre navire de forage en eaux ultra-profondes *Çağrı Bey* a quitté le port de Taşucu (Mersin) le 15 février 2026 afin d'effectuer sa première mission sur le site de forage identifié dans les eaux somaliennes. Arrivé au port de Mogadiscio en avril 2026, il y a entamé les opérations de forage. Il s'agit de la première mission réalisée par un navire turc de forage en eaux profondes en dehors de la doctrine de la « Patrie bleue » (*Mavi Vatan*).

Parallèlement aux activités offshore, les travaux relatifs aux zones terrestres se poursuivent également. À cet égard, le 10 avril 2025, trois nouveaux accords de partage de la production, couvrant trois blocs terrestres situés dans les zones terrestres de la Somalie ont été signés entre la TPAO et l'Autorité somalienne du pétrole. À terme, il est envisagé d'élargir cette coopération au-delà des activités liées aux hydrocarbures afin d'y intégrer les secteurs miniers ainsi que d'autres domaines de l'énergie.

6. Algérie

Dans le cadre de l'objectif visant à renforcer la sécurité de l'approvisionnement énergétique de la Türkiye, la diversification des sources et des fournisseurs d'énergie constitue une priorité stratégique. À cet égard, l'Algérie figure parmi les partenaires les plus importants de la diplomatie énergétique turque, avec laquelle des relations fondées sur la confiance se sont consolidées au fil de plusieurs décennies.

La coopération bilatérale dans le domaine du gaz naturel remonte à la signature, en 1988, de « l'Accord d'achat et de vente de gaz naturel liquéfié (GNL) » et se poursuit sans interruption depuis plus de trente ans. Dans le cadre de cet accord, des livraisons de GNL sont assurées à la Türkiye depuis 1994.

En 2025, les importations de GNL en provenance d'Algérie ont atteint environ 4,4 milliards de mètres cubes, représentant près de 25 % des importations totales de GNL de la Türkiye. Ces chiffres témoignent du rôle essentiel de l'Algérie dans la diversification des approvisionnements énergétiques de notre pays ainsi que de la solidité du partenariat énergétique entre les deux États.

7. Importations de pétrole, de gaz naturel et de produits pétroliers en provenance des pays africains en 2025

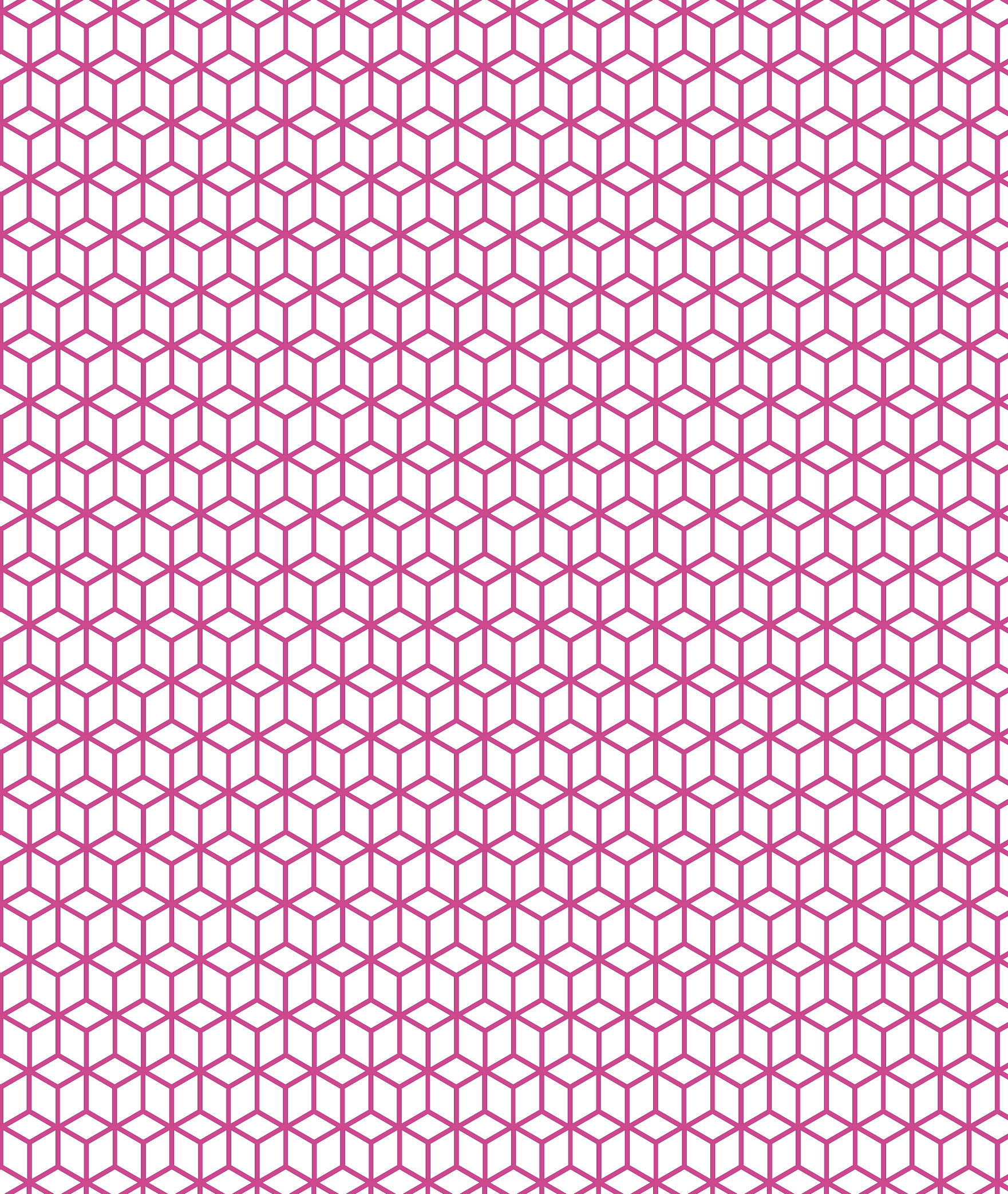
Des importations de gaz naturel à destination de notre pays ont été réalisées depuis l'Algérie, le Nigéria, la Guinée équatoriale, le Cameroun, le Sénégal, l'Angola, l'Égypte, la Mauritanie et le Mozambique.

Des importations de pétrole brut et de produits pétroliers à destination de notre pays ont également été effectuées depuis le Nigéria, la Libye, l'Égypte, l'Angola, l'Algérie et la Tunisie.

8. Conclusion

Les coopérations énergétiques développées de longue date avec les pays africains ont constitué, en 2025, l'un des éléments saillants de la stratégie de la Türkiye en Afrique.. Couvrant l'exploration et la production d'hydrocarbures, le commerce du gaz naturel, les activités minières ainsi que les infrastructures énergétiques, ces partenariats ont renforcé la capacité d'action internationale des entreprises publiques turques du secteur de l'énergie, tout en contribuant à la sécurité de l'approvisionnement énergétique de notre pays et à la diversification de ses sources d'énergie. Les initiatives menées avec la Somalie, la Libye, l'Égypte, le Niger et l'Algérie illustrent particulièrement cette dynamique.

À l'avenir, la coopération énergétique entre la Türkiye et les pays africains devrait se diversifier davantage et s'étendre, au-delà des activités liées aux hydrocarbures, à des domaines tels que les énergies renouvelables, les minerais critiques et le renforcement des capacités techniques. Dans cette perspective, les activités de diplomatie énergétique menées sous la coordination du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles continueront, d'une part, au renforcement de la sécurité énergétique de la Türkiye et, d'autre part, à la réalisation des objectifs de développement durable des pays africains.



La coopération entre la Türkiye et l'Afrique dans les domaines de l'industrie et de la technologie en 2025

6

Ministère de l'Industrie et de la Technologie

1. Introduction

Au cours des deux dernières décennies, les relations entre la Türkiye et les pays africains ont connu un essor remarquable dans les domaines diplomatique, économique et technique. S'inscrivant dans le cadre d'une approche multidimensionnelle de la politique étrangère, les relations développées par la Türkiye avec les pays africains ont progressivement acquis le caractère d'un partenariat stratégique. Grâce à sa population jeune, à son urbanisation rapide et au développement de ses capacités de production, le continent africain occupe une place de plus en plus importante au sein de l'économie mondiale.

« La Stratégie pour le développement des relations économiques avec les pays africains », mise en œuvre sous la conduite de notre Président de la République, Recep Tayyip Erdoğan, a constitué un tournant majeur dans le renforcement des relations politiques, économiques et culturelles de la Türkiye avec le continent. Dans ce cadre, l'approche de la Türkiye à l'égard de l'Afrique ne se limite pas au développement des échanges commerciaux ; elle repose également sur le soutien aux processus d'industrialisation, le transfert de technologies, le renforcement des capacités ainsi que la promotion des objectifs de développement durable.



Le président de la République de Türkiye, Recep Tayyip Erdoğan, a tenu une réunion intergouvernementale avec le président de la Somalie, Hassan Cheikh Mohamoud, le 30 décembre 2025 au Bureau présidentiel de travail de Dolmabahçe, à Istanbul. (Source : Agence Anadolu)

Les programmes et projets mis en œuvre sous la coordination du ministère de l'Industrie et de la Technologie de la République de la Türkiye ont permis d'inscrire la coopération entre la Türkiye et les pays africains dans les domaines de l'industrie et de la technologie au sein d'un cadre institutionnel solide. Les actions conduites par notre ministère ainsi que par les organismes qui lui sont rattachés visent à contribuer au développement des infrastructures industrielles, au renforcement des capacités technologiques et à la consolidation des écosystèmes d'innovation dans les pays africains.

Dans cette perspective, le présent article examine les différentes dimensions de la coopération entre la Türkiye et les pays africains dans les domaines de l'industrie et de la technologie, en mettant l'accent sur le modèle des zones industrielles organisées, les technopôles (zones de développement technologique), les partenariats en matière de recherche scientifique, le soutien aux écosystèmes entrepreneuriaux ainsi que les programmes destinés au renforcement des infrastructures nationales de qualité.

2. Le cadre général de la coopération entre la Türkiye et l'Afrique dans les domaines de l'industrie et de la technologie

Ces dernières années, les relations entre la Türkiye et les pays africains ont évolué au-delà d'une approche centrée sur l'accroissement des échanges commerciaux, pour s'inscrire dans une dynamique de coopération multidimensionnelle englobant l'industrie, la technologie et l'innovation. S'inscrivant dans la vision de « l'Initiative nationale pour les technologies » (*Millî Teknoloji Hamlesi*), les politiques industrielles et technologiques de la Türkiye visent non seulement à soutenir le développement national, mais également à renforcer les réseaux de coopération à l'échelle régionale et internationale.

Dans cette perspective, la Türkiye s'attache à développer des partenariats internationaux dans les domaines de la science, de l'industrie et de la technologie, afin de partager ses capacités technologiques avec ses pays partenaires et amis. Cette approche reflète la volonté de la Türkiye de mettre son savoir-faire en matière d'industrie, de technologie et d'innovation au service de ses partenaires africains, dans la perspective de bâtir un avenir commun, durable et prospère. La solidité de son appareil productif, ses capacités en matière de recherche-développement (R&D) ainsi que la maturité de son écosystème d'innovation constituent des atouts majeurs pour développer une coopération ambitieuse avec les pays africains dans les domaines de l'industrie et de la technologie, permettant ainsi de porter ce partenariat à un niveau supérieur au service d'une prospérité durable et d'un développement équitable.

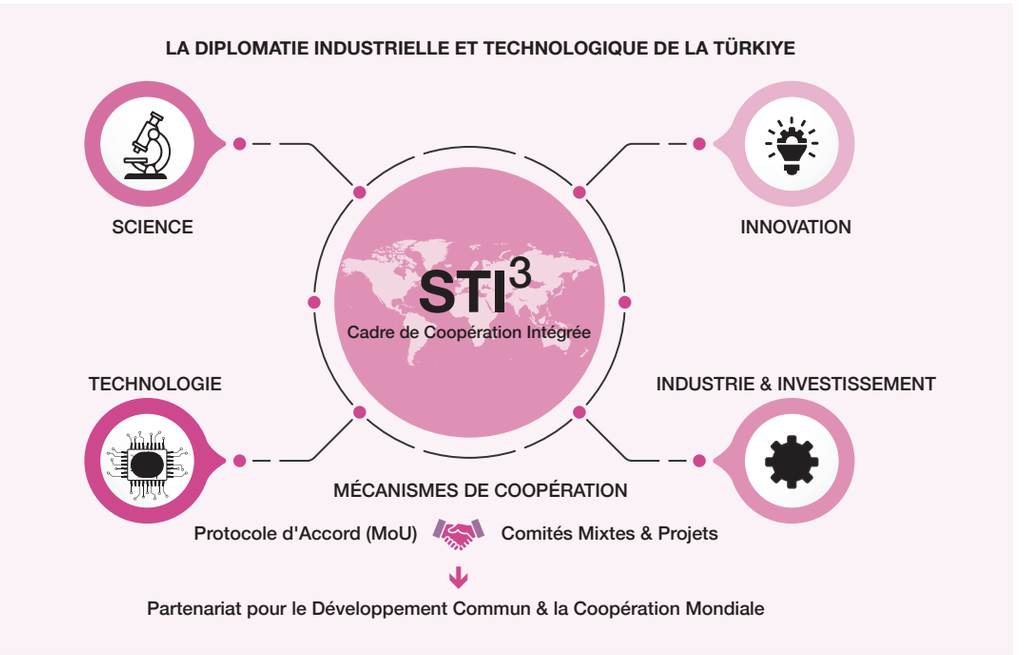


Illustration : Cadre de coopération STI³ (Science, Technologie, Innovation, Industrie et Investissement)

Dans le cadre des travaux menés sous la coordination du ministère de l'Industrie et de la Technologie, la coopération entre la Türkiye et les pays africains dans les domaines de l'industrie et de la technologie est consolidée au moyen de mécanismes institutionnels. À cet égard, le renforcement des infrastructures industrielles, la promotion du transfert de technologies, le développement des écosystèmes d'innovation ainsi que le renforcement des capacités humaines figurent parmi les principaux axes de la coopération Türkiye-Afrique.

Par ailleurs, cette coopération s'inscrit également dans le cadre de la science, de la technologie, de l'innovation, l'industrie et l'investissement (STI³)[1]. La « Stratégie de l'industrie et de la technologie à l'horizon 2030 » fait de l'intégration mondiale et de la diplomatie industrielle et technologique deux axes majeurs de l'action internationale de la Türkiye. Dans cette optique, il est prévu de partager l'expérience acquise par la Türkiye dans les domaines de l'industrie et de la technologie à travers des partenariats internationaux et de renforcer sa participation aux réseaux mondiaux de recherche. À cette fin, diverses initiatives sont mises en œuvre afin d'intensifier la coopération scientifique, d'accroître les capacités de développement technologique et de soutenir les écosystèmes d'innovation. Les processus de négociation de mémorandums d'entente avec la République d'Afrique du Sud, le Sénégal, l'Ouganda et le Gabon dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation illustrent concrètement cette démarche. Ces initiatives constituent une base solide pour le développement de partenariats technologiques avec les pays africains.

En matière de développement des infrastructures industrielles, le modèle turc des zones industrielles organisées (*Organize Sanayi Bölgeleri – OSB*)[2] figure parmi les pratiques suscitant un vif intérêt de la part des pays africains. Fondé sur l'expérience turque en matière d'industrialisation planifiée, ce modèle constitue une référence pour le développement des infrastructures de production, l'amélioration du climat des investissements et la création de pôles industriels. Dans ce cadre, des délégations techniques africaines effectuent régulièrement des visites d'étude dans les zones industrielles organisées en Türkiye afin d'observer le modèle sur le terrain et de bénéficier d'un partage d'expérience en matière de planification industrielle.

En outre, les zones de développement technologique et l'écosystème national d'innovation figurent parmi les principaux domaines d'expertise que la Türkiye partage avec ses partenaires africains. Le modèle turc des technoparcs, qui favorise les synergies entre les universités et l'industrie tout en soutenant l'entrepreneuriat technologique, est considéré comme une référence importante pour le renforcement des capacités d'innovation et la promotion des entreprises technologiques dans les pays africains.

1 La diplomatie des sciences, des technologies, de l'innovation, de l'industrie et de l'investissement (STI³) constitue une approche de coopération internationale développée dans le cadre de la « Stratégie pour l'industrie et la technologie 2030 », dévoilée le 26 mars 2025. Ce modèle vise à renforcer les partenariats mondiaux de la Türkiye dans les domaines scientifique, technologique et de l'innovation, tout en incitant les acteurs publics, les institutions de recherche et les industriels à jouer un rôle plus actif dans des projets conjoints.

2 Les Zones Industrielles Organisées (ZIO) constituent des espaces de production aménagés, dotés d'infrastructures adaptées et destinés à favoriser une industrialisation planifiée. En Türkiye, leur développement est assuré sous la coordination du ministère de l'Industrie et de la Technologie. En 2026, la Türkiye en compte 416, dont 371 relèvent du ministère de l'Industrie et de la Technologie et 45 du ministère de l'Agriculture et des Forêts.

L'un des principaux instruments institutionnels de la coopération entre la Türkiye et les pays africains dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation est également la « Banque des technologies des Nations Unies pour les pays les moins avancés ». Créée à Gebze en 2017 avec le soutien de la Türkiye, cette institution a pour mission de renforcer les capacités scientifiques et technologiques des pays les moins avancés. Elle mène notamment des programmes consacrés à l'évaluation des besoins technologiques, au développement des capacités de recherche, au soutien des transferts de technologies et au renforcement des écosystèmes d'innovation. Dans la mesure où une part importante des pays africains appartient à la catégorie des pays les moins avancés, cette institution joue un rôle essentiel dans le développement de la coopération scientifique et technologique entre la Türkiye et l'Afrique.

Le développement des ressources humaines constitue également un élément fondamental de la pérennité de cette coopération. À cet égard, le modèle des « Ateliers technologie de *Deneyap* » (*Deneyap Teknoloji Atölyeleri*) [3], destiné à encourager les jeunes à s'orienter vers les sciences et les technologies, apparaît comme une initiative majeure pour promouvoir très tôt une culture de la production technologique. Dans le cadre du "projet *Technology Makers Lab*"[4], mis en œuvre avec la Banque des technologies des Nations Unies, il est prévu d'adapter le modèle *Deneyap* aux pays les moins avancés, le Niger ayant été retenu comme premier pays pilote.

Un autre mécanisme majeur en faveur du développement des ressources humaines réside dans les programmes de bourses mis en œuvre conjointement par le *Conseil de la recherche scientifique et technologique de Türkiye (TÜBİTAK)* et *l'Académie mondiale des sciences (TWAS)*[5]. Dans le cadre de ces programmes, des chercheurs originaires des pays les moins avancés ont la possibilité de mener des travaux de recherche doctorale et postdoctorale au sein des universités turques ainsi que dans les centres de recherche du TÜBİTAK. En permettant aux chercheurs africains de bénéficier des infrastructures de recherche de la Türkiye, ces programmes contribuent au renforcement de la coopération scientifique ainsi qu'au développement des capacités de recherche.

Enfin, la coopération scientifique et technologique entre notre pays et les pays africains se développe également dans le cadre de programmes internationaux de recherche. À cet égard, l'appel conjoint 2025 de l'initiative LEAP-SE (Long-Term Europe-Africa Partnership on Sustainable Energy)[6], conduite conjointement par l'Union européenne et l'Union africaine, a été lancé. Ce programme soutient des projets internationaux de recherche et développement consacrés à des solutions énergétiques durables, notamment le développement de technologies énergétiques adaptées au contexte africain, l'intégration des énergies renouvelables ainsi que le renforcement des réseaux électriques intelligents grâce aux innovations numériques. Les projets retenus à l'issue d'une évaluation in-

3 Les Ateliers technologiques *Deneyap* constituent un programme mis en œuvre sous la coordination du ministère turc de l'Industrie et de la Technologie afin d'offrir aux jeunes une formation pratique dans les domaines des sciences, des technologies et de l'ingénierie. Réalisé en partenariat avec le Conseil de la recherche scientifique et technologique de Türkiye (TÜBİTAK) et la Fondation de l'Équipe technologique de Türkiye (*Türkiye Teknoloji Takımı Vakfı* – Fondation T3), ce programme vise à développer les compétences des élèves en matière de production technologique et d'innovation. Représentant le modèle turc de formation technologique destiné à la jeunesse, les Ateliers technologiques *Deneyap* sont transférés vers les pays africains dans le cadre du projet *Technology Makers Lab*, mis en œuvre en coopération avec la Banque de technologies des Nations Unies pour les pays les moins avancés. Dans le cadre de ce projet, le Niger a été retenu comme pays pilote et des travaux ont été engagés afin de renforcer les infrastructures dédiées à l'enseignement des technologies. Des modules de formation portant notamment sur la robotique, les technologies logicielles, l'Internet des objets (IoT) et la cybersécurité ont été élaborés, tandis que le TÜBİTAK apporte au projet un soutien financier ainsi que des ressources pédagogiques.

4 Le programme *Technology Makers Lab* est une initiative de renforcement des capacités mise en œuvre par la Banque de technologies des Nations Unies pour les pays les moins avancés, dont l'objectif est de développer les compétences des jeunes dans les domaines des sciences, des technologies et de l'innovation.

5 Voir le portail officiel du TÜBİTAK :

https://www.kisa.link/FMQba

6 Une initiative innovante de recherche et de développement, lancée conjointement par l'Union européenne et l'Union africaine, afin de promouvoir des solutions énergétiques durables en Afrique, notamment à travers le développement de technologies énergétiques adaptées au continent, l'intégration des énergies renouvelables et le renforcement des réseaux électriques intelligents.

ternationale par des experts sont financés par les organismes nationaux de financement de la recherche des pays participants.

3. Les plateformes internationales, contacts diplomatiques et visites réciproques

Tout au long de l'année 2025, des contacts diplomatiques soutenus ainsi que des visites réciproques ont été réalisés entre la Türkiye et les pays africains dans les domaines de l'industrie et de la technologie. Ces échanges ont contribué au renforcement institutionnel de la coopération entre la Türkiye et ses partenaires africains, tout en offrant de nouvelles perspectives de collaboration dans les domaines des infrastructures industrielles, du développement technologique, de l'innovation et de l'investissement.

Dans le cadre de la « 5e réunion du Haut Comité du Partenariat industriel pour un développement économique durable », tenue le 9 février 2025 à Doha (État du Qatar), des échanges ont eu lieu entre la Türkiye et plusieurs pays africains, notamment la République arabe d'Égypte et le Royaume du Maroc, afin de renforcer leur coopération dans le domaine industriel.

À l'occasion du Forum des PME, organisé à Dakar du 18 au 20 février 2025, auquel la Türkiye a participé en qualité d'invitée d'honneur, des négociations techniques ont été menées, dans le cadre de la coopération entre KOSGEB et l'Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises (ADEPME) du Sénégal, en vue de l'élaboration d'un plan d'action global entre les deux pays. Par ailleurs, dans le cadre du projet de mise en relation B2B en ligne approuvé en 2025 par la Banque islamique de développement, il est prévu de favoriser le développement de partenariats entre les PME turques et sénégalaises grâce à des plateformes numériques.

En 2025, l'Académie des sciences de Türkiye (*Türkiye Bilimler Akademisi* - TÜBA) a pris une part active aux travaux du Sommet des académies des sciences du G20 (S20) ainsi qu'aux réunions de la Table ronde des conseillers scientifiques en chef (*Chief Science Advisers Roundtable* – CSAR), organisés sous la présidence sud-africaine du G20, en contribuant à l'élaboration de déclarations scientifiques conjointes. Dans ce contexte, le président de la TÜBA, le Professeur Muzaffer Şeker, ainsi que le Professeur Ahmet Nuri Yurdusev, ont participé à la réunion inaugurale du S20, tenue à Pretoria du 25 au 27 février 2025, où ils ont contribué aux travaux de la déclaration conjointe consacrée au thème « Changement climatique et prospérité ».

Dans le prolongement de ce processus, la réunion principale du CSAR, organisée à Pretoria le 21 septembre 2025, a abouti à l'adoption de la déclaration finale intitulée « Equity-Based Science, Technology and Innovation ». Ces initiatives ont constitué une plateforme importante pour le développement de la diplomatie scientifique ainsi que du partenariat en matière de recherche entre la Türkiye et les pays africains.

Enfin, une délégation composée de représentants du ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence de la République d'Afrique du Sud ainsi que de responsables de plusieurs zones économiques spéciales (*Special Economic Zones* – SEZ) a effectué une visite au ministère le 4 août 2025. À cette occasion, des présentations ont été consacrées au modèle turc des « zones industrielles organisées » (OSB) et aux zones de développement technologique.

Le 8 août 2025, à l'occasion de la rencontre entre notre Président de la République, Recep Tayyip Erdoğan, et le Premier ministre de la République du Sénégal, M. Ousmane Sonko, des entretiens ont également été menés avec le ministre sénégalais de l'Industrie et du Commerce, M. Serigne Gueye Diop. Les discussions ont porté sur le développement des infrastructures industrielles, le transfert de technologies ainsi que le renforcement de la coopération bilatérale. Sur le volet économique de cette visite, le Forum d'affaires Türkiye–Sénégal, organisé à Istanbul le 9 août 2025 en présence du Premier ministre sénégalais, a constitué un temps fort. Les participants y ont réaffirmé l'objectif de porter le volume des échanges commerciaux entre les deux pays à un milliard de dollars à moyen terme et ont examiné de nouvelles perspectives de coopération dans les domaines de l'investissement, des travaux de construction, des énergies renouvelables et de l'industrie. En marge des rencontres entre délégations, les entretiens bilatéraux entre notre ministre de l'Industrie et de la Technologie, M. Mehmet Fatih Kacır, et le ministre sénégalais de l'Industrie et du Commerce, M. Serigne Gueye Diop, ont également ouvert la voie à des avancées concrètes concernant le modèle turc des zones industrielles organisées (OSB), le développement technologique et les écosystèmes d'innovation.

Les contacts diplomatiques dans les domaines de l'industrie et de la technologie se sont également poursuivis à l'occasion de manifestations internationales. Dans le cadre du 17e Salon international de l'industrie de la défense (IDEF 2025), organisé à Istanbul du 22 au 27 juillet 2025, notre ministre de l'Industrie et de la Technologie, M. Mehmet Fatih Kacır, s'est entretenu avec le ministre de la Défense de la République fédérale de Somalie, M. Ahmed Moallim Fiqi. Par ailleurs, à l'occasion du TEKNOFEST, organisé à Istanbul, des rencontres ont eu lieu le 18 septembre 2025 avec le ministre somalien des Ports et des Transports maritimes, M. Abdulkadir Mohamed Nur, ainsi qu'avec le ministre d'État chargé de la Défense, M. Omar Ali Abdi. Les échanges ont porté sur les perspectives de coopération dans les domaines des technologies et de l'industrie de défense.

Les 29 et 30 septembre 2025, la délégation turque conduite par M. Muhammet Kasım Gönüllü, vice-ministre de l'Industrie et de la Technologie, a participé à la Réunion des ministres du G20 chargés de l'Économie numérique ainsi qu'à la première réunion ministérielle du Groupe de travail sur l'intelligence artificielle de l'histoire du G20, organisées au Cap sous la présidence sud-africaine. Ces réunions, tenues pour la première fois sur le continent africain, ont abordé des questions majeures telles que la connectivité universelle, les infrastructures publiques numériques, la transformation numérique des PME, l'intelligence artificielle, la gouvernance des données et le développement durable. La Türkiye y a réaffirmé l'importance qu'elle attache à la réduction de la fracture numérique et au partage équitable des bénéfices de la transformation numérique. Il a également été souligné que la Banque des technologies des Nations Unies pour les pays les moins avancés, dont le siège est établi à Gebze, joue un rôle essentiel à cet égard.

Le 12 octobre 2025, une rencontre s'est tenue à l'Université du Bosphore avec le ministre sud-africain de la Science, de la Technologie et de l'Innovation, M. Bonginkosi Emmanuel Nzimande, au cours de laquelle les possibilités de renforcer la coopération scientifique et technologique ont été examinées. En outre, en marge de la première réunion de la « Commission bilatérale nationale Türkiye–Afrique du Sud », coprésidée par notre vice-président, M. Cevdet Yılmaz, et le vice-président de la République d'Afrique du Sud, M. Paul Mashatile, notre ministre de l'Industrie et de la Technologie, M. Mehmet Fatih Kacır, s'est entretenu avec le ministre sud-africain du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence, M. Mpho Parks Franklyn Tau, ainsi qu'avec le ministre de la Science, de la Technologie et de l'Innovation, M. Bonginkosi Emmanuel Nzimande. Les discussions ont porté sur les perspectives de coopération bilatérale dans les domaines du commerce, de l'industrie et de la technologie.

Le Forum économique et d'affaires Türkiye–Afrique (TABEF) a également constitué une plateforme importante de dialogue avec les partenaires africains. Dans ce cadre, notre ministre de l'Industrie et de la Technologie s'est entretenu avec la commissaire de l'Union africaine chargée du Développement économique, du Commerce, du Tourisme, de l'Industrie et des Mines, Mme Francisca Tatchouop Belobe, ainsi qu'avec le ministre nigérien du Commerce et de l'Industrie, M. Abdoulaye Seydou. Les entretiens ont porté sur les politiques industrielles, les possibilités d'investissement et la coopération technologique. La rencontre entre notre Ministre et son homologue nigérien a notamment permis d'examiner les perspectives de coopération relatives au modèle des zones industrielles organisées, aux partenariats entre PME, aux projets communs dans les domaines de la technologie et de l'innovation, ainsi qu'au renforcement de l'infrastructure qualité. Par ailleurs, la désignation du Niger comme premier pays pilote du projet Technology Makers Lab, mis en œuvre par la Banque des technologies des Nations Unies afin d'adapter le modèle des Ateliers technolo-

giques Deneyap aux pays les moins avancés, a été considérée comme un exemple concret de la coopération technologique entre les deux pays.

Les visites effectuées en Türkiye par les délégations techniques africaines ont constitué un autre volet important de cette coopération. Le 10 février 2025, une délégation du Collège de commandement et d'état-major de l'armée rwandaise a visité notre Ministère, où une présentation lui a été faite sur les politiques industrielles et technologiques de la Türkiye ainsi que sur les activités du ministère. De même, le 28 mai 2025, une délégation du Collège national de défense de Tanzanie s'est rendue au ministère dans le cadre d'une visite d'étude consacrée aux politiques industrielles turques.

Le 1er juillet 2025, une délégation composée de représentants du ministère de l'Industrie et du Commerce de la République du Zimbabwe a effectué une visite au ministère afin de s'informer sur le secteur sidérurgique turc. Au cours de son séjour, elle a également visité les installations d'Erdemir, de Kardemir et de Tosyalı Holding, lui permettant d'observer directement les capacités industrielles et les infrastructures de production de la Türkiye.

Les visites d'étude destinées à faire découvrir aux délégations africaines les infrastructures industrielles turques se sont poursuivies tout au long de l'année. Le 14 août 2025, une délégation du ministère du Commerce, de l'Industrie et des Coopératives de la République de l'Ouganda a été reçue au ministère, où une présentation du modèle turc des zones industrielles organisées lui a été proposée. La délégation s'est ensuite rendue au centre de recherche TÜBİTAK MAM de Gebze ainsi qu'à la zone industrielle organisée de Gebze.

Les 3 et 4 novembre 2025, une délégation du ministère sénégalais de l'Industrie et du Commerce a visité plusieurs zones industrielles organisées situées à Gebze et Kocaeli. À cette occasion, le modèle turc des zones industrielles organisées a été présenté comme une référence pour la planification industrielle du Sénégal. De même, une délégation composée de représentants du ministère sud-africain du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence ainsi que de responsables des zones économiques spéciales (SEZ) s'est rendue en Türkiye afin de s'informer sur le fonctionnement des zones industrielles organisées et des zones de développement technologique.

Enfin, les consultations politiques ont constitué un autre volet des contacts diplomatiques entretenus avec les pays africains. À ce titre, notre Ministère a contribué aux travaux préparatoires des consultations politiques tenues avec le Bénin et le Togo en mars 2025.

4. Les accords signés et le processus d'élaboration des mémorandums d'entente

Au cours de l'année 2025, plusieurs accords de coopération dans les domaines de l'industrie et de la technologie ont été conclus entre la Türkiye et des pays africains, tandis que les négociations relatives à de nouveaux instruments de coopération ont également progressé. À cet égard, les partenariats développés dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation, ainsi que les initiatives conjointes visant au renforcement des infrastructures industrielles, ont constitué l'un des principaux axes de la diplomatie industrielle et technologique menée par la Türkiye à l'égard de l'Afrique.

Le 25 février 2025, à l'occasion de la visite en Türkiye de Mme Marcelle Ibinga Itsitsa, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique de la République gabonaise, un Mémorandum d'entente sur la coopération scientifique et technologique a été signé entre le ministère de l'Industrie et de la Technologie de la République de Türkiye et le ministère gabonais de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique. Cet accord est considéré comme une avancée stratégique susceptible d'approfondir davantage la coopération entre la Türkiye et le Gabon, notamment dans les domaines des projets conjoints de recherche-développement, de la mobilité des chercheurs et de l'intégration des écosystèmes d'innovation. Dans le cadre de cette visite, la délégation gabonaise s'est également rendue, le 26 février 2025, à la Zone industrielle organisée (OSB) d'OSTİM, à OSTİM Teknopark ainsi qu'à l'Université technique d'OSTİM, où elle a effectué des visites d'étude consacrées à l'écosystème industriel et d'innovation de la Türkiye.

Au cours de l'année 2025, les visites techniques et les programmes d'étude industrielle organisés avec plusieurs pays africains ont également contribué au développement des mécanismes de coopération. Dans ce cadre, une délégation conduite par Mme Lynette Bagonza, secrétaire permanente du ministère du Commerce, de l'Industrie et des Coopératives de la République d'Ouganda, a effectué une visite à notre Ministère le 14 août 2025. La délégation s'est en outre rendue au Centre de recherche de Marmara (MAM) du TÜBİTAK à Gebze ainsi qu'à la *Zone* industrielle organisée de Gebze, où elle a pu examiner sur place les infrastructures turques de recherche et de production. À cette occasion, il a été convenu d'engager la préparation d'un Mémorandum d'entente entre la Türkiye et l'Ouganda dans le cadre de la diplomatie en matière de science, de technologie et d'innovation (STI[3]).

Le 23 juillet 2025, lors d'un entretien entre l'ambassadeur de Türkiye à Ouagadougou et M. Adjima Thiombiano, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation du Burkina Faso, les perspectives

de coopération bilatérale dans les domaines de la recherche scientifique et des technologies ont été examinées. Les échanges ont notamment porté sur le développement de mécanismes de coopération entre le TÜBİTAK et ses institutions homologues burkinabè, ainsi que sur la possibilité de conclure, à cette fin, un Mémorandum d'entente.

Les contacts établis dans le cadre du Ve Forum économique et des affaires Türkiye-Afrique (TABEF) ont également favorisé l'émergence de nouvelles initiatives de coopération. À ce titre, le 17 octobre 2025, notre ministre, M. Mehmet Fatih Kacır, s'est entretenu avec M. Abdoulaye Seydou, ministre du Commerce et de l'Industrie de la République du Niger. Les discussions ont notamment porté sur la perspective de signer un Mémorandum d'entente entre les deux pays dans les domaines de l'industrie et de la technologie.

5. Les mécanismes de coopération économique et les activités de coopération institutionnelle

La coopération de la Türkiye avec les pays africains dans les domaines de l'industrie et de la technologie est consolidée sur le plan institutionnel non seulement à travers des projets bilatéraux, mais également par le biais des mécanismes de Commission mixte économique (KEK). À cet égard, des réunions de KEK ont été organisées en 2025 avec le Tchad et l'Angola.

Lors de la IIe session de la KEK Türkiye-Tchad, le développement des coopérations dans des secteurs tels que la science, l'industrie, la technologie, la standardisation, l'énergie et les mines a été examiné ; il a été acté d'initier des travaux de partenariat entre l'Institut turc de normalisation (TSE) et l'Agence tchadienne de normalisation. Lors de la IIIe session de la KEK Türkiye-Angola, des partenariats ont été évalués dans divers domaines, principalement l'énergie, les mines, l'industrie, la science et les infrastructures ; l'objectif de porter le volume des échanges commerciaux à 500 millions de dollars a été réaffirmé, des mesures concrètes dédiées aux énergies renouvelables et aux investissements industriels ayant été définies. Le ministère de l'Industrie et de la Technologie a apporté sa contribution à la préparation des procès-verbaux conjoints de ces réunions.

Les organismes rattachés et affiliés à notre Ministère ont également assumé un rôle majeur au sein des coopérations menées avec l'Afrique. En janvier 2025, le TÜBİTAK a ouvert un appel à projets de recherche et développement dans le domaine de l'énergie durable sous l'égide du partenariat LEAP-RE. Cet appel soutient des projets conjoints avec l'Algérie, l'Égypte, le Maroc, le Sénégal, l'Afrique du Sud et la Tunisie, le TÜBİTAK assurant le financement des parties prenantes en Türkiye.

En septembre 2025, « l'Institut national de métrologie du TÜBİTAK (UME) » a dispensé une formation en métrologie et infrastructure de qualité à l'intention du « Bureau ougandais des normes nationales (UNBS) » et de « l'Organisme soudanais des normes et de la métrologie (SSMO) ». Tenu du 9 au 11 septembre à Kampala, ce module d'enseignement a couvert les normes de mesure et les questions de calibrage. Le programme a réuni un total de 12 experts issus de l'UNBS (Ouganda) et de la SSMO (Soudan). Conçue par les chercheurs du TÜBİTAK UME et couvrant les domaines de la physique, de la mécanique et de la chimie, la seconde phase de ce programme de formation — axée sur des applications pratiques en laboratoire — s'est déroulée les 1er et 2 octobre 2025 au sein du TÜBİTAK UME.

L'Institut turc de normalisation (TSE) et le Bureau ougandais des normes nationales (UNBS) ont mené un entretien de coopération axé sur la standardisation, l'évaluation de la conformité et la qualité. Couvrant les formations ainsi que le partage d'informations et d'expériences, cette rencontre a renforcé les interactions internationales du TSE.

6. La coopération dans le domaine des technologies spatiales et des technologies de pointe

La coopération technologique développée entre la Türkiye et les pays africains ne se limite pas aux domaines de l'industrie et de l'innovation ; elle s'étend également aux technologies spatiales et aux projets de haute technologie. À cet égard, l'une des initiatives les plus emblématiques du partenariat technologique entre la Türkiye et l'Afrique est le projet de construction d'une base de lancement spatial en Somalie. Mené par « l'Agence spatiale turque (TUA) » sous la coordination du ministère de l'Industrie et de la Technologie, ce projet vise à renforcer la capacité de lancement de satellites de la Türkiye grâce à une infrastructure de lancement qui sera établie en Somalie, tout en consolidant son autonomie d'accès à l'espace.

Le projet a été annoncé publiquement le 30 décembre 2025, à l'occasion de la réunion des délégations présidée à Istanbul par notre Président Recep Tayyip Erdoğan et le Président de la République fédérale de Somalie, Hassan Sheikh Mohamud. D'un coût estimé à près de 350 millions de dollars américains et conçu en trois phases, ce projet est considéré comme un investissement stratégique pour le développement des capacités de la Türkiye dans le domaine des technologies spatiales. La position géographique de la Somalie, à proximité de l'équateur, offre des avantages techniques significatifs pour les opérations de lancement de satellites. À ce titre, ce projet constitue une illustration majeure de la coopération entre la Türkiye et la Somalie dans le domaine des technologies de pointe.

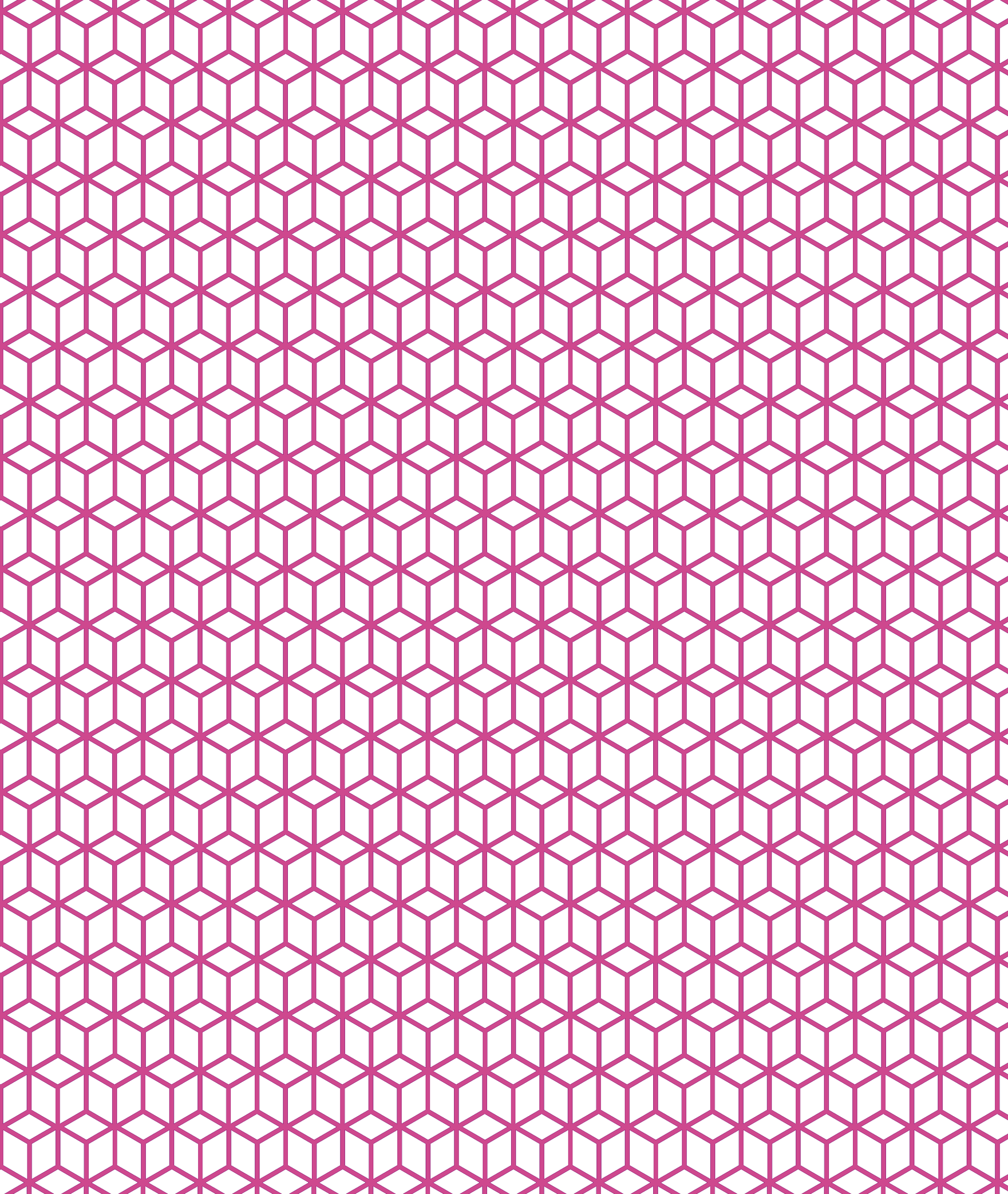
7. Conclusion

Tout au long de l'année 2025, la coopération entre la Türkiye et les pays africains dans les domaines de l'industrie et de la technologie a connu une dynamique significative grâce aux visites officielles, aux négociations en vue de la conclusion d'accords, aux projets techniques et aux initiatives diplomatiques. Les contacts établis et les projets conjoints développés ont contribué à renforcer, dans un cadre institutionnel, les relations économiques et technologiques entre les deux parties. Dans ce contexte, le développement des infrastructures industrielles, le transfert de technologies, les partenariats en matière de recherche et développement ainsi que les initiatives de renforcement des capacités ont constitué des axes majeurs de la coopération entre la Türkiye et l'Afrique.

Les partenariats développés par la Türkiye avec les pays africains dans les domaines de l'industrie et de la technologie s'inscrivent également en parfaite cohérence avec les objectifs définis dans la Stratégie de l'industrie et de la technologie à l'horizon 2030. Élaborée dans le cadre de la vision du « Mouvement national pour la technologie » (*Millî Teknoloji Hamlesi*), cette stratégie repose sur cinq piliers fondamentaux : les hautes technologies, l'économie numérique, la transition écologique, l'intégration mondiale et la transformation structurelle. Dans cette perspective, l'objectif d'intégration mondiale vise notamment à renforcer les partenariats internationaux de la Türkiye dans les domaines de la science, de la technologie, de l'innovation, de l'industrie et de l'investissement, tout en lui permettant d'occuper une place plus affirmée au sein des chaînes de valeur mondiales.

Dans cette optique, l'approche fondée sur la diplomatie de l'industrie et de la technologie prévoit le renforcement des mécanismes de coopération internationale couvrant les domaines de la science, de la technologie, de l'innovation, de l'industrie et de l'investissement (STI^3). Les processus de négociation des mémorandums d'entente, les projets conjoints et les coopérations techniques engagés avec les pays africains constituent, à cet égard, l'un des principaux champs d'application de cette approche. Grâce à ces initiatives, il est envisagé de promouvoir un modèle de partenariat plus inclusif associant les institutions publiques, les organismes de recherche, les acteurs industriels et les entrepreneurs.

À l'avenir, le développement de nouveaux projets dans des domaines tels que la transformation numérique, les technologies vertes, l'innovation et les technologies spatiales devrait contribuer à approfondir davantage le partenariat entre la Türkiye et l'Afrique. Alignées sur les objectifs de développement des pays africains, ces coopérations devraient également renforcer la position de la Türkiye au sein de l'écosystème mondial de la technologie et de l'innovation.



La diplomatie minière de l'Institut de recherche et d'exploration minières de Türkiye au Niger: le cas de MTAIC Niger Mining

7

l'Institut de recherche et d'exploration minières de Türkiye

1. Introduction

La sécurité énergétique, l'accès aux minerais critiques et la résilience des chaînes d'approvisionnement se sont imposés ces dernières années comme des priorités des politiques étrangères et des stratégies économiques des États. L'or, l'uranium, les terres rares et d'autres matières premières stratégiques constituent désormais des éléments essentiels non seulement de la production industrielle, mais aussi de l'industrie de la défense, des technologies de pointe et de la compétition géopolitique. Dans ce contexte, le continent africain est devenu l'un des principaux théâtres de la compétition entre les puissances mondiales en raison de l'importance de ses ressources naturelles. Le Niger, situé dans la région du Sahel, se distingue à cet égard par la diversité de son potentiel géologique, l'abondance de ses réserves et un important potentiel de ressources encore peu mis en valeur.

L'Initiative de la Türkiye en faveur de l'Afrique, conduite sous les auspices de notre Président de la République Recep Tayyip Erdoğan, a permis un approfondissement significatif des relations politiques, économiques et institutionnelles établies avec les pays du continent. Dans ce contexte, la coopération développée avec le Niger a pris une dimension particulièrement concrète dans le secteur minier. Parmi les principaux acteurs de cette



Le Sommet d'Istanbul sur les ressources naturelles s'est tenu le 2 mai 2025 avec la participation de ministres de Türkiye et de plusieurs pays africains. (Source : Agence Anadolu)

dynamique, *MTAIC Niger Mining* se distingue par une approche intégrée, combinant activités techniques, dimensions diplomatiques, économiques et institutionnelles. Ce modèle ne se limite pas à l'exploration et au développement des ressources minières ; il constitue également une forme de diplomatie minière permettant à la Türkiye de renforcer durablement sa présence et son influence au Niger, ainsi que, plus largement, dans la région du Sahel. Le présent article examine la diplomatie minière de la Türkiye en Afrique à travers le cas du Niger, en prenant pour cadre les activités de *MTAIC Niger Mining*.

2. La création et le développement

La société *MTA Uluslararası Madencilik* (*MTA International Mining*) a créé *MTAIC Niger Mining Ltd.* au Niger en 2020. Une fois les procédures d'attribution des permis achevées, la société a entrepris, sur les permis dont elle était titulaire, des campagnes d'échantillonnage géologique, des levés géophysiques aéroportés et diverses activités d'exploration multidisciplinaires. À la suite de ces travaux, un programme systématique de forage a été engagé à la fin de l'année 2022 sur l'un des sites présentant le potentiel le plus prometteur. En 2024, cette campagne a permis de mettre en évidence un gisement aurifère présentant un intérêt économique.

Après l'obtention de l'autorisation relative à l'étude d'impact environnemental, l'achèvement de la procédure d'approbation de l'étude de faisabilité et la délivrance du permis d'exploitation, le projet est entré dans sa phase de développement des infrastructures minières. Selon le calendrier établi, la mise en production est prévue pour le dernier trimestre de l'année 2026.

Ce processus ne saurait toutefois être considéré comme un simple investissement technique. Les opérations de forage, de confirmation des ressources et de développement du site ont également contribué à renforcer, sur le plan institutionnel, les relations de confiance entre la Türkiye et le Niger. À cet égard, la création de la société d'exploitation *Niger Türkiye Mining Company*, détenue conjointement par les deux États, illustre clairement le fait que les avancées techniques ont été accompagnées d'un approfondissement de la coopération diplomatique.

Le renforcement de la confiance mutuelle et de la coordination institutionnelle entre la Türkiye et le Niger a également favorisé l'émergence de nouvelles opportunités dans le secteur minier. L'attribution à la Türkiye de permis aurifères à fort potentiel dans la région d'Agadez constitue, à cet égard, l'une des manifestations les plus concrètes de cette dynamique de confiance.



Le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Alparslan Bayraktar, a rencontré le ministre des Mines du Niger, Ousmane Abarchi, le 2 mai 2025 à Istanbul, dans le cadre du Sommet d'Istanbul sur les ressources naturelles. (Source : Agence Anadolu)

La région d'Agadez présente un intérêt non seulement sur le plan géologique, mais également en raison de sa sensibilité en matière de sécurité régionale, de transport, de logistique et de position stratégique. Pouvoir y mener des activités signifie bénéficier d'une présence reconnue sur le terrain, établir des relations de confiance avec les acteurs locaux et disposer d'une capacité d'action dans cette zone. À cet égard, les permis obtenus à Agadez renforcent la présence de la Türkiye dans la région du Sahel, non seulement sur le plan économique, mais également d'un point de vue géostratégique.

Par ailleurs, les activités de *MTAIC Niger Mining* au Niger ne se limitent pas à

l'exploration et à l'exploitation de l'or. L'entreprise mène également des activités de prospection dans le domaine des minerais critiques. Aujourd'hui, ces ressources revêtent une importance stratégique qui dépasse largement leur seule valeur économique, en raison de leur rôle dans la sécurité nationale, les politiques industrielles et l'autonomie stratégique. À ce titre, les activités conduites au Niger dans ce domaine offrent à la Türkiye une base stratégique susceptible de renforcer sa position au sein des chaînes d'approvisionnement mondiales.

3. La coordination institutionnelle et la dialogue politique

L'orientation stratégique de la Türkiye dans les domaines de l'énergie et des ressources minières s'inscrit dans le cadre de la Politique nationale de l'énergie et des mines (*Millî Enerji ve Maden Politikası*). Cette politique vise principalement à renforcer la sécurité de l'approvisionnement en ressources, à réduire la dépendance extérieure et à permettre à notre pays d'occuper une position plus compétitive au sein des chaînes d'approvisionnement mondiales. Dans ce contexte, l'approche de la diplomatie minière traduit une vision intégrée qui considère les activités de développement des ressources non seulement sous leurs dimensions techniques et économiques, mais également à travers les notions de confiance diplomatique, de bénéfice mutuelle, de dialogue politique et de partenariat stratégique à long terme.

Le modèle de gouvernance de MTAIC Niger Mining constitue une illustration concrète de cette approche sur le terrain. La conduite coordonnée des activités techniques et des démarches diplomatiques a constitué un facteur déterminant pour la durabilité du projet. Les échanges réguliers entre notre ministre de l Énergie et des Ressources naturelles, M. Alparslan Bayraktar**,** et leurs homologues nigériens, ainsi que les contacts entretenus par notre vice-ministre, M. Ahmet Berat Çonkar, qui assure également la présidence du conseil d'administration de MTAIC, contribuent au suivi étroit des opérations sur le terrain, au règlement rapide des difficultés rencontrées et au renforcement de la confiance mutuelle.

4. Les effets de la politique éducative de la Türkiye sur le terrain

L'un des aspects les plus remarquables des activités menées au Niger réside dans la traduction concrète, sur le terrain, des politiques que la Türkiye

met en œuvre depuis de nombreuses années en Afrique dans les domaines de l'éducation et du développement des ressources humaines. La présence, au sein de l'entreprise, d'ingénieurs et de personnels administratifs nigériens formés en Türkiye a largement contribué à rendre les opérations plus rapides et plus efficaces. En particulier, la participation de diplômés ayant bénéficié des Bourses de la Türkiye (*Türkiye Bursları*), gérées par la Présidence des Turcs à l'étranger et des communautés affiliées (YTB), ainsi que d'anciens élèves des établissements de la Fondation Maarif de Türkiye, contribue au renforcement des liens institutionnels et culturels entre les deux pays.

La présence de collaborateurs locaux maîtrisant le turc et ayant suivi leur formation en Türkiye constitue un atout majeur, notamment dans des contextes où les procédures administratives, les relations avec les acteurs locaux et le fonctionnement bureaucratique peuvent s'avérer complexes. Ces personnels jouent un rôle d'interface aussi bien dans la conduite des activités techniques que dans les processus de communication et de coordination avec les institutions publiques, favorisant ainsi une mise en œuvre plus fluide et plus efficace des projets. Cette expérience montre que les politiques éducatives menées par la Türkiye en Afrique produisent non seulement des résultats sur le plan académique, mais également des retombées concrètes sur les plans économique et institutionnel.

5. Le potentiel de la diplomatie minière au service de l'industrie de défense

L'exemple du Niger montre que les activités minières ne se limitent pas au développement des ressources ni aux investissements économiques. Le modèle de partenariat développé par MTAIC, lorsqu'il est mis en œuvre dans un cadre institutionnel approprié, est susceptible de constituer, de manière indirecte mais significative, une infrastructure financière et stratégique au bénéfice des entreprises de l'industrie de défense de la Türkiye.

Dans une grande partie des pays africains, les contraintes pesant sur les finances publiques et les difficultés de trésorerie limitent la capacité à financer des investissements coûteux dans les secteurs de la défense et des technologies de pointe. Cette situation constitue un obstacle majeur pour les entreprises souhaitant s'implanter sur ces marchés. Dès lors, le développement de modèles de coopération plus souples, fondés sur le

partenariat et les bénéfices mutuels, au-delà des relations commerciales traditionnelles, revêt une importance particulière.

Dans cette perspective, le développement de projets miniers par MTAIC selon un modèle de partenariat et leur mise en production permettent non seulement de créer de la valeur économique pour les pays concernés, mais également d'établir, pour la Türkiye, une base de coopération durable pouvant être mobilisée dans différents secteurs. Une telle approche pourrait contribuer à réduire les contraintes liées aux paiements en numéraire auxquelles sont confrontées les entreprises de l'industrie de défense lors de leur accès aux marchés africains et favoriser l'établissement de relations économiques à long terme.

Sous cet angle, la diplomatie minière ne se limite pas à la valorisation des ressources naturelles ; elle constitue également un instrument de coopération global contribuant à renforcer la présence de l'industrie de défense turque ainsi que d'autres secteurs stratégiques sur le continent africain.

6. Conclusion

Les activités menées par MTAIC au Niger traduisent une vision stratégique qui dépasse largement les seules dimensions de l'exploration, de la planification des investissements et des objectifs de production. Engagé en 2020, ce processus devrait franchir une nouvelle étape avec le lancement de la production prévu en 2026.

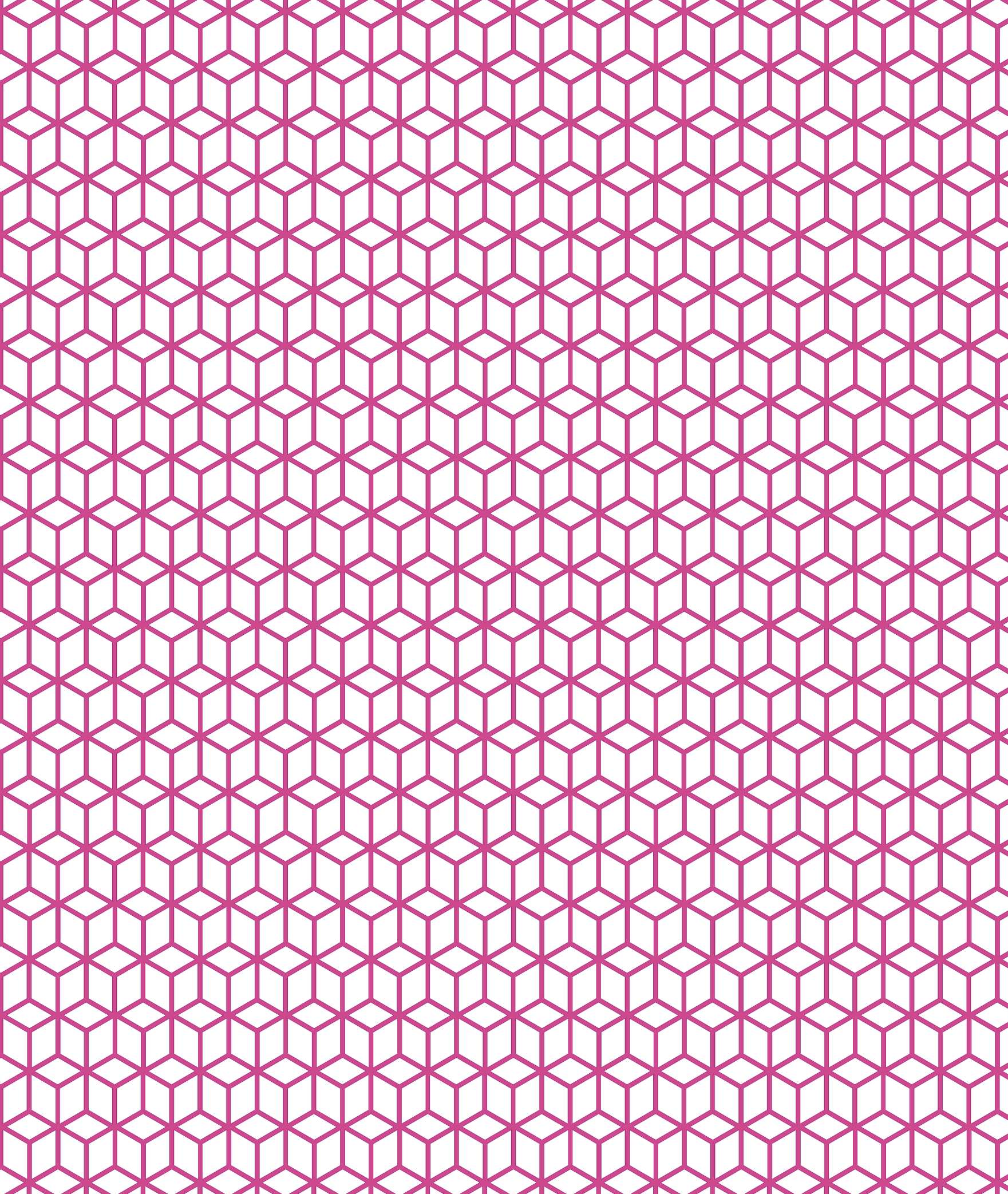
L'extension des permis aurifères, l'acquisition de nouveaux sites dans la région d'Agadez ainsi que les activités d'exploration portant sur les minerais critiques renforcent la position de la Türkiye au Niger et, plus largement, dans la région du Sahel. Le modèle qui se dessine ne permet pas seulement à notre pays d'accéder à des ressources naturelles ; il contribue également à générer un capital de confiance diplomatique, à renforcer la coopération institutionnelle, à consolider la légitimité locale, tout en créant des retombées financières et une influence stratégique.

En particulier, dans les pays africains confrontés à des contraintes budgétaires, le développement des ressources minières selon un modèle de partenariat avec MTAIC ouvre la voie à une approche innovante, susceptible

d'assurer à la Türkiye une présence durable sur le terrain tout en créant de nouvelles perspectives de marché et des mécanismes de financement pour l'industrie de défense. À cet égard, le modèle développé au Niger illustre une approche intégrée, articulant le développement des ressources naturelles avec la politique étrangère, la coopération économique et la stratégie de l'industrie de défense.

Par ailleurs, la contribution, sur le terrain, de personnels locaux maîtrisant le turc et formés dans le cadre des politiques éducatives que la Türkiye mène en Afrique constitue un facteur essentiel qui renforce les fondements institutionnels et sociétaux de ce modèle de coopération.

En définitive, l'exemple du Niger montre que, pour la Türkiye, la diplomatie minière ne se réduit pas aux seules activités d'exploration et d'exploitation minières. Elle est devenue un instrument permettant de renforcer sa présence sur les plans économique, politique, institutionnel et géostratégique. À ce titre, le modèle mis en œuvre au Niger constitue une illustration particulièrement significative de la manière dont les capacités techniques et la confiance diplomatique se conjuguent pour concrétiser, sur le terrain, les objectifs de la politique nationale de la Türkiye en matière de ressources minières.



Ministère de la Santé : la main tendue de la Türkiye pour la santé en Afrique

8

Direction générale de l'Union européenne et des Relations internationales

1. Introduction

La santé constitue l'un des piliers essentiels de la Politique de partenariat de la Türkiye avec l'Afrique, initiée il y a vingt et un ans sous le nom d'« Initiative pour l'Afrique » et qui a, depuis, permis la mise en place de coopérations solides et durables avec les pays du continent.

Afin de contribuer à l'accès des populations africaines à des services de santé, dans le respect du principe de la couverture sanitaire universelle et du droit à la santé, qui constitue l'un des droits fondamentaux de la personne, notre pays apporte son soutien à l'échelle internationale et met en œuvre diverses initiatives en faisant entendre la voix de la conscience mondiale. Dans ce contexte, notre diplomatie sanitaire ouvre la voie à l'établissement de partenariats stratégiques durables sur le continent. Le présent article examine les coopérations développées par la Türkiye avec différents pays africains dans le domaine de la santé.

2. Les fondements juridiques de notre coopération

Le ministère de la Santé de la République de Türkiye est lié par des accords bilatéraux en vigueur dans le domaine de la santé avec le Bénin, l'Algérie, le Tchad, l'Éthiopie, le Maroc, le Gabon, la Gambie, la Guinée, la Libye, l'Égypte, le Mali, la Mauritanie, la Namibie, le Niger, la Somalie, le Soudan, la Tanzanie, la Tunisie

et la Zambie. Ces accords constituent le fondement juridique de notre coopération avec ces pays.

Par ailleurs, les procédures relatives à l'entrée en vigueur des accords bilatéraux se poursuivent avec huit pays africains, tandis que les négociations en vue de la signature de nouveaux accords de coopération sont menées de manière résolue avec treize autres pays du continent.

3. Le parcours de soins reliant l'Afrique à la Türkiye

Les patients qui ne peuvent bénéficier, dans leur pays, des traitements nécessaires en raison d'insuffisances en matière d'infrastructures, d'équipements médicaux, de médicaments ou de personnel de santé ont la possibilité d'être pris en charge, dans le cadre du tourisme de santé, au sein de nos établissements de santé de référence dotés d'infrastructures modernes, de technologies de pointe et de ressources humaines hautement qualifiées. À mesure que la qualité des services de santé proposés dans notre pays gagne en reconnaissance à l'échelle internationale, la Türkiye continue d'accueillir un nombre croissant de patients en provenance de nombreux pays africains dans le cadre du tourisme médical.

Par ailleurs, notre pays a conclu des *accords bilatéraux de coopération* avec la Gambie, la Mauritanie, le Niger, la Somalie et le Soudan. Dans le cadre de ces accords, des patients, dont une majorité présente des pathologies complexes ne pouvant être prises en charge dans leur pays pour diverses raisons, sont accueillis en Türkiye et bénéficient gratuitement de leurs traitements au titre de l'aide humanitaire. En 2024, 94 patients originaires du continent africain ont ainsi été admis et soignés dans notre pays ; en 2025, ce nombre s'est élevé à 72 patients, qui ont pu regagner leur pays après leur traitement.

4. Nos investissements sanitaires

Dans le cadre de notre diplomatie sanitaire, les investissements que nous réalisons dans le domaine de la santé en Afrique contribuent à renforcer les liens d'amitié qui nous unissent aux peuples africains tout en témoignant de la solidité et de l'expertise du système de santé de notre pays. Au-delà de l'aide apportée, ces initiatives visent également à soutenir le renforcement des capacités nationales des pays partenaires.

Les hôpitaux d'amitié que nous avons établis dans plusieurs pays du continent illustrent notre engagement à offrir des services de santé durables et de qualité aux populations locales. Grâce à ces établissements, les populations africaines ont l'occasion de découvrir le système de santé de notre pays et d'accéder aux soins dont elles ont besoin.



L'Hôpital de formation et de recherche Recep Tayyip Erdoğan contribue depuis 2015 à la fourniture de services de santé et à la formation des professionnels de santé à Mogadiscio, capitale de la Somalie. (Source : Agence Anadolu)

4.1. L'hôpital de formation et de recherche Soudan–Türkiye de Nyala

L'Hôpital de formation et de recherche Soudan–Türkiye de Nyala a commencé à fournir des services le 28 février 2014. Établissement hospitalier d'une superficie couverte d'environ 11 000 m^2, il a été conçu avec une capacité de 150 lits et fonctionne actuellement avec 135 lits.

À ce jour, 26 990 patients y ont bénéficié d'une hospitalisation, tandis que 447 048 consultations et 25 110 interventions chirurgicales y ont été réalisées.

4.2. L'hôpital de formation et de recherche Recep Tayyip Erdoğan Somalie–Türkiye de Mogadiscio

L'Hôpital de formation et de recherche Recep Tayyip Erdoğan Somalie–Türkiye de Mogadiscio, d'une capacité de 285 lits, dont la construction a été achevée dans la capitale somalienne, a accueilli ses premiers patients le 29 septembre 2014. Inauguré officiellement en présence de notre Président de la République Recep Tayyip Erdoğan, l'établissement est exploité selon un modèle de gestion conjoint entre les ministères de la Santé de la Türkiye et de la Somalie.

Le complexe hospitalier, d'une superficie totale de 63 000 m^2, comprend également des logements destinés au personnel ainsi qu'une école d'infirmiers. Des médecins et des professionnels de santé envoyés par la Türkiye y exercent aux côtés de leurs homologues somaliens. Par ailleurs, les médecins turcs assurent la formation spécialisée des médecins résidents somaliens.

L'hôpital emploie au total 1 064 personnes, dont 87 médecins spécialistes, 120 médecins résidents (y compris en médecine dentaire), 3 chirurgiens-dentistes, 286 infirmiers, 8 sages-femmes et 560 autres professionnels de santé. Les patients sont pris en charge dans de nombreuses spécialités, notamment la gynécologie-obstétrique, la pédiatrie, l'urologie, la neurochirurgie, la chirurgie plastique, la médecine interne, la chirurgie générale, l'anesthésiologie, l'ophtalmologie et la médecine dentaire. L'établissement dispose d'une surface couverte de 13 500 m^2 et comprend 12 lits de soins intensifs, 15 lits de réanimation néonatale ainsi que 15 couveuses. Il est également équipé de quatre blocs opératoires, d'une salle d'accouchement, de services de radiologie et de laboratoire, d'une unité de dialyse, d'un service de chirurgie cardiovasculaire, d'un laboratoire d'angiographie, d'un centre de transfusion sanguine, d'une unité de prise en charge des plaies et des brûlures ainsi que d'un service d'orthèses et de prothèses.

Les prestations de soins délivrées au cours de l'année 2025 se déclinent comme suit :

Nombre de patients accueillis aux urgences	24 328
Traitements de patients en ambulatoire (Consultations)	408 644
Traitements de patients hospitalisés	18 810
Nombre d'interventions chirurgicales	8 295
Nombre d'analyses de laboratoire	2 361 389
Nombre d'examens d'imagerie radiologique	133 904

Au sein de notre hôpital en Somalie, plusieurs interventions chirurgicales réalisées pour la première fois dans le pays ont été menées avec succès. La première implantation d'un stimulateur cardiaque ainsi que la première intervention de Whipple (pancréatoduodénectomie) figurent parmi les réalisations emblématiques de cet établissement.

Le personnel hospitalier n'exerce pas uniquement au sein de l'hôpital ; il intervient également sur le terrain en menant des campagnes de dépistage afin d'identifier les personnes nécessitant une prise en charge médicale et de leur assurer l'accès aux soins.

Notre hôpital a par ailleurs été distingué par le prix du « Prestataire de service public de l'année » dans le cadre des Prix nationaux de la qualité de la Somalie 2025.

Enfin, des programmes de formation médicale spécialisée sont mis en œuvre en Somalie en coopération avec l'Université des Sciences de la Santé. Après avoir effectué leurs stages de rotation en Türkiye, les médecins somaliens poursuivent leur activité professionnelle au sein de notre hôpital dans leur pays.

4.3. L'hôpital de l'amitié Niger-Türkiye

À la suite de la signature de l'« Accord de coopération dans les domaines de la santé et des sciences médicales entre le Gouvernement de la République de Türkiye et le Gouvernement de la République du Niger», et sur instruction de notre Président de la République, M. Recep Tayyip Erdoğan, notre hôpital a commencé à fournir des services en septembre 2019 en tant qu'hôpital de gynécologie-obstétrique.

L'établissement fonctionne selon un modèle de gestion conjointe et emploie 27 membres du personnel turc (5 médecins spécialistes, 1 médecin généraliste et 21 autres personnels) ainsi que 185 membres du personnel local. Par ailleurs, une superficie de 4 000 m^2 située à l'arrière de l'hôpital existant a été affectée à la création d'un Centre de procréation médicalement assistée (PMA), qui a été mis en service.



L'Hôpital de formation et de recherche Recep Tayyip Erdoğan contribue depuis 2015 à la fourniture de services de santé et à la formation des professionnels de santé à Mogadiscio, capitale de la Somalie. (Source : Agence Anadolu)

Le bilan d'activité enregistré au cours de l'année 2025 s'établit ainsi :

Nombre de patients accueillis aux urgences	29 428
Traitements de patients en ambulatoire (Consultations)	32 125
Traitements de patients hospitalisés	4 368
Nombre d'interventions chirurgicales	3 031
Nombre d'analyses de laboratoire	145 920
Nombre d'examens d'imagerie radiologique	1 793
Nombre d'accouchements enregistrés	2 449

5. Notre aide humanitaire

À chaque crise humanitaire, la Türkiye réaffirme sa solidarité avec les peuples africains en apportant également une assistance dans le domaine de la santé. En 2025, cinq palettes, représentant 2,5 tonnes de matériel d'aide humanitaire, ont été envoyées à Djibouti afin de répondre aux besoins humanitaires liés aux mouvements migratoires irréguliers et à la situation des réfugiés. Par ailleurs, 104 palettes, représentant 64 tonnes de médicaments et de consommables médicaux, ont été offertes à la Somalie. Enfin, dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de choléra au Soudan, des médicaments et des fournitures médicales ont été acheminés vers ce pays.

6. Les formations

Le renforcement de la qualité des services de santé sur place constitue un élément essentiel du développement durable. Dans cette perspective, diverses formations sont organisées afin de renforcer les compétences des professionnels de santé appelés à servir les populations africaines. À cette fin, notre Ministère met en œuvre depuis 2017 le « *Projet de renforcement de la coordination et de développement des capacités en matière de préparation et de réponse aux urgences sanitaires* ». Ce projet vise à améliorer les compétences professionnelles des personnels de santé exerçant dans les services médicaux d'urgence des pays africains grâce à des programmes de formation, tout en favorisant le développement d'une culture commune d'intervention face aux situations d'urgence et de catastrophe sur le continent africain. Dans le cadre de ce projet, huit sessions de formation ont été organisées au cours de la période 2024-2025 : deux formations de formateurs (*Training of Trainers* – ToT) au Centre de formation et de simulation d'Urla (İzmir), quatre formations en Tanzanie et deux au Burkina Faso. Au total, 229 professionnels de santé ont bénéficié de ces formations.

7. Les visites

Tout au long de l'année, notre ministre, le Prof. Dr Kemal Memişoğlu, ainsi que les hauts responsables de notre Ministère, ont accueilli à de nombreuses reprises leurs homologues africains et effectué de nombreuses visites dans les pays du continent afin d'évaluer et de renforcer nos relations bilatérales dans le domaine de la santé. À cet égard, l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Cameroun, le Burkina Faso, l'Éthiopie, la Gambie, l'Algérie, le Niger, la Somalie, le Sénégal et le Soudan figurent parmi les pays avec lesquels ces échanges ont eu lieu.

Lors de la 1re Réunion des ministres de la Santé du D-8, organisée sous la présidence de la République arabe d'Égypte, les possibilités de coopération dans le domaine de la santé ont été examinées.

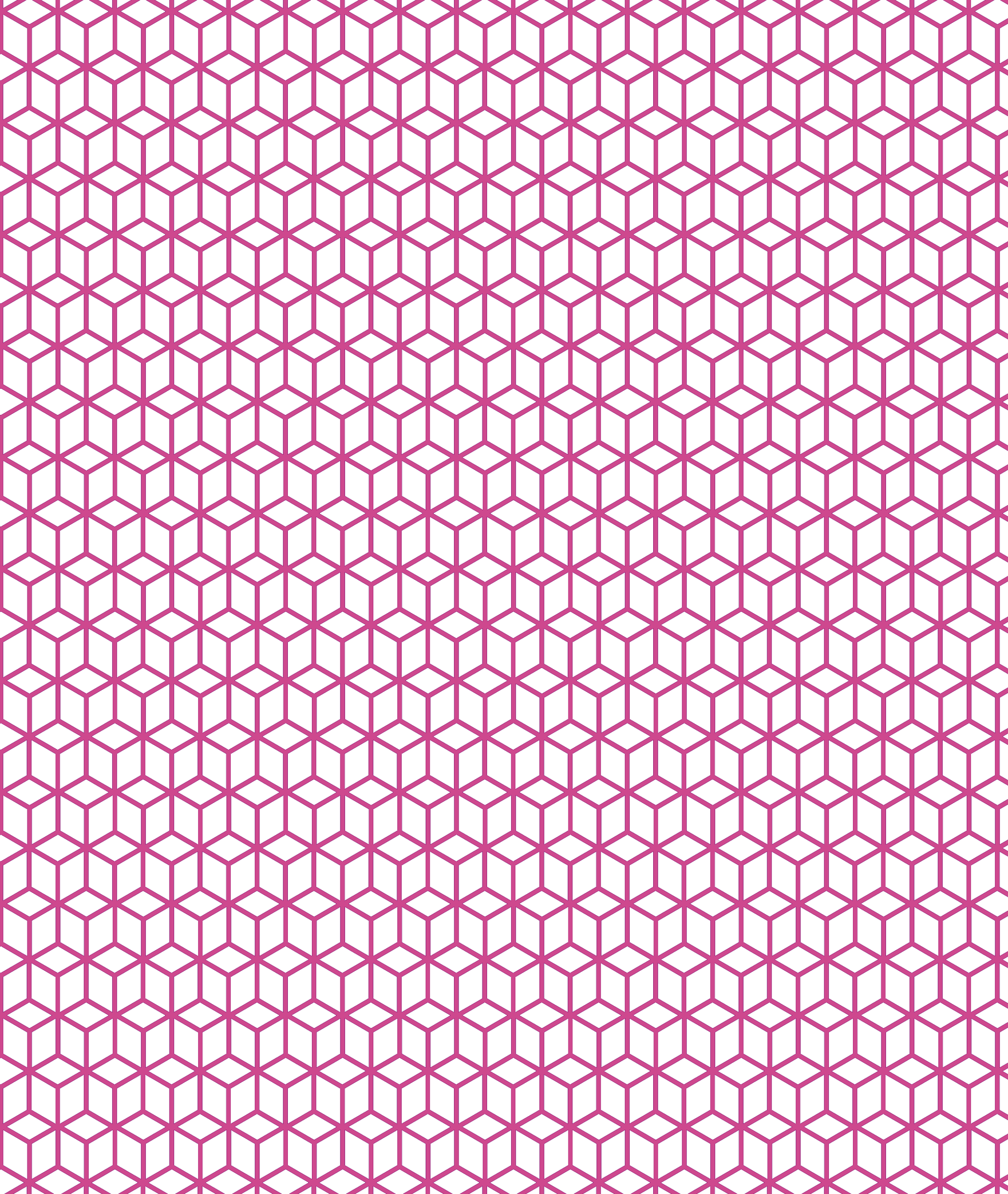
Par ailleurs, notre Ministère a participé à la deuxième réunion du Groupe de travail Santé du G20, organisée en Afrique du Sud, et a présenté, lors de la Réunion des ministres de la Santé du G20 2025, notre modèle de santé axé sur la production.

8. Conclusion

La diplomatie sanitaire que notre pays mène sur le continent africain s'inscrit dans une approche de partenariat stratégique, fondée sur les principes de la solidarité mutuelle et du développement partagé. Cette approche dépasse le cadre de la coopération sanitaire traditionnelle et donne naissance à de véritables réussites qui touchent la vie de milliers de personnes et contribuent au renforcement durable des systèmes de santé des pays partenaires.

Notre coopération avec l'Afrique dans le domaine de la santé continue de se renforcer grâce au partage réciproque d'expériences et à la mise en œuvre de projets communs. À cet égard, nous mettons à la disposition des responsables et des experts africains l'expertise, les connaissances et le savoir-faire que notre pays a acquis dans le secteur de la santé, tout en leur apportant le soutien nécessaire pour développer leurs propres systèmes de santé.

Guidé par une vision globale englobant les investissements sanitaires, la gestion des hôpitaux, les campagnes de dépistage, la formation des personnels de santé, la prise en charge des patients ainsi que l'aide humanitaire, notre Ministère continuera d'être une main tendue vers l'Afrique au service de la santé.



La dimension communicationnelle des relations Türkiye-Afrique : Activités de coopération dans les domaines de la diplomatie publique et des médias

9

Direction de la communication de la présidence de la République de Türkiye

1. Introduction

Le système international traverse actuellement une période de transformation marquée par l'accentuation des incertitudes, de la compétition entre les puissances et de l'érosion du multilatéralisme. Dans ce contexte, le développement de nos relations et de notre coopération avec l'Afrique constitue l'une des priorités fondamentales de la politique étrangère multidimensionnelle de la Türkiye. Fondées sur le principe de « des solutions africaines aux problèmes africains » et sur une approche fondée sur le bénéfice mutuel, nos relations contribuent au renforcement d'une coopération fondée sur un partenariat d'égal à égal avec les pays du continent et constituent l'un des piliers essentiels de la vision multidimensionnelle de la politique étrangère de notre pays.

La Direction de la communication de la Présidence de la République de Türkiye mène ses activités conformément à une vision visant à développer des relations approfondies et multidimensionnelles avec les opinions publiques nationale et internationale, les décideurs et les médias, à assurer une représentation efficace de la Türkiye dans tous les domaines en mobilisant l'ensemble des outils et des méthodes de communication, et à consolider ainsi l'image de marque de la Türkiye. Dans ce cadre, elle poursuit ses tra-



Le panel intitulé « Conflit persistant au cœur de l'Afrique : à la recherche de la paix au Soudan », organisé par la Direction de la Communication de la Présidence de la République de Türkiye, a porté sur les conflits et la crise humanitaire au Soudan. (Source : Agence Anadolu)

vaux dans les domaines de la communication stratégique, de la diplomatie publique et de la lutte contre la désinformation. Dans cette perspective, les activités de communication et de diplomatie publique menées à l'égard de l'Afrique occupent une place essentielle au sein de la Présidence, compte tenu de l'importance stratégique croissante du continent dans la politique étrangère turque. Assurer une communication juste et efficace auprès de l'opinion publique internationale sur les coopérations multidimensionnelles développées par la Türkiye avec les pays africains dans les domaines politique, économique, culturel et humanitaire, établir des réseaux de communication durables avec les opinions publiques et les acteurs des médias du continent, ainsi que renforcer la compréhension mutuelle, ont continué de figurer parmi les priorités de la Présidence en 2025, comme au cours des années précédentes.

2. Les activités menées par la Direction de la communication de la Présidence de la République de Türkiye à l'égard du continent africain en 2025

En 2025, diverses activités et programmes ont été mis en œuvre, tant en Türkiye qu'à l'étranger, dans le cadre de la coopération avec les pays africains en matière de diplomatie publique et de médias. À cet égard, les actions d'information, les interactions avec les médias et les initiatives de communication stratégique ont été soutenues par l'organisation de diffé-

rents événements, ainsi que par la signature de protocoles de coopération et de mémorandums d'entente. Par ailleurs, des initiatives visant à lutter contre la désinformation ont également été mises en œuvre. L'ensemble de ces actions vise à renforcer la visibilité des relations entre la Türkiye et l'Afrique et à consolider le rôle constructif joué par la Türkiye sur le continent.

2.1. Les panels et les événements organisés à l'égard de l'Afrique

Dans le cadre de l'approche multidimensionnelle de la politique étrangère de la Türkiye à l'égard de l'Afrique, les activités de communication et de diplomatie publique occupent une place centrale. À travers les événements consacrés aux questions africaines et aux relations entre la Türkiye et l'Afrique, ces initiatives visent non seulement à accroître la visibilité des actions diplomatiques et humanitaires de la Türkiye sur le continent, mais également à offrir une plateforme de dialogue réunissant les milieux académiques, médiatiques, diplomatiques et politiques. Elles contribuent ainsi à nourrir la réflexion sur les enjeux de paix, de sécurité et de développement en Afrique à la lumière des évolutions régionales et internationales, tout en mettant en valeur le rôle joué par la Türkiye dans ces processus auprès de l'opinion publique internationale.

Dans cette perspective, le « *Forum des médias Türkiye–Afrique* » s'est tenu le 28 février 2025 à Istanbul afin de renforcer la coopération entre la Türkiye et les pays africains dans les domaines des médias et de la communication, ainsi que d'accroître leurs capacités mutuelles en matière de communication. Le Forum a réuni des représentants des médias, des universitaires, des spécialistes de la communication et des responsables d'institutions publiques de la Türkiye et des pays africains, dans le but de renforcer, sur une base institutionnelle, les interactions médiatiques entre les deux parties. « Renforcer l'écosystème des médias et de la communication dans les relations Türkiye–Afrique », « Diplomatie publique et communication stratégique » et « Flux d'informations fiables et lutte contre la désinformation dans les relations médiatiques Türkiye–Afrique », ces sessions ont permis d'examiner de manière approfondie les possibilités de coopération pouvant être développées autour d'une vision commune, ainsi que les moyens d'assurer une circulation de l'information fiable et équilibrée.[1] Les discussions ont également porté sur la lutte contre la désinformation dans l'environnement médiatique international, l'utilisation efficace des outils de communication numérique

1 Direction de la communication de la République de Türkiye, « Türkiye-Afrika Medya Forumu » [Le Forum des médias Türkiye-Afrique], https://www.kisa.link/HtiTe, (Consulté le 06.03.2026).

et le développement de mécanismes de coopération durables entre les institutions médiatiques.

Au cours des échanges, les participants ont souligné le rôle essentiel des médias et de la communication dans les relations internationales, tout en attirant l'attention sur le fait que l'Afrique est souvent représentée de manière incomplète, unidimensionnelle ou négative dans les discours médiatiques internationaux. Dans ce contexte, le *Forum des médias Türkiye–Afrique* a été présenté comme une plateforme importante pour favoriser une circulation de l'information plus équilibrée, plus nuancée et plus fidèle entre la Türkiye et les pays africains. Les intervenants ont également insisté sur la nécessité de renforcer la coopération entre les organes de presse, les milieux universitaires et les spécialistes de la communication des deux parties, de promouvoir des récits communs, de dépasser les stéréotypes persistants sur l'Afrique et de développer des initiatives conjointes dans la lutte contre la désinformation. À cet égard, il a été souligné que le Forum contribuerait au renforcement des réseaux institutionnels dans le domaine des médias entre la Türkiye et l'Afrique et qu'un consensus s'était dégagé en faveur de l'organisation de rencontres similaires dans les pays africains à l'avenir. Le Forum est ainsi considéré comme une initiative majeure renforçant la dimension communicationnelle des relations multidimensionnelles entre la Türkiye et l'Afrique et offrant une base solide pour approfondir la compréhension mutuelle et développer des partenariats médiatiques durables.

Cette approche développée par la Türkiye dans les domaines de la communication et de la diplomatie publique à l'égard de l'Afrique est également soutenue par des initiatives concrètes organisées dans différents pays du continent. Dans le prolongement des avancées enregistrées dans les relations entre la Türkiye et l'Afrique dans les secteurs de l'industrie de défense et des technologies, la Première édition du Forum de coopération en matière d'industrie de défense Türkiye–Mozambique, organisée le 20 novembre 2025 à Maputo, capitale du Mozambique, a accueilli une rencontre avec les médias intitulée « Une vision commune pour la paix, le développement et la sécurité: la coopération en matière de défense entre la Türkiye et le Mozambique »[2], organisée par la Direction de la communication de la Présidence de la République de Türkiye. Cette rencontre avait pour principal objectif de présenter aux médias mozambicains les capacités technologiques de la Türkiye dans le domaine de l'industrie de défense ainsi que sa vision en matière

2 Direction de la communication de la République de Türkiye, « Türk savunma sanayisi temsilcileri Mozambik medyasıyla bir araya geldi » [Les représentants de l'industrie de la défense turque ont rencontré les médias mozambicains], 20.11.2025, https://www.kisa.link/GhQWS, (Consulté le 06.03.2026).

de coopération internationale. À cette occasion, les progrès réalisés ces dernières années par la Türkiye dans les technologies de défense, sa capacité de production et les opportunités croissantes de coopération à l'échelle internationale ont été présentés aux participants. Cette initiative a été considérée comme une étape importante en matière de communication stratégique, dans la mesure où elle a permis de faire connaître directement aux médias africains les capacités technologiques de la Türkiye dans le domaine de la défense. Elle a également contribué au renforcement des relations diplomatiques et économiques entre les deux pays et constitue l'une des initiatives majeures illustrant l'approche multidimensionnelle de coopération développée par la Türkiye avec l'Afrique.

Au-delà des coopérations dans les domaines des médias et de la communication, les initiatives diplomatiques et humanitaires menées par la Türkiye en Afrique se distinguent également par leur caractère multidimensionnel. Dans ce cadre, les panels et événements organisés mettent en lumière les efforts en faveur de la paix et du développement. À cet égard, la Direction de la communication de la Présidence de la République de Türkiye a organisé, le 21 novembre 2025 à Johannesburg, en Afrique du Sud, un panel intitulé « La diplomatie humanitaire et l'action de la Türkiye en faveur du règlement pacifique des conflits».[3] Les débats ont porté sur les initiatives de médiation de la Türkiye, sa contribution aux processus de paix et l'efficacité de son modèle d'intervention rapide, inclusif et coordonné dans les zones de crise, à un moment où les crises humanitaires s'intensifient à l'échelle mondiale. Le rôle croissant de la Türkiye en Afrique a également été mis en avant à travers l'approche d'un **«** *acteur qui construit des partenariats plutôt que d'un simple fournisseur d'aide* ». Les exemples de la Somalie, de la Libye et du Soudan ont notamment illustré la manière dont la Türkiye mobilise, dans une approche intégrée, les instruments diplomatiques, politiques, sécuritaires et de développement pour s'affirmer comme un acteur de paix sur le continent.

En outre, un panel intitulé « Le conflit qui se poursuit au cœur de l'Afrique : la quête de la paix au Soudan » s'est tenu le 4 décembre 2025 sous l'égide de la Direction de la communication de la Présidence de la République de Türkiye.[4] Réunissant des représentants des médias, des universitaires, des dirigeants d'institutions publiques et des spécialistes du domaine, ce panel a abordé sous une perspective multidimensionnelle les violations des droits humains perpétrées au Soudan, les incidences du conflit sur la sécurité ré-

3 Direction de la communication de la République de Türkiye, « "Türkiye'nin Çatışmaların Barışçıl Çözümünde Yürüttüğü İnsani Diplomasi ve Yardımları" paneli » [Le panel : La diplomatie humanitaire et les aides menées par la Türkiye pour la résolution pacifique des conflits], 22.11.2025,
https://www.kisa.link/RXLwJ, (Consulté le 05.03.2026).

4 Direction de la communication de la République de Türkiye, « 'Afrika'nın Kalbinde Süregelen Çatışma: Sudan'da Barış Arayışı" paneli düzenlendi » [Tenue du panel : Un conflit persistant au cœur de l'Afrique : La quête de paix au Soudan], 04.12.2025,
https://www.kisa.link/aPujl, (Consulté le 05.03.2026).

gionale et le rôle des initiatives diplomatiques pour le rétablissement de la paix. Lors des allocutions d'ouverture, a le Directeur de la communication de la Présidence de la République de Türkiye, Burhanettin Duran, a souligné que les relations entre la Türkiye et l'Afrique avaient connu un essor considérable au cours des vingt dernières années. Il a également indiqué que, dans le cadre de la « Politique d'ouverture et de partenariat avec l'Afrique », la Türkiye avait adopté une approche résolue visant à renforcer ses relations politiques, économiques et institutionnelles avec les pays africains.[5] À cet égard, il a réaffirmé que l'objectif de la Türkiye est de développer avec les pays du continent des relations fondées sur les principes d'un partenariat d'égal à égal, du bénéfice mutuel et d'une coopération durable.

2.2. Les protocoles de coopération et les mémorandums d'entente signés dans les domaines des médias et de la communication

Depuis 2018, la Direction de la communication de la Présidence de la République de Türkiye a entrepris d'importantes initiatives visant à renforcer les relations institutionnelles avec le continent africain dans les domaines de la communication et de la diplomatie publique. Dans ce cadre, des protocoles de coopération et des mémorandums d'entente ont été conclus avec les institutions homologues de six pays africains (le Sénégal, l'Algérie, la Libye, la Guinée-Bissau, le Rwanda et le Nigéria) afin d'établir et de consolider la coopération dans les domaines des médias, de la communication et de la diplomatie publique, ainsi que de promouvoir des initiatives conjointes. Ces accords couvrent notamment le renforcement des échanges d'informations et d'expériences, la promotion des interactions entre les professionnels des médias, la mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités, le développement de projets communs en matière de communication stratégique ainsi que le renforcement de la coopération dans la lutte contre la désinformation.

Dans ce contexte, un *Mémorandum d'entente relatif à la coopération dans les domaines des médias et de la communication* a été signé le 23 janvier 2025 avec le Bureau du Porte-parole du Gouvernement de la République du Rwanda.[6] Ce mémorandum vise à renforcer les échanges d'informations et d'expériences entre les deux pays dans les domaines des médias et de la communication, à organiser des programmes conjoints de formation et de renforcement des capacités, à encourager les visites réciproques entre les

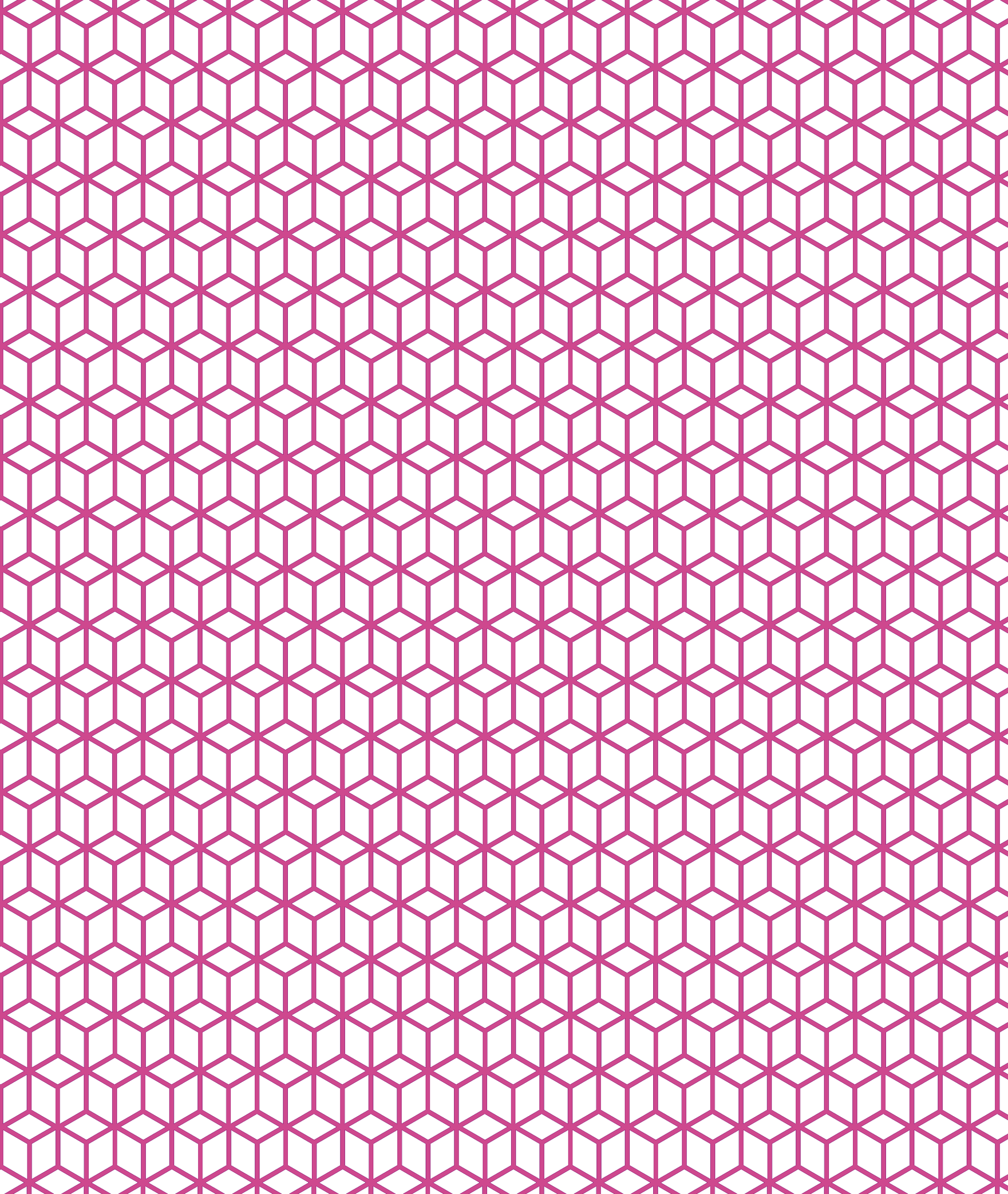
5 Direction de la communication de la République de Türkiye, « İletişim Başkanı Duran, "Afrika'nın Kalbinde Süregelen Çatışma: Sudan'da Barış Arayışı" panelinde konuştu » [Le directeur de la communication Duran s'est exprimé lors du panel « Un conflit persistant au cœur de l'Afrique : La quête de paix au Soudan »], 04.12.2025,
https://www.kisa.link/Sfzhy, (Consulté le 05.03.2026).

6 Direction de la communication de la République de Türkiye, « Türkiye ile Ruanda arasında medya ve iletişim alanında iş birliği » [La coopération dans les domaines des médias et de la communication entre la Türkiye et le Rwanda], 23.01.2025,
https://www.kisa.link/Hgivy, (Consulté le 06.03.2026).

représentants des médias et à développer des projets communs dans le domaine de la communication stratégique. Cette coopération contribue au renforcement des relations institutionnelles entre la Türkiye et le Rwanda dans le domaine de la communication, tout en apportant une contribution significative à l'institutionnalisation des activités de diplomatie publique menées par la Türkiye sur le continent africain.

3. Conclusion

Tout au long de l'année 2025, la Direction de la communication de la Présidence de la République de Türkiye a poursuivi ses activités à destination de l'Afrique dans une approche multidimensionnelle. À travers les panels organisés, le *Forum des médias Türkiye–Afrique* ainsi que les mémorandums d'entente signés, elle a œuvré au renforcement des relations institutionnelles entre la Türkiye et les pays africains dans les domaines des médias, de la communication et de la diplomatie publique. Ces initiatives ont contribué à consolider la dimension communicationnelle des relations multidimensionnelles développées par la Türkiye avec l'Afrique, tout en favorisant l'établissement d'un cadre de coopération fondé sur la communication stratégique, la diffusion d'une information fiable et équilibrée ainsi que la lutte contre la désinformation. Les actions menées dans ce cadre témoignent du rôle essentiel de la diplomatie publique dans le renforcement des relations entre la Türkiye et les pays africains, sur la base de la compréhension mutuelle, du partenariat d'égal à égal et d'une coopération durable.



10

La Fondation Maarif de Türkiye en Afrique en 2025

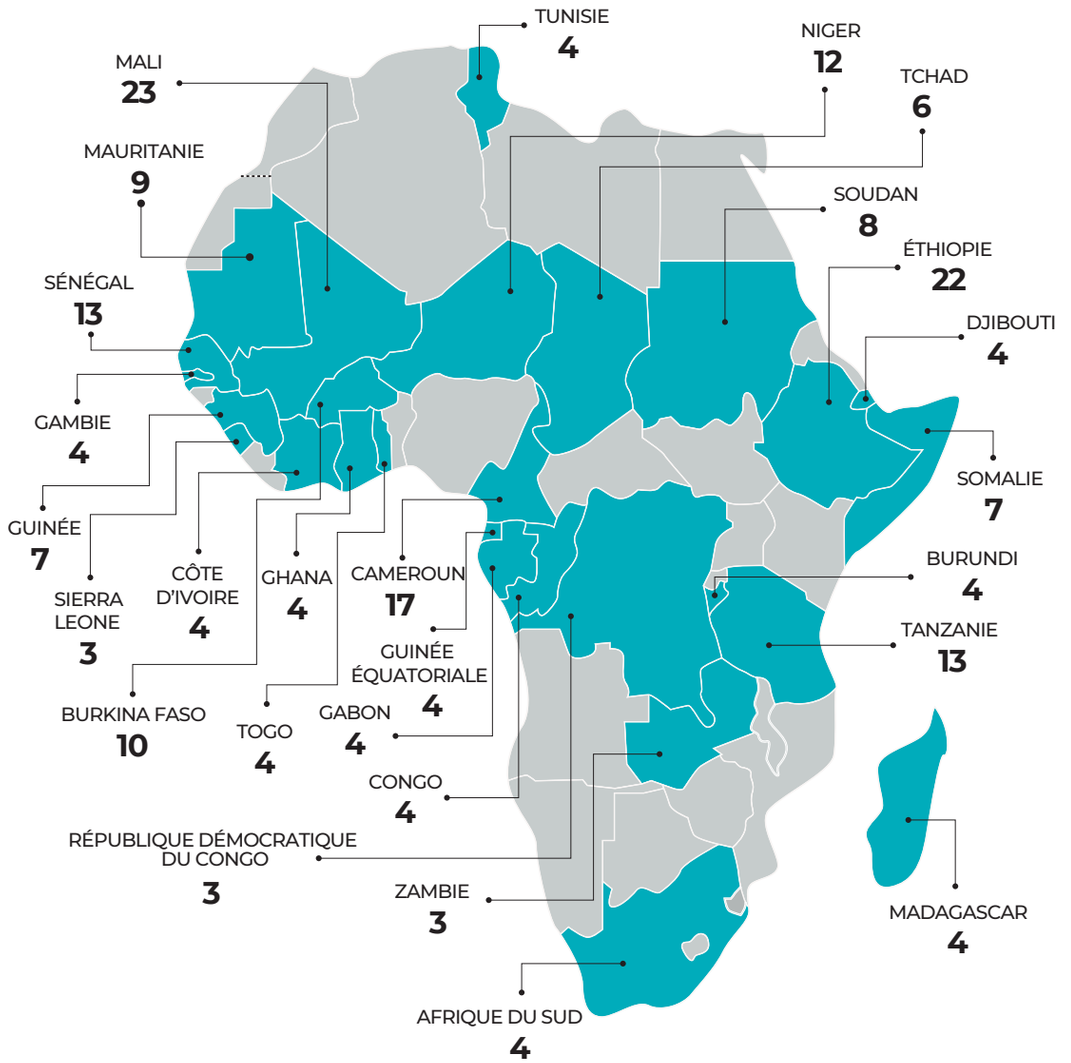
Fondation Maarif de Türkiye

1. Introduction

Dans les relations internationales contemporaines, les États placent parmi leurs priorités le fait de faire de leurs valeurs culturelles et éducatives un pôle d'attraction à l'échelle mondiale. La Türkiye a porté à un niveau stratégique axé sur l'éducation le processus d'institutionnalisation de sa diplomatie publique, qu'elle avait amorcé après la Guerre froide avec des institutions telles que l'Agence turque de coopération et de coordination (TİKA), l'Institut Yunus Emre (YEE) et la Présidence des Turcs de l'étranger et des communautés affiliées (YTB), avec la création, en 2016, de la Fondation Maarif de Türkiye (Türkiye Maarif Vakfı – TMV). Par l'intermédiaire de ces institutions, la Türkiye s'est donné pour mission de porter le récit de la « vertu », que l'humanité a perdu puis cherché à retrouver depuis le XXe siècle, et a retenu l'attention de l'opinion publique internationale grâce aux activités de diplomatie publique qu'elle mène sur les six continents.

Créée en vertu de la loi n° 6721, la Fondation Maarif de Türkiye (TMV) est une fondation publique qui, au nom de la Türkiye, met en œuvre des activités d'enseignement formel et non formel à l'étranger, conformément à la vision « Valoriser l'éducation», en conciliant l'héritage séculaire de la tradition savante de la Türkiye avec les approches pédagogiques modernes. Dotée d'une structure

ÉCOLES DE LA FONDATION MAARIF DE TÜRKİYE EN AFRIQUE EN 2025



TOTAL
208
ÉCOLES

réunissant les caractéristiques des personnes morales de droit privé et de droit public, la TMV bénéficie d'une grande souplesse institutionnelle, qui lui permet de s'adapter rapidement aux législations nationales des pays dans lesquels elle exerce ses activités et de produire des solutions dynamiques en période de crise.

En 2025, la Fondation a mené des activités dans 64 pays. Dans 56 d'entre eux, elle a dispensé un enseignement à plus de 72 000 élèves à travers un réseau composé de 517 écoles, 2 universités, 15 centres de formation et 11 centres d'études sur la Türkiye, soit un total de 545 établissements d'enseignement.

2. La structuration stratégique et les standards académiques en Afrique

En 2025, la TMV est devenue un vaste réseau éducatif présent dans 27 pays africains. Ce réseau représente une structure professionnelle couvrant un large éventail de niveaux d'enseignement, de l'éducation préscolaire à l'enseignement supérieur, et accueille 24 000 élèves au sein de 208 écoles, 2 centres de formation et 8 centres d'études sur la Türkiye. Les écoles regroupent les établissements d'enseignement préscolaire, primaire et secondaire ; les centres de formation désignent les centres d'enseignement non formel délivrant des certifications ; quant aux centres d'études sur la Türkiye, ils correspondent à des structures d'enseignement supérieur, sous la forme de chaires et d'instituts créés au sein d'universités prestigieuses de différents pays.

2.1. La croissance des infrastructures et la montée en qualité : l'exemple de Djibouti

L'un des investissements immobiliers les plus importants réalisés par la Fondation en 2025 est le nouveau campus d'une superficie de 67 décaires ouvert à Djibouti. Équipé de laboratoires modernes et de salles de classe dédiées à la robotique, ce campus ne constitue pas seulement un projet de construction, mais également le symbole de la détermination de la Türkiye à hisser la qualité de l'enseignement dans la région au niveau des standards internationaux. Cette montée en qualité est en outre soutenue par des stratégies d'expansion vers de nouveaux terrains d'action, notamment en Algérie, en Libye et au Nigéria.

2.2. L'accréditation internationale et l'évaluation des acquis

Si les établissements de la TMV mettent en œuvre les programmes nationaux des pays d'accueil, des programmes internationaux ainsi que les programmes internationaux Maarif (IM) développés par la Fondation elle-même, celle-ci noue

également des partenariats avec des programmes d'accréditation largement reconnus à l'échelle mondiale. À cet égard, les établissements de la TMV occupent, dans leurs pays d'implantation, une position de référence dans la définition des standards internationaux de l'enseignement. En particulier, le centre d'examen établi en Somalie dans le cadre de l'accréditation OxfordAQA a permis aux élèves de passer, dans leur propre pays, les examens IGCSE et A-Level, reconnus à l'échelle internationale. Selon les données de 2025, les excellents résultats obtenus dans les domaines des sciences et des langues étrangères attestent de la maturité académique acquise par la Fondation.

3. L'intégration sociale fondée sur la science, le sport et la culture

En portant ses activités éducatives au-delà du cadre scolaire, la TMV consolide également sa mission de force fédératrice à l'échelle du continent grâce à l'organisation de diverses manifestations sociales.

3.1. Les festivals internationaux des sciences

3.1.1. La Foire scientifique du Gabon

Des élèves de l'enseignement primaire et secondaire issus de 14 pays africains, ainsi que d'Albanie, du Kosovo et de Macédoine du Nord, ont eu l'opportunité de présenter plus de 40 projets lors de la Foire scientifique du Gabon. Organisée autour de quatre grandes catégories — *l'intelligence artificielle, les énergies*



Le Science Fest Abidjan (SFA) s'est tenu le 29 avril 2025 à Abidjan, en Côte d'Ivoire, avec la participation d'élèves des établissements scolaires locaux et des Écoles Maarif de Türkiye de 22 pays africains.

renouvelables et l'agriculture, la robotique et la vie inclusive —, cette manifestation a également mis en évidence l'approche de la Fondation faisant de l'Afrique le cœur de son action, en accueillant, fait notable, des participants venus de pays extérieurs au continent.

Organisée pour la quatrième fois en 2025 et désormais inscrite dans une dynamique de pérennisation institutionnelle, la Foire scientifique du Gabon offre aux participants l'occasion de présenter leurs projets innovants. Les échanges entre participants de différents pays autour des avancées scientifiques et technologiques ont par ailleurs confirmé la pertinence des initiatives visant à élargir cette manifestation dans les années à venir en y associant un nombre accru de participants.

3.1.2. Le Festival des sciences d'Abidjan

Le *Science Fest Abidjan* (SFA), organisé le 29 avril 2025 à Abidjan, capitale de la Côte d'Ivoire, a réuni des élèves des écoles locales de Côte d'Ivoire ainsi que des établissements Maarif provenant de 22 pays africains. Axée sur la science et la technologie, cette manifestation s'est articulée autour de quatre volets principaux : des concours de projets, des panels, un salon des start-up et des présentations d'universités.

À cette occasion, un salon international de l'enseignement supérieur a également été organisé avec la participation de 20 universités publiques et de fondation de Türkiye, tandis que plusieurs des principales universités de Côte d'Ivoire y ont également pris part.

Réunissant des jeunes venus des quatre coins de l'Afrique autour d'un événement scientifique, cette manifestation devrait être reconduite dans les années à venir sous l'intitulé de *Festival africain des sciences*. À l'instar des Jeux sportifs Maarif, qui illustrent le pouvoir fédérateur du sport, le *Festival des sciences d'Abidjan* démontre que la science peut également constituer un vecteur de rapprochement.

Dans la catégorie Électronique et robotique, le premier prix a été attribué au projet gabonais intitulé « Système automatisé de contrôle d'accès pour la gestion du personnel ». Le deuxième prix est revenu au projet « Maison intelligente » de la Mauritanie, tandis que le troisième a récompensé des élèves ayant développé des robots destinés à la collecte et au tri des déchets.

Dans la catégorie Informatique, logiciels et intelligence artificielle, le projet ivoirien « Maarif Connect » a remporté la première place. Le projet « InfinityLearn

» de Djibouti s'est classé deuxième, tandis que le projet togolais de système de contrôle de présence par reconnaissance faciale a obtenu la troisième place.

Dans la catégorie Technologies agricoles et cultures sous serre, le projet camerounais « Le remède venu du ciel » a remporté le premier prix. Le projet tchadien consacré à la culture de tomates sous serre est arrivé deuxième, tandis que le projet sénégalais de système de serre alimenté par énergie solaire a obtenu la troisième place.

Dans la catégorie Énergies renouvelables et recyclage, le premier prix a été décerné au projet éthiopien portant sur la production d'énergie et d'engrais à partir de marc de café. Le projet « Compost Energy » du lycée Koumassi, en Côte d'Ivoire, s'est classé deuxième, tandis que le projet malien de campus écologique autonome a obtenu la troisième place.

Dans la catégorie La vie inclusive, le premier prix est revenu au projet malgache de gant intelligent destiné aux personnes malvoyantes. Le projet « GuideSens » du Mali s'est classé deuxième, tandis que le projet de bras artificiel « IndepArm », présenté par la République démocratique du Congo, a obtenu la troisième place.

Par ailleurs, le Prix spécial du SFA a été décerné aux élèves du lycée Attécoubé, en Côte d'Ivoire, pour leur projet « Pharmatech ».

3.1.3. Le Festival culturel Maarif du Togo

Les écoles Maarif du Togo accueillent une population scolaire particulièrement diversifiée, notamment en raison du caractère international de la ville de Lomé. Afin de transformer cette diversité en une richesse partagée et en une célébration de l'unité, le *Festival culturel Maarif* est organisé en offrant aux élèves et à leurs familles issus de 22 pays la possibilité de tenir des stands représentant leur culture.

La 4e *édition du Festival culturel traditionnel Maarif*, organisée sous le thème **«** Vivre en paix **»**, a une nouvelle fois confirmé cette tradition. Les animations proposées sur les stands représentant 22 pays — la Türkiye, le Togo, l'Algérie, la France, le Brésil, le Liban, le Vietnam, le Nigéria, le Maroc, le Sénégal, la Corée du Sud, le Mali, la Côte d'Ivoire, la Syrie, l'Égypte, la Mauritanie, le Niger, le Bénin, le Gabon, Madagascar, le Tchad et la Guinée — ont favorisé la rencontre des cultures du monde. Dans le cadre du festival, les stands gastronomiques, les spectacles de danse, les concerts et les espaces de présentation des pays participants ont suscité un vif intérêt de la part des visiteurs.



École Maarif de Mauritanie

3.2. Les IIe Jeux sportifs Maarif d'Afrique (Mali)

Après le succès de la première édition organisée en 2023, la TMV a tenu la deuxième édition des Jeux sportifs Maarif d'Afrique le 18 février 2025 au Mali, avec la participation de 2 025 sportifs issus de 20 pays. Mettant en évidence le pouvoir fédérateur et diplomatique du sport, les compétitions se sont déroulées au stade du 26-Mars de Bamako, le plus grand complexe sportif du pays, d'une capacité de 50 000 places.

Au cours de ces trois journées de compétition, des épreuves ont été organisées dans douze disciplines : football, basketball, volleyball, handball, courses de 100 et 400 mètres, relais, lancer du poids, lancer du javelot, saut en hauteur, saut en longueur et natation. Au total, 127 rencontres, représentant 261 heures de compétition, se sont déroulées.

Les compétitions organisées dans ces douze disciplines n'ont pas seulement constitué une confrontation sportive ; elles ont également été enrichies par des initiatives relevant de la diplomatie culturelle, telles que la présentation du premier dictionnaire bambara-turc et l'exposition de documents relatifs au Mali conservés dans les archives ottomanes. À l'issue des compétitions organisées sous le slogan « Agis pour l'Afrique, combats et cours vers la victoire », les sportifs ayant obtenu les meilleurs résultats ont été récompensés.

4. La diplomatie linguistique stratégique et l'enseignement du turc

La diffusion du turc en tant que langue de science et de culture constitue l'un des objectifs stratégiques fondamentaux de la TMV. Au sein des établissements de la Fondation, il est visé que chaque élève maîtrise sa langue maternelle, le turc ainsi qu'une langue étrangère. Dans les pays africains, l'enseignement du turc en tant que langue étrangère est également dispensé sous forme de matière scolaire, conformément aux législations éducatives nationales et à l'organisation des établissements.

La Fondation met en œuvre l'enseignement du turc selon quatre axes complémentaires :

- **Enseignement formel** : Dans le cadre du « Programme d'enseignement du turc comme langue étrangère », développé par la TMV et approuvé par la Présidence du Conseil de l'éducation et de la discipline du ministère de l'Éducation nationale (*Millî Eğitim Bakanlığı Talim ve Terbiye Kurulu Başkanlığı*), l'objectif est de permettre aux élèves d'atteindre un niveau B2 en turc à l'issue de leur scolarité. L'enseignement est dispensé de manière systématique au moyen des manuels Maarif Türkçe et des supports pédagogiques complémentaires élaborés conformément à ce programme. Le niveau linguistique des élèves est évalué régulièrement à chaque cycle d'enseignement, tandis que des activités pédagogiques, en classe comme en dehors de celle-ci, visent à renforcer leurs compétences linguistiques. En outre, les établissements Maarif ne se limitent pas aux trois à quatre heures hebdomadaires de cours de turc : au niveau du collège, le cours intitulé « Culture et civilisation turques » est également intégré aux programmes afin de consolider les acquis linguistiques des élèves.

- **Enseignement supérieur et recherche** : L'enseignement du turc au niveau universitaire est assuré par l'intermédiaire des centres d'études sur la Türkiye implantés dans huit pays africains (Djibouti, Tchad, Côte d'Ivoire, Afrique du Sud, Cameroun, Mali, Sénégal et Togo). Les cours de turc, proposés sous forme d'enseignements optionnels donnant lieu à l'attribution de crédits universitaires, figurent sur les relevés de notes des étudiants. Le nombre total d'étudiants apprenant le turc dans ces centres s'élève à 525, le Sénégal occupant la première place avec 392 étudiants. Des enseignements universitaires de turc sont également dispensés au Togo, au Tchad, en Côte d'Ivoire et au Mali.

- **Personnel des secteurs public et privé** : Dans le cadre du protocole conclu avec le ministère de la Défense nationale de la Türkiye, une formation en

langue turque est dispensée à 333 militaires dans plusieurs pays africains. Les programmes destinés aux stagiaires civils ainsi qu'au personnel local contribuent également à établir un solide réseau de communication entre la Türkiye et les administrations locales. Les cours proposés par la Fondation couvrent différents niveaux, allant du niveau pré-A1 jusqu'au niveau B1. Parmi les formations destinées aux publics civils, Madagascar enregistre la participation la plus élevée avec 168 stagiaires. Des cours ouverts au public sont également organisés au Tchad, en Afrique du Sud, en Éthiopie, en Tanzanie et en Guinée équatoriale.

Par ailleurs, des cours de turc sont organisés à l'intention du personnel local et des enseignants dans 13 pays africains. Réunissant au total 398 participants, ces formations sont principalement dispensées au niveau A1, certains pays proposant également des enseignements aux niveaux A2 et B1. En 2025, les pays enregistrant le plus grand nombre de participants sont le Cameroun (100 stagiaires), la Tanzanie (66 stagiaires) et la République démocratique du Congo (57 stagiaires). Des cours de turc ouverts au public se poursuivent également en Éthiopie, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Togo, en Afrique du Sud, au Burundi, en Somalie, en Guinée équatoriale, en Tunisie et à Djibouti.

- **Activités sociales et culturelles** : Parallèlement à l'enseignement du turc, la Fondation accorde une importance particulière aux activités sociales et culturelles consacrées à la promotion de la culture turque. Dans ce cadre, des Journées de promotion de la Türkiye, des manifestations organisées à l'occasion des fêtes nationales, des programmes culturels ainsi que des activités centrées sur la langue sont organisés dans différents pays, afin de favoriser chez les élèves le développement de compétences interculturelles et d'une meilleure compréhension des différentes cultures.

1. **Le Tournoi international de débat :** Depuis 2023, la Fondation Maarif de Türkiye organise le *Tournoi international de débat*. Cette initiative vise à développer de manière globale les compétences des élèves en matière de communication et de maîtrise linguistique, tout en encourageant les élèves de langue maternelle turque ainsi que les élèves bilingues à utiliser le turc de manière active et efficace. En 2025, le tournoi a suscité un vif intérêt de la part des établissements africains. Des ateliers de débat ont été organisés dans 25 pays et le tournoi s'est achevé au terme d'un programme de huit semaines. Dans la catégorie Langue étrangère, les équipes d'Éthiopie et de Syrie se sont affrontées lors de la grande finale.

2. **Le projet « 6 continents, 1 langue » :** Ce projet rassemble des élèves de collège et de lycée issus de cultures diversifiées et scolarisés au sein des écoles

et centres de formation de la TMV répartis dans 43 pays différents, les invitant à utiliser le turc comme langue commune et à procéder à des partages culturels. Il vise à promouvoir les interactions culturelles entre les élèves grâce à l'usage du turc comme langue commune, à renforcer leur conscience interculturelle, à développer leurs compétences numériques, de communication et de présentation, ainsi qu'à consolider les liens d'amitié et la diplomatie culturelle entre les pays participants. Dans le cadre de l'édition 2025, les élèves ont réalisé, en ligne, des présentations entièrement en langue turque. À l'issue des concours, un élève de chacun des pays suivants — Éthiopie, Tchad, Syrie, Tunisie, Albanie, France et Afghanistan — a remporté un séjour de trois jours à Istanbul.

3. **Les cours d'éducation physique en langue turque :** Comptant parmi les rares établissements de la région dotés d'un programme sportif et formant des athlètes licenciés, les Écoles Maarif du Togo ont développé une approche pédagogique innovante afin de rendre l'apprentissage du turc plus attractif : les cours d'éducation physique en langue turque. Dans le cadre de ces cours, les élèves utilisent le turc lors des activités sportives et des jeux pratiqués en éducation physique pour exprimer les termes liés au sport, les notions relatives au développement corporel, les salutations, les expressions de la vie quotidienne, les structures linguistiques de base, les objets, les nombres, les couleurs ainsi que leurs besoins. Ils accompagnent également leurs activités de chansons en turc, dont ils suivent le rythme. Les préparatifs des manifestations organisées à l'occasion des journées commémoratives et des célébrations officielles sont eux aussi réalisés au moyen de consignes formulées en turc et d'œuvres musicales turques. À travers cette initiative, qui vise à intégrer directement l'usage du turc dans la vie quotidienne grâce au sport, il a été observé que les résultats des élèves aux cours de langue turque se sont également améliorés.

5. L'innovation pédagogique : l'exportation de modèles et les partenariats locaux

La TMV est devenue une institution qui exporte des matériels pédagogiques et des méthodologies éducatives. En particulier, le « Programme préscolaire IM (Maarif international) » est considéré par les ministères de l'Éducation des pays d'accueil comme « une source d'inspiration » en raison de sa profondeur pédagogique.

Adoptant une démarche fondée sur l'amélioration et le renouvellement continus, la Fondation poursuit également, selon des méthodes scientifiques, ses actions en faveur du développement personnel et professionnel de son personnel. À ce titre, la Coordination de l'enseignement fondamental de la TMV

a organisé, du 23 au 27 avril, une session de formation à l'intention des enseignants de l'enseignement préscolaire de l'École internationale Maarif de Gambie. Cette formation avait pour objectif de renforcer les connaissances et les compétences des enseignants afin de leur permettre de mettre en œuvre efficacement le Programme préscolaire IM, officiellement appliqué dans le pays. Par ailleurs, au cours de la période estivale de 2025, la Coordination de l'enseignement fondamental a organisé en République turque de Chypre du Nord (RTCN) et à Istanbul des réunions d'évaluation consacrées au Programme préscolaire IM. Ces réunions, destinées à évaluer les processus de mise en œuvre du programme officiellement appliqué dans 18 pays répartis sur cinq continents, ont réuni des chefs d'établissement et des enseignants venus d'Éthiopie, de Tunisie, de Somalie, de Mauritanie, du Niger, du Congo, du Gabon, du Togo et du Mali.

Afin de soutenir le développement professionnel des conseillers d'orientation-psychologues exerçant dans les établissements de la Fondation à l'étranger, de promouvoir une conception commune de l'accompagnement éducatif propre à Maarif parmi les spécialistes du domaine et de renforcer les échanges dans les pratiques d'orientation, la TMV a organisé une Formation de développement professionnel en orientation Maarif. Dans ce cadre, une formation continue destinée aux pays africains francophones s'est tenue au Gabon du 23 au 27 juin. Le programme a réuni les conseillers d'orientation-psychologues et psychologues scolaires de 17 établissements provenant du Burkina Faso, du Tchad, de la République démocratique du Congo, du Cameroun, de la République du Congo, du Niger, du Sénégal et de la Tunisie. Le même programme, dispensé en anglais à l'intention des pays africains anglophones, a été organisé du 2 au 6 septembre au bénéfice des conseillers d'orientation-psychologues scolaires venus de Tanzanie, de Zambie, de Somalie, d'Éthiopie et de Gambie.

La Direction de la formation et du développement des chefs d'établissement et des enseignants de la TMV organise également des programmes de formation des enseignants en présentiel et à distance. À différentes dates, les spécialistes du développement professionnel Iba Diop Cissé et Mamadou Simpara ont dispensé 16 heures de formation aux enseignants exerçant dans les écoles de la Fondation Maarif en Côte d'Ivoire, au Togo et en Guinée, poursuivant ainsi les activités consacrées au renforcement de leur développement professionnel.

6. Une approche de développement centrée sur le processus d'apprentissage

Au sein des établissements de la Fondation Maarif, bien que la réussite académique des élèves soit prise en considération, l'approche pédagogique privilégie le parcours suivi par l'élève pour acquérir les connaissances, les efforts qu'il déploie ainsi que son développement cognitif, plutôt que le seul résultat final de l'apprentissage. Contrairement au modèle traditionnel centré sur le « produit », cette conception pédagogique transforme l'élève, de simple récepteur passif, en acteur de sa propre trajectoire d'apprentissage. Dans ce cadre :

- Les activités du MAKES (*Maarif Karakter Eğitim Seti* - Ensemble d'activités Maarif pour l'éducation au caractère), élaborées afin de soutenir le développement du caractère et des valeurs des élèves, sont mises en œuvre au Mali, en Zambie, au Niger, en Éthiopie, au Burundi, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Togo, au Sénégal, au Tchad, au Burkina Faso, en Tunisie, en République du Congo, au Cameroun et en Afrique du Sud.

- Le MAGİS, examen d'admission aux établissements Maarif, a été organisé en 2025 au Burundi, à Madagascar, au Congo, en République démocratique du Congo, en Tunisie, au Sénégal, au Tchad, au Mali, en Côte d'Ivoire, au Togo, en Guinée équatoriale, au Gabon, au Cameroun, en Gambie, au Niger, en Éthiopie, au Ghana, en Afrique du Sud, en Somalie et en Mauritanie.

- Dans les pays où le MAGİS est mis en œuvre, des formations à l'élaboration de questions d'examen sont dispensées aux personnels éducatifs. Ces formations ont réuni des enseignants des écoles Maarif du Cameroun, de Tanzanie, du Congo, du Sénégal, du Tchad, du Niger, du Togo, de la République démocratique du Congo, du Mali, du Gabon, de la Tunisie, de la Somalie, de la Guinée équatoriale, de la Gambie, du Ghana, de l'Éthiopie, de Djibouti et de la Mauritanie.

7. Les salons de l'enseignement de l'Agence Maarif

Créée par la TMV, l'Agence Maarif (*Maarif Ajansı*) organise, à l'échelle internationale, des salons de l'enseignement afin de soutenir les stratégies de promotion des universités turques à l'étranger et de permettre aux établissements turcs d'enseignement supérieur d'accéder directement aux étudiants potentiels. Dans ce cadre, l'Agence a organisé, en 2025, d'importants salons de l'enseignement au Maroc, au Kenya et en Tunisie, avec la participation des principales universités publiques et des universités de fondation de la Türkiye.

Ces manifestations ont suscité un large écho auprès de l'opinion publique internationale et ont accueilli près de 5 000 visiteurs**.** Grâce à ces activités de promotion et d'orientation de grande qualité menées par la Fondation, les étudiants ayant acquis une connaissance approfondie du système turc d'enseignement supérieur ont choisi de poursuivre leur parcours académique au sein des universités de la Türkiye.

Illustrant concrètement les résultats de cette orientation stratégique, 3 500 diplômés des établissements de la TMV poursuivent actuellement avec succès leurs études dans les universités de la Türkiye. Ce processus contribue non seulement à renforcer la position de la Türkiye sur le marché international de l'enseignement supérieur, mais constitue également un fondement durable pour le développement de coopérations culturelles et académiques à long terme.

8. Les réussites de Maarif en 2025

Grâce aux projets de qualité qu'elle met en œuvre dans les régions où elle est présente ainsi qu'à ses modèles éducatifs durables, la Fondation a acquis une position reconnue sur la scène internationale. Les performances remarquables réalisées par ses élèves lors de compétitions régionales et nationales attestent que les processus éducatifs ne se limitent pas aux seuls acquis académiques, mais permettent également de développer des compétences concrètes en matière de réflexion stratégique, d'autodiscipline, d'esprit collectif et de développement physique.

En 2025, les élèves des établissements de la TMV ont une nouvelle fois obtenu des résultats remarquables. Parmi les principales distinctions figurent les suivantes:

Les élèves de l'*École Maarif de Zambie* ont remporté la deuxième place au Championnat d'échecs des moins de 19 ans de Midlands (région de Lusaka), la troisième place au Championnat national d'échecs des moins de 19 ans, une médaille d'argent au 1 500 mètres lors du tournoi d'athlétisme de l'Association des écoles indépendantes de Zambie (ISAZ), une médaille de bronze en saut en longueur dans cette même compétition, ainsi que la quatrième place au Tournoi de football de la Journée nationale de la jeunesse.

Les élèves de Form Four (quatrième année du secondaire) de l'*École Maarif de Tanzanie*, diplômés en 2025, ont obtenu d'excellents résultats aux examens nationaux. Les élèves de septième année ont obtenu une moyenne A aux résultats du Primary School Leaving Examination (PSLE), réalisant ainsi une performance

remarquable au niveau de l'enseignement primaire. Sur le plan académique, ces résultats montrent que plus de 90 % des élèves ayant présenté les examens nationaux en 2025 ont obtenu d'excellents résultats et que l'ensemble des élèves a été classé en Division 1.

Au début de l'année 2025, les élèves de l'*École Maarif de Tanzanie* se sont vu décerner des certificats et des médailles pour leurs performances lors des concours d'éloquence et de débat organisés en février par la Tanzania Competitive Rhetoric Organization (TCRO). Ils ont également participé, les 14 et 15 février 2025, au Public Junior Festival Qualifiers, où ils ont eu l'occasion de renforcer leurs compétences en art oratoire, en pensée analytique et en présentation.

Les élèves du *campus d'Arusha de la Fondation Maarif de Türkiye (Tanzanie)* ont représenté leur établissement avec succès lors du Championnat d'Afrique de l'Est de débat, organisé le 4 septembre 2025, en obtenant plusieurs distinctions : Meilleur établissement au concours de culture générale, Meilleur établissement en prise de parole, Équipe la plus prometteuse en prise de parole en public, Meilleurs entraîneurs en prise de parole en public, Meilleure équipe au concours de rédaction, Meilleure équipe de culture générale et Meilleur participant au concours de culture générale.

L'élève Adnan Abdiweli Muhammed Yusuf, de l'*École Maarif de Somalie*, s'est classé huitième au niveau national parmi 34 000 candidats et deuxième dans la région du Banadir, réalisant ainsi une performance remarquable. Il poursuit actuellement ses études au département de génie électrique et électronique de l'Université de Marmara grâce à une bourse d'excellence. Ce résultat illustre concrètement la réussite des établissements de la Fondation Maarif de Türkiye en matière de transition vers l'enseignement supérieur international.

En 2025, la représentation des élèves sur les plateformes internationales s'est également considérablement renforcée. Les élèves des *Écoles Maarif de Somalie* ont participé à la Simulation de l'Organisation de la coopération islamique organisée à Istanbul, où ils ont pris part, aux côtés de délégués venus de différents pays, à des négociations sur des enjeux internationaux et ont contribué à l'élaboration de la Déclaration d'Istanbul.

Les élèves de l'*École Maarif du Ghana* ont obtenu des résultats remarquables au concours Kangourou des mathématiques, organisé par l'Académie olympique du Ghana dans le cadre de son Programme de développement des aptitudes académiques. Lors de cette compétition, qui a réuni 5 812 élèves issus de

241 établissements publics, privés et internationaux à l'échelle nationale, les élèves Maarif se sont distingués, trois d'entre eux remportant la première place dans leurs catégories respectives. Huzaifa, Hamza Ibrahim et Anas Ibrahim ont ainsi obtenu la médaille d'or.

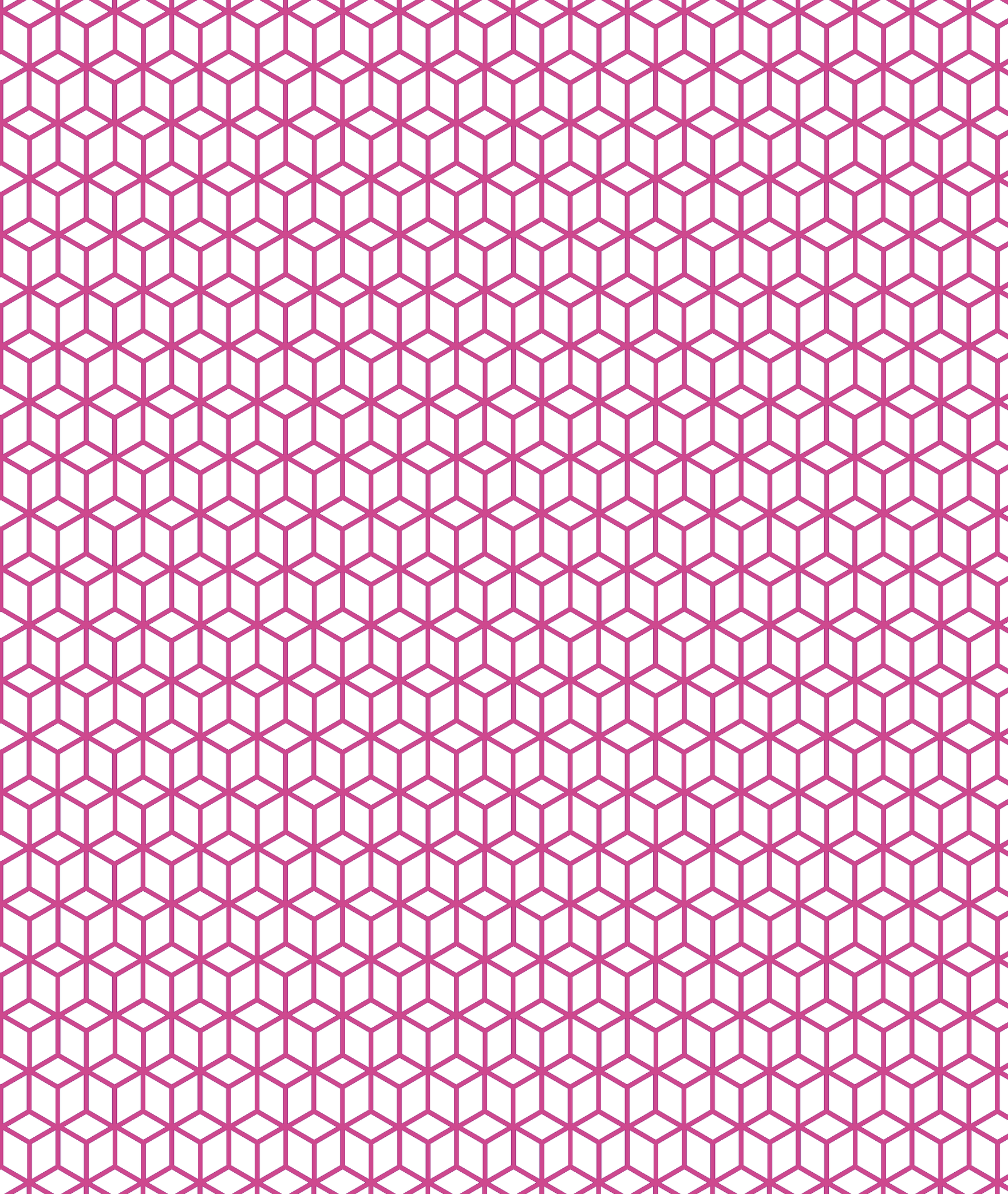
Les établissements de la Fondation Maarif de Türkiye ont enregistré un taux de réussite atteignant 100 % aux examens nationaux de fin de collège et de lycée organisés au Burkina Faso, au Tchad, en Côte d'Ivoire, au Niger, en République démocratique du Congo, au Mali et au Togo.

Lors du concours d'anglais HIPPO, organisé en Tunisie, les établissements Maarif se sont qualifiés pour la finale.

Enfin, lors du Canadian School Cup, organisé au Togo le 13 novembre 2025, les élèves ont remporté deux titres de champion et une deuxième place. Les équipes de football et de basketball de la catégorie U-14 ont terminé premières, tandis que l'équipe féminine de basketball s'est classée deuxième. Dans ce même pays, un élève des établissements Maarif a obtenu la deuxième place au concours de culture générale en espagnol organisé par le Lycée français.

9. Conclusion

À la lumière des rapports d'activités de 2025, la Fondation Maarif de Türkiye (TMV) incarne en Afrique non seulement l'expérience de la Türkiye dans le domaine de l'éducation, mais également sa vision de la formation d'individus vertueux. En développant un modèle de réussite multidimensionnelle allant de l'excellence académique ux compétitions sportives, de l'innovation technologique à l'enseignement des langues, la TMV est parvenue à établir des liens durables, humains et stratégiques entre la Türkiye et l'Afrique. Forte de ses réalisations en 2025, la TMV continue de s'affirmer comme une marque de confiance sur le marché mondial de l'éducation et comme le plus puissant vecteur du récit de la « vertu » porté par la Türkiye à travers le monde.



Les activités de l'Agence Anadolu en Afrique en 2025

11

Agence Anadolu

1. Introduction

Dans la poursuite de son objectif de devenir l'une des plus grandes agences de presse au monde, l'Agence Anadolu (AA) attribue une importance stratégique à toutes les régions à l'échelle globale. Dans ce cadre, elle traduit son intérêt croissant pour l'Afrique à travers une production de journalistique diversifiée et de diverses activités médiatiques consacrées au continent. À cet égard, les activités de l'Agence sur le continent africain couvrent un large éventail de contenus, comprenant non seulement le suivi étroit des évolutions politiques, économiques et sociales intervenant à l'échelle du continent et leur diffusion auprès de l'opinion publique internationale, mais également la production de contenus consacrés à la nature, à l'environnement et à la culture.

L'Agence Anadolu ne limite pas ses activités journalistiques consacrées à l'Afrique à la seule production de contenus. Elle les soutient également par le développement de diverses coopérations médiatiques et d'initiatives institution-

nelles menées avec des acteurs locaux et internationaux, contribuant ainsi au renforcement de la circulation de l'information relative au continent. Le présent article examine la manière dont la conception du journalisme façonnée par la vision prospective de l'Agence Anadolu est mise en œuvre en Afrique, ainsi que les répercussions de cette approche sur les activités médiatiques consacrées au continent.

2. La structure institutionnelle de l'Agence Anadolu en Afrique

D'un point de vue éditorial, les activités de la Direction des informations Afrique de l'Agence Anadolu (AA) sont coordonnées à partir d'un centre unique. À la tête de cette structure, un directeur définit la ligne éditoriale, les priorités thématiques et les orientations stratégiques de l'Agence, tandis qu'un journaliste principal et cinq journalistes assurent le suivi permanent de l'actualité et la continuité du flux d'information. Le dispositif comprend également un journaliste principal basé au Sénégal ainsi que des journalistes affectés à Istanbul (deux), en Afrique du Sud, au Cameroun et au Nigéria (un dans chacun de ces pays), chargés de la couverture de l'actualité. Par ailleurs, des correspondants indépendants opérant au Soudan, en Somalie, au Tchad et en République centrafricaine apportent leur concours aux activités rédactionnelles.

En outre, l'Agence s'appuie sur un réseau de treize journalistes indépendants en activité dans les pays francophones d'Afrique, qui assurent un approvisionnement régulier en contenus directement issus du terrain. Depuis septembre 2025, la Direction des informations en langue française a été transférée de Tunis à Istanbul. Celle-ci assure le suivi de l'actualité des pays francophones d'Afrique grâce à son réseau de journalistes indépendants présents sur le terrain et poursuit, de manière ininterrompue, la production de contenus originaux, vérifiés et destinés à un public international.

Compte tenu des contraintes géographiques et des risques sécuritaires qui caractérisent le continent, le réseau de journalistes permanents et indépendants déployé par l'AA joue un rôle déterminant en permettant une couverture directe des événements depuis le terrain ainsi que la réalisation d'entretiens exclusifs. Grâce à ce vaste réseau de correspondants répartis dans différents pays, l'Agence produit des informations en langue turque tout en les adaptant dans plusieurs langues afin d'en assurer la diffusion auprès du public international. En complément des activités conduites par la Direction des informations Afrique, l'AA pro-

duit des contenus consacrés à l'Afrique dans l'ensemble des treize langues dans lesquelles elle publie régulièrement. Ces contenus sont, selon les cas, élaborés comme des productions originales ou diffusés auprès des différents services linguistiques par voie de traduction.

En 2025, l'Agence Anadolu a produit un total de 2 392 dépêches consacrées à l'Afrique, dont 2 147 dépêches d'actualité courante et 245 reportages exclusifs. Si les dépêches d'actualité visent à rendre compte avec célérité, impartialité et fiabilité des événements survenus sur le continent, les contenus exclusifs enrichissent la couverture médiatique grâce aux enquêtes approfondies, aux missions de terrain et aux entretiens réalisés par les journalistes de l'Agence. Ces productions sont fréquemment accompagnées de supports visuels, leur conférant un large retentissement tant dans les médias nationaux qu'internationaux.

Les activités menées en 2025 ont toutefois confirmé que l'exercice du journalisme en Afrique demeure confronté à de nombreux défis. Les risques sécuritaires, les contraintes géographiques et les insuffisances en matière d'infrastructures ont considérablement compliqué le travail des journalistes sur le terrain. Néanmoins, les équipes de l'AA, composées de journalistes permanents et de correspondants indépendants, sont parvenues, malgré ces difficultés, à suivre de près les principaux développements intervenus sur le continent et à les porter à la connaissance du public. Les difficultés logistiques rencontrées pour accéder aux zones de conflit et de crise, ainsi que les impératifs liés à la sécurité, ont été largement surmontés grâce à une coordination étroite et à une planification rigoureuse, permettant d'assurer la continuité du flux d'information tout en poursuivant la production de contenus exclusifs.

3. Les coopérations de l'Agence Anadolu à l'égard de l'Afrique

Parallèlement à ses activités éditoriales, l'Agence Anadolu poursuit le développement d'accords de partage de contenus, de projets conjoints et de programmes de formation avec les organismes de presse de plusieurs pays africains. Ces coopérations ont favorisé le renforcement des échanges d'expériences entre journalistes turcs et africains ainsi que l'intensification des interactions dans le domaine des médias. Elles ont ainsi contribué, d'une part, au renforcement des capacités des journalistes locaux et, d'autre part, à l'établissement de liens durables entre la Türkiye et les pays africains dans le secteur des médias.

Dans ce cadre, près de 20 programmes de formation ont été dispensés à un total de 400 participants venus d'Afrique. Ces formations, organisées en coopération avec la Direction de la communication de la Présidence de la République, la TİKA, la YTB, le SESRIC, l'Union des municipalités du monde turcique (TDBB) et la Fédération internationale de la jeunesse pour la coopération (ICYF), ont porté sur un large éventail de thématiques, notamment le journalisme de nouvelle génération, l'énergie, la diplomatie, l'aide humanitaire, l'économie et la finance, la représentation médiatique, la santé, les collectivités territoriales, la couverture des processus électoraux ainsi que le journalisme en zones de guerre et de crise.

Par ailleurs, l'Agence Anadolu poursuit des processus de coopération avec les agences de presse de plusieurs pays africains. À cet égard, des accords de coopération sont actuellement en vigueur avec les agences de presse d'Algérie, du Nigéria, de Somalie, du Soudan, de Tunisie, de Zambie, du Zimbabwe, du Maroc et du Cameroun. Les négociations relatives au renouvellement des accords avec les agences de presse du Sénégal sont achevées et les conditions propices à leur signature sont désormais attendues. En outre, les négociations se poursuivent avec les agences de presse d'Éthiopie, d'Angola, d'Afrique du Sud, du Kenya, du Congo, de Libye et d'Égypte, tandis que de nouvelles initiatives sont en cours de planification avec les agences de presse de Guinée équatoriale et de Mauritanie. Dans le cadre de ses activités de commercialisation, l'Agence Anadolu compte également quatre abonnés en Somalie, en Égypte et en Afrique du Sud. Ainsi, les processus de coopération engagés avec les agences de presse de dix-neuf pays africains occupent une place importante dans les priorités stratégiques de l'Agence.

Publié en 2025 sous la marque éditoriale AA Kitap, l'ouvrage intitulé « Türkiye'nin Barış Eli [La main tendue de la Türkiye pour la paix] » a été préparé sous la direction de l'AA et porte sur les coopérations politiques, militaires, économiques et culturelles de la Türkiye avec les pays de la Corne de l'Afrique et du golfe d'Aden.



4. Les activités journalistiques de l'Agence Anadolu consacrées à l'Afrique

En dépit de conditions géographiques et politiques particulièrement difficiles, les journalistes de l'Agence Anadolu (AA) sont allés au-delà de la couverture quotidienne de l'actualité en réalisant des reportages exclusifs et des entretiens de premier plan. Parmi les contenus les plus marquants figure notamment l'entretien accordé par Vusi Madonsela, ambassadeur

d'Afrique du Sud à La Haye, au cours duquel il a présenté les appréciations de son pays concernant l'instance introduite contre Israël devant la Cour internationale de Justice pour génocide. Parallèlement, l'Agence a assuré un suivi étroit des principaux développements ayant marqué l'actualité du continent africain. La crise humanitaire provoquée par la poursuite de la guerre civile au Soudan, l'évolution des équilibres sécuritaires dans la région du Sahel ainsi que les tensions diplomatiques entre la Somalie et l'Éthiopie ont figuré parmi les principaux sujets suivis au cours de cette période.

Au cours de la même période, l'AA a également assuré une couverture régulière des processus électoraux et des transitions politiques intervenus sur le continent. Par ailleurs, les problèmes persistants de sécurité et les activités des groupes armés dans certaines régions ont constitué l'un des principaux axes de la couverture médiatique de l'Agence. En Afrique de l'Est, les négociations diplomatiques de longue date entre l'Éthiopie, le Soudan et l'Égypte au sujet du Grand Barrage de la Renaissance construit par l'Éthiopie sont demeurées au centre de l'actualité.

En outre, l'Agence a préparé des dossiers de fond et des reportages de présentation consacrés à plusieurs pays africains. À travers ces contenus, les réalités politiques, économiques et culturelles de différents pays ont été mises en lumière, dans le but de contribuer à un approfondissement des connaissances relatives à l'Afrique en Türkiye.

Si, dans les médias internationaux, l'Afrique est souvent présentée sous l'angle des crises, telles que les coups d'État, les conflits ou la pauvreté, l'Agence Anadolu accorde une importance particulière à la mise en valeur de la richesse culturelle et de la diversité sociale du continent. Dans cette perspective, elle publie des dossiers spéciaux consacrés aux festivals locaux, aux arts traditionnels, à la musique et à l'artisanat. Des contenus dédiés à la gastronomie africaine ainsi que des reportages de voyage figurent également parmi les productions qui retiennent l'attention. Centrés sur la nature, la culture et la vie sociale, ces contenus suscitent un intérêt non seulement en Türkiye, mais également au sein des médias internationaux. Dans ce cadre, des projets documentaires ont été réalisés sur la Gambie, la Somalie, le Soudan, le Mozambique, le Botswana et la Côte d'Ivoire, tandis que des reportages spéciaux mettant en avant des parcours de vie ont été préparés en Afrique du Sud, au Cameroun, au Sénégal, au Nigéria et en Somalie.

5. Le suivi des activités de la Türkiye en Afrique

Pour appréhender l'Afrique de manière juste et équilibrée, il convient de dépasser les approches réductrices qui envisagent le continent uniquement à travers le prisme des crises et des rivalités entre grandes puissances. Dans cette perspective, la politique de la Türkiye à l'égard de l'Afrique repose sur une conception des relations fondée sur l'égalité, le respect mutuel et le partenariat, plutôt que sur une logique de compétition.

L'approche turque envers l'Afrique s'articule autour des principes du respect mutuel de la souveraineté, de la responsabilité humanitaire, d'une coopération fondée sur le principe du gagnant-gagnant et de partenariats durables inscrits dans le long terme. Développée de manière constante au cours des deux dernières décennies, cette politique propose un cadre multidimensionnel intégrant les dimensions sécuritaire, économique, diplomatique et médiatique, contribuant ainsi à l'institutionnalisation et à la pérennisation des relations entre la Türkiye et l'Afrique.[1]

Dans ce contexte, l'Agence Anadolu (AA) joue un rôle de premier plan dans le volet médiatique des relations multidimensionnelles entre la Türkiye et l'Afrique. Les informations relatives au continent sont traitées par les équipes éditoriales de l'Agence avant d'être diffusées auprès des opinions publiques turque et internationale. Les entretiens exclusifs ainsi que les contenus photographiques et audiovisuels mettent en lumière non seulement les défis humanitaires auxquels le continent est confronté, mais également son potentiel. Par ailleurs, la diffusion internationale des dépêches, des photographies et des vidéos produites par l'AA permet leur reprise par de nombreux médias étrangers, contribuant ainsi à une meilleure visibilité de l'actualité africaine et au renforcement de la sensibilisation de l'opinion publique internationale aux enjeux du continent.

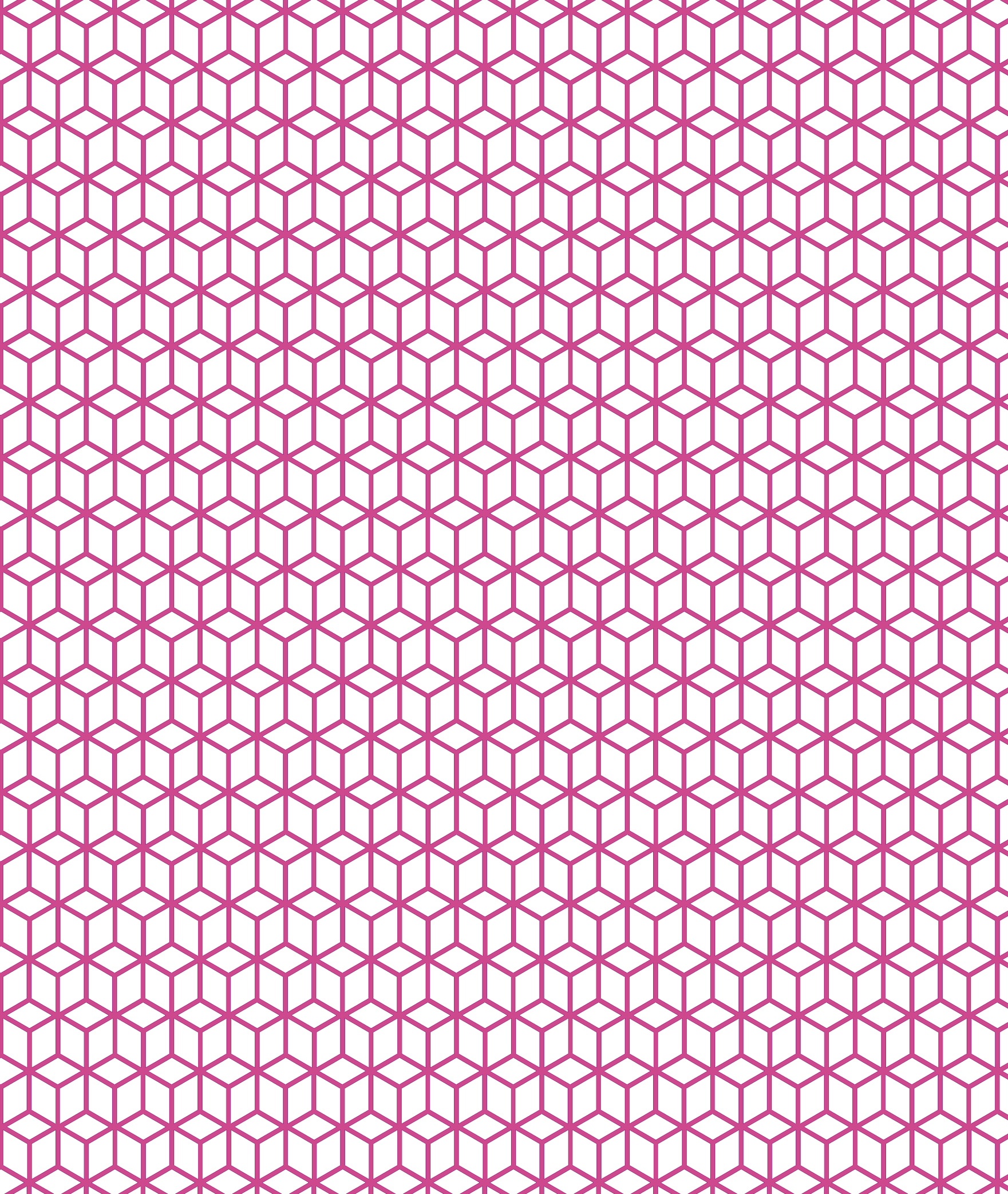
En outre, l'AA valorise ses travaux consacrés à l'Afrique à travers ses publications imprimées. À cet égard, l'ouvrage intitulé « Türkiye'nin Barış Eli » (*La main de paix de la Türkiye*)[2], publié en 2025 sous la marque AA Kitap, constitue un exemple significatif. Réalisé sous la coordination de l'Agence Anadolu avec la contribution d'universitaires spécialistes de la région, cet ouvrage propose une analyse approfondie des coopérations politiques, militaires, économiques et culturelles développées par la Türkiye dans les pays de la Corne de l'Afrique et dans le golfe d'Aden.

1 Talha Köse, "Afrika'nın Stratejik Yükselişi ve Türkiye-Afrika İlişkileri", Anadolu Ajansı, 08.02.2026, https://www.kisa.link/iSCTD, (Consulté le 14.03.2026).

2 Anadolu Ajansı, Türkiye'nin Barış Eli, AA Kitap, 2025, https://www.aa.com.tr/tr/aa-yayinlari/turkiyenin-baris-eli/3774453, (Consulté le 08.03.2026).

6. Conclusion

En 2025, l'Agence Anadolu (AA) a poursuivi avec constance ses activités journalistiques consacrées à l'Afrique grâce à son vaste réseau de correspondants, à sa capacité de diffusion multilingue et aux coopérations internationales qu'elle a développées. En assurant une couverture médiatique régulière des évolutions politiques, économiques, sociales et culturelles du continent, elle a contribué à diffuser une information fiable et vérifiée auprès des opinions publiques turque et internationale. Malgré les contraintes sécuritaires et logistiques rencontrées sur le terrain, l'Agence a su maintenir une production journalistique continue, enrichie de reportages, d'entretiens et de dossiers de fond. En mettant en lumière non seulement les défis auxquels le continent est confronté, mais aussi son potentiel, sa richesse culturelle et son dynamisme social, l'AA a renforcé sa contribution à une meilleure compréhension de l'Afrique et à la consolidation des échanges médiatiques entre la Türkiye et les pays africains.



La feuille de route singulière de la TİKA : Une coopération pour le développement centré sur l'humain et durable

12

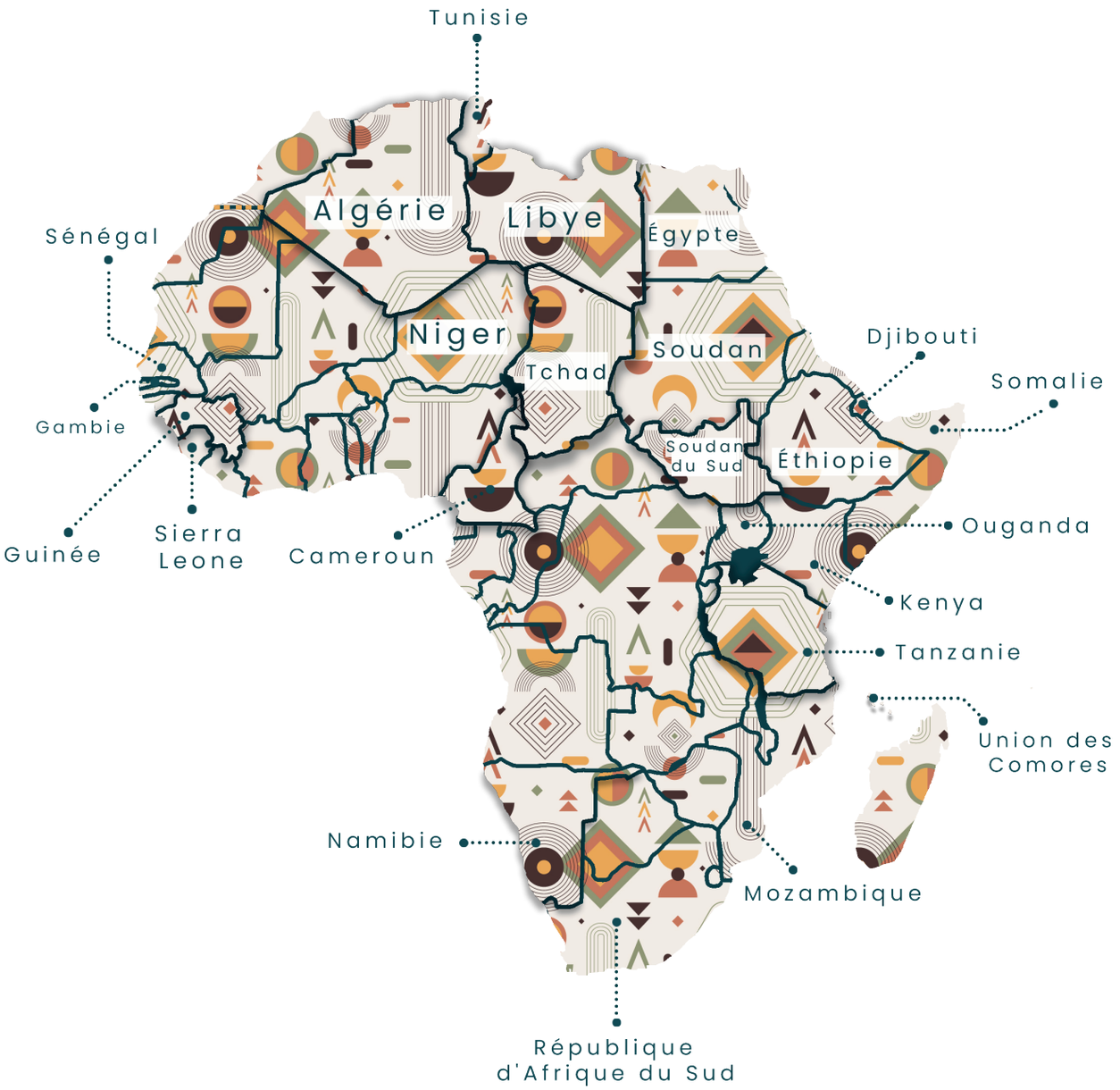
Agence turque de coopération et de coordination

1. Introduction

En 2025, alors que l'architecture mondiale du développement traversait une profonde phase de mutation et de transformation, la Présidence de l'Agence turque de coopération et de coordination (TİKA) a poursuivi sans relâche ses actions en faveur de l'Afrique, en s'appuyant sur une feuille de route originale inspirée de la propre expérience de développement de la Türkiye et sur une approche de la coopération pour le développement « centrée sur l'humain » et « durable ». En tant que locomotive de la coopération turque pour le développement, la TİKA a achevé l'année 2025 à travers la mise en œuvre de projets conçus et réalisés en fonction des besoins et des priorités locales, illustrant que sa vision de l'Afrique repose sur un « véritable partenariat ». Dans ce cadre, des projets permettant de contribuer au développement, au sens « véritable » du terme, des populations africaines et du continent, tout en favorisant l'apprentissage mutuel et le partage d'expériences, ont été mis en œuvre à la suite d'une analyse globale et inclusive de leurs effets à court, moyen et long termes.

L'Initiative pour l'Afrique (*Afrika Açılım Politikası*) lancée par la Türkiye en 1998, qui englobe de multiples dimensions politiques, économiques, humanitaires et culturelles, s'est transformée, au cours du quart de siècle écoulé, en une vision de partenariat multidimensionnelle, multipartite, fondée sur des principes et inscrite dans le long terme. Dans ce processus, la TİKA, qui a assumé un rôle majeur en définissant le cadre de la coopération internationale de la Türkiye pour le développement, en assurant sa coordination et en mettant en œuvre ses projets et programmes, a placé au cœur de son action la compréhension du continent africain et de ses populations, l'engagement dans un esprit de

TİKA en Afrique



communauté de destin et de coopération, ainsi que la poursuite d'un développement commun. L'objectif du présent article est d'examiner, sous l'angle de la coopération pour le développement, les projets et les activités menés par la Türkiye en Afrique en 2025, dans le cadre d'une politique qui considère les pays du continent comme des partenaires, construit ses relations avec l'Afrique sur la base d'une vision de long terme orientée vers un avenir durable et développe des coopérations multidimensionnelles. Il vise également à mettre en lumière l'action menée par la TİKA en 2025, qui mobilise les instruments et les mécanismes dont elle dispose afin de produire des réponses rapides, efficaces et durables aux défis du développement auxquels l'Afrique est confrontée.

2. L'aperçu général de l'Afrique

L'année 2025 a été marquée par de profondes transformations géopolitiques, par l'aggravation des effets dévastateurs des crises climatiques et environnementales, par l'accentuation des inégalités dans tous les domaines de la vie, par la recrudescence des conflits internes et de l'instabilité, ainsi que par l'intensification des mouvements migratoires de masse. Les répercussions de cette année 2025, caractérisée à la fois par l'approfondissement des crises et par l'accélération des transformations structurelles, se sont fait fortement ressentir sur le continent africain. Dans un contexte où les aides au développement en provenance des États-Unis et de l'Europe ont enregistré un recul significatif, alimentant de vives préoccupations, il est devenu plus essentiel que jamais d'accompagner les pays africains dans leurs efforts de développement et de leur permettre d'envisager l'avenir avec confiance.

Tout au long de l'année 2025, l'Afrique a été confrontée, au gré des évolutions économiques, politiques, sociales, technologiques et environnementales, à la fois à de nouvelles opportunités et à de nombreux défis. L'aggravation des inégalités et de la pauvreté, les crises environnementale & climatique et la sécurité alimentaire, les mutations démographiques et les dynamiques de mobilité, les conflits et l'instabilité, ainsi que les évolutions technologiques et la transformation numérique se sont imposés comme les principaux paramètres ayant marqué le continent. Confrontée à de multiples défis qui se renforcent mutuellement, l'Afrique s'est néanmoins distinguée comme une région dont l'importance stratégique ne cesse de croître, grâce à son riche patrimoine culturel, à la vitalité de sa jeunesse, à son potentiel économique ainsi qu'aux perspectives démographiques et économiques qu'elle offre.

3. L'aperçu général des activités de la TİKA en 2025

Guidée par la politique étrangère entrepreneuriale et humanitaire de la Türkiye, la Présidence de l'Agence turque de coopération et de coordination (TİKA)



La TİKA a aménagé une salle de codage robotique à l'école primaire académique Crosby, en République d'Afrique du Sud.

a achevé ses activités de l'année 2025 en s'affirmant comme un acteur actif et influent de l'architecture de la coopération pour le développement, à travers les actions qu'elle a menées en faveur des pays africains, tant dans le domaine du développement que de l'aide humanitaire. Les manifestations les plus concrètes de l'engagement croissant de la Türkiye en faveur de la valorisation du potentiel de l'Afrique se reflètent dans l'augmentation du nombre de bureaux de coordination des programmes, passé d'un premier bureau ouvert en Éthiopie en 2005 à vingt-trois aujourd'hui, ainsi que dans l'expansion parallèle de ses activités. À cet égard, des actions ont été menées dans tous les domaines où elles étaient nécessaires, non seulement dans les pays où la TİKA dispose d'un bureau, mais également dans ceux où elle n'est pas implantée, grâce au soutien précieux des bureaux régionaux et des ambassades de la Türkiye. À ce jour, près de 7 000 projets, programmes et activités ont été mis en œuvre au bénéfice des pays du continent, mobilisant l'ensemble des ressources et des capacités de la TİKA dans une démarche visant à améliorer concrètement les conditions de vie des populations africaines et à produire un impact durable.

L'examen du portefeuille de projets de la TİKA pour l'année 2025 met en évidence la diversité des interventions menées à travers le continent, couvrant un large éventail de domaines, allant des secteurs traditionnels de la coopération pour le développement aux tendances les plus récentes. Dans cette perspective, des projets, programmes et activités ont été réalisés dans un esprit d'apprentissage mutuel et de développement partagé, dans des secteurs aussi variés que l'éducation, la santé, l'agriculture, la production, l'autonomisation des femmes et des jeunes, l'économie verte, l'utilisation efficace des technologies numériques et les énergies propres. Une attention particulière a été portée au transfert de l'expérience et du savoir-faire de la Türkiye, afin de contribuer à la valorisation du potentiel du continent africain et

de ses populations, tout en favorisant l'émergence de solutions durables. Dans cette optique, la TİKA a agi en coopération avec les institutions et organismes publics locaux, les organisations de la société civile ainsi que les organisations internationales et régionales, veillant à mettre son expérience de terrain au service d'une mise en œuvre efficace et efficiente des projets. Les activités en faveur d'un développement inclusif, durable et résilient ont également été conduites en coordination avec les institutions publiques, les universités, les collectivités locales et les organisations de la société civile de la Türkiye. Au cœur de cette démarche figurent l'expertise et l'expérience acquises par la Türkiye, adaptées avec soin aux besoins et aux priorités de développement des pays partenaires.

En 2025, la TİKA a conçu et mis en œuvre des projets visant à éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, tout en favorisant la réalisation d'un développement durable. Dans ce cadre, fidèle à sa feuille de route originale, elle a suivi avec une attention particulière les évolutions intervenues à l'échelle mondiale. À cet égard, les processus de conception et de mise en œuvre des projets ont été élaborés en tenant compte, au niveau mondial, du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et, au niveau continental, de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Le portefeuille de projets a principalement privilégié des initiatives axées sur la production et l'emploi, de petite échelle et génératrices de revenus. Les projets mis en œuvre par la TİKA dans des domaines tels que l'éducation, la santé, l'agriculture, l'élevage, la formation professionnelle, la satisfaction des besoins sociaux, l'aide humanitaire d'urgence, l'eau et l'assainissement, ainsi que la préservation du patrimoine culturel commun, ont apporté un soutien concret aux efforts de développement des pays partenaires. Une attention particulière a été accordée à l'inclusion de l'ensemble des composantes de la société, en particulier des femmes, des personnes en situation de handicap, des enfants, des personnes âgées et des réfugiés.



La TİKA a aménagé une salle de codage robotique à l'école primaire académique Crosby, en République d'Afrique du Sud.



La TİKA a fourni un soutien en équipements aux laboratoires de biochimie et de pharmacologie de la Faculté de médecine de l'Université islamique en Ouganda.

En 2025, la TİKA a accordé une importance particulière à la mise en œuvre de projets favorisant le renforcement des capacités locales, couvrant de multiples domaines du développement, générant un effet multiplicateur et produisant des bénéfices multidimensionnels. À titre d'exemple, dans le domaine de l'éducation, le projet de création d'une salle de robotique et de programmation à la *Crosby Academic Primary School* en République d'Afrique du Sud a permis d'intégrer la littératie numérique, la programmation et les systèmes robotiques au processus éducatif. Dans le secteur de la santé, le projet de la *Salle de l'Espoir* du Centre de chimiothérapie pédiatrique en Libye a permis d'offrir aux enfants atteints de cancer un environnement sûr et adapté à leurs besoins pour leur prise en charge en oncologie pédiatrique, tout en ayant pour ambition de leur apporter, tout au long de leur parcours de soins, à la fois des traitements et de l'espoir.

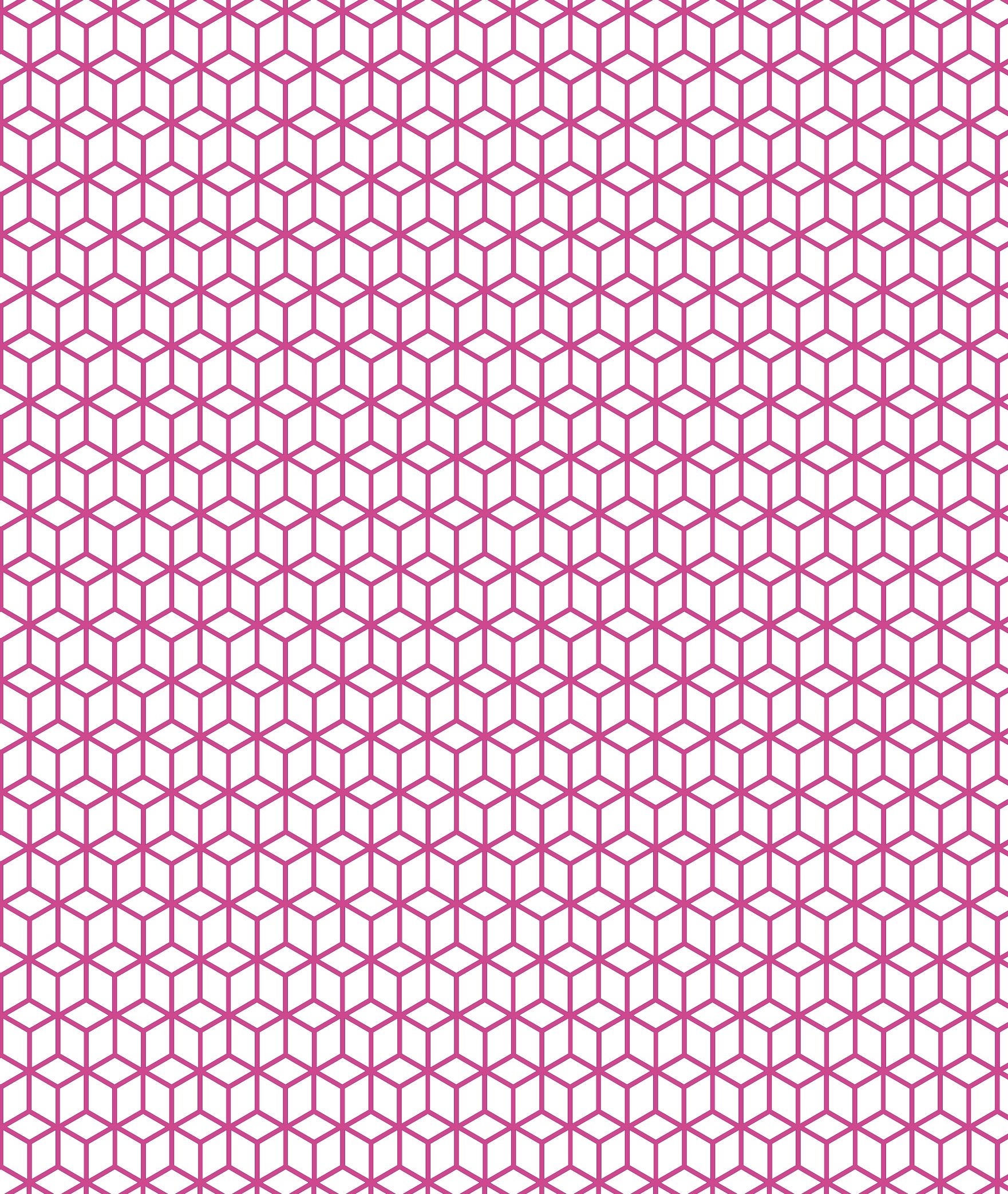
Le projet *Soutien aux jeunes agriculteurs somaliens par la mise en place de serres* a contribué à l'autonomisation des jeunes ainsi qu'à la promotion des pratiques agricoles modernes. Le projet *Transformation agricole de la région du Hadjer-Lamis au Tchad : développement de la production d'arachides et des infrastructures de transformation de l'huile* visait à soutenir, de manière intégrée, la sécurité alimentaire, l'emploi, la participation des femmes à la vie économique ainsi que le développement rural durable. Dans le cadre du renforcement des moyens de subsistance locaux, le projet *Création d'un atelier de fabrication de bateaux de pêche à Djibouti* a apporté un soutien au développement du secteur de la pêche et au renforcement des capacités locales de production. Dans le cadre du concept d'énergie propre, le projet *Création d'un laboratoire de formation à l'énergie solaire auprès de la Chambre des métiers d'art traditionnels de Djelfa (Algérie)* a permis de dispenser aux jeunes de la région des formations portant sur l'installation, l'exploitation, la maintenance et la réparation des systèmes d'énergie solaire, dans le but de former les techniciens qualifiés répondant aux besoins du secteur.

Dans le cadre des efforts visant à garantir la participation effective des personnes en situation de handicap à tous les domaines de la vie sociale et à réduire les inégalités, le projet *Création d'un laboratoire informatique pour les personnes en situation de handicap au sein de l'Union nationale des aveugles d'Ouganda* a favorisé l'inclusion numérique de ces personnes afin de renforcer leur autonomie individuelle et leur intégration sociale. Dans le domaine de l'autonomisation des femmes, le projet **«** *Binti Jasiri » (Sœurs courageuses) – Centre de formation et d'atelier de production en Tanzanie* a soutenu les jeunes femmes ayant quitté le système éducatif ou exposées au risque d'exclusion sociale, en leur offrant des formations techniques interdisciplinaires fondées sur l'utilisation de matières premières locales, afin de leur permettre de devenir des personnes productives, confiantes et économiquement autonomes.

En 2025, sous la coordination de la TİKA et conformément à l'objectif consistant à **«** *transformer l'expérience nationale en un impact mondial dans le Siècle de la Türkiye (Türkiye Yüzyılı)* », une réunion de coordination a été organisée avec les précieuses institutions publiques partenaires intervenant dans les programmes de formation destinés à différents pays africains, du nord au sud et de l'est à l'ouest du continent. Cette rencontre a permis des échanges de vues en vue d'améliorer la conception et la mise en œuvre des projets et des activités. Dans cette optique, grâce aux coopérations et aux partenariats stratégiques qu'elle a développés aux niveaux local, régional et international, la TİKA a poursuivi avec détermination ses efforts pour proposer des solutions efficaces et durables aux défis du développement du continent africain.

4. Conclusion

En 2025, l'Afrique s'est affirmée comme la région où la TİKA est la plus présente, tant par le nombre de ses bureaux de coordination de programmes que par l'ampleur des projets qu'elle y a mis en œuvre. Dans un écosystème du développement où les pays africains aspirent à faire entendre leur voix, la TİKA s'est imposée comme un acteur du développement solide et digne de confiance grâce à une approche fondée sur l'écoute attentive des attentes du continent, un engagement sincère à ses côtés et une réponse concrète à ses besoins. Dans un contexte marqué par l'aggravation des crises humanitaires à l'échelle mondiale, elle a contribué au développement multidimensionnel des pays africains dans le cadre d'une coopération pour le développement durable et centrée sur l'humain, tout en mobilisant ses ressources au service du bien commun. En plaçant l'être humain au cœur de son action et en privilégiant la qualité plutôt que la seule quantité, la TİKA a mis en œuvre des projets qui renforcent les capacités de développement des populations africaines, nourrissent leur confiance dans l'avenir et améliorent concrètement leurs conditions de vie.



Les activités culturelles, artistiques et éducatives de l'Institut Yunus Emre en Afrique en 2025

13

Institut Yunus Emre

1. Introduction

Tout au long de l'année 2025, les activités culturelles, artistiques et éducatives menées sur le continent africain ont apporté une contribution significative au renforcement de la diplomatie culturelle, au développement des interactions entre les sociétés et à la consolidation de la compréhension mutuelle. Organisées dans différents pays, ces initiatives ont permis de promouvoir les diverses composantes de la culture turque à travers la musique, les arts de la scène, les métiers d'art traditionnels, la gastronomie ainsi que les activités éducatives.

Ces actions ne se sont pas limitées aux manifestations artistiques ; elles ont également accordé une place importante aux programmes éducatifs destinés aux enfants et aux jeunes, aux projets de responsabilité sociale ainsi qu'aux activités favorisant les échanges culturels. Elles ont ainsi visé à renforcer le partage culturel, à favoriser le rapprochement entre les sociétés par le biais de l'art et à développer des liens durables entre les jeunes générations. Le présent article propose une synthèse des activités menées par l'Institut Yunus Emre (YEE) en Afrique en 2025, en présentant, pays par pays, les initiatives les plus marquantes entreprises sur le continent.



Une cérémonie de sema a été organisée par l'Institut Yunus Emre dans le cadre du Festival international de musique sacrée de Fès.

2. Le Maroc : le festival des Musiques Sacrées et le spectacle de Sema

Dans le cadre de la 28e édition du Festival International des musiques sacrées organisée dans la ville historique de Fès, reconnue pour la richesse de son patrimoine culturel, l'Ensemble İstanbul Meydan Meşkleri a représenté la Türkiye. Lors de la représentation donnée sur la scène de Bab Al Makina, la direction artistique a été assurée par Yüce Gümüş, tandis que Mehmet Fatih Çıtlak a officié en qualité de *postnişin*. Le programme, interprété par un ensemble de vingt artistes, comprenait la cérémonie de *sema mevlevie Acemaşiran* ainsi que

le *Devrân-ı Şerif*, accompagnés d'instruments traditionnels de la musique turque tels que le *ney*, le *kudüm*, le *kanun* et le *oud*. D'une durée d'environ une heure et quinze minutes, le spectacle a suscité un vif intérêt de la part du public, qui a afflué sur le site du festival. À l'issue de la représentation, les artistes ont été longuement ovationnés. Ce programme a permis au public africain de découvrir la musique soufie et la tradition mevlevie, tout en contribuant au renforcement des relations culturelles entre les deux pays.[1]

Dans la capitale marocaine, Rabat, l'art traditionnel de la calligraphie turque a été mis à l'honneur à l'occasion de la réception organisée dans le cadre de la Fête de la République. Des œuvres calligraphiques réalisées par Ali Rıza Özcan, enseignant à l'Université des Beaux-Arts Mimar Sinan, y ont été exposées. L'événement a réuni de nombreuses personnalités, parmi lesquelles le ministre marocain de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour, des représentants du corps diplomatique ainsi qu'un large public invité. À cette occasion, les noms de nombreux participants ont été calligraphiés selon la tradition de la calligraphie turque et offerts en souvenir. Dans le cadre du programme, l'artiste a également donné une présentation à Dar El Hadith El Hassania, à Rabat, avant d'y animer un atelier pratique consacré à la calligraphie. Cette initiative a contribué à faire connaître l'art traditionnel de la calligraphie turque et à favoriser les échanges culturels.

3. La Gambie : le festival international des enfants du 23 avril

À l'occasion de la Journée de la Souveraineté nationale et de l'Enfance, célébrée le 23 avril, un festival destiné aux enfants privés de prise en charge parentale a été organisé à Banjul, capitale de la Gambie. Une quarantaine d'enfants résidant au SOS Children's Village ont été invités à participer à cette manifestation.

Tout au long du programme, les enfants ont pris part à des jeux traditionnels, à des activités de danse et de musique ainsi qu'à divers ateliers artistiques. Des séances de contes et des ateliers de peinture ont également constitué des temps forts de l'événement. En amont de la manifestation, les enfants avaient été invités à évoquer le métier auquel ils aspiraient. À partir de ces échanges, des portraits représentant chacun d'eux dans la profession de leurs rêves ont été réalisés à l'aide de technologies d'intelligence artificielle, puis offerts aux enfants pendant le festival. Dans le cadre de cette initiative, l'artiste Njogu Touray a réalisé une fresque murale sur le thème du 23 avril sur la façade extérieure du bâtiment principal du centre. Les enfants ont également contribué à cette œuvre artis-

1 Enes Yıldırım, « Fes'te Uluslararası Kutsal Müzik Festivali'nde Sema Mukabelesi » [Célébration du Sema au Festival International des Musiques Sacrées de Fès], *Agence Anadolu*, 20.05.2025, https://www.kisa.link/NjCJn, (Consulté le 15.03.2025).

tique en y laissant l'empreinte de leurs mains peintes. Au-delà de sa dimension festive, cette manifestation a contribué au développement social et culturel des enfants tout en favorisant le rayonnement international de cette célébration.[2]

4. L'Afrique du Sud : les représentations du théâtre d'ombres de Karagöz et Hacivat

En Afrique du Sud, des représentations du théâtre d'ombres traditionnel turc de Karagöz et Hacivat, l'un des arts du spectacle les plus emblématiques de la culture turque, ont été organisées.[3] Le programme s'est déroulé dans les villes de Johannesburg et de Pretoria, ainsi que, pour la première fois, au Cap. Dans le cadre des célébrations de la Journée de l'Afrique, des représentations ont été données dans des établissements scolaires relevant du ministère sud-africain de l'Éducation, permettant à des centaines d'élèves d'y assister.

À l'issue des représentations, des ateliers ont été organisés afin de faire découvrir aux élèves l'histoire du théâtre d'ombres, ses personnages emblématiques ainsi que ses techniques de mise en scène. Le programme visait plus particulièrement les établissements accueillant des élèves issus de milieux défavorisés ou disposant de ressources limitées. Au total, cette série d'activités a permis de toucher près de 4 000 élèves sud-africains.

Par ailleurs, un atelier d'arts plastiques et d'artisanat réunissant des enfants turcs et sud-africains a été organisé à Johannesburg. Au cours de ce programme de quatre semaines, les participants ont pris part à différents ateliers d'artisanat, au sein desquels ils ont réalisé diverses créations.

5. L'Égypte : *Empower Her Art Forum* et l'atelier d'Ebru

Un pavillon consacré à la Türkiye a été aménagé dans le cadre de l'*Empower Her Art Forum*, une foire d'art contemporain organisée au Grand Musée égyptien du Caire. Organisé à l'occasion du centenaire des relations diplomatiques entre la Türkiye et l'Égypte, cet événement a mis à l'honneur les œuvres de femmes artistes.

Dans le cadre du programme, un atelier consacré à l'art de l'ebru a permis aux participants de découvrir, à travers des démonstrations pratiques, les techniques traditionnelles de cette discipline. Par ailleurs, des conférences académiques consacrées à la sensibilisation environnementale dans les arts et aux

2 23.04.2025, Agence Anadolu, « Dünyadan 23 Nisan Kutlamaları » [Célébrations du 23 avril à travers le monde], https://www.kisa.link/fQAsz, (Consulté le 15.03.2025).

3 23.11.2025, TRT Haber, https://www.kisa.link/jMYqQ, (Consulté le 15.03.2025).



Une activité destinée aux jeunes a été organisée par l'Institut Yunus Emre en Somalie à l'occasion de la Fête de la commémoration d'Atatürk, de la Jeunesse et des Sports du 19 mai.

enjeux liés au changement climatique ont été organisées. La performance artistique intitulée « Transparan Çığlık », présentée par la maîtresse de conférences Tuğba Çelebi, a figuré parmi les temps forts de la manifestation. La foire a également accueilli des œuvres d'artistes venus de différents pays et les expositions ont attiré plusieurs milliers de visiteurs tout au long de l'événement.[4]

De surcroît, au Caire, une activité a été organisée à l'intention des enfants hospitalisés à l'hôpital pédiatrique Al Nas, à l'occasion de la Journée de la Souveraineté nationale et de l'Enfance, célébrée le 23 avril. Dans le cadre de cette initiative, des espaces de jeux ont été aménagés pour les enfants et divers cadeaux leur ont été distribués.[5]

6. Le Sénégal : la semaine de la cuisine turque et le programme de la Nuit du Destin

À Dakar, capitale du Sénégal, un événement consacré à la gastronomie a été organisé dans le cadre de la Semaine de la cuisine turque. Le programme a été réalisé en coopération avec l'Ambassade de la République de Türkiye à Dakar et le

4 20.05.2025, Agence Anadolu, https://www.kisa.link/kebPA, (Consulté le 15.03.2025).

5 Amer Fouad Fouad Solyman, https://www.kisa.link/IeiFp, 24.04.2025, Agence Anadolu, (Consulté le 15.03.2025).

Centre culturel turc Yunus Emre de Dakar. Lors de l'atelier animé par le chef Yunus Emre Akkor, les participants ont préparé, sous sa direction, le yağlama, l'un des plats traditionnels emblématiques de la cuisine de Kayseri. Le programme s'est poursuivi par un dîner mettant à l'honneur une sélection de spécialités de la cuisine turque. Des diplomates en poste à Dakar ainsi que de nombreux invités ont pris part à cette manifestation.[6]

Par ailleurs, à l'occasion de la Nuit du Destin (*Laylat al-Qadr*), durant le mois de Ramadan, un dîner d'iftar a été organisé à Dakar. La cérémonie, tenue au Phare des Mamelles, l'un des sites emblématiques de la ville, a réuni des représentants des milieux artistique, politique et sportif sénégalais ainsi que des membres du corps diplomatique étranger. À l'issue de l'iftar, Emin Bayram et Samet Tengiz ont donné un concert de musique soufie. Le programme a suscité un vif intérêt de la part des participants et a contribué au renforcement des échanges culturels.

7. La Somalie : les activités de jeunesse à l'occasion du 19 mai

À Mogadiscio, capitale de la Somalie, une grande manifestation de jeunesse a été organisée à l'occasion de la Commémoration d'Atatürk, Journée de la Jeunesse et des Sports, célébrée le 19 mai. Dans ce cadre, une exposition de photographies consacrée à Mustafa Kemal Atatürk a été présentée et un stand dédié à la promotion des activités culturelles a été installé.

Le programme comprenait des compétitions de football, de tennis de table, de peinture et de tir à l'arc traditionnel turc. Des jeunes venus de différentes régions de la Somalie ont pris part à ces épreuves. Lors des compétitions de tir à l'arc traditionnel turc, Nor Ali Mohamud, apprenant des cours de turc, a remporté la première place.

8. La Tunisie : la musique soufie turque

En Tunisie, une cérémonie de sema a été organisée afin de faire connaître la pensée de Mevlânâ Djalâl ad-Dîn Rûmî ainsi que la tradition mevlevie. Le programme s'est déroulé sous le haut patronage de l'Ambassade de la République de Türkiye en Tunisie. Présenté en coopération avec la Municipalité métropolitaine de Konya, le spectacle a été assuré par l'Ensemble de musique soufie turque et de sema, composé de vingt-deux artistes. La représentation a suscité un vif intérêt auprès du public tunisien.[7]

6 28.05.2025, The Wall Africa Journal (Turc), https://www.kisa.link/oCycy, (Consulté le 15.03.2025).

7 Mehmet Akif Turan, https://www.kisa.link/sButh, Agence Anadolu, 17.02.2025. (Consulté le 15.03.2025).

9. Le Rwanda : l'atelier d'art du recyclage

À Kigali, capitale du Rwanda, un atelier d'art consacré au recyclage a été organisé autour des thèmes de la sensibilisation environnementale et de l'art durable. Pendant dix jours, les participants ont réalisé diverses œuvres artistiques à partir de plastique et d'autres matériaux recyclés. Dans le cadre de cet atelier, l'artiste rwandais Brave Japhet a animé une conférence consacrée à l'art durable. Cette initiative a contribué à renforcer la sensibilisation aux enjeux environnementaux tout en favorisant les échanges culturels.

10. La Nigéria : les activités de lecture en turc et les rencontres entre élèves

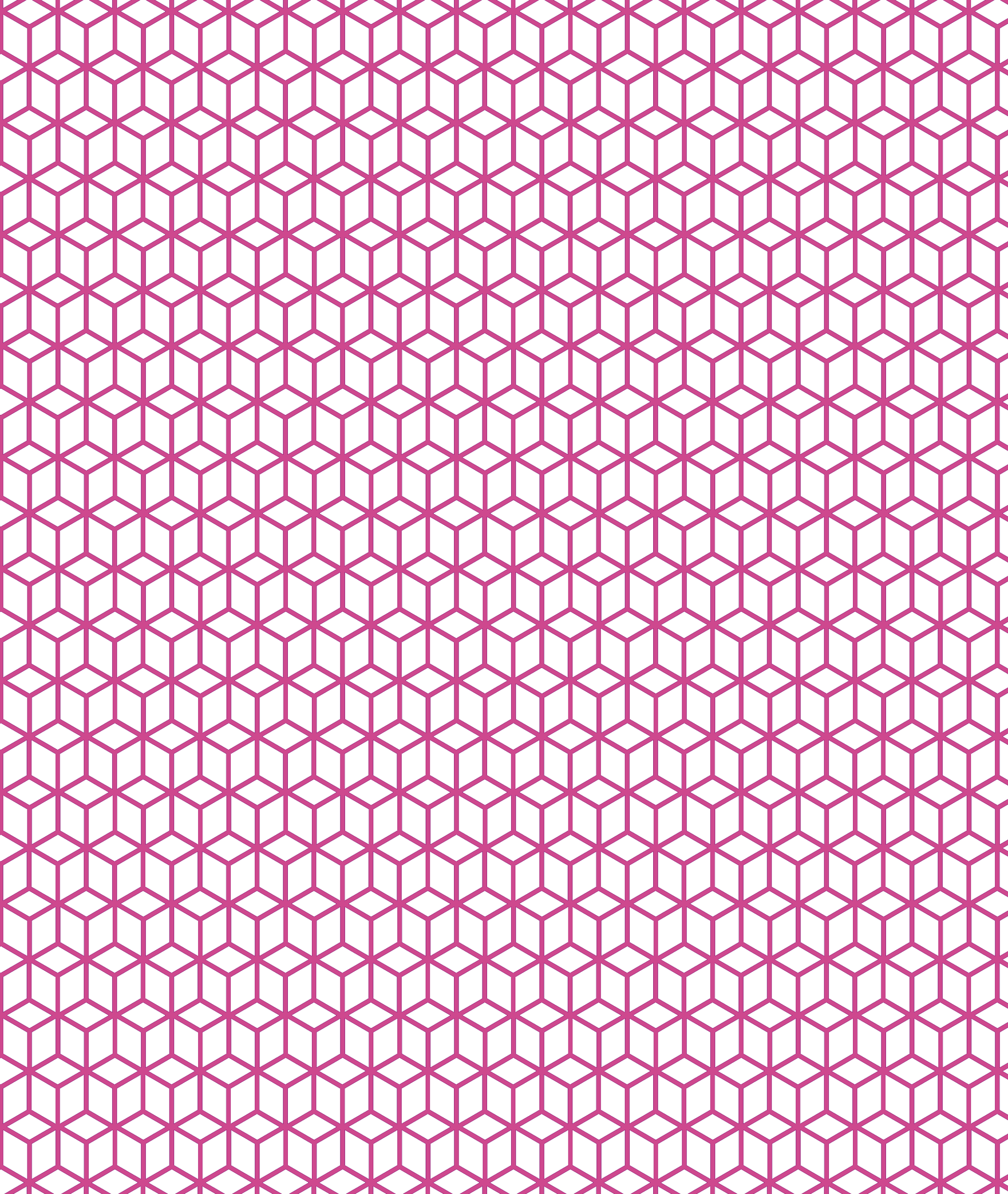
Au Centre culturel turc Yunus Emre d'Abuja, des activités de lecture ont été organisées à l'intention des enfants apprenant le turc. Dans ce cadre, les élèves se sont réunis régulièrement à la bibliothèque afin de lire des ouvrages en langue turque.

Par ailleurs, des rencontres en ligne ont été organisées entre les élèves d'Abuja et ceux du Centre des sciences et des arts (BİLSEM) de Gölbaşı à Ankara. Au cours de ces échanges virtuels, les participants ont partagé leurs connaissances sur les fêtes nationales, les traditions culturelles et la vie quotidienne, contribuant ainsi au renforcement du dialogue interculturel.

11. Conclusion

En 2025, les activités culturelles, artistiques et éducatives organisées en Afrique ont donné lieu à de nombreux échanges et rencontres à travers le continent. Festivals, manifestations gastronomiques, initiatives consacrées aux arts traditionnels et programmes éducatifs destinés aux enfants ont permis de toucher un large public dans plusieurs pays africains.

Au-delà de la promotion des différentes expressions de la culture turque, ces activités ont favorisé le rapprochement entre les peuples et renforcé la compréhension mutuelle. Les programmes destinés aux enfants et aux jeunes ont notamment contribué à tisser des liens durables entre les générations et les sociétés. En mettant à l'honneur les arts, la musique et la gastronomie, ces initiatives ont illustré le rôle de la culture comme vecteur de dialogue et ont contribué à approfondir les relations culturelles entre la Türkiye et les pays africains.



Les activités de Radio-Télévision de Türkiye en Afrique en 2025

14

TRT

1. Introduction

Dans le cadre du partenariat stratégique entre la Türkiye et l'Afrique, qui se renforce de jour en jour, et de la « Politique de partenariat avec l'Afrique », la Radio-Télévision de Türkiye (TRT) a poursuivi tout au long de l'année 2025, avec une intensité croissante, ses activités de radiodiffusion et de communication à destination du continent. La vision éditoriale de la TRT (*Türkiye Radyo Televizyon Kurumu*) vise à contribuer, dans le domaine des médias, à la construction d'un système mondial plus équitable. Dans cette perspective, la TRT adopte une ligne éditoriale mettant au centre de ses préoccupations la jeunesse de la population africaine, son dynamisme et la richesse de ses cultures, et qui constitue, dans le secteur des médias, le reflet de l'approche constructive et amicale de la Türkiye.

Conformément à la vision « *L'Afrique telle qu'elle est* », les histoires réelles du continent, jusqu'ici insuffisamment racontées, sa profondeur culturelle ainsi que les voix locales sont présentées au public mondial de la manière la plus fidèle qui soit. À travers un ensemble d'activités couvrant un large éventail, du journalisme d'information à la production de documentaires de qualité, en passant par les plateformes numériques et les programmes internationaux de renforcement des capacités, la TRT se positionne sur le continent non seulement comme un diffuseur, mais également comme un partenaire stratégique en matière de communication. Son réseau de diffusion multilingue en anglais, en français, en



TRT World a réalisé une interview exclusive avec le président de la Somalie, Hassan Cheikh Mohamoud.

haoussa et en swahili, ainsi que sa capacité à toucher de larges publics sur les supports numériques, constituent des indicateurs concrets de la crédibilité dont bénéficie la TRT à l'échelle du continent africain. Par ailleurs, les programmes de formation destinés aux professionnels des médias et l'ouverture de plateformes numériques telles que *tabii* à la région ont constitué des étapes déterminantes dans le renforcement des objectifs de diplomatie culturelle de la Türkiye.

La présente étude propose un aperçu d'un ensemble d'initiatives majeures menées par la TRT en 2025 dans le domaine de la radiodiffusion télévisuelle et radiophonique axée sur l'Afrique, des plateformes d'information numériques, de la licence de contenus et de la coopération institutionnelle, et examine les résultats stratégiques de notre présence institutionnelle sur le continent.

2. Diffusion d'informations à destination de l'Afrique

2.1. Plateforme numérique d'information TRT Afrika

Créée dans le cadre des objectifs de la TRT visant à renforcer ses diffusions en langues étrangères et son rayonnement international, et ayant commencé

ses activités de diffusion le 31 mars 2023, TRT Afrika suit de près les évolutions dans les différentes régions du continent grâce à des approches à la fois dynamiques et innovantes en matière de traitement de l'information. Ainsi, outre le fait de s'être imposée comme une source d'information fiable en Afrique, TRT Afrika met en lumière des récits importants pour les pays du continent et donne également une large visibilité aux enjeux locaux. Conformément à sa mission fondatrice, elle mène des activités de diffusion numérique, à l'inverse des médias occidentaux, en tant que reflet, dans le secteur des médias, de l'approche constructive et positive de la Türkiye à l'égard des pays du continent, sous le slogan « *L'Afrique telle qu'elle est* », à travers des contenus produits en quatre langues : l'anglais, le français, le haoussa et le swahili.

En 2025, TRT Afrika a transmis en temps réel à ses abonnés, avec une grande rigueur et une détermination constante, les principales évolutions survenues dans le monde et en Afrique. Tout en prenant le pouls du continent, elle joue également un rôle important dans la présentation au monde de l'image réelle de l'Afrique. Grâce à son approche centrée sur l'humain, TRT Afrika a joué un rôle pionnier dans la transformation du discours médiatique négatif sur des questions sensibles telles que le racisme, le colonialisme et la discrimination. Dans cette perspective, l'histoire authentique du continent, la profondeur de sa culture et ses richesses naturelles sont présentées à l'opinion publique internationale à travers des tribunes, des contenus interactifs et des documentaires. Dans le cadre de ses activités de diffusion numérique au cours de la période considérée, TRT Afrika a connu une croissance rapide et atteint un public extrêmement large, s'affirmant ainsi comme l'une des principales sources d'information du continent. À la fin de l'année 2025, le nombre total d'abonnés des quatre chaînes numériques de TRT Afrika s'élevait à 13,8 millions.

Disposant de la plus grande diversité de contenus d'information de TRT Afrika tout en se distinguant comme la chaîne enregistrant le niveau d'engagement le plus élevé, *TRT Afrika English* comptait 4,1 millions d'abonnés à la fin de l'année 2025.

Deuxième chaîne de TRT Afrika diffusant dans une langue internationale, *TRT Afrika Français* couvre notamment les évolutions dans les régions francophones d'Afrique. Dans le cadre de sa ligne éditoriale, qui accorde une place importante aux Africains opposés au néocolonialisme dans la région du Sahel face aux manipulations médiatiques, *TRT Afrika Français* comptait 3,9 millions d'abonnés à la fin de l'année 2025.

Ayant pour objectif de faire entendre à l'échelle mondiale la voix des communautés haoussas d'Afrique de l'Ouest et figurant parmi les rares médias à diffuser dans une langue locale, *TRT Afrika Hausa* est parvenue à atteindre 3,9 millions d'abonnés à la fin de l'année 2025.

Ayant pour objectif de porter la voix des communautés auprès de l'opinion publique internationale en swahili, langue parlée par environ 170 millions de personnes en Afrique de l'Est, et figurant parmi les rares médias à diffuser dans une langue locale, *TRT Afrika Swahili* est parvenue à atteindre 1,8 million d'abonnés à la fin de l'année 2025.

2.2. Plateforme numérique d'information TRT Arabi Digital

TRT Arabi Digital propose au public international une perspective globale sur l'actualité des pays arabophones du continent, tels que la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, l'Égypte, le Soudan et la Somalie, en abordant celle-ci non pas uniquement sous l'angle des crises, mais également à travers les structures sociales, les transformations économiques, les dynamiques culturelles et les évolutions politiques de ces pays.

En relayant directement depuis le terrain vers le monde les informations, les histoires humaines et les événements transmis par ses correspondants indépendants dans ces régions, TRT Arabi Digital contribue également à faire connaître à l'opinion publique internationale les projets de développement, les avancées dans le domaine de l'éducation, les initiatives technologiques et les productions culturelles du continent.

2.3. Plateforme numérique d'information TRT Français

TRT Français est une plateforme numérique internationale d'information qui traite, à travers des contenus originaux, des questions politiques, économiques, sociales et culturelles concernant des États européens tels que la France et la Belgique, ainsi que des pays francophones tels que l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, le Sénégal, le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Cameroun. S'adressant à plus de 320 millions de personnes, notamment dans ces pays africains, TRT Français produit des contenus mettant en lumière les diverses réussites de l'Afrique. Par ailleurs, TRT Français publie des informations, des vidéos et des documentaires exclusifs consacrés aux réactions et aux luttes menées par les pays de la région face aux nouvelles entreprises néocoloniales sur le continent.

2.4. Plateforme numérique d'information TRT World

TRT World propose à des audiences du monde entier, à travers des contenus vérifiés sur le terrain, des récits humains ainsi que des informations sur les violations des droits, les actes de violence et les génocides perpétrés dans des pays africains qui bénéficient d'une visibilité insuffisante dans les médias internationaux dominants ou dont les réalités sont souvent ignorées. Par ailleurs, tandis que l'actualité mondiale est relayée sur le continent grâce à des stratégies de



Avec son émission hebdomadaire « Africa Matters », consacrée à l'Afrique, TRT World rend compte des événements survenus dans différentes régions du continent et les porte à l'attention du public mondial.

diffusion axées sur les supports mobiles, les contenus produits comprennent également des vidéos de formats courts et longs diffusées sur les plateformes de médias sociaux, ainsi que des contenus de narration interactive proposés aux abonnés.

Les activités de diffusion numérique à destination du continent sont menées selon une stratégie multilingue et multiplateforme qui prend en compte les évolutions en temps réel à la lumière des dynamiques locales, tient compte des habitudes de consommation médiatique de la population jeune et privilégie l'accès aux audiences mondiales. TRT World réalise également des reportages consacrés aux évolutions actuelles en Afrique ainsi qu'aux principales activités menées par la Türkiye sur le continent.

2.5. Chaîne de télévision TRT World

Face à l'intensification des tensions géopolitiques, à la prolifération de la désinformation et à la polarisation des médias à l'échelle mondiale en 2025, TRT World a poursuivi ses activités de journalisme international dans le cadre d'une conception de sa responsabilité publique qui ne se limite pas à rendre compte des événements, mais vise également à leur donner du contexte, à faire entendre différents points de vue et à remettre en question les récits dominants. Dans

cette perspective, ses activités et sa programmation consacrées à l'Afrique ont également été mises en œuvre selon cette même approche éditoriale. La rédaction Afrique de TRT World est opérationnelle depuis la création de la chaîne. Par ailleurs, TRT World compte 28 collaborateurs africains au sein de ses équipes. Actuellement, les évolutions survenant sur le continent sont relayées en temps réel par près de 60 journalistes présents dans plus de 30 pays africains. Dans ce cadre, les bulletins d'information de TRT World ont proposé 368 sujets consacrés à l'Afrique et 329 directs ont été réalisés.

Tout au long de l'année 2025, les conflits qui se poursuivaient notamment au Soudan et en République démocratique du Congo, les élections organisées dans différents pays — dont certaines ont entraîné des changements importants —, les sommets régionaux consacrés aux questions politiques et économiques, ainsi que des reportages mettant en lumière les cultures de différents pays du continent ont fait l'objet de couvertures médiatiques.

Deux documentaires spéciaux consacrés à l'Afrique ont été réalisés au cours de l'année écoulée. En outre, 11 entretiens exclusifs ont été réalisés avec des dirigeants africains sur des questions d'actualité.

Outre le fait de rendre compte en temps réel de l'ensemble des évolutions sur le continent, TRT World propose à ses téléspectateurs une émission hebdomadaire spécialement consacrée à l'Afrique, intitulée « *Africa Matters* », qui donne chaque semaine la parole au monde depuis un autre point du continent. Diffusée depuis 2020, cette émission a proposé 52 épisodes consacrés à des questions d'actualité en 2025, avec la participation de 60 invités.

2.6. Chaîne de télévision TRT Arabi

TRT Arabi soutient la lutte de l'Afrique pour son indépendance, son droit à disposer d'elle-même ainsi que ses efforts pour faire entendre sa propre vérité auprès de l'opinion publique internationale. À travers des documentaires, des émissions d'analyse et des entretiens exclusifs consacrés aux réalités sociales, économiques, culturelles et politiques du continent, elle s'attache à faire connaître les réalités africaines auprès d'un public plus large.

Les évolutions sur le terrain sont directement portées à la connaissance du public par des journalistes présents dans des pays stratégiques, notamment en Somalie, en Libye, en Tunisie, en Algérie, au Maroc, au Soudan, en Afrique du Sud et en Éthiopie. Les coopérations établies avec des professionnels des médias locaux permettent à l'Afrique de raconter sa propre histoire avec sa propre voix. La représentation du continent non pas à travers le regard des autres, mais du point de vue de ses propres populations, constitue un principe fondamental de cette approche.

2.7. Diffusions de TRT Voice of Türkiye

TRT Voice of Türkiye Radio assure des émissions radiophoniques à destination des pays africains en arabe, en français, en anglais, en haoussa et en swahili, par ondes courtes, sur Internet et par satellite.

Après le lancement, en 2015, des émissions radiophoniques en haoussa et en swahili par satellite et sur Internet, des émissions en ondes courtes ont également débuté en 2017 sur deux nouvelles fréquences afin de toucher un public plus large dans les zones géographiques ciblées. Les émissions radiophoniques diffusées dans ces langues comprennent des bulletins d'information, des revues de presse, des émissions thématiques et des programmes musicaux. Des commentaires et analyses consacrés aux évolutions régionales, dont les sources sont en langue turque, sont également traduits dans les langues concernées et diffusés.

Nos programmes radiophoniques ont également proposé des contenus spécifiques consacrés à la communication et à la promotion des activités menées dans la région par des institutions telles que l'Agence turque de coopération et de coordination (TİKA), la Présidence des Turcs à l'étranger et les communautés affiliées et l'Institut Yunus Emre.

3. La plateforme numérique internationale *tabii*

Lancée afin de répondre à l'évolution des habitudes des publics et de pérenniser l'intérêt international pour les productions nationales, *tab*ii, première plateforme numérique internationale de la TRT, a commencé sa diffusion, à compter du 23 janvier 2025, dans quatre pays africains : l'Égypte, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. En combinant des thèmes universels avec des récits nourris de valeurs culturelles et sociales, la plateforme vise à proposer aux téléspectateurs des univers narratifs riches et cohérents grâce à ses productions originales localisées en anglais et en arabe, ainsi qu'à un catalogue mondial de plus de 3 000 heures de contenus.

*tab*ii se positionne en Afrique comme une plateforme contribuant, à travers les contenus numériques, à renforcer la représentation culturelle de la Türkiye et à favoriser les échanges. En s'appuyant sur des séries turques, des récits historiques et des histoires de société, elle fait découvrir aux publics africains le mode de vie, la structure familiale et les valeurs sociales de la Türkiye. Elle contribue également à renforcer les liens culturels en proposant des contenus qui font référence à l'histoire des relations entre la Türkiye, l'Empire ottoman et l'Afrique, ainsi qu'aux liens de civilisation qui les unissent. Dans le prolongement de l'approche de la TRT en matière de service public audiovisuel, la plateforme entend,

en tant que composante de la diplomatie culturelle internationale de la Türkiye, proposer un récit alternatif aux flux de contenus essentiellement unidirectionnels.

4. Sommets et événements médiatiques stratégiques consacrés à l'Afrique

Dans le cadre de sa vision visant à renforcer sa position à l'échelle mondiale dans les domaines des médias et de la radiodiffusion, la TRT mène des initiatives stratégiques destinées à élargir son champ d'influence et à approfondir sa coopération avec les parties prenantes internationales. À cet égard, les sommets médiatiques et les événements thématiques consacrés à l'Afrique contribuent à consolider les réseaux de communication régionaux, à accroître la visibilité, sur les plateformes internationales, des principales problématiques concernant le continent ainsi que des parties prenantes concernées, et à renforcer les interactions multilatérales.

4.1. TRT World Forum 2025

En tant que plateforme internationale de dialogue consacrée aux enjeux mondiaux, le *TRT World Forum* accorde une importance particulière à l'Afrique et considère parmi ses principaux axes de réflexion les évolutions politiques, humanitaires et économiques auxquelles le continent est confronté, en les abordant dans une perspective multidimensionnelle. Dans cette optique, une table ronde réunissant des experts spécialisés sur l'Afrique a été organisée dans le cadre de l'édition 2025 de l'événement.

Lors de cette session organisée dans le cadre du *TRT World Forum 2025*, les dynamiques de conflit et de consolidation de la paix en Afrique de l'Est ont été examinées de manière approfondie. La crise humanitaire et les conflits au Soudan ainsi que leurs répercussions régionales, les effets durables de la guerre civile en Éthiopie, le processus de consolidation de l'État en Somalie et la situation de paix fragile au Soudan du Sud ont fait l'objet de discussions approfondies.

La session a également porté sur l'importance de l'appropriation régionale, sur les capacités de médiation des mécanismes régionaux, notamment de l'Union africaine et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), ainsi que sur le rôle des Nations Unies. L'accent a également été mis sur les responsabilités de la communauté internationale au regard du droit international humanitaire. La contribution de l'engagement diplomatique, humanitaire et axé sur le développement de la Türkiye aux efforts en faveur de la paix et de la stabilité régionales figurait également parmi les questions examinées. Cette session a ainsi permis d'appréhender les enjeux africains dans une pers-

pective globale, dépassant leur seule dimension sécuritaire pour intégrer également les dimensions de la gouvernance, de l'aide humanitaire, du développement et de la diplomatie publique.

4.2. TRT World Citizen Awards

Dans le cadre du principe de sensibilisation sociale qui constitue la raison d'être de la marque *TRT World Citizen*, des prix sont décernés chaque année à des personnes dont les travaux sont évalués pour leur contribution à la sensibilisation aux enjeux mondiaux, à la recherche de solutions et au développement de la prise de conscience dans ces domaines. Depuis la première cérémonie organisée en 2018, des prix sont décernés dans les catégories Communicateur, Jeunesse, Éducateur, Accessibilité, Prix spécial de la TRT, Citoyen du monde de l'année et Prix pour l'ensemble d'une carrière.

Dans ce cadre, Amara Nwuneli, jeune militante nigériane pour le climat et fondatrice de l'initiative Preserve Our Roots, a été récompensée dans la catégorie « Jeunesse » au titre de l'édition 2025. Engagée dans la lutte contre le changement climatique, les inégalités et pour la justice environnementale, elle a créé Preserve Our Roots, une initiative portée par les jeunes qui œuvre en faveur de solutions climatiques ancrées dans les réalités locales. Ayant grandi au Nigéria, Amara Nwuneli a été directement témoin des conséquences des phénomènes climatiques extrêmes sur les communautés les plus vulnérables. Cette expérience l'a conduite à promouvoir une action climatique fondée sur les besoins locaux et portée par la jeunesse.

5. Activités internationales de formation, de recherche et de diffusion menées avec des organisations africaines

Mettant à profit son expertise et son expérience dans les domaines des médias, de la radiodiffusion et de la communication, et en interaction avec les organisations médiatiques internationales, la TRT contribue au développement institutionnel durable à travers des programmes de formation et de renforcement des capacités menés en coopération avec des institutions africaines. Ces activités, réalisées dans divers domaines, notamment la télévision et la radiodiffusion, la production d'informations et les médias numériques, contribuent au renforcement des écosystèmes médiatiques locaux et au développement de ressources humaines qualifiées.

5.1. Formations institutionnelles

Le programme de formation intitulé « *Diffusion de contenus numériques : information, production de contenus et stratégie pour les réseaux sociaux* », au-

quel ont participé au total 15 professionnels des médias issus d'organisations membres de la Conférence permanente de l'audiovisuel méditerranéen (COPEAM), dont l'EPTV et l'EPRS d'Algérie, s'est tenu les 30 et 31 janvier 2025 à la Direction générale de la TRT. Deux professionnels des médias algériens ont participé à ce programme. Cette formation a abordé plusieurs thématiques, notamment la production de contenus adaptés à l'évolution des tendances, les pratiques journalistiques adaptées aux médias numériques, les processus de production de contenus et la définition des publics cibles, la production d'informations pour différentes plateformes de réseaux sociaux, les stratégies de contenu et d'engagement, le montage vidéo (CapCut / Premiere Pro) ainsi que la production de contenus infographiques (Canva), offrant aux participants des acquis à la fois théoriques et pratiques.

Dans le cadre du « *Programme de formation au journalisme sur les réseaux sociaux et dans les médias numériques* », auquel ont participé au total 19 professionnels des médias du Mozambique et du Nigéria, les formats de l'information dans les médias numériques, la production de contenus numériques, le journalisme sur les réseaux sociaux, la lutte contre la désinformation et les nouvelles menaces, les stratégies pour les réseaux sociaux, la narration numérique ainsi que le journalisme mobile (MOJO) ont été abordés de manière approfondie, permettant ainsi d'accroître le niveau de connaissances et de compétences des participants dans le domaine du journalisme numérique.

5.2. Le journalisme pour les jeunes de la TRT

Dans le cadre du projet « *Le journalisme pour les jeunes* », une initiative de sensibilisation sociale de la TRT fondée sur une approche du journalisme et de la radiodiffusion centrée sur l'humain et axée sur la résolution des problèmes humanitaires mondiaux, le développement d'une culture de la coexistence ainsi que l'accompagnement des jeunes dans l'adaptation à l'ère numérique afin qu'ils produisent et consomment des contenus numériques de manière responsable, deux ateliers de formation au journalisme mobile ont été organisés en Tunisie en 2025. Trois professionnels des médias de la TRT y ont participé en qualité de formateurs, permettant d'atteindre au total 60 étudiants.

6. Protocoles de coopération et mémorandums d'entente conclus avec des organisations africaines

Dans le cadre de ses objectifs visant à renforcer son rayonnement à l'échelle internationale dans les domaines des médias, de la radiodiffusion et de la communication, tout en consolidant et en assurant la pérennité de son vaste réseau de communication, la TRT a conclu avec des organisations établies en Afrique

divers protocoles de coopération et mémorandums d'entente dans plusieurs domaines. À cet égard, en 2025, la TRT dispose de protocoles de coopération et de mémorandums d'entente signés avec plus de 20 institutions et organisations dans près de 20 pays africains, lesquels demeurent en vigueur.

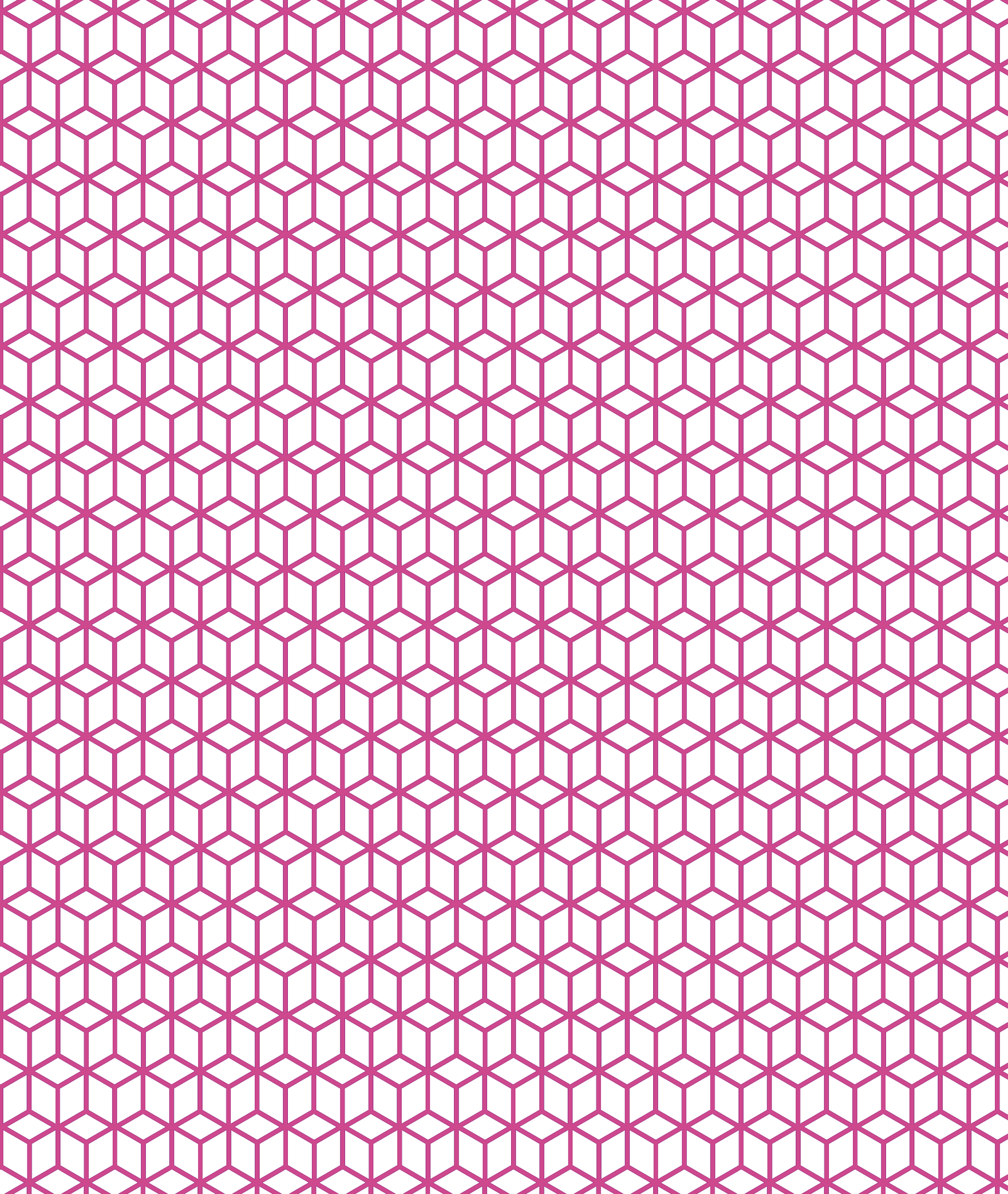
7. Circulation des productions de la TRT sur le continent

Grâce aux accords de licence conclus avec des diffuseurs africains, les séries et films produits par la TRT touchent progressivement des publics de plus en plus larges à travers le continent. À travers des thèmes universels tels que la justice, la famille, la solidarité et les valeurs sociales, ces productions renforcent les interactions interculturelles ainsi que la capacité de la Türkiye en matière de diplomatie culturelle. Dans ce cadre, les contenus de la TRT licenciés en 2025 pour être diffusés dans 17 langues différentes, dont l'anglais, le français et le swahili, contribuent de manière significative au développement des liens culturels et de la compréhension mutuelle entre la Türkiye et les pays africains.

8. Conclusion

Les activités menées tout au long de l'année 2025 ont montré que l'approche de la TRT à l'égard de l'Afrique dépasse le cadre de la radiodiffusion pour se transformer en un partenariat de communication multidimensionnel et stratégique. Grâce à une approche multilingue de la diffusion sur les supports télévisuels, radiophoniques et numériques, la TRT, qui touche de larges segments de la population du continent, a adopté, conformément à l'approche « *L'Afrique telle qu'elle est* », une perspective éditoriale constructive appréhendant l'Afrique non seulement à travers les défis auxquels elle est confrontée, mais également à travers sa jeunesse, sa richesse culturelle et son potentiel.

Outre ses activités de diffusion, la TRT a renforcé sa présence sur le continent à travers la licence de contenus, les partenariats stratégiques, les sommets médiatiques et les programmes de formation. Grâce aux coopérations durables développées avec les parties prenantes africaines, elle a contribué au renforcement des capacités médiatiques régionales. Cette approche globale a non seulement permis de concrétiser, dans le domaine des médias, la vision constructive de la Türkiye à l'égard de l'Afrique, mais a également constitué le fondement d'une stratégie solide favorisant la coopération régionale, les interactions multilatérales et la visibilité de l'Afrique dans les médias internationaux.



Les activités de diplomatie humanitaire de la Présidence de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence en Afrique en 2025

15

Présidence de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence

1. Introduction

L'année 2025 a été marquée en Afrique par l'aggravation de crises humanitaires multidimensionnelles. Les catastrophes naturelles, telles que les inondations et les sécheresses aggravées par les effets du changement climatique, les conflits armés persistants, les déplacements forcés de populations ainsi que la fragilité des institutions étatiques ont entraîné une augmentation des besoins humanitaires dans de nombreux pays du continent. Les évolutions observées, en particulier au Soudan, en République démocratique du Congo (RDC), au Soudan du Sud et dans la Corne de l'Afrique, ont mis en évidence l'importance stratégique des mécanismes d'aide humanitaire, non seulement pour répondre aux besoins d'urgence, mais aussi pour contribuer à la stabilité régionale.

Fidèle à son approche fondée sur un partenariat d'égal à égal avec les pays africains, la Türkiye a poursuivi en 2025 ses actions de diplomatie humanitaire en renforçant l'identification des besoins sur le terrain, la coordination avec les autorités locales et sa capacité d'intervention rapide. Les initiatives menées par la Présidence de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence (AFAD), en coopération avec les institutions publiques concernées, les représentations diplomatiques turques en Afrique et les organisations internationales, ont non seulement contribué à répondre aux besoins humanitaires les plus urgents, mais ont également consolidé l'image de la Türkiye en tant que partenaire fiable et engagé en faveur d'un développement durable sur le continent. À cet égard,



En coopération avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) des Nations Unies, l'AFAD a envoyé 30 000 tentes au Soudan. (Source : Agence Anadolu)

les opérations humanitaires conduites en 2025 au Botswana, au Burundi, au Soudan du Sud, au Somaliland et au Soudan illustrent concrètement la capacité de la Türkiye à réagir rapidement aux crises ainsi que son approche de politique étrangère centrée sur l'être humain.

2. Les opérations d'aide humanitaire menées en 2025

2.1. Le Botswana

En 2025, de fortes précipitations et des inondations ont touché plusieurs régions du Botswana, en particulier la capitale, Gaborone, entraînant des pertes

en vies humaines ainsi que d'importants dégâts matériels affectant des bâtiments, des véhicules et des infrastructures. Les autorités botswanaises ont indiqué que plusieurs barrages, dont celui de Gaborone, avaient atteint leur capacité maximale, faisant craindre des débordements susceptibles d'occasionner de nouvelles pertes humaines et matérielles dans les zones situées en aval. Elles ont, à ce titre, lancé un appel à la communauté internationale pour la fourniture de denrées alimentaires, de couvertures, d'eau potable et d'abris d'urgence.

Dans ce contexte, sous la coordination de l'ambassade de la Türkiye à Gaborone, 50 lits de camp, 23 générateurs, 25 réchauds à gaz, 50 sacs de couchage, 50 chauffages à gaz, 50 bouteilles de gaz et 25 tentes ont été achetés localement puis distribués aux sinistrés. Cette assistance a contribué à répondre aux besoins humanitaires les plus urgents à la suite de la catastrophe et a illustré la capacité de la Türkiye à intervenir rapidement en cas de catastrophe naturelle.

2.2. Le Burundi

Les affrontements qui se sont poursuivis tout au long de l'année 2025 dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) ont contraint près de 30 000 à 35 000 personnes à se réfugier au Burundi, alourdissant considérablement la pression humanitaire dans le pays. Face à cette situation, les autorités burundaises et les Nations Unies ont lancé un appel à l'aide en faveur des réfugiés, soulignant notamment les besoins urgents en biens de première nécessité.

Dans ce cadre, des ressources financières ont été mobilisées, par l'intermédiaire de l'ambassade de la Türkiye à Bujumbura, afin de permettre l'acquisition sur place des fournitures humanitaires nécessaires. Grâce à cette assistance, 200 familles réfugiées ont reçu des kits composés de lits et de colis alimentaires. Cette intervention a contribué à répondre aux besoins essentiels des familles déplacées tout en témoignant de la solidarité de la Türkiye face aux crises humanitaires régionales.

2.3. Le Soudan du Sud

À l'occasion du mois de Ramadan, le Secrétariat du Conseil islamique de la République du Soudan du Sud a prévu la distribution de colis alimentaires à 10 000 familles, une aide vestimentaire en faveur de 1 000 familles ainsi que la distribution de repas chauds à près de 50 000 personnes dans des tentes d'iftar. Afin de mettre en œuvre ces activités, un financement de 920 080 dollars américains a été sollicité.

Dans ce cadre, une contribution de 20 000 dollars américains a été allouée, par l'intermédiaire de l'ambassade de la Türkiye à Juba, afin de financer l'acquisition de fournitures d'aide humanitaire. Ce soutien a contribué à répondre aux besoins essentiels des populations les plus vulnérables durant le mois de Rama-

dan et a constitué une illustration concrète de l'approche de la Türkiye en matière de solidarité sociale et de diplomatie humanitaire.

2.4. Le Somaliland

À la suite des affrontements survenus dans la région à la fin de l'année 2024, de nombreuses personnes se sont retrouvées dans une situation de besoin humanitaire urgent. Les autorités du Somaliland ont alors lancé un appel à l'aide à la communauté internationale. Les évaluations menées par le Consulat général de la Türkiye à Hargeisa ont mis en évidence des besoins prioritaires en couvertures, en eau potable et en denrées alimentaires de première nécessité. Dans ce contexte, des ressources financières ont été mobilisées afin de permettre l'acquisition locale de fournitures d'aide humanitaire.

Par ailleurs, le Somaliland a été confronté à l'une des sécheresses les plus sévères de ces dernières années. Environ 120 000 familles éprouvaient de grandes difficultés à accéder aux denrées alimentaires, tandis que la situation humanitaire atteignait un niveau particulièrement critique dans les régions d'Awdal, de Sahil, de Selel et de Sanaag. Face aux capacités limitées des institutions locales pour faire face à cette crise, les autorités du Somaliland ont sollicité une aide alimentaire de la Türkiye. Par l'intermédiaire du Consulat général de la Türkiye à Hargeisa, des ressources financières ont ainsi été allouées pour l'acquisition de farine, de riz et d'huile végétale. Cette intervention a permis à la Türkiye de contribuer à la réponse aux besoins humanitaires dans un contexte marqué simultanément par les conséquences des conflits et des aléas climatiques.

2.5. Le Soudan

À la suite de l'attaque menée le 5 mai 2025 par les Forces de soutien rapide (FSR) contre des dépôts de carburant à Port-Soudan, un important incendie s'est déclaré et n'a pu être maîtrisé pendant une longue période. Face à cette situation, les autorités soudanaises ont sollicité une assistance d'urgence de la Türkiye. Dans ce cadre, l'AFAD a acheminé par voie aérienne 50 tuyaux d'incendie, 50 masques de protection respiratoire et 50 tenues de lutte contre l'incendie afin de soutenir les opérations d'intervention.

Par ailleurs, en raison des affrontements qui se poursuivaient dans la région d'El-Fasher, au Darfour, une équipe humanitaire dépêchée par l'AFAD a mené des opérations sur le terrain à Port-Soudan afin de contribuer à la prise en charge des besoins essentiels des populations déplacées. Au total, 1 500 colis alimentaires, acquis localement, ont été distribués à des familles vulnérables dans différentes régions.

La poursuite et l'aggravation du conflit interne, déclenché en 2023, ont fait des besoins en abris l'un des principaux défis de la crise humanitaire au Soudan

en 2025. Outre les affrontements opposant les Forces armées soudanaises aux Forces de soutien rapide (FSR), les catastrophes naturelles, notamment les inondations et les épisodes de sécheresse, ont contraint des millions de personnes à se déplacer à l'intérieur du pays ou vers les États voisins.

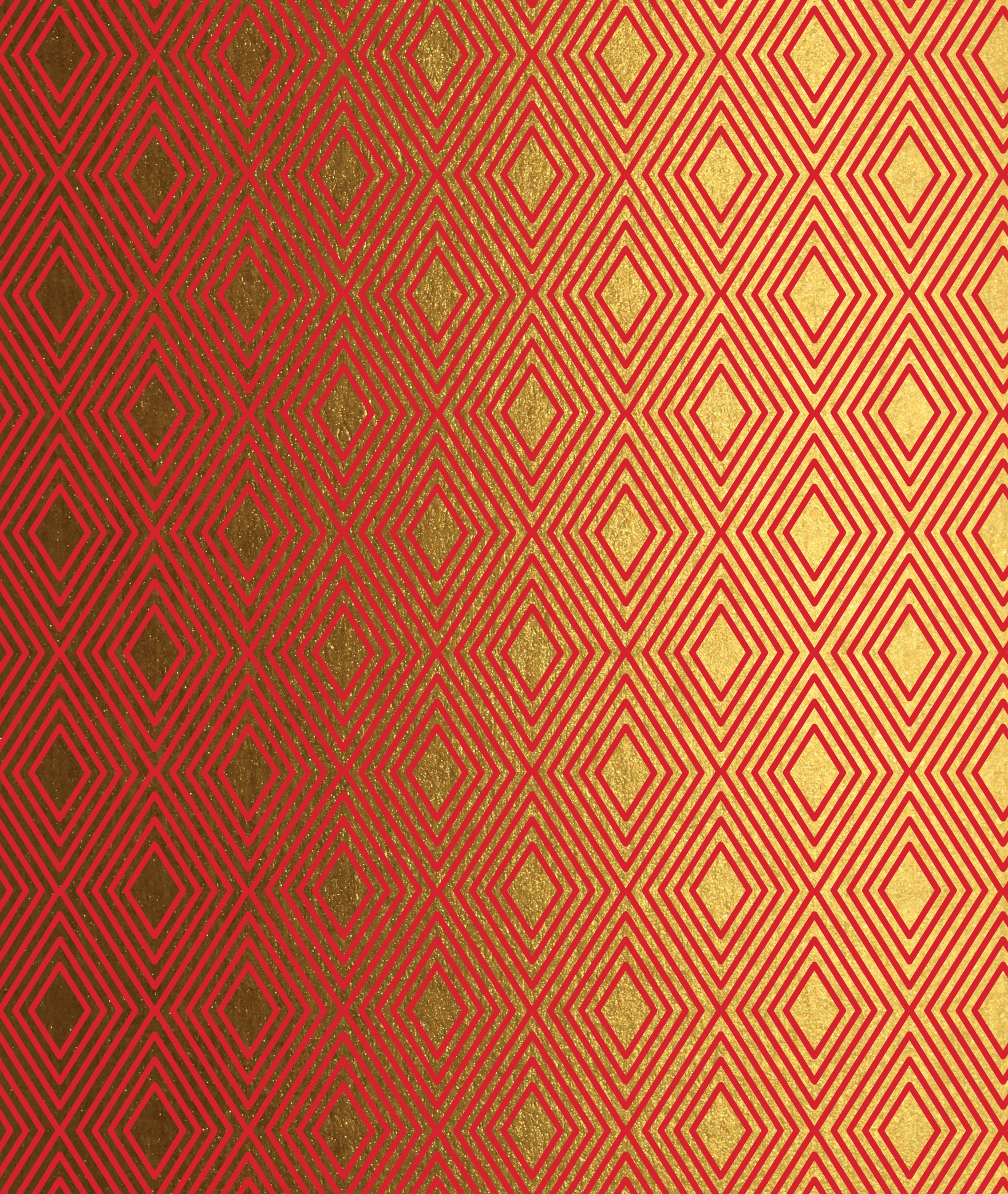
Dans ce contexte, l'acheminement de 30 000 tentes vers le Soudan a été organisé en coopération avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Un premier lot de 10 080 tentes a été expédiée le 6 décembre 2025 à bord du navire *Ningbo*, suivie d'une deuxième de 10 080 tentes le 9 décembre 2025 à bord du *Senatör*. Enfin, un troisième et dernier envoi de 9 840 tentes a quitté le port de Mersin le 26 décembre 2025 à destination de Port-Soudan. L'opération s'est ainsi achevée avec l'acheminement de l'ensemble des 30 000 tentes prévues. Par son ampleur, cette intervention figure parmi les plus importantes opérations d'assistance en matière d'hébergement menées par la Türkiye en Afrique ces dernières années. Elle témoigne de la capacité du pays à déployer rapidement une aide humanitaire d'envergure tout en assurant une coordination efficace avec les organisations internationales.

3. Conclusion

En 2025, les crises humanitaires qui ont touché plusieurs régions d'Afrique ont confirmé l'ampleur des défis auxquels le continent demeure confronté. Les catastrophes naturelles, les conflits armés et les déplacements forcés de populations ont accentué les besoins humanitaires, appelant des réponses rapides, coordonnées et adaptées aux réalités du terrain. Dans ce contexte, les actions conduites par l'AFAD, en étroite coopération avec les représentations diplomatiques turques, les institutions partenaires et les organisations internationales, ont permis d'apporter une assistance dans des domaines essentiels tels que les secours d'urgence, la sécurité alimentaire, l'hébergement et le soutien aux personnes déplacées.

Les interventions menées au Soudan, qu'il s'agisse de l'envoi de 30 000 tentes, du soutien apporté après l'incendie de Port-Soudan ou de l'assistance aux populations affectées par le conflit au Darfour, illustrent la volonté de la Türkiye d'inscrire son action humanitaire dans une perspective durable. Les opérations réalisées au Botswana, au Burundi, au Soudan du Sud et au Somaliland témoignent également de la continuité de cet engagement et de la confiance établie avec les partenaires africains.

Ainsi, l'année 2025 a confirmé l'importance accordée par la Türkiye à une action humanitaire fondée sur la réactivité, la coordination et l'attention portée aux besoins locaux. Au-delà de la réponse apportée aux situations d'urgence, ces initiatives ont contribué à renforcer la dimension humanitaire des relations entre la Türkiye et les pays africains et à consolider un partenariat fondé sur la solidarité, la responsabilité partagée et la coopération à long terme.



Les Relations de l'Afrique avec les Acteurs Mondiaux et Régionau

1 Les relations entre le monde turcique et l'Afrique en 2025 — 335-340
Fevzi Kırbaşoğlu

2 Les relations sino-africaines en 2025 — 341-348
Yavuz Çelik

3 Les relations entre l'Inde et l'Afrique en 2025 — 349-356
Emre Yürük

4 Les relations Japon-Afrique en 2025 — 357-366
Gökberk Durmaz | Acar Boray Bıldırcın

5 Les relations entre la Corée du Sud et l'Afrique en 2025 — 365-370
Ezgi Kılıçarslan Gül

6 Les relations Russie-Afrique en 2025 — 371-378
Burak Kolot

7 Les relations Indonésie-Afrique en 2025 — 379-384
Kamil Tarhan

8 Les Relations BRICS-Afrique en 2025 — 385-392
Yücel Bulut

9 Les relations entre le Brésil et l'Afrique en 2025 — 393-400
Segâh Tekin

10 Les relations entre la France et l'Afrique en 2025 — 401-406
Halil Kaya

11 Les relations entre l'Allemagne et l'Afrique en 2025 — 407-414
Ahmet Bülbül

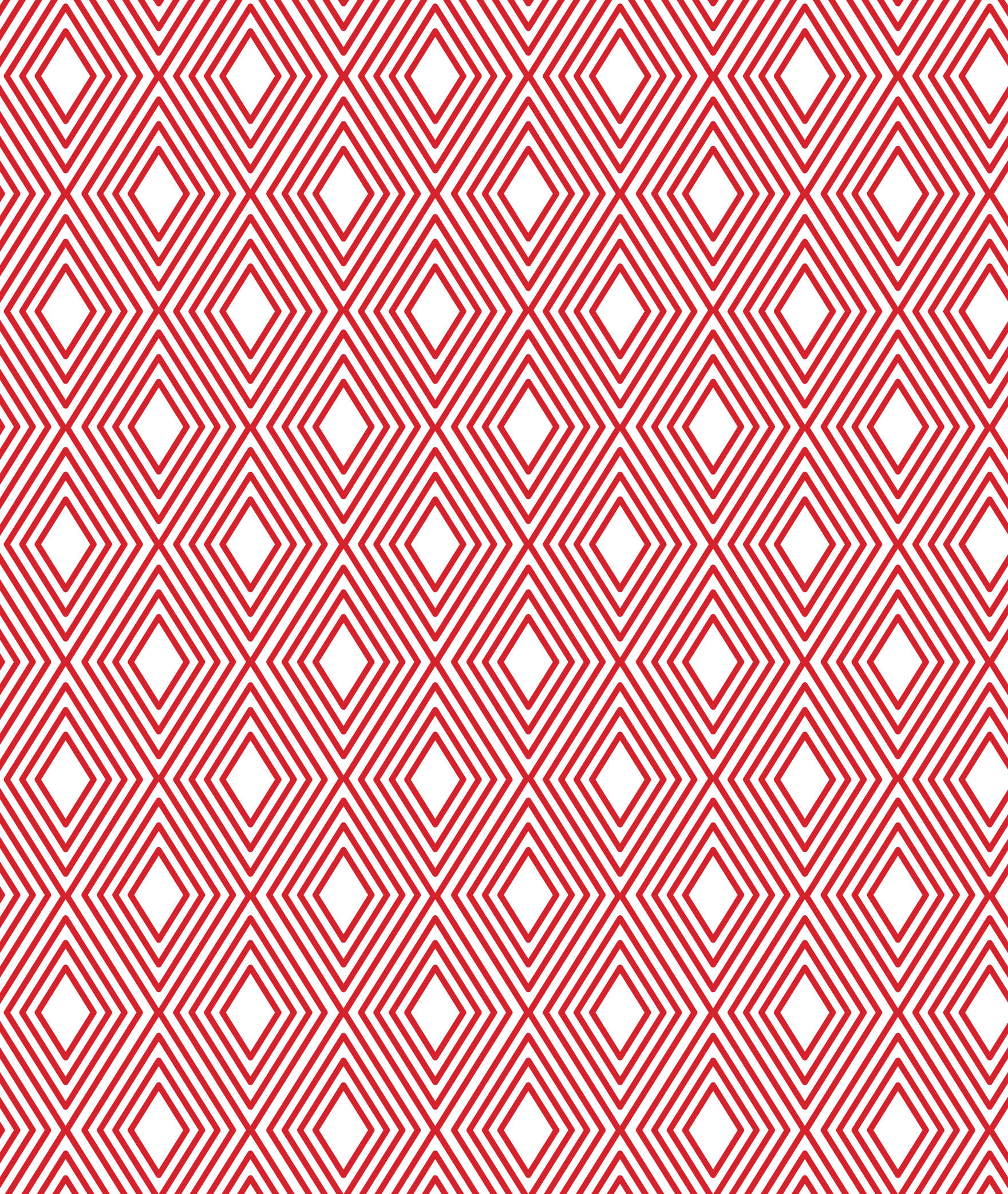
12 Les relations entre le Royaume-Uni et l'Afrique en 2025 — 415-422
Mehmet Ali Mert | Gökhan Sırmalı

13 Les relations entre l'Italie et l'Afrique en 2025 — 423-428
Raşit Yenigün

14 Les relations entre les États-Unis et l'Afrique en 2025 — 429-434
Meysune Yaşar

15 Les relations entre les pays du Golfe et l'Afrique en 2025 — 435-442
Hamdullah Baycar

16 Les relations entre Israël et l'Afrique en 2025 — 443-450
Sevinç Ebru Temel



Les relations entre le monde turcique et l'Afrique en 2025

1

Fevzi Kırbaşoğlu*

1. Introduction

Dans le cadre de la vision mondiale en constante expansion de l'Organisation des États turciques (OET), l'affirmation progressive du monde turcique comme acteur collectif sur le continent africain a ouvert une nouvelle phase dans les relations entre les deux parties. En 2025, ces relations ont dépassé le seul cadre des échanges commerciaux et de la coopération économique pour s'étendre à des domaines tels que la diplomatie de défense, la sécurité énergétique et l'intégration institutionnelle multilatérale. Cette nouvelle dynamique se traduit notamment par des initiatives proactives en matière de sécurité et de médiation, ainsi que par des approches conjointes et multidimensionnelles développées par les États membres de l'OET à l'égard de l'Afrique, à travers le Fonds d'investissement turcique et les corridors logistiques.

Cette étude analyse la présence du Monde turcique en Afrique sous l'angle de l'architecture de sécurité, de la géopolitique de l'énergie et des instruments du soft power, tout en évaluant les dynamiques fondamentales de ce nouveau modèle de coopération qui prend progressivement forme.

2. La stratégie africaine de la Türkiye

En 2025, la capacité de la Türkiye à mener une diplomatie proactive de médiation et de gestion des crises s'est affirmée comme l'un des principaux piliers

* Assistant de recherche, Département des relations internationales, Faculté des sciences économiques et administratives, Université technique de Karadeniz, fkirbasoglu@ktu.edu.tr.

de sa politique africaine. L'exemple le plus significatif en est le rôle de médiateur qu'Ankara a assumé dans les tensions entre l'Éthiopie et la Somalie, dépassant ainsi le cadre traditionnel des relations bilatérales dans la Corne de l'Afrique. À la suite des contacts engagés au plus haut niveau avec la Déclaration d'Ankara du 11 décembre 2024, la diplomatie de navette menée par la Türkiye, ainsi que les négociations techniques tenues le 18 février 2025, ont permis d'établir un cadre de dialogue durable entre les deux parties.[1]

Cette implication diplomatique dans la gestion des crises s'est accompagnée d'un renforcement de la diplomatie énergétique. Ainsi, dans le cadre de l'Accord d'exploration et de production d'hydrocarbures signé le 10 avril 2025 entre la Société turque des pétroles (TPAO) et l'Autorité somalienne du pétrole, il a été annoncé que la Türkiye mènerait des activités d'exploration sur trois blocs terrestres distincts couvrant une superficie totale d'environ 16 000 kilomètres carrés.[2] En ce qui concerne les espaces maritimes, à l'issue des travaux du navire de recherche sismique *Oruç Reis*, les premières opérations de forage en eaux profondes au-delà des frontières nationales devraient débuter au début de l'année 2026.[3]

L'engagement de la Türkiye ne s'est pas limitée à la Corne de l'Afrique, elle s'est également étendue à l'Afrique de l'Ouest et au Sahel. En particulier, à la suite de contacts diplomatiques de haut niveau menés avec le Niger en mai et décembre 2025, les deux parties ont réaffirmé leur volonté de mettre en place un partenariat énergétique stratégique de long terme couvrant l'exploration pétrolière, la production et le transfert de technologies.[4]

Un autre volet essentiel de l'architecture de sécurité centrée sur la Türkiye s'est dessiné dans la géopolitique de l'Afrique du Nord et de la Méditerranée orientale. L'accord sur le commerce des hydrocarbures conclu le 18 février 2025 entre l'Administration chypriote grecque et l'Égypte n'a été reconnu ni par Ankara ni par la République Turque de Chypre du Nord (RTCN). Néanmoins, ce différend diplomatique n'a pas remis en cause le dialogue institutionnel établi entre Ankara et le Caire.[5] De fait, Les réunions tenues les 4 février et 12 novembre 2025 ont ainsi permis de poursuivre les travaux du Conseil de coopération stratégique de haut niveau. La Türkiye est ainsi parvenue à préserver ses relations avec l'Égypte en menant une politique d'équilibre entre les rivalités en Méditerranée orientale et le processus de normalisation engagé avec Le Caire.[6]

1 Ministère des Affaires étrangères de la République de Türkiye, «Déclaration d'Ankara de la République fédérale démocratique d'Éthiopie et de la République fédérale de Somalie sous la facilitation de la République de Türkiye», 11.12.2024,

https://www.kisa.link/Uzrdx, (Consulté le 15.03.2026) ;

Ministère des Affaires étrangères de la République de Türkiye, «Déclaration relative au premier tour des négociations techniques menées entre la Somalie et l'Éthiopie dans le cadre du Processus d'Ankara», 18.02.2025,

https://www.kisa.link/hqmIN, (Consulté le 15.03.2026).

2 Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles de la République de Türkiye, «La Türkiye va également explorer le pétrole et le gaz naturel sur les blocs terrestres de la Somalie», 10.04.2025,

https://www.kisa.link/pWfeo, (Consulté le 15.03.2026).

3 Gülşen Çağatay, «La Türkiye va accélérer ses activités d'exploration et de forage d'hydrocarbures en mer Noire et en Somalie en avril», Agence Anadolu, 30.03.2026,

https://www.kisa.link/dTRab, (Consulté le 01.04.2026).

4 Başak Erkalan, «Le ministre Bayraktar s'est entretenu avec le ministre nigérien du Pétrole sur les opportunités de coopération énergétique», Agence Anadolu, 30.05.2025,

https://www.kisa.link/yLegq, (Consulté le 15.03.2026) ;

Gülşen Çağatay, «Le ministre Bayraktar s'est entretenu avec le ministre nigérien des Mines», Agence Anadolu, 01.05.2025,

https://www.kisa.link/RwZnD, (Consulté le 15.03.2026).

5 Reuters, « Eni signs deal to bring Cypriot offshore gas to Europe, via Egypt », 17.02.2025,

https://www.kisa.link/ayICS, (Consulté le 15.03.2026) ;

Mehmet Kemal Firik, «Réaction de la RTCN à l'accord de commerce d'hydrocarbures signé entre l'Administration chypriote grecque et l'Égypte », Agence Anadolu, 18.02.2025,

https://www.kisa.link/CuuCR, (Consulté le 15.03.2026) ;

TRT Haber, «Sources du ministère de la Défense nationale : l'Administration chypriote grecque poursuit sa politique d'usurpation des droits de la RTCN», 20.02.2025,

https://www.kisa.link/KinMB, (Consulté le 15.03.2025).



Le ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre du Kazakhstan, Murat Nurtleu, s'est entretenu le 18 avril 2025 à Astana avec le ministre des Affaires étrangères du Bénin, Olushegun Adjadi Bakari, en visite de travail dans la capitale kazakhe. (Source : Les ministres des Affaires étrangères du Kazakhstan et du Bénin conviennent de renforcer les relations bilatérales)

3. L'intégration institutionnelle de l'OET et la stratégie multidimensionnelle du Kazakhstan

En 2025, la principale évolution dans les dynamiques politiques du continent réside dans le fait que l'ouverture vers l'Afrique ne se limite plus aux seules relations bilatérales, mais s'intègre désormais aux mécanismes institutionnels multilatéraux de l'OET. Défini dans les documents officiels de l'OET comme un outil favorisant l'intégration économique, encourageant les investissements étrangers et soutenant les projets de développement,[7] le Fonds d'investissement turcique constitue le principal levier financier de cette stratégie. En outre, la création, le 12 juin 2025 à Tachkenti de TurkIPAnet (le Réseau turcique de promotion des investissements) a institutionnalisé un cadre permettant aux pays membres de développer des projets communs dans les régions ciblées, notam-

6 Republic of Türkiye Ministry of Foreign Affairs, « Joint Statement Between the Foreign Ministers of Türkiye and Egypt », 04.02.2025, https://www.kisa.link/HASaM, (Consulté le 15.03.2026) ; Ministère des Affaires étrangères de la République de Türkiye, «Déclaration conjointe des ministres des Affaires étrangères de la Türkiye et de l'Égypte», 12.11.2025, https://www.kisa.link/BuLhU, (Consulté le 15.03.2026).

7 Republic of Türkiye Ministry of Foreign Affairs, « Bishkek declaration of Eleventh Summit of Organization of Turkic States », 06.11.2024,

ment en Afrique.[8] Cette architecture institutionnelle a été consacrée par la Déclaration de Gabala de 2025, qui reconnaît son rôle en tant que mécanisme de promotion de l'investissement et de l'innovation[9]

Cette vision multilatérale portée par l'OET se traduit, dans le cas du Kazakhstan, par des projets logistiques et commerciaux concrets en Afrique. Ayant atteint un volume commercial de plus de 700 millions de dollars avec l'Afrique en 2024, les autorités d'Astana ont franchi une nouvelle étape en 2025 à l'occasion de la visite du ministre béninois des Affaires étrangères, en orientant cette dynamique vers une intégration plus concrète des infrastructures. Le résultat le plus tangible de ces échanges a été le lancement d'initiatives visant à relier les chaînes d'approvisionnement, notamment par la connexion du port de Cotonou, principal hub commercial d'Afrique de l'Ouest, au Corridor intermédiaire (Middle Corridor), dont le Kazakhstan constitue un maillon essentiel.[10]

La vision stratégique du Kazakhstan se caractérise également par la diversité des domaines de coopération envisagés. Lors d'un entretien diplomatique tenue le 22 août 2025 avec l'ambassadeur des Seychelles, les deux parties ont examiné les perspectives de coopération dans des secteurs d'avenir tels que le tourisme, le développement durable et la protection de l'environnement, jetant ainsi les bases d'un partenariat plus structuré.[11]

Un autre pilier de la stratégie africaine de l'OET, à savoir la diplomatie économique, s'articule autour de la sécurité alimentaire. Fort d'une récolte céréalière record de 27,1 millions de tonnes en 2025, le Kazakhstan a fait de cette capacité agricole un véritable instrument de politique étrangère en désignant l'Afrique du Nord comme marché prioritaire. À ce titre, l'exportation de 390 000 tonnes de blé vers l'Algérie pour un montant dépassant les 100 millions de dollars a mis en évidence la capacité du Monde turcique à inscrire sa présence sur le continent dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire stratégiques de l'Afrique.[12]

4. Le soft power et les stratégies hybrides dans l'écosystème de l'OET : les rôles de la Hongrie et de l'Azerbaïdjan

La visibilité de l'OET en Afrique s'est étendue aux dimensions de la diplomatie environnementale et socioculturelle grâce aux activités de la Hongrie, État observateur de l'organisation. En 2025, la Hongrie a développé un profil de politique étrangère hybride, en Afrique mobilisant de manière coordonnée le développement d'infrastructures, la sécurité et l'éducation. Le volet économique de cette stratégie hybride s'est concrétisé par un partenariat industriel avec l'Égypte. En février 2025, l'attribution d'une commande de matériel roulant ferroviaire d'une valeur de 1,1 milliard d'euros à un constructeur hongrois par

https://www.kisa.link/CGvSN, (Consulté le 25.03.2026).

8 Organization of Turkic States, « Meeting of heads of investment promotion agencies of Turkic States was convened in Tashkent », 12.06.2025,

https://www.kisa.link/AqggS, (Consulté le 25.03.2026).

9 Organization of Turkic States, « Gabala declaration of Twelfth Summit of the Organization of Turkic States », 07.10.2025,

https://www.kisa.link/iUiDY, (Consulté le 25.03.2026).

10 Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Kazakhstan, « Kazakhstan and Benin foreign ministers agree to enhance cooperation », 18.04.2025,

https://www.kisa.link/eBuJY, (Consulté le 25.03.2026).

11 Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Kazakhstan, « Kazakhstan and Seychelles expand horizons of cooperation », 22.08.2025,

https://www.kisa.link/TxHvg, (Consulté le 25.03.2026).

12 Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Kazakhstan, « Kazakhstan exported 390 thousand tons of wheat to Algeria », 30.11.2025,

https://www.kisa.link/OuQHq, (Consulté le 25.03.2026) ;

Meiramgul Kussainova, «Le Kazakhstan a atteint son plus haut niveau de récolte céréalière cette année», Agence Anadolu, 04.11.2025,

https://www.kisa.link/EGEUC, (Consulté le 25.03.2026).

l'Égypte a constitué une initiative stratégique en matière de chaîne d'approvisionnement.[13] Cette diplomatie des infrastructures s'est élargie aux questions environnementales en avril 2025, lorsque des investissements dans le tourisme et les énergies renouvelables ont été mis à l'ordre du jour dans le gouvernorat d'Assouan en Égypte.[14] Par ailleurs, la mission globale axée sur la santé, l'agriculture et la stabilité régionale menée par Budapest au Tchad représente une contribution structurelle majeure aux dynamiques internes du continent.[15]

Le principal complément socioculturel de ces investissements structurels et économiques est la diplomatie éducative. Le programme de bourses *Stipendium Hungaricum*, principal instrument institutionnel de soft power de la stratégie hybride mise en œuvre par la Hongrie, a permis de constituer un réseau stratégique couvrant différents pays africains, notamment le Maroc, les Seychelles, le Tchad, le Kenya et l'Afrique du Sud. Son objectif ultime est de pérenniser les liens sociaux, politiques et économiques entre les pays grâce aux réseaux d'anciens diplômés.[16]

L'Azerbaïdjan, autre acteur renforçant la visibilité de l'écosystème de l'OET sur le continent, a structuré sa présence diplomatique en 2025 autour de la diplomatie environnementale et de sa représentativité au sein des plateformes multilatérales. Pour la première fois de son histoire, Bakou a été élu à la présidence du Bureau du Comité des représentants permanents auprès du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), assumant ainsi une responsabilité stratégique dans la gouvernance environnementale mondiale pour la période 2025-2027.[17] Cette orientation s'est concrétisée à Nairobi, principal centre des politiques environnementales africaines, où l'ambassadeur d'Azerbaïdjan au Kenya a présidé, le 24 novembre 2025, la 172e réunion du Comité des représentants permanents.[18] Ce rôle illustre la manière dont Bakou institutionnalise son influence diplomatique sur le continent en s'appuyant sur des initiatives écologiques.

5. Conclusion

En 2025, les relations entre le Monde turcique et l'Afrique sont entrées dans une nouvelle phase, marquée par le passage d'un simple rapprochement conjoncturel à un partenariat institutionnalisé. La diplomatie proactive de la Türkiye, déployée notamment en Somalie et au Niger autour des questions énergétiques et sécuritaires, s'est accompagnée des initiatives du Kazakhstan, de l'Azerbaïdjan et de la Hongrie dans les domaines des corridors logistiques, de la sécurité alimentaire, des infrastructures et de la diplomatie environnementale, renforçant ainsi la capacité d'action de l'Organisation des États Turciques (OET) sur le continent africain. Les mécanismes financiers et techniques mis en place sous l'égide de l'OET témoignent d'une évolution des relations avec l'Afrique, qui ne relèvent plus uniquement d'initiatives nationales, mais s'inscrivent désormais dans un modèle de coopération turcique collectif et multidimensionnel.

13 About Hungary, « FM: Hungary-Egypt industrial cooperation is worth hundreds of billions of forints », 11.02.2025,
https://www.kisa.link/JrrWj, (Consulté le 25.03.2026).

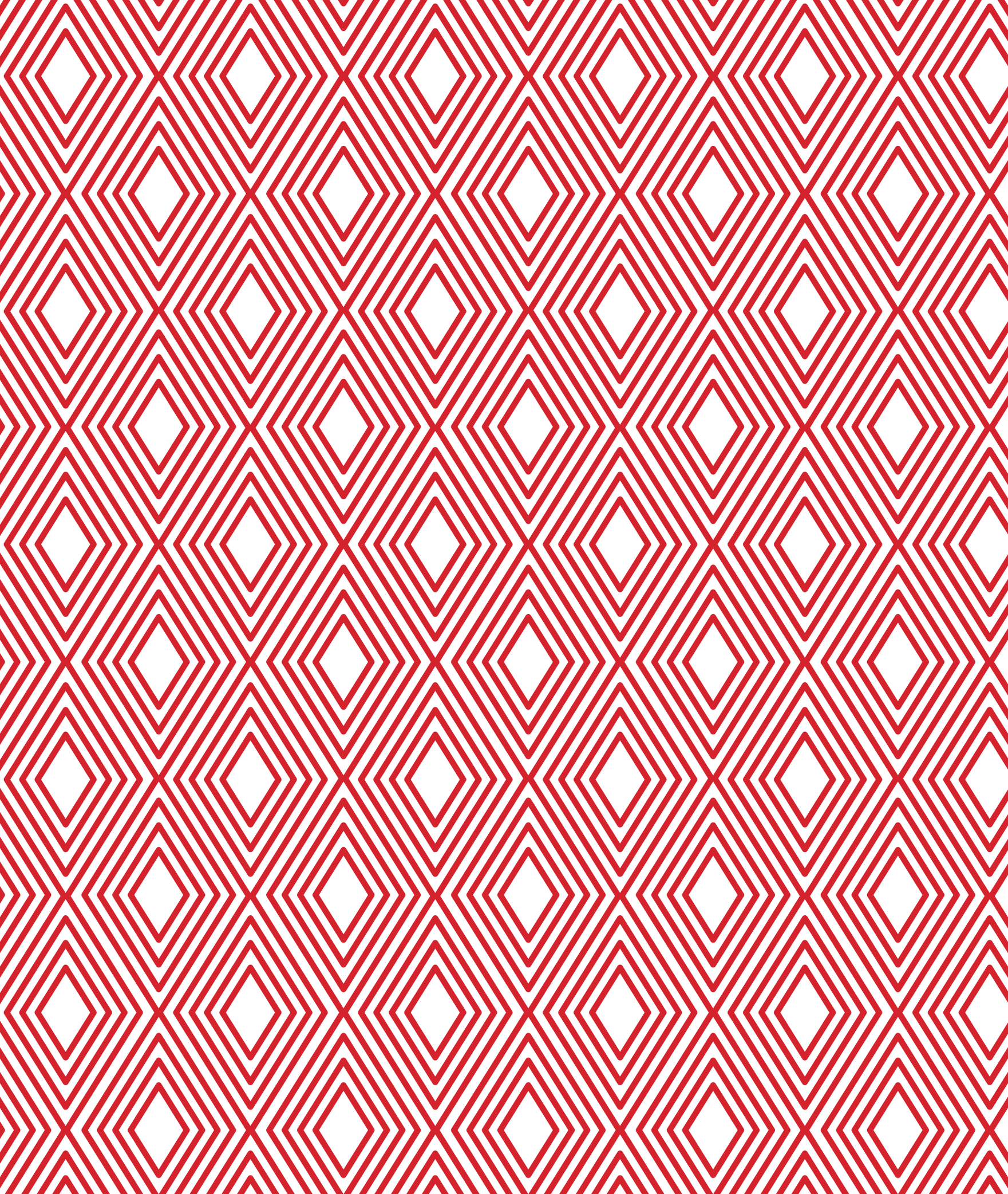
14 About Hungary, « House Speaker meets Governor of Aswan in Egypt », 30.04.2025,
https://www.kisa.link/QbgHg, (Consulté le 25.03.2026).

15 About Hungary, « Azbej: Hungary Helps mission in Chad saves lives and supports the country's stability », 05.12.2025,
https://www.kisa.link/udHTe, (Consulté le 25.03.2026).

16 Stipendium Hungaricum, « Sending Partners and Available Study Programmes », s.d.,
https://www.kisa.link/rsNpw, (Consulté le 25.03.2026).

17 The Azerbaijan State News Agency, « Azerbaijan elected as chair of UNEP CPR Bureau », 24.06.2025,
https://www.kisa.link/IHqCn, (Consulté le 25.03.2026).

18 UN Environment Programme, « 172nd meeting of Committee of Permanent Representatives », 24.11.2025,
https://www.kisa.link/nBAWx, (Consulté le 25.03.2026).



Les relations sino-africaines en 2025

2

Yavuz Çelik*

1. Introduction

Au long du XXIe siècle, les relations sino-africaines se sont progressivement développées pour prendre une dimension multidimensionnelle, tant sur les plans économique et politique que diplomatique. Elles ne se limitent plus aux échanges commerciaux, mais englobent désormais les investissements directs, les flux de financement et divers mécanismes de coopération institutionnelle. Le Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) a joué un rôle déterminant dans l'institutionnalisation de cette dynamique[1]. Portée par les besoins croissants de la Chine en matières premières, sa quête de nouveaux marchés et sa stratégie d'ouverture à l'international, cette évolution a également trouvé un écho auprès des pays africains, qui considèrent Pékin comme un partenaire à la fois alternatif et complémentaire aux acteurs occidentaux.[2]

L'année 2025 se caractérise, pour les relations sino-africaines, moins comme une période de nouvelles ouvertures à grande échelle que comme un processus de mise en œuvre des décisions prises les années précédentes, en particulier lors du Sommet du FOCAC à Pékin en 2024.[3] Dans ce contexte, cette période peut être considérée comme une année de transition, davan-

* Dr, Chargé de Cours, Institut d'études régionales de l'Université des sciences sociales d'Ankara, yavuz.celik@asbu.edu.tr.

1 Abebe Aemro Selassie vd.., *Africa-China Linkages: Building Deeper and Broader Connections*, International Monetary Fund (IMF), 09.07.2025.

2 Miria A. Pigato et Wenxia Tang, *China and Africa: Expanding Economic Ties in an Evolving Global Context*, Washington DC: Groupe de la Banque mondiale, 01.03.2015, https://www.kisa.link/iBVsd.

3 Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « Foreign Ministry Spokesperson Mao Ning's Regular Press Conference on January 3, 2025 », le 03.01.2025, https://www.kisa.link/ufBmH, (Consulté le 06.03.2026).



La réunion des ministres coordinateurs chargés du suivi de la mise en œuvre des actions de suivi du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) s'est tenue en Chine le 11 juin 2025. (Source : Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine)

tage marquée par la poursuite des domaines de coopération existants et par la recherche de rééquilibrage dans certains secteurs que par des ruptures soudaines.[4] Les pays africains ne sont toutefois pas restés des acteurs passifs au cours de ce processus. Au contraire, ils sont devenus des acteurs orientant de manière stratégique leurs relations avec la Chine, conformément à leurs propres priorités en matière d'industrialisation, d'infrastructure et de développement.[5] La présente étude analyse, dans cette perspective, les principales évolutions qui ont marqué les relations sino-africaines au cours de l'année 2025.

2. Continuité diplomatique et cadre d'action politique

En 2025, la continuité des contacts diplomatiques demeure l'un des traits caractéristiques des relations sino-africaines. Conformément à une tradition bien établie de la politique étrangère chinoise, le ministre chinois des Affaires étrangères effectue chaque année sa première visite officielle sur le continent africain. Reconduite en 2025, cette pratique confirme une nouvelle fois la place prioritaire qu'occupe l'Afrique dans la politique étrangère de la Chine.[6] Néanmoins, ces visites ne revêtent pas une simple portée symbolique. Elles constituent au contraire un instrument stratégique permettant à Pékin d'institutionnaliser ses relations avec les pays africains et d'en assurer la continuité.[7]

La tournée effectuée au début de l'année 2025 par le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, s'inscrit dans la mise en œuvre des décisions

4 Deborah Brautigam, « Integrating China into Multilateral Debt Relief: Progress and Problems in the G20 DSSI », China Africa Research Initiative (SAIS-CARI), 03.04.2023, https://www.kisa.link/vUuSH, (Consulté le 15.04.2026).

5 Messay Mulugeta, « Africa in the Global South's Future Development Trajectory: The Role of Africa-China Relations », *Asian Review of Political Economy*, 2025, 4:21.

6 Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, *op. cit.*

7 Paa Kwesi Wolseley Prah et Christian Kaunert, « China Is Reshaping Global Power Dynamics Through Diplomatic Ritual », *LSE Blogs*, 06.08.2025, https://www.kisa.link/GpqqO, (Consulté le 02.04.2026).

adoptées lors du Sommet du FOCAC à Pékin en 2024.[8] Les entretiens tenus à cette occasion ont principalement porté sur la coopération au développement, les projets d'infrastructure et l'approfondissement des relations économiques.[9] Cette séquence diplomatique illustre également la volonté de la Chine d'inscrire sa coopération avec l'Afrique dans un cadre d'action plus structuré et plus cohérent.

En effet, les orientations politiques présentées par la Chine au cours de l'année 2025 mettent notamment l'accent sur la libéralisation des échanges commerciaux, le soutien à l'industrialisation, la modernisation de l'agriculture, le développement du capital humain et le renforcement de la coopération multilatérale.[10] Elles montrent que les relations sino-africaines ne se limitent pas aux seuls contacts diplomatiques, mais s'inscrivent progressivement dans un cadre de coopération institutionnalisé, guidé par des objectifs stratégiques à long terme.

3. Commerce, investissement et infrastructure

En 2025, les relations commerciales entre la Chine et l'Afrique ont continué de se caractériser par un niveau d'échanges élevé, tout en enregistrant une expansion dans certains secteurs. Après avoir atteint un niveau record de 295,6 milliards de dollars en 2024, le volume des échanges bilatéraux a poursuivi sa progression au cours du premier trimestre de 2025. Dans ce contexte, l'élargissement par la Chine du régime d'exemption de droits de douane aux pays africains avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques, ainsi que les mesures visant à faciliter l'accès des produits africains au marché chinois, ont retenu l'attention. Par ailleurs, des dispositifs techniques et des mécanismes de coopération ont été mis en place afin de favoriser les exportations vers la Chine, en particulier celles des produits agricoles d'origine africaine.[11] Ces évolutions montrent que les relations commerciales sino-africaines connaissent non seulement une croissance quantitative, mais également une transformation de nature structurelle.

Cette évolution s'inscrit également dans le contexte des mutations géopolitiques qui affectent le commerce mondial. À la suite, notamment, du durcissement des politiques commerciales protectionnistes des États-Unis à l'égard des pays africains, les échanges du continent se sont progressivement

8 Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, *op. cit.*

9 Paul Nantulya, « What to Expect from Africa-China Relations in 2025 », *Africa Center for Strategic Studies*, 07.01.2025,
https://www.kisa.link/jmhuc, (Consulté le 15.04.2026).

10 « Wang Yi Puts Forward China's Five-Point Proposal to Promote High-Quality Development of China-Africa Cooperation », Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 11.06.2025,
https://www.kisa.link/AXVOc.

11 Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « List of the Outcomes of the Implementation of the Follow-up Actions of the Beijing Summit of the Forum on China-Africa Cooperation », 11.06.2025,
https://www.kisa.link/ooStq, (Consulté le 15.04.2026).

réorientés vers la Chine. Les exportations chinoises vers l'Afrique, notamment dans les secteurs des machines et des équipements industriels ainsi que de l'automobile, ont enregistré une forte progression.[12] Dans ce contexte, la décision de Pékin d'étendre en 2025 son régime d'exemption tarifaire à 53 pays africains, en supprimant les droits de douane sur leurs importations, témoigne d'une volonté de faire évoluer les relations commerciales vers un modèle non seulement plus dynamique, mais aussi plus équilibré et davantage orienté vers les exportations africaines.[13]

En 2025, la coopération sino-africaine dans les domaines de l'industrie et de l'investissement a poursuivi son renforcement. L'accroissement des capacités de production locales, le développement des chaînes de valeur et le soutien à l'industrialisation du continent figurent parmi les principales priorités. Dans cette perspective, l'un des principaux obstacles à une croissance durable des échanges réside dans le niveau encore limité des capacités d'exportation et de la compétitivité de nombreuses économies africaines. Le renforcement de l'industrialisation, de la production à forte valeur ajoutée et des capacités productives apparaît ainsi comme un enjeu essentiel pour l'avenir du partenariat entre les deux parties.[14] La poursuite des investissements des entreprises chinoises en Afrique, ainsi que le lancement de nouveaux projets, témoigne du caractère de plus en plus structurel des liens économiques sino-africains. Cette dynamique s'est également traduite par des investissements concrets. En 2025, plusieurs accords représentant plusieurs milliards de dollars ont été conclus, notamment en Égypte, dans les secteurs de la fabrication de véhicules électriques, de l'énergie et de la logistique. Ces projets constituent des avancées importantes en faveur du renforcement des capacités de production locales.[15]

Dans ce cadre, les projets d'infrastructure et de connectivité demeurent l'un des piliers fondamentaux des relations sino-africaines. En 2025, la Chine a poursuivi ses investissements dans les réseaux de transport et de logistique en Afrique. Les projets ferroviaires, portuaires et de transport aérien jouent un rôle majeur dans la facilitation des échanges commerciaux. Cette dynamique contribue à renforcer la complémentarité entre l'Initiative « La Ceinture et la Route » et les objectifs de développement du continent africain.[16] En outre, le soutien financier apporté par les institutions financières chinoises aux grands projets d'infrastructure en Afrique consolide le caractère institutionnel de la coopération dans ce domaine.[17]

12 Bloomberght, « Afrika ticarette yüzünü ABD'den Çin'e dönüyor » «L'Afrique se tourne vers la Chine au lieu des États-Unis pour le commerce», 27.08.2025,

https://www.kisa.link/vTVAQ, (Consulté le 15.04.2026).

13 Stephen Ndegwa, « Sino-African trade links to benefit from market access », *China Daily Global*, 16.04.2026,

https://www.kisa.link/XTQvO.

14 Arkrbe Oqubay, « China, Africa Relations: Building Sustainable Global South Partnerships », *Sunday Independent*, 23.06.2025,

https://www.kisa.link/DJIzT, (Consulté le 05.04.2026).

15 Nathan Schoonover, « China in Africa: May 2025 », *Council on Foreign Relations* (CFR), 19.08.2025,

https://www.kisa.link/BUgVm, (Consulté le 15.03.2026).

16 Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « List of the Outcomes of the Implementation of the Follow-up Actions of the Beijing Summit of the Forum on China-Africa Cooperation », 11.06.2025,

https://www.kisa.link/ooStq, (Consulté le 15.04.2026).

17 Nathan Schoonover, *op. cit.*

4. Agriculture, technologie et coopération au développement

En 2025, les relations économiques entre la Chine et l'Afrique ne se sont pas limitées au commerce et aux infrastructures, mais se sont également étendues à des domaines plus spécifiques, tels que la modernisation de l'agriculture et le transfert de technologies. Le Forum Chine-Afrique sur la coopération en matière de sciences, de technologies et d'industrie agricoles, organisé à Nairobi en juin 2025, en constitue une illustration concrète. À cette occasion, la modernisation agricole a été présentée comme l'un des axes prioritaires du partenariat sino-africain. Les échanges ont notamment mis en avant les technologies agricoles ainsi que le développement des chaînes de valeur. Par ailleurs, l'annonce par la Chine de l'extension du régime de franchise douanière aux 53 pays africains avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques a été considérée comme une évolution importante, en particulier pour faciliter l'accès des produits agricoles africains au marché chinois.[18]

En 2025, les relations sino-africaines ont poursuivi leur élargissement, non seulement au niveau des États, mais également à l'échelle locale et régionale. Le Forum sur la coopération économique, commerciale et culturelle Chine-Afrique, organisé en novembre 2025 dans la ville de Jinhua, dans la province du Zhejiang, en offre un exemple significatif. À cette occasion, de nombreuses activités ont été consacrées au commerce, à l'agriculture, à l'économie numérique et aux échanges culturels. Elles ont favorisé l'établissement de contacts multidimensionnels entre les représentants des pays africains et les institutions chinoises. L'augmentation des échanges commerciaux entre Jinhua et les pays africains, ainsi que la visibilité croissante des produits africains sur le marché chinois, témoignent du renforcement des relations sino-africaines également au niveau local.[19] De telles initiatives montrent que la coopération entre les deux parties ne se développe plus uniquement sous l'impulsion des gouvernements centraux, mais qu'elle s'appuie également sur l'engagement des acteurs locaux.

Parallèlement, l'aide chinoise au développement en faveur de l'Afrique a continué à se diversifier en 2025. Dans ce cadre, plusieurs programmes couvrant un grand nombre de pays ont été mis en œuvre, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation. Dans le secteur de la santé, la construction d'hôpitaux, la fourniture d'équipements médicaux et la forma-

18 Ambassade de Chine au Kenya, « Chinese Ambassador to Kenya Guo Haiyan Attends 2025 Africa-China Forum on Agri-tech and Industrial Cooperation », 25.06.2025,
https://www.kisa.link/FeMbN, (Consulté le 15.04.2026).

19 Forum sur la coopération sino-africaine, « China-Africa Cooperation Forum Opens in Jinhua », 10.11.2025,
https://www.kisa.link/VpgyT, (Consulté le 15.04.2026).

tion du personnel de santé ont occupé une place centrale. En outre, la lutte contre les maladies épidémiques, le soutien en médicaments et en vaccins, ainsi que les programmes de formation technique ont renforcé la dimension humaine de la coopération sino-africaine.[20]

En 2025, les relations entre la Chine et l'Afrique se sont également étendues aux domaines de l'innovation et des technologies. À cet égard, le Forum Chine-Afrique sur la coopération en matière d'innovation et de développement, organisé à Wuhan en novembre 2025, s'est imposé comme l'un des principaux indicateurs de cette évolution. Les discussions ont porté en particulier sur la coopération industrielle, l'innovation technologique, l'agriculture moderne et le développement vert. Plusieurs accords ont été conclus à cette occasion et de nouvelles plateformes de recherche et de services ont été mises en place.[21]

L'ensemble de ces évolutions montre que les relations sino-africaines s'approfondissent de plus en plus autour de la production de connaissances, de technologies et d'innovations. À cet égard, les travaux récents mettent en évidence que les pays africains ne jouent pas un rôle passif dans leurs relations avec la Chine. Ils apparaissent, au contraire, comme des acteurs capables d'orienter et de négocier cette coopération en fonction de leurs propres priorités, notamment en matière d'infrastructures, d'industrialisation et d'intégration régionale.[22] En outre, la transition numérique et les projets de développement vert figurent désormais parmi les nouveaux axes structurants des relations entre les deux parties.[23]

5. Conclusion

À partir de 2025, il apparaît que la Chine et les pays africains développent un discours commun et une coopération fondés notamment sur leur appartenance au « Sud global », en faveur d'un ordre international plus inclusif et plus équitable. Au cours de cette année, les relations sino-africaines ont non seulement poursuivi leur expansion, mais ont également connu une transformation structurelle plus institutionnalisée et plus multidimensionnelle. Les avancées simultanées dans les domaines du commerce, de l'investissement, des infrastructures, de l'agriculture et des technologies témoignent de l'évolution de cette relation vers un partenariat plus global et intégré. Cette

20 Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, *op. cit.*

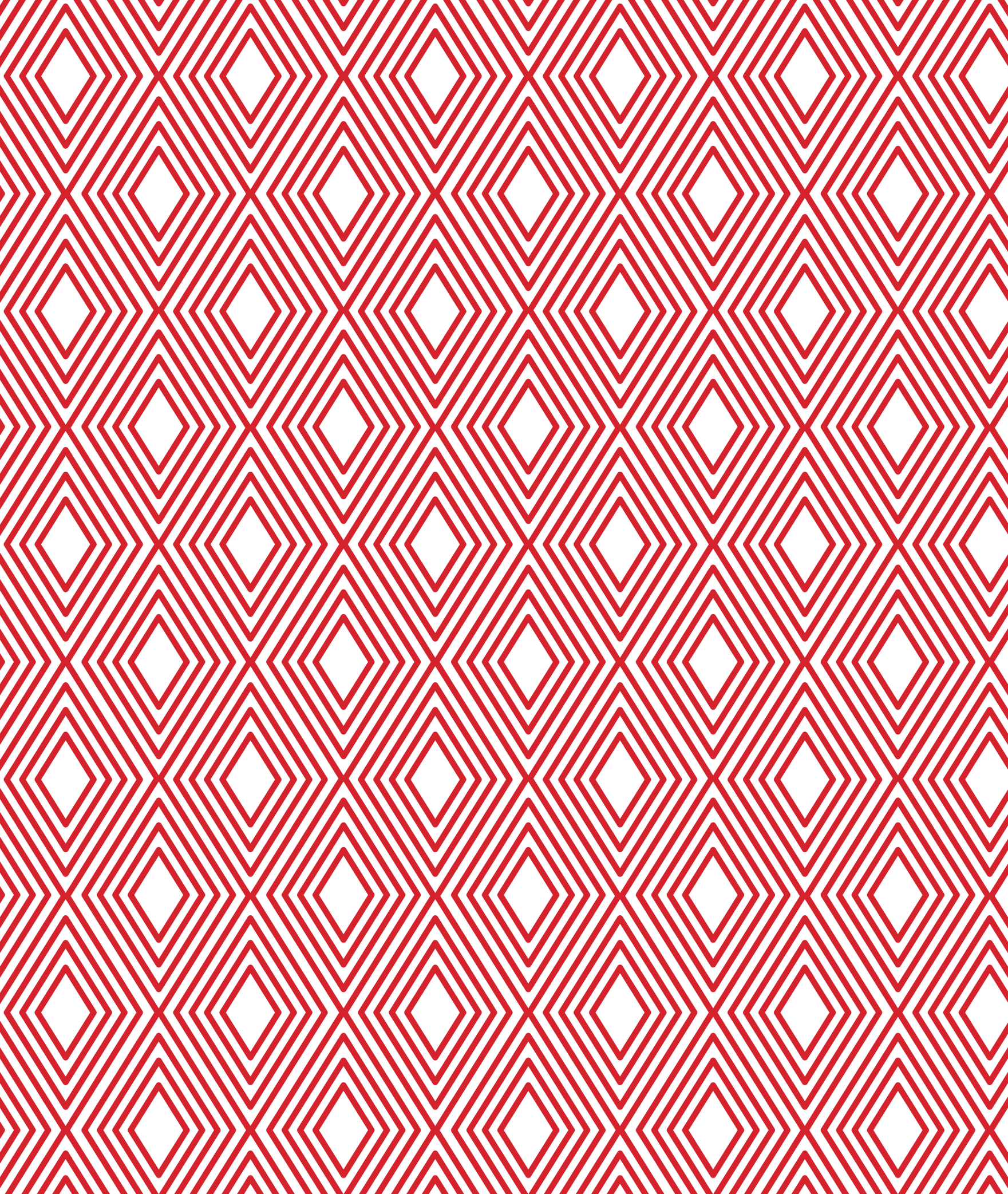
21 China Global Television Network (CGTN Türk), « 2025 Çin-Afrika İnovasyon İşbirliği ve Kalkınma Forumu başladı » «Le Forum 2025 de coopération en matière d'innovation et de développement sino-africain a commencé», 20.11.2025,
https://www.kisa.link/vSQMq, (Consulté le 15.04.2026).

22 Messay Mulugeta, *op. cit.*

23 China Global Television Network (CGTN), « China-Africa Relations in 2025 », 30.12.2025,
https://www.kisa.link/oHZXS, (Consulté le 15.04.2026).

transformation ne se limite pas à la coopération économique ; elle s'inscrit également dans une dynamique plus large visant à promouvoir un ordre international plus équilibré et plus inclusif. Dans ce contexte, la continuité des échanges diplomatiques a été maintenue, des mesures concrètes ont été prises pour mettre en œuvre les décisions adoptées lors du Sommet de Pékin du FOCAC en 2024, et les domaines de la coopération économique se sont progressivement diversifiés.

En 2025, la présence de la Chine en Afrique dépasse désormais le seul cadre économique pour s'étendre à des domaines tels que la coopération en matière de sécurité et la participation aux opérations internationales de maintien de la paix. Cette évolution montre que les activités économiques sont progressivement devenues un levier d'influence diplomatique et stratégique. Toutefois, les capacités de production encore limitées de nombreux pays africains ainsi que les déséquilibres structurels qui caractérisent les échanges commerciaux continuent de poser des défis importants pour la pérennité de cette relation. Dans cette perspective, l'industrialisation, la création de valeur ajoutée et le renforcement des capacités de production locales apparaissent comme des facteurs déterminants pour l'avenir des relations sino-africaines.



Les relations entre l'Inde et l'Afrique en 2025

3

Emre Yürük*

1. Introduction

Bien que les relations entre l'Inde et l'Afrique reposent historiquement sur l'anticolonialisme, le Mouvement des non-alignés et la solidarité Sud-Sud, l'année 2025 a marqué une nouvelle étape dans la redéfinition de ce partenariat à travers des instruments de coopération plus concrets et institutionnalisés. qui annonçaient une année « décisive » pour ce partenariat, se sont largement confirmées à travers la multiplication des visites diplomatiques, les initiatives en matière de sécurité maritime, les négociations commerciales ainsi que les avancées enregistrées dans les domaines de la santé et de la coopération numérique.[1]

Tout au long de l'année 2025, l'un des principaux traits de la politique africaine de l'Inde a été sa volonté d'inscrire ses relations avec le continent dans une perspective non seulement bilatérale, mais également cohérente avec les cadres continentaux africains. Dans une déclaration publiée le 1er août 2025, le ministère indien des Affaires étrangères a souligné que son engagement envers l'Afrique s'articulait autour de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et de l'Agenda 2063. L'énergie, l'agriculture, la santé, les infrastructures, le renforcement des capacités ainsi que les infrastructures publiques numériques y ont été identifiés comme les principaux domaines de coopération.

* Maître de conférences, Université technique de Karadeniz, Département de relations internationales. Emre.yuruk@ktu.edu.tr

1 Qazi, B.H., Abbas, H. & Qaisrani, I.H., « Explaining India's Africa Policy: Power Ambitions and Pro-Active Strategies », *Humanities and Social Sciences Communications*, vol. 12, 2025, p. 934,

https://www.kisa.link/MCmCB, (Consulté le 01.03.2026) ;

Samir Bhattacharya, « A Pivotal Year in India-Africa Ties », *Observer Research Foundation* (ORF),

https://www.kisa.link/qsQSW, (Consulté le 01.03.2026) ;

Samir Bhattacharya, « India's Vision for Africa: Supporting AfCFTA in 2025 », *Observer Research Foundation* (ORF),

https://www.kisa.link/VEArd, (Consulté le 01.03.2026).

Cette approche témoigne de la volonté de l'Inde d'envisager ses relations avec l'Afrique dans le cadre d'un partenariat global plutôt qu'au travers de relations fragmentées avec les différents États du continent.[2]

Néanmoins, les contacts diplomatiques bilatéraux ont conservé toute leur importance. Lors de sa visite au Ghana en juillet 2025, le Premier ministre Narendra Modi s'est vu décerner la plus haute distinction civile du pays, « *The Officer of the Order of the Star of Ghana* ». De même, lors de son déplacement en Éthiopie en décembre 2025, il a été honoré de la plus haute décoration de l'État éthiopien, le « Great Honor Nishan of Ethiopia ». Ces distinctions illustrent le niveau de visibilité diplomatique et de prestige politique atteint par l'Inde sur le continent africain.[3] Dans ce contexte, cet article analyse les principales évolutions qui ont marqué les relations relations indo-africaines au cours de l'année 2025.

2. La ZLECAf, l'Agenda 2063 et le Sud global

La référence explicite à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et à l'Agenda 2063 dans la déclaration du ministère indien des Affaires étrangères relative au partenariat stratégique montre que l'Inde cherche à inscrire ses relations avec l'Afrique dans le cadre des priorités de développement définies par le continent lui-même. New Delhi considère la ZLECAf non seulement comme une opportunité commerciale, mais également comme un moyen de s'intégrer au projet de transformation continentale porté par l'Afrique. Cette approche normative est renforcée par le discours du « Sud global ». Dans la déclaration conjointe publiée le 3 mai 2025 à l'issue de la rencontre entre le Premier ministre Narendra Modi et le président angolais, les deux parties ont mis en avant l'héritage commun de leur lutte contre le colonialisme. L'Union africaine (UA) et l'Inde y sont présentées comme des « partenaires du progrès » et des « piliers du Sud global ».[4] De même, dans son discours prononcé à l'occasion de la *Journée de l'Afrique*, le 28 mai 2025, le ministre indien des Affaires étrangères, S. Jaishankar, s'est attaché à construire un langage politique commun entre l'Inde et l'Afrique autour des questions de justice postcoloniale, des inégalités de l'ordre international et de la représentation au sein de la gouvernance mondiale. Ce discours reflète la volonté de l'Inde de présenter sa relation avec l'Afrique non seulement comme un partenariat économique, mais aussi comme un partenariat fondé sur des valeurs et des principes communs.[5]

2 Ministère des Affaires extérieures du gouvernement de l'Inde (Ministry of External Affairs, Government of India), « Question No. 2166: Strategic Partnership with Africa », *Lok Sabha*, 01.08.2025,

https://www.kisa.link/HPNHI, (Consulté le 02.03.2026).

3 Ministère des Affaires extérieures de l'Inde, « Prime Minister Receives the Highest Award of Ethiopia », 16.12.2025,

https://www.kisa.link/xyojr, (Consulté le 02.03.2026).

4 Ministère des Affaires extérieures de l'Inde, « English Translation of Prime Minister's Press Statement during Joint Press Statement with President of Angola », 03.05.2025,

https://www.kisa.link/kGBbe

5 Ministère des Affaires extérieures de l'Inde, « EAM's Address at the Africa Day Celebrations », 28.05.2025,

https://www.kisa.link/jvmUK, (Consulté le 03.03.2026).

6 Confederation of Indian Industry (CII), *India-Africa Momentum: A Purpose-Driven*



Le Premier ministre de l'Inde, Narendra Modi, a effectué une visite officielle au Ghana les 2 et 3 juillet 2025. (Source : Déclaration du Premier ministre lors de l'acceptation de la distinction d'« Officier de l'Ordre de l'Étoile du Ghana » – Premier ministre de l'Inde)

3. Croissance des échanges commerciaux et nouvelles négociations économiques

L'année 2025 a confirmé la poursuite de la dynamique d'expansion des relations économiques entre l'Inde et l'Afrique. Selon le rapport « India–Africa 2025 » publié par la Confédération de l'industrie indienne (Confederation of Indian Industry – CII), les échanges commerciaux bilatéraux entre l'Inde et l'Afrique ont atteint 103 milliards de dollars au cours de l'exercice budgétaire 2025 (FY2025), soit une progression de 17 % par rapport à l'année précédente. Le même rapport indique que les exportations indiennes vers l'Afrique se sont élevées à 45 milliards de dollars, tandis que les importations en provenance du continent ont atteint 58 milliards de dollars. Ces chiffres témoignent non seulement de la croissance du volume des échanges, mais également du maintien de l'importance des importations de ressources énergétiques et de matières premières dans les relations économiques bilatérales.[6]

L'évolution de cette relation ne se reflète toutefois pas uniquement dans les statistiques commerciales ; elle se manifeste également à travers les efforts déployés pour renforcer son cadre institutionnel. Selon la page consacrée au

Partnership, août 2025, p. 5,

https://www.kisa.link/ufPxc, (Consulté le 03.03.2026).

7 Ministère du Commerce et de l'Industrie du gouvernement de l'Inde (Ministry of

commerce avec l'Afrique du ministère indien du Commerce, les négociations relatives à un accord commercial préférentiel entre l'Inde et l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) ont repris en 2025. La même source souligne que l'Accord de partenariat économique global (*Comprehensive Economic Cooperation and Partnership Agreement* – CECPA) conclu avec Maurice constitue le premier accord commercial de l'Inde avec un pays africain et représente un modèle de coopération institutionnelle dans les échanges de biens et de services. Cette évolution montre que l'Inde ne cherche pas uniquement à accroître le volume de ses échanges avec le continent, mais accorde également une importance particulière à une intégration économique fondée sur des règles et des accords institutionnalisés.[7]

Les relations économiques se sont également consolidées grâce aux contacts bilatéraux. La réunion du Groupe de travail conjoint, tenue en Afrique du Sud en avril 2025, a constitué une plateforme favorable au renforcement des échanges commerciaux et des investissements, au règlement des questions en suspens et à l'intensification des contacts entre les deux parties.[8] Par ailleurs, lors de la rencontre entre Narendra Modi et le président sud-africain Cyril Ramaphosa, organisée à Johannesburg en novembre 2025, les discussions ont porté sur la facilitation des investissements réciproques dans des secteurs tels que les infrastructures, les technologies, l'innovation, l'industrie minière et les start-up. Ainsi, l'année 2025 a été marquée par un approfondissement des relations économiques entre l'Inde et l'Afrique, tant à l'échelle continentale qu'au niveau des partenariats bilatéraux.[9]

4. Partenariat de développement : lignes de crédit, éducation et renforcement des capacités

Les données de l'année 2025 démontrent que l'Inde ne limite pas sa relation avec l'Afrique au seul commerce, mais qu'elle maintient activement ses mécanismes de partenariat de développement. Selon une réponse parlementaire du ministère indien des Affaires extérieures en date du 25 juillet 2025, l'Inde a accordé plus de 190 lignes de crédit d'une valeur d'environ 12 milliards de dollars à plus de 40 pays partenaires en Afrique, contribuant ainsi à l'achèvement de plus de 200 projets. La même déclaration précise qu'environ 1 260 places annuelles au titre du programme ITEC (Coopération technique et économique de l'Inde) ont été allouées aux pays d'Afrique de l'Ouest, permettant à plus de 6 200 professionnels de bénéficier de formations à ce jour. Ces données confirment que

Commerce and Industry, Government of India), « Foreign Trade - Africa »,

https://www.kisa.link/IUWda (Consulté le 03.03.2026).

8 Press Information Bureau (PIB), gouvernement de l'Inde, « Indian Delegation visits Pretoria, South Africa for the second session of the India-South Africa JWGTI », avril 2025,

https://www.kisa.link/DOJDP, (Consulté le 04.03.2026).

9 Ministère des Affaires extérieures de l'Inde, « Prime Minister Meets with President of South Africa on the Sidelines of G20 Summit in Johannesburg », 23.11.2025,

https://www.kisa.link/mWdYR, (Consulté le 04.03.2026).

10 Ministère des Affaires extérieures de l'Inde, «

le renforcement des capacités et l'investissement dans les ressources humaines conservent une place centrale dans la politique africaine de l'Inde.[10]

La déclaration conjointe publiée en mai 2025 à l'issue de la rencontre entre le Premier ministre Narendra Modi et le président angolais vient compléter ce tableau. Elle met en avant plus de 12 milliards de dollars de lignes de crédit destinées à l'Afrique, 700 millions de dollars de subventions, l'ouverture de centres de formation professionnelle dans huit pays africains, ainsi que des projets de coopération en matière d'infrastructures publiques numériques menés avec cinq pays du continent. Ainsi, en 2025, la présence de l'Inde en Afrique apparaît moins comme un modèle classique d'aide au développement que comme un partenariat hybride, fondé sur une combinaison de lignes de crédit, de formation, de renforcement des capacités professionnelles et de coopération numérique.[11]

5. Sécurité et coopération maritime : l'exercice Afrique–Inde de coopération maritime (AIKEYME)

L'un des développements les plus marquants de l'année 2025 a été le lancement d'AIKEYME 2025, première initiative d'envergure consacrée à la sécurité maritime entre l'Inde et les pays africains. Inaugurée en avril 2025 à Dar es-Salaam, cette initiative s'est tenue sous la coprésidence de l'Inde et de la Tanzanie. Elle a également réuni le Kenya, le Mozambique, Maurice, les Seychelles, l'Afrique du Sud, Djibouti, les Comores et Madagascar. Selon les déclarations officielles, AIKEYME vise à apporter des réponses communes aux défis maritimes régionaux, à renforcer l'interopérabilité entre les partenaires et à approfondir la coopération en matière de sécurité maritime.[12]

Cette initiative témoigne du fait que la dimension sécuritaire occupe désormais une place centrale, et non plus secondaire, dans les relations entre l'Inde et l'Afrique. Une analyse publiée par l'Observer Research Foundation (ORF) au début de l'année soulignait déjà que 2025 constituerait une année charnière pour la coopération en matière de défense. L'accent particulier mis par le Premier ministre Narendra Modi sur AIKEYME dans sa déclaration conjointe avec l'Angola est venu confirmer cette nouvelle orientation. L'Inde inscrit ainsi son partenariat avec l'Afrique dans un cadre qui dépasse les seuls domaines du développement et du commerce pour englober également la sécurité de l'océan Indien, la lutte contre la piraterie, les opérations de recherche et de sauvetage ainsi que l'assistance humanitaire en cas de catastrophe.

Question No. 1015: India-Africa Development Cooperation », *Lok Sabha*, 25.07.2025,

https://www.kisa.link/OGftq, (Consulté le 04.03.2026).

11 Ministère des Affaires extérieures de l'Inde, *op. cit.*

12 Press Information Bureau (PIB), « Africa-India Key Maritime Engagement (AIKEYME) 2025 »,

https://www.kisa.link/eFtPV, (Consulté le 05.03.2026) ; PIB, *op. cit.*,

https://www.kisa.link/yeiHZ, (Consulté le 05.03.2026).

6. Santé, infrastructures publiques numériques et nouveaux domaines de coopération

En 2025, les relations entre l'Inde et l'Afrique se sont également distinguées par l'émergence de domaines de coopération « de nouvelle génération », notamment dans les secteurs de la santé et des infrastructures publiques numériques. Selon un communiqué publié le 13 juin 2025 par l'Union africaine (UA), les échanges avec la délégation indienne ont porté sur l'accès à des médicaments abordables et de qualité, le renforcement des capacités, l'intelligence artificielle, la santé numérique et la télémédecine. Le communiqué souligne également que l'expérience de l'Inde en matière de médecine traditionnelle est considérée comme une ressource susceptible de contribuer au développement des systèmes de santé africains. Cet ensemble d'initiatives montre qu'en 2025, la diplomatie sanitaire entre l'Inde et l'Afrique s'est dotée d'un contenu plus institutionnalisé et davantage tourné vers les innovations technologiques.[13] Ces évolutions témoignent de la volonté de l'Inde, en 2025, d'étendre son influence en Afrique au-delà des seules infrastructures physiques, en misant également sur la gouvernance numérique et la modernisation de la prestation des services publics.

7. Politique multilatérale et dimension géopolitique

En 2025, les relations entre l'Inde et l'Afrique ont dépassé le cadre strictement bilatéral pour s'inscrire davantage dans les enceintes multilatérales. Lors de la rencontre entre Narendra Modi et Cyril Ramaphosa, tenue en novembre 2025 dans le cadre du G20 en Afrique du Sud, les deux dirigeants ont souligné l'importance de faire entendre plus fortement la voix du Sud global et de renforcer la coopération au sein du forum IBSA. De même, lors des entretiens avec l'Éthiopie en décembre 2025, les deux parties ont réaffirmé leur volonté de renforcer leur coopération dans les enceintes multilatérales, notamment au sein des Nations Unies, et de défendre les intérêts du Sud global.[14] Ces évolutions montrent que l'Inde ne considère plus l'Afrique comme un simple espace où rechercher un soutien au sein des institutions internationales, mais comme un réseau de partenaires avec lesquels elle entend agir de concert dans la gouvernance mondiale.

Cela étant, la littérature publiée en 2025 ne présente pas la politique africaine de l'Inde sous un angle exclusivement idéaliste. Plusieurs travaux soulignent qu'elle est également guidée par des considérations telles que la sécurité énergétique, l'accès aux matières premières, la recherche de nouveaux marchés et la concurrence avec la Chine.[15] Cette lecture est d'autant plus pertinente que

13 Union africaine (African Union), « Strengthening Africa-India Cooperation in Health Humanitarian Affairs, and Social Development », 13.06.2025,

https://www.kisa.link/zUooI, (Consulté le 01.03.2026).

14 Ministère des Affaires extérieures de l'Inde, « Prime Minister Holds Bilateral Talks with the Prime Minister of Ethiopia », 16.12.2025,

https://www.kisa.link/zUooI, (Consulté le 02.03.2026).

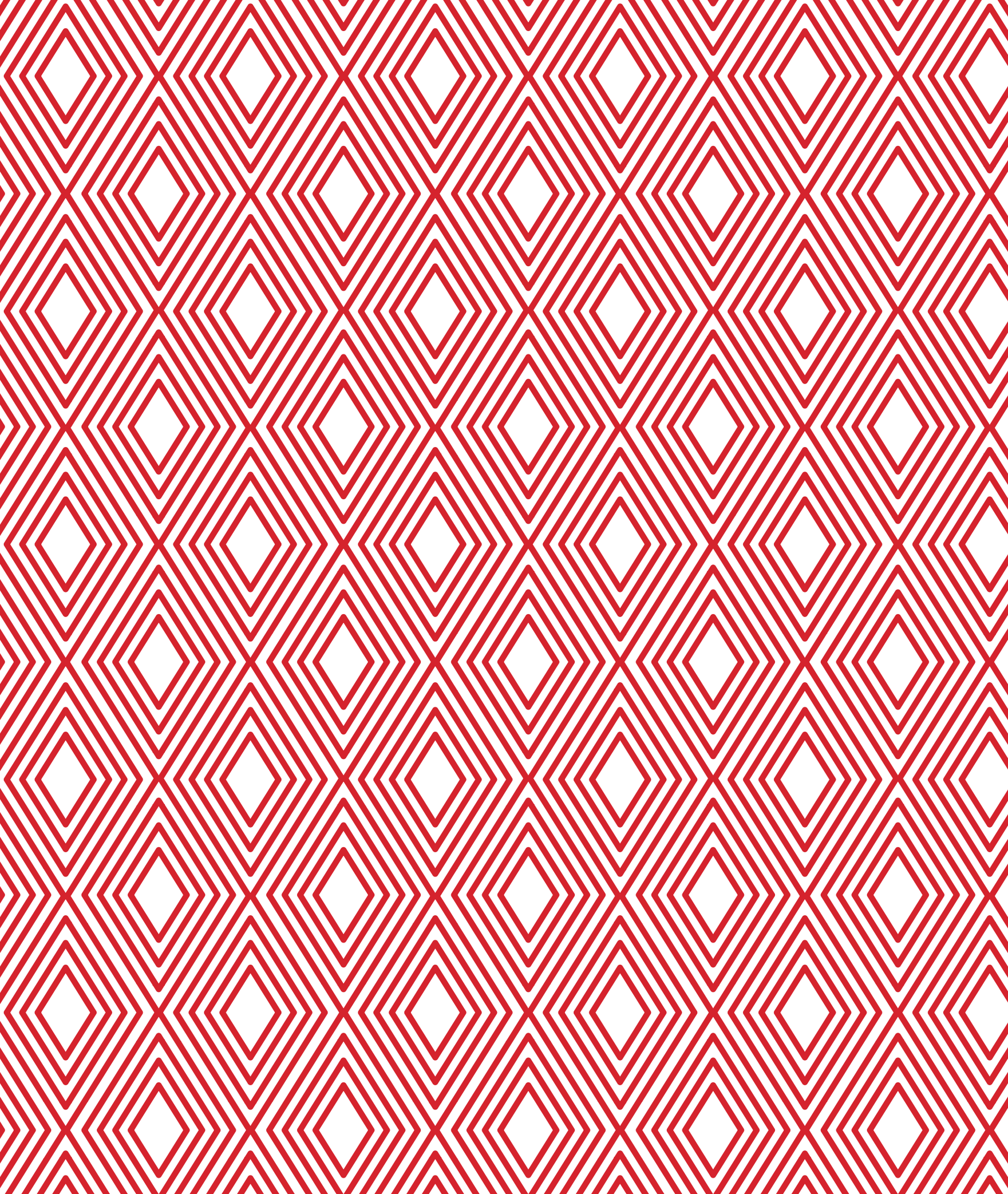
15 Qazi et al., *op. cit.*

l'expansion des échanges commerciaux observée en 2025, la quête de partenariats dans les domaines des minerais critiques et des énergies propres, le renforcement de la coopération en matière de défense et de sécurité maritime, ainsi que l'intensification des contacts diplomatiques témoignent d'une politique africaine qui conjugue à la fois des objectifs de solidarité et des intérêts stratégiques. Dès lors, l'année 2025 peut être interprétée comme une période où le discours normatif de la coopération Sud-Sud s'est étroitement articulé avec des considérations géoéconomiques et géopolitiques.

8. Conclusion

L'année 2025 n'a pas été marquée par un unique sommet de haut niveau dans les relations entre l'Inde et l'Afrique, mais plutôt par une série d'initiatives de portée intermédiaire qui, tout en se complétant, ont revêtu une importance stratégique. Au cours de cette période, l'Inde s'est efforcée d'aligner son partenariat avec l'Afrique sur les objectifs de la ZLECAf (AfCFTA) et de l'Agenda 2063. Elle a poursuivi l'expansion des échanges commerciaux, maintenu ses instruments de financement du développement, de formation et de renforcement des capacités, consolidé la dimension sécuritaire grâce à l'initiative AIKEYME 2025 et fait de la santé ainsi que des infrastructures publiques numériques de nouveaux axes de coopération. À la fin de l'année, l'établissement d'un partenariat stratégique avec l'Éthiopie et l'approfondissement de la coordination multilatérale avec l'Afrique du Sud ont montré que cette orientation avait acquis une dimension concrète et institutionnelle, dépassant le seul registre déclaratif.

En définitive, l'année 2025 ne constitue pas une année de « redécouverte » des relations entre l'Inde et l'Afrique, mais une phase de réorganisation d'un partenariat déjà existant, désormais plus structuré, plus stratégique et conçu à l'échelle du continent. Pour autant, ce partenariat ne saurait être interprété à travers le seul prisme de la solidarité. Les intérêts économiques, la sécurité maritime, l'accès aux minerais critiques, la concurrence avec la Chine et les enjeux liés à la représentation dans la gouvernance mondiale demeurent également des facteurs déterminants. Ainsi, l'année 2025 peut être comprise à la fois comme une illustration de *la coopération Sud-Sud* et comme une manifestation des stratégies déployées par une puissance émergente sur la scène internationale.



Les relations Japon-Afrique en 2025

4

Gökberk Durmaz* | Acar Boray Bıldırcın**

1. Introduction

Le Japon figure parmi les principaux acteurs présents sur le continent africain, où il est fortement engagé tant sur le plan politique qu'économique. Depuis la fin de la guerre froide, il a renforcé sa présence en Afrique à travers des initiatives multilatérales, telles que la TICAD, ainsi que par la mise en œuvre de programmes d'aide publique au développement. Si la diplomatie japonaise en Afrique repose essentiellement sur l'aide au développement, les échanges commerciaux et la coopération, une analyse limitée à sa seule dimension économique ne permettrait pas d'en saisir toute la portée. Le continent occupe également une place stratégique dans la vision géopolitique du Japon, notamment dans le cadre de son concept d'« *Indo-Pacifique libre et ouvert* », ainsi que dans la conception de l'ordre international qu'il entend promouvoir.

Dans cette perspective, le présent article se propose d'analyser la position et les objectifs du Japon en Afrique, en mettant en lumière à la fois les fondements de sa coopération avec le continent et la place qu'occupe l'Afrique dans sa stratégie de sécurité nationale. Il revient d'abord sur les origines de la diplomatie japonaise en Afrique, puis examine les principaux axes de sa politique africaine ainsi que la neuvième édition de la TICAD, organisée en 2025, avant d'aborder, dans un dernier temps, la place du Japon dans les rivalités de puissance qui se déploient sur le continent africain.

* Maître de conférences, Université des sciences sociales d'Ankara, Département de relations internationales,
ORCID : 0000-0001-5031-6837,
gokberk.durmaz@asbu.edu.tr

** Étudiant en master, Université des sciences sociales d'Ankara, Département de relations internationales,
ORCID : 0009-0000-3245-4873,
acarboray.bildircin@student.asbu.edu.tr

2. Le contexte historique de la diplomatie africaine du Japon

La République d'Afrique du Sud est le premier État africain avec lequel le Japon a établi des relations diplomatiques. En 1959, il ouvre sa première ambassade sur le continent, au Ghana. L'accession à l'indépendance de dix-sept pays africains en 1960 est par ailleurs accueillie favorablement par les médias japonais. Face aux difficultés économiques qui marquent cette nouvelle période, le Japon met en place ses premiers programmes d'aide publique au développement.[1] Au cours des années 1970, la recherche de nouvelles sources d'énergie et de matières premières conduit Tokyo à renforcer sa présence en Afrique, tandis que les ministres japonais des Affaires étrangères effectuent, pour la première fois, des visites officielles dans plusieurs pays africains.[2]

À cette époque, les objectifs poursuivis par le Japon sur le continent demeurent essentiellement d'ordre économique. Malgré les clivages de la guerre froide, la priorité accordée aux échanges commerciaux se reflète notamment dans les relations étroites entretenues avec Julius Nyerere, dirigeant de la Tanzanie socialiste.[3]

Les attentes à l'égard du Japon, longtemps perçu comme un acteur principalement tourné vers le développement économique, se sont accrues après la fin de la guerre froide. À partir des années 1980, les États-Unis ont reproché au Japon de se comporter en « passager clandestine » (*free rider*), tandis que sa « diplomatie du chéquier » durant la guerre du Golfe a suscité de nombreuses critiques.[4] Au début des années 1990, les relations entre le Japon et l'Afrique reflètent l'évolution du pays, désormais engagé dans une transition d'une puissance essentiellement économique vers une puissance davantage politique. À cette période, le Japon aspirait à siéger comme membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU), tout en plaidant en faveur d'une réforme de cette instance. Dans cette perspective, les pays africains constituaient un bloc de vote d'une importance stratégique au sein des Nations unies. C'est dans ce contexte que le Japon a participé à des opérations de maintien de la paix des Nations unies, notamment au Cambodge et au Mozambique, tout en lançant la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), initiative multilatérale destinée à structurer son engagement sur le continent.[5] Dans le cadre des opérations de maintien de la paix, le Japon a également pris part, à partir de 2009, aux opérations de lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes, avant d'établir, en 2011, sa première base militaire permanente à l'étranger, à Djibouti.[6] L'Afrique s'est ainsi progressivement imposée, dans la stratégie japonaise de l'après-guerre froide, comme un espace d'importance pour la sécurité nationale, la défense des intérêts du pays et le renforcement de son influence à l'échelle internationale.

1 Yumi Nakayama, « Nihon to Afurika no kankei ni tsuite oshiete kudasai «Qu'en est-il des relations Japon-Afrique ?» », *Q & A de yomu Nihon gaikō nyūmon* «Introduction à la diplomatie japonaise par questions-réponses», dir. Yoshitaka Katayama et Wataru Yamaguchi, Yoshikawa Kobunkan, Tokyo, 2024, p. 176–177.

2 Samir Bhattacharya, « Japan's New Africa Playbook », *Observer Research Foundation*, 12.02.2026,

https://www.kisa.link/vfccH, (Consulté le 19.04.2026).

3 Hiroki Nakamura, « Midoru pawa- to iu gainen kara mita Nihon no Afurika gaikō » «La diplomatie africaine du Japon sous l'angle du concept de puissance moyenne», *Seiji Keizai kenkyūjo nenpō*, n° 23, 2024, p. 357-375.

4 Masayuki Tadoko, « Japanese Diplomacy and the First Gulf War », *The First Gulf War in Historical Perspectives*, National Institute for Defense Studies, Tokyo, 2022, p. 81-89.

5 Nakamura, *op. cit.*, p. 357-375.

6 Takanori Nakada, « Japanese Self-Defense Forces' Base in Djibouti Becoming Increasingly Important for Situations Occurring in Middle East, Africa », *The Japan News*, 21.08.2025,

https://www.kisa.link/FJhZh, (Consulté le 21.04.2026).



La 9e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 9) s'est tenue du 20 au 22 août 2025 à Yokohama, au Japon. (Source : Agence Anadolu)

3. Les paramètres fondamentaux de la diplomatie africaine du Japon

Comme le soulignent les éditions 2022 et 2024 de l'Annuaire de l'Afrique, les relations entre le Japon et l'Afrique reposent essentiellement sur la coopération économique, l'aide au développement[7] et le financement des infrastructures.[8] Ne portant pas l'héritage d'un passé colonial sur le continent, le Japon a progressivement consolidé son image en Afrique et s'y est affirmé comme un partenaire fiable.[9] Selon le Livre bleu diplomatique publié en 2025 par le ministère japonais des Affaires étrangères, l'Afrique est un continent jeune et dynamique, doté d'un fort potentiel démographique. Grâce à l'abondance de ses ressources naturelles et à ses taux de croissance élevés, elle revêt une importance stratégique pour la sécurité économique du Japon.[10] Depuis le lancement de la TICAD en 1993, le Japon apporte un soutien constant au développement du continent africain.[11] Le Livre bleu diplomatique met également l'accent sur la coopération multilatérale avec l'Afrique tout en accordant une attention particulière aux relations entretenues avec les pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe. Il ressort clairement de ce document que la TICAD constitue l'un des principaux instruments de la diplomatie japonaise à l'égard de l'Afrique.

4. La 9e TICAD

Organisée pour la première fois en 1993, la TICAD s'est tenue tous les cinq ans au Japon jusqu'en 2013. Depuis cette date, elle est organisée tous les trois ans, en alternance entre le Japon et un pays africain. Ces conférences consti-

7 Muhammed Yasir Okumuş, « 2024 Yılında Japonya-Afrika İlişkileri » «Les relations Japon-Afrique en 2024», *Afrika Yıllığı 2024* «Annuaire de l'Afrique 2024», dir. Soyalp Tamçelik et Tunç Demirtaş, YTB Éditions, 2025, Ankara, p. 293-297.

8 Vuslat Nur Şahin, « Japonya-Afrika İlişkilerinde Özgür ve Açık Hint-Pasifik Stratejisi Sonrası Yeni Dönem: TICAD-8 » «Nouvelle ère après la stratégie pour un Indopacifique libre et ouvert dans les relations Japon-Afrique : TICAD-8», *Afrika Yıllığı 2022* «Annuaire de l'Afrique 2022», dir. Elem Eyrice Tepeciklioğlu et Mürsel Bayram, YTB Yayınları, 2023, Ankara, p. 213-221.

9 Bhattacharya, *op. cit.*

10 Ministère des Affaires étrangères du Japon, « Diplomatic Bluebook 2025 », 30.09.2025, https://www.kisa.link/FIINy, (Consulté le 13.04.2026), p. 175.

11 Ministère des Affaires étrangères du Japon, *op. cit.*, p. 22.

tuent l'un des principaux piliers de la politique africaine du Japon. Elles reposent sur plusieurs principes directeurs, au premier rang desquels figurent l'appropriation par les pays africains (*ownership*), le partenariat[12], la coopération multilatérale et le développement durable.[13]

La première conférence, tenue en 1993, a mis l'accent sur le développement, tout en soulignant l'importance de la démocratisation et de la bonne gouvernance.[14] La Déclaration de Tokyo, adoptée à l'issue de cette première édition, insistait notamment sur l'expérience asiatique.[15] Après la deuxième TICAD, organisée en 1998, la troisième conférence, tenue en 2003, a placé au cœur de ses priorités l'éducation et la santé dans le cadre de l'initiative visant à réduire la pauvreté par la croissance économique. La quatrième TICAD, en 2008, a réaffirmé le rôle essentiel de l'aide publique au développement, du commerce et des investissements.[16] À l'occasion de la sixième TICAD, organisée au Kenya en 2016 à la suite de la cinquième édition de 2013, le Premier ministre Shinzo Abe a présenté la vision japonaise d'un « Indo-Pacifique libre et ouvert » (*Free and Open Indo-Pacific – FOIP*). Il a alors affirmé que le dynamisme des « deux continents » – l'Asie et l'Afrique – ainsi que celui des « deux océans » – le Pacifique et l'océan Indien – constituait la clé d'une communauté internationale stable et prospère.[17] Après la septième TICAD de 2019, la huitième édition s'est tenue en Tunisie en 2022. Axée sur les thèmes de l'économie, de la société, de la paix et de la stabilité, elle a accordé une attention particulière à l'*investissement dans le capital humain et à la qualité de la croissance*. La Déclaration de Tunis y a été adoptée.[18]

À la suite de la réunion ministérielle de la TICAD organisée en 2024 et du troisième Forum économique public-privé Japon–Afrique, la neuvième TICAD s'est tenue du 20 au 22 août 2025 à Yokohama, au Japon. Quarante-neuf pays africains y ont participé. À cette occasion, le Premier ministre Shigeru Ishiba a tenu trente-quatre entretiens bilatéraux, tandis que le ministre des Affaires étrangères Takeshi Iwaya en a conduit trente.[19] Placée sous le thème « Co-créer des solutions innovantes », la conférence s'est articulée autour de trois axes principaux : l'économie, la société ainsi que la paix et la stabilité. Parmi les sujets interdisciplinaires figuraient « la croissance durable, les jeunes et les femmes, l'intégration régionale, ainsi que la connectivité aux niveaux régional et international ».

S'agissant du volet consacré à la paix et à la stabilité, le Japon a souligné que la croissance durable et l'édification d'une société inclusive constituaient les fondements d'une paix durable.[20] Il a également réaffirmé que la démocratie et la bonne gouvernance occupaient une place centrale dans la vision du FOIP.[21] En

12 Ministère des Affaires étrangères du Japon, *op. cit.*, p. 14.

13 Nakayama, *op. cit.*

14 Nakayama, *op. cit.*

15 Nakayama, *op. cit.*

16 Nakayama, *op. cit.*

17 Ministère des Affaires étrangères du Japon, *op. cit.*, p. 26.

18 Şahin, *op. cit.*

19 Gaimushō (Ministère des Affaires étrangères), « Dai-kyūkai Afurika Kaihatsu Kaigi (TICAD 9) Kekka gaiyō » «Synthèse des résultats de la 9e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 9)», 31.10.2025, https://www.kisa.link/wtqqb, (Consulté le 17.04.2026).

20 Gaimushō, *op. cit.*

21 Bhattacharya, *op. cit.*

matière économique, les échanges ont porté sur la croissance durable portée par le secteur privé, l'intégration régionale, la connectivité et le développement des écosystèmes de production. Le volet sociétal a été consacré aux initiatives japonaises en Afrique dans les domaines de l'éducation, du développement des ressources humaines, de la santé et de la prévention des catastrophes.[22] Le Japon a, par ailleurs, lancé plusieurs initiatives en faveur des jeunes entrepreneurs ainsi que de la coopération scientifique et technologique, tout en réaffirmant son engagement en faveur de la Couverture sanitaire universelle (*Universal Health Coverage – UHC*).[23] Le Premier ministre Ishiba a annoncé une accélération des efforts du Japon en Afrique dans des domaines tels que l'investissement, les capitaux privés, la transformation numérique, la connectivité, la santé, la formation des jeunes et des femmes, ainsi que la promotion de la paix et de la stabilité sur le continent.[24]

En marge de la conférence, la JETRO a organisé une vaste Foire et Conférence des affaires de la TICAD, réunissant des entreprises japonaises et africaines. Les travaux se sont conclus par l'adoption de la Déclaration de Yokohama. Celle-ci met notamment l'accent, dans son volet économique, sur le FOIP, l'intégration régionale, la connectivité, la transformation numérique et la lutte contre la pauvreté ; dans son volet sociétal, sur la santé, le développement du capital humain et la prévention des catastrophes ; enfin, dans le chapitre consacré à la paix et à la stabilité, sur la sécurité humaine, le lien entre développement et paix, la gouvernance, la diplomatie ainsi que la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies.[25]

5. L'Afrique dans la vision réaliste du Japon

L'engagement du Japon en Afrique ne saurait être compris uniquement à travers ses actions de coopération économique ; il s'inscrit également dans une vision relevant de la realpolitik. Sans prendre en considération la rivalité du Japon avec la Chine, sa quête de stabilité régionale et sa volonté de renforcer sa position sur la scène internationale à travers la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU), il est difficile d'apprécier pleinement la portée de son aide économique et de l'importance qu'il accorde à la coopération multilatérale sur le continent.

Ces dernières années, l'Afrique est devenue l'une des régions où la Chine, dont l'ascension alimente les préoccupations sécuritaires du Japon[26] a le plus rapidement renforcé sa présence et son influence.[27] Avec un volume d'échanges

22 Gaimushō, *op. cit.*

23 Bhattacharya, *op. cit.*

24 Gaimushō, *op. cit.*

25 Gaimushō, *op. cit.*

26 Gaimushō, « Nihon no anzen hoshō to kokusai shakai no heiwa to antei » «La sécurité du Japon et la paix et la stabilité de la communauté internationale», 05.04.2023,

https://www.kisa.link/dDZaw, (Consulté le 22.04.2026).

27 Linda Calabrese, « Why China is seeking greater presence in Africa – the strategy behind its financial deals », *The Conversation*, 17.09.2024,

https://www.kisa.link/ieWJy, (Consulté le 22.04.2026).

commerciaux atteignant 295,6 milliards de dollars américains en 2024, la Chine est devenue le premier partenaire commercial du continent.[28] Cette évolution constitue l'un des principaux facteurs expliquant le renforcement de l'engagement japonais en Afrique. Face à l'influence croissante de Pékin, Tokyo met en avant sa vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert (*Free and Open Indo-Pacific – FOIP*).[29] Dans ce cadre, le Japon défend une approche intégrée des océans Indien et Pacifique afin de répondre aux facteurs d'instabilité et aux menaces pesant sur la sécurité régionale. Comme l'ont confirmé les précédentes conférences et, plus récemment, la neuvième TICAD, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe constituent l'un des deux principaux piliers géographiques de cette stratégie.

Grâce à sa population jeune, à son dynamisme économique et à l'abondance de ses ressources naturelles, l'Afrique revêt également une importance stratégique pour l'approvisionnement du Japon en minerais critiques, pour sa sécurité énergétique et pour la diversification de ses partenariats économiques. Par ailleurs, le poids électoral des États africains au sein des Nations unies représente un atout majeur pour les ambitions japonaises en faveur de la réforme du Conseil de sécurité. Dans cette perspective, la volonté du Japon, apparue dans les années 1990 et poursuivie jusqu'à aujourd'hui, de passer du statut de « *puissance essentiellement économique à celui de puissance politique* » constitue l'un des principaux moteurs de son engagement actif sur le continent africain.[30] Le Japon continue ainsi de plaider, dans les différentes enceintes internationales, pour une réforme des Nations unies visant à redonner au Conseil de sécurité toute son efficacité.[31]

6. Conclusion

Cette étude avait pour objectif d'évaluer la présence du Japon en Afrique ainsi que les orientations qu'il entend privilégier à l'avenir. À cette fin, elle est d'abord revenue sur l'évolution historique des relations entre le Japon et le continent africain, mettant en évidence qu'à partir des années 1990, Tokyo a progressivement abordé l'Afrique sous un angle davantage politique. La troisième partie a ensuite présenté les principaux paramètres de la diplomatie japonaise en Afrique, en soulignant le rôle central de la TICAD dans la politique d'aide au développement et dans le déploiement du soft power japonais. Dans ce contexte, la neuvième TICAD s'est tenue en 2025 sous le thème **« *Co-créer des solutions innovantes* »**. Le premier des trois grands axes, consacré à la paix et à la stabilité, a mis l'accent sur la durabilité, l'inclusion et la stabilité. Le deuxième, consacré à l'économie, a porté sur le rôle du secteur privé, la croissance, l'intégration

28 Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « List of the Outcomes of the Implementation of the Follow-up Actions of the Beijing Summit of the Forum on China-Africa Cooperation », 11.06.2025, https://www.kisa.link/ooStq, (Consulté le 22.04.2026).

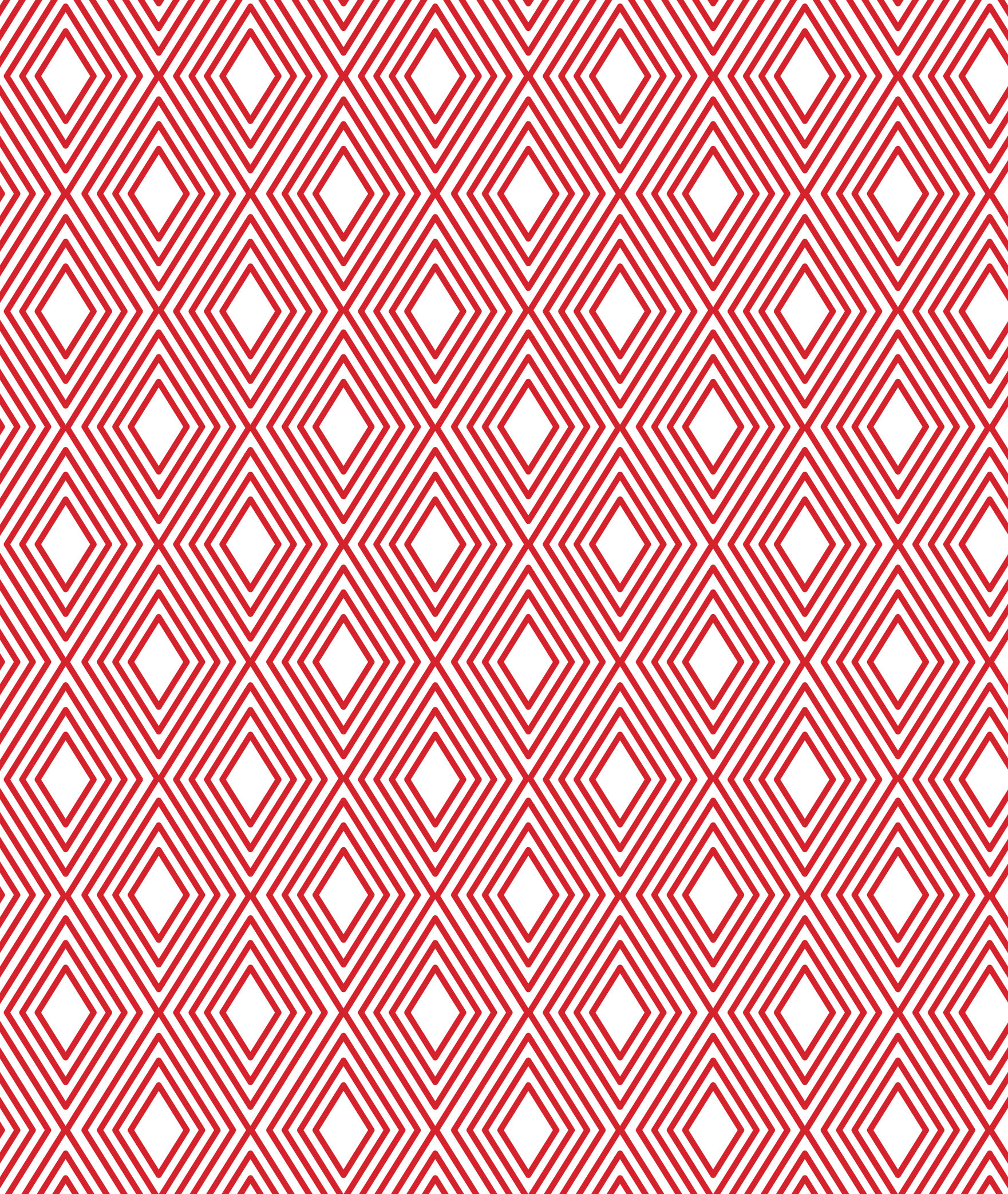
29 Bhattacharya, *op. cit*

30 Nakamura, *op. cit*

31 Ministère des Affaires étrangères du Japon, *op. cit.*

régionale et la connectivité. Le troisième, consacré à la société, a présenté les orientations du Japon en matière d'éducation, de développement des ressources humaines, de santé et de prévention des catastrophes. En outre, le Premier ministre Shigeru Ishiba a annoncé que le Japon renforcerait son action en Afrique dans les domaines de l'investissement, des capitaux privés, de la transformation numérique, de la connectivité, de la santé, de la formation des jeunes et des femmes, ainsi que de la promotion de la paix et de la stabilité. La Déclaration de Yokohama, adoptée à l'issue de la conférence, reprend ces différents axes tout en y ajoutant des références à la vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert (FOIP), à la lutte contre la pauvreté, à la sécurité humaine et à la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies.

Après avoir analysé les fondements historiques de la TICAD ainsi que les principaux résultats de sa neuvième édition, la dernière partie s'est attachée à examiner l'autre dimension de la diplomatie japonaise en Afrique, à savoir sa perspective réaliste. À cet égard, l'étude a évalué la place qu'occupe l'Afrique dans la rivalité sino-japonaise, dans la stratégie de sécurité économique du Japon, dans sa quête de stabilité régionale ainsi que dans ses efforts visant à renforcer son influence sur la scène internationale à travers la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies. Sur cette base, il est possible d'anticiper une intensification progressive de l'engagement du Japon en Afrique, qui pourrait s'étendre à un nombre croissant de domaines selon une approche multidimensionnelle. Une telle évolution est également susceptible d'accentuer les rivalités de puissance sur le continent. Dans ce contexte, la question du degré de coopération que le Japon sera amené à développer avec d'autres grandes puissances, telles que les États-Unis et l'Inde, afin de répondre à l'influence croissante de la Chine, constitue une piste de réflexion qui mérite une attention particulière.



Les relations entre la Corée du Sud et l'Afrique en 2025

5

Ezgi Kılıçarslan Gül*

1. Introduction

L'année 2025 a marqué une étape importante dans l'affirmation de l'autonomie stratégique de l'Afrique au sein de la compétition géopolitique mondiale, tout en témoignant de sa volonté de diversifier ses partenariats extérieurs. Dans ce contexte, les relations entre les pays africains et la Corée du Sud ont dépassé le cadre traditionnel de l'aide au développement pour évoluer vers un modèle fondé sur les priorités de développement du continent, l'innovation technologique et une interdépendance mutuellement bénéfique. Conformément à la vision de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA), les partenariats noués avec Séoul en 2025 ont constitué un levier essentiel pour soutenir la transformation industrielle du continent et renforcer sa souveraineté numérique.[1]

Les développements observés en 2025 traduisent également la volonté de l'Afrique de s'affirmer non seulement comme un réservoir de ressources naturelles, mais aussi comme un acteur à part entière dans la gouvernance et les dynamiques mondiales. Tout au long de l'année, la convergence entre la stratégie sud-coréenne de « État pivot mondial » (*Global Pivotal State*) et l'ambition africaine de bâtir un « continent en développement » s'est concrétisée à travers des projets et des partenariats stratégiques.[2] Dans cette perspective, la présente section propose une analyse des principaux résultats diplomatiques, économiques

* Assistant de recherche, Dr., Université de Kırıkkale, Département de relations internationales, ezgikilicarslan@kku.edu.tr.

1 Ufuk Tepebaş, « Afrika'da Yükselen Rekabet ve Kore Cumhuriyeti – Afrika Zirvesi » «La concurrence croissante en Afrique et le Sommet République de Corée - Afrique», TASAM (Centre de recherches stratégiques turco-asiatiques), 11 juin 2024,

https://www.kisa.link/nrisW_–_afrika_zirvesi, (Consulté le 16.04.2026).

2 Andrew Yeo, « South Korea as a Global Pivotal State », *Brookings Institution*, 19 décembre 2023,

https://www.kisa.link/YhLMW, (Consulté le 16.04.2026).



et technologiques du partenariat entre la Corée du Sud et l'Afrique tel qu'il s'est structuré en 2025, envisagé du point de vue africain.

2. Autonomie stratégique de l'Afrique et cadre diplomatique

En 2025, la diplomatie africaine s'est appuyée sur le principe consistant à ne pas dépendre d'un seul centre de gravité dans la diversification de ses partenariats extérieurs.[3] Dans cette perspective, les relations avec la Corée du Sud ont été perçues par l'Union africaine (UA) et les communautés économiques ré-

3 Eric Blanco Niyitunga et Mohammed Iqbal Jahed, « Planning diplomacy: A remedy to ugly aid dependency and contributor to sustainable development in Africa », *Journal of Infrastructure, Policy and Development*, vol. 9, n° 4, 2025, p. 1,

https://www.kisa.link/zycuY, (Consulté le 20.04.2026).

4 ACCORD, « 2025 Korea-South Africa Future Dialogue », 2 octobre 2025,

https://www.kisa.link/mFwhg, (Consulté le 16.04.2026).

Le 1er Sommet Corée-Afrique s'est tenu le 4 juin 2024 en République de Corée, sous le thème « Construire ensemble l'avenir : croissance partagée, durabilité et solidarité ». (Source : Joint Declaration 2024 Korea-Africa Summit View | Ministry News | Ministry of Foreign Affairs, Republic of Korea)

gionales (CER) comme un levier d'équilibre permettant de mieux défendre les intérêts stratégiques du continent. À la suite du sommet majeur de 2024, le « *Mécanisme de suivi au niveau ministériel* », mis en œuvre en 2025, a contribué à renforcer la capacité des États africains à participer aux processus décisionnels et à assurer la mise en œuvre des engagements pris.[4]

Sur le plan diplomatique, l'année 2025 a également marqué une étape où les efforts de l'Afrique pour faire entendre sa propre voix ont trouvé un écho dans ses relations avec la Corée du Sud. Lors des échanges avec Séoul, les pays africains n'ont pas seulement mis l'accent sur la coopération bilatérale et l'aide au développement, mais ont également maintenu à l'ordre du jour la question d'un renforcement de la représentation de l'Afrique au sein des mécanismes de gouvernance mondiale.[5] Les accords de coopération conclus en 2025 dans les domaines de la défense et de la sécurité, notamment sous l'impulsion de pays comme l'Éthiopie, visaient à consolider les infrastructures technologiques de l'architecture africaine de paix et de sécurité.[6] Cette évolution illustre une transformation dans laquelle les partenaires extérieurs sont désormais appelés à fournir non seulement un soutien financier, mais aussi un appui au renforcement des capacités institutionnelles et techniques du continent.

3. Dynamiques économiques : minerais critiques et production à forte valeur ajoutée

Les évolutions économiques observées en 2025 montrent que les échanges entre l'Afrique et la Corée du Sud ont connu une transformation qualitative. Les pays africains ont renforcé leur pouvoir de négociation avec les investisseurs sud-coréens afin de promouvoir non seulement l'exportation de matières premières, mais aussi leur transformation sur place et la création de valeur ajoutée.[7] Au cœur de la stratégie africaine de la Corée du Sud en 2025 figurait le « *Dialogue sur les minerais critiques* », considéré comme un instrument essentiel pour sécuriser les approvisionnements nécessaires à la transition énergétique. Dans ce cadre, les partenariats stratégiques conclus avec les pays africains riches en ressources naturelles, dans le but de garantir la stabilité des chaînes d'approvisionnement, se sont imposés comme l'une des principales priorités des relations économiques bilatérales.[8]

L'intégration avec la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) a constitué le principal pilier de cette coopération économique. En 2025, les zones économiques spéciales mises en place sur le continent à l'intention des inves-

5 ACCORD, *op. cit.*

6 Ministry of Economy and Finance (MOEF), « Korea-Africa Summit: Strengthening Economic Cooperation and Investment Frameworks », 4 septembre 2024,
https://www.kisa.link/dyMhN, (Consulté le 16.04.2026).

7 AFREXIMBANK, *African Trade Report 2025: Climate Change and the Future of Trade in Africa*, Le Caire, 2025,
https://www.kisa.link/cwRUr, (Consulté le 20.04.2026).

8 Government of the Republic of Korea, *Joint Declaration of the 2024 Korea-Africa Summit: Shared Growth, Sustainability, and Solidarity*, Séoul, 2024,
https://www.mofa.go.kr, (Consulté le 16.04.2026).

tisseurs sud-coréens ont contribué directement aux objectifs d'industrialisation de l'Afrique. L'expertise sud-coréenne dans les secteurs de l'automobile et des technologies des batteries s'est traduite, notamment au Nigeria, par des investissements concrets destinés à mettre en place des lignes d'assemblage locales dans plusieurs pays africains.[9] Cette dynamique d'investissement a contribué à réduire la vulnérabilité du continent au sein des chaînes d'approvisionnement mondiales, tout en favorisant le développement du commerce intra-africain. L'élan économique observé en 2025 illustre ainsi la volonté de l'Afrique de mettre en œuvre avec détermination le principe du « *gagnant-gagnant* » dans ses partenariats extérieurs.[10]

4. Transfert de technologie, agriculture et transition numérique: une perspective africaine

L'autonomie technologique a constitué l'une des principales priorités du programme de développement de l'Afrique en 2025.[11] Le soutien à la transition numérique apporté par la Corée du Sud s'est concrétisé en 2025 par le biais des « *Centres d'innovation et de start-ups* », qui ont accru l'employabilité de la jeune population sur le continent.[12] À la demande des pays africains, la Corée du Sud a indiqué qu'elle ne se contenterait pas de vendre des équipements ou des logiciels, mais qu'elle assurerait également le transfert du savoir-faire technique nécessaire pour produire localement ces technologies et en garantir la durabilité.[13] Dans ce cadre, les programmes de formation numérique lancés en 2025 ont considérablement accéléré les efforts du continent pour réduire la fracture numérique.

Dans le domaine du développement agricole, l'expansion du projet « *K-Rice-belt* » en 2025 s'est positionnée au centre de la stratégie de sécurité alimentaire de l'Afrique.[14] La hausse des rendements obtenue lors des périodes de récolte de 2025 dans des pays tels que le Ghana, le Sénégal et le Nigeria a prouvé l'adaptation des technologies coréennes de production rizicole aux sols africains. Néanmoins, du point de vue africain, l'aspect le plus significatif de ce succès réside dans le fait que le projet est entièrement fondé sur la formation des agriculteurs locaux et le renforcement de l'appropriation locale.[15] En 2025, ces projets ont été considérés comme des instruments stratégiques contribuant à réduire la dépendance extérieure de l'Afrique et à stimuler le développement rural.[16]

9 Business Insider Africa, « Nigeria signs deal with South Korea to launch Africa's first electric vehicle factory », 3 mars 2026,
https://www.kisa.link/hjMyg, (Consulté le 16.04.2026).

10 Kang Seung-woo, « Seoul, Africa seek 'win-win' cooperation », *The Korea Times*, 14 décembre 2022,
https://www.kisa.link/ctWpA, (Consulté le 16.04.2026).

11 Valdai Discussion Club, « The Future of Africa: Toward Technological Sovereignty », 31 juillet 2023,
https://www.kisa.link/PGyko, (Consulté le 19.04.2026).

12 AfricaRise, « Korea-Africa Foundation: Global Mentorship & Export Program (KAF-GMEP) 2025 », 2025,
https://www.kisa.link/IeCmP, (Consulté le 19.04.2026).

13 AfricaRise, *op. cit.*

14 Nadia Helmy, « Korea's Rice Belt vs. China's BRI: The Africa Play », *Modern Diplomacy*, 22 avril 2025,
https://www.kisa.link/cLTlR, (Consulté le 19.04.2026).

15 Rice Today, « Korea brings its 'miracle' rice and agri-technologies to Africa », 23 juin 2023,
https://www.kisa.link/CFKOp, (Consulté le 19.04.2026).

16 Niyitunga et Jahed, *op. cit.*, p. 11.

5. Industrie de la défense et partenariat de sécurité

En 2025, la Corée du Sud s'est affirmée comme un partenaire de « *smart power* » dans les efforts entrepris par les pays africains pour moderniser leurs capacités de défense.[17] Les accords conclus au cours de l'année dans le domaine de l'industrie de défense, destinés à faire face à des menaces telles que le terrorisme et la piraterie maritime, qui continuent de compromettre la paix et la sécurité sur le continent, revêtent une importance particulière.[18] Les transferts de technologies portant notamment sur les drones, les patrouilleurs côtiers et les logiciels de renseignement ont contribué à renforcer les capacités opérationnelles des forces armées africaines.[19] Pour les pays africains, l'intérêt de ce partenariat réside non seulement dans la robustesse et le rapport coût-efficacité des équipements proposés par la Corée du Sud, adaptés aux réalités du continent, mais aussi dans le fait qu'il repose sur une coopération exempte de conditions politiques préalables.

6. Conclusion

L'année 2025 peut être considérée comme celle de la concrétisation des engagements et du renforcement des bénéfices mutuels dans les relations entre l'Afrique et la Corée du Sud. Le continent africain est parvenu à mettre à profit ce partenariat multidimensionnel avec Séoul afin de mieux défendre ses intérêts dans un contexte marqué par l'évolution des équilibres géopolitiques mondiaux. Les avancées réalisées tout au long de l'année ont renforcé l'ambition de l'Afrique de s'affirmer comme un acteur de premier plan dans des domaines aussi variés que la diversification économique, l'autonomie technologique, la sécurité alimentaire et le renforcement des capacités de défense.

En définitive, les acquis consolidés en 2025 ont posé des bases solides qui ont établi, dès 2026 et pour les années à venir, une nouvelle référence dans les relations de l'Afrique avec ses partenaires asiatiques. Cette nouvelle norme ne se mesure pas uniquement à l'évolution des échanges commerciaux, mais également à sa contribution au bien-être des populations africaines et au renforcement de la place du continent dans le système international. L'année 2025 a ainsi marqué une étape importante dans l'affirmation de l'Afrique en tant que partenaire à part entière de la Corée du Sud. Les évolutions observées au cours des premiers mois de 2026, notamment sur le plan commercial, laissent également présager une poursuite du renforcement des relations entre les deux partenaires.

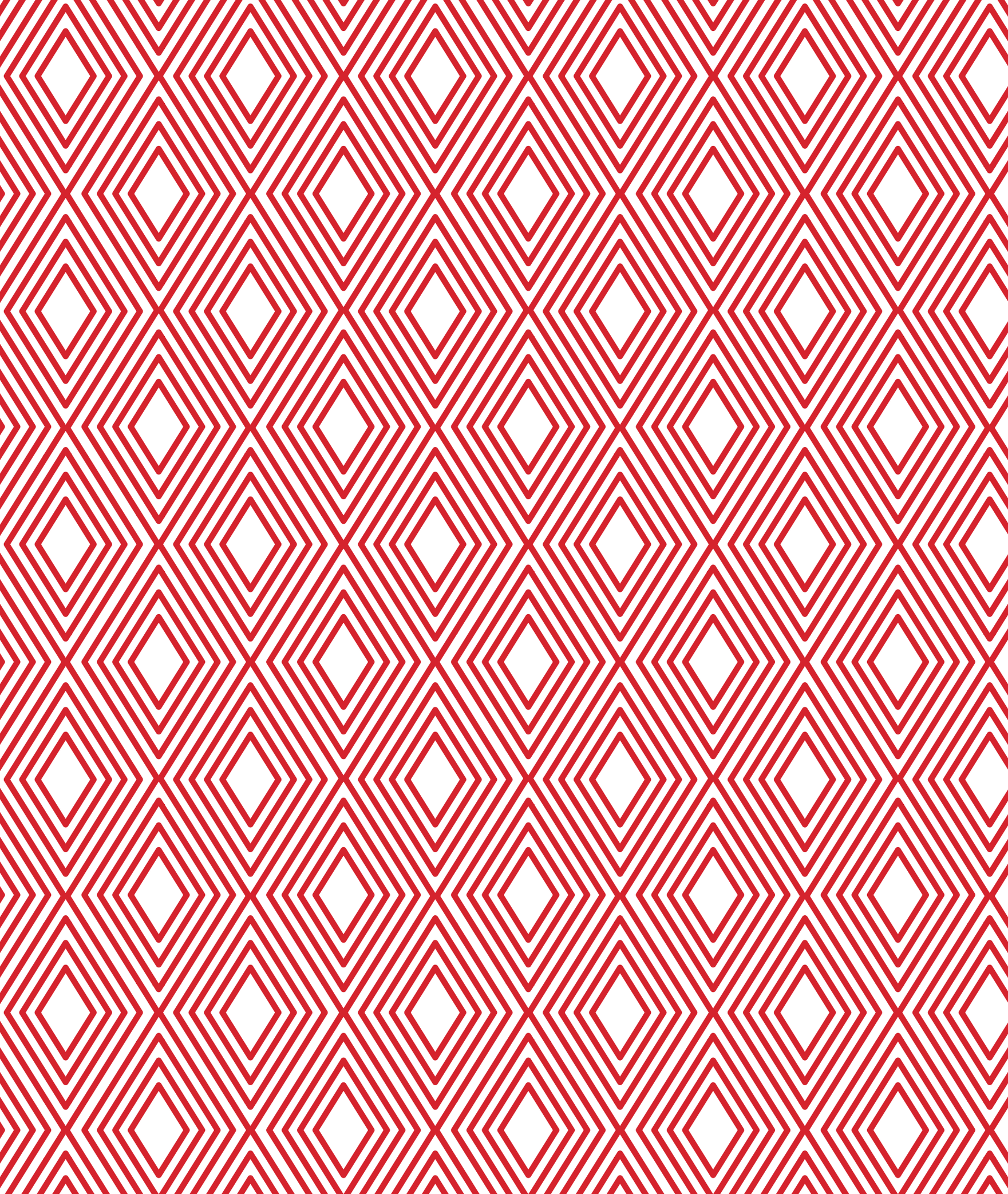
17 KBS World, « S. Korea, Africa Launch Critical Minerals Dialogue, Pledge Deeper Cooperation », 18 novembre 2024,

https://www.kisa.link/hVQoX, (Consulté le 19.04.2026).

18 KBS World, *op. cit.*

19 Houda Barroug, « The Strategic Importance of Africa in Global Geopolitics », *Gulf Research Center* (GRC), 22 juin 2025,

https://www.kisa.link/aYAnb, (Consulté le 20.04.2026).



Les relations Russie-Afrique en 2025

6

Burak Kolot*

1. Introduction

L'année 2025 peut être considérée, dans les relations entre la Russie et l'Afrique, moins comme une période d'expansion spectaculaire que comme une phase de consolidation institutionnelle et de sélectivité stratégique. Le dialogue russo-africain, amorcé de manière symbolique lors du Sommet de Sotchi en 2019 et doté d'un cadre institutionnel avec le Sommet de Saint-Pétersbourg de 2023, est entré, en 2025, dans une phase de mise en œuvre et d'approfondissement. Cette évolution doit être analysée non seulement à travers le prisme des relations bilatérales, mais aussi à la lumière des transformations structurelles du système international, des tensions systémiques opposant la Russie à l'Occident et de la traduction, dans la pratique de sa politique étrangère, du discours en faveur d'un ordre mondial multipolaire.[1]

Dans le Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie adopté en 2023, l'Afrique est définie comme « l'un des principaux centres d'un ordre mondial multipolaire ». Cette formulation dépasse le simple registre rhétorique : elle témoigne de la volonté de Moscou de considérer l'Afrique non seulement comme un espace d'opportunités économiques, mais aussi comme un terrain lui permettant d'accroître sa marge de manœuvre diplomatique au sein du système international. À la suite des sanctions imposées après 2022 et de l'approfondissement de la rupture avec les pays occidentaux, la Russie a accéléré son orientation vers le « Sud global », dont l'Afrique est devenue l'un des principaux théâtres d'action.[2]

* Maître de conférences, Université Recep Tayyip Erdoğan, Faculté des sciences économiques et administratives, Département de relations internationales, burak.kolot@erdogan.edu.tr

1 Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation, *Russia–Africa Partnership Forum Action Plan 2023–2026*, Moscow: MFA Russia, 2023,

https://www.kisa.link/rxpfY (Consulté le 03.02.2026).

2 Президент Российской Федерации, *Концепция внешней политики Российской Федерации*, Москва: Кремль, 31.03.2023 г.,

https://www.kisa.link/DdmNn (Consulté le 03.02.2026).



Le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, s'est entretenu avec le président du Burkina Faso, Ibrahim Traoré, dans la capitale russe, Moscou. (Source : Agence Anadolu)

La littérature scientifique fait ressortir trois principales approches de la présence russe en Afrique. La première considère cette présence comme une projection de puissance essentiellement symbolique, malgré les capacités limitées de Moscou.[3] La deuxième met l'accent sur une stratégie de construction d'une influence asymétrique fondée sur les enjeux sécuritaires.[4] La troisième interprète la politique africaine de la Russie non comme une tentative de constituer un bloc opposé à l'Occident, mais comme un modèle d'engagement sélectif et peu coûteux. L'année 2025 se situe au croisement de ces trois approches. La Russie n'est pas un acteur hégémonique en Afrique ; elle cherche toutefois à établir des liens durables et stratégiques dans des domaines soigneusement ciblés.

Le présent article analyse l'évolution de la présence russe en Afrique en 2025. Il s'intéresse notamment au passage d'une logique d'expansion à une dynamique de consolidation et d'institutionnalisation, à l'évolution de son dispositif sécuritaire d'un modèle reposant sur des structures semi-autonomes vers une

3 Akinlolu E. Akinola et Olusola Ogunnubi, « Russo-African Relations and electoral democracy: Assessing the implications of Russia's renewed interest for Africa », *African Security Review*, vol. 30, 2021, p. 396.

4 Samuel Ramani, *Russia in Africa: Resurgent Great Power or Bellicose Pretender?*, London: Hurst & Company, 2023, p. 265.

approche davantage centrée sur l'État, ainsi qu'à la priorité accordée, dans les relations économiques, à l'approfondissement de secteurs stratégiques plutôt qu'à une simple augmentation des volumes d'échanges.

2. Renforcement des capacités en matière de sécurité : du Sahel à l'Afrique centrale

En 2025, la dimension la plus visible de la politique africaine de la Russie demeure la sécurité. Toutefois, cette politique se distingue sensiblement de celle observée entre 2021 et 2023. Au cours de cette période, le modèle semi-autonome reposant sur le Groupe Wagner offrait à Moscou à la fois une certaine flexibilité et une forme de dénégation plausible.[5] Le passage du modèle Wagner à celui de l'Africa Corps ne constitue pas un simple changement d'appellation organisationnelle ; il traduit un processus plus profond d'étatisation de la présence sécuritaire russe. Cette transformation s'explique d'abord par la crise de contrôle et d'autonomie révélée par la mutinerie de Prigojine en 2023. Si la structure semi-indépendante du Groupe Wagner permettait au Kremlin de bénéficier d'une certaine souplesse dans ses opérations extérieures, elle favorisait également l'émergence d'un acteur sécuritaire accumulant des capacités de pouvoir en dehors de la chaîne de commandement centralisée.[6] En deuxième lieu, Moscou cherche désormais à inscrire ses activités militaires en Afrique dans un cadre directement coordonné avec le ministère de la Défense. Cette évolution permet d'assurer une plus grande cohérence entre les opérations conduites sur le terrain, les priorités de la politique étrangère russe, les impératifs de sécurité et les accords bilatéraux conclus avec les États africains. Enfin, les controverses suscitées durant la période Wagner, notamment au Mali et en République centrafricaine, en matière de violations des droits humains et de responsabilité, ont conduit Moscou à privilégier une structure présentant un caractère plus officiel et davantage susceptible d'être soumise à un contrôle institutionnel. Dès lors, la mise en place de l'Africa Corps doit être interprétée non comme un retrait de la présence sécuritaire russe en Afrique, mais comme une tentative de la transformer en un instrument étatique plus centralisé, plus contrôlable et davantage aligné sur les objectifs de la politique étrangère de la Russie. Cette évolution répond à la fois à une recherche de légitimité internationale et à la nécessité de centraliser la conduite des opérations sur le terrain.[7]

La bande sahélienne — en particulier le Mali, le Burkina Faso et le Niger — demeure au cœur de l'engagement sécuritaire russe en Afrique. Le retrait des opérations militaires françaises et le recul de la présence occidentale dans la région ont créé un vide stratégique dont Moscou a cherché à tirer parti.[8] Cependant, son approche diffère d'un modèle classique de projection militaire. Plutôt que de déployer d'importants contingents de combat, la Russie privilégie une

5 Kimberly Marten, « Russia's Use of Private Military Companies: The Case of Wagner », *Post-Soviet Affairs*, vol. 35, n° 3, 2019, p. 191.

6 Nicodemus Minde, « Russia's Africa Corps - more than old wine in a new bottle », *ISS Today*, 07.04.2024,

https://www.kisa.link/rsoWV (Consulté le 06.02.2026).

7 Christopher Spearin, « Russia's Wagner Group and the sustainment of authoritarianism in Africa: Implications for China at home and abroad », *Contemporary Security Policy*, vol. 46, n° 3, 2025, p. 512 ; « Closed Doors, Open Windows? », *CSIS Features*, 2024,

hhttps://www.kisa.link/ojBsg (Consulté le 07.02.2026).

8 « Russia vows military backing for Sahel juntas' joint force », *Reuters*, 04.04.2025,

https://www.kisa.link/wRGlG (Consulté le 07.02.2026).

présence fondée sur la formation militaire, le conseil stratégique, l'intégration des systèmes de défense et le soutien à la sécurité des régimes en place.[9]

Tableau 1. La stratégie de sécurité de la Russie dans le Sahel

Pays	Activités de l'Africa Corps	Caractéristique	Impact stratégique
Mali	Instruction et conseil ; sécurité du régime	Structure contrôlée par l'État post-Wagner	Maintien de la puissance dans le Sahel
Burkina Faso	Conseil et soutien logistique	Coopération de sécurité officielle avec les juntes	Contrebalancement de l'influence occidentale
Niger	Entraînement militaire et équipement	Zone de ressources stratégiques	Zone de présence directe

Le tableau 1 montre que l'*accent mis sur la stabilité des régimes* dans la stratégie sécuritaire de la Russie se poursuit désormais dans un cadre directement porté par l'État. Dans le cas du Mali, le maintien de l'*Africa Corps* comme principal acteur à la suite du retrait du Groupe Wagner a renforcé les objectifs stratégiques de Moscou dans le domaine de la sécurité. Ce modèle privilégie le renforcement des capacités opérationnelles, la protection des élites dirigeantes ainsi que le soutien aux infrastructures technico-militaires. Des tendances similaires peuvent être observées au Burkina Faso et au Niger. Dans ces pays, le rôle de la Russie est présenté comme une alternative à la coopération sécuritaire conditionnelle proposée par les pays occidentaux.[10]

Les données du SIPRI[11] montrent que la continuité des transferts d'armes de la Russie vers l'Afrique a été maintenue.[12] Néanmoins, en 2025, la coopération militaire ne se limite plus à la seule vente d'armements. Elle est désormais complétée par des activités de maintenance, de formation et d'assistance à l'intégration technique des équipements.[13] Cette évolution montre que Moscou cherche moins à réaliser des ventes ponctuelles qu'à établir des relations de dépendance à long terme.

La République centrafricaine (RCA) constitue l'exemple le plus institutionnalisé du modèle sécuritaire russe. Le processus de conseil militaire engagé depuis 2018 s'est poursuivi en 2025. En RCA, le lien établi entre la sécurité et la protection des zones d'exploitation des ressources naturelles met en évidence la dimension d'économie politique de la politique sécuritaire russe. Si les rapports internationaux portent un regard critique sur la présence russe, les autorités centrafricaines considèrent Moscou comme un partenaire sécuritaire fondé sur le respect de la souveraineté.[14]

La Libye, quant à elle, constitue un espace où se rejoignent les intérêts sécuritaires et énergétiques de la Russie. En 2025, la présence russe y est apparue plus limitée et davantage orientée vers la diplomatie que les années précédentes.[15] Plutôt qu'une expansion militaire directe, l'accent a été mis sur la sécurisation des sites énergétiques et sur des contacts liés aux processus politiques. Cette

9 « Reorienting Europe's Approach in the Sahel», *International Crisis Group*, 30.06.2024,
https://www.kisa.link/rMLfb (Consulté le 07.02.2026).

10 Monika Pronczuk, John Leicester et Michael Biesecker, « Russia skirts Western sanctions to ramp up its military footprint in Africa », *Associated Press*, 10.06.2025,
https://www.kisa.link/EDwlD (Consulté le 09.02.2026) ;
« Africa Corps to stay in Mali after Russia's Wagner mercenary group leaves », *Reuters*, 06.06.2025,
https://www.kisa.link/NwRfY (Consulté le 09.02.2026).

11 Institut international de recherche sur la paix de Stockholm.

12 Mathew George, Katarina Djokic, Zain Hussain, Pieter D. Wezeman et Siemon T. Wezeman, « Trends in International Arms Transfers 2024 », *Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)*, mars 2025,
https://www.kisa.link/EVfEz (Consulté le 10.02.2026).

13 Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), « International Arms Transfers », *SIPRI Yearbook 2025: Armaments, Disarmament and International Security*, Oxford: Oxford University Press for SIPRI, 2025, p. 6,
https://www.kisa.link/RsBoY (Consulté le 10.02.2026).

14 « Final Report of the Panel of Experts on the Central African Republic », *United Nations Security Council*, S/2025/XXX, New York: United Nations, 2025, p. 9,
https://www.kisa.link/LBmdl (Consulté le 10.02.2026).

15 Robert Harvey, Ahmad Ghaddar et Enes Tunagur, « Exclusive: Libya brings in Western traders in blow to Russian fuel flows », *Reuters*, 19.02.2026,
https://www.kisa.link/PkWHd (Consulté le 11.02.2026).

évolution montre que la politique sécuritaire de Moscou en Afrique n'est pas appliquée avec la même intensité dans tous les pays.[16]

D'une manière générale, la stratégie sécuritaire de la Russie en 2025 se caractérise par trois éléments principaux : (i) une institutionnalisation centrée sur l'État, (ii) la priorité accordée à la sécurité des régimes, (iii) un engagement à faible coût mais à fort rendement stratégique. Ce modèle se distingue nettement de l'expansion militaire idéologique menée à l'époque soviétique.[17]

3. Sélectivité géoéconomique et marge de manœuvre diplomatique

La présence économique de la Russie en Afrique n'est pas comparable, en termes de volume, à celle de la Chine ou de l'Union européenne. Afin de mieux comprendre l'approche économique russe sur le continent, il est utile de la comparer à celle de la Chine. La présence chinoise repose sur un modèle d'intégration économique de grande envergure, fondé sur les investissements dans les infrastructures, les mécanismes de financement et l'intensité des échanges commerciaux. Dans le cadre de l'Initiative « *la Ceinture et la Route* », Pékin a construit des ports, des lignes ferroviaires et des infrastructures énergétiques, tout en tissant des liens commerciaux et financiers profonds avec les économies africaines. À l'inverse, l'approche russe se caractérise par un engagement plus limité, mais concentré sur des secteurs à forte valeur stratégique. Faute de disposer des capacités économiques nécessaires pour financer des projets d'infrastructure de grande ampleur, Moscou privilégie des domaines tels que l'énergie, le nucléaire civil, la coopération militaire et l'exploitation des ressources naturelles. Ainsi, la présence chinoise en Afrique peut être définie comme u*ne influence économique fondée sur les infrastructures et le commerce*, tandis que celle de la Russie relève davantage d'une *influence politico-économique exercée à travers la sécurité* et des secteurs stratégiques. Pour de nombreux États africains, ces deux modèles apparaissent moins comme des logiques concurrentes que comme des formes complémentaires de partenariats multiples.[18] En 2025, cette approche sélective s'est concrétisée en particulier dans les domaines de l'énergie, des ressources minières et de la sécurité alimentaire.

Le projet de centrale nucléaire d'El-Dabaa, en Égypte, constitue l'investissement le plus important et le plus structurant de la Russie sur le continent africain. Mené par Rosatom, il occupe une place centrale dans la stratégie de Moscou visant à établir des liens durables grâce à la diplomatie nucléaire.[19] En 2025, les travaux de construction se sont poursuivis et la continuité des mécanismes de financement ainsi que de l'approvisionnement en combustible a été confirmée.[20] Ce projet revêt une portée non seulement économique, mais également géopolitique. En effet, les projets nucléaires génèrent des relations de dépendance technique et d'expertise qui s'inscrivent dans le long terme.

16 Jalel Harchaoui, « The Pendulum: How Russia Sways Its Way to More Influence in Libya », *War on the Rocks*, 07.01.2021,
https://www.kisa.link/BjOwh (Consulté le 11.02.2026).

17 Odd Arne Westad, *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times*, Cambridge: Cambridge University Press, 2005, p. 240.

18 Paul Stronski, « Late to the Party: Russia's Return to Africa », *Carnegie Endowment for International Peace*, 2019,
https://www.kisa.link/pExfR (Consulté le 15.02.2026).

19 Государственная корпорация «Росатом», *Проект АЭС «Эль-Дабаа»: официальный отчёт 2025 года*, Москва: Росатом, 2025,
https://www.kisa.link/Ntgoc (Consulté le 03.02.2026).

20 « Presidents launch El Dabaa reactor pressure vessel installation », *World Nuclear News*, 19.11.2025,
https://www.kisa.link/HJyiJ (Consulté le 03.02.2026).

Dans le secteur de l'énergie, les coopérations engagées avec la République centrafricaine (RCA) et la République du Congo dans le domaine des infrastructures pétrolières méritent également d'être soulignées. Les accords approuvés par le Kremlin montrent que la Russie cherche à consolider une présence durable en République centrafricaine par le biais des infrastructures énergétiques.[21] Néanmoins, l'ampleur de ces projets demeure limitée au regard des investissements réalisés par la Chine dans les infrastructures africaines.

Le secteur minier constitue un point de convergence entre les enjeux de sécurité et les intérêts économiques. Dans les régions riches en ressources stratégiques, telles que l'or et les diamants, les intérêts économiques apparaissent étroitement liés à la coopération en matière de sécurité. Cette situation montre que la présence russe en Afrique ne revêt pas seulement une dimension militaire, mais s'inscrit également dans une logique d'économie politique.

En 2025, la sécurité alimentaire est demeurée un instrument important de la diplomatie russe. À la suite de la crise mondiale des céréales déclenchée après 2022, la Russie a poursuivi ses exportations de céréales et d'engrais vers les pays africains,[22] en les inscrivant dans un discours politique de soutien au *Sud global*.[23] Cette politique a contribué à renforcer le capital diplomatique de Moscou sur le continent.

Les votes à l'Assemblée générale des Nations unies mettent en évidence la dimension multilatérale de la politique russe à l'égard de l'Afrique. Tout au long de l'année 2025, le fait qu'une part importante des États africains se soit abstenue ou n'ait pas adopté une position collective hostile à la Russie a offert à Moscou une marge de manœuvre diplomatique.[24] L'Afrique ne constitue certes pas un bloc homogène, mais la tendance à éviter un alignement complet a contribué à limiter l'isolement international de la Russie.

À la suite de l'élargissement des BRICS, la place occupée par l'Égypte et l'Éthiopie au sein de ce groupe a renforcé la visibilité de l'Afrique dans les mécanismes multilatéraux.[25] Pour la Russie, les BRICS constituent un instrument essentiel dans la recherche d'une alternative à l'architecture financière dominée par l'Occident.[26] Néanmoins, compte tenu des capacités encore limitées de cette plateforme et du poids prépondérant de la Chine, la capacité de Moscou à transformer l'ordre financier mondial en s'appuyant sur l'Afrique demeure restreinte.[27]

4. Conclusion

L'année 2025 apparaît, dans les relations entre la Russie et l'Afrique, moins comme une phase d'expansion quantitative que comme une période de reconfiguration stratégique et de consolidation. Les résultats de cette étude montrent

21 Федеральный закон от 7 июня 2025 г. N 130-ФЗ *«О ратификации Соглашения между Правительством Российской Федерации и Правительством Республики Конго о сотрудничестве в сфере строительства нефтепродуктопровода "Пуэнт-Нуар - Лутете - Малуко-Tremblay" на территории Республики Конго»*, Российская Газета, 11.06.2025,

https://www.kisa.link/aRQtl (Consulté le 03.02.2026).

22 Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), *The State of Food Security and Nutrition in the World 2025*, Rome: FAO, 2025,

https://www.kisa.link/GZqWV (Consulté le 03.02.2026).

23 Министерство иностранных дел Российской Федерации, « О гуманитарных поставках российского зерна в страны Африки », *Брифинг официального представителя МИД России*, Москва, 2024–2025,

https://www.kisa.link/tHspo (Consulté le 03.02.2036).

24 *Voting Records, 79th Session*, United Nations General Assembly, New York, 2025,

https://www.kisa.link/wZXhd (Consulté le 27.02.2026).

25 Российский совет по международным делам (РСМД), *Россия и Африка: перспективы стратегического партнёрства*, Москва: РСМД, 2024, p. 12,

https://www.kisa.link/Ongeq (Consulté le 03.02.2026).

26 BRICS, *XV BRICS Summit Johannesburg II Declaration: BRICS and Africa-Partnership for Mutually Accelerated Growth, Sustainable Development and Inclusive Multilateralism*, Johannesburg, 23 August 2023,

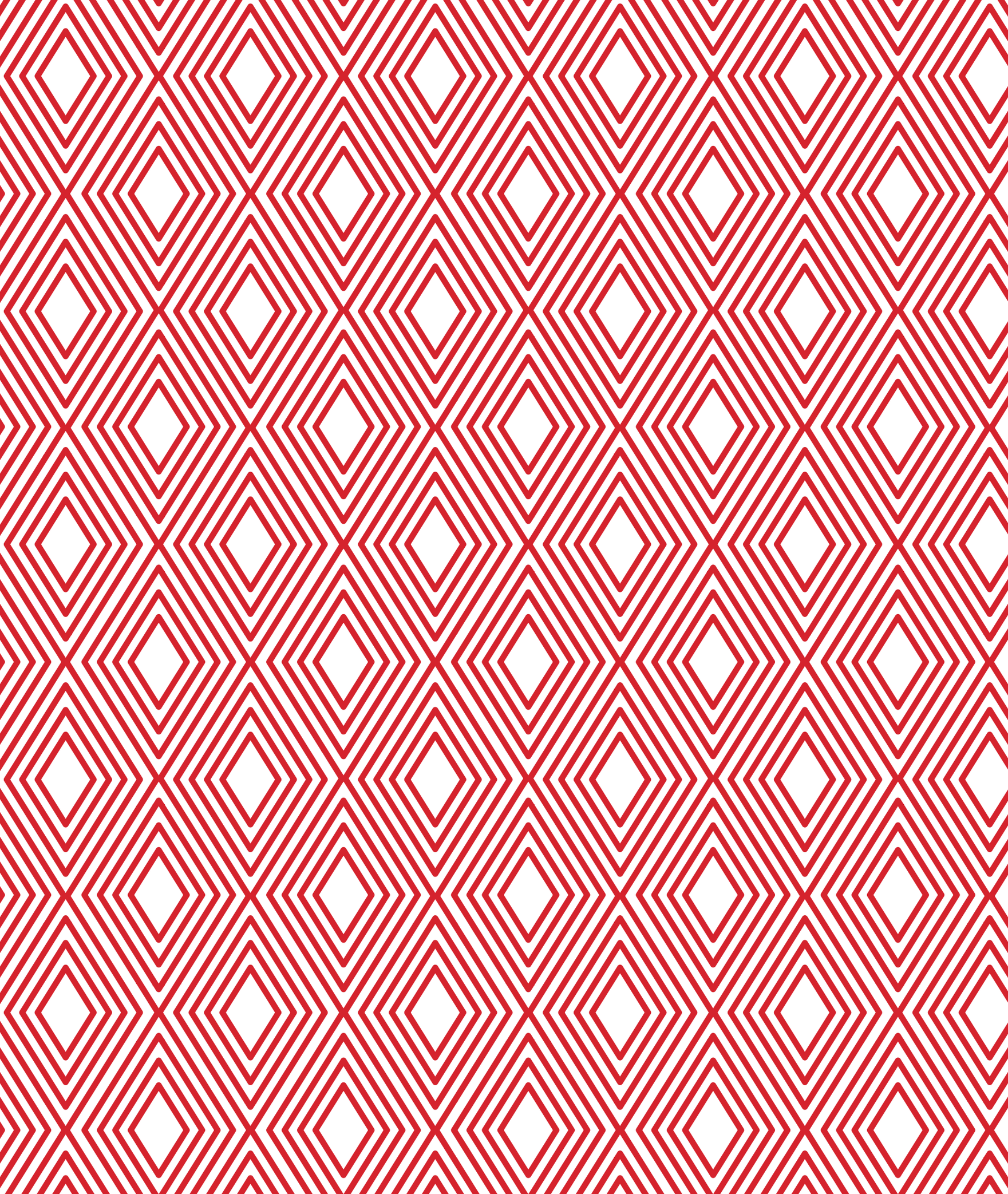
https://www.kisa.link/WdwBS (Consulté le 27.02.2026).

27 Андрей Маслов, « Россия в Африке после 2022 года », *Россия в глобальной политике*, vol. 24, n° 2, 2025, p. 225.

que la politique africaine de Moscou s'articule autour de trois axes principaux: une institutionnalisation centrée sur l'État dans le domaine de la sécurité, un engagement sélectif orienté vers les secteurs stratégiques sur le plan économique, et la recherche d'une marge de manœuvre diplomatique à travers les plateformes multilatérales. Le passage du modèle Wagner à celui de l'*Africa Corps* s'inscrit non pas dans une logique de réduction de la présence sécuritaire russe en Afrique, mais dans une stratégie visant à en faire un instrument davantage centralisé et mieux aligné sur les objectifs de la politique étrangère de Moscou. Cette évolution met en évidence la volonté de la Russie de substituer aux réseaux de sécurité semi-autonomes un dispositif sécuritaire placé directement sous le contrôle de l'État.

Sur le plan économique, la présence russe en Afrique semble relever moins d'une logique d'expansion quantitative que d'une sélectivité géoéconomique. Les coopérations développées dans les domaines de l'énergie nucléaire, des infrastructures énergétiques, des ressources naturelles et de la sécurité alimentaire traduisent la volonté de Moscou d'établir, sur le continent, des relations durables de dépendance technique et de partenariat stratégique. Cette orientation montre que, contrairement au modèle chinois fondé sur des investissements massifs dans les infrastructures, la politique africaine de la Russie repose sur une stratégie d'influence plus ciblée, concentrée sur des secteurs à forte valeur stratégique.

À la lumière de ces évolutions, les relations entre la Russie et l'Afrique devraient, à partir de 2026, être marquées non par une expansion de grande ampleur, mais par l'institutionnalisation des réseaux de sécurité existants, la poursuite des projets énergétiques et nucléaires, ainsi que le renforcement de la coordination diplomatique avec les États africains dans les cadres multilatéraux. Dès lors, la présence russe en Afrique semble appelée à évoluer, non vers une expansion hégémonique à court terme, mais vers un modèle de présence géopolitique sélectif mais durable, destiné à contrebalancer les pressions exercées par les puissances occidentales dans le système international et à offrir à Moscou une plus grande flexibilité stratégique.



Les relations Indonésie-Afrique en 2025

7

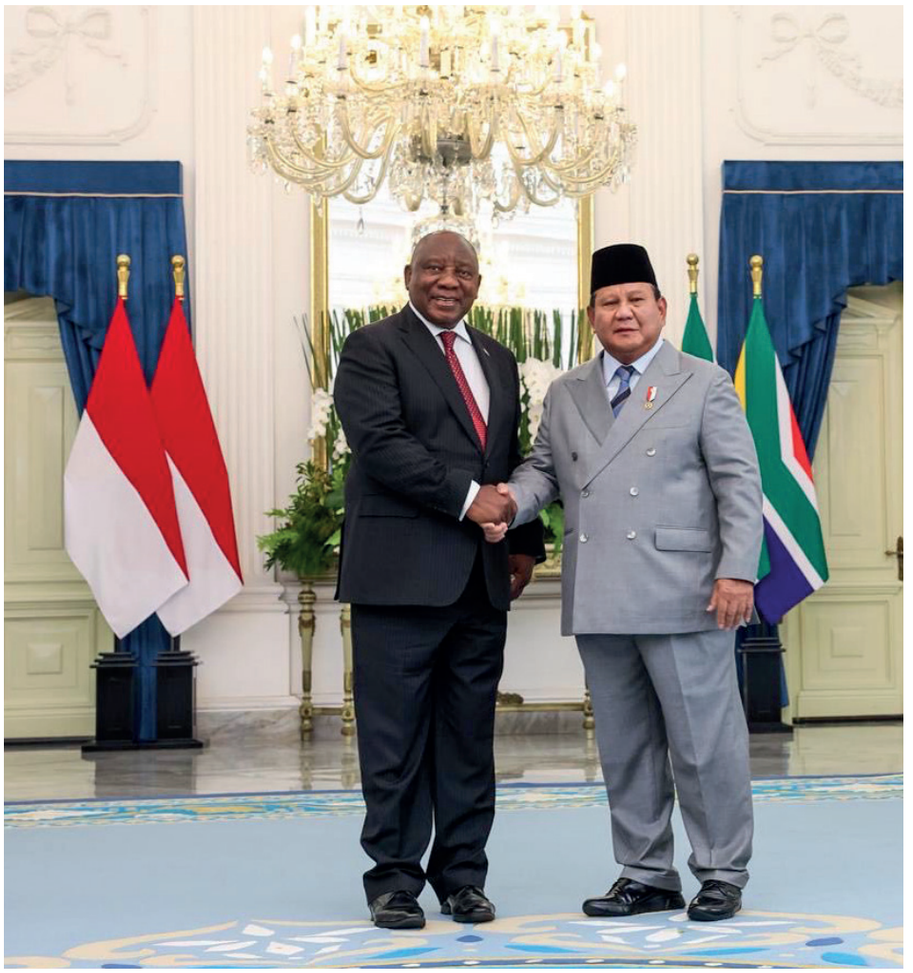
Kamil Tarhan*

1. Introduction

Les relations entre l'Indonésie et les pays africains trouvent leur origine dans la Conférence de Bandung de 1955. Cet héritage, communément désigné sous le nom d'*esprit de Bandung*, s'est construit autour d'une solidarité mutuelle entre l'Indonésie et les pays africains au lendemain de la période coloniale. Plus particulièrement sous la présidence de Sukarno, la convergence de leurs mouvements anticoloniaux témoigne d'une relation qui, dès ses origines, s'est développée sur la base du respect mutuel et de la solidarité.[1] Depuis 2015, la politique étrangère de l'Indonésie, orientée vers un approfondissement de ses relations avec les pays du *Sud global*, a poursuivi son évolution en 2025 en mettant davantage l'accent sur les partenariats stratégiques et économiques. L'adhésion de l'Indonésie aux BRICS ainsi que la célébration du 70e anniversaire de l'*esprit de Bandung* ont mis en lumière son affirmation en tant qu'acteur indépendant du *Sud global* et son rôle d'équilibre face à l'hégémonie occidentale. Les relations entre l'Indonésie et l'Afrique sont notamment soutenues par des échanges commerciaux ayant atteint des niveaux records avec des pays tels que l'Égypte, le Nigeria et la République d'Afrique du Sud, ainsi que par des coopérations concrètes dans des domaines tels que les minerais critiques, l'industrie de défense et les technologies de la santé. Le modèle d'industrialisation nationale de l'Indonésie apparaît, en particulier, comme une référence en matière de développement pour plusieurs pays africains, tandis que les liens entre les deux parties s'inscrivent dans une logique de coopération pragmatique. En outre, grâce à des plateformes telles que le G20 et les programmes de bourses d'études, ces relations se renforcent non seulement sur le plan économique, mais également dans leurs dimensions di-

* Université des sciences sociales d'Ankara, Département de relations internationales, kamil.tarhan@asbu.edu.tr, ORCID : 0000-0003-4668-7920.

1 Amie Ceesay, 2026. « Indonesia-Africa Relations Through Constructivist Lens: Reinterpreting Bandung Spirit in Contemporary South-South Diplomacy », *International Journal of Social Science and Human Research*, 9(1) : 393-400.



Le président de l'Indonésie, Prabowo Subianto, et le président de la République d'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa, se sont rencontrés le 22 octobre 2025 à Jakarta. (Source : Présidence de la République d'Indonésie)

plomatique et humaine. Dans cette perspective, la stratégie africaine de Jakarta peut être considérée comme l'un des piliers fondamentaux de la *Vision Indonésie dorée 2045*.[2] La présente étude propose ainsi une analyse d'ensemble des relations entre l'Indonésie et l'Afrique au cours de l'année 2025.

2. Le 70e anniversaire de l'*esprit de Bandung*

Soixante-dix ans après la Conférence de Bandung, les relations entre l'Indonésie et les pays africains continuent d'évoluer dans un esprit de coopération mutuelle, fidèle aux principes qui ont présidé à leur naissance. Pour le *Sud global*, l'*esprit de Bandung* ne constitue pas seulement un héritage historique, mais aussi un repère stratégique et un appel à la réforme face aux crises mondiales actuelles.[3] La principale motivation qui a réuni les nouveaux États indépendants d'Afrique et d'Asie lors de la Conférence de Bandung résidait dans leur expérience commune du colonialisme et leur volonté de suivre une voie de développement indépendante. La conférence s'est également tenue dans un contexte

2 I Putu Hedi Sasrawan, 2025. « Toward Golden Indonesia 2045: Policy Shifts, Governance Challenges, and Future Directions », *Asian Journal of Economics, Business and Accounting*, 25(8) : 412-420.

3 Mark P. Stadler, 2025. « Remembering the 1955 Conference that Shaped Decolonial Solidarity and Still Echoes Today », *EuropeanLEFT*,

https://www.kisa.link/FWgyT, (Consulté le 20.02.2026).

marqué par les menaces nucléaires et les tensions mondiales de la guerre froide. Dans ce contexte, Sukarno a souligné que la raison, la solidarité et la paix devaient prévaloir sur la peur. Bien que les risques de guerre et de confrontation nucléaire aient été particulièrement élevés, les crises redoutées ne se sont pas matérialisées et la diplomatie ainsi que le dialogue se sont, au contraire, imposés. Dans son ensemble, la Conférence de Bandung est ainsi devenue le symbole de la paix, de la coopération et de la volonté d'agir collectivement malgré un contexte international marqué par les crises.[4] Aujourd'hui encore, son héritage continue de structurer les relations entre l'Indonésie et les pays africains autour de plusieurs axes fondamentaux.

2.1. La réforme de la gouvernance mondiale et la multipolarité

L'Indonésie continue d'incarner une vision opposée aux hiérarchies centrées sur l'Occident et de promouvoir un ordre international plus équitable, plus inclusif et multipolaire.[5] Elle poursuit cet objectif par une participation active à des organisations internationales telles que les *BRICS*. Aux côtés de l'Afrique du Sud en particulier, elle s'appuie sur des plateformes comme les *BRICS* et le *G20* pour faire entendre la voix du *Sud global*, tout en mobilisant l'*esprit de Bandung* comme levier diplomatique.[6] Si cette vision n'a pas encore été pleinement réalisée, l'*esprit de Bandung* demeure une source d'inspiration pour la préservation du multilatéralisme.[7]

2.2. La coopération face aux défis de nouvelle génération

Face aux crises politiques du XXIe siècle, l'Indonésie, aux côtés des autres pays du *Sud global*, accorde une importance croissante à la coopération avec les pays africains dans des domaines tels que le changement climatique, la transition énergétique, la sécurité alimentaire et la souveraineté numérique.[8] En matière d'énergie et de climat, des coalitions telles que *IBSA + Indonésie* proposent un modèle de transition énergétique porté par les pays du Sud, dépassant les hiérarchies traditionnelles entre le Nord et le Sud.[9] Par ailleurs, alors que la numérisation est de plus en plus perçue comme un défi pour la souveraineté des États, les pays en développement s'efforcent d'adopter des positions communes sur des questions telles que la gouvernance de l'intelligence artificielle et la souveraineté des données, afin d'éviter toute forme de dépendance ou de « colonisation technologique »[10]. Enfin, la politique d'industrialisation nationale menée par l'Indonésie constitue, pour les pays africains, une source d'inspiration et un modèle favorisant le passage d'une économie fondée sur l'exportation de matières premières, notamment de minerais critiques, à une production à plus forte valeur ajoutée.[11]

2.3. Du non-alignement à la multi-alignement

Le principe de non-alignement hérité de la guerre froide a progressivement évolué vers une stratégie plus pragmatique de *multi-alignement* ou de *hedging* (stratégie de couverture des risques). Les pays du *Sud global* ne se contentent plus

4 Leyatt Betre et Zia Mian, 2025. « "The Strength of Our Weakness": Bandung at 70 », *Journal for Peace and Nuclear Disarmament*, 8(2) : 468-472.

5 Piyush Verma, « "IBSA+Indonesia" can be a new Global South-led force in climate and energy leadership », 18.08.2025, *World Economic Forum*,
https://www.kisa.link/rknfb, (Consulté le 15.02.2026).

6 Mutia Salsabilla et Bambang Wahyu Nugroho, « Analysis of the Impact of Indonesia's Membership in BRICS: Opportunities and Challenges in the Global Era », 2025, *Journal of Social Research*, 4(11) : 3030-3039.

7 Dima Al-Khatib, Nabil Fahmy et al., « Bandung at 70: Multilateralism in a New Era of Multi-Alignment », 2025, *Körber Stiftung*,
https://www.kisa.link/FDmYq, (Consulté le 20.02.2026).

8 Naek Tua Pasaribu et al., « Green Arms Race: Indonesia's Critical Minerals and its Sprint for Renewable Energy Sovereignty », 2025, *Security Intelligence Terrorism Journal (SITJ)*, 2(1) : 27-47.

9 Benita Sashia Jayanti, 2025. « Can Indonesia's Climate Diplomacy and Clean Energy Benefit Much From BRICS Membership? », 18.04.2025, *Global South Forum*,
https://www.kisa.link/FDmYq, (Consulté le 24.02.2026).

10 Yang Liu et WenLong Song, 2026. « Navigating digital colonialism: Sovereignty models and development paths in the Global South », *Social Sciences & Humanities Open*, 13, 102546.

11 Bradford Simmons et Julien Marcilly, 2025. « Resource nationalism and downstreaming: Lessons for African producers of critical minerals from Indonesia », *Atlantic Council Africa Center*, 31.01.2025,
https://www.kisa.link/coPIf, (Consulté le 25.02.2026).

de refuser de choisir entre les différents blocs ; ils cherchent désormais à établir simultanément des partenariats équilibrés, tant avec les puissances occidentales qu'avec des pôles alternatifs tels que les *BRICS*, afin de servir leurs propres priorités de développement.[12]

3. L'institutionnalisation des relations Afrique-Asie

Le 70e anniversaire de la Conférence de Bandung est considéré comme une occasion d'approfondir les relations entre l'*ASEAN* et l'*Union africaine (UA)*. Dans ce contexte, des pays tels que l'Afrique du Sud et le Maroc apparaissent comme des portes d'entrée de l'*ASEAN* vers les marchés africains, tandis que l'Indonésie se positionne comme un partenaire fiable en matière de technologies et d'investissements au service des efforts d'industrialisation du continent. Les politiques élaborées par l'Indonésie à l'égard de l'Afrique témoignent d'une volonté de construire un partenariat fondé sur une vision commune de l'avenir. Dans les enceintes internationales, Jakarta affirme ainsi que l'Afrique représente un partenaire d'avenir et réaffirme sa détermination à construire cet avenir conjointement avec les pays africains.[13]

4. Le renforcement progressif des relations entre l'Indonésie et l'Afrique

Le renforcement des relations entre l'Indonésie et l'Afrique en 2025 semble être étroitement lié à l'action du président Prabowo Subianto. Dès son entrée en fonction, celui-ci a clairement affiché sa volonté d'approfondir les relations avec le continent africain en déclarant : « *Je considère l'Afrique comme un continent qui m'est particulièrement cher.* ».[14] Par la suite, Prabowo a souligné que les relations entre l'Indonésie et l'Afrique demeuraient en deçà de leur potentiel. Selon lui, il est possible de dépasser la dimension purement symbolique et idéologique de ce partenariat afin de le fonder sur des intérêts économiques concrets et des considérations stratégiques plus réalistes.[15]

L'adhésion de l'Indonésie aux *BRICS* constitue le principal tournant de sa politique africaine. Devenue membre à part entière des *BRICS* en janvier 2025, l'Indonésie est ainsi devenue le premier pays d'Asie du Sud-Est à rejoindre ce groupe intergouvernemental de dix membres. Cette adhésion est considérée comme l'une des décisions majeures prises sous la présidence de Prabowo. Elle revêt une importance particulière tant pour le renforcement des relations de l'Indonésie avec les pays du *Sud global* que pour l'approfondissement de ses liens avec plusieurs États africains, notamment l'Afrique du Sud, l'Égypte et l'Éthiopie.[16] Cette adhésion a d'ailleurs contribué, dès la même année, au resserrement des relations avec l'Afrique du Sud. Lors de sa visite officielle à Jakarta en octobre 2025, le président sud-africain Cyril Ramaphosa et Prabowo ont réaffirmé leur engagement à développer le commerce et les investissements bilatéraux, à renforcer la coopération multilatérale et à approfondir leur coordination dans le cadre des *BRICS* et du *G20*.[17]

12 Nathan Gardels, « From Bandung to BRICS+ », *Noema*, 08.09.2023,
https://www.kisa.link/dyniB, (Consulté le 21.02.2026).

13 Dani Aswara, « VP Gibran Discusses Investment, Visa Facilitation at Indonesia-Africa CEO Forum 2025 », 22.11.2025, *Tempo English*,
https://www.kisa.link/OiRKm, (Consulté le 06.03.2026).

14 Prabowo Subianto, « The Road Ahead for Indonesia-One of the Fastest Growing Economies in Asia | Opinion », 12.06.2024, *Newsweek*,
https://www.kisa.link/feQPF, (Consulté le 10.03.2026).

15 Allan Dharma Saputra, « Beyond Bandung: Indonesia's Evolving Africa Policy Under Prabowo », 13.12.2024, *The Diplomat*,
https://www.kisa.link/BBhDu, (Consulté le 10.03.2026).

16 Gemma King, « Six Months of Prabowo: Indonesia's Diplomatic Charm Offensive », 05.05.2025,
https://www.kisa.link/eYPdW, (Consulté le 13.03.2026).

17 APA NEWS, « South Africa, Indonesia to deepen political, trade ties », 22.10.2025,
https://www.kisa.link/rpSXq, (Consulté le 14.03.2026).

L'importance accordée par Prabowo au *Sud global* s'est également manifestée lors du sommet du G20 organisé en Afrique du Sud en 2025. À cette occasion, le *Forum des PDG Indonésie–Afrique* (*Indonesia–Africa CEO Forum*) s'est tenu parallèlement au sommet. Les différentes plateformes internationales organisées ou auxquelles l'Indonésie a pris part ont été l'occasion de réaffirmer la volonté de consolider les opportunités d'investissement, de renforcer les échanges commerciaux et d'approfondir les relations stratégiques avec les partenaires africains.[18]

Au-delà de sa politique africaine générale, l'Indonésie a fait du développement de relations étroites avec l'ensemble des États africains et du renforcement de la coopération économique une priorité. L'ouverture, en mai 2025, de l'ambassade de l'Angola à Jakarta en constitue une illustration concrète.[19] Les deux pays ont indiqué leur volonté d'élargir leur coopération économique, initialement centrée sur le secteur de l'énergie, à d'autres domaines d'activité.[20] Un autre exemple réside dans les discussions engagées entre l'Indonésie et l'Afrique du Sud en vue d'une libéralisation du régime des visas, initiative qui traduit la volonté des deux États de renforcer leurs liens bilatéraux et leurs échanges commerciaux dans une perspective stratégique.[21]

5. Conclusion

Bien que les relations entre l'Indonésie et le continent africain s'inscrivent dans une histoire de près de soixante-dix ans, elles semblent encore en deçà de leur plein potentiel. Toutefois, l'arrivée au pouvoir de Prabowo a placé l'approfondissement de la politique indonésienne à l'égard de l'Afrique au rang des priorités. À l'heure actuelle, l'Afrique constitue, après l'Asie, la deuxième destination des investissements extérieurs de l'Indonésie.[22]

Dans le cadre des objectifs de la *Vision Indonésie dorée 2045* (*Golden Indonesia 2045*), le gouvernement indonésien ambitionne de devenir un acteur plus influent et plus inclusif à l'échelle mondiale et, dans cette perspective, accorde une place particulière au continent africain afin de renforcer la coopération internationale. À cette fin, plusieurs initiatives ont été engagées pour développer les relations bilatérales et intensifier les échanges commerciaux avec de nombreux pays africains. Au-delà des considérations économiques, le principal argument politique avancé par l'Indonésie à l'égard de l'Afrique repose sur la conviction qu'un ordre international non occidental, porté par le *Sud global*, peut constituer une alternative crédible. Si l'Indonésie reconnaît l'ordre international libéral ainsi que ses principes fondamentaux, elle estime néanmoins que celui-ci doit évoluer et développe sa politique étrangère dans cette perspective. Elle privilégie ainsi la préservation de son autonomie stratégique et la continuité de sa vision nationale de l'ordre international.[23] Cette approche offre un cadre d'analyse essentiel pour comprendre la coordination multilatérale que l'Indonésie développe avec les pays africains.

18 Dani Aswara, « VP Gibran Discusses Investment, Visa Facilitation at Indonesia-Africa CEO Forum 2025 », 22.11.2025, *Tempo English*,
https://www.kisa.link/OiRKm, (Consulté le 06.03.2026).

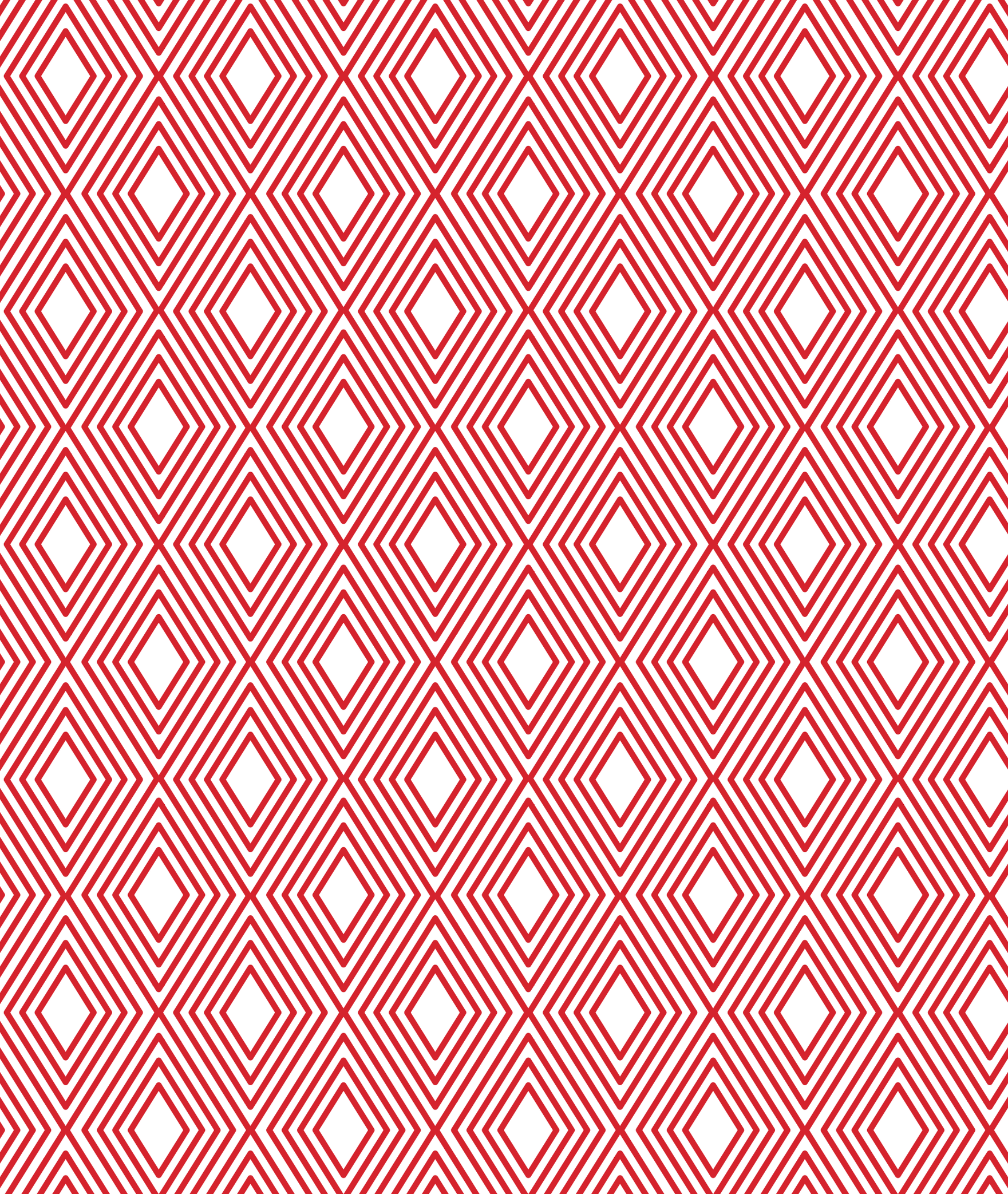
19 VOI, « Angola Opens Embassy In Indonesia, Deputy Minister of Foreign Affairs Tata: Strengthen Bilateral And South-South Cooperation », 01.05.2025,
https://voi.id/en/news/479416, (Consulté le 14.03.2026).

20 Antara, « Indonesia, Angola share great economic cooperation potential: Minister », 01.05.2025,
https://www.kisa.link/tBUxS, (Consulté le 14.03.2026).

21 Antara, « Indonesia, Angola share great economic cooperation potential: Minister », 01.05.2025,
https://www.kisa.link/tBUxS, (Consulté le 14.03.2026).

22 OECD, « Development Co-operation Profiles: Indonesia », 11.06.2025,
https://www.kisa.link/iXiiy, (Consulté le 15.03.2026).

23 Ralf Emmers, « Continuity and non-alignment shape Indonesia's worldview », dans *Competing visions of international order: Responses to US power in a fracturing world*, dir. Leslie Vinjamuri et al., Chatham House,
https://www.kisa.link/vLFyu, (Consulté le 20.03.2026).



Les Relations BRICS-Afrique en 2025

8

Yücel Bulut*

1. Introduction

À la suite de la Guerre froide, les efforts engagés par la Russie et le rapprochement entre des pays tels que la Russie, la Chine et l'Inde en Asie, dans le but de réduire leur dépendance à l'égard de l'Occident et de promouvoir l'émergence d'un ordre mondial multipolaire sur les plans économique et politique, ont conduit à la création du premier groupe BRIC en 2009, après l'intégration du Brésil en 2008. À ses débuts, le groupe ne réunissait que des pays d'Asie et d'Amérique du Sud. L'Afrique du Sud est devenue, en 2011, le premier pays africain à y adhérer officiellement, donnant ainsi naissance à l'acronyme actuel « BRICS ».[1] Par la suite, sous l'impulsion de la Chine, l'idée d'un élargissement du groupe a été mise à l'ordre du jour.[2] À partir de 2017, le concept de BRICS+ a émergé, avec pour objectif de renforcer et de rendre plus efficace la coopération entre les pays en développement dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Dans cette perspective, le XVI[e] Sommet des BRICS, organisé en 2024 à Kazan, en Russie, a marqué la plus importante vague d'élargissement de l'histoire du groupe avec l'adhésion simultanée de quatre nouveaux membres des BRICS+ — l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran et les Émirats arabes unis — dont deux pays africains. La même année, un statut de pays partenaire a été instauré afin de permettre à des États non membres de participer aux activités des BRICS et de bénéficier des mécanismes de coopération développés au sein du groupe.[3] L'année suivante, dans le cadre des réunions tenues à Rio de Janeiro, au Brésil, en 2025, neuf nouveaux États, parmi lesquels le Nigéria et l'Ouganda, ont été admis dans cette catégorie de pays partenaires.[4]

* Docteur, Université technique de Karadeniz, Département de relations internationales, yucelbulut@ktu.edu.tr

1 « The History of BRICS », *BRICS Council*, https://l24.im/3B5t, (Consulté le 01.03.2026).

2 « Wang Yi: 'BRICS Plus' Pattern to Fully Release Vitality of BRICS Cooperation », *Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China*, 06.06.2024, https://l24.im/K3mLq, (Consulté le 07.03.2026).

3 Vinay Kaura, « Expansion of BRICS », *Indian Journal of Asian Affairs*, vol. 37, n° 1/2, 2024, p. 165.

4 « Nine Nations Announced as BRICS 'Partner Countries' », *BRICS Brasil*, 17.01.2025, https://l24.im/GfWIM, (Consulté le 07.03.2026).



Le 17e Sommet des BRICS s'est tenu les 6 et 7 juillet 2025 à Rio de Janeiro, au Brésil. (Source : Agence Anadolu)

L'année 2025 a ainsi constitué une étape importante, au cours de laquelle les pays africains ont approfondi leur coopération avec les économies émergentes dans le cadre de l'élargissement des BRICS et renforcé leur visibilité dans les débats relatifs à la gouvernance mondiale. Le développement durable, la revendication d'une représentation plus équitable au sein du système international ainsi que les crises humanitaires, notamment la question de Gaza, ont figuré parmi les principaux thèmes abordés lors des différentes réunions des BRICS tout au long de l'année. Dans ce contexte, plusieurs États africains, en tant que membres ou pays partenaires des BRICS, ont participé de manière plus active aux mécanismes de coopération politique et économique proposés par la plateforme. Le présent article analyse, à la lumière des évolutions observées en 2025,

les relations entre les BRICS et l'Afrique, la place des États africains au sein du groupement ainsi que les principaux domaines de coopération qui s'y sont développés.

2. La première participation de haut niveau de l'Éthiopie aux BRICS

Les BRICS ont entamé l'année 2025 sous la présidence du Brésil autour du thème « *Renforcer la coopération du Sud global pour une gouvernance plus inclusive et plus durable* », un agenda qui concernait directement les pays africains.[5] Outre le renforcement des liens économiques, cette présidence visait à mobiliser des ressources financières en faveur de la lutte contre le changement climatique.[6] La première réunion de haut niveau des BRICS de l'année s'est tenue le 28 mars 2025 au Brésil. Elle a constitué l'une des premières plateformes de haut niveau auxquelles l'Éthiopie, devenue membre des BRICS en 2024, a participé en qualité de membre à part entière. Le pays y était représenté par son ambassadeur au Brésil, Leulseged Abebe, prenant ainsi part, pour la première fois, aux processus décisionnels des BRICS en tant que membre de plein droit.

Les discussions ont porté sur le conflit israélo-palestinien ainsi que sur les évolutions de la situation au Soudan, en Libye, au Yémen, au Liban et en Syrie. À cette occasion, le rôle d'organisations telles que l'Union africaine (UA) et l'IGAD dans le règlement de ces crises a été souligné. Pour sa part, l'Éthiopie a insisté sur l'importance de la sécurité du commerce maritime dans le golfe d'Aden et en mer Rouge, tout en réaffirmant son soutien au droit du peuple palestinien à l'autodétermination ainsi qu'à la solution fondée sur deux États.[7] La déclaration conjointe en trente-cinq points adoptée à l'issue de cette réunion a ensuite été enrichie et officiellement approuvée lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères des BRICS de 2025.

3. La réunion des ministres des Affaires étrangères des BRICS et les pays africains

L'une des principales réunions des BRICS en 2025 s'est tenue les 28 et 29 avril à Rio de Janeiro, à l'occasion de la réunion des ministres des Affaires étrangères des États membres. Les participants y ont examiné les principales évolutions de la situation internationale et régionale et ont réaffirmé leur engagement en faveur des trois piliers de la coopération stratégique des BRICS : la politique et la sécurité, l'économie et les finances, ainsi que le renforcement des échanges culturels et des contacts entre les peuples.

5 « Brazilian Presidency », *BRICS Brasil 2025*, 05.02.2025, https://l24.im/uW2n7Uw, (Consulté le 08.03.2026).

6 « Brazil Takes over the BRICS Presidency in 2025 », *Planalto*, 11.02.2025, https://l24.im/TKodE, (Consulté le 09.03.2026).

7 « BRICS Meeting on the Middle East and North Africa (MENA) Held in Brasilia », *Ethiopian Embassy Canada*, 04.04.2025, https://l24.im/dKkrcZ, (Consulté le 09.03.2026).

Le paragraphe 8 de la déclaration finale exprime le soutien des BRICS au Consensus d'Ezulwini et à la Déclaration de Syrte, qui appellent à renforcer la représentation et l'influence des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine au sein des Nations Unies (ONU) et visent à remédier aux déséquilibres existants en matière de représentation. Le paragraphe 15 réaffirme, quant à lui, le soutien apporté à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA). Dans ce contexte, il est fait référence aux mesures conservatoires ordonnées par la Cour internationale de Justice (CIJ) dans le cadre de la procédure engagée par l'Afrique du Sud contre Israël, en soulignant que ces mesures réaffirment l'obligation d'Israël de garantir l'acheminement de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza. Enfin, la déclaration réitère son soutien à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de la Libye.

4. Les BRICS et les pays africains en 2025

Afrique du Sud

Le principal rendez-vous annuel du groupe, le sommet des chefs d'État et de gouvernement des BRICS, s'est tenu les 6 et 7 juillet 2025 à Rio de Janeiro, sous la présidence du président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva. Aux côtés de l'Afrique du Sud, l'Égypte et l'Éthiopie y ont également participé, marquant la première participation de trois pays africains en tant que membres à part entière.

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa, dirigeant de l'un des pays fondateurs ayant donné son nom à l'acronyme BRICS, a déclaré que la participation de son pays au groupe visait à bâtir « une Afrique du Sud meilleure et une Afrique meilleure ». Il a précisé que les objectifs de l'Afrique du Sud au sein des BRICS consistaient à soutenir la croissance et le développement du pays, à renforcer la coopération dans les domaines politique, sécuritaire, économique et culturel, ainsi qu'à contribuer à l'émergence d'une gouvernance mondiale plus juste, plus équilibrée et plus représentative.[8] Par ailleurs, l'Afrique du Sud a réaffirmé la nécessité de mettre fin aux actions d'Israël dans les territoires palestiniens et a de nouveau plaidé en faveur d'un renforcement du rôle de l'Afrique sur la scène internationale ainsi que du soutien à son développement.

Égypte

Après avoir participé pour la première fois au sommet des BRICS en tant que membre à part entière en 2024, sous la conduite du président Abdel Fattah al-Sissi, l'Égypte était représentée lors du sommet de 2025 par le Premier ministre Mostafa Madbouly. Jusqu'à présent, l'Égypte a contribué à hauteur d'envi-

8 « President Cyril Ramaphosa Arrives in Brazil to Participate in XVII BRICS Summit », *The Presidency Republic of South Africa*, 06.07.2025, https://l24.im/rPKfzT, (Consulté le 09.03.2026).

ron 240 millions de dollars à la Nouvelle Banque de développement (*New Development Bank*), et sa contribution totale devrait atteindre 1,2 milliard de dollars au cours des six prochaines années.[9]

À cette occasion, Le Caire a souligné l'importance des projets et des coopérations économiques menés dans le cadre de la Nouvelle Banque de développement. L'Égypte a également appelé à un renforcement de la coopération entre les banques centrales des pays membres des BRICS ainsi qu'à une utilisation accrue des monnaies nationales dans les paiements internationaux. Selon les autorités égyptiennes, cette évolution pourrait contribuer à alléger le poids de la dette des pays en développement et à faciliter leur accès au financement. Elles ont en outre insisté sur la nécessité pour la Nouvelle Banque de développement de soutenir davantage ces pays, notamment à travers le financement de projets d'infrastructures.[10]

Éthiopie

L'Éthiopie était représentée par le Premier ministre Abiy Ahmed lors du premier sommet des BRICS auquel elle participait en tant que membre à part entière. Tout au long des réunions, Addis-Abeba a plaidé pour une réforme du système international afin de le rendre plus équitable et plus inclusif. Elle a également défendu un renforcement de la représentation de l'Afrique et des pays du Sud global dans les mécanismes internationaux de prise de décision, tout en appelant à approfondir la coopération dans les domaines du financement climatique, de la santé, de l'intelligence artificielle et de l'économie.[11]

En marge du sommet, plusieurs entretiens bilatéraux ont eu lieu, notamment entre le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed et son homologue chinois Li Qiang. À cette occasion, Li Qiang a affirmé que la Chine était disposée à intensifier les échanges commerciaux et les investissements avec l'Éthiopie et à poursuivre son soutien au développement durable du chemin de fer Addis-Abeba–Djibouti. Il a également rappelé que les relations solides entretenues depuis plus de cinquante-cinq ans entre les deux pays avaient permis à l'Éthiopie d'occuper une position de premier plan dans la coopération sino-africaine. Enfin, il a mis en avant la politique chinoise d'exemption totale de droits de douane appliquée aux produits en provenance des pays africains entretenant des relations diplomatiques avec Pékin.[12]

5. Les pays partenaires des BRICS : l'Ouganda et le Nigéria

En 2025, parmi les neuf États invités par les BRICS à rejoindre la catégorie des « pays partenaires », figuraient également deux pays africains : le Nigéria et

9 « The BRICS », *State Information Service Your Gateway to Egypt*, 27.09.2025, https://l24.im/W6o79, (Consulté le 10.03.2026).

10 « Egypt Calls for Stronger Central Bank Cooperation, Local Currency Use at BRICS Summit », *Daily News Egypt*, 07.07.2025, https://l24.im/SdJCVh, (Consulté le 09.03.2026).

11 « Ethiopia Calls for Key Reforms at BRICS Summit », *Ethiopian Embassy Your Gateway to Ethiopia*, https://l24.im/KkV0PB, (Consulté le 18.03.2026).

12 Africa News Redaction, « China and Ethiopia Reaffirm Alliance at Meeting on Sidelies of BRICS Summit », *Africanews*, 07.07.2025, https://l24.im/io8UdZv, (Consulté le 15.03.2026).

l'Ouganda. Bien que ces États ne disposent pas d'un droit de vote, ce statut leur permet de participer aux sommets, de prendre part aux sessions et d'apporter leur soutien aux déclarations finales.[13]

L'Ouganda a été représenté, avant le sommet des chefs d'État, par son ministre des Affaires étrangères, Odongo Jeje Abubakar, lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères des BRICS, tenue les 28 et 29 avril 2025. Au cours des entretiens bilatéraux avec le Brésil, Kampala a souligné l'importance qu'elle accorde aux partenariats, aux relations économiques et aux opportunités technologiques offertes par les BRICS, tout en réaffirmant son soutien à la coopération entre les pays du *Sud global*.[14] Par la suite, l'Ouganda a participé pour la première fois, en qualité de pays partenaire, au sommet des dirigeants des 6 et 7 juillet 2025, sous la conduite de la vice-présidente Jessica Alupo.[15]

L'adhésion du Nigéria au statut de pays partenaire des BRICS en 2025 a également marqué l'ouverture du groupe vers l'Afrique de l'Ouest. Avec une population d'environ 220 millions d'habitants, le Nigéria est le pays le plus peuplé du continent. Il est attendu que cette participation lui permette de bénéficier, par l'intermédiaire de la Nouvelle Banque de développement (*New Development Bank*), de projets dans les domaines de l'économie, des infrastructures et du climat. En retour, en fournissant de l'énergie et des matières premières à de grandes économies telles que la Chine et l'Inde, le Nigéria devrait contribuer au développement économique du groupe tout en renforçant la visibilité internationale de l'Afrique de l'Ouest.[16]

6. Réunion extraordinaire des BRICS

Le dernier développement majeur avant le transfert de la présidence tournante des BRICS du Brésil à l'Inde[17] est survenu en septembre. À l'invitation du président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, les dirigeants des BRICS se sont réunis, le 8 septembre 2025, lors d'un sommet extraordinaire organisé en visioconférence. Les discussions ont porté sur la conjoncture économique mondiale, les conflits armés et les tensions politiques en cours, ainsi que sur le renforcement des relations commerciales entre les États membres. Les représentants des neuf membres à part entière des BRICS ont pris part à cette réunion. Présidant les échanges, Lula da Silva a mis en avant la nécessité de promouvoir la diversification face aux pressions commerciales unipolaires et de renforcer la solidarité du Sud global, une approche qui a été soutenue par les autres dirigeants.[18] Dans ce cadre, le président sud-africain Cyril Ramaphosa a souligné la nécessité d'élaborer des réponses communes aux crises géopolitiques mondiales et de mettre en place un système plus inclusif et plus équitable au bénéfice du

13 *BRICS Brasil*, op. cit.

14 Rogers Atukunda, « Uganda, Brazil Pledge Stronger Ties at BRICS Foreign Ministers' Meeting », *SoftPower News*, 29.04.2025, https://l24.im/lRf7gG, (Consulté le 18.03.2026).

15 Walugembe, « VP Alupo Attends Uganda's First BRICS Summit in Brazil », *Monitor*, 07.07.2025, https://l24.im/XWZA, (Consulté le 19.03.2026).

16 Hans Dieter Holtzmann and Akim Van der Voort, « BRICS: BRICS 2025 », *Friedrich Naumann Foundation*, 28.01.2025, https://l24.im/UE30heR, (Consulté le 18.03.2026).

17 « Brasil Hands Over BRICS Presidency to India », *BRICS Brasil 2025*, 15.12.2025, https://l24.im/MyTDI, (Consulté le 19.03.2026).

18 « BRICS Nations Convene for Extraordinary Virtual Summit », *TV BRICS*, 08.09.2025, https://l24.im/Jej3bR, (Consulté le 18.03.2026).

Sud global. Il a également réaffirmé le soutien de son pays à la solution fondée sur deux États concernant la question palestinienne.[19]

De son côté, le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a dénoncé les doubles standards et les violations du droit international qui caractérisent, selon lui, le système international actuel, tout en soulignant que les BRICS constituent une plateforme essentielle pour le renforcement du multilatéralisme. Il a également insisté sur l'importance de la coopération économique entre les pays membres et rappelé la nécessité d'une réforme du système financier international. Formulant de vives critiques à l'égard des attaques israéliennes à Gaza, il a appelé à un cessez-le-feu, à un renforcement de l'aide humanitaire et à la reconnaissance de l'État palestinien. Enfin, il a indiqué que l'Égypte entendait jouer un rôle actif dans le processus de reconstruction et a réaffirmé son soutien à la solution à deux États.[20]

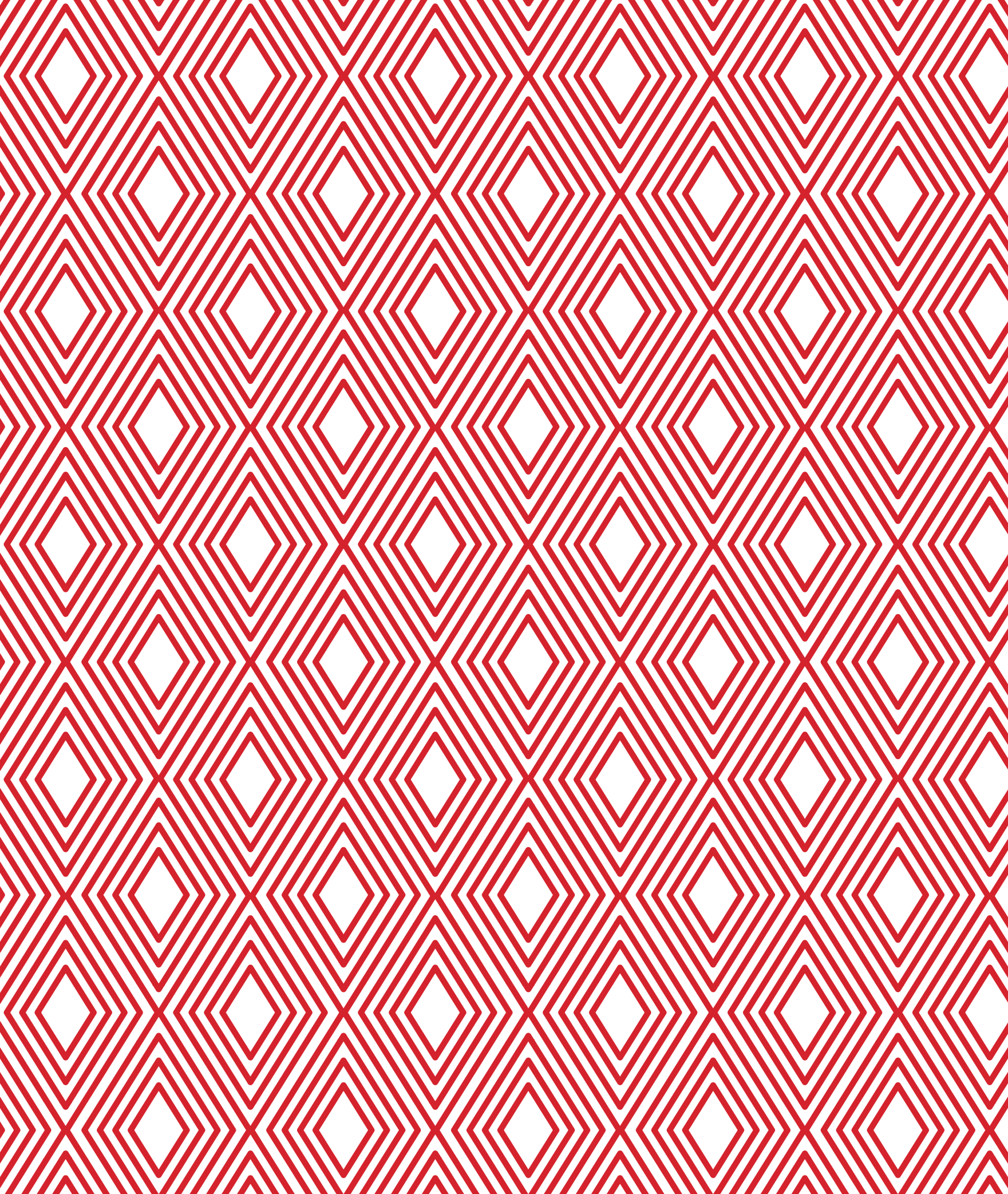
7. Conclusion

2025 a marqué une étape importante pour la présence africaine au sein des BRICS. Sous la présidence brésilienne, le continent y a été représenté par trois membres à part entière et deux pays partenaires, sur un total de neuf pays africains associés au format des BRICS, ce qui a permis aux États africains de faire entendre leur voix avec davantage de poids. Dans ce contexte, malgré la qualification des BRICS comme organisation « anti-américaine » par les États-Unis, les pays africains ont cherché à approfondir leur coopération avec le groupe sans compromettre leurs relations avec Washington, tout en s'efforçant de diversifier leurs sources de financement et de développer des canaux économiques alternatifs aux circuits occidentaux.

Tout au long de l'année, la participation des pays africains aux initiatives et aux mécanismes de coopération des BRICS a également contribué à renforcer leur visibilité et leur représentativité dans d'autres enceintes du système international. Cette dynamique est susceptible d'accroître, à l'avenir, la capacité des États africains à attirer davantage d'investissements de la part de membres des BRICS tels que la Chine et l'Inde. Elle ouvre également des perspectives encourageantes pour la mise en œuvre de nouveaux projets, notamment par l'intermédiaire de la Nouvelle Banque de développement (*New Development Bank*), dans des domaines tels que les technologies, le commerce et le climat.

19 « President Cyril Ramaphosa: Extraordinary BRICS Leaders Meeting », *South African Government*, 08.09.2025,
https://l24.im/Mk3Y9L, (Consulté le 19.03.2026).

20 « President El-Sisi Participates in BRICS Extraordinary Summit », *State Information Service Your Gateway to Egypt*,
https://l24.im/vuHce, (Consulté le 20.03.2026).



Les relations entre le Brésil et l'Afrique en 2025

9

Segâh Tekin*

1. Introduction

La politique étrangère actuelle du Brésil à l'égard de l'Afrique est guidée non seulement par les liens historiques et démographiques qui les unissent, mais aussi par le partage de l'espace maritime atlantique ainsi que par l'ambition du pays de s'affirmer comme un acteur diplomatique et économique influent sur la scène internationale, en particulier auprès des pays du Sud. L'orientation du Brésil vers l'Afrique, amorcée dans les années 1970 dans le cadre de sa politique de renforcement de la coopération avec les pays en développement, a jeté les bases de la dynamique actuelle des relations bilatérales. À cette époque, plusieurs facteurs ont favorisé ce rapprochement : l'accession à l'indépendance des colonies portugaises en Afrique, les opportunités offertes par la région – notamment dans le secteur pétrolier –, qui ont rapproché les deux rives de l'Atlantique sur les plans économique et sécuritaire, ainsi que les liens démographiques existants. À partir de 2003, sous la présidence de Luiz Inácio Lula da Silva, élu à deux reprises consécutives sous les couleurs du Parti des travailleurs (PT), le Brésil s'est affirmé à la fois comme une puissance régionale en Amérique du Sud et comme une puissance émergente à l'échelle mondiale. Fort de cette position et de ses ambitions en matière

* Prof. Dr., Département de Science politique et de relations internationales, Université Necmettin Erbakan, segahtekin@erbakan.edu.tr

de politique étrangère, le pays est devenu un acteur diplomatique et économique de premier plan en Afrique. La politique de coopération Sud-Sud menée à l'égard du continent depuis les années 1970 a été réactualisée, tandis que l'ampleur et les ressources consacrées à la coopération technique ont été sensiblement renforcées. Toutefois, à partir de 2013, les difficultés économiques et politiques traversées par le Brésil, l'orientation diplomatique adoptée sous la présidence de Jair Bolsonaro, en rupture avec celle de Lula, ainsi que les enquêtes pour corruption visant plusieurs entreprises brésiliennes actives en Afrique ont entraîné une réduction des ressources consacrées tant aux initiatives diplomatiques qu'au développement des relations économiques avec le continent. Les initiatives ASPA (Sommet Amérique du Sud–Pays arabes) et ASA (Sommet Amérique du Sud–Afrique), lancées sous l'impulsion de Lula afin de rapprocher les pays d'Amérique du Sud de l'Union africaine et de la Ligue des États arabes, ont également perdu leur dynamisme au cours de cette période. En revanche, le retour de Lula à la présidence pour un troisième mandat en 2023 a marqué une relance des orientations diplomatiques du PT, l'Afrique retrouvant, depuis lors, sa place parmi les priorités de la politique étrangère brésilienne.

Cette étude examine les principaux développements intervenus en 2025 dans les relations entre le Brésil et l'Afrique, en les analysant à travers les trois principaux axes de la politique africaine du Brésil : l'Afrique du Nord, les pays africains lusophones et les relations bilatérales entretenues avec les autres États africains partenaires du Brésil.

2. Les relations entre le Brésil et l'Afrique du Nord

Les relations avec l'Afrique du Nord revêtent une importance particulière non seulement dans le cadre de la politique africaine du Brésil, mais également au regard de sa politique moyen-orientale, qui vise à renforcer les liens avec les pays arabes. Devenu membre observateur de la Ligue des États arabes en 2003, le Brésil s'est donné pour objectif de développer ses relations diplomatiques et économiques avec les États de la région, tout en contribuant à la résolution des grandes questions diplomatiques internationales, en particulier de la question palestinienne. En 2025, les relations du Brésil avec l'Afrique du Nord se sont principalement articulées autour de l'accroissement des échanges commerciaux et du développement du tourisme.



Le Forum Brésil-Afrique 2025 s'est tenu les 4 et 5 novembre 2025 à São Paulo, au Brésil. (Source : Forum Brésil-Afrique 2026)

Les principaux partenaires du Brésil en Afrique du Nord sont l'Égypte, l'Algérie et le Maroc, avec lequel les relations sont en plein essor. Comptant parmi les plus grands producteurs mondiaux de produits agricoles et d'élevage, le Brésil occupe également une place importante dans le secteur des produits alimentaires transformés et figure depuis longtemps parmi les principaux exportateurs mondiaux de produits halal. À ce titre, les pays musulmans d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient constituent des marchés prioritaires pour les exportations brésiliennes. L'Égypte, en particulier, occupe une position stratégique en tant que porte d'entrée vers l'Afrique et le Moyen-Orient. C'est dans cette perspective que le Brésil a participé à Food Africa 2025, le plus grand salon agroalimentaire du continent africain organisé en Égypte, avec une délégation composée de huit entreprises du secteur agroalimentaire certifiées halal.[1] En 2025, l'Égypte est demeurée le premier marché d'exportation du Brésil en Afrique et le deuxième au sein de la Ligue des États arabes, derrière les Émirats arabes unis. Les initiatives brésiliennes en faveur du marché des produits halal ne se limitent toutefois pas aux exportations alimentaires. Afin d'accroître l'attractivité du pays auprès des touristes musulmans originaires d'Afrique du Nord et des pays arabes, plusieurs municipalités brésiliennes ont lancé des programmes de développement du tourisme halal.

Grâce à sa position géographique, le Maroc occupe une place stratégique tant pour les liaisons entre l'Afrique et le Brésil que pour le développement des déplacements touristiques et professionnels. Outre son attrait comme destination pour les voyageurs brésiliens, le pays constitue également une plateforme de correspondance vers d'autres destinations africaines. En 2025, les flux de touristes et de délégations d'affaires entre les deux pays ont

1 Marcos Carrieri, « Brazilian companies join Egypt trade fair », *ANBA (Brazil-Arab News Agency)*, 27.11.2025,
https://www.kisa.link/nkeIx, (Consulté le 21.03.2026).

progressé. Les vols de la Royal Air Maroc, suspendus durant la pandémie de Covid-19 puis rétablis en décembre 2024, ont vu leur fréquence augmenter en 2025 afin de répondre à la hausse de la demande.[2]

Dans le cadre des missions commerciales organisées en Afrique depuis 2023 sous la coordination du ministère brésilien des Affaires étrangères, du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et d'ApexBrasil, une délégation s'est rendue au Maroc et en Égypte du 7 au 10 avril 2025.[3] Parallèlement aux projets de coopération Sud-Sud mis en œuvre avec l'Algérie, qui bénéficient d'un important appui technique brésilien, ce pays demeure le deuxième partenaire commercial du Brésil en Afrique du Nord. En 2025, les échanges bilatéraux ont dépassé les 3 milliards de dollars, tandis que plusieurs rencontres entre diplomates et délégations commerciales ont été organisées afin de renforcer davantage les relations diplomatiques et économiques entre les deux États.[4]

3. Le Brésil et les pays africains lusophones

Aujourd'hui, plus de 55 % de la population brésilienne (soit 112,9 millions de personnes) se définit comme étant d'ascendance africaine ou métisse avec des origines africaines.[5] Ancienne colonie portugaise, le Brésil est membre fondateur de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), au sein de laquelle il partage un même espace institutionnel avec les pays africains lusophones que sont l'Angola, le Cap-Vert, la Guinée équatoriale, la Guinée-Bissau, le Mozambique ainsi que São Tomé-et-Príncipe. Parmi eux, l'Angola occupe une place particulière en tant que partenaire stratégique du Brésil.

Le 18 juillet 2025, le Brésil a été représenté, lors de la XVe Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CPLP, organisée en Guinée-Bissau, par le secrétaire aux Affaires africaines et moyen-orientales du ministère brésilien des Affaires étrangères. Placée sous les thèmes de la sécurité alimentaire et du développement durable, cette conférence a également constitué un cadre de référence pour la mise en œuvre de l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté, une initiative lancée par le Brésil dans le cadre du G20 et à laquelle participent l'ensemble des États membres de la CPLP.[6] Cette initiative a également été au cœur des travaux du 13e Forum Brésil–Afrique, organisé à São Paulo les 4 et 5 novembre 2025. À cette occasion, les diplomates

2 Marcos Carrieri, « Brasil busca investimentos no turismo », *ANBA*, 20.03.2026, https://www.kisa.link/bPyyB, (Consulté le 20.03.2026).

3 Marc Daher, « Brasil Fortalece Laços Comerciais com Marrocos e Egito e Amplia Agenda Agropecuária no Norte da África », *Centro Halal da América Latina*, https://www.kisa.link/UoePh, (Consulté le 21.03.2026).

4 ANBA, « Brasil e Argélia têm reunião de consulta política », 26.11.2025, https://www.kisa.link/GUPPr, (Consulté le 21.03.2026).

5 « Maior presença de negros no país reflete reconhecimento racial », *Agencia Brasil*, 24.12.2023, https://www.kisa.link/ZgGhZ, (Consulté le 15.03.2026).

6 BRASIL. Ministério das Relações Exteriores, « Nota à Imprensa Nº 326, XV Conferência de Chefes de Estado e de Governo da Comunidade dos Países de Língua Portuguesa - CPLP », 17.07.2025, https://www.kisa.link/VzbzU, (Consulté le 02.03.2026).

brésiliens ont réaffirmé la volonté du gouvernement de Luiz Inácio Lula da Silva de replacer l'Afrique parmi les priorités de la politique étrangère du pays. Le forum a réuni le vice-président de la Tanzanie, les vice-premiers ministres de l'Éthiopie et de l'Eswatini, ainsi que les ministres de l'Agriculture de quarante pays africains.[7]

Cependant, à la suite du coup d'État militaire survenu le 26 novembre 2025 en Guinée-Bissau, qui assurait alors la présidence tournante de la CPLP, le Brésil a publié le jour même un communiqué officiel appelant au rétablissement de l'ordre démocratique.[8] Afin d'examiner l'évolution de la situation, le premier Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de la CPLP s'est tenu par visioconférence le 16 décembre 2025. Représenté par le président Lula, le Brésil a appelé au respect des résultats électoraux, tandis que la participation de la Guinée-Bissau aux activités de la CPLP a été suspendue.[9] Le Mozambique, principal bénéficiaire de la coopération brésilienne dans le cadre de la coopération Sud-Sud parmi les États membres de la CPLP, a été visité par le président Lula le 24 novembre 2025, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Cette visite a également donné lieu à l'organisation d'un forum d'affaires réunissant des entrepreneurs brésiliens et mozambicains.[10]

4. Les acteurs régionaux en Afrique et le Brésil

Le Brésil accorde une importance particulière à ses relations avec l'Afrique du Sud, l'Égypte et le Nigeria, qui comptent parmi les principales économies du continent. Les relations avec l'Égypte s'inscrivent principalement dans le cadre plus large des liens entretenus par le Brésil avec le monde arabe et l'Afrique du Nord. Avec l'Afrique du Sud, partenaire stratégique du Brésil, la coopération repose avant tout sur les cadres multilatéraux tels que les BRICS, le G20 et le forum IBSA. En 2025, le président Luiz Inácio Lula da Silva s'est rendu en Afrique du Sud pour participer au Sommet du G20 organisé dans le pays. La même année, les échanges commerciaux bilatéraux ont atteint 2,3 milliards de dollars américains.[11]

Le Nigeria, quant à lui, se distingue non seulement par son poids économique, mais aussi par son statut de pays le plus peuplé d'Afrique et de première puissance militaire d'Afrique subsaharienne. L'initiative ASA, lancée

7 Brazil Africa Forum 2025, « Speech by Mr. Carlos Sérgio Sobral Duarte | Secretary for Africa and the Middle East of the Ministry of Foreign Affairs of Brazil »,
https://www.kisa.link/MRLUQ, (Consulté le 16.03.2026).

8 BRASIL. Ministério das Relações Exteriores, « Nota à Imprensa Nº 566, Golpe de Estado na Guiné-Bissau », 26.11.2025,
https://www.kisa.link/LDXRx, (Consulté le 07.03.2026).

9 Gisele Rech, « Guiné-Bissau é suspensa da CPLP após golpe de Estado », *Público*, 16.12.2025,
https://www.kisa.link/sJBYj, (Consulté le 26.03.2026).

10 Andreia Verdélio, « Lula arrives in South Africa for G20 Summit », *Agencia Brasil*, 21.11.2025,
https://www.kisa.link/yxAue, (Consulté le 26.03.2026).

11 BRASIL. Ministério das Relações Exteriores, « Visita de Estado do Presidente da República da África do Sul, Cyril Ramaphosa-Brasília », 09.03.2026,
https://www.kisa.link/BuFuZ, (Consulté le 16.03.2026).

sous l'impulsion du Brésil et du Nigeria afin de promouvoir la coopération entre l'Union africaine et l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), n'a pas perduré. Le Brésil a néanmoins poursuivi son engagement dans la région en privilégiant les partenariats bilatéraux.

Le 25 août 2025, le président nigérian Bola Tinubu, partenaire stratégique du Brésil,[12] a effectué une visite officielle à Brasília, où il a été reçu par le président Lula. À cette occasion, ce dernier a réaffirmé l'engagement du Brésil en faveur du développement du continent africain, tout en soulignant que les échanges commerciaux entre les deux pays étaient passés de 10 milliards de dollars en 2014 à 2 milliards de dollars en 2024, et qu'il convenait de leur redonner une nouvelle dynamique. Les deux chefs d'État ont également insisté sur la nécessité de renforcer la coopération technique du Brésil en faveur du Nigeria.

Les entretiens ont débouché sur la signature de plusieurs accords bilatéraux, notamment dans le domaine de l'aviation civile, ainsi que sur la décision d'ouvrir une liaison aérienne directe entre São Paulo et Lagos, opérée par la compagnie nigériane Air Peace. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité transnationale, le Brésil a également annoncé la nomination d'un attaché de police au Nigeria. Par ailleurs, des mémorandums d'entente ont été signés afin de mettre en place des mécanismes de consultation portant sur les questions régionales et internationales, y compris les relations économiques, ainsi que de renforcer la coopération dans les domaines de la science et de la technologie.[13]

Cette visite a également été marquée par la tenue du Forum d'affaires Brésil–Nigeria, qui a réuni des représentants des milieux économiques des deux pays. À l'heure actuelle, les exportations brésiliennes vers le Nigeria sont principalement constituées de sucre et de mélasse. Le Brésil entend toutefois diversifier ses exportations, notamment dans les secteurs des équipements destinés à l'agriculture et à la production alimentaire, ainsi que des combustibles minéraux.[14] Créé en 2013, le Mécanisme de dialogue stratégique Brésil–Nigeria a tenu sa deuxième réunion à Abuja en 2025, après plus de dix ans d'interruption, en présence du vice-président brésilien Geraldo Alckmin.[15] De même, la visite du président Tinubu constituait la première visite officielle au Brésil d'un chef d'État nigérian depuis 2012,[16] illustrant la volonté commune des deux pays d'insuffler un nouvel élan à leurs relations bilatérales.

12 BRASIL. Ministério das Relações Exteriores, « República Federal da Nigéria », 11.06.2025, https://www.kisa.link/SvWoE (Consulté le 17.03.2026).

13 Andreia Verdélio, « Brasil e Nigéria firmam acordos bilaterais durante visita de Estado », *Agencia Brasil*, 25.08.2025, https://www.kisa.link/zWwsg, (Consulté le 11.03.2026).

14 SEBRAE (O Serviço Brasileiro de Apoio às Micro e Pequenas Empresas), 22.08.2025, « Brasil e Nigéria visam fortalecer laços comerciais durante Fórum Empresarial em Brasília », https://www.kisa.link/fYzKg, (Consulté le 18.03.2026).

15 ApexBrasil, « Brasil e Nigéria reforçam parcerias em setores estratégicos », 25.06.2025, https://www.kisa.link/sUGil, (Consulté le 22.03.2026).

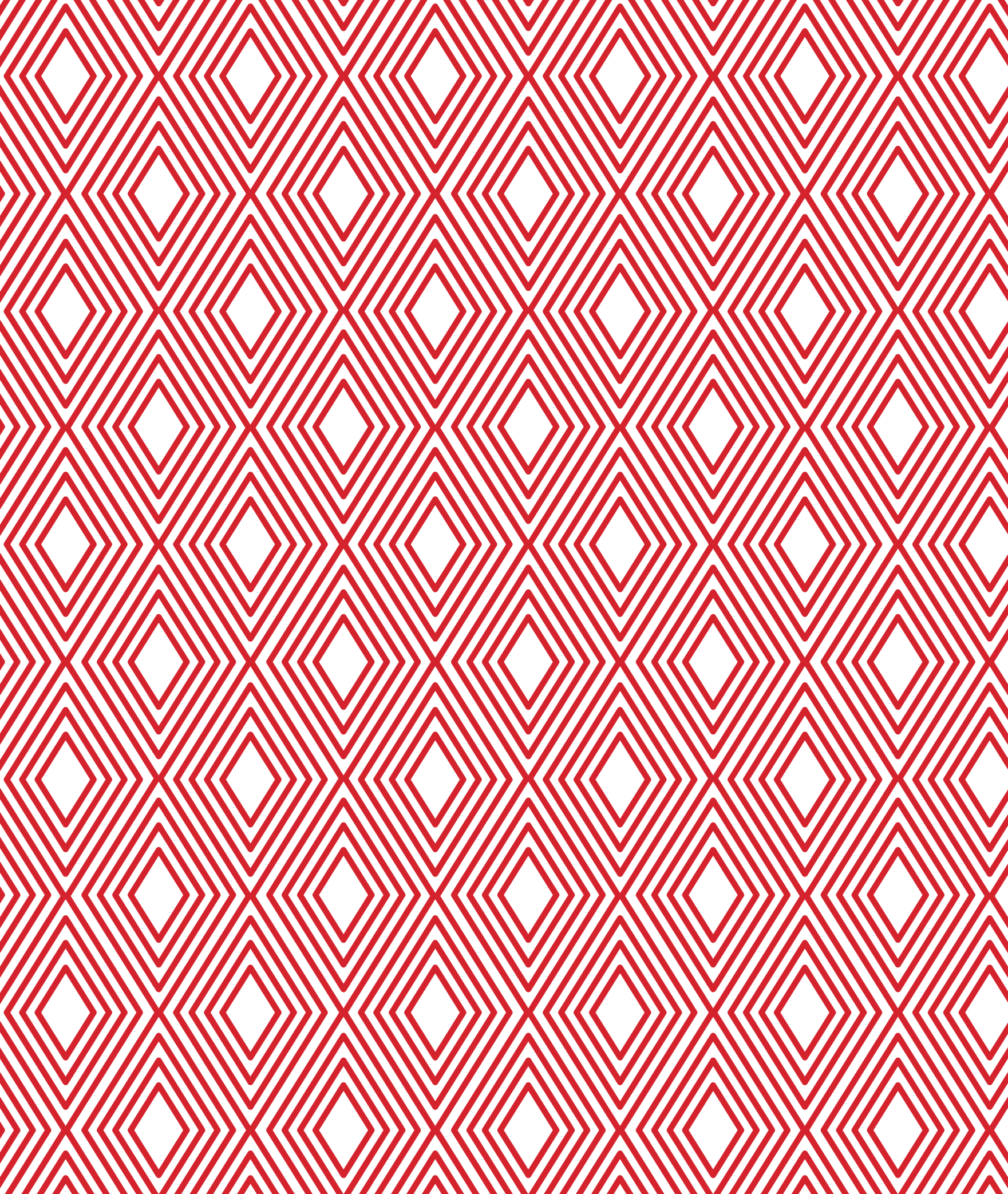
16 BRASIL. Ministério das Relações Exteriores, « República Federal da Nigéria », 11.06.2025, *op. cit.*, (Consulté le 17.03.2026).

Enfin, afin de promouvoir les échanges commerciaux entre le Brésil et l'Afrique, un mémorandum d'entente a été signé le 23 mai 2025 entre l'Agence brésilienne de gestion des fonds de garantie (ABGF) et African Trade & Investment Development Insurance (ATIDI). Ce texte prévoit notamment des mesures de soutien financier en faveur des entreprises brésiliennes afin de stimuler des échanges commerciaux bilatéraux qui, en 2024, avaient dépassé 15 milliards de dollars, enregistrant une progression de 20 % par rapport à l'année précédente.[17]

5. Conclusion

L'année 2025 s'inscrit dans la continuité de l'approche adoptée par le Brésil à l'égard de l'Afrique, prolongeant à la fois la politique de rapprochement engagée avec le continent dans les années 1970 et l'importance particulière accordée aux relations avec les pays africains à partir de 2003. Toutefois, la dynamique observée entre 2003 et 2015 s'est progressivement ralentie, sous l'effet des difficultés économiques et politiques internes au Brésil, mais aussi de la relégation de l'Afrique au second plan durant la présidence de Jair Bolsonaro. La politique africaine relancée par Luiz Inácio Lula da Silva à partir de 2023 s'est, en 2025, principalement articulée autour d'objectifs économiques. À cette date, l'Afrique du Sud, l'Égypte, l'Algérie, le Nigeria et le Maroc, qui constituent respectivement les cinq plus grandes économies du continent, figurent également parmi les pays avec lesquels le Brésil a accordé une priorité particulière au renforcement de ses relations bilatérales.

17 BRASIL. Comex, « Parceria amplia garantias de crédito para exportações entre Brasil e países africanos », 23.05.2025, https://www.kisa.link/NnzHl, (Consulté le 12.03.2026).



Les relations entre la France et l'Afrique en 2025

10

Halil Kaya*

1. Introduction

La France, qui a laissé une empreinte indélébile dans l'histoire coloniale de l'Afrique, a étendu son expansion coloniale, amorcée avec la conquête de l'Algérie en 1830, à près de la moitié du continent pendant plus d'un siècle. Même après la décolonisation, elle a conservé son statut d'acteur privilégié dans la région grâce aux mécanismes de la *Françafrique*[1]. L'année 2025 marque toutefois le début d'un démantèlement stratégique de cet héritage historique. À la suite du processus de décolonisation engagé en Afrique dans les années 1960, sont apparus, sous la présidence de Charles de Gaulle, des États officiellement indépendants mais demeurant, dans les faits, dépendants de la France. Ces États ont non seulement fourni à la France des ressources énergétiques stratégiques, des matières premières et de la main-d'œuvre, mais ils ont également servi, pendant de longues années, les intérêts français en défendant sa politique étrangère au sein de l'Organisation des Nations Unies (ONU).[2] Aujourd'hui, la France est loin d'être la seule puissance déterminante en Afrique, en particulier en Afrique de l'Ouest, où se situent la plupart de ses anciennes colonies. Face à la montée des revendications de souveraineté et à l'intensification de la concurrence multipolaire, elle est désormais confrontée à la perspective de devenir un partenaire parmi d'autres sur le continent. L'opération militaire lancée au Mali en 2013 sous le nom de Serval, puis étendue en 2014 à l'ensemble du Sahel sous l'appellation Barkhane, a pris fin en

* Docteur, Université d'Istanbul, Faculté des lettres, Département des langues et cultures africaines, halilkaya93@istanbul.edu.tr

1 La *Françafrique* est un terme utilisé pour désigner l'hégémonie politique, militaire, économique et culturelle de la France sur le continent africain.

2 Gilles Manceron, « La fin de la Françafrique ? », *Droits & Libertés*, n° 209, avril 2025, p. 25, https://www.kisa.link/wZZaI, (Consulté le 09.03.2026).

3 Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali.



La France a remis aux autorités sénégalaises la base militaire « Camp Geille » et la base aérienne située sur le site de l'aéroport de Dakar. (Source : Agence Anadolu)

2022. De même, la MINUSMA[3], mission de l'ONU, a été retirée du pays en 2023. Le remplacement de ces deux missions au Mali par le groupe militaire privé russe Wagner[4], constitue le premier signe du recul de l'influence militaire française dans la région. Dans cette perspective, le présent article analyse les évolutions militaires, économiques et culturelles qui ont marqué les relations entre la France et les pays africains au cours de l'année 2025.

2. Vers la fin de la présence militaire française

L'opération *Barkhane*, menée par la France au Sahel, a officiellement pris fin en 2022. Le transfert des forces françaises du Mali vers le Niger, intervenu après plusieurs incidents particulièrement controversés, parfois qualifiés de massacres[5], ainsi que l'incapacité de l'opération à rétablir durablement la stabilité après huit années d'engagement, a marqué un tournant décisif dans l'érosion de la présence militaire française et de sa légitimité dans la région. Toutefois, le

4 Fatih Dağ, « Cezayir ile Sahel Devletleri İttifakı Karşı Karşıya: Bir Sınır Anlaşmazlığından Bölgesel Krize mi? », Orsam,

https://www.kisa.link/irquQ, (Consulté le 08.03.2026).

5 « Malide Düğün Bombalamakla Suçlanan Barkhane Operasyonunun Sivil Ölümleri Karnesi Kabarık », Agence Anadolu, 07.01.2021,

https://www.kisa.link/IEgqL, (Consulté le 07.03.2026).

6 « Coup d'État au Niger : la junte «dénonce» des accords militaires avec la France », *Le Monde*, 04.08.2023,

https://www.kisa.link/jIBVs, (Consulté le 07.03.2026).

retrait de la France d'Afrique de l'Ouest ne s'est pas limité au seul Mali. En effet, à la suite des coups d'État intervenus au Niger[6] et au Burkina Faso[7], ces deux pays ont également dénoncé leurs accords de coopération militaire avec Paris et mis fin à la présence des forces françaises sur leur territoire. La création de l'Alliance des États du Sahel (AES) en septembre 2023, puis sa transformation en confédération par le Mali, le Burkina Faso et le Niger le 6 juillet 2024, ont confirmé cette volonté de rompre avec la présence militaire française. Après le départ des troupes françaises, les trois États ont en outre constitué un bataillon conjoint destiné à renforcer la protection de leur souveraineté et la sécurité de leur espace commun.[8] À cet égard, 2025 apparaît comme l'année où s'est achevé le retrait militaire français d'Afrique de l'Ouest, amorcé au Mali. La France a quitté le Tchad avant la fin du mois de janvier.[9] En février, elle a rétrocédé sa base militaire d'Abidjan, la capitale économique de la Côte d'Ivoire, mettant fin à sa présence militaire dans le pays.[10] Enfin, le 17 juillet, une cérémonie officielle a marqué le départ définitif des forces françaises du Sénégal, où elles étaient stationnées depuis plus de soixante ans.[11]

Ainsi, la domination que la France avait maintenue, sur le plan militaire, dans ses anciennes colonies après les indépendances s'est largement effondrée en 2025. Déjà confrontée à une forte défiance des opinions publiques en raison de son passé colonial, elle n'est plus parvenue à assumer le rôle de garant de la sécurité régionale qu'elle revendiquait depuis plusieurs décennies. Les États de la région se sont dès lors tournés vers d'autres partenaires et d'autres approches, jugés plus adaptés aux nouvelles réalités sécuritaires et plus efficaces dans la lutte contre le terrorisme. En définitive, le retrait militaire français, engagé au Mali en 2022, s'est achevé en juillet 2025 avec la fermeture de la base française au Sénégal. La présence militaire permanente que la France avait progressivement instaurée en Afrique de l'Ouest et au Sahel dans le prolongement de son héritage postcolonial a ainsi été entièrement démantelée. Hormis un camp militaire conjoint à vocation essentiellement symbolique au Gabon et la base permanente de Djibouti, la France ne dispose désormais que d'une présence militaire très limitée sur le continent africain. Au-delà de l'Afrique de l'Ouest, le renversement du président Andry Rajoelina lors du coup d'État survenu à Madagascar en octobre 2025, alors que celui-ci avait acquis la nationalité française en 2014, illustre également le recul de l'influence française dans d'autres régions du continent. Cette évolution ne peut être réduite à une simple réorganisation du dispositif militaire français. Elle traduit plus largement l'affaiblissement de l'influence de la France en Afrique ainsi que l'érosion de la confiance que nombre d'États africains lui accordaient autrefois.[12]

7 « French army officially ends operations in Burkina Faso », *France 24*, 20.02.2023,
https://www.kisa.link/fcKjQ, (Consulté le 07.03.2026).

8 « Burkina Faso leader vows AES alliance crackdown on armed groups in Sahel », *Al Jazeera*, 24.12.2025,
https://www.kisa.link/dhmQg, (Consulté le 08.03.2026).

9 « L'armée française rétrocède sa dernière base au Tchad », *Le Monde*, 30.01.2025,
https://www.kisa.link/cnieb, (Consulté le 08.03.2026).

10 « En Côte d'Ivoire, la France rétrocède sa base militaire d'Abidjan au terme d'un long processus », *Le Monde*, 20.02.2025,
https://www.kisa.link/oELmH, (Consulté le 08.03.2026).

11 « La France met fin à plus de six décennies de présence militaire permanente au Sénégal », *RFI*, 17.07.2025,
https://www.kisa.link/jlXIT, (Consulté le 08.03.2026).

12 Fatih Dağ, « Fransa'nın Askerî Çekilmesi Post-Kolonyal Afrika'da Bir Dönemin Sonu mu, Stratejik Yeniden Yapılandırma mı? », Orsam,
https://www.kisa.link/vIaYP, (Consulté le 09.03.2026).

3. La stratégie d'influence économique : la Vision Afrique et l'avenir du franc CFA

La fin de la présence militaire française sur le continent a conduit Paris à réorienter sa stratégie d'influence en privilégiant les leviers économiques, financiers et culturels afin de compenser son recul géopolitique. À partir de 2025, la France a dû renoncer au rôle de « gendarme » qu'elle exerçait traditionnellement en Afrique et cherche désormais à maintenir sa présence à travers une approche plus pragmatique, notamment au moyen d'initiatives telles que *Ambition Africa 2025*. Organisé à Paris les 18 et 19 novembre 2025, ce forum a mis l'accent sur l'idée de co-construction dans plusieurs secteurs, illustrant la volonté de la France d'inscrire ses relations avec les pays africains dans une logique de partenariat plutôt que de tutelle.[13] Cette stratégie économique se heurte toutefois à une concurrence croissante de puissances émergentes sur le continent, telles que la Türkiye, la Chine ou encore la Russie.[14] Par ailleurs, le franc CFA[15], considéré comme l'un des héritages économiques de la période coloniale française en Afrique, continue de susciter d'importants débats. L'année 2025 a notamment été marquée par l'émergence de discussions plus concrètes autour de la volonté du nouveau gouvernement sénégalais et des États membres de l'Alliance des États du Sahel (AES) de rapatrier leurs réserves de change détenues auprès du Trésor français et d'envisager la mise en place de monnaies régionales propres.[16]

4. De la Francophonie à la francophobie : vers l'effondrement de l'hégémonie culturelle française

L'année 2025 a également été marquée par une remise en question profonde de la langue française, qui constitue sans doute l'un des principaux vecteurs de l'influence de la France sur le continent africain. La contestation du statut du français comme langue officielle dans plusieurs États africains apparaît comme le signe d'un début de décolonisation linguistique. C'est dans ce contexte que le Niger a annoncé, le 17 mars, son retrait de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), bientôt suivi par le Mali et le Burkina Faso.[17] L'année 2025 a également été marquée par une remise en question profonde de la langue française, qui constitue sans doute l'un des principaux vecteurs de l'influence de la France sur le continent africain. La contestation du statut du français comme langue officielle dans plusieurs États africains apparaît comme le signe d'un début de décolonisation linguistique. C'est dans ce contexte que le Niger a annoncé, le 17 mars, son retrait de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), bientôt suivi par le Mali et le Burkina Faso.

13 *Ambition Africa 2025*, Business France, https://www.kisa.link/kWnGf (Consulté le 15.03.2026).

14 Lisa Guilcher, « La diplomatie économique de Macron en Afrique : renouvellement ou repositionnement », *Portail de l'Intelligence économique*, 10.02.2026, (Consulté le 14.03.2026).

15 Le franc CFA est la monnaie commune utilisée par 14 pays africains, anciennes colonies françaises.

16 Göktuğ Çalışkan, « Adieu franc CFA : la naissance d'une monnaie de combat », *TRT Afrika*, 16.12.2025, (Consulté le 15.03.2026).

17 « Burkina, Mali, Niger quittent la Francophonie : rupture politique, continuité linguistique », *The Conversation*, 2025, https://www.kisa.link/QPKrr, (Consulté le 15.03.2026).

En 2025, la politique mémorielle de la France à l'égard de l'Algérie est également entrée dans une nouvelle phase d'impasse. Les propositions formulées dans le cadre de l'initiative mémorielle coordonnée par l'historien Benjamin Stora, lui-même d'origine judéo-algérienne, n'ont pas rencontré l'accueil escompté du côté algérien. Ce projet, qui prévoyait notamment l'ouverture des archives relatives à la guerre d'indépendance, la création d'un musée consacré à la mémoire commune ainsi que la reconnaissance des Algériens ayant combattu aux côtés de la France, est apparu insuffisant aux yeux d'Alger. La relance, par les autorités algériennes, du projet de loi visant à condamner la France pour les essais nucléaires réalisés sur le territoire algérien — une initiative évoquée pour la première fois en 2010 — a conduit à l'échec du processus de rapprochement mémoriel et ravivé les tensions entre les deux États.[18] Par ailleurs, la décision de la France d'afficher son soutien à la position marocaine sur la question du Sahara occidental a encore accentué la crise diplomatique avec l'Algérie. Enfin, les efforts déployés par Alger pour renforcer la place de l'anglais au détriment du français dans le système éducatif témoignent du recul progressif de l'influence culturelle française, non seulement en Afrique de l'Ouest, mais également dans l'ensemble de l'espace maghrébin.[19]

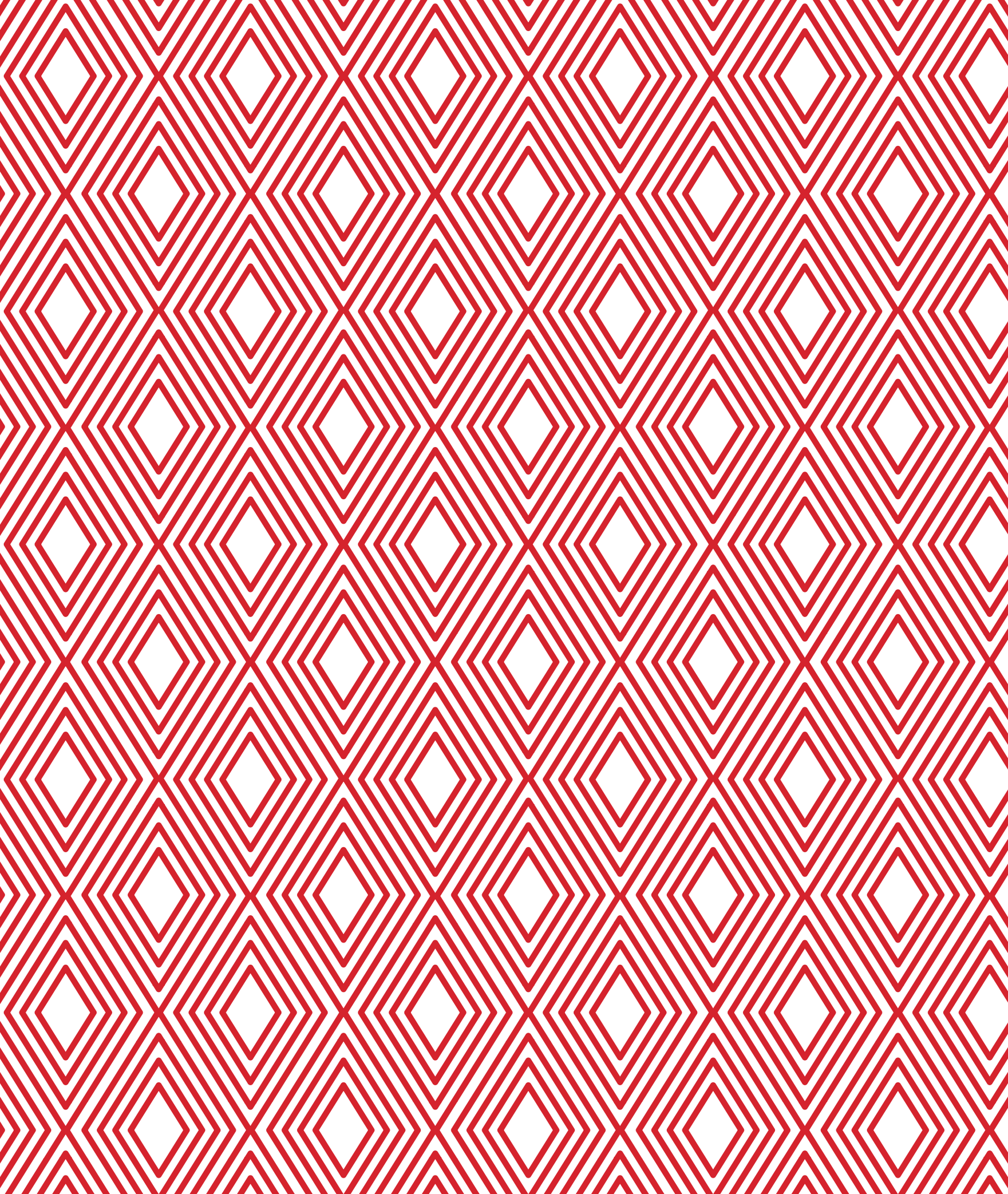
5. Conclusion

L'année 2025 a marqué un recul significatif du statut privilégié dont la France bénéficiait traditionnellement en Afrique. Si le vide laissé par son retrait militaire a été partiellement compensé par des initiatives à caractère économique, telles que *Vision Afrique 2025*, l'intensification de la concurrence sur le continent ainsi que l'affaiblissement progressif de l'attachement à la langue française, l'un des principaux vecteurs de son influence, témoignent d'un déclin structurel de la présence française en Afrique. À cet égard, les déclarations du président Emmanuel Macron, le 6 janvier 2025, reprochant aux États africains leur « manque de reconnaissance »[20], traduisent le mécontentement de Paris face à l'évolution de sa position sur le continent. Le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko lui a répondu en rappelant que l'intervention menée en Libye sous la présidence de Nicolas Sarkozy avait largement contribué à la déstabilisation de la région. Malgré ces évolutions, la France demeure l'un des principaux acteurs en Afrique. Toutefois, l'année 2025 marque l'ouverture d'une nouvelle phase, dans laquelle elle est désormais contrainte d'évoluer dans un environnement concurrentiel plus équilibré face à des puissances telles que la Türkiye, la Chine ou la Russie. Elle révèle également qu'une partie des anciens États coloniaux français privilégie désormais la construction d'une identité politique plus *souveraine*, tournée vers les alternatives offertes par un ordre international multipolaire, plutôt que la perpétuation d'une identité strictement *francophone*.

18 Brahim Oumansour, « Tensions entre l'Algérie et la France : une crise à enjeux multiples », *Le Rubicon*, 14.05.2025,
https://www.kisa.link/PwfIG, (Consulté le 15.03.2026).

19 Aksil Ouali, « Algérie : l'anglais devra remplacer le français à l'université dès la rentrée 2025-2026 », *Agence Anadolu*,
https://www.kisa.link/TusOR, (Consulté le 15.03.2026).

20 Faisant référence au combat mené par la France contre les groupes terroristes radicaux en Afrique de l'Ouest depuis 2013, Emmanuel Macron a déploré l'ingratitude des pays africains au regard de leurs politiques antifrançaises : « Interventions contre le terrorisme en Afrique : «On a oublié de nous dire merci», déplore Macron », *Le Monde*, 06.01.2025,
https://www.kisa.link/nfYrQ, (Consulté le 15.03.2026).



Les relations entre l'Allemagne et l'Afrique en 2025

11

Ahmet Bülbül*

1. Introduction

L'année 2025 marque une étape importante dans la politique africaine de l'Allemagne, en ce qu'elle traduit une volonté de rendre plus visible sur le terrain le « *partenariat stratégique* » que Berlin invoque depuis plusieurs années. *Les Principes directeurs de la politique africaine* (« *Afrikapolitische Leitlinien* »), publiés par le gouvernement fédéral allemand en janvier 2025, définissent l'Afrique comme un espace directement lié à la sécurité, à la prospérité et à la compétitivité internationale de l'Allemagne. Les visites diplomatiques, les engagements financiers et les partenariats institutionnels conclus au cours de l'année constituent autant de manifestations concrètes de ce repositionnement stratégique. Dans cette perspective, cet article analyse la manière dont la politique africaine de l'Allemagne s'est progressivement redéfinie en 2025, au-delà du seul registre des valeurs normatives, sous l'effet de dynamiques géoéconomiques telles que la concurrence internationale, la transition énergétique, la gestion des migrations et la sécurisation des chaînes d'approvisionnement.

2. Les Principes directeurs de la politique africaine

La publication, en janvier 2025, des *Principes directeurs de la politique africaine* par le gouvernement fédéral allemand constitue l'une des prin-

* Docteur, Université Nuh Naci Yazgan, Faculté des sciences économiques et administratives, Département de science politique et d'administration publique, ahmetbulbul38@hotmail.com

cipales initiatives politiques de l'année.[1] Ce document présente l'Afrique comme « *l'un des nouveaux centres de gravité du monde multipolaire* » en raison de sa population jeune, de son potentiel économique, de ses ressources stratégiques et de son influence croissante au sein des organisations internationales. Il reconnaît ainsi que la sécurité, la prospérité et la capacité d'action diplomatique de l'Allemagne sont désormais étroitement liées aux évolutions du continent africain. Si le document continue de mettre en avant les droits de l'homme, la démocratie, l'État de droit et la bonne gouvernance, ces principes sont désormais articulés de manière plus explicite aux intérêts stratégiques de l'Allemagne, notamment en matière de transition énergétique, d'approvisionnement en matières premières critiques, de diversification des chaînes d'approvisionnement et de maîtrise des migrations irrégulières. Dans cette perspective, l'Afrique est présentée, en particulier dans les domaines de l'hydrogène vert, des énergies renouvelables et des minerais stratégiques, comme le « prolongement extérieur » de la transition énergétique allemande et européenne. Le document adopte par ailleurs une approche intégrée des questions de sécurité et de migration. Dans le cadre de la coopération avec l'Union africaine (UA), les Nations Unies (ONU) et l'Union européenne (UE), il privilégie une stratégie de sécurité indirecte et institutionnelle visant, d'une part, à limiter les migrations irrégulières et, d'autre part, à favoriser le recrutement en Afrique d'une main-d'œuvre qualifiée répondant aux besoins du marché du travail allemand.[2]

3. La tournée africaine du Président Steinmeier

La tournée africaine effectuée à l'automne 2025 par le Président fédéral Frank-Walter Steinmeier a constitué l'une des initiatives diplomatiques les plus marquantes de l'année. Les visites au Caire le 1er novembre, au Ghana les 3 et 4 novembre, puis en Angola du 5 au 7 novembre, témoignent de la volonté de Berlin d'aborder désormais l'Afrique non plus uniquement sous l'angle de l'aide au développement, mais aussi à travers les enjeux du commerce, de l'investissement, des infrastructures et des chaînes d'approvisionnement. L'accent mis sur « *l'emploi, le commerce et les investissements* », notamment lors des étapes au Ghana et en Angola, illustre la volonté de l'Allemagne d'inscrire plus clairement sa politique africaine dans une logique géoéconomique.[3] Néanmoins, comparées à la présence continue et multidimensionnelle de puissances telles que la Chine ou la Türkiye sur le continent, ces visites n'ont eu qu'un impact limité. Si elles témoignent d'une prise de conscience stratégique croissante de la part de Berlin, elles n'ont pas

1 Gouvernement fédéral allemand, « Shaping Partnerships Together in a Changing World: Africa Policy Guidelines », Auswärtiges Amt, janvier 2025,
https://www.kisa.link/FtEML, (Consulté le 20.01.2025).

2 Gouvernement fédéral allemand, « Shaping Partnerships Together in a Changing World: Africa Policy Guidelines », Auswärtiges Amt, janvier 2025,
https://www.kisa.link/FtEML, (Consulté le 20.01.2025).

3 Martina Schwikowski, « Bundespräsident Steinmeier setzt auf mehr Handel mit Afrika », *Deutsche Welle*, 31.10.2025,
https://www.kisa.link/oQOdR, (Consulté le 05.11.2025) ; Felix Dappah, « From Ghana to Angola: Germany Deepens African Engagements with Presidential Visits », *The African Courier*, 2025,
https://www.kisa.link/ibQzF, (Consulté le 08.11.2025).



Dans le cadre de la visite du Président allemand Frank-Walter Steinmeier au Ghana, celui-ci s'est entretenu avec le Président ghanéen John Dramani Mahama le 3 novembre 2025. (Source : Site officiel de la Présidence du Ghana)

permis de compenser les désavantages structurels auxquels l'Allemagne demeure confrontée dans la compétition pour l'influence en Afrique.[4]

4. Les contacts au niveau du ministère de la Coopération au développement : la visite en Afrique du Sud et le prêt de la KfW

L'engagement de l'Allemagne en Afrique s'est également renforcé au niveau ministériel. La visite effectuée en Afrique du Sud par la ministre fédérale de la Coopération économique et du Développement, Reem Alabali-Radovan, du 23 au 25 juillet 2025, a donné lieu à des échanges concrets dans les domaines de la transition énergétique, de la formation professionnelle et de la coopération au développement. Dans un communiqué, le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) a souligné que cette visite avait pour objectif principal de « *renforcer la coopération économique et le partenariat stratégique* » avec l'Afrique du Sud. Il a également mis en avant la présence de plus de 600 entreprises allemandes et de plus de 100 000 salariés dans le pays.

Parmi les principaux domaines de coopération figurent le développement des piles à combustible à hydrogène, la formation d'une main-d'œuvre qualifiée dans le secteur des énergies renouvelables ainsi que le renforcement des capacités de production de vaccins et de médicaments.[5] De son côté, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) a indiqué

4 Daniela Vates, « Wie die Bundesregierung die deutschen Interessen in Afrika sieht », *RND*, 08.01.2025,
https://www.kisa.link/BHfcz, (Consulté le 15.01.2025) ;
Rama Yade et Defne Arslan, « To Counter Chinese and Russian Influence in Africa, Turkey Could Be a Decisive Ally for the US and Europe », *Atlantic Council*, 10.09.2025,
https://www.kisa.link/YVOyx, (Consulté le 20.09.2025).

5 « Africa Visit: Development Minister Reem Alabali Radovan in South Africa: Strengthen Economic Cooperation and Strategic Partnership », *BMZ*, 23.07.2025,
https://www.kisa.link/zJegs, (Consulté le 28.07.2025).

que la politique africaine de l'Allemagne s'inscrivait dans une approche conciliant la *responsabilité mondiale* de Berlin avec les attentes et les dynamiques émanant du continent africain.[6]

La dimension économique de cette visite s'est concrétisée avec l'annonce, le 25 juillet 2025, d'un prêt d'environ 500 millions d'euros accordé par la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW). Ce financement vise à soutenir la réforme du secteur énergétique sud-africain, à renforcer les infrastructures du réseau électrique destinées à intégrer l'énergie solaire et éolienne, ainsi qu'à créer un environnement plus favorable aux investissements privés.[7] Au-delà de son importance pour la politique climatique, ce prêt constitue également un instrument stratégique destiné à créer de nouvelles opportunités d'investissement et d'affaires pour les entreprises allemandes. Toutefois, en raison du respect d'exigences élevées en matière de normes environnementales et sociales, ce type de financement progresse plus lentement que les investissements chinois dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures. Cette situation illustre de manière concrète le dilemme auquel est confrontée la politique africaine de l'Allemagne: "*des principes ambitieux, mais une capacité d'action limitée*".[8]

5. Le sommet du G20 et les visites de haut niveau

Le chancelier fédéral Friedrich Merz et le ministre fédéral des Finances Lars Klingbeil ont représenté l'Allemagne au plus haut niveau lors du sommet du G20, organisé à Johannesburg les 22 et 23 novembre 2025.[9] Le fait que le sommet se déroule pour la première fois sur le continent africain a symbolisé, au niveau représentatif, le poids croissant de l'Afrique dans l'économie mondiale et le système de gouvernance. La tenue, pour la première fois, de ce sommet sur le continent africain a constitué un symbole fort de l'importance croissante de l'Afrique dans l'économie mondiale et dans les mécanismes de gouvernance internationale. Les discussions ont principalement porté sur la transition énergétique, les matières premières critiques, la croissance économique et la soutenabilité de la dette. À l'issue du sommet, Friedrich Merz a déclaré que **«** l'Afrique et l'Europe sont voisines et ont besoin l'une de l'autre **»**, soulignant ainsi que le continent ne devait plus être considéré uniquement comme un espace de coopération au développement, mais également comme un partenaire indispensable pour relever les grands défis mondiaux.[10] De son côté, Lars Klingbeil a insisté sur la nécessité de renforcer la coopération internationale dans les domaines de l'investissement,

6 Josephilda Nhlapo-Hlope, « Global Responsibility, African Impetus », *GIZ*, 21.07.2025,
https://www.kisa.link/OvqOB, (Consulté le 28.07.2025).

7 Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ), « Growth Opportunities through Renewable Energy: KfW Loan Benefits German and South African Companies », 25.07.2025,
https://www.kisa.link/tZEty, (Consulté le 30.07.2025).

8 Philipp von Carlowitz et Simon Züfle, « Das chinesische Afrika-Engagement - und die Folgen für die deutsche Wirtschaft und Politik », *Wirtschaftsdienst*, vol. 105, n° 6 (2025), p. 439-443,
https://www.kisa.link/sABuQ, (Consulté le 15.07.2025).

9 Gouvernement fédéral d'Allemagne, « G20 Summit in South Africa », 21.11.2025,
https://www.kisa.link/VVwWK, (Consulté le 25.11.2025).

10 Gouvernement fédéral d'Allemagne, « Press Conference by Chancellor Friedrich Merz and Federal Minister of Finance Lars Klingbeil after the G20 Summit », 23.11.2025,
https://www.kisa.link/qbXlC, (Consulté le 27.11.2025).

de l'innovation et du financement de la lutte contre le changement climatique.[11]

6. Les partenariats multilatéraux : l'Union africaine et la CEDEAO

Tout au long de l'année 2025, l'Allemagne a privilégié une approche fondée sur les partenariats multilatéraux et institutionnels plutôt que sur de grandes initiatives bilatérales. À l'issue des consultations tenues en novembre 2025, Berlin s'est engagé à accroître sa contribution financière en faveur de projets alignés sur les priorités de l'*Agenda 2063* de l'Union africaine, réaffirmant ainsi sa volonté de renforcer la coopération dans les domaines du commerce, de l'énergie, des infrastructures ainsi que de la paix et de la sécurité.[12] De même, l'aide de 49 millions d'euros accordée à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) témoigne de la volonté de l'Allemagne de promouvoir la stabilité et le développement économique en Afrique de l'Ouest à travers des mécanismes institutionnels.[13] Cette orientation reflète également le choix de Berlin de privilégier une stratégie fondée sur la légitimité et l'action collective, plutôt que de revendiquer un rôle de leader exclusif sur le continent.

7. La pression du secteur privé : l'appel en faveur d'un «Afrikawende»

L'un des développements marquants de la politique africaine de l'Allemagne en 2025 a été l'intensification des pressions exercées par le secteur privé sur le gouvernement fédéral. Dans une analyse publiée le 16 octobre 2025, la Subsahara-Afrika Initiative der Deutschen Wirtschaft (SAFRI) a souligné que l'Afrique ne devait plus être considérée uniquement comme « *le marché de demain* », mais comme un partenaire stratégique essentiel pour la résilience économique de l'Allemagne. L'organisation a également estimé que la politique africaine de Berlin devait être repensée à la lumière des enjeux liés à la sécurité de l'approvisionnement en matières premières, à la diversification des chaînes d'approvisionnement et à la conquête de nouveaux relais de croissance.[14] Dans le même esprit, la Fédération des chambres allemandes de commerce et d'industrie (DIHK) a relevé, dans une évaluation publiée le 29 septembre 2025, que des acteurs tels que la Chine, la Türkiye, la Russie et l'Inde agissaient sur le continent avec davantage de rapidité et une plus grande propension à prendre des risques. Selon cette analyse, l'approche allemande demeure insuffisante tant en termes de vitesse que d'am-

11 Ministère fédéral des Finances (Allemagne), « G20 Summit in Johannesburg », 24.11.2025,
https://www.kisa.link/mlKYC, (Consulté le 27.11.2025).

12 Union africaine, « AU and Germany Deepen Strategic Partnership, Advance Agenda 2063 Priorities », 19.11.2025,
https://au.int/fr/node/45682, (Consulté le 25.11.2025).

13 « L'Allemagne met 49 millions d'euros à la disposition de la CEDEAO pour cette fin », *Afriquinfos*, 06.11.2025,
https://www.kisa.link/OuGGZ, (Consulté le 12.11.2025).

14 Initiative pour l'Afrique subsaharienne de l'économie allemande (SAFRI), « Afrikawende jetzt gestalten: SAFRI legt konkrete Forderungen für neue Afrikapolitik vor », 16.10.2025,
https://www.kisa.link/SIvku, (Consulté le 20.10.2025).

pleur.[15] À la lumière de ces constats, les représentants du secteur privé ont appelé Berlin à adopter une stratégie africaine plus claire, plus ambitieuse et mieux coordonnée, en réclamant des mesures concrètes visant notamment à renforcer les mécanismes de financement, à améliorer le partage des risques et à réduire les obstacles bureaucratiques.[16] Ces demandes rejoignent les critiques récurrentes dénonçant un "*écart entre la planification et la mise en œuvre*": si l'Allemagne se distingue par sa capacité à élaborer des stratégies et des documents d'orientation, elle apparaît plus réservée lorsqu'il s'agit d'agir avec la rapidité, l'ampleur et le niveau de partage des risques attendus par les acteurs économiques.[17]

8. La coopération en matière de matières premières dans le cadre de l'Union européenne

Une part importante de la politique africaine de l'Allemagne en 2025 s'inscrit dans le cadre plus large des orientations stratégiques de l'Union européenne à l'égard de l'Afrique. Dans le domaine des matières premières critiques et stratégiques en particulier, Berlin mobilise largement ses capacités nationales à travers les instruments communs de l'Union. Avec l'adoption, en 2024, du Règlement européen sur les matières premières critiques (Critical Raw Materials Act – CRMA), la diversification des chaînes d'approvisionnement est devenue une priorité stratégique pour l'UE. Dans cette perspective, l'Afrique est identifiée comme l'un des principaux partenaires extérieurs de cette politique. Lors du sommet Union africaine–Union européenne, tenu à Luanda en novembre 2025, les engagements politiques ont été renouvelés. Toutefois, selon l'analyse de la Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), les projets concrets de l'Union dans les domaines des matières premières et de l'industrie en Afrique demeurent en retrait par rapport à ceux de ses concurrents, tant en termes de rapidité que d'ampleur, en raison d'un portefeuille de projets limité et du caractère fragmenté des financements mobilisés dans le cadre de l'initiative « *Global Gateway* ».[18] L'Allemagne met en œuvre cette coopération principalement à travers des mécanismes européens communs tels que Team Europe, Global Gateway et la Banque européenne d'investissement (BEI). Comme le souligne le rapport de la SWP, les partenariats de l'Union européenne en matière de matières premières ont jusqu'à présent davantage progressé dans les domaines de la gouvernance, de l'harmonisation des normes et du renforcement des capacités que dans ceux de l'industrialisation locale et de l'intégration des pays africains dans les chaînes de valeur, pourtant au cœur des priorités exprimées par les partenaires afri-

15 Thando Sililo et Heiko Schwiderowski, «Afrikawende jetzt: Deutsche Wirtschaft muss Afrikas Märkte stärker nutzen », Association des chambres de commerce et d'industrie allemandes (DIHK), 29.09.2025,
https://www.kisa.link/HWwlq, (Consulté le 05.10.2025).

16 Reuters, « German Policy Needs Decisive Africa Shift, Association Says », 15.10.2025,
https://www.kisa.link/voQxh, (Consulté le 20.10.2025).

17 Luisa von Richthofen, « Deutschlands Afrika-Problem: Kein Plan, keine Chancen? », *Deutsche Welle*, 17.07.2025,
https://www.kisa.link/jRkkD, (Consulté le 22.07.2025) ;
Reuters, « German Policy Needs Decisive Africa Shift, Association Says », (op. cit.).

18 Meike Schulze, « Strategic Raw Material Cooperation between Africa and Europe », *SWP Comment*, 2026/C 07, 09.02.2026,
https://www.kisa.link/vanCM, (Consulté le 15.02.2026).

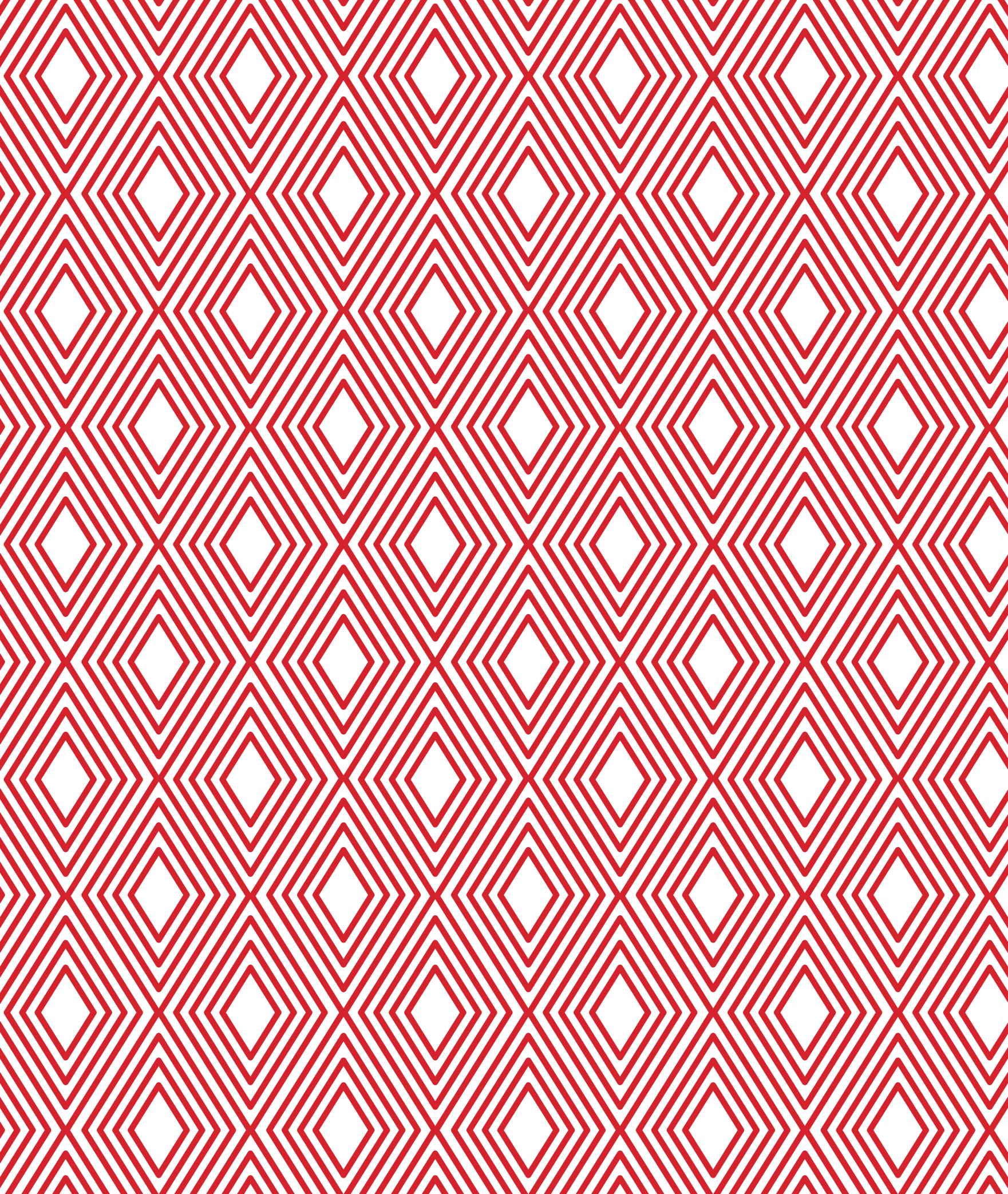
cains.[19] Cette situation montre que les investissements allemands dans les secteurs de l'énergie et des matières premières en Afrique s'inscrivent moins dans une stratégie nationale autonome que dans la recherche, par l'Union européenne, d'une plus grande résilience stratégique. Elle révèle également que les dispositifs actuels de financement peinent encore à répondre au rythme de la concurrence géoéconomique qui s'intensifie sur le continent.[20]

9. Conclusion

L'année 2025 a été marquée par la volonté de l'Allemagne de traduire sur le terrain le repositionnement stratégique affiché dans son discours à l'égard de l'Afrique. Les *Principes directeurs de la politique africaine*, publiés en janvier, ont trouvé une traduction concrète tout au long de l'année à travers la tournée africaine de Frank-Walter Steinmeier, la visite de Reem Alabali-Radovan en Afrique du Sud, l'octroi d'un prêt de 500 millions d'euros par la KfW, la participation au sommet du G20 de Johannesburg ainsi que le renforcement des partenariats institutionnels avec l'Union africaine et la CEDEAO. Si ces initiatives témoignent d'un intérêt croissant de Berlin pour le continent africain, les appels du secteur privé en faveur d'un **«** *Afrikawende* **»** ainsi que le caractère fragmenté des mécanismes de financement au niveau européen montrent que cette dynamique demeure encore limitée en termes de rapidité, d'ampleur et de capacité de mise en œuvre. Face au modèle chinois fondé sur des investissements rapides et de grande envergure, ainsi qu'à l'approche plus flexible de la Türkiye, qui combine diplomatie, commerce et coopération au développement, le modèle allemand, plus institutionnel et plus prudent, a continué en 2025 à souffrir d'un désavantage concurrentiel. Ainsi, si la politique africaine de l'Allemagne en 2025 traduit une prise de conscience stratégique croissante et un engagement diplomatique et financier plus soutenu, elle demeure encore à un stade où cet engagement n'a pas pleinement été transformé en une stratégie véritablement structurante et capable de produire des effets durables sur le continent.

19 Meike Schulze, « Strategic Raw Material Cooperation between Africa and Europe », *SWP Comment*, 2026/C 07, 09.02.2026,
https://www.kisa.link/vanCM, (Consulté le 15.02.2026).

20 Anja Berretta, « Trade with Africa: New Old Dependencies? », *Konrad-Adenauer-Stiftung, International Reports*, n° 2 (2025),
https://www.kisa.link/dhoQC, (Consulté le 10.05.2025).



Les relations entre le Royaume-Uni et l'Afrique en 2025

12

Mehmet Ali Mert* | Gökhan Sırmali**

1. Introduction

Les relations entre le Royaume-Uni et l'Afrique présentent, sur le plan historique, une structure multidimensionnelle façonnée par l'héritage colonial, les liens du Commonwealth, la coopération au développement et les échanges commerciaux. Toutefois, le processus de repositionnement de la politique étrangère britannique engagé à la suite du Brexit a progressivement fait de l'Afrique une priorité stratégique de plus en plus affirmée.

L'année 2025 constitue, à cet égard, un tournant majeur marqué par une redéfinition des priorités et des modalités de la relation entre le Royaume-Uni et le continent africain. Elle coïncide également avec un renforcement de la visibilité de l'Afrique au sein des mécanismes de gouvernance mondiale. La présidence du G20 assurée par l'Afrique du Sud, ainsi que la participation institutionnelle de l'Union africaine (UA) à ce forum pour la première fois, témoignent de l'affirmation croissante du continent comme acteur à part entière de la gouvernance internationale. Cette évolution ouvre de nouvelles perspectives pour des puissances telles que le Royaume-Uni, engagées dans une redéfinition de leur politique africaine.[1]

Depuis 2024, la politique britannique à l'égard de l'Afrique semble évoluer vers une approche davantage fondée sur la concertation et la coproduction des politiques publiques. Le vaste processus de consultations mené entre novembre

* Maître de conférences, Université Recep Tayyip Erdoğan, Faculté des sciences économiques et administrative, Département de relations internationales, Türkiye, mehmetali.mert@erdogan.edu.tr, ORCID : 0000-0002-1436-7888

** Dr. Chargé de Cours Université Recep Tayyip Erdoğan, Faculté des sciences économiques et administratives, Département de relations internationales, Türkiye, gokhan.sirmali@erdogan.edu.tr, ORCID : 0000-0002-5568-4951

1 Government of South Africa, « G20 Presidency », 2025, https://www.kisa.link/oorEZ (Consulté le 10.04.2026).

2024 et mai 2025, comprenant des échanges dans quarante pays africains ainsi que des consultations avec quarante-sept gouvernements et de nombreuses organisations internationales, a constitué le socle institutionnel de cette réorientation.[2]

Le présent article retrace d'abord les fondements historiques des relations entre le Royaume-Uni et l'Afrique jusqu'à la fin de l'année 2024, avant d'analyser les évolutions observées en 2025 dans les domaines de la sécurité, de l'économie, de la santé, des migrations et de la diplomatie publique.

2. Les relations entre le Royaume-Uni et l'Afrique jusqu'à la fin de l'année 2024

Jusqu'à une période récente, les relations entre le Royaume-Uni et l'Afrique se sont principalement développées autour de l'aide au développement, de l'assistance technique et d'échanges commerciaux relativement limités. Au cours des années 2000, marquées par la prééminence des instruments normatifs de la politique étrangère britannique, l'approche de Londres à l'égard du continent reposait largement sur une logique d'aide au développement.[3] À partir de 2024, ce modèle a toutefois commencé à évoluer avec l'adoption d'une approche accordant une place plus importante aux priorités et aux attentes exprimées par les partenaires africains. Le renforcement des relations avec le Nigéria au rang de partenariat stratégique, ainsi que l'accent mis sur une coopération orientée vers la croissance avec l'Afrique du Sud, ont constitué les premiers signes de cette réorientation, qui s'est affirmée de manière plus explicite au cours de l'année 2025.[4]

3. Le nouveau cadre des relations entre le Royaume-Uni et l'Afrique en 2025

L'année 2025 marque une étape décisive dans la redéfinition des relations entre le Royaume-Uni et l'Afrique. Au cours de cette période, Londres a commencé à repositionner le continent dans une perspective multidimensionnelle, en le considérant à la fois comme un partenaire commercial, un partenaire en matière de sécurité, un acteur de la coopération sanitaire et un espace d'influence diplomatique. Cette évolution repose sur le passage d'une relation centrée sur l'aide au développement à un modèle privilégiant les partenariats et les investissements, ainsi que sur une approche fondée sur le principe de « *penser avec l'Afrique, et non pour l'Afrique* »[5]. Néanmoins, le contenu stratégique de cette nouvelle orientation ainsi que ses instruments de mise en œuvre demeurent encore insuffisamment définis.[6]

2 Gov. UK, « The UK's New Approach to Africa: Summary of Consultation », 02.06.2025,
https://www.kisa.link/FrFYL, (Consulté le 10.04.2026).

3 Manu Lekunze, « The Limits of Offensive Liberalism: UK Grand Strategy in Africa », *Journal of International Relations and Development*, 27.10.2025,
https://www.kisa.link/tyqII, (Consulté le 10.04.2026).

4 Gov. UK, « The UK's New Approach to Africa », (op. cit.).

5 Gov. UK, « The UK's New Approach to Africa », (op. cit.).

6 Lekunze, « The Limits of Offensive Liberalism », (op. cit.).



Le vice-président de la République d'Afrique du Sud, Paul Mashatile, a accueilli le Premier ministre du Royaume-Uni, Keir Starmer, lors de la cérémonie d'ouverture du Sommet des dirigeants du G20, organisé le 22 novembre 2025 à Johannesburg. (Source : Agence Anadolu)

Ainsi, l'année 2025 reflète à la fois un repositionnement stratégique et une mise en lumière des tensions persistantes entre les ambitions discursives et les capacités réelles de projection.[7] Par ailleurs, la perspective d'un engagement américain plus restreint et transactionnel en Afrique ouvre des espaces aux acteurs tiers sur le continent. Dans ce contexte, la nouvelle doctrine développée par le Royaume-Uni doit être analysée comme l'expression d'un effort de positionnement stratégique au sein d'un équilibre mondial des forces en pleine mutation.[8]

4. La dimension sécuritaire

En 2025, la dimension sécuritaire des relations entre le Royaume-Uni et l'Afrique s'est nettement renforcée et diversifiée. Au-delà de la coopération militaire, ce partenariat couvre désormais un large éventail de domaines, notamment la lutte contre le terrorisme, la cybersécurité et la sécurité maritime. Les acteurs africains considèrent le Royaume-Uni comme un partenaire fiable, en raison de son poids diplomatique sur la scène internationale et de son expertise technique dans les questions de sécurité. À ce titre, ils souhaitent le voir jouer un rôle plus actif dans la prévention des conflits, la consolidation de la paix et la représentation de leurs intérêts au sein des enceintes internationales.[9] Le partenariat en matière de sécurité et de défense développé avec le Nigeria constitue une illustration concrète de cette évolution.[10]

7 Gov. UK, « Statistics on International Development: Provisional UK Official Development Assistance Spend 2025 », 09.04.2026,
https://www.kisa.link/hEYbf, (Consulté le 10.04.2026).

8 Congressional Research Service, « U.S. Assistance for Sub-Saharan Africa: An Overview », 07.11.2023,
https://www.kisa.link/IQjnr, (Consulté le 10.04.2026).

9 Gov. UK, « The UK's New Approach to Africa », (op. cit.).

10 Gov. UK, « Third UK-Nigeria Security and Defence Partnership Dialogue 2025 Communique », 01.08.2025,
https://www.kisa.link/lDNST, (Consulté le 10.04.2026).

Les menaces transnationales, telles que le terrorisme, les migrations irrégulières, la cybercriminalité et la manipulation de l'information, renforcent par ailleurs l'interdépendance entre l'Afrique et le Royaume-Uni dans le domaine de la sécurité.[11] Cette situation montre que Londres considère désormais les défis sécuritaires africains comme étant directement liés à sa propre sécurité nationale.[12]

Dans les débats sur la sécurité en Afrique de l'Ouest, le Royaume-Uni ne s'impose pas comme un acteur militaire de premier plan sur le terrain. Il est toutefois fréquemment présenté, notamment au regard des critiques adressées au modèle français, comme une approche alternative. Le « modèle britannique » se caractérise par un engagement militaire plus limité, une coopération fondée sur le volontariat dans le cadre du Commonwealth et une relation privilégiant les partenariats avec les acteurs locaux.[13] Cette approche illustre le positionnement du Royaume-Uni comme un acteur de sécurité dont l'influence repose avant tout sur son pouvoir normatif et sur ses réseaux institutionnels. Par ailleurs, le rôle de Londres en tant que grande place financière internationale confère également une dimension sécuritaire indirecte à son action en Afrique, en facilitant l'intégration des ressources naturelles et des flux financiers africains dans les marchés internationaux.

5. La dimension économique

En 2025, la dimension économique s'est imposée comme le principal pilier des relations entre le Royaume-Uni et l'Afrique. Cette approche repose toutefois davantage sur le commerce, l'investissement et la mobilisation du secteur privé que sur l'aide au développement.[14] En 2025, les échanges commerciaux entre le Royaume-Uni et les pays africains ont atteint environ 49 milliards de livres sterling, les services y occupant une place de plus en plus importante. Parallèlement, Londres a cherché à mobiliser les capitaux privés au moyen d'instruments financiers tels que *Mobilist* et de partenariats dans le domaine des infrastructures, lançant de nouvelles initiatives d'investissement, notamment dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures et de l'économie numérique. De leur côté, les partenaires africains mettent l'accent sur la diversification économique, le développement d'une production à plus forte valeur ajoutée et le renforcement du commerce intra-africain. Cette convergence témoigne d'une relation économique qui s'articule désormais autour des objectifs de transformation structurelle et de développement.[15]

La tenue, en mai 2025, du premier *Forum Royaume-Uni–Afrique de l'Est sur le commerce et l'investissement*, qui a réuni des entreprises britanniques et des partenaires venus du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie, la visite du ministre

11 Gov. UK, « UK-Nigeria Security and Defence Partnership Dialogue », (op. cit.).

12 Lekunze, « The Limits of Offensive Liberalism », (op. cit.).

13 University of Navarra, « The Presence of the French Military in the Sahel: A Lasting Commitment or a Distant Fantasy? », 19.05.2025, https://www.kisa.link/UPgpI, (Consulté le 10.04.2026).

14 Lekunze, « The Limits of Offensive Liberalism », (op. cit.) ; Gov. UK, « UK-Nigeria Security and Defence Partnership Dialogue », (op. cit.).

15 Gov. UK, « The UK's New Approach to Africa », (op. cit.).

britannique du Commerce en Afrique du Sud et au Botswana en janvier 2025, l'adoption d'un plan de croissance avec l'Afrique du Sud, ainsi que le lancement, en juillet 2025, du Partenariat pour la croissance et l'investissement, illustrent la volonté du Royaume-Uni de structurer sa coopération économique avec le continent à travers des plateformes concrètes.[16] Par ailleurs, l'ouverture régionale en Afrique de l'Est, articulée autour du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie, montre que Londres tient également compte des dynamiques d'intégration économique régionale.[17] L'ensemble de ces initiatives met en évidence une stratégie économique souple et sélective, déployée à plusieurs niveaux et adaptée aux spécificités des différents espaces africains.

6. La dimension sanitaire

En 2025, la santé s'est imposée comme l'un des nouveaux piliers des relations entre le Royaume-Uni et l'Afrique. Le premier Dialogue Royaume-Uni–Afrique sur la santé, organisé à Londres en novembre 2025, témoigne de l'institutionnalisation progressive de cette coopération autour de la sécurité sanitaire. Les discussions ont notamment porté sur le renforcement des capacités de prévention, de détection et de réponse face aux menaces sanitaires, sur l'adoption de l'approche « Une seule santé » (One Health) — intégrant la santé humaine, animale et environnementale — ainsi que sur la mise en place de mécanismes communs de préparation aux crises.[18] Ces évolutions traduisent une redéfinition de la santé comme un enjeu directement lié à la sécurité nationale et mondiale.

En 2025, les relations sanitaires entre le Royaume-Uni et l'Afrique ont ainsi évolué vers un véritable partenariat en matière de sécurité sanitaire. À cet égard, le Sommet Royaume-Uni–Afrique sur la santé organisé en 2024 et le Dialogue sur la santé tenu en 2025 constituent deux étapes décisives dans l'institutionnalisation de cette nouvelle dynamique.[19] la décision du Royaume-Uni de réduire d'environ 15 % sa contribution au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme en 2025 a suscité des critiques quant à son rôle de chef de file dans le domaine de la santé mondiale. Cette évolution met en évidence le décalage entre un discours insistant de plus en plus sur le partenariat et la réciprocité, d'une part, et les moyens financiers effectivement mobilisés, d'autre part.

7. La dimension migratoire

En 2025, la question migratoire s'est imposée comme un volet multidimensionnel des relations entre le Royaume-Uni et les pays africains. Les acteurs africains attribuent principalement les migrations aux difficultés économiques, aux effets du changement climatique et aux défis sécuritaires, tout en appelant

16 Gov. UK, « Growth at the Heart of Foreign Secretary's Visit to Nigeria and South Africa », 03.11.2024,
https://www.kisa.link/MPfRP, (Consulté le 10.04.2026).

17 HM Treasury, « Boost for British Business as New Partnership Breaks Down Barriers to Infrastructure Delivery in South Africa », 17.07.2025,
https://www.kisa.link/wwUvP, (Consulté le 10.04.2026).

18 Gov. UK, « Communique on the Inaugural United Kingdom-Africa Centres for Disease Control High-Level Health Dialogue », 25.11.2025,
https://www.kisa.link/knlzb, (Consulté le 10.04.2026).

19 Andrew Mitchell, « UK-Africa Health Summit 2024: Minister Andrew Mitchell's Speech », Foreign, Commonwealth & Development Office, 18.03.2024,
https://www.kisa.link/zbZXV, (Consulté le 10.04.2026).

à des réponses structurelles. Le Royaume-Uni, en revanche, privilégie une approche centrée sur la lutte contre l'immigration irrégulière, les mécanismes de retour et la gestion des frontières. Par ailleurs, les politiques de visas, souvent perçues comme un obstacle aux échanges économiques, universitaires et diplomatiques, apparaissent comme un facteur structurel freinant l'approfondissement des relations bilatérales.[20]

Le Nigeria constitue le principal cas d'étude dans ce domaine. Le communiqué conjoint publié à l'issue du Dialogue Royaume-Uni–Nigeria sur les migrations, la justice et les affaires intérieures en 2025 montre que les deux parties abordent la question migratoire sous l'angle de la gouvernance des flux, de la coopération judiciaire et de la lutte contre la criminalité. De même, le dialogue consacré à la sécurité et à la défense a mis l'accent sur la sécurité des frontières, la lutte contre les migrations irrégulières et le démantèlement des réseaux criminels organisés. Ainsi, en 2025, la migration est devenue un domaine de gouvernance intégré, étroitement lié aux politiques de sécurité, de gestion des frontières et d'affaires intérieures.[21]

Les accords de réadmission conclus en 2025 avec l'Angola et la Namibie, ainsi que l'instauration de restrictions de visas à l'encontre des pays refusant de coopérer, illustrent clairement l'utilisation de la politique migratoire comme instrument de politique étrangère. À cet égard, les relations migratoires entre le Royaume-Uni et les États africains peuvent être analysées comme un champ stratégique situé à l'intersection de la politique extérieure et de la sécurité intérieure, où sont mobilisés conjointement des instruments de pression et d'incitation.[22]

D'autre part, l'investissement d'environ 400 millions de dollars consacré par le Royaume-Uni aux infrastructures énergétiques en Éthiopie témoigne de la volonté d'établir un lien direct entre développement économique et réduction des pressions migratoires. Ce type d'initiative s'inscrit dans une stratégie visant à agir sur les causes profondes des migrations en améliorant les conditions structurelles dans les pays d'origine, plutôt qu'à se limiter à la gestion de leurs conséquences.[23]

8. La dimension de la diplomatie publique

L'un des principaux atouts du Royaume-Uni en Afrique réside dans sa capacité de soft power. Les établissements d'enseignement, les programmes de bourses, la diffusion mondiale de la langue anglaise, les vecteurs d'influence culturelle – notamment le sport et les médias – ainsi que les réseaux diasporiques constituent les principaux leviers de son influence durable sur le conti-

20 Gov. UK, « The UK's New Approach to Africa », (op. cit.).

21 Gov. UK, « Nigeria-United Kingdom Migration, Justice, and Home Affairs Dialogue 2025: Joint Communique », 09.10.2025,

https://www.kisa.link/Uanzz, (Consulté le 10.04.2026).

22 Gov. UK, « UK-Nigeria Migration Dialogue », (op. cit.).

23 Reuters, « UK Investor Signs $400 Million Power Deals on Foreign Minister' Ethiopia Visit », 02.02.2026,

https://www.kisa.link/GIeWF, (Consulté le 10.04.2026).

nent.[24] À cet égard, le programme UK/Kenya Season 2025 figure parmi les initiatives les plus emblématiques en matière de diplomatie publique. Mis en œuvre par le British Council entre mai et novembre 2025, ce programme visait à renforcer les échanges entre les deux pays à travers des manifestations publiques, des partenariats créatifs et des actions de visibilité dans les domaines des arts, de la culture, du patrimoine et de l'éducation. À ce titre, la UK/Kenya Season illustre la manière dont le Royaume-Uni mobilise la diplomatie publique comme un instrument stratégique permettant de développer des réseaux, de favoriser les interactions entre élites et de produire un capital culturel dans ses relations avec les pays africains.[25]

9. Conclusion

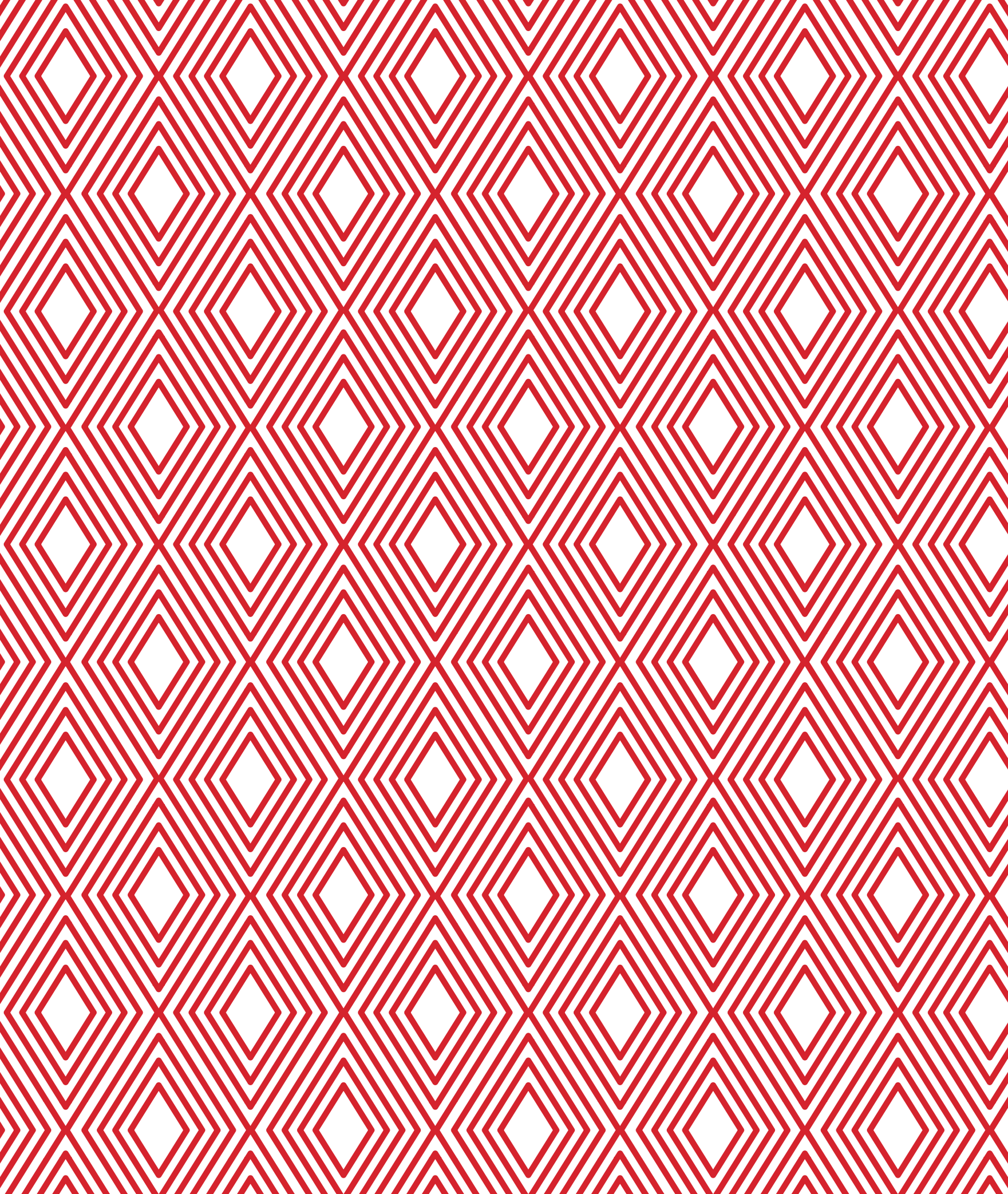
L'année 2025 marque une phase de transformation dans les relations entre le Royaume-Uni et l'Afrique, caractérisée par une redéfinition de leurs priorités. Le renforcement des capacités et la coopération fondée sur les réseaux dans le domaine de la sécurité, le recours à des instruments financiers dans les relations économiques, l'émergence d'un partenariat fondé sur la sécurité sanitaire dans le secteur de la santé, ainsi que l'articulation croissante des politiques migratoires avec les enjeux de sécurité et les instruments de politique étrangère constituent les principales dimensions de cette nouvelle approche. Toutefois, si cette évolution traduit, sur le plan discursif, une volonté affirmée de repositionnement stratégique, sa mise en œuvre demeure limitée par plusieurs contraintes, notamment des capacités économiques restreintes, la diminution des budgets consacrés à l'aide au développement et l'intensification de la concurrence internationale. Cette situation met en évidence la persistance d'un décalage entre les ambitions affichées et les moyens effectivement mobilisés dans la politique africaine du Royaume-Uni.

En définitive, l'année 2025 apparaît comme une période de transition, au cours de laquelle un nouveau cadre stratégique des relations entre le Royaume-Uni et l'Afrique a commencé à se dessiner, tout en laissant apparaître les limites de cette réorientation. Dans cette perspective, le Royaume-Uni peut être considéré comme un acteur dont la visibilité en Afrique demeure relativement limitée, mais dont l'influence reste significative.

24 Gov. UK, « The UK's New Approach to Africa », (op. cit.).

25 British Council, « Ghana, South Africa and Botswana Delegation visits Harrow, Richmond & Uxbridge Colleges »,

https://www.kisa.link/EaWXF, (Consulté le 10.04.2026)



Les relations entre l'Italie et l'Afrique en 2025

13

Raşit Yenigün*

1. Introduction

Les relations entre l'Italie et le continent africain se sont historiquement structurées autour de l'héritage colonial, de la dépendance énergétique, des interactions commerciales et des dynamiques migratoires. Les liens géographiques et culturels étroits, notamment avec l'Afrique du Nord, font de l'Afrique depuis longtemps une priorité stratégique de la politique étrangère italienne. À l'horizon 2025, les relations entre l'Italie et l'Afrique s'inscrivent dans un cadre plus global, multidimensionnel et stratégique. Au cours de cette période, les autorités de Rome dépassent l'approche traditionnelle axée sur la sécurité et la migration irrégulière, et positionnent l'Afrique comme un partenaire d'importance stratégique en matière de sécurité de l'approvisionnement énergétique, de diversification des chaînes d'approvisionnement et de nouvelles opportunités de marché.

L'année 2025 se distingue comme une période au cours de laquelle la politique africaine de l'Italie connaît une transformation qualitative allant au-delà d'une simple augmentation quantitative. Les engagements diplomatiques développés notamment à travers des plateformes et des sommets multilatéraux ont placé la stratégie africaine de Rome au cœur de l'agenda européen. Le principal moteur de cette transformation est constitué par le « *Plan Mattei* », entré, à compter de 2025, dans une phase de mise en œuvre à part entière. Ce plan propose un nouveau paradigme de coopération fondé sur les principes de bénéfice mutuel et de « partenariat d'égal à égal », en lieu et place des approches traditionnelles

* Raşit Yenigün, Université des sciences sociales d'Ankara, Institut des études régionales, Master en études africaines, ryenigun@gmail.com

fondées sur l'aide et marquées par une conception paternaliste. Dans ce cadre, le présent article examine les évolutions enregistrées dans les relations entre l'Italie et l'Afrique en 2025 dans le cadre du *Plan Mattei*.

2. La concrétisation du Plan Mattei

L'année 2025 constitue un tournant critique au cours duquel le *Plan Mattei*, cessant d'être un cadre théorique, s'est transformé en une politique d'État opérationnelle. Annoncé en 2024 sous la direction de la Première ministre Giorgia Meloni, le plan s'était initialement limité à 9 pays désignés comme pays pilotes (Algérie, Égypte, Maroc, Tunisie, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya et Mozambique), mais a atteint, au cours de l'année 2025, un champ d'action élargi couvrant au total 14 pays avec l'intégration de l'Angola, du Ghana, de la Mauritanie, du Sénégal et de la Tanzanie au processus.[1] Cette expansion témoigne de la détermination de Rome à développer un engagement plus institutionnalisé et systématique à l'échelle du continent.

Le *Plan Mattei* a évolué au-delà d'une approche limitée, centrée sur l'énergie, vers un modèle de développement multidimensionnel couvrant des secteurs essentiels tels que les infrastructures, l'agriculture, l'éducation, la santé et la gestion de l'eau. À cet égard, le plan constitue un exemple de « *gouvernance économique de l'État* », dans le cadre duquel les ressources publiques sont mobilisées de manière à stimuler les investissements du secteur privé et où des mécanismes de partage des risques sont activement mis en œuvre.[2]

La légitimité internationale du plan a été renforcée par le « *Sommet Italie-Afrique: un pont pour une croissance commune* », organisé à Rome en juin 2025. La participation de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, au sommet ainsi que les déclarations qu'elle y a prononcées ont démontré que ledit plan progressait dans un cadre conceptuellement et opérationnellement aligné sur la stratégie de l'Union européenne (UE) intitulée « *Global Gateway* ». L'indicateur financier le plus concret de cette coordination diplomatique a été le paquet d'investissements d'environ 1,2 milliard d'euros annoncé dans le cadre du Sommet.[3]

3. Vision méditerranéenne de la sécurité énergétique

À compter de 2025, le secteur de l'énergie est devenu l'un des principaux facteurs déterminant l'influence géopolitique de l'Italie dans sa politique africaine.

1 Daniele Fattibene, « The Mattei Plan for Africa: From Aid to Partnership? Recommendations for the 2026 Italy-Africa Summit », *Istituto Affari Internazionali*, 28.11.2025,

https://www.kisa.link/ACLox, (Consulté le 17.03.2026).

2 Daniele Fattibene, *op. cit.*

3 Commission européenne, « President von der Leyen in High-Level Event to Strengthen EU-Africa Cooperation under the Mattei Plan and Global Gateway », 19.06.2025,

https://www.kisa.link/eTwDQ, (Consulté le 21.03.2026).



Le Sommet intitulé « Plan Mattei et Global Gateway : un effort conjoint avec le continent africain » s'est tenu le 20 juin 2025 à Rome, capitale de l'Italie. (Source : Agence Anadolu)

Les projets stratégiques menés par l'intermédiaire d'ENI, le géant énergétique national, ont hissé l'Italie au rang d'acteur énergétique et sécuritaire majeur dans le bassin méditerranéen. La détermination financière qui sous-tend cette vision s'est concrétisée avec l'ambitieux plan d'investissement annoncé en avril 2025 par le PDG d'ENI, Claudio Descalzi. L'entreprise a alloué un budget d'environ 24 milliards d'euros sur les quatre prochaines années afin d'accroître sa capacité de production énergétique en Algérie, en Libye et en Égypte.[4] Cette initiative d'investissement vise à la fois à répondre à la demande énergétique locale dans la région et à renforcer structurellement la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'Europe.

Dans ce processus, Rome cherche à réduire sa dépendance à l'égard des ressources énergétiques russes tout en se positionnant comme un « hub d'approvisionnement et de distribution énergétique » essentiel pour l'UE. En 2025, l'atteinte de la pleine capacité de production de l'installation Coral South au Mozambique et les décisions finales d'investissement prises pour le projet Coral North figurent parmi les résultats concrets de la stratégie de diversification de l'approvisionnement.[5] En outre, l'augmentation de la capacité du gazoduc Transmed reliant l'Europe via la Tunisie a consolidé le rôle central de l'Italie dans la géopolitique énergétique méditerranéenne.[6]

Dans le domaine des énergies renouvelables, l'année 2025 a été une période au cours de laquelle les projets ont enregistré des avancées concrètes. L'inter-

4 Reuters, « Italy's Eni to Invest $26 Billion in North Africa Over Next Four Years, CEO Says », 08.04.2025,
https://www.kisa.link/IkAQC, (Consulté le 24.03.2026).

5 Eni, « Eni Announces Final Investment Decision for Mozambique Coral North Project », 2025,
https://www.kisa.link/HBsEk, (Consulté le 24.03.2026).

6 Francis Ghilès, *As North African Energy Links Are Redrawn, Italy Becomes Europe's Southern Gas Hub*, CIDOB, Barcelone, 2022,
https://www.kisa.link/ZHQQo, (Consulté le 24.03.2026).

connexion électrique ELMED reliant l'Italie à la Tunisie, soutenue par des institutions financières internationales, est entrée dans la phase de mise en œuvre et de préparation des travaux de construction, constituant ainsi une étape critique vers l'intégration des systèmes électriques de l'Europe et de l'Afrique du Nord.[7] Parallèlement, la déclaration commune d'intention signée dans le cadre du projet SoutH2 (Corridor Sud de l'hydrogène) entre l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, l'Algérie et la Tunisie montre que les fondements politiques et institutionnels nécessaires au développement d'une infrastructure énergétique fondée sur l'hydrogène ont été établis.[8] De surcroît, sa priorisation par la Commission européenne parmi les projets énergétiques stratégiques démontre que cette initiative a acquis une position centrale au regard des objectifs européens en matière de sécurité de l'approvisionnement énergétique et de transition verte.

4. La présidence du G7 et la diplomatie d'investissement

L'Italie a utilisé sa présidence du G7 en 2025 comme un instrument diplomatique efficace pour redéfinir sa politique africaine à l'échelle mondiale. Les autorités de Rome ont inscrit à l'ordre du jour du G7 des problématiques structurelles telles que l'allègement du poids de la dette des pays africains et la résorption du déficit de financement, mettant ainsi en avant un modèle de développement axé sur l'investissement.

L'un des résultats les plus marquants de cette approche a été l'octroi, par l'intermédiaire de la banque italienne de développement Cassa Depositi e Prestiti (CDP), d'un prêt de 250 millions d'euros à l'Africa Finance Corporation (AFC).[9] Ce financement a notamment été orienté vers des projets d'infrastructures d'envergure soutenant l'intégration régionale, tels que le « *Corridor de Lobito* ».[10] Cette initiative positionne l'Italie sur le continent non seulement comme un acheteur d'énergie, mais également comme un partenaire majeur contribuant au développement régional.

5. Développement social, agriculture et capital humain

Selon les données du gouvernement italien, la valeur totale des projets mis en œuvre en Afrique en 2025 a atteint 1,4 milliard d'euros. Ce budget vise, plutôt qu'à constituer un ensemble classique de « mesures d'aide », à générer une valeur concrète sur le terrain au moyen d'investissements fondés sur des projets, de prêts à taux préférentiels et de mécanismes de transfert de technologies. Cette dimension du *Plan Mattei* s'est notamment affirmée dans les domaines de la sécurité alimentaire et de l'éducation.[11]

7 ELMED Project (Terna & STEG), « The ELMED Project: Italy-Tunisia Electricity Interconnection »,
https://elmedproject.com/, (Consulté le 24.03.2026).

8 Ministère fédéral de l'Économie et de l'Action climatique, « Joint Political Declaration of Intent to Develop the Southern Hydrogen Corridor Signed by Five Countries in Rome », 21.01.2025,
https://www.kisa.link/mjTII, (Consulté le 02.04.2026).

9 SACE, « Cassa Depositi e Prestiti and SACE Provide EUR250 Million to Africa Finance Corporation », 20.06.2025,
https://www.kisa.link/uymcG, (Consulté le 04.04.2026).

10 Africa Finance Corporation, « AFC Secures Strategic Partnerships to Advance Lobito Corridor Project », 2025,
https://www.africafc.org/, (Consulté le 18.04.2026).

11 Euronews, « Italy Reviews Progress on Mattei Plan at Africa Summit in Ethiopia », 13.02.2026,
https://www.kisa.link/VGMsF (Consulté le 18.04.2026).

Parmi les initiatives mises en œuvre dans ce cadre, le « Centre de formation Enrico Mattei », axé sur la formation professionnelle et le transfert de technologies en Algérie, ainsi que les projets d'infrastructures visant à renforcer les chaînes de valeur agricoles le long du Corridor de Lobito en Angola revêtent une importance stratégique. De même, le développement rural est soutenu, en Afrique de l'Ouest, par l'intermédiaire des pôles agro-industriels en Côte d'Ivoire et des programmes de sécurité alimentaire mis en œuvre au Sénégal. Sur l'axe de l'Afrique de l'Est, les investissements visant à renforcer les infrastructures de santé en Éthiopie se distinguent, tandis que les coopérations développées avec le Kenya dans les domaines des biocarburants et de l'agriculture-énergie constituent des exemples concrets de transfert de technologies dans le domaine des énergies renouvelables.[12]

Ces initiatives, qui se sont accélérées en 2025, consolident la « puissance douce » de l'Italie dans la région tout en constituant les fondements d'une stratégie à long terme axée sur le traitement sur place des causes structurelles des migrations.

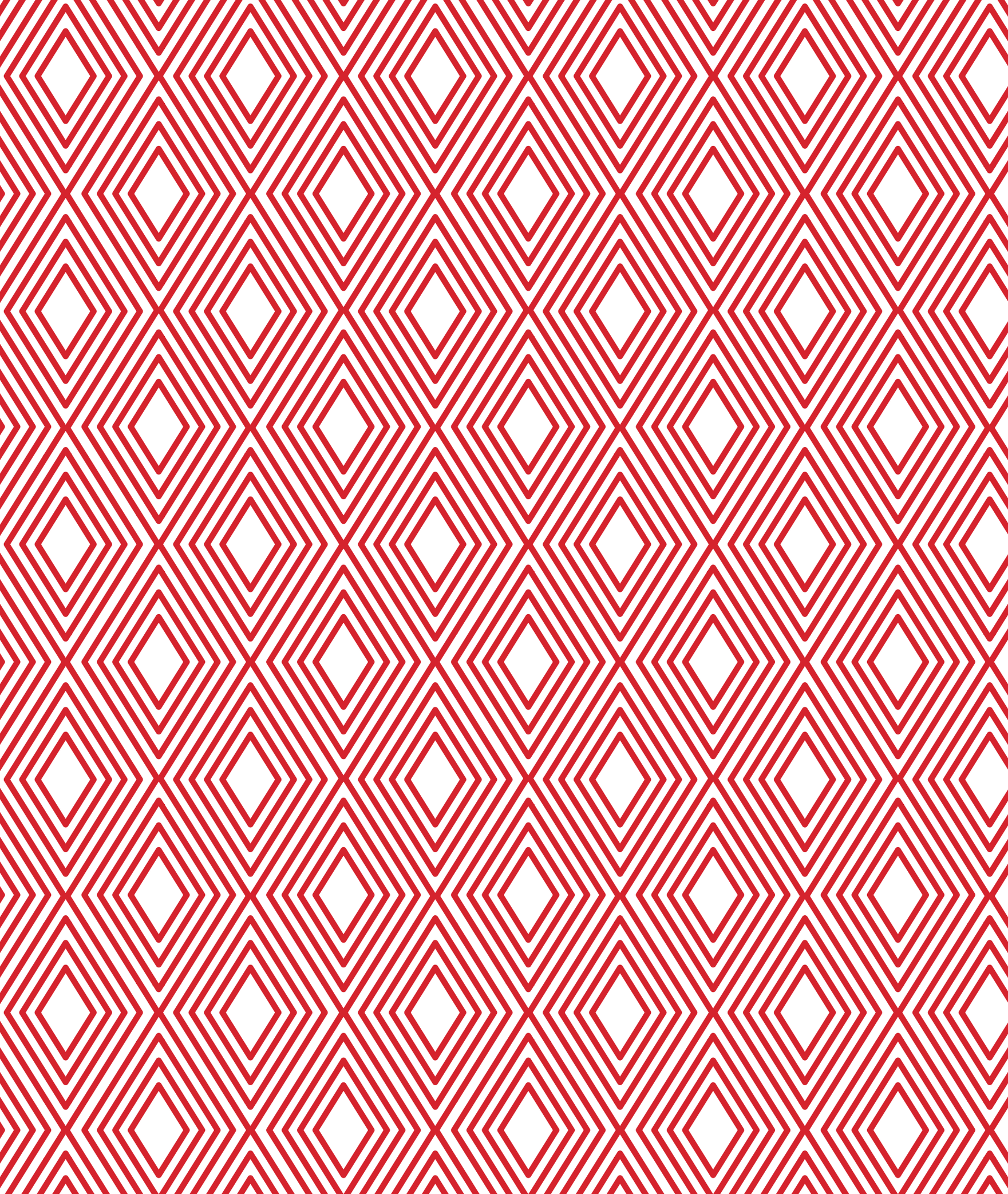
6. Conclusion

L'année 2025 constitue une période au cours de laquelle s'est confirmée une transformation structurelle, multidimensionnelle et qualitative de la politique africaine de l'Italie. Le *Plan Mattei* a fait émerger un nouveau paradigme stratégique en fondant les relations de Rome avec l'Afrique sur l'investissement, le partenariat et les principes de bénéfice mutuel. Alors que les mesures déterminées prises dans les domaines de l'énergie, des infrastructures et de la finance renforcent l'influence de l'Italie sur le continent, l'alignement stratégique établi avec l'UE a élargi la légitimité internationale de cette politique.

Dans ce contexte, l'année 2025 a constitué une période au cours de laquelle l'Italie s'est affirmée dans les politiques africaines de l'UE non seulement comme un « acteur de mise en œuvre », mais également comme un acteur visionnaire, moteur et pionnier. Le nouveau modèle développé par Rome constitue à cet égard un point de référence pour les relations futures de l'Europe avec le continent. En conclusion, à compter de 2025, l'Italie se positionne en Afrique non seulement comme un acteur économique, mais également comme un acteur stratégique influent jouant un rôle déterminant dans la mise en forme d'un nouveau modèle de partenariat mondial.

12 Agenzia Nova, « Mattei Plan: Here are the Main Projects Carried out in African Countries », 2026,

https://www.kisa.link/zlqkG, (Consulté le 18.04.2026).



Les relations entre les États-Unis et l'Afrique en 2025

14

Meysune Yaşar*

1. Introduction

En tant que l'un des principaux espaces de la compétition entre les grandes puissances, l'Afrique a également été le théâtre d'évolutions importantes en 2025. Si l'approche des États-Unis à l'égard de la région, qui constitue l'un des principaux thèmes de ces évolutions, constitue également le point de départ de la présente étude, celle-ci s'articule autour de trois axes majeurs : la compétition stratégique structurée autour de l'axe géopolitique, la coopération économique et les politiques de développement, et enfin les politiques de sécurité et la coopération militaire. En 2025, d'importants changements dans la politique des États-Unis à l'égard de l'Afrique ont été observés dans ces différents domaines, et la présente étude examine ces évolutions à l'aune des dynamiques de continuité et de changement de la politique africaine des États-Unis.

Le premier des trois axes majeurs au cœur de cette réflexion est celui de la compétition géopolitique et stratégique. Il s'agit de répondre à la question de savoir dans quelle mesure la présence croissante de la Chine sur le continent a influé sur la place de l'Afrique dans la politique étrangère des États-Unis. Le deuxième axe de l'étude, consacré à la coopération économique et aux politiques de développement, s'intéresse à la place de l'économie dans les relations que les États-Unis entretiennent avec le continent et évalue ces relations à la lumière des mesures prises en 2025. Le dernier axe, relatif aux politiques de sécurité et à la coopération militaire, cherche à déterminer comment les États-Unis ont appréhendé les crises liées à la sécurité, de plus en plus nombreuses sur le continent. Dans son ensemble, l'étude examine, du point de vue de la politique étran-

* Maître de conférences, Université Medeniyet d'Istanbul, Département de relations internationales, meysune.yasar@medeniyet.edu.tr



Sous la médiation du président des États-Unis Donald Trump, un accord de paix a été signé le 4 décembre 2025 à Washington entre le président de la République du Rwanda, Paul Kagame, et le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi. (Source : Le président Donald Trump, le président Paul Kagame de la République du Rwanda et le président Félix Tshisekedi de la République démocratique du Congo signent les Accords de Washington pour la paix – La Maison-Blanche

gère des États-Unis, l'approfondissement de la compétition stratégique sur le continent, l'intensification des relations économiques et la montée des menaces sécuritaires régionales, et propose une évaluation spécifique de l'année 2025.

2. Rivalité stratégique et dimension géopolitique

Outre la sphère d'influence que la Chine a établie sur le continent dans le cadre de son Initiative « la Ceinture et la Route », la politique de la Russie, axée sur la sécurité, est considérée par les États-Unis non seulement à travers ses actions d'engagement dans les domaines militaire, économique et du développement, mais également comme une expansion stratégique. Dans ce contexte, l'année 2025 a été marquée, dans l'approche des États-Unis à l'égard de l'Afrique, par une forte mise en avant de la compétition stratégique. Les principaux domaines dans lesquels cette compétition s'est intensifiée concernent le rôle du continent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et les ressources naturelles dont il dispose ; des minerais tels que le cuivre, le cobalt et le lithium revêtent une importance cruciale pour les processus de transition énergétique. En 2025, l'accès à ces ressources s'est imposé comme un enjeu majeur pour les États-Unis et, dans ce cadre, l'importance stratégique de pays africains tels que la République démocratique du Congo (RDC) et la Zambie s'est accrue.[1] Dans le domaine des investissements dans les infrastructures, le *Projet du Corridor de Lobito*, qui re-

1 U.S. Department of State, « Strategic Partnership Agreement Between the Government of the United States of America and the Government of the Democratic Republic of the Congo », 04.12.2025, (Consulté le 10.03.2026).

lie la RDC, la Zambie et l'Angola et s'étend jusqu'au port de Lobito, sur la côte atlantique, a également été considéré comme important par les États-Unis. Le projet vise à intégrer les minerais critiques de l'Afrique aux marchés mondiaux par l'intermédiaire des États-Unis et à créer des itinéraires alternatifs aux projets d'infrastructures développés par la Chine sur le continent.[2]

Le Somaliland, autre point important de la compétition stratégique et géopolitique, fait également l'objet d'une attention particulière en raison de sa position à l'intersection des routes maritimes commerciales autour de la mer Rouge et du golfe d'Aden. Par ailleurs, la proximité du Somaliland avec le détroit de Bab el-Mandeb renforce la valeur géopolitique de la région. Le 12 juin 2025, Scott Perry, membre de la Chambre des représentants des États-Unis, a présenté à la Chambre des représentants une proposition de loi visant à autoriser le Président à reconnaître le Somaliland.[3] Bien que la proposition soit restée au stade de projet, la position du Somaliland a donné lieu à d'importants débats à la Chambre des représentants en tant que l'un des espaces de la compétition stratégique.

Alors que les États-Unis accordent la priorité à l'augmentation des investissements dans les infrastructures et au renforcement de leur attention portée aux points stratégiques afin de contrebalancer l'influence de la Chine dans la région, leur approche de la présence russe sur le continent s'inscrit principalement dans un cadre axé sur la sécurité. La Russie, qui développe sa présence sur le continent par l'intermédiaire de sociétés de sécurité et de coopérations militaires, a notamment bénéficié, ces dernières années, d'importantes opportunités d'élargir sa sphère d'influence avec la multiplication des coups d'État militaires dans la région du Sahel et le renforcement des tendances politiques hostiles à l'Occident.[4] Dans ce contexte, l'aggravation, en 2025, des tensions dans les relations des régimes militaires du Mali, du Niger et du Burkina Faso avec les pays occidentaux, ainsi que les initiatives prises par les pays du Sahel en vue de mettre en place leur propre architecture de sécurité (Alliance des États du Sahel), ont été considérées comme des évolutions susceptibles de limiter l'influence des États-Unis dans la région.[5] Afin de remédier à ces limites, l'administration américaine a accordé une importance particulière au renforcement des initiatives axées sur l'économie et le développement à l'égard du continent.

3. Coopération économique et politiques de développement

En 2025, l'un des principaux volets des relations des États-Unis avec le continent dans les domaines économique et du développement a été l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA). L'expiration, le 30 septembre 2025, de ce programme qui permet aux pays africains d'accéder au marché américain en franchise de droits de douane a suscité d'importants débats. Certains responsables politiques américains ont défendu la nécessité de réviser la loi et, au début de 2026, l'administration américaine a rétabli le programme rétroactivement. Dans le cadre de cette nouvelle disposition, la loi, qui sera applicable jusqu'au 31 décembre 2026, a suscité d'importants débats concernant les incertitudes

2 United Nations Zambia, « Potential Impact of the Lobito Corridor and Support to the Regional Transformation Agenda », https://www.kisa.link/QPRNU, 02.10.2024, (Consulté le 12.03.2026).

3 Congress.gov, « H.R.3992 - Republic of Somaliland Independence Act », 06.12.2025, https://www.kisa.link/wRlxx, (Consulté le 11.03.2026).

4 Nicholas Idris Erameh & Seun Bamidele, « Moscow's African relations: Unveiling Russia's strategy in Africa and its impact on global politics », *Security and Defence Quarterly*, vol. 51, n° 3, 2025, p. 112-129.

5 Ebenezer Obadare, « A Dubious Turn in the Sahel », *Council on Foreign Relations*, 03.02.2026, https://www.kisa.link/KbKjO, (Consulté le 14.03.2026).

entourant la politique commerciale des États-Unis à l'égard de l'Afrique et la recherche de nouveaux modèles commerciaux.[6]

Le *Sommet des affaires États-Unis-Afrique*, organisé à Luanda en juin 2025, a constitué l'une des principales initiatives de diplomatie économique de l'année. Alors que les projets d'infrastructures numériques, le secteur agricole, les minerais critiques et les investissements énergétiques se sont imposés comme des domaines prioritaires, les États-Unis ont montré leur volonté d'inscrire leurs relations économiques et leurs investissements sur le continent dans un cadre plus institutionnalisé.

Cette volonté s'est également reflétée dans les initiatives de résolution des conflits concernant les zones de crise du continent. En avril 2025, un engagement en faveur de la paix a ainsi été signé entre la RDC et le Rwanda sous la médiation des États-Unis.[7] L'une des principales motivations à l'origine de cette initiative résidait dans le fait que la RDC détient une part importante des réserves mondiales de cobalt. Dans le cadre du processus de paix, une attention particulière a ainsi été accordée aux accords prévoyant des investissements dans les réserves de lithium, de cuivre et de cobalt du Congo. Parallèlement, en 2025, la Société américaine de financement du développement international a approuvé de nouveaux investissements dans des projets d'infrastructures, d'énergie et d'exploitation minière sur le continent, donnant la priorité à l'objectif d'accroître la production de minerais critiques. Des financements ont notamment été accordés à des projets liés aux terres rares au Malawi, à l'exploitation du graphite au Mozambique et à une mine de potasse au Gabon.[8] S'agissant du *Corridor de Lobito*, qui constitue l'un des principaux volets de la compétition stratégique, la Société américaine de financement du développement international a conclu un accord de prêt destiné au financement d'une ligne ferroviaire en Angola.

Le Sommet du G20 de Johannesburg, organisé en Afrique du Sud les 22 et 23 novembre 2025, revêt une importance particulière puisqu'il s'agissait de la première réunion du G20 organisée sur le continent. Le boycott de ce sommet par les États-Unis, alors même que celui-ci revêt une importance considérable pour la présence du continent dans la politique internationale, a également suscité des interrogations sur l'approche de l'administration américaine à l'égard des mécanismes de gouvernance économique mondiale.[9]

4. Politiques de sécurité et coopération militaire

Dans le cadre de la coopération en matière de sécurité et de coopération militaire, la région du Sahel s'est distinguée au cours des premiers mois de 2025. Alors que les coups d'État militaires et les discours politiques hostiles à l'Occident ont directement affecté les partenaires des États-Unis en matière de sécurité, ils ont également fragilisé l'architecture de sécurité centrée sur les États-Unis sur le continent. Le Niger a constitué un autre point important. En raison des tensions politiques et de la suspension des accords de sécurité, l'administration améri-

6 Council on Foreign Relations, « AGOA: The U.S.-Africa Trade Program », 01.10.2025, https://www.kisa.link/plIBb, (Consulté le 13.03.2026).

7 U.S. Department of State, « Peace Agreement Between the Democratic Republic of the Congo and the Republic of Rwanda », 27.06.2025, «suspicious link removed», (Consulté le 01.03.2026).

8 U.S. International Development Finance Corporation, « DFC Board Approves New Investments, Bolstering Regional Stability, Economic Prosperity, and Critical Mineral Supply Chains », 20.02.2026, https://www.kisa.link/PiJYF, (Consulté le 10.03.2026).

9 Gustavo Romero & Stewart Patrick, « The G20 Agenda Is Shifting from the Global South to America First », *Carnegie Endowment for International Peace*, 23.12.2025, https://www.kisa.link/gMlhX, (Consulté le 01.03.2026).

caine a décidé de retirer ses troupes présentes au Niger. Face à l'émergence d'une nouvelle architecture de sécurité, l'administration américaine s'est attachée à développer de nouveaux partenariats, le Kenya, le Ghana et le Sénégal s'étant particulièrement distingués dans ce processus.[10] Les partenariats développés à travers des programmes de formation militaire, des accords de coopération en matière de sécurité et des exercices conjoints ont été considérés comme des mesures visant à préserver la présence stratégique des États-Unis en Afrique.

Dans le prolongement de ces évolutions, diverses discussions ont émergé vers la fin de 2025 concernant les initiatives du Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM). Dans ce cadre, la stratégie régionale d'AFRICOM a fait l'objet d'une réévaluation et la possibilité d'accorder davantage de place aux programmes de renforcement des capacités, aux activités de formation militaire et aux coopérations régionales en matière de sécurité, plutôt qu'à une présence militaire directe, a été mise à l'ordre du jour.[11] L'un des principaux développements de la diplomatie de sécurité en 2025 a été la Conférence des chefs de défense africains, organisée en mai. La conférence, tenue conjointement par le Commandement des États-Unis pour l'Afrique et le Kenya, a réuni les chefs de la défense de 37 pays africains et a notamment mis l'accent sur le renforcement de la coordination militaire entre l'Afrique et les États-Unis. Les déclarations appelant à développer des « *solutions dirigées par l'Afrique* » aux problèmes de sécurité du continent ont, quant à elles, été interprétées comme le signe que les États-Unis entendraient, à long terme, privilégier le soutien aux capacités régionales de sécurité plutôt qu'un engagement militaire direct.[12] Par ailleurs, les opérations de lutte contre le terrorisme se sont poursuivies, notamment avec des frappes aériennes menées en décembre 2025 au Nigeria contre des militants liés à l'État islamique (EI).[13]

5. Conclusion

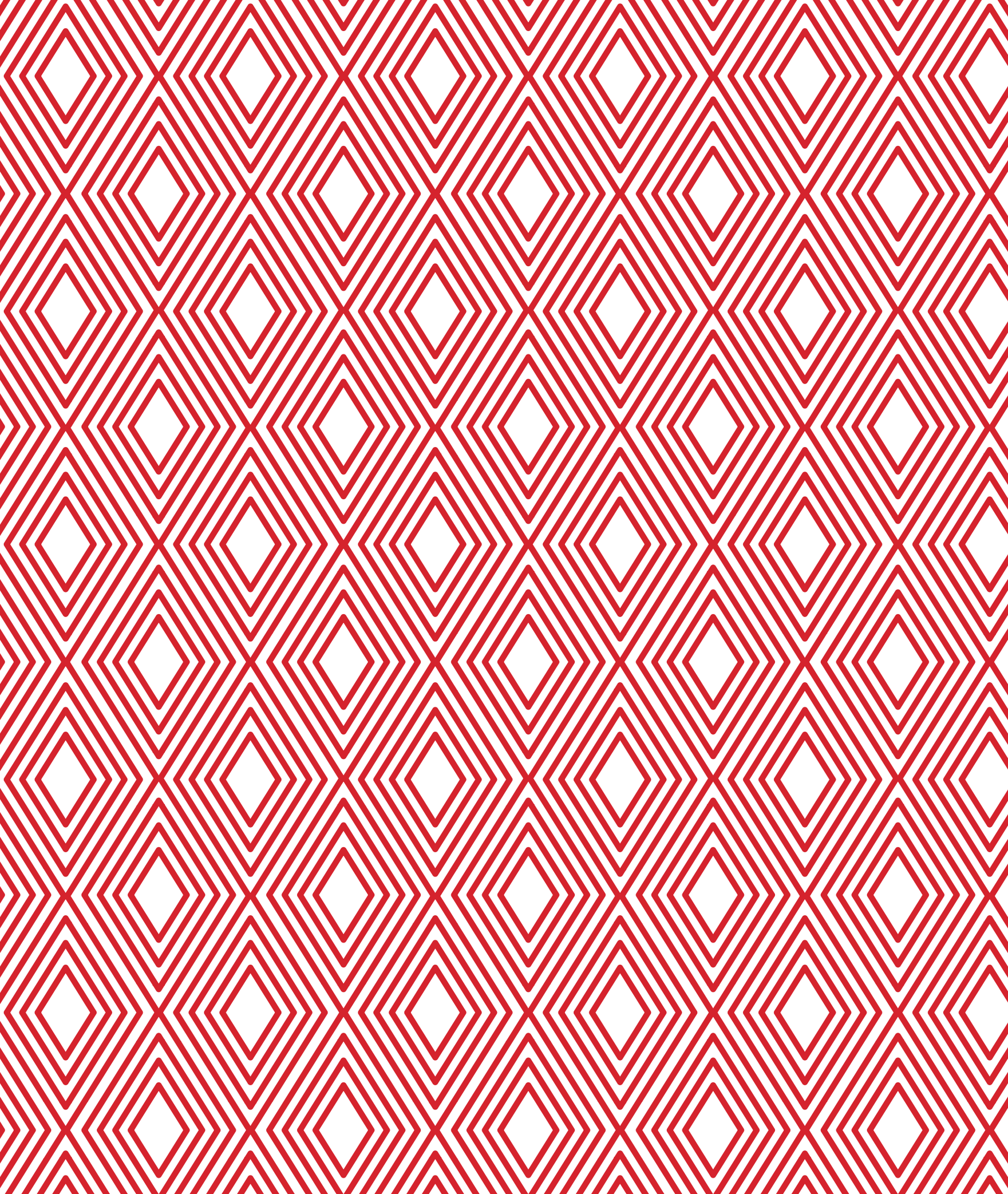
Lorsque la politique africaine des États-Unis en 2025 est considérée dans son ensemble, il apparaît que les trois principaux axes mis en avant sont étroitement liés et s'influencent mutuellement. À travers les initiatives qu'elle met en œuvre dans la région, l'administration américaine cherche à équilibrer la compétition stratégique sur le continent, à sécuriser l'accès aux ressources de la région par le renforcement des liens économiques et à faire face, grâce à l'engagement militaire et à de nouvelles approches stratégiques, aux menaces à long terme dans le domaine de la sécurité. Toutefois, elle est confrontée à d'importants défis dans chacun de ces domaines. En abordant ces défis à travers les objectifs de développer des stratégies, de renforcer les relations économiques et de mettre en place une nouvelle architecture de sécurité, la présence à long terme de l'administration américaine sur le continent dépend non seulement des évolutions propres à l'Afrique, mais également des changements dans ses propres choix de politique étrangère. Ainsi, les répercussions en Afrique de la nouvelle approche adoptée par les États-Unis à l'égard du système international entraîneront, à long terme, des changements considérables.

10 U.S. Embassy & Consulate in Morocco, « African Lion 2025 Concludes, Showcases US Ability to Project Power with Allies Across Africa », 27.05.2025,
https://www.kisa.link/jDyJt, (Consulté le 02.03.2026).

11 David Vergun, « Africom Strategy Focuses on Burden Sharing, Protecting U.S. Homeland », 05.06.2025,
https://www.kisa.link/XWPFo, (Consulté le 10.03.2026). *(Note de traduction : correction du nom de domaine du lien mfa dans la source originale de war.gov à defense.gov)*.

12 United States Africa Command, « U.S. and Kenya Conclude Successful 2025 African Chiefs of Defense Conference in Nairobi », 28-29.05.2025,
https://www.kisa.link/OzLXO, (Consulté le 09.03.2026).

13 United States Africa Command, « U.S. Africa Command Conducts Strike Against ISIS in Nigeria », 25.12.2025,
https://www.kisa.link/JDlmY, (Consulté le 13.03.2026).



Les relations entre les pays du Golfe et l'Afrique en 2025

15

Hamdullah Baycar*

1. Introduction

L'année 2025 a été marquée par une nette intensification des relations économiques, conflictuelles, diplomatiques et politiques entre les pays du Golfe et l'Afrique. Si les investissements dans les secteurs de l'énergie, de la logistique et des infrastructures se sont poursuivis, la dimension déterminante de ces relations s'est progressivement orientée vers l'implication dans les zones de conflit, la gestion des crises régionales et le renforcement de l'influence dans les cadres multilatéraux.

Les cas du Soudan et de la République démocratique du Congo (RDC) montrent notamment qu'à partir de 2025, les relations entre les pays du Golfe et les pays africains se sont structurées autour de deux tendances différentes mais complémentaires. D'une part, les répercussions des guerres par procuration et de la rivalité au sein du Golfe sur le terrain se sont imposées comme une dynamique majeure ; d'autre part, le renforcement des capacités de médiation et d'engagement diplomatique a également retenu l'attention. Dans ce cadre, le présent article examine les évolutions à travers lesquelles les pays du Golfe ont approfondi leurs relations avec le continent en 2025, tant sur le plan de la compétition que sur celui de la diplomatie.

* Maître de conférences, Département de relations internationales, Université technique de Karadeniz,
hamdullahbaycar@ktu.edu.tr
https://orcid.org/0000-0002-8720-9995

2. Dimensions économiques des relations entre le Golfe et l'Afrique

À partir de 2025, les relations des pays du Golfe avec l'Afrique se sont approfondies au-delà de l'ouverture économique générale des années précédentes, autour d'investissements plus stratégiques, de grande ampleur et ciblés sur certains secteurs. Les Émirats arabes unis (EAU), l'Arabie saoudite, le Qatar et le Koweït ont notamment renforcé leur influence sur le continent dans les domaines de la technologie, de l'énergie et des infrastructures. Dans ce contexte, lors du Sommet du G20 organisé à Johannesburg en 2025, les EAU se sont engagés à investir 1 milliard de dollars dans le développement d'infrastructures et de services liés à l'intelligence artificielle à travers l'Afrique. De son côté, l'Arabie saoudite a commencé à mettre en œuvre, à partir de 2025, son plan d'investissement d'environ 41 milliards de dollars dans les infrastructures africaines annoncé en octobre 2024, tout en renforçant sa présence sur le continent grâce à des investissements dans les énergies renouvelables atteignant environ 7 milliards de dollars au début de 2025. Le Qatar s'est également distingué en août 2025 avec un plan d'investissement de 103 milliards de dollars, porté par une entreprise privée et couvrant six pays africains, dans un large éventail de secteurs allant de l'exploitation minière à l'agriculture, et de l'énergie aux infrastructures.[1]

Les initiatives des États-Unis visant à augmenter les droits de douane sur les produits africains et à réduire leurs missions diplomatiques ont contribué à un affaiblissement de leur engagement sur le continent et, par conséquent, à l'émergence d'un vide géopolitique. Dans ce contexte, l'Arabie saoudite, les EAU et le Qatar ont positionné l'Afrique comme un espace économique et stratégique prioritaire et ont accéléré leurs initiatives dans les domaines du commerce, de l'investissement et des infrastructures. Les accords multilatéraux signés par l'Arabie saoudite en mai 2025 avec Africa50, Ghana EXIM Bank et d'autres banques nationales d'exportation, les Accords de partenariat économique global (CEPA) conclus par les EAU avec le Kenya et la République du Congo, ainsi que l'orientation du Qatar vers la création de plateformes logistiques et la réalisation d'investissements d'envergure dans les infrastructures en Afrique de l'Est montrent que la diplomatie économique des pays du Golfe sur le continent s'est progressivement institutionnalisée.[2] Au cours de la même année, les investissements de plusieurs milliards de dollars dans les infrastructures portuaires, ferroviaires et énergétiques se

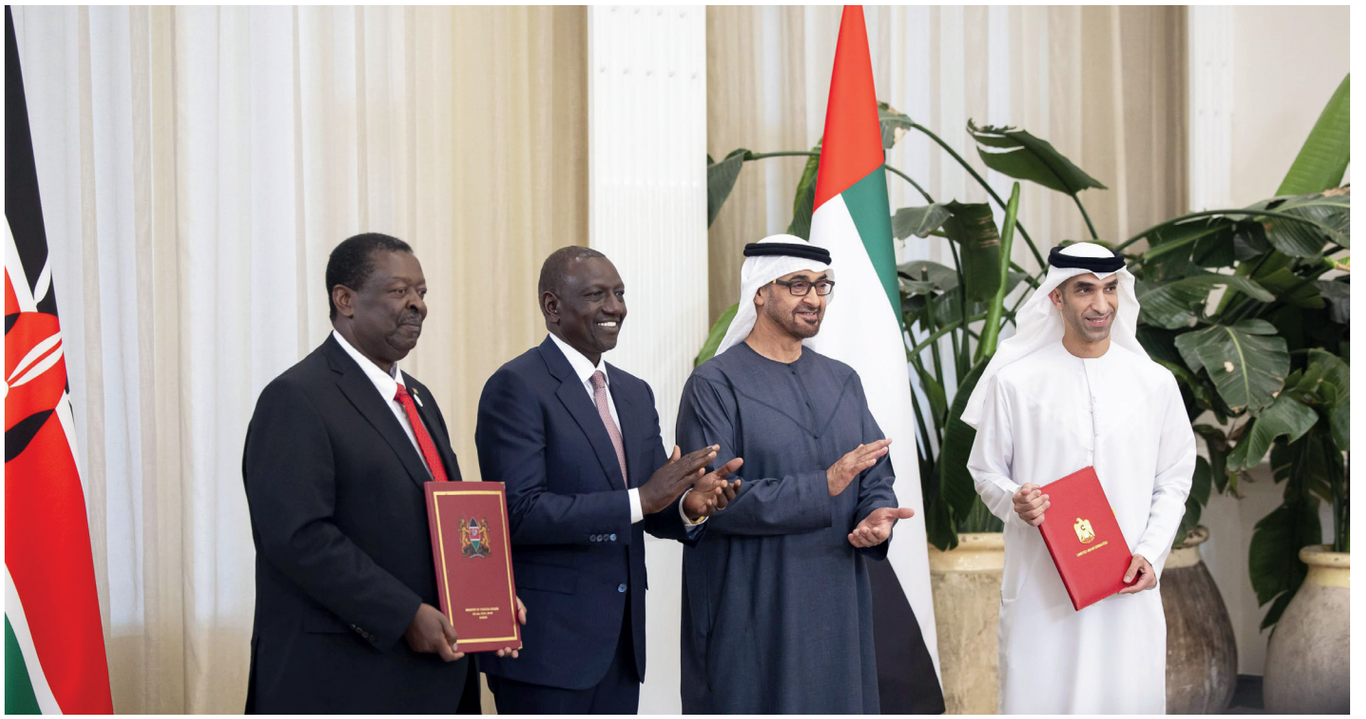
1 Yaseen Tayob et Jordan McLean, « Gulf Financing Is Changing Africa's Green Economic Growth Outlook But Who Benefits? », *SAIIA*, 05 décembre 2025,

https://www.kisa.link/JUjUg, (Consulté le 01.05.2025).

2 Michael William Wilson, *The GCC and Africa in 2026: Toward a New Model of Partnership*, n° 15, Gulf Research Center, 2025, p. 91-97,

https://www.kisa.link/JsnNb, (Consulté le 01.05.2025).

3 Michael William Wilson, *The GCC and Africa in 2026: Toward a New Model of Partnership*, *op. cit.* ; Michael W. Wilson, « Beyond Washington: Africa's Emerging Trade Axis with the Gulf, China, and Russia », *Gulf Research Center, GRM*, octobre 2025, «suspicious link removed», (Consulté le 01.05.2025).



Le président du Kenya, William Ruto, et le président des Émirats arabes unis, le cheikh Mohammed ben Zayed Al Nahyan, ont signé, le 14 janvier 2025, l'Accord de partenariat économique global entre les deux pays. (Source : Le Kenya et les Émirats arabes unis signent un accord historique de partenariat économique global – Site officiel du président de la République du Kenya)

sont poursuivis. À titre d'exemple, l'expansion du réseau portuaire des EAU par l'intermédiaire de DP World, les initiatives ferroviaires multinationales d'Etihad Rail, l'orientation des fonds liés à l'Arabie saoudite vers des projets industriels et logistiques et l'augmentation des engagements d'investissement du Qatar ont accéléré la création de nouveaux corridors commerciaux reliant les régions intérieures de l'Afrique aux ports du Golfe, puis aux marchés asiatiques.[3]

Néanmoins, l'année 2025 a également été marquée par un approfondissement des relations entre le Golfe et l'Afrique qui ne s'est pas limité aux investissements dans les infrastructures, mais qui s'est étendu aux institutions financières (notamment la Banque islamique de développement, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique et les fonds multilatéraux de développement), aux partenariats public-privé et aux acteurs du secteur privé. De nouveaux domaines tels que l'économie numérique, les technologies financières (*fintech*) et les minerais critiques ont également élargi le champ de ces relations.[4]

Bien que le Koweït soit moins visible sur le plan politique que les autres acteurs du Golfe, ses relations économiques et fondées sur l'investissement

4 Royal Ibeh, « Japan, Gulf Investors Invest $180bn in African Startups, Infrastructure », *Businessday*, 27 janvier 2026,

https://www.kisa.link/GeGdF, (Consulté le 01.05.2025) ; Michael W. Wilson, « Beyond Washington: Africa's Emerging Trade Axis with the Gulf, China, and Russia », *op. cit.* ; Michael William Wilson, *The GCC and Africa in 2026: Toward a New Model of Partnership*, *op. cit.*

avec l'Afrique occupent une place de plus en plus importante dans l'agenda bilatéral. Dans ce contexte, l'initiative koweïtienne intitulée « *Pont de coopération arabo-africaine* » montre que ces relations sont progressivement inscrites dans un cadre plus institutionnel, multilatéral et stratégique. Annoncée par le ministre des Affaires étrangères Abdullah Al-Yahya, cette initiative montre que les pays du Golfe, dans leurs relations avec l'Afrique, ne se limitent pas aux investissements économiques, mais s'orientent également vers des domaines tels que la coordination diplomatique, la coopération en matière de sécurité et l'élaboration de politiques communes. Parmi les principaux éléments de l'initiative figurent la création d'une plateforme diplomatique permanente réunissant les pays arabes et les États membres de l'Union africaine (UA), ainsi que la planification d'une première réunion à Koweït en novembre 2025. Il est également prévu de soutenir, au moyen d'un fonds de 100 millions de dollars, des projets communs dans des domaines stratégiques tels que la sécurité alimentaire et les énergies renouvelables. L'objectif est ainsi de donner aux relations entre le Golfe et l'Afrique une structure plus durable et institutionnalisée.[5]

3. Soudan : Guerre par procuration et rivalité intra-Golfe

En 2025, les relations entre le Soudan et les Émirats arabes unis (EAU) se sont fortement détériorées et, dans le contexte de la guerre civile en cours, sont passées d'une coopération controversée à une rupture diplomatique ouverte. Le point de rupture a été le recours introduit par le Soudan en mars 2025 devant la Cour internationale de Justice, accusant les EAU de complicité de génocide par l'intermédiaire des Forces de soutien rapide (FSR).[6] Bien que la Cour ait rejeté l'affaire en mai 2025 pour défaut de compétence, cette procédure a marqué une grave escalade dans les relations bilatérales.

Par la suite, les autorités proches de l'armée soudanaise ont annoncé la rupture des relations diplomatiques avec les EAU, tandis qu'Abou Dhabi a rejeté ces accusations. Tout au long de 2025, les relations ont principalement été marquées par les allégations selon lesquelles les EAU apporteraient un soutien militaire et logistique aux FSR. Les autorités soudanaises et plusieurs rapports internationaux ont affirmé que ce soutien contribuait à prolonger la guerre, tandis que les EAU ont mis l'accent sur l'aide humanitaire et les appels en faveur d'une solution diplomatique. L'intensification des vio-

5 « Kuwait Launches Diplomatic Initiative to Enhance Arab-African Dialogue », *News, Divan Centre*, 28 avril 2025,
https://www.kisa.link/QCnPY, (Consulté le 01.05.2025).

6 Mehmet Rakipoğlu, « Sudan İç Savaşı'nda Güç Dengesi Nasıl Değişiyor? » «Comment évolue l'équilibre des forces dans la guerre civile soudanaise ?», *Kritik Bakış*, 12 mars 2025,
https://www.kisa.link/aERWl, (Consulté le 01.05.2025).

lences au Darfour et l'avancée des FSR ont notamment renforcé les critiques de la communauté internationale à l'égard des acteurs extérieurs.

Le cas soudanais doit être considéré non seulement comme une crise bilatérale, mais également comme une rupture géopolitique reflétant sur le terrain la rivalité au sein du Golfe. La position de l'Arabie saoudite, qui soutient les institutions étatiques soudanaises et les Forces armées soudanaises, a marqué une divergence claire avec les EAU.[7] Le fait que Riyad ait notamment entrepris des démarches diplomatiques auprès de Washington afin de demander qu'une pression soit exercée sur les EAU montre que le Soudan est devenu un terrain où se joue la compétition pour le leadership entre les puissances du Golfe. Dans ce contexte, le Soudan est devenu un point de convergence majeur entre les guerres par procuration et la compétition entre les puissances régionales dans les relations entre le Golfe et l'Afrique.[8]

4. Rupture géopolitique dans la Corne de l'Afrique : reconnaissance du Somaliland et rivalité dans le Golfe

La reconnaissance du Somaliland par Israël en décembre 2025, conjuguée aux efforts de l'Éthiopie pour accéder à la mer et à la fragilité des structures étatiques dans la Corne de l'Afrique, a transformé les relations entre le Golfe et l'Afrique en un espace géopolitique intégré et davantage axé sur les enjeux de sécurité, à un degré jusque-là inédit. Dans ce contexte, les Émirats arabes unis (EAU) se sont imposés pendant de nombreuses années comme un investisseur et un partenaire de sécurité important en Somalie, en développant une influence considérable dans le pays à travers leurs activités portuaires, leurs réseaux logistiques et leurs relations avec les acteurs locaux. Les activités menées notamment par l'intermédiaire de DP World ont constitué le fondement institutionnel de cette influence économique et stratégique.

Toutefois, à partir de 2025, ces relations ont connu une rupture marquée, à la fois en raison des débats sur la souveraineté et de la perception selon laquelle le rapprochement stratégique développé par Abou Dhabi avec Israël aurait contribué indirectement au processus de reconnaissance du Somaliland. Les autorités de Mogadiscio, considérant ces évolutions comme une menace pour la souveraineté nationale, en sont venues au point de rompre leurs relations avec les EAU.[9] À l'inverse, l'Arabie saoudite a considéré l'inté-

7 « Saudi Arabia Raises Concerns with UAE over Sudan War and Yemen Policy: Report », *TRT World*, 21 février 2026,
https://www.kisa.link/Eulzs, (Consulté le 01.05.2025).

8 Sean Mathews, « Saudi Crown Prince Sent Complaint Letter to UAE 'spy Sheikh' about Yemen, Sudan », *Middle East Eye*, 20 février 2026,
https://www.kisa.link/CmPjo, (Consulté le 01.05.2025).

9 Bushra Mohamed, « Somalia-UAE Diplomatic Row: Israel's Recognition of Somaliland and Yemen Conflict Fuel Tensions », *BBC*, 15 janvier 2026,
https://www.kisa.link/HauwP, (Consulté le 01.05.2025).

grité territoriale de la Somalie comme un élément fondamental de la sécurité de la mer Rouge et du golfe d'Aden et, en signant des accords de coopération militaire avec Mogadiscio, a cherché, aux côtés de l'Égypte, du Qatar et de la Türkiye, à établir un contrepoids à l'axe Israël-Émirats arabes unis.[10]

5. Médiation et influence diplomatique

Contrairement aux dynamiques fondées sur les conflits observées au Soudan et en Somalie, le cas de la République démocratique du Congo (RDC) en 2025 a mis en évidence le renforcement des capacités diplomatiques des pays du Golfe. Dans ce processus, le Qatar a joué, aux côtés de l'Union africaine (UA) et des États-Unis, un rôle important de facilitateur dans la réduction des tensions entre la RDC et le Rwanda. L'accord de paix signé entre les parties en juin 2025, suivi de l'adoption à Doha, en novembre 2025, de l'« Accord-cadre de Doha », a constitué une concrétisation de ce processus diplomatique.[11] Ce cadre s'est concentré sur des questions telles que le traitement des causes profondes du conflit, la mise en œuvre progressive du cessez-le-feu, la protection des civils et le retour des personnes déplacées. Il prévoyait également de préciser, dans des protocoles ultérieurs, les modalités de surveillance du cessez-le-feu, de désengagement des forces et de progression des processus de réintégration.

Une autre dimension notable des relations entre le Golfe et l'Afrique en 2025 a été l'intensification des interactions dans le domaine de la gouvernance mondiale. Le Sommet du G20 organisé sous l'égide de l'Afrique du Sud en constitue un exemple important. Alors que l'Arabie saoudite participait déjà au processus en tant que membre du G20, l'invitation du Qatar et des EAU par les autorités de Pretoria témoigne d'une nouvelle dimension dans les relations entre les pays du Golfe et l'Afrique.[12] Ce processus montre que le rôle des acteurs du Golfe en Afrique ne se limite plus aux investissements économiques ou aux interventions en matière de sécurité, mais s'étend également à la diplomatie multilatérale et aux mécanismes de résolution des conflits.

10 Giorgio Cafiero, « Saudi Arabia Confronts the Israel-UAE Alignment in Somalia », *Arab Center Washington DC*, 01 mai 2026,

https://www.kisa.link/wmtZVs, (Consulté le 01.05.2025).

11 «N° 234, 16 novembre 2025, Communiqué concernant le Cadre de Doha pour l'accord de paix global signé entre la République démocratique du Congo et l'AFC/M23», Ministère des Affaires étrangères de la République de Türkiye, 16 novembre 2025,

https://www.kisa.link/HGocn, (Consulté le 01.05.2025).

12 « Qatar's Participation in G20 South Africa 2025 Summit, Reflects Doha's Role in Promoting Peace and Development Internationally », *Qatar News Agency*, 22 novembre 2025,

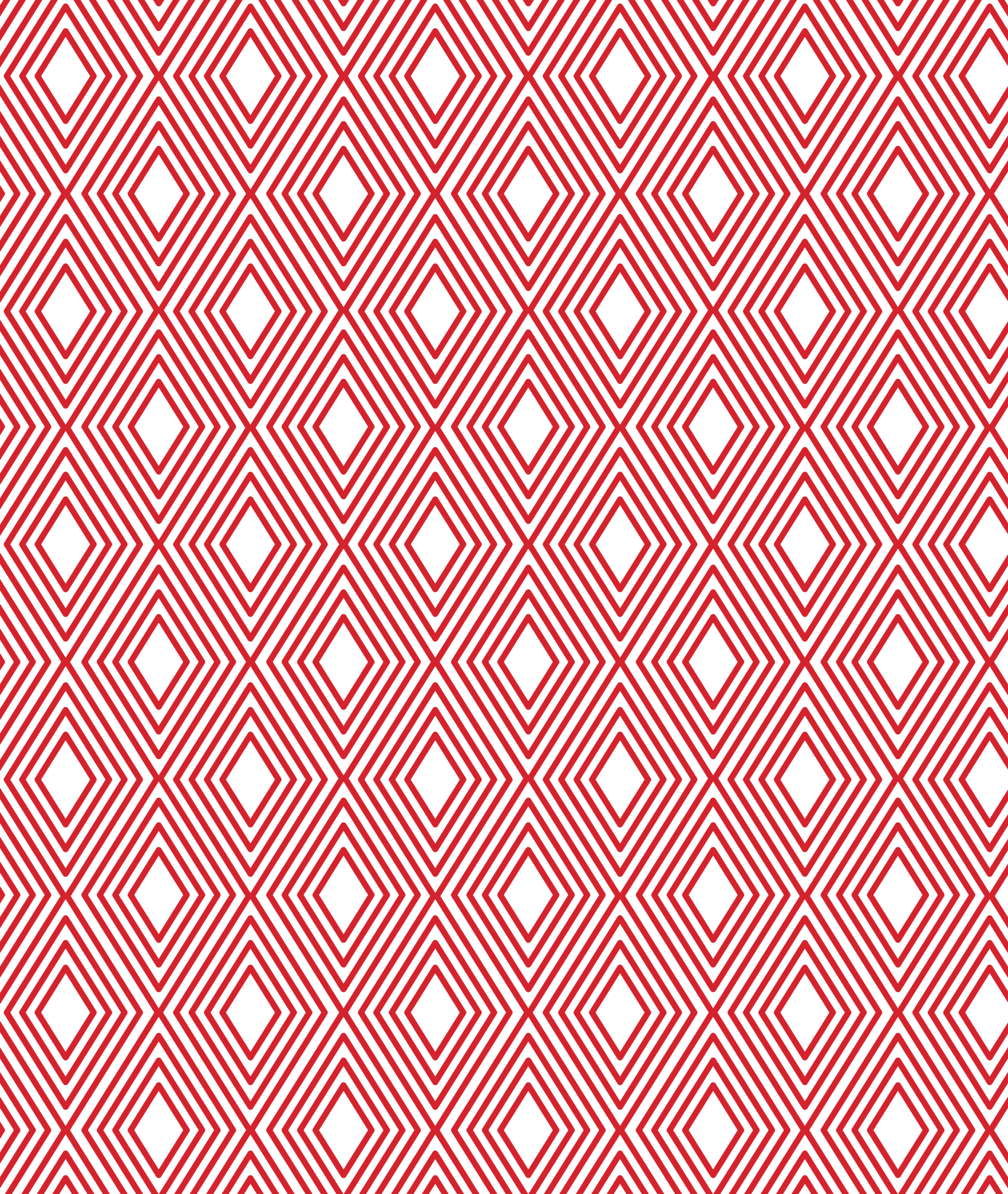
https://www.kisa.link/mWLXx, (Consulté le 01.05.2025) ;

« Crown Prince of Abu Dhabi to Lead UAE Delegation at G20 Summit in South Africa on Behalf of UAE President », *National Media Authority - United Arab Emirates*, 19 novembre 2025,

https://www.nma.gov.ae/en, (Consulté le 01.05.2025).

6. Conclusion

En conclusion, l'année 2025 a été marquée par une transformation multidimensionnelle des relations entre le Golfe et l'Afrique. Le cas du Soudan met clairement en évidence les répercussions des guerres par procuration et de la rivalité au sein du Golfe sur le continent africain, tandis que le cas de la République démocratique du Congo (RDC) témoigne du renforcement des capacités diplomatiques des acteurs du Golfe et de leur rôle croissant en matière de médiation. Considérés conjointement, ces deux cas montrent que les relations entre le Golfe et l'Afrique ne peuvent désormais plus être expliquées uniquement à travers les investissements économiques ou les coopérations en matière de sécurité ; elles ont, au contraire, évolué vers une structure plus complexe, dans laquelle s'entrecroisent la compétition géopolitique, l'influence diplomatique et les processus de gouvernance mondiale.



16

Les relations entre Israël et l'Afrique en 2025

Sevinç Ebru Temel*

1. Introduction

La politique d'Israël à l'égard de l'Afrique constitue l'un des axes importants de sa politique étrangère depuis l'établissement de ses premières relations diplomatiques avec les États africains dans les années 1950. Après avoir développé, dans un premier temps, des relations avec les États africains nouvellement indépendants sur la base de l'aide au développement, des technologies agricoles et de la coopération technique, Israël a perdu ses relations diplomatiques avec de nombreux pays africains à la suite de la guerre israélo-arabe de 1973. Avec la fin de la guerre froide, Israël s'est de nouveau tourné vers le continent et a engagé un vaste processus de rapprochement visant à relancer ses relations avec l'Afrique.

L'opération « Déluge d'Al-Aqsa » menée par le Hamas le 7 octobre 2023 et la guerre à Gaza qui s'en est suivie ont profondément modifié les priorités de la politique étrangère israélienne. Face à l'intensification des pressions internationales, Israël s'est attaché à préserver et à élargir son soutien diplomatique au sein des enceintes multilatérales, notamment à l'Assemblée générale des Nations Unies (ONU). Dans ce contexte, les pays africains, qui disposent collectivement de 54 voix à l'ONU, sont devenus des acteurs diplomatiques d'une importance stratégique pour Israël. Par ailleurs, le continent africain représente pour Israël un partenaire économique dont l'importance ne cesse de croître, no-

* Spécialiste de la YTB, Doctorant, Université des sciences sociales d'Ankara, Programme de doctorat en études du Moyen-Orient, sevinc.temel@ytb.gov.tr.

tamment en raison des possibilités de coopération et d'investissement qu'il offre dans des domaines tels que l'industrie de défense, la cybersécurité, les technologies agricoles et la gestion de l'eau. Les partenariats sécuritaires développés notamment en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique, les coopérations dans le domaine de la lutte contre le terrorisme ainsi que les activités de transfert de technologies figurent également parmi les principaux éléments de la stratégie israélienne à l'égard du continent.[1] Par ailleurs, la politique africaine d'Israël ne peut être envisagée uniquement dans le cadre de ses relations bilatérales. Les investissements chinois dans les infrastructures dans le cadre de l'Initiative « la Ceinture et la Route », l'ouverture africaine développée par la Türkiye au cours des deux dernières décennies, les investissements des pays du Golfe dans les secteurs portuaire et logistique ainsi que les coopérations de la Russie axées sur la sécurité ont contribué à créer un environnement de forte compétition géopolitique sur le continent. Cette compétition façonne et, dans le même temps, limite les initiatives d'Israël visant à accroître son influence en Afrique.

Le présent article examine la politique africaine d'Israël en 2025 sous ses dimensions diplomatique, économique, militaire, sécuritaire et agricole, en analysant les instruments mobilisés par Israël pour renforcer son influence sur le continent ainsi que les limites de cette politique.

2. Évolutions enregistrées en 2025

2.1. Relations diplomatiques et initiatives politiques

À partir de 2025, la politique d'Israël à l'égard de l'Afrique apparaît largement orientée vers un double objectif : atténuer les pressions diplomatiques internationales suscitées par la guerre à Gaza et préserver ses partenariats stratégiques sur le continent. Dans ce cadre, le gouvernement de Benyamin Netanyahou a poursuivi, en 2025 comme au cours des années précédentes, ses efforts visant à renforcer les relations bilatérales avec les pays africains, à élargir son réseau de représentations diplomatiques et, notamment, à obtenir leur soutien lors des votes à l'Organisation des Nations Unies (ONU) en faveur des positions défendues par Israël.[2] La reconnaissance du Somaliland par Israël en octobre 2025 a constitué l'une des initiatives diplomatiques les plus marquantes allant dans ce sens.[3]

Parmi les objectifs diplomatiques d'Israël figure également la relance des relations avec l'Union africaine (UA), qui fait depuis longtemps l'objet de discussions. Toutefois, le statut d'observateur auprès de l'UA obtenu par Israël en 2021

1 Yaron Salman, "Security Cooperations and Human Rights Violations: The African Israeli Case", *African Security*, 2026, 19(1), 9–35.

2 Michael B. Bishku, "Israel's Relations with Africa: The Return to Sub-Saharan Africa," *Israel Journal of Foreign Affairs 13*, No. 1, p. 3-20.

3 Asher Lubotzky, "Somaliland and Israel-Considerations Regarding Recognition and Cooperation," *INSS Insight, Institute for National Security Studies (INSS)*, 24 novembre 2025,

https://www.kisa.link/kgytu, (Consulté le 17.07.2026).

a été suspendu à la suite des objections formulées par plusieurs États membres, notamment l'Algérie et l'Afrique du Sud. Par ailleurs, la procédure engagée par l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de Justice (CIJ), pour génocide à Gaza, ainsi que le soutien apporté par de nombreux pays africains aux appels en faveur d'un cessez-le-feu, ont restreint la marge de manœuvre diplomatique d'Israël sur le continent. Malgré ces difficultés, Israël a cherché à compenser ses revers diplomatiques sur la scène internationale par des manœuvres stratégiques et politiques.

Dans ce contexte, Israël a intensifié son engagement diplomatique en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique. L'Éthiopie a continué de figurer parmi les principaux partenaires d'Israël sur le continent, en raison notamment de la présence à Addis-Abeba du siège de l'UA et de la position stratégique du pays dans l'équation sécuritaire reliant la mer Rouge et l'océan Indien. Le Kenya est également resté l'un des partenaires les plus proches d'Israël dans les domaines de la lutte contre le terrorisme, de la sécurité des frontières et de la cybersécurité. Par ailleurs, les coopérations avec la République démocratique du Congo (RDC) dans les domaines de la sécurité minière, du transfert de technologies et des technologies de sécurité ont gagné en importance.[4]

La visite officielle du président israélien Isaac Herzog en Zambie et en RDC en novembre 2025 a également constitué l'un des signes importants de la politique de réengagement d'Israël en Afrique. À cette occasion, les parties ont examiné les moyens de renforcer les relations existantes dans des domaines tels que la modernisation de l'agriculture, la gestion de l'eau, la lutte contre le changement climatique, l'éducation, le transfert de technologies et la coopération économique.[5]

Dans l'ensemble, il apparaît qu'en 2025, Israël a privilégié en Afrique l'approfondissement de ses relations bilatérales avec des pays revêtant une importance stratégique plutôt que les initiatives diplomatiques multilatérales. Malgré les contraintes diplomatiques engendrées par la guerre à Gaza, Israël a continué à mobiliser simultanément la diplomatie sécuritaire, technologique et du développement, poursuivant ainsi sa stratégie visant à préserver et à accroître son influence sur le continent.

2.2. Coopérations économiques et technologiques

À partir de 2025, la diplomatie économique et les coopérations commerciales axées sur les technologies ont constitué l'un des autres piliers importants de la politique africaine d'Israël. Plutôt que de s'appuyer principalement sur le commerce

4 Zafrir Asaf et Yuval Derry, « A Bridge Over Troubled Water: Israel and Sub-Saharan Africa Economic and Trade Relations in the Information Era (2000-2024) », *Israel Africa Relations Institute*, 15 septembre 2024,
https://www.kisa.link/MlDHh, (Consulté le 17.07.2026).

5 African Security Analysis, "Israel–Africa Relations Renewed: President Isaac Herzog's Visit to Zambia and the Democratic Republic of Congo", 13 novembre 2025,
https://www.kisa.link/FTNyR, (Consulté le 17.07.2026)

traditionnel des matières premières, Israël cherche à développer sur le continent un modèle économique fondé sur l'exportation de technologies et de services à forte valeur ajoutée. Les technologies agricoles, la gestion de l'eau, la cybersécurité, les technologies de la santé, les technologies financières et la transformation numérique figurent notamment parmi les principaux domaines dans lesquels Israël dispose d'un avantage concurrentiel sur les marchés africains.

Sur le plan économique, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est par ailleurs considérée par Israël comme une opportunité stratégique susceptible de lui donner accès à un marché commun couvrant une population d'environ 1,4 milliard d'habitants. Bien qu'Israël ne soit pas officiellement partie à la ZLECAf, les partenariats économiques développés avec des pôles régionaux tels que le Kenya, le Ghana, le Rwanda et la Zambie sont considérés comme pouvant constituer un levier d'accès aux marchés du continent dans son ensemble. Dans ce contexte, les entreprises israéliennes cherchent à accroître leurs investissements et leurs coentreprises dans des domaines tels que les solutions de technologie financière, les systèmes de paiement numérique, les technologies liées aux villes intelligentes ainsi que les technologies agricoles et les infrastructures de traitement de l'eau. En particulier dans les pays d'Afrique de l'Est fortement touchés par la sécheresse et les effets du changement climatique, les systèmes d'irrigation goutte à goutte, les technologies de recyclage de l'eau et les applications d'agriculture intelligente continuent de figurer parmi les principaux domaines de la coopération économique.[6]

Cependant, la présence économique d'Israël en Afrique s'inscrit dans un contexte de forte concurrence internationale. Alors que la Chine s'impose comme l'un des principaux acteurs économiques du continent grâce à des investissements de plusieurs milliards de dollars dans les infrastructures, à des mécanismes de financement et à des projets de construction de grande envergure dans le cadre de l'Initiative « la Ceinture et la Route », les Émirats arabes unis renforcent également leur présence à travers leurs investissements dans les secteurs portuaire et logistique, tandis que la Türkiye accroît son influence dans les secteurs de la construction, des transports et de la production.[7] Dans ce contexte, plutôt que de chercher à rivaliser avec ses concurrents en termes de volume, Israël s'efforce de se différencier en misant sur une percée technologique fondée sur les technologies de pointe, l'innovation et le transfert de connaissances.

2.3. Diplomatie agricole et coopération au développement

La diplomatie agricole et la coopération au développement ont continué, en 2025, à constituer l'un des principaux instruments de la politique de soft power

6 MASHAV, « Development Cooperation Programmes in Africa », 2025, https://www.kisa.link/OdUZx, (Consulté le 17.07.2026).

7 United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD), « World Investment Report 2025: International Investment in the Digital Economy », 2025, https://www.kisa.link/EUTbV, (Consulté le 17.07.2026).

d'Israël en Afrique, au-delà de la seule coopération économique. Dans les pays africains confrontés notamment à la pénurie d'eau, au changement climatique et aux enjeux de sécurité alimentaire, Israël mobilise ses capacités technologiques dans des domaines tels que les systèmes d'irrigation goutte à goutte, les techniques agricoles adaptées aux conditions de sécheresse, l'agriculture de précision et les technologies de recyclage de l'eau comme instruments de politique étrangère, tout en mettant en œuvre des projets visant à soutenir le développement rural.[8]

L'un des principaux acteurs chargés de la mise en œuvre de cette politique est l'Agence israélienne de coopération internationale au développement, MASHAV. Depuis 1958, celle-ci mène dans les pays africains des programmes de formation technique, des échanges d'experts et des projets de renforcement des capacités. Par l'intermédiaire de MASHAV, des formations sont notamment dispensées aux agents publics et aux experts techniques dans des domaines tels que la gestion de l'eau, les techniques modernes d'irrigation, la planification de la production agricole et le développement rural, tandis que des projets conjoints sont développés avec les institutions locales dans plusieurs pays, notamment en Éthiopie, au Kenya, au Rwanda, au Ghana, en Zambie et au Maroc. En Éthiopie, les initiatives consacrées à la gestion efficace des ressources en eau, au Rwanda, les programmes visant à renforcer la capacité de production des petits exploitants agricoles, et au Kenya, les projets d'amélioration de l'agriculture dans les zones arides figurent parmi les exemples les plus significatifs de la diplomatie israélienne du développement.[9]

Bien que cette approche israélienne, généralement qualifiée dans la littérature de « diplomatie agricole », demeure active, il apparaît également clairement qu'elle a été dans une certaine mesure limitée par la montée, dans certains pays africains, des réactions politiques et de l'opinion publique favorables à la cause palestinienne à la suite de la guerre à Gaza.[10]

2.4. Coopérations dans les domaines de la sécurité et de la défense

Les coopérations dans les domaines de la sécurité et de la défense, qui constituent la dimension la plus stratégique de la politique africaine d'Israël, ont continué de revêtir une importance majeure en 2025. Dans ce cadre, Israël a poursuivi ses efforts visant à renforcer ses exportations dans le domaine de l'industrie de défense, le développement des capacités de sécurité et les coopérations en matière de renseignement avec les pays du continent. Selon les données du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Israël figure parmi

8 MASHAV, « Projects »,
https://www.kisa.link/vehaW, (Consulté le 17.07.2026).

9 *Ibid.*

les principaux exportateurs mondiaux de drones, de systèmes de surveillance électro-optique, de technologies de sécurité des frontières, d'équipements de guerre électronique et de solutions de cybersécurité. Ces technologies occupent une place particulièrement importante dans les processus de modernisation des capacités de sécurité des pays d'Afrique de l'Est.[11] Les coopérations de défense développées avec des pays tels que le Kenya, l'Éthiopie et le Rwanda constituent, dans ce contexte, quelques-unes des initiatives mises en œuvre, couvrant non seulement la vente d'équipements militaires, mais également le transfert de technologies et les activités de renforcement des capacités institutionnelles.

Le deuxième volet de la diplomatie sécuritaire d'Israël repose sur les coopérations dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Les menaces sécuritaires liées aux activités d'Al-Shabaab dans la Corne de l'Afrique, de Boko Haram au Nigeria et d'autres groupes armés transnationaux ont favorisé le développement de relations étroites entre Israël et les pays de la région, notamment dans les domaines du partage de renseignements et des systèmes de surveillance des frontières.[12] Dans ce cadre, les programmes de formation destinés aux forces de police, les programmes de renforcement des capacités des forces spéciales, les formations à la lutte contre le terrorisme ainsi que les services de conseil dans le secteur de la sécurité continuent de constituer des éléments essentiels des partenariats sécuritaires développés par Israël en Afrique.

3. Conclusion

En 2025, la politique israélienne en Afrique se distingue par une approche de politique étrangère multidimensionnelle, articulée autour des enjeux de sécurité, d'économie et de développement. Comme l'a montré cette étude, Israël ne cherche pas à renforcer sa présence sur le continent uniquement par le biais d'initiatives diplomatiques, mais poursuit une stratégie globale fondée sur la diplomatie agricole, le transfert de technologies, les coopérations dans le domaine de l'industrie de défense, les projets de gestion de l'eau et les partenariats économiques à forte valeur ajoutée. Les partenariats de sécurité développés notamment en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique, le soutien au renforcement des capacités de lutte contre le terrorisme ainsi que les investissements dans les technologies numériques apparaissent ainsi comme des instruments importants permettant à Israël de maintenir son influence régionale malgré les pressions diplomatiques liées à la guerre à Gaza.

10 Salman, *op. cit.*

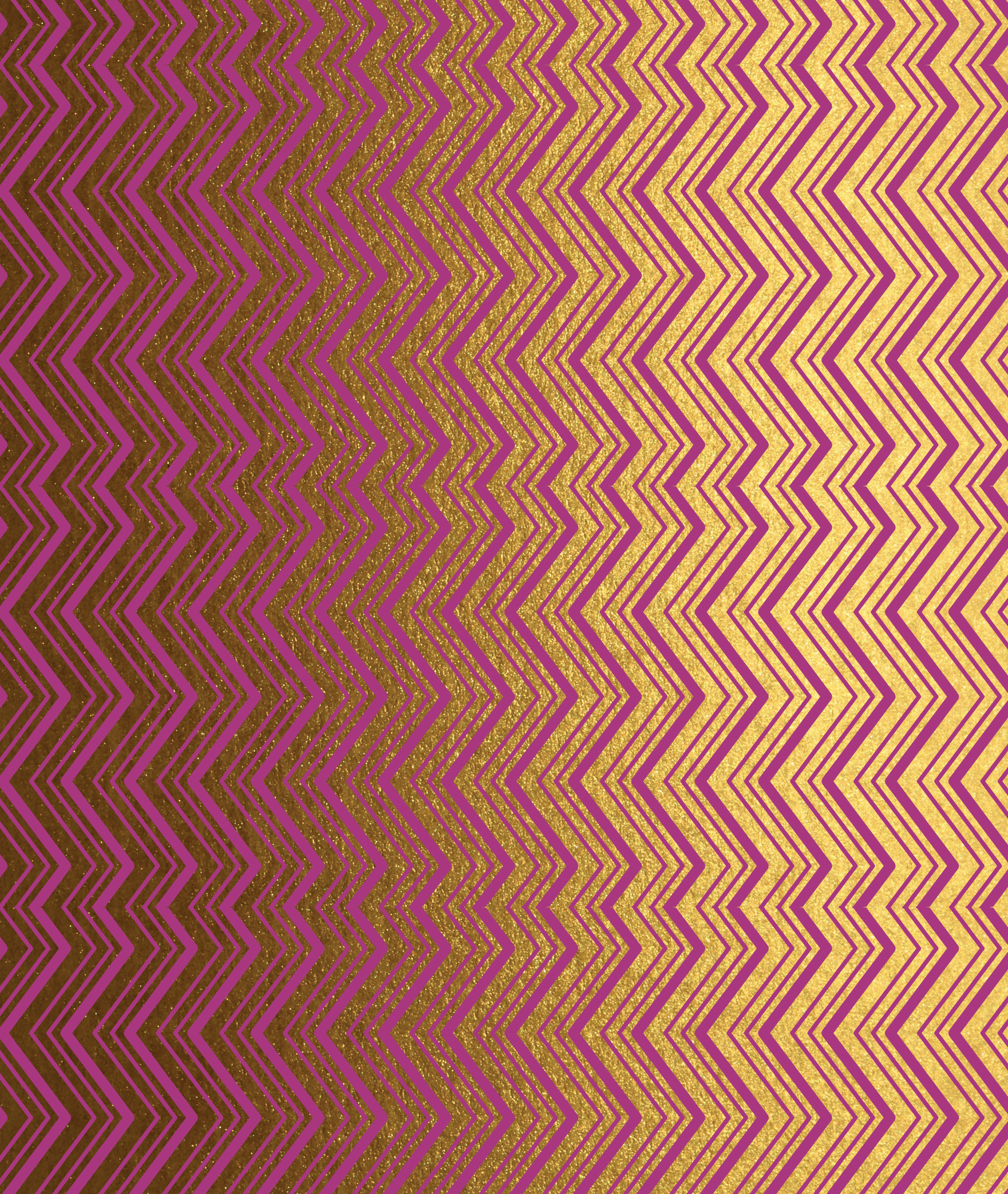
11 Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), « SIPRI Arms Transfers Database », https://armstransfers.sipri.org, (Consulté le 17.07.2026).

12 Salman, *op. cit.*

Néanmoins, la procédure engagée par l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de Justice (CIJ), le renforcement des critiques à l'égard d'Israël au sein de l'Union africaine (UA) et la position diplomatique adoptée par de nombreux pays africains en faveur de la Palestine ont considérablement réduit la marge de manœuvre d'Israël dans les enceintes multilatérales. Malgré ces contraintes, Israël cherche à préserver et à renforcer son influence sur le continent en développant des relations bilatérales avec des pays africains revêtant une importance stratégique.

Par ailleurs, les activités d'Israël en Afrique doivent être analysées dans le contexte de la forte concurrence économique et géopolitique exercée par des acteurs tels que la Chine, la Türkiye, les Émirats arabes unis et la Russie. Face à la difficulté de rivaliser avec la Chine en matière d'investissements dans les grandes infrastructures et de capacités de financement, Israël privilégie plutôt une approche fondée sur son expertise dans des domaines tels que les technologies de pointe, la cybersécurité, l'innovation agricole et l'industrie de défense. Cette orientation montre que l'influence d'Israël sur le continent repose moins sur le poids économique de ses investissements que sur des partenariats qualitatifs reposant sur la technologie, les services et le partage de connaissances.

En définitive, l'avenir de la politique israélienne en Afrique dépendra non seulement des capacités diplomatiques et économiques du pays, mais également des répercussions régionales et internationales de la guerre à Gaza, des priorités de politique étrangère des pays africains et de l'évolution de la compétition entre les grandes puissances sur le continent. Dans ce contexte, il paraît plus probable qu'Israël cherche, à l'avenir, à maintenir sa présence en Afrique non pas principalement par le biais d'initiatives diplomatiques multilatérales, mais à travers des partenariats bilatéraux fondés sur la sécurité, les technologies et le développement.



Quatrième Partie

Culture, Arts, Éducation et Sport

1 La Maison de la Culture Africaine comme application concrète d'une communication fondée sur la culture dans les relations Türkiye-Afrique — **453-462**
Zeliha Sağlam

2 Les festivals et événements culturels en Afrique en 2025 — **463-470**
Rukiye Nur Akyazıcı | Habeeb Emiola

3 La Muséologie en Afrique du Nord en 2025 : Le Grand Musée Égyptien et le Musée national de Libye — **471-476**
Duygu İlkhan Söylemez

4 La restitution des biens culturels africains aux musées du continent en 2025 — **477-484**
Esin Güzel

5 La compétition autour du patrimoine culturel en Afrique du Nord en 2025 — **485-492**
Burak Yetimoğlu

6 La transformation numérique dans les domaines de l'éducation et des technologies de l'information à l'échelle continentale en Afrique en 2025 — **493-498**
Mehmet Babacan

7 L'essor mondial de la musique pop africaine en 2025: l'Afrobeats — **499-506**
Sena Birinci

8 La position multidimensionnelle de la langue swahilie en Afrique à la lumière de 2025 — **507-514**
Sevgi Çalışır Zenci

9 L'enseignement du turc à des fins militaires en Afrique à la lumière des évolutions de 2025 — **515-522**
Elif Ermağan

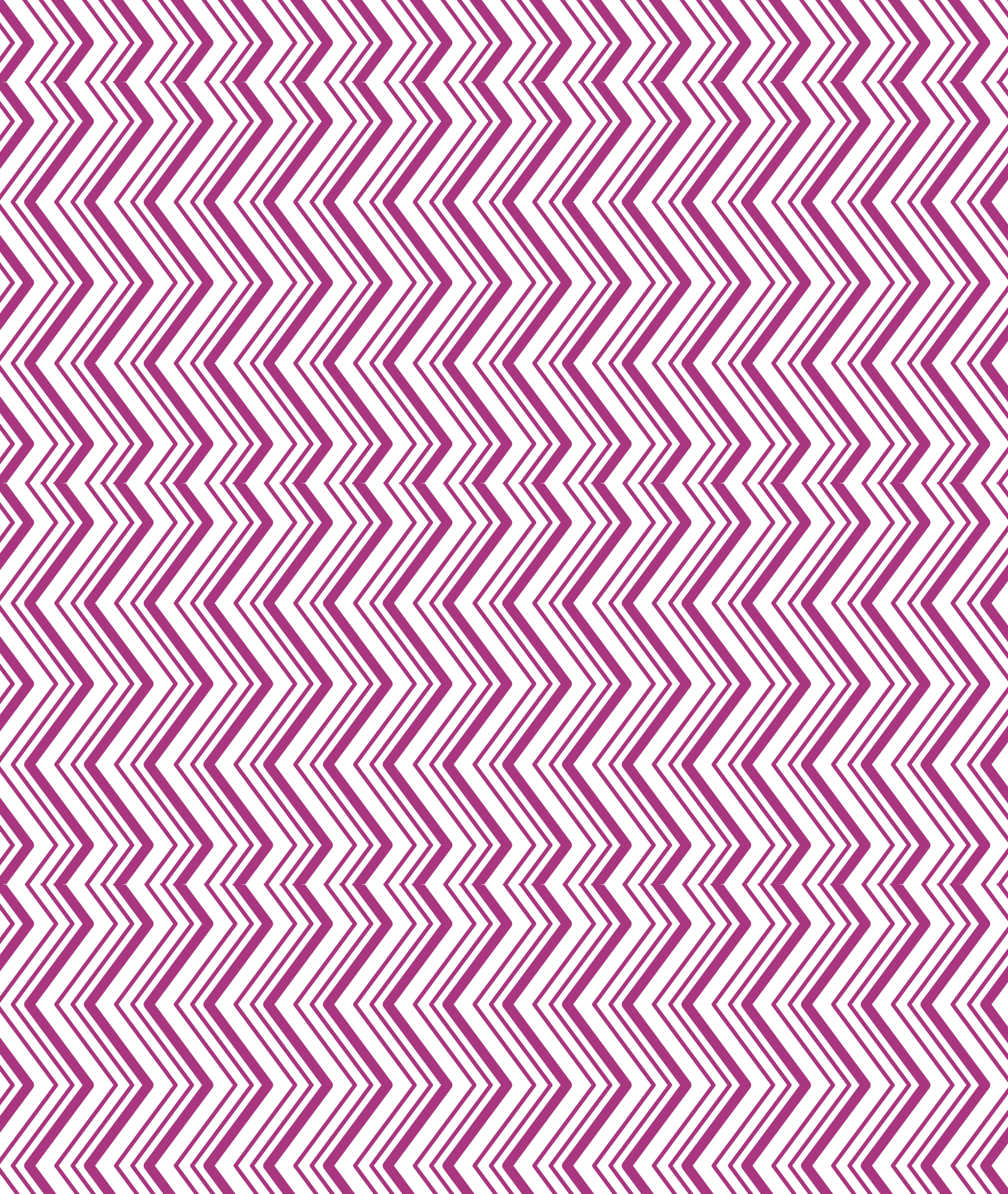
10 La CAN 2025 et la stratégie de positionnement régional et international du Maroc par le sport — **523-528**
Ahmet Göksel Uluer

11 Les dynamiques sociologiques de la transformation numérique de l'éducation au Kenya en 2025 — **529-534**
Ani Tarugishvili

12 Les réformes éducatives en Afrique en 2025 : de l'héritage colonial à la construction de programmes d'enseignement nationaux — **535-540**
Yusuf Dinçel

13 La Somalie, un nouveau pôle émergent de l'écosystème artistique africain en 2025 — **541-548**
Buse Erhalim Gümüş | Suad Jama Aidiid

14 Les parcours de réussite en 2025 des Africains diplômés de Türkiye — **549-556**
Tuğrul Oğuzhan Yılmaz



La Maison de la Culture Africaine comme application concrète d'une communication fondée sur la culture dans les relations Türkiye-Afrique

1

Zeliha Sağlam*

1. Introduction

La littérature sur les relations entre la Türkiye et l'Afrique se structure en grande partie autour des contacts diplomatiques, des coopérations économiques et des projets de développement. Néanmoins, les questions de savoir comment ces relations sont racontées, vécues et perçues demeurent incomplètes en l'absence d'une approche inclusive de la communication.

Cet article analyse les manifestations de la communication culturelle sur le terrain dans les relations Türkiye-Afrique à travers le cas de la Maison de la Culture Africaine [*Afrika Kültür Evi*] (MCA). Par sa structure intégrant les éléments de la diplomatie culturelle, de la diplomatie publique et de la diplomatie humanitaire, La MCA met en évidence la manière dont l'approche de la Türkiye envers l'Afrique se concrétise aux niveaux institutionnel et sociétal. L'étude examine, en 2025, la dimension multiforme de la communication culturelle à travers les discours, les pratiques spatiales et les modes d'établissement des relations de l'institution, et montre que ce processus se construit à la fois comme un récit, mais aussi à travers l'expérience et l'interaction.

2. Contexte institutionnel

La Maison de la Culture Africaine a été créée en 2016 à l'initiative de Son Excellence Madame Emine Erdoğan, à la suite des contacts humains établis sur le terrain lors de ses visites en Afrique. Les parcours de nombreuses femmes afri-

* Président du conseil d'administration de l'Association Maison de la Culture Africaine, zeliha.saglam@afrikakulturevi.org

caines, qui perpétuent un savoir-faire artisanal tout en restant souvent dans l'ombre, ont constitué le point de départ de cette initiative.

L'institution poursuit plusieurs objectifs : valoriser le travail des femmes et contribuer à sa transformation en valeur économique ; préserver et promouvoir le patrimoine culturel ; consolider les relations entre la Türkiye et l'Afrique sur une base humaine et au plus près des réalités quotidiennes ; et développer des mécanismes de diplomatie civile fondés sur la culture, l'art et l'éducation. Dans cette perspective, la MCA propose un modèle de communication centré sur l'humain et privilégiant le contact direct, qui dépasse les instruments traditionnels de la diplomatie.

3. Discours : égalité et réciprocité

L'approche de la MCA dépasse une conception hiérarchique des relations fondée sur l'aide et privilégie une logique de solidarité plus égalitaire et réciproque. Les producteurs africains y sont considérés comme des porteurs de savoirs et de cultures. Cette approche rejoint l'accent mis sur le principe d'un « partenariat entre égaux » dans la politique africaine de la Türkiye.

La MCA constitue un exemple original de la manière dont la communication culturelle peut s'incarner dans un espace physique. Installée dans une maison traditionnelle turque située dans le quartier de Hamamönü, à Ankara, l'institution offre aux visiteurs une expérience à plusieurs niveaux. À travers les expositions, les ateliers d'artisanat, ainsi que les activités musicales et gastronomiques, l'Afrique devient, dans cet espace, une réalité culturelle concrète et vécue.

L'une des principales forces de l'institution réside dans sa capacité à créer un lien émotionnel. Les produits issus du travail artisanal et les histoires qui les accompagnent suscitent chez les visiteurs un sentiment d'empathie et d'appartenance. Cela montre que la communication culturelle ne se limite pas à la transmission de connaissances, mais participe également à la création d'émotions et d'expériences.

4. Mise en œuvre sur le terrain et champ d'action

La Maison de la Culture Africaine (MCA) concrétise la communication culturelle à travers des projets concrets.

4.1. Centres de formation et de production en Afrique

Les centres mis en place au Sénégal et en Tanzanie en coopération avec la TİKA proposent des formations aux métiers de l'artisanat, des programmes de développement des compétences professionnelles ainsi que des dispositifs de soutien à l'entrepreneuriat féminin. Dans ce cadre, le programme Mama Jasiri vise à



renforcer l'autonomie économique des jeunes femmes en leur permettant d'acquérir des compétences dans les domaines de la production et de l'entrepreneuriat. En Tanzanie, la Dre Khadijah Bwanakheri Mohammed assure un accompagnement et un mentorat auprès des femmes dans le cadre du programme Mama Jasiri. Les produits artisanaux réalisés dans le cadre du programme sont exposés à la MCA et bénéficient ainsi d'une visibilité internationale. Cet exemple montre clairement comment la communication culturelle peut établir un lien entre la production locale, la visibilité internationale et la représentation culturelle.

4.2. Visibilité sur les plateformes internationales

La MCA participe activement à des plateformes telles que le Quatrième Forum diplomatique d'Antalya et le Cinquième Forum économique et d'affaires Türkiye-Afrique (TABEF), s'inscrivant ainsi dans un espace où diplomatie culturelle et diplomatie économique se rejoignent. Lors de ces événements, des produits issus du travail des femmes sont exposés, des récits culturels sont partagés et les contacts diplomatiques sont renforcés.

4.3. Interaction académique et intellectuelle : Programme de spécialisation en études africaines

Les activités menées dans le domaine académique et intellectuel constituent une dimension importante de l'approche de la Maison de la Culture Africaine en matière de communication fondée sur la culture. Dans ce cadre, le Programme de

spécialisation en études africaines constitue une initiative originale qui contribue à approfondir les relations Türkiye-Afrique non seulement sur les plans culturel et humain, mais également sur les plans intellectuel et académique.

Le programme réunit des étudiants de niveau universitaire supérieur, des chercheurs et de jeunes professionnels originaires de différents pays africains et de Türkiye, et leur offre un cadre d'apprentissage et d'échange à plusieurs niveaux. Les participants prennent part à des séminaires et à des ateliers consacrés à un large éventail de thématiques, notamment l'héritage historique de l'Afrique, ses structures politiques, sa place dans le système international, ses modes de production culturelle et ses dynamiques économiques. À cet égard, le programme montre que la communication fondée sur la culture se construit non seulement à travers les produits culturels et les espaces d'expérience, mais également à travers les processus de production des connaissances et de partage intellectuel.

Une autre contribution importante du Programme de spécialisation en études africaines réside dans les relations durables et les réseaux qui se créent entre les participants. Le cadre de dialogue qui se développe tout au long du programme permet aux participants venus de différents pays de découvrir directement les perspectives des uns et des autres, contribuant ainsi à approfondir la compréhension mutuelle.

Le programme contribue à approfondir l'intérêt académique porté aux études africaines en Türkiye tout en favorisant l'émergence de nouveaux axes de réflexion et de recherche pour les jeunes chercheurs. À ce titre, il contribue à la création d'un socle intellectuel solide, susceptible de soutenir la pérennité des relations entre la Türkiye et les pays africains sur le long terme. Les participants issus de 30 pays africains acquièrent, à travers leurs visites auprès des institutions et organisations turques actives en Afrique, un ensemble de connaissances à plusieurs niveaux et ont ainsi l'occasion de mettre en relation le cadre théorique avec les pratiques de terrain.

Prévu pour être organisé chaque année et conçu comme une véritable « École de l'Afrique », ce programme s'est distingué par son approche interdisciplinaire et sa dimension fondée sur l'expérience, et a suscité un vif intérêt dans les milieux universitaires ainsi qu'auprès des parties prenantes concernées.

5. La diplomatie des Premières dames (*First Lady*) et un nouveau paradigme

La MCA constitue un exemple de « diplomatie des Premières dames » qui dépasse les conceptions classiques de la diplomatie. Développée sous les auspices de Madame Emine Erdoğan, cette approche place le travail des femmes au



Mme Emine Erdoğan, épouse du président de la République de Türkiye, Recep Tayyip Erdoğan, a visité la Maison de la culture africaine et la Bibliothèque nationale de la Présidence de la République avec Jeannette Kagame, épouse du président de la République du Rwanda, Paul Kagame, en visite officielle en Türkiye. (Source : Agence Anadolu)

cœur de son action, considère le patrimoine culturel comme un lien privilégié et contribue au renforcement des liens humains. Ce modèle propose ainsi une conception de la coopération fondée sur l'autonomisation mutuelle, au-delà d'une approche reposant sur l'aide.

Dans ce cadre, les contacts internationaux établis contribuent à rendre de plus en plus visible l'impact de la MCA sur le terrain. La visite de Mme Jeannette Kagame, épouse du Président de la République du Rwanda, à la MCA, à l'invitation de Mme Emine Erdoğan, revêt à cet égard une importance particulière. À cette occasion, des initiatives visant à valoriser les produits artisanaux réalisés par des femmes africaines dans des conditions de marché équitables ont été présentées, tandis que la manière dont le patrimoine culturel est préservé à travers chaque motif et chaque détail a été examinée conjointement.



Mme Emine Erdoğan, épouse du président de la République de Türkiye, Recep Tayyip Erdoğan, a visité la Maison de la culture africaine et la Bibliothèque nationale de la Présidence de la République avec Jeannette Kagame, épouse du président de la République du Rwanda, Paul Kagame, en visite officielle en Türkiye. (Source : Agence Anadolu)

Parmi les contacts diplomatiques de la MCA figurent également les visites de ministres, d'ambassadeurs, de personnalités éminentes de différents pays africains ainsi que des délégations qui les accompagnent, lesquelles constituent une manifestation concrète de ces coopérations étroites. Lors de ces visites, la satisfaction suscitée par les relations développées par la MCA avec les pays africains a notamment été soulignée.

Le renforcement du rôle des femmes dans la vie économique et sociale constitue l'un des principaux axes d'action de l'institution. Dans ce cadre, lors du panel intitulé « Dialogue sur le leadership et l'entrepreneuriat des femmes », organisé dans le cadre du Forum d'affaires et d'économie Türkiye-Afrique 2025 et auquel Mme Emine Erdoğan a participé, des représentants du monde des affaires et de la société civile se sont réunis afin d'examiner les moyens de mieux intégrer le rôle croissant des femmes dans les politiques de développement. L'idée selon laquelle la coopération développée depuis plusieurs années entre la Türkiye et les pays africains s'oriente, sous l'impulsion du leadership féminin, vers un avenir plus inclusif et plus durable s'est imposée comme une perspective commune.

En novembre, Mme Emine Erdoğan, qui accompagnait le Président de la République, M. Recep Tayyip Erdoğan, lors de sa visite officielle en Afrique du Sud, a souligné, à travers ses contacts dans le domaine de la responsabilité sociale, l'importance de construire un avenir plus solide autour des valeurs de solidarité, de durabilité et de justice sociale. À l'issue de la visite, elle a exprimé son souhait de voir se renforcer les relations sincères entre les deux pays en déclarant : « Je crois de tout cœur que notre visite en Afrique du Sud, qui a laissé de profondes traces dans nos cœurs, contribuera à renforcer davantage les liens d'amitié qui nous unissent à cette région forte et riche. »



Mme Emine Erdoğan, épouse du président de la République de Türkiye, a visité le stand de la Maison de la culture africaine installé dans le cadre du bazar Cemre. (Source : Maison de la culture africaine)

Cette approche se manifeste également dans les relations établies avec l'OAFLAD (*Organization of African First Ladies for Development* / Organisation des Premières dames africaines pour le développement), qui joue un rôle de premier plan dans le développement de l'Afrique. Lors des échanges tenus à New York en 2025, plusieurs thèmes ont été mis en avant, notamment le soutien au travail des femmes, le renforcement de leur autonomisation économique à travers des centres de production, la préservation du patrimoine culturel immatériel et le développement de projets communs. Le rapprochement de la MCA et de l'OAFLAD autour de valeurs communes constitue ainsi le fondement de coopérations solides pour l'avenir.

Active également dans les domaines de l'éducation et des échanges académiques, la MCA a accueilli plusieurs communautés et groupes universitaires travaillant sur l'Afrique, notamment ceux de l'Université İnönü, de l'Université des sciences sociales d'Ankara et de l'Université Ankara Hacı Bayram Veli, contribuant ainsi au partage des connaissances. Les programmes organisés ont apporté une contribution importante au renforcement de la sensibilisation des jeunes à l'Afrique.

La MCA se distingue également par sa visibilité lors d'événements internationaux et participe activement à des manifestations consacrées aux thèmes de la famille, de la culture et de la solidarité. Sa participation au Salon international de la famille ainsi qu'au Forum international de la famille organisé à Istanbul par le ministère de la Famille et des Services sociaux de la République de Türkiye a constitué une occasion importante de mettre en évidence le lien étroit entre l'autonomisation des femmes et celle de la famille.



Le Programme de spécialisation en études africaines, organisé sous l'égide de la Maison de la culture africaine, s'est tenu du 20 au 26 janvier 2025 à Ankara. (Source : Maison de la culture africaine)

Dans le cadre des manifestations culturelles, le Cemre Çarşısı, organisé par TOGEMDER, a permis de présenter au public la richesse de l'artisanat africain et les histoires liées à la production artisanale ; la signification culturelle et le travail associés à chaque produit y ont été mis en valeur à travers une narration riche. De même, la participation à des plateformes internationales telles que le Forum diplomatique d'Antalya a permis de partager le patrimoine culturel africain avec des participants internationaux.

Par ailleurs, la célébration du dixième anniversaire organisée par l'ASHOM, qui réunit les épouses des représentants diplomatiques des pays africains en poste à Ankara, a constitué une rencontre importante reflétant la richesse de la culture africaine. L'espace d'exposition de la MCA, qui y présentait des produits réalisés par des femmes de 40 pays, a suscité un vif intérêt.

Les activités de la MCA contribuent également de manière significative à la préservation et à la transmission du patrimoine culturel immatériel. L'artisanat, les techniques traditionnelles de production, la gastronomie et les éléments de la culture orale constituent des domaines essentiels du patrimoine culturel qui porte l'identité des sociétés africaines. Ce patrimoine représente notamment un ensemble de connaissances et de savoir-faire transmis de génération en génération, en particulier par les femmes. Dans le cadre de la 69e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW69), la Fondation pour les femmes et la démocratie (KADEM) a organisé en 2025 à New York un panel intitulé « Comprendre le travail des femmes », auquel la MCA a également participé. Dans son intervention intitulée « La Maison de la Culture Africaine : un parcours qui valorise le travail des femmes », la Présidente du conseil d'administration, Mme Zeliha Sağlam, a abordé la productivité et le travail des femmes

sous différents angles. En soutenant ces formes de production, la MCA contribue à prévenir la disparition des techniques traditionnelles et à les inscrire dans la durée en les associant aux principes du design contemporain, proposant ainsi des exemples pouvant servir de modèles.

Dans le cadre du Festival de la Route de la Culture organisé en 2025 par le ministère de la Culture et du Tourisme de la République de Türkiye, la MCA s'est également distinguée par la diversité de ses activités visant à renforcer la diversité culturelle et les échanges. Les concerts, spectacles de danse africaine et ateliers d'artisanat organisés dans le cadre du programme du festival ont permis de mettre en lumière la richesse du patrimoine culturel africain à travers différentes disciplines. Les danses et performances musicales africaines ont notamment mis en avant des formes universelles de communication fondées sur le rythme et le langage corporel, tandis que les ateliers d'artisanat ont contribué à la préservation du patrimoine culturel immatériel en permettant la transmission des techniques traditionnelles de production.

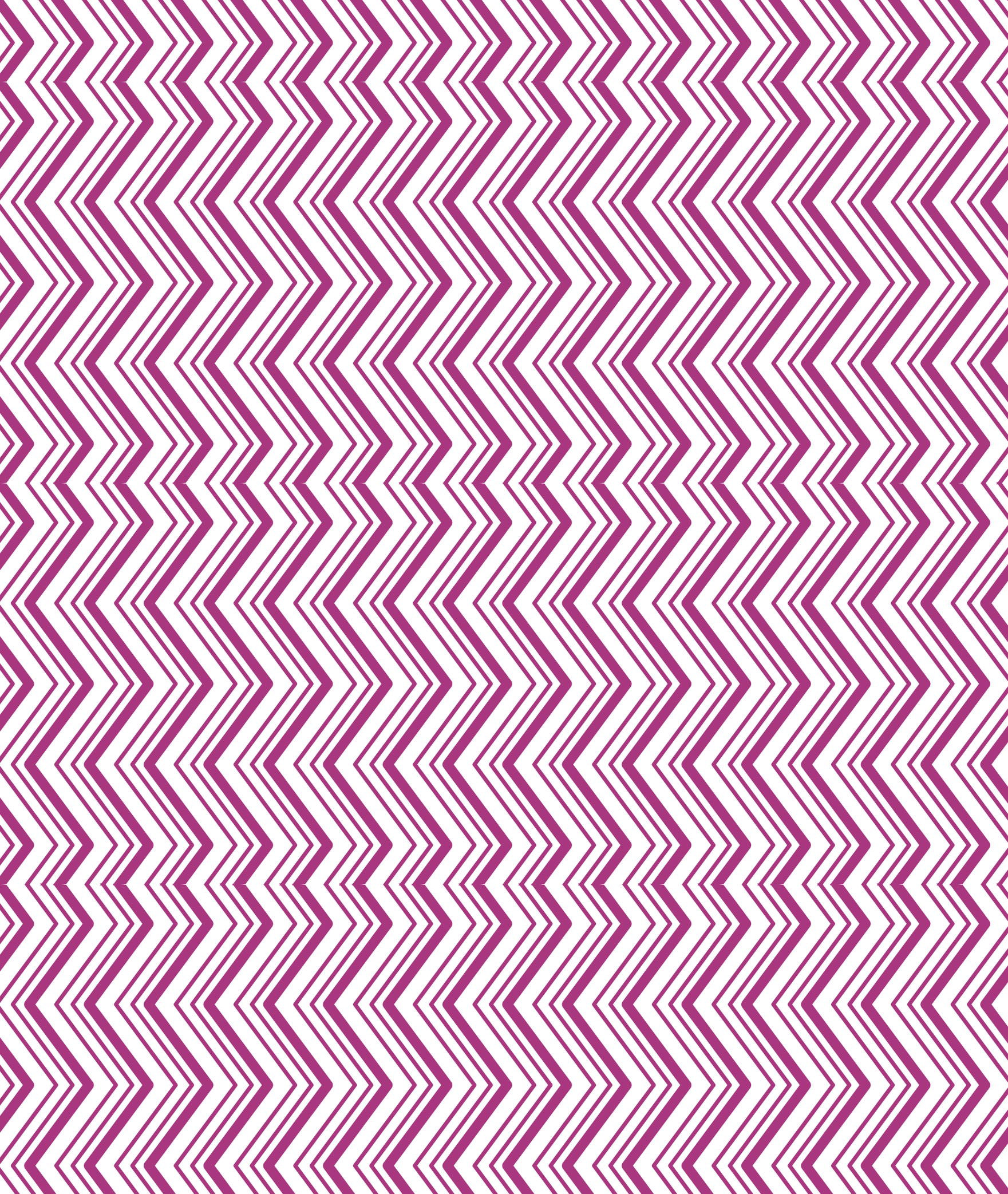
L'ensemble de ces initiatives montre que la MCA constitue non seulement un centre culturel, mais également une plateforme qui valorise le travail des femmes, fait vivre le patrimoine culturel et contribue au renforcement des coopérations internationales. Cette démarche, fondée sur des valeurs communes, la compréhension mutuelle et la solidarité, continue de contribuer à la construction d'un avenir plus juste, plus inclusif et porteur d'espoir.

7. Conclusion

Le discours construit à travers la MCA s'articule autour de plusieurs éléments : l'accessibilité, la sincérité et la sensibilité culturelle. Cette structure vient compléter les discours diplomatiques officiels en inscrivant les relations dans un cadre humain et quotidien.

La MCA se distingue comme un modèle concret de communication stratégique dans les relations entre la Türkiye et les pays africains. Cet espace intègre la diplomatie culturelle et la diplomatie publique, produit de l'impact à travers le lieu, l'expérience et la narration, et contribue à la construction, sur le long terme, de la confiance et de la compréhension mutuelle.

En conclusion, la MCA peut être considérée comme un modèle original et durable incarnant, sur le terrain, la dimension humaine, culturelle et sociale de la vision de la Türkiye à l'égard de l'Afrique.



2

Les festivals et événements culturels en Afrique en 2025

Rukiye Nur Akyazıcı* | Habeeb Emiola**

1. Introduction

La géographie culturelle de l'Afrique se caractérise par un patrimoine riche, façonné par des traditions millénaires, des formes d'expression spirituelle et des identités collectives profondément enracinées. Longtemps dépeintes à travers des discours coloniaux qui assimilaient la diversité culturelle à une prétendue absence de civilisation, les sociétés africaines ont pourtant toujours été porteuses d'institutions culturelles profondément ancrées dans la vie sociale. Les festivals occupent, à cet égard, une place centrale dans les sociétés africaines. Loin d'être de simples occasions de célébration, ils contribuent au renforcement des liens communautaires, marquent le passage du temps et favorisent la transmission des valeurs et des traditions d'une génération à l'autre. Comme le soulignent Ògúndèjí et Fasehun, les festivals et les carnavals offrent des éclairages essentiels sur le tissu social des communautés, tout en remplissant simultanément des fonctions de performance, de rituel et de mobilisation.[1]

En 2025, le calendrier des festivals en Afrique s'est distingué par un dynamisme remarquable autour de trois dimensions étroitement imbriquées : l'identité culturelle, le panafricanisme et la diaspora, ainsi que le syncrétisme. Ces catégories ne sont pas mutuellement exclusives ; elles consti-

* Université Necmettin Erbakan, Faculté des sciences de l'éducation, Master en gestion de l'éducation, Meram / Konya 25830102215@ogr.erbakan.edu.tr
ORCID : 0000-0002-9719-2829

** Université d'État de Lagos, Lagos, Nigeria – Analyste de recherche stagiaire diplômé habeeb.emiola200352017@st.lasu.edu.ng
ORCID : 0009-0007-5426-027X

1 P. Ògúndèjí et M. Fasehun, « Insights from Festivals and Carnivals », *Cultural Festivals and Their Role in Social Cohesion*, Springer, 2021, p. 105-118,

https://www.kisa.link/DIElf, (Consulté le 10.04.2026).

2 Greg Richards et Robert Palmer (dir.), *Festival Cities: Culture, Planning and Urban Life*, Routledge, Londres, 2020,



Le Festival Gnaoua et Musiques du Monde s'est tenu du 19 au 21 juin 2025 à Essaouira, au Maroc. (Source : Accueil – Festival Gnaoua d'Essaouira 2027 | Musiques du monde)

tuent au contraire des trajectoires complémentaires à travers lesquelles les peuples africains affirment, négocient et célèbrent leur identité, tant au sein du continent qu'à l'échelle mondiale. Le présent article examine une sélection d'événements organisés en 2025 qui illustrent chacune de ces dimensions et analyse leur importance dans le cadre des dynamiques culturelles africaines.

2. Dynamiques culturelles africaines

En tant que phénomènes culturels, les festivals constituent des célébrations périodiques et organisées qui participent à la culture populaire et reflètent les activités, les émotions et les interactions des communautés à travers le monde.[2] En tant qu'expressions de l'identité culturelle, ils se présentent comme des événements ponctuels qui contribuent à inscrire les sociétés dans leur environnement socioculturel et à donner à voir leur identité collective.[3] Dans le contexte africain, cette dynamique revêt une importance particulière si l'on tient compte à la fois de l'impact historique des transformations culturelles induites par la colonisation et du processus toujours en cours de réappropriation et de réaffirmation culturelles sur le continent.

Dans leurs grandes lignes, les festivals organisés en Afrique en 2025 peuvent être regroupés en trois grandes catégories : les *manifestations culturelles traditionnelles*, fondées sur les patrimoines locaux ; les *manifestations panafricaines*, qui transcendent les frontières ethniques dans une perspective de solidarité à l'échelle du continent ; et les *célébrations culturelles syncrétiques*, qui associent les traditions africaines à des influences venues

https://www.kisa.link/CclOJ, (Consulté le 10.04.2026).

3 Cigdem Findiklar, « The Role of Festivals in Urban Identity: A Study on the Relationship Between Perception and Experience of Place; Case of Seb-i Arus », Université technique du Moyen-Orient, mémoire de master inédit, Ankara, 2017,

https://www.kisa.link/QSXWr, (Consulté le 10.04.2026).

4 African Newspage, « As Africa Readies for 9th

d'ailleurs. Chacune de ces catégories renvoie à une dimension particulière, mais complémentaire, de l'expression culturelle africaine. Ensemble, elles composent le calendrier culturel africain de 2025 auquel cette section est consacrée. Cette étude s'intéresse également au rôle de la culture festivalière dans l'expression des identités, le partage des valeurs culturelles ainsi que le renforcement de la continuité et de la cohésion sociales.

3. Panafricanisme et diaspora

3.1. 9e Congrès panafricain – Lomé, Togo (8-12 décembre 2025)

Le 9e Congrès panafricain s'impose sans conteste comme l'un des événements majeurs de l'année 2025 pour le mouvement panafricaniste. Organisé conjointement par la Commission de l'Union africaine et le gouvernement togolais, le Congrès s'est tenu à Lomé du 8 au 12 décembre 2025, au terme d'une année de mobilisation qui avait été rythmée par six réunions préparatoires régionales organisées en Afrique et au sein de la diaspora.[4] L'événement a réuni près d'un millier de participants, parmi lesquels des ministres, des diplomates, des universitaires, des représentants de la société civile ainsi que des figures de premier plan de la diaspora africaine à travers le monde.[5] Intitulé « Renouveau du panafricanisme et rôle de l'Afrique dans la réforme des institutions multilatérales : mobiliser les ressources et renouer avec notre capacité d'initiative », le thème du Congrès traduisait une orientation résolument tournée vers l'avenir, plutôt qu'une démarche centrée sur la commémoration.

Faure Gnassingbé, président du Conseil du Togo, a présenté cette rencontre non pas comme une simple commémoration, mais comme un moment de réaffirmation, de réappropriation et de transformation. Il a invité les délégués à considérer le Congrès comme un levier stratégique permettant à l'Afrique de retrouver une voix plus affirmée sur la scène internationale.[6] Les échanges ont porté sur des questions fondamentales liées à la culture, au savoir et à l'identité. La Commission de l'Union africaine a également réaffirmé son engagement à inscrire la conscience panafricaine, la vérité historique et la justice réparatrice dans les processus éducatifs, formels comme informels, aussi bien sur le continent qu'au sein de la diaspora.[7]

Pan-African Congress in Lome », 30.11.2025,

https://www.kisa.link/UZkof, (Consulté le 10.04.2026).

5 Togo First, « African Union and Togo Launch Congress to Renew Pan-African Ties », 09.12.2025,

https://www.kisa.link/XuVPp, (Consulté le 10.04.2026).

6 Togo First, *op. cit.*

7 Modern Diplomacy, « Renewal of Pan-Africanism: A Vision for the 21st Century », 12.12.2025,

https://www.kisa.link/RJCMF, (Consulté le 10.04.2026).

8 Union africaine, « Africa Day 2025: Powerful Reminder of the Continents Resilience, Diversity and Potential », 25.05.2025,

https://www.kisa.link/aknjy, (Consulté le 10.04.2025).

9 UNESCO, « Heritage Homecoming: Africa Week 2025 Unites the African Diaspora at UNESCO », 2025,

https://www.kisa.link/Kqnqr, (Consulté le 10.04.2026).

3.2. Journée de l'Afrique 2025 – Union africaine (25 mai 2025)

La Journée de l'Afrique 2025 s'est imposée comme un moment important de réaffirmation des idéaux panafricanistes à l'échelle du continent. Le président de la Commission de l'Union africaine a souligné que cette journée constituait une occasion de célébrer le panafricanisme, le patrimoine commun et la force de l'unité africaine, mais aussi de renouveler l'engagement collectif en faveur de la justice, des réparations ainsi que d'une Afrique prospère et inclusive, au bénéfice de l'ensemble des peuples africains et de la diaspora africaine à travers le monde.[8] L'événement a également contribué à renforcer la fierté liée à l'identité africaine en encourageant les Africains à valoriser la diversité de leurs cultures, de leurs langues et de leurs traditions dans un esprit de dignité et d'appartenance communes.

4. Identité culturelle

4.1. Semaine de l'Afrique à l'UNESCO – Paris (2025)

Bien qu'organisée à Paris, la Semaine de l'Afrique à l'UNESCO constitue une véritable plateforme de mise en valeur de l'identité culturelle africaine sur la scène internationale. L'édition 2025 s'est tenue autour du thème « Solidarité mondiale pour la restitution et la restauration du patrimoine africain à travers la culture, l'éducation et les sciences ». Les différentes tables rondes ont mis en lumière les contributions de l'Afrique au patrimoine mondial des savoirs, en abordant un large éventail de sujets allant de la métallurgie de Nok à l'astronomie des Dogons, en passant par le patrimoine intellectuel de Tombouctou.[9] Le panel consacré à l'éducation, animé par Dr Auxillia Mnangagwa, épouse du Président du Zimbabwe, a notamment souligné avec force que la restitution du patrimoine devait être enseignée dans les écoles non pas comme un acte de générosité, mais comme une question de droit.[10]

4.2. Festival d'art de rue Chale Wote – Accra, Ghana (août 2025)

Le Festival d'art de rue Chale Wote transforme les rues d'Accra en une vaste galerie à ciel ouvert, où les formes d'expression urbaine contemporaine dialoguent avec l'esthétique de la créativité africaine traditionnelle. À travers les peintures murales, la mode avant-gardiste, les graffitis et les performances musicales, Chale Wote s'est imposé comme un espace privilégié de réflexion et d'expression autour de l'identité culturelle africaine contem-

10 UNESCO, *op. cit.*

11 African Leadership Magazine, « Africa's Festivals and Cultural Celebrations You Cannot Miss in 2025 », 31.01.2025, https://www.kisa.link/XMIeW, (Consulté le 10.04.2026).

poraine, notamment d'une identité urbaine et portée par la jeunesse, en dialogue constant avec les héritages culturels locaux.[11]

4.3. Festival du Guérewol – Tchad/Niger (octobre 2025)

Le festival du Gerewol, célébré par les populations *Wodaabe* du Tchad et du Niger, demeure l'une des expressions les plus singulières de l'identité culturelle africaine. Organisé en octobre 2025, le festival s'articule autour d'un rituel masculin de séduction et de mise en valeur de la beauté, au cours duquel l'identité, l'esthétique et le sentiment d'appartenance communautaire sont exprimés et célébrés à travers différentes performances.[12] Le festival montre ainsi que des notions telles que la beauté, les représentations du genre et l'appartenance communautaire peuvent être construites selon des modalités susceptibles à la fois d'enrichir et de remettre en question les normes dominantes à l'échelle mondiale, mettant ainsi en évidence la diversité des formes que peut prendre l'identité culturelle africaine.

4.4. Festival Incwala – Eswatini (décembre 2025 – janvier 2026)

Considéré comme le festival le plus sacré d'Eswatini, l'Incwala offre un aperçu exceptionnel des traditions royales africaines. Vêtus de leurs costumes cérémoniels, les guerriers exécutent des danses rituelles tandis que le roi conduit les cérémonies héritées de ses ancêtres. L'ensemble du royaume se réunit alors autour de cet événement, qui constitue à la fois une expression du patrimoine et un moment de renouveau national. Le fait que ce festival figure parmi les rares manifestations où une monarchie ancienne s'articule de manière aussi étroite avec le sentiment de fierté nationale contemporain en fait un terrain d'observation particulièrement riche pour l'étude d'une identité culturelle vivante.[13]

5. Syncrétisme

5.1. Festival Gnaouas et Musiques du Monde – Essaouira, Maroc (19-21 juin 2025)

Organisée à Essaouira du 19 au 21 juin 2025, la 26e édition du Festival Gnaoua et Musiques du Monde constitue l'une des expressions les plus remarquables du syncrétisme culturel dans le calendrier culturel africain de 2025. Pendant trois jours, le festival a mis à l'honneur le rythme, le dialogue

12 African Leadership Magazine, *op. cit.*
13 African Leadership Magazine, *op. cit.*

interculturel et la fusion des expressions artistiques, en faisant dialoguer le patrimoine avec la création contemporaine. L'un des faits marquants de l'édition 2025 réside dans la création d'une chaire universitaire consacrée à la mondialisation et aux études interculturelles, fondée sur l'expérience et l'héritage gnaoua. Cette initiative témoigne de la volonté du festival de dépasser le cadre d'une simple manifestation culturelle pour s'inscrire également dans une démarche de réflexion et de production intellectuelle.[14]

Le festival a été créé pour valoriser et faire vivre la musique et la culture gnaouies, issues des descendants de populations originaires d'Afrique de l'Ouest amenées au Maroc entre les XVIe et XVIIe siècles. La musique gnaouie associe des traditions musicales enracinées dans les pratiques de guérison d'Afrique subsaharienne à des éléments spirituels et rituels, donnant progressivement naissance à une expression culturelle aujourd'hui reconnue à l'échelle internationale.[15] Les Gnaouas s'inscrivent dans des confréries spirituelles dont les pratiques et les représentations se sont construites à la croisée du soufisme islamique et de traditions spirituelles berbères, arabes et africaines préislamiques. À ce titre, la culture gnaouie constitue une expression vivante du syncrétisme religieux et culturel.

5.2. Semaine de l'Afrique à l'UNESCO – Performances musicales panafricaines

Les performances artistiques présentées dans le cadre de la Semaine de l'Afrique 2025 à l'UNESCO ont constitué une véritable vitrine du syncrétisme panafricain à l'échelle du continent. Réunissant des artistes issus de onze pays, la programmation a fait dialoguer une grande diversité de traditions et d'expressions contemporaines : les sonorités afro-groove de Tanzanie, les chants nomades du désert mauritanien, les danseurs de *Sellou'Art* de Côte d'Ivoire, la troupe Intore du Rwanda, la tradition du jazz à la mbira du Zimbabwe, les sonorités mystiques des *Aïssawa* du Maroc, la morna du Cap-Vert, la salsa congolaise, le toirab des Comores, les musiques fusion du Mali ainsi que des créations de mode inspirées de l'art du *bogolan* sénégalais. L'ensemble a donné à voir un paysage culturel où les traditions, loin d'être figées, se rencontrent, se transforment et se réinventent au contact les unes des autres.[16]

14 Morocco World News, « Three Days, One Music-Filled City: Gnaoua Festival 2025 Lineup Unveiled », 2025, https://www.kisa.link/KIVqi, (Consulté le 10.04.2026).

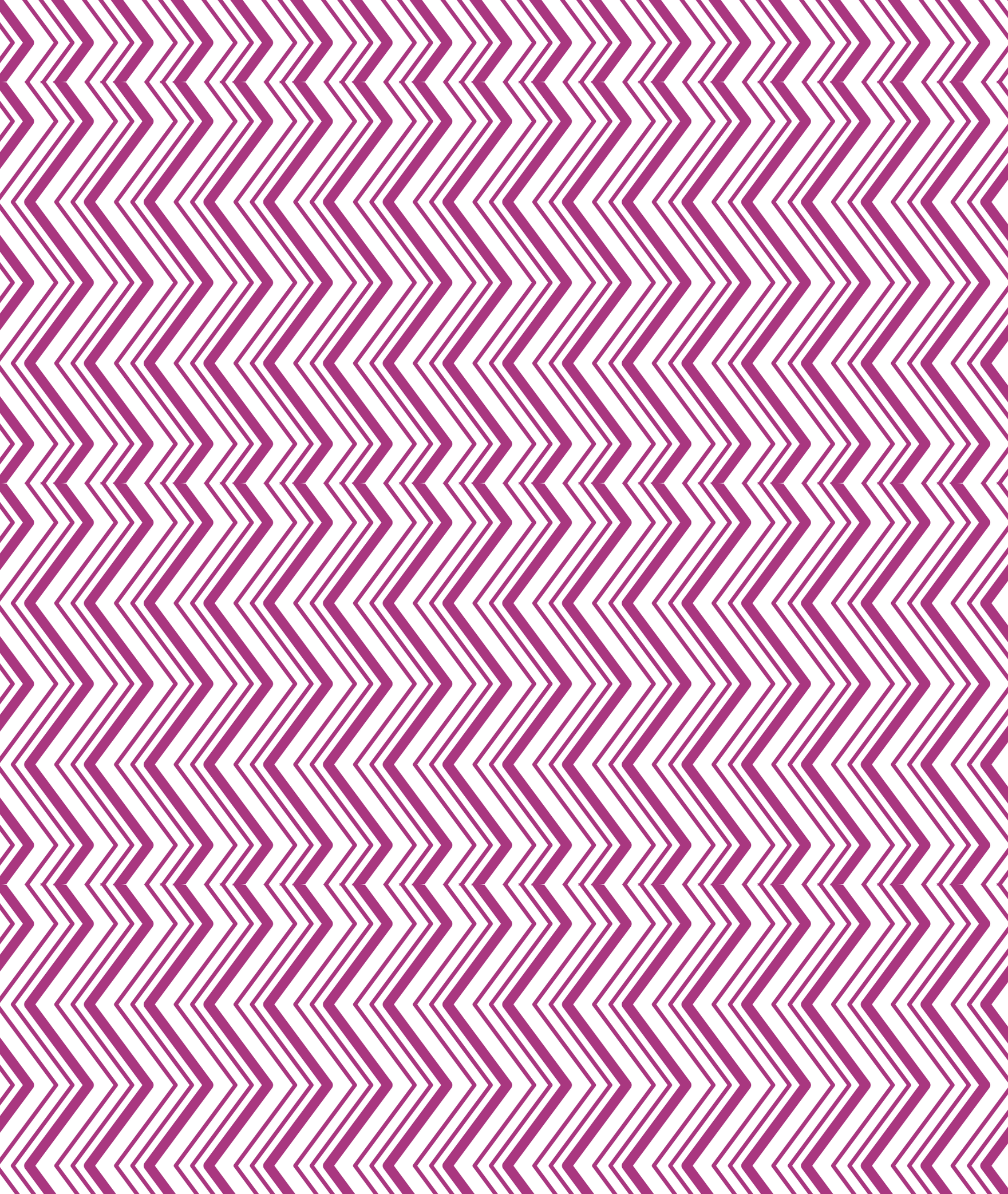
15 Wikipedia, « Gnawa and World Music Festival », https://www.kisa.link/YpNGO, (Consulté le 10.04.2026).

16 UNESCO, *op. cit.*

6. Conclusion

Les festivals et manifestations culturelles organisés en Afrique en 2025 ont une nouvelle fois confirmé la capacité durable du continent à définir, préserver et réinventer son patrimoine culturel à partir de ses propres références et de ses réalités. De la portée politique du 9e Congrès panafricain à l'énergie syncrétique du Festival Gnaoua, en passant par la dimension sacrée et communautaire de l'Incwala, chacune de ces manifestations témoigne d'un continent qui poursuit activement sa démarche d'affirmation et de réappropriation culturelles. Loin de se réduire à de simples vestiges du passé, ces célébrations constituent de véritables espaces de construction identitaire, où le local et le global, l'héritage ancestral et la création contemporaine entrent dans un dialogue fécond.

Considérées dans leur ensemble, les manifestations étudiées dans cet article montrent clairement que l'identité culturelle africaine en 2025 n'est ni figée ni homogène. Elle se caractérise au contraire par une articulation dynamique entre traditions, conscience diasporique et capacité de réinvention créative. Dans cette perspective, l'année 2025 apparaît comme un moment important dans le processus de renouveau culturel du continent africain. Les festivals et manifestations culturelles ne se limitent plus à des espaces de célébration : ils deviennent également des vecteurs stratégiques d'affirmation de la dignité, de renforcement de la solidarité et de réappropriation d'une capacité à se penser et à se projeter en tant qu'espace de civilisation.



La Muséologie en Afrique du Nord en 2025 : Le Grand Musée Égyptien et le Musée national de Libye

3

Duygu İlkhan Söylemez*

1. Introduction

L'année 2025 a marqué un tournant majeur dans l'histoire de la muséologie en Afrique du Nord. Deux inaugurations majeures, organisées en novembre et en décembre, ont donné une nouvelle impulsion au secteur: le Grand Musée égyptien (*Grand Egyptian Museum* – GEM), situé à proximité de Gizeh, et le Musée national de Libye (le Palais rouge – *Assaraya al-Hamra*), à Tripoli, associent désormais le patrimoine archéologique de la région aux technologies modernes de conservation et à des approches architecturales novatrices. L'ouverture de ces deux institutions au cours de la même année a considérablement renforcé la place de l'Afrique du Nord dans le paysage mondial de la gestion du patrimoine culturel.[1]

La présente étude examine, dans une perspective technique, les caractéristiques architecturales, les infrastructures de conservation et les politiques de gestion des collections de ces deux musées. Construit grâce à un investissement public égyptien d'environ 1,2 milliard de dollars, le GEM est l'aboutissement d'un processus de préparation qui s'est étendu sur plus de trois décennies. En Libye, le Palais rouge historique, qui avait fermé ses portes en raison de la guerre civile de 2011, a été restauré avec un soutien international et rendu de nouveau accessible au public après environ quatorze années de fermeture, renouant ainsi avec sa vocation muséale.[2]

L'analyse comparative et technique de ces deux projets revêt une importance majeure pour mettre en évidence la manière dont les pratiques muséales en Afrique du Nord convergent vers les standards internationaux. À cet égard, la

* Maître de conférences, Université Selçuk, duyguilkhan@gmail.com

1 Z. Carver (2025), « A New Era in Egyptology: The Grand Egyptian Museum Opens its Doors»,

https://www.kisa.link/nXflg, (Consulté le 03.04.2026).

2 Heneghan Peng Architects, « Grand Egyptian Museum », *ArchDaily*,

https://www.kisa.link/kSqCo, (Consulté le 03.04.2026).



La cérémonie d'inauguration du Grand Musée égyptien, sous l'égide du président de la République arabe d'Égypte, Abdel Fattah al-Sissi, s'est tenue le 1er novembre 2025 au Caire. (Source : Agence Anadolu)

présente étude examine en détail l'organisation architecturale, les capacités de conservation et les stratégies de gestion des collections de chacune des deux institutions.

2. Le Grand Musée égyptien : conception architecturale et infrastructures de conservation

Inauguré le 1er novembre 2025 lors d'une cérémonie grandiose, le Grand Musée égyptien est aujourd'hui le plus grand musée au monde consacré à une seule civilisation. Situé à seulement deux kilomètres des pyramides de Gizeh, il s'étend sur une superficie d'environ 500 000 mètres carrés, dont 81 000 mètres carrés sont consacrés aux espaces d'exposition.[3]

Conçu par le cabinet irlandais Heneghan Peng Architects, lauréat du concours international d'architecture organisé en 2003, le bâtiment entretient un dialogue étroit avec les caractéristiques géographiques du plateau de Gizeh. Le dénivelé de 50 mètres qui sépare la vallée du Nil du plateau désertique a constitué l'un des principaux paramètres de la conception architecturale. Le bâtiment a ainsi été conçu sous la forme d'un vaste volume en forme de coin, adossé au plateau et

3 Dezeen, « Grand Egyptian Museum reaches completion in Giza », https://www.kisa.link/GllKU, (Consulté le 03.04.2026).



Le Musée national de Libye a rouvert ses portes au public le 12 décembre 2025 à Tripoli, après 14 années de fermeture. (Source : Agence Anadolu)

épousant sa topographie. Sa façade extérieure associe des panneaux d'albâtre, un revêtement en calcaire égyptien et des surfaces vitrées disposés selon des formes triangulaires. Celles-ci permettent à la fois de maîtriser l'apport de lumière naturelle et de contribuer à la préservation des œuvres. La structure, principalement en béton, repose quant à elle sur le principe de la masse thermique, afin de réduire au minimum les besoins en climatisation d'un bâtiment d'une telle ampleur.[4]

4 Dezeen, « Grand Egyptian Museum reaches completion in Giza »,
https://www.kisa.link/GllKU, (Consulté le 03.04.2026).

Relié au bâtiment principal par un tunnel d'environ 200 mètres, le Centre de conservation, d'une superficie de 18 000 mètres carrés, compte parmi les installations de restauration archéologique les plus importantes au monde. Il comprend 17 laboratoires spécialisés, chacun dédié à différents types de matériaux, allant du papyrus et des textiles aux momies, en passant par les sculptures en pierre et les objets métalliques. L'un des résultats les plus significatifs de cette infrastructure a été de permettre, pour la première fois, la présentation réunie des 5 398 pièces de la collection appartenant au roi Toutânkhamon.[5] Avec plus de 100 000 objets, le musée comprend 12 galeries principales, un musée pour enfants, un centre de conférences ainsi qu'un pavillon spécialement consacré aux barques solaires de Khéops.[6]

3. Le Musée national de Libye : La modernisation d'un édifice historique

Ayant rouvert ses portes le 12 décembre 2025, le Musée national de Libye est installé dans le complexe historique de la citadelle d'Assaraya al-Hamra (le Palais rouge), à Tripoli. Transformé en musée en 1919, sous la période coloniale italienne, l'édifice avait dû fermer ses portes dans le contexte d'instabilité qui s'est installé en Libye après 2011 et la chute du régime de Mouammar Kadhafi, restant inaccessible au public pendant près de quatorze ans. Lancé en mars 2023 à l'initiative du Gouvernement d'unité nationale, le vaste projet de restauration a été mené avec l'appui technique de l'UNESCO et la contribution d'experts turcs et italiens.[7]

Avec une superficie de 10 000 mètres carrés consacrée aux espaces d'exposition, l'édifice est le plus grand musée de Libye. Il a été aménagé de manière à offrir des dispositifs d'exposition modernes tout en préservant les espaces historiques. Les collections du musée couvrent une histoire continue allant des Phéniciens à la période romaine, puis de l'époque byzantine à la période islamique. Parmi les pièces les plus remarquables figurent notamment des mosaïques, des sculptures monumentales et des fresques provenant de sites archéologiques classés au patrimoine mondial de l'UNESCO, tels que Lepcis Magna et Sabratha, ainsi que des momies découvertes à Uan Muhuggiag et à Jaghbub.[8] Des événements culturels parallèles ont été organisés simultanément à Rome, Londres et Paris lors de la cérémonie d'inauguration, illustrant la dimension diplomatique internationale acquise par le musée.[9]

À la veille de l'inauguration, le Premier ministre Abdulhamid Dbeibah a déclaré dans son discours que la réouverture du musée constituait une preuve concrète de la reconstruction des institutions libyennes. Ce discours met clairement en évidence le rôle symbolique de l'institution, qui dépasse celui d'un simple espace culturel pour participer à la reconstruction de l'identité nationale dans la période post-conflit.[10]

5 Al Jazeera, « A look inside Egypt's newly unveiled Grand Egyptian Museum », https://www.kisa.link/SusdJ, (Consulté le 03.04.2026).

6 ABC News, « Egypt's Grand Museum fully opens in gala ceremony after 2-decade build », https://www.kisa.link/aaWyh, (Consulté le 03.04.2026).

7 The Art Newspaper, « Reopening of Libya's national museum celebrated as 'new beginning'», https://www.kisa.link/aMkKP, (Consulté le 03.04.2026) ; Wikipedia, « Red Castle Museum», https://www.kisa.link/gnbNm, (Consulté le 03.04.2026).

8 Agenzia Nova, « The National Museum of Tripoli reopens, with simultaneous ceremonies also held in Rome, London, and Paris », https://www.kisa.link/rfyrP, (Consulté le 03.04.2026).

9 ARTnews, « Libya's National Museum Reopens After 14 Years », https://www.kisa.link/PBfVo, (Consulté le 03.04.2026).

10 Daily Sabah, « Libya reopens national museum, showcases ancient treasures », https://www.kisa.link/KCBrW, (Consulté le 03.04.2026).

4. Gestion des collections et restitution des biens culturels

L'année 2025 a constitué une période au cours de laquelle les deux musées ont enrichi leurs collections grâce à de nouvelles acquisitions et à la restitution de biens culturels depuis l'étranger. Outre la présentation au public, pour la première fois, de l'intégralité de la collection de Toutânkhamon, le GEM a également exposé plus de 20 000 pièces qui n'avaient encore jamais été présentées au public.[11]

Du côté libyen, les responsables du musée ont annoncé, avant l'inauguration, avoir récupéré 21 objets archéologiques illicitement sortis du pays et provenant de différentes collections en France, en Suisse et aux États-Unis. Ils ont également indiqué que des négociations étaient toujours en cours avec l'Espagne et l'Autriche en vue de nouvelles restitutions. Ces restitutions jouent un rôle essentiel dans la reconstitution des collections endommagées par les pillages survenus au lendemain du conflit et dans le renforcement des mécanismes de traçabilité des biens culturels.[12]

La transformation numérique de la gestion des inventaires est également devenue une priorité majeure dans les deux musées. Le laboratoire de conservation ouvert au public du GEM permet notamment aux visiteurs de suivre directement, derrière des parois vitrées, le processus de restauration de la barque solaire de Khéops. En 2025, l'UNESCO a par ailleurs identifié le GEM et le Musée national de Libye comme des institutions partenaires clés dans le cadre des initiatives régionales de sauvegarde du patrimoine culturel.[13]

5. Conclusion

L'année 2025 a marqué une nouvelle dynamique pour la muséologie en Afrique du Nord, tant par l'ampleur des projets que par leur qualité. Par son vaste ensemble architectural, son Centre de conservation doté de 17 laboratoires et le dialogue formel qu'il entretient avec les pyramides, le Grand Musée égyptien s'est imposé comme l'une des réalisations majeures de l'architecture muséale contemporaine à l'échelle mondiale. Le Musée national de Libye, quant à lui, constitue une réussite emblématique de la reconstruction culturelle au lendemain d'un conflit, en démontrant comment un édifice historique à vocation défensive peut être adapté aux normes contemporaines de présentation muséale.

Les deux projets montrent concrètement qu'il est possible de conserver et de présenter les biens archéologiques dans leur contexte d'origine, selon les standards professionnels les plus exigeants. Le modèle égyptien du méga-musée fondé sur des technologies de pointe et l'approche libyenne axée sur la réhabilitation du tissu historique représentent deux stratégies complémentaires. Ces évolutions constituent également une référence technique pour les autres projets muséaux du continent africain et inscrivent la responsabilité de préserver et de transmettre le patrimoine culturel aux générations présentes et futures dans une dynamique de coopération internationale.[14]

11 ABC News, « Egypt's Grand Museum fully opens in gala ceremony after 2-decade build », https://www.kisa.link/aaWyh, (Consulté le 03.04.2026).

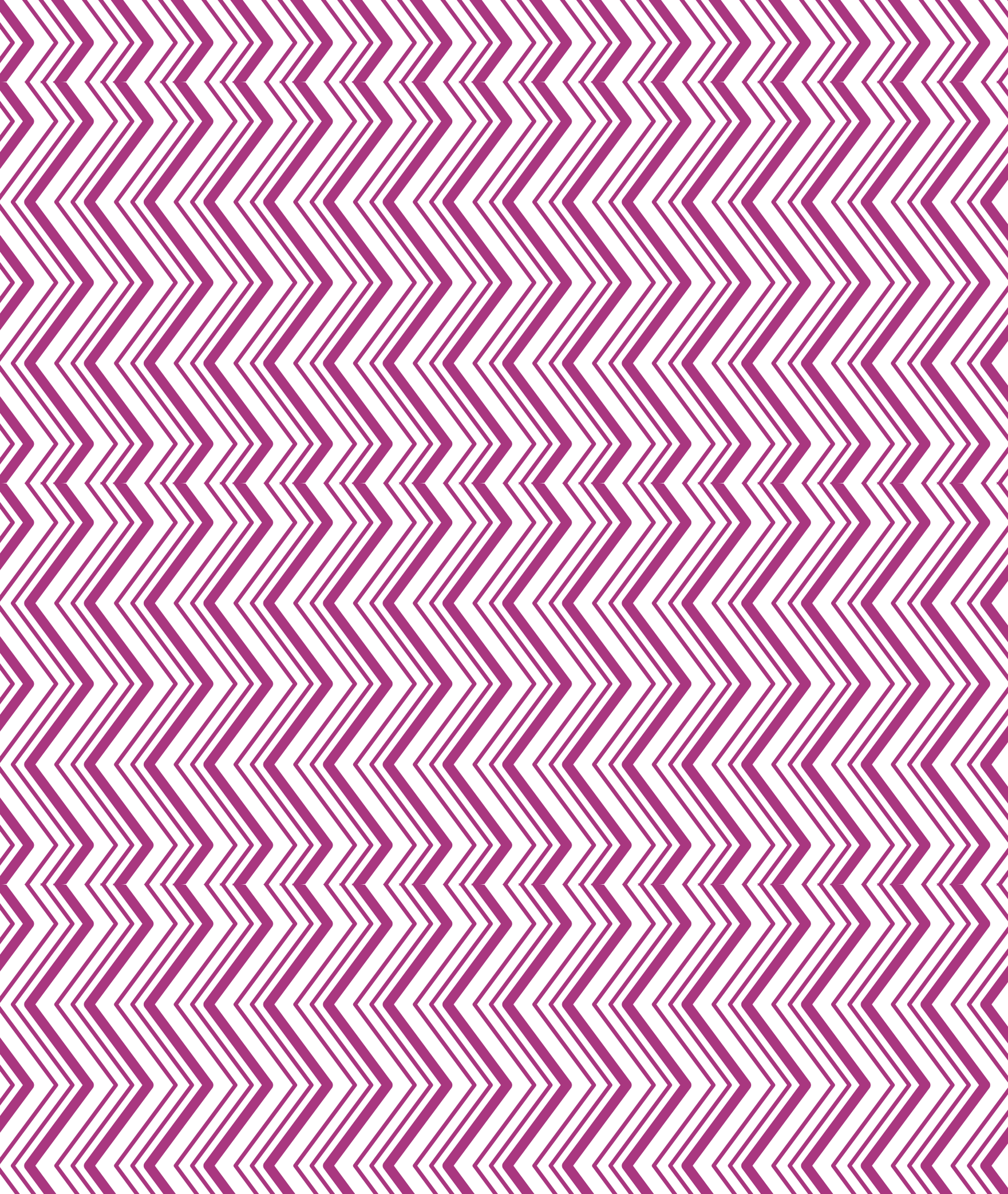
12 Daily Sabah, « Libya reopens national museum, showcases ancient treasures », https://www.kisa.link/KCBrW, (Consulté le 03.04.2026).

Maghrebi.org, « Libya reopens national museum », https://www.kisa.link/kpRhg, (Consulté le 03.04.2026).

13 UNESCO, « Grand Egyptian Museum », https://www.kisa.link/ABBUj, (Consulté le 03.04.2026) ;

Maghrebi.org, « Libya reopens national museum », https://www.kisa.link/kpRhg, (Consulté le 03.04.2026).

14 Maghrebi.org, « Libya reopens national museum », https://www.kisa.link/kpRhg, (Consulté le 03.04.2026); UNESCO, « Grand Egyptian Museum », https://www.kisa.link/ABBUj, (Consulté le 03.04.2026).



La restitution des biens culturels africains aux musées du continent en 2025

4

Esin Güzel*

1. Introduction

L'année 2025 a été marquée par des évolutions importantes dans le processus de réappropriation du patrimoine culturel africain. La question de la restitution des biens culturels d'origine africaine, transférés de manière systématique vers l'Europe et l'Amérique du Nord durant la période coloniale, est longtemps restée cantonnée à un espace limité des débats diplomatiques. Au cours de la dernière décennie, toutefois, l'intensification des pressions politiques, la multiplication des travaux universitaires et l'essor des débats éthiques ont progressivement placé cette question au cœur de l'agenda international. L'année 2025 apparaît ainsi comme une période au cours de laquelle ce processus s'est accéléré tout en se redéfinissant à travers de nouveaux instruments et de nouveaux acteurs.[1]

Au cours de cette année, les processus de restitution ne se sont pas limités au retour physique des biens culturels. Ils ont également contribué à renouveler les débats relatifs à la propriété, à la représentation et à la souveraineté culturelle. L'évolution des politiques de collection des grands musées européens, l'ouverture de discussions sur les cadres juridiques par plusieurs gouvernements nationaux ainsi que la multiplication des démarches diplomatiques coordonnées de la part des États africains témoignent d'une volonté croissante d'inscrire la question des restitutions dans un cadre institutionnel plus structuré.

* Titulaire d'un master, Département d'histoire, Université technique de Yıldız, esinn.guzel@gmail.com

1 Oritsejolomi Otomewo, « Communiqué 53: When the artifacts come home to roost », *Communiqué*, 14.01.2025, https://www.kisa.link/NzEOi, (Consulté le 23.02.2026).

Cette étude propose d'examiner, à partir d'une approche centrée sur les principaux événements survenus en 2025, les restitutions de biens culturels vers l'Afrique, afin d'en analyser la portée, les enjeux et les effets.

2. La restitution des bronzes du Bénin au Nigeria

Les œuvres communément désignées sous le nom de « bronzes du Bénin » ont été produites dans les ateliers du palais du royaume du Bénin, situé dans l'actuel Nigeria, principalement entre le XIIIe et le XIXe siècle. Cet ensemble comprend notamment des plaques en relief réalisées selon la technique de la fonte du bronze, des sculptures, des objets cérémoniels ainsi que des ivoires sculptés. Au-delà de leur valeur esthétique, ces œuvres constituent de précieux témoignages visuels de l'organisation politique du royaume du Bénin, de ses pratiques religieuses et de son histoire dynastique.[2]

La grande majorité de ces objets a été pillée en 1897 lors de l'expédition militaire menée par l'Empire britannique contre le royaume du Bénin. Officiellement présentée comme une opération de représailles à la suite de l'assassinat d'une délégation britannique, cette *expédition punitive* (Punitive Expedition) s'est traduite, dans les faits, par un pillage culturel de grande ampleur. La ville de Bénin City fut occupée, le palais royal incendié et des milliers d'œuvres d'art furent systématiquement saisies puis transférées vers la Grande-Bretagne. Ces objets furent ensuite dispersés entre des musées, des galeries et des collections privées en Europe. Certains furent directement intégrés aux collections du British Museum, tandis que d'autres furent vendus ou donnés à des institutions en Allemagne, aux Pays-Bas et dans d'autres pays européens. Les bronzes du Bénin ont ainsi intégré le marché international de l'art et se sont retrouvés répartis entre de nombreuses institutions et collections.[3]

En 2025, l'un des développements les plus importants dans le processus de restitution des bronzes du Bénin a été le rapatriement d'un ensemble conséquent depuis les Pays-Bas vers le Nigeria. Le gouvernement néerlandais a approuvé la restitution de 119 œuvres provenant des collections de plusieurs musées, qui ont été officiellement remises au Nigeria lors d'une cérémonie. Parmi les pièces restituées figuraient notamment des plaques en bronze en relief, des sculptures représentant des figures humaines et animales, des cloches cérémonielles, des sceptres royaux ainsi que des ivoires sculptés. Par son ampleur et par la coordination entre plusieurs institutions muséales, cette restitution témoigne d'une prise en charge du processus à l'échelle nationale.[4]

Cette démarche se distingue ainsi des restitutions précédentes, souvent fondées sur des initiatives ponctuelles et fragmentées. Elle s'inscrit également dans un contexte de pression politique et de mobilisation croissante de l'opinion pu-

2 Danai Nesta Kupemba, « Netherlands to return stolen Benin Bronzes to Nigeria », *BBC*, 19.02.2025,
https://www.kisa.link/vRPTd, (Consulté le 23.02.2026).

3 The British Museum, « Benin Bronzes »,
https://www.kisa.link/tGcpE, (Consulté le 23.02.2026).

4 Nelson C.J., « The Return of Benin Bronzes Could Change How Young Nigerians Engage With History », *Okay Africa*, 08.04.2025,
https://www.kisa.link/STgHC, (Consulté le 23.02.2026).



Les Pays-Bas ont restitué au Nigeria, en 2025, 119 bronzes du Bénin emportés du Nigeria par des soldats britanniques au XIXe siècle. (Source : Les Pays-Bas vont restituer les bronzes du Bénin au Nigeria | Wereldmuseum Rotterdam)

blique en Europe en faveur de la restitution des biens acquis dans un contexte colonial. La légitimité de la présence de ces objets dans les collections européennes a fait l'objet de débats particulièrement soutenus en 2025, conduisant à réinterroger le rôle des musées en tant qu'institutions dépositaires d'une responsabilité historique.[5]

Du point de vue nigérian, la restitution des bronzes du Bénin s'inscrit désormais au cœur des politiques nationales de valorisation du patrimoine culturel. La conservation, la présentation et l'accessibilité au public des œuvres rapatriées ont notamment conduit à envisager de nouveaux projets muséaux. Olugbile Holloway, directeur général de la National Commission for Museums and Monuments du Nigeria, a ainsi souligné que ces œuvres constituent une "*expression tangible de l'esprit et de l'identité du peuple auquel elles appartiennent*".[6]

5 Kazeem Kasali, « Nigeria Receives 119 Benin Bronzes From Netherlands In Historic Repatriation », *TVCNEWS*, 23.06.2025, https://www.kisa.link/qperz, (Consulté le 23.02.2026).

6 Al Jazeera, « The Netherlands returns 119 stolen sculptures to Nigeria », 21.06.2025, https://www.kisa.link/xOtnS, (Consulté le 23.02.2026).

3. Les démarches de l'Éthiopie et du Cameroun en faveur de la restitution sur la scène internationale

La question de la restitution des biens culturels éthiopiens trouve notamment son origine dans l'expédition de Maqdala menée au cours de la seconde moitié du XIXe siècle. En 1868, l'Empire britannique lança une opération militaire officiellement motivée par le refus de l'empereur Tewodros II de libérer des prisonniers britanniques. Cette expédition donna lieu à un vaste pillage du patrimoine culturel éthiopien. Le palais impérial et les églises de Maqdala furent systématiquement pillés, tandis que des centaines d'objets religieux et royaux furent emportés vers l'Europe.[7]

Parmi les biens saisis figuraient notamment des croix en or et en argent, des manuscrits religieux, des couronnes royales, des boucliers cérémoniels ainsi que des œuvres iconographiques. Les manuscrits et objets religieux appartenant à l'Église orthodoxe éthiopienne revêtent une importance particulière sur les plans théologique et rituel. Ces biens furent ensuite dispersés entre des musées, des universités et des collections privées dans plusieurs pays européens, notamment au Royaume-Uni. Le gouvernement éthiopien ainsi que différents milieux universitaires ont entrepris de nombreuses démarches en faveur de leur restitution, mais ces initiatives ont longtemps produit des résultats limités.[8]

En 2025, toutefois, le processus a connu une nouvelle dynamique. Les restitutions à l'Éthiopie se sont caractérisées par une configuration fragmentée et plurielle, mobilisant des acteurs de nature diverse. La restitution de douze objets provenant d'une collection privée en Allemagne à l'Université d'Addis-Abeba constitue à cet égard l'un des exemples les plus significatifs. La plupart de ces objets auraient été emportés hors d'Éthiopie lors de l'expédition de Maqdala en 1868, ce qui leur confère une forte dimension historique et mémorielle.[9]

Bien que les restitutions provenant de collections privées demeurent limitées en nombre, elles revêtent une importance considérable en ce qu'elles permettent de rétablir l'accès du public à des biens culturels longtemps conservés à l'étranger. La réunion organisée à Addis-Abeba sous l'égide de l'UNESCO a également constitué une étape importante pour accélérer les processus de restitution et renforcer la coopération internationale dans ce domaine.[10]

Les restitutions à l'Éthiopie se distinguent ainsi des processus centralisés et de grande ampleur observés au Nigeria. Elles reposent davantage sur l'intervention conjointe d'États, de collectionneurs privés, d'universités et d'institutions religieuses, donnant au processus un caractère particulièrement dispersé. Cette configuration illustre la dimension plurielle de la restitution, tout en mettant en évidence certaines de ses limites. Le fait que la plupart des objets provenant de Maqdala conservés dans les grands musées britanniques n'aient toujours pas été

7 Levent Öztürk, « Etiyopya », *TDV İslâm Ansiklopedisi*, 1995,

https://www.kisa.link/bsavn, (Consulté le 23.02.2026).

8 Craig Simpson, « Ethiopia demands that King Charles return 'immoral' treasures », *The Telegraph*, 24.01.2025,

https://www.kisa.link/VzaGZ, (Consulté le 23.02.2026).

9 Wycliffe Muia, « Ethiopia receives historic artefacts held in Germany for 100 years », *BBC*, 20.11.2025,

https://www.kisa.link/vGyDd, (Consulté le 23.02.2026).

10 UNESCO, « New types of cooperation and agreements in the field of the return and restitution of cultural property to Africa - a continental approach », 27.01.2025,

https://www.kisa.link/synDW, (Consulté le 23.02.2026).

restitués montre notamment que le processus demeure inachevé et se heurte encore à des obstacles importants.[11]

Le Cameroun constitue un autre cas particulièrement significatif dans les débats contemporains sur la restitution. La question du retour des sculptures en bois, des masques et des objets rituels appartenant au peuple Bangwa et transférés en Europe à la fin du XIXe et au début du XXe siècle figure parmi les exemples les plus importants. Les restitutions engagées en 2024 ont alimenté les débats qui se sont poursuivis en 2025. La participation active des communautés locales à la conservation et à la présentation des œuvres a notamment montré que la restitution ne saurait être envisagée comme une simple question de relations interétatiques, mais qu'elle suppose également l'implication des populations directement concernées.[12]

Par ailleurs, les discussions autour de la restitution de la statue de Ngonnso illustrent les difficultés auxquelles ces processus peuvent se heurter. Figure fondatrice du peuple Nso, cette statue revêt une importance culturelle et religieuse majeure. Pourtant, sa restitution par le musée allemand qui la conserve n'avait toujours pas abouti en 2025.[13] Ce cas montre que les démarches de restitution ne débouchent pas nécessairement sur un retour effectif et peuvent donner lieu à de longues négociations. L'exemple de Ngonnso met ainsi clairement en évidence les multiples dimensions de la restitution, qui se situe à l'intersection d'enjeux juridiques, éthiques, politiques et de diplomatie culturelle.

4. Les biens culturels spoliés de l'Égypte et de l'Afrique du Sud

La sortie du territoire égyptien de biens culturels s'est opérée, contrairement à ce qui s'est produit dans de nombreux autres pays africains, principalement à travers les fouilles archéologiques, la constitution de collections et le trafic illicite. L'intensification des activités illégales au cours du XXe siècle a ainsi entraîné des pertes considérables pour le patrimoine culturel égyptien. L'année 2025 a toutefois marqué une étape importante dans le processus de récupération de certains de ces biens, notamment grâce à la coopération engagée avec les États-Unis. Dans ce cadre, une collection de 36 pièces restituées par les États-Unis à l'Égypte témoigne de la diversité historique du pays. Elle comprend notamment un vase rituel représentant le dieu Bès, un masque funéraire datant de l'époque romaine, des manuscrits coptes et syriaques ainsi qu'un panneau de bois peint vieux d'environ 3 000 ans. Ces objets apportent des informations précieuses sur les croyances religieuses, les pratiques funéraires et les débuts du christianisme. Le fait que l'ensemble de ces pièces ait été sorti illégalement du territoire égyptien renforce d'autant l'importance de leur restitution pour la préservation du patrimoine culturel.[14]

11 Sinai Fleary, « British Army told to return 'looted' Ethiopian treasures », *The Voice*, 12.02.2025,
https://www.kisa.link/dxVlh, (Consulté le 23.02.2026).

12 Kanika Saigal, « 10 items of colonial loot Africa wants back », *The Africa Report*, 25.04.2025,
https://www.kisa.link/lSpCu, (Consulté le 23.02.2026).

13 Shulmo Trust Dohyee, « Bring back Ngonnso », *Africa Is a Country*, 20.01.2025,
https://www.kisa.link/fBHiw, (Consulté le 23.02.2026).

14 Vittoria Benzine, « U.S. Returns 36 Stolen Artifacts to Egypt After Major Recovery Effort », *Artnet*, 10.11.2025,
https://www.kisa.link/oBjBd, (Consulté le 23.02.2026).

Une part importante des restitutions effectuées au profit de l'Égypte s'inscrit dans le cadre de la lutte internationale contre le trafic illicite. Ce constat montre que la restitution ne concerne pas uniquement les spoliations anciennes, mais qu'elle est également directement liée aux réseaux contemporains de trafic de biens culturels. Ce processus témoigne ainsi de l'intégration croissante de la protection du patrimoine culturel dans les politiques contemporaines en matière de droit et de sécurité.

En Afrique du Sud, les restitutions de restes humains intervenues en 2025 ont, quant à elles, élargi la réflexion sur la restitution à sa dimension éthique. Des restes humains appartenant à six individus, conservés dans une collection universitaire en Écosse, ainsi que deux masques faciaux et une pipe en stéatite, ont été restitués à l'Afrique du Sud. Ces restes avaient été recueillis au cours de recherches anthropologiques menées aux XIXe et XXe siècles et avaient été conservés pendant de longues années comme objets d'étude scientifique. De telles pratiques font aujourd'hui l'objet de critiques éthiques croissantes, dans la mesure où ces restes avaient été prélevés sans le consentement des communautés concernées et conservés dans des conditions désormais considérées comme incompatibles avec le respect de la dignité humaine.[15]

Les restes humains restitués étaient issus de communautés autochtones d'Afrique du Sud. Pour ces communautés, ils ne constituent pas de simples matériaux biologiques, mais revêtent une dimension sacrée en tant que restes ancestraux. Le processus de restitution se trouve ainsi redéfini à la croisée des droits humains, de la responsabilité éthique et de la justice historique.

En 2025, alors que la restitution s'est affirmée à l'échelle internationale comme un processus de plus en plus visible et institutionnalisé, l'UNESCO a joué un rôle important en favorisant, notamment à travers des initiatives telles que la réunion organisée à Addis-Abeba, le dialogue entre les États, la coopération internationale et la coordination des processus de restitution sur la base de la confiance mutuelle. En Europe, les politiques de collection des musées ont également fait l'objet de débats approfondis. La légitimité des acquisitions réalisées durant la période coloniale a été remise en question. Tandis que des pays comme les Pays-Bas ont engagé des démarches en faveur de la restitution, certains musées britanniques ont adopté une position plus prudente pour des raisons juridiques, défendant notamment le recours à des prêts de longue durée. Sur le plan juridique, l'insuffisance des dispositifs internationaux existants pour traiter les spoliations commises durant la période coloniale demeure un obstacle majeur. Les revendications de restitution s'appuient ainsi de plus en plus sur des considérations éthiques et sur les principes de justice historique.[16]

Les pays africains ont, de leur côté, entrepris de renforcer leurs capacités institutionnelles afin d'assurer la conservation et la présentation au pu-

15 BBC, « Glasgow university returns human remains to South Africa », 15.10.2025,

https://www.kisa.link/eUnZK, (Consulté le 23.02.2026).

16 Emiline Smith, « British Museum Launches Farcical 'Decolonizing' Loan Program », *Hyperallergic*, 22.12.2025,

https://www.kisa.link/pSoOP, (Consulté le 23.02.2026).

blic des biens restitués. Au Nigeria, par exemple, le développement des infrastructures muséales et la mise en œuvre de nouveaux projets constituent des éléments importants de ce processus. Des débats internes demeurent toutefois concernant la propriété et la gestion de ces biens. Dans certains milieux de l'opinion publique occidentale, des critiques ont également été formulées quant à la capacité des pays africains à assurer la conservation de leur patrimoine. Ces discours ont été perçus par plusieurs acteurs africains comme la persistance d'une vision héritée du regard colonial. À l'inverse, certains universitaires occidentaux ont apporté leur soutien aux restitutions, considérant celles-ci comme susceptibles d'engendrer une transformation profonde des pratiques et des conceptions muséales.[17]

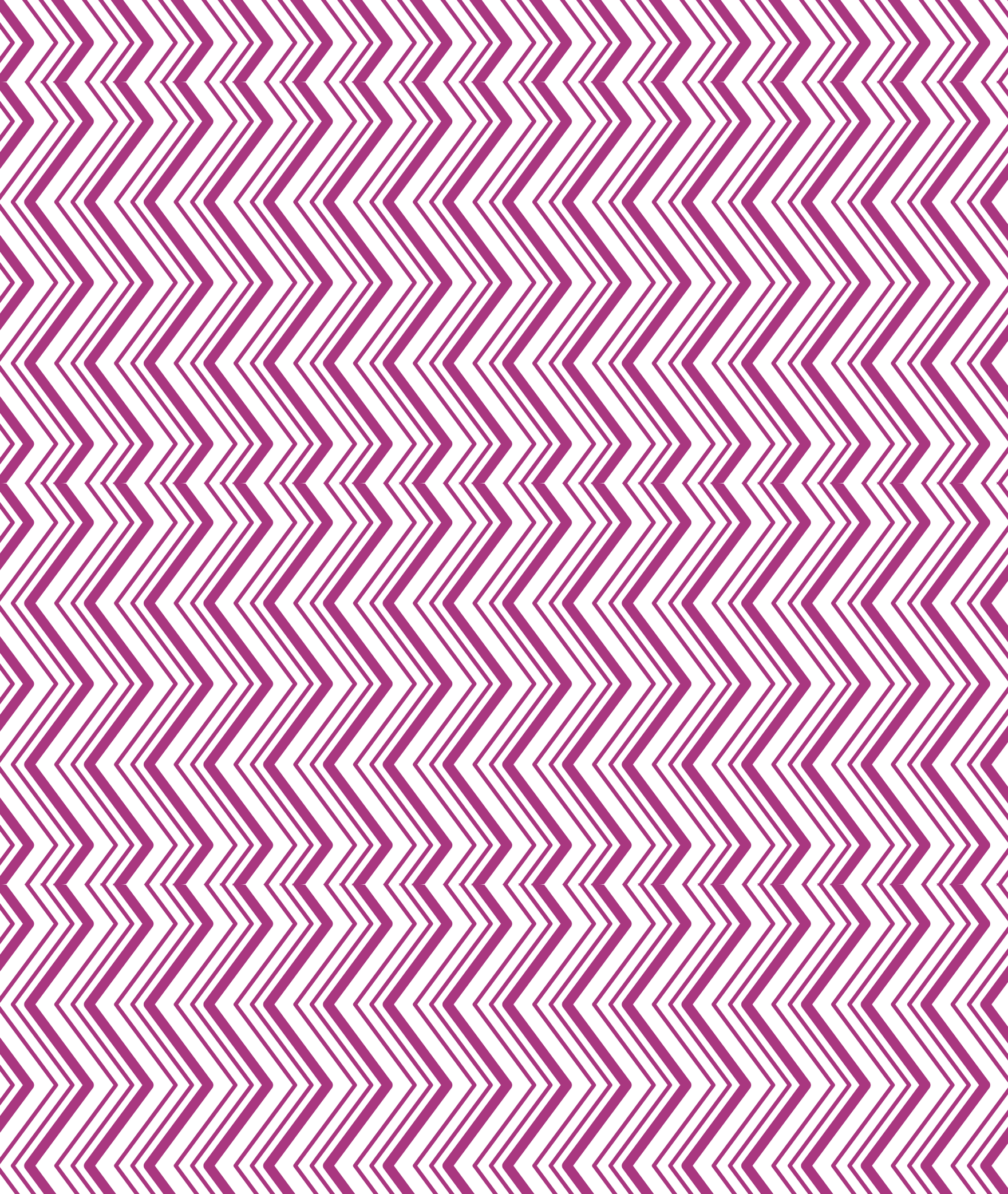
5. Conclusion

L'année 2025 constitue un tournant majeur dans le processus de restitution des biens culturels africains, tant par l'ampleur des restitutions que par la diversité des enjeux qu'elles soulèvent. Les processus de restitution ne relèvent désormais plus seulement d'initiatives ponctuelles, mais s'inscrivent progressivement dans des démarches plus systématiques, institutionnalisées et impliquant une pluralité d'acteurs. Les cas du Nigeria, de l'Éthiopie, de l'Égypte, de l'Afrique du Sud et du Cameroun montrent que, malgré la diversité des trajectoires nationales, ces démarches s'inscrivent dans une dynamique commune.

La restitution au Nigeria de 119 bronzes du Bénin témoigne de l'émergence de la restitution comme un véritable champ d'action politique coordonné à l'échelle étatique. Le cas de l'Éthiopie, en revanche, illustre le caractère fragmenté et multipartite du processus. Les restitutions effectuées au profit de l'Égypte montrent que les demandes de retour concernent non seulement les biens issus de spoliations historiques, mais également ceux liés au trafic illicite contemporain. La restitution de restes humains à l'Afrique du Sud a, quant à elle, élargi le débat à la dimension éthique de la restitution. Enfin, le cas du Cameroun met en évidence le rôle des communautés locales et souligne ainsi la dimension sociale et collective des processus de restitution.

Au cours de cette période, l'implication croissante des organisations internationales, notamment de l'UNESCO, a contribué à inscrire la restitution dans un cadre institutionnel plus structuré. Toutefois, les limites du droit international ainsi que le recours, par certains musées européens, à des dispositifs de prêts à long terme continuent de constituer des obstacles majeurs à la pleine réalisation des demandes de restitution.

17 Alex Marshall, « Even Without Benin Bronzes, This New Museum Aims to Be a Powerhouse », *The New York Times*, 07.11.2025, https://www.kisa.link/gVahx, (Consulté le 23.02.2026).



La compétition autour du patrimoine culturel en Afrique du Nord en 2025

5

Burak Yetimoğlu*

1. Introduction

Aujourd'hui, les rivalités politiques et économiques entre les États ne se limitent plus aux seuls domaines militaire et commercial ; elles se transforment également en différends diplomatiques internationaux autour de l'appropriation du patrimoine culturel et de la construction identitaire. À cet égard, le continent africain constitue l'une des régions où les luttes pour la souveraineté et le patrimoine à l'échelle mondiale sont les plus visibles.[1] Si des tensions similaires se manifestent en différents points du continent, une rivalité culturelle de plus en plus marquée est apparue ces dernières années, et plus particulièrement en 2025, entre le Maroc et l'Algérie, à laquelle la Tunisie se trouve, à certains égards, également associée de manière stratégique.[2]

Le présent article vise à analyser la compétition autour du patrimoine culturel en Afrique du Nord, particulièrement entre le Maroc et l'Algérie. Dans cette perspective, il examine tout d'abord les modalités selon lesquelles le patrimoine culturel se trouve politisé dans les relations internationales, puis revient sur le contexte historique des tensions entre les deux pays et, enfin, analyse les dynamiques contemporaines de cette rivalité à travers la crise du caftan, qui a atteint son paroxysme en 2025. Il s'agit ainsi de mettre

* Docteur, Université Hacettepe, Faculté des sciences économiques et administratives, Département de relations internationales, burakyetimoglu@hacettepe.edu.tr

1 Idriss Jebari, « Couscous, Kaftans, and Culture Wars: Algeria and Morocco at UNESCO », *GIGA Focus Middle East*, n° 4, 2024.

2 Le dossier du caftan, soumis initialement par le Maroc à l'UNESCO en 2023, a été replacé à l'ordre du jour en mars 2025, pour être officiellement adopté le 10 décembre 2025 lors de la 20e session du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO à New Delhi. Cependant, cette décision d'inscription a été perçue, en particulier par l'Algérie, comme une appropriation unilatérale de cet élément culturel, ravivant les controverses antérieures sur le patrimoine maghrébin commun. Ainsi, la question du caftan a dépassé le cadre technique d'un enregistrement culturel pour devenir un sujet de tension symbolique et diplomatique entre le Maroc et l'Algérie : Marouane Kabbaj, « Guerre diplomatique culturelle : Pour Alger, un nouveau revers dans la bataille du patrimoine », *Maroc-Hebdo*, 12 décembre 2025, https://www.kisa.link/BhQvY, (Consulté le 25.04.2026).



en évidence la manière dont le patrimoine culturel s'est transformé, dans le système international contemporain, en un espace de pouvoir et de confrontation.

2. La politisation du patrimoine culturel : Diplomatie, identité et rivalité

La diplomatie du patrimoine culturel peut être définie comme l'ensemble des efforts déployés par les États pour mobiliser leurs biens et leur patrimoine culturels afin d'accroître leur prestige sur la scène internationale, de légitimer leur identité nationale et d'établir une supériorité normative à l'égard d'autres États.[3] Le patrimoine culturel n'est pas une réalité statique, figée dans le passé ; il constitue un instrument politique que les États façonnent et mettent en récit en fonction des besoins du présent, tout en s'en servant pour construire une représentation de l'avenir.[4] [5] Cette capacité fait du patrimoine culturel un terrain propice aux projets politiques, tout en permettant, dans le cadre des engagements diplomatiques, d'investir le patrimoine

3 Izabella Parowicz, « The Heritage Diplomacy Spectrum: A Multidimensional Typology of Strategic, Ethical, and Symbolic Engagements », *Heritage*, vol. 8, n° 10, 2025.

4 Viktorija L. A. Čeginskas et Tuuli Lähdesmäki, « Introduction: Reflecting on Heritage Diplomacy », *International Journal of Cultural Policy*, 2023, p. 1.

5 Izabella Parowicz, « The Heritage Diplomacy Spectrum », *op. cit.*, p. 2.

de significations diverses, allant des éléments matériels aux constructions idéologiques.[6]

Le patrimoine culturel immatériel, en particulier, contribue à renforcer le sentiment d'appartenance nationale dans les processus de construction de la nation[7], tout en jouant simultanément un rôle dans l'accentuation des différences avec l'« autre » rival.[8] Dans ce contexte, les États recourent à des formes de diplomatie patrimoniale défensive ou corrective afin de préserver leurs récits nationaux face aux perceptions de menaces extérieures ou de répondre aux revendications d'appropriation culturelle.[9] Dans le cas du Maroc et de l'Algérie, le différend culturel qui s'est fait jour a dépassé le cadre d'une simple concurrence en matière de promotion touristique ou folklorique pour se transformer directement en une lutte pour la souveraineté et l'honneur national, autrement dit, selon la terminologie consacrée par la littérature, en une véritable « guerre du patrimoine ».[10] Les États de la région nord-africaine considèrent les institutions culturelles internationales, telles que l'UNESCO, comme des plateformes diplomatiques permettant de légitimer leurs identités nationales et de rechercher des terrains d'entente.

3. De la rivalité géopolitique au conflit culturel : le contexte historique des relations maroco-algériennes

Les racines profondes du conflit culturel contemporain entre le Maroc et l'Algérie remontent au passé colonial de la région, aux crises frontalières de la période postcoloniale et aux processus de construction nationale qui se sont développés selon des trajectoires radicalement opposées. Bien que les deux pays partagent, depuis des siècles, des référents culturels berbères, arabes et islamiques étroitement imbriqués, les politiques coloniales asymétriques menées par la France en Afrique du Nord les ont entraînés sur des trajectoires historiques divergentes.[11] Après avoir envahi l'Algérie en 1830, la France l'a administrée comme une partie intégrante de son propre territoire et l'a annexée, tandis que le Maroc est entré, en 1912, dans un régime de protectorat français qui lui a permis de préserver, dans une certaine mesure, sa structure monarchique et son autonomie institutionnelle. Comme le souligne également l'historien français Benjamin Stora, l'identité nationale actuelle du Maroc repose sur une longue histoire dynastique qui a perduré même durant la période

6 Viktorija L. A. Čeginskas et Tuuli Lähdesmäki, « Introduction », *op. cit.*

7 Bahar Aykan, « The Politics of Intangible Heritage and Food Fights in Western Asia », *International Journal of Heritage Studies*, vol. 22, n° 10, 2016, p. 799-800.

8 Julia Csergo et Jessica Roda, « Le patrimoine culturel immatériel en tension(s) », *Sociétés & Représentations*, n° 60, 2025, p. 8.

9 Izabella Parowicz, « The Heritage Diplomacy Spectrum », *op. cit.*, p. 15.

10 « Entre l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, la bataille du zellige a commencé », *Jeune Afrique*,

https://www.kisa.link/DLjrT, (Consulté le 24.04.2026).

11 « Cold War in Africa: Morocco and Algeria », *AUSA*, 27 mars 2024,

https://www.kisa.link/MfNXt, (Consulté le 24.04.2026).

coloniale, tandis que l'identité algérienne s'est construite à la suite d'une rupture beaucoup plus brutale et radicale avec le fait colonial.[12]

Cette divergence historique s'est manifestée dès 1962, immédiatement après l'accession de l'Algérie à l'indépendance au terme d'une guerre particulièrement violente. En raison de frontières désertiques qui n'avaient pas été clairement délimitées par les autorités françaises, la guerre des Sables éclata en 1963 entre les deux pays. Déclenchée par le franchissement de la frontière par les forces marocaines, qui revendiquaient les régions de Tindouf et de Béchar, cette guerre a jeté les bases d'une profonde méfiance stratégique entre les deux pays, qui n'a, jusqu'à ce jour, pu être véritablement surmontée. Toutefois, la véritable rupture géopolitique entre les deux États réside dans la question du Sahara occidental, que le Maroc a annexé en 1975 à la suite du retrait de l'Espagne de la région et de la Marche verte.[13] Conformément à sa propre vision de la politique étrangère anticoloniale et afin de contrebalancer l'expansion régionale du Maroc, l'Algérie a financé et soutenu le Front Polisario, qui revendique l'indépendance du Sahara occidental.[14]

Cette guerre froide militaire et géopolitique sur le terrain s'est progressivement transformée en une confrontation de plus en plus polarisée, avec la fermeture des frontières en 1994 et, finalement, la rupture complète des relations diplomatiques par l'Algérie en août 2021.[15] Dans ce contexte d'impasse, marqué par le gel des communications diplomatiques et l'intensification de la course aux armements entre les deux pays[16], les États ont cherché un espace alternatif dans lequel poursuivre leur confrontation. Ainsi, la querelle patrimoniale actuelle constitue en réalité une rivalité politique entre deux cultures dont les frontières sont difficiles à délimiter, dans un espace hybride marqué par d'importants mouvements démographiques et dont les limites territoriales ont été tracées par les puissances occidentales avec le traité de Lalla Maghnia de 1845.[17] Le patrimoine produit par des sociétés qui partagent des pratiques culturelles similaires de part et d'autre de la frontière commune est ainsi devenu, aujourd'hui, un instrument des dynamiques de rivalité interétatique.

4. L'inscription du caftan marocain à l'UNESCO en 2025

L'année 2025 a été marquée par une intensification manifeste de la compétition autour du patrimoine culturel en Afrique du Nord, qui s'est cristallisée

12 Benjamin Stora, *Algérie, Maroc : histoires parallèles, destins croisés*, coll. Zellige, Éditions Emina Soleil, Maisonneuve et Larose, Paris, 2002.

13 «Morocco and Algeria: A Strategic Rivalry Shaping the Maghreb », *EST*, 30 juillet 2025,

https://www.kisa.link/vbWAn, (Consulté le 24.04.2026).

14 AUSA, « Cold War in Africa », *op. cit.*

15 Idriss Jebari, « Couscous, Kaftans, and Culture Wars », *op. cit.*

16 « Morocco and Algeria: A Strategic Rivalry Shaping the Maghreb », *op. cit.*

17 Sarah Zaaimi, « A War Is Raging between Algeria and Morocco. It Is Being Fought in the Heritage Arena. », *Atlantic Council*, 30 mai 2024,

https://www.kisa.link/FPiVX, (Consulté le 24.04.2026).

sur le plan symbolique. L'un des principaux succès de la diplomatie culturelle du Maroc en 2025 a été l'inscription officielle du caftan marocain sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO, le 10 décembre 2025, lors de la 20e session du Comité intergouvernemental de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, tenue à New Delhi. Présentée par les autorités marocaines comme une importante réussite diplomatique, cette décision n'a pas seulement constitué une reconnaissance culturelle ; elle a également été interprétée comme un renforcement de la représentation nationale face aux approches visant à appréhender le patrimoine régional sous l'angle d'une « identité maghrébine commune ».[18]

Le résultat obtenu par le Maroc en 2025 doit être considéré comme le prolongement d'une compétition institutionnelle croissante au sein de l'UNESCO au cours des dernières années. Une étape importante de cette tension est apparue dans le cadre des dossiers relatifs aux tenues traditionnelles présentés par l'Algérie en 2023 et 2024 ; le Maroc, estimant que ces demandes incluaient également des éléments relevant de son propre patrimoine culturel, a officiellement saisi l'UNESCO en 2024.[19] La décision d'inscription prise en 2025 s'est ainsi dessinée à l'issue de ces initiatives diplomatiques réciproques et a renforcé, au niveau international, la prétention du Maroc à assurer la représentation de son patrimoine culturel.

Cette compétition ne s'est pas limitée aux institutions internationales tout au long de l'année 2025 ; elle s'est également étendue au domaine des politiques nationales. À cet égard, les déclarations faites par le ministre algérien de la Culture en juin 2025[20] ont fait apparaître la volonté de renforcer le cadre juridique relatif à la sauvegarde du patrimoine culturel.[21] Cette initiative a été considérée comme un mécanisme de défense face aux revendications marocaines concernant l'appropriation de différents éléments culturels et montre que le patrimoine culturel est de plus en plus appréhendé comme une question de souveraineté et de sécurité. Le durcissement des discours politiques au cours de la même période révèle également que le domaine culturel est devenu un prolongement de la rivalité géopolitique plus large entre les deux pays.

L'épisode relatif au caftan s'inscrit dans la continuité de la compétition patrimoniale multidimensionnelle des années précédentes. Les controverses

18 « Le caftan marocain inscrit au Patrimoine culturel immatériel de l'Unesco, au grand dam de l'Algérie », *Le Monde*, 10 décembre 2025,
https://www.kisa.link/bmBUk, (Consulté le 25.04.2026).

19 Hiba Chaker, « Le Maroc dépose une plainte auprès de l'UNESCO contre l'Algérie pour appropriation du caftan fassi », *Maroc-Hebdo*, 20 mai 2024,
https://www.kisa.link/LykHA, (Consulté le 25.04.2026).

20 Lynda Hanna, « Face aux convoitises marocaines, l'Algérie veut blinder son patrimoine », *TSA*, 28 juin 2025,
https://www.kisa.link/kkWMJ, (Consulté le 25.04.2026).

21 « Entre l'Algérie et le Maroc, la guerre du patrimoine est déclarée »,
https://www.kisa.link/PxMYa (Consulté le 25 avril 2026).

apparues notamment en 2022 autour des motifs de « zellige »[22] utilisés par la société Adidas sur les maillots de l'équipe nationale algérienne ont montré que les éléments culturels pouvaient également devenir des objets de rivalité dans les domaines commerciaux et symboliques internationaux.[23] Dans ce contexte, la question du caftan doit être considérée comme une composante d'une stratégie plus large de « diplomatie patrimoniale ».

De même, le domaine gastronomique n'échappe pas à cette compétition. Le couscous[24] a été inscrit en 2020 sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO en tant qu'élément multinational, à la suite d'une candidature conjointe de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie et de la Mauritanie, et avait initialement été présenté comme un symbole de coopération régionale.[25] Toutefois, ce cadre collectif s'est progressivement fragilisé à partir de 2025 ; les déclarations de responsables algériens accusant notamment le Maroc de s'approprier le couscous et d'autres éléments culturels ont montré que ce patrimoine commun était redevenu un objet de rivalité nationale.[26] Comme le soulignent également les travaux universitaires, de telles pratiques culturelles, dont les origines sont bien antérieures aux frontières des États-nations, constituent aujourd'hui des instruments des luttes contemporaines autour de l'identité et de la représentation.[27] Dans cette perspective, l'année 2025 apparaît comme une période au cours de laquelle le patrimoine culturel s'est politisé dans un vaste éventail de domaines, allant de la gastronomie à l'architecture, tandis que la rivalité interétatique s'est trouvée reproduite sur le plan symbolique.

5. Conclusion

La lutte autour du patrimoine culturel qui oppose particulièrement le Maroc et l'Algérie en Afrique du Nord, et qui s'est notamment illustrée en 2025 par les controverses autour du caftan et du zellige, ne relève pas d'une simple rivalité folklorique autour de l'authenticité ; elle constitue l'expression d'une confrontation géopolitique, diplomatique et psychosociologique plus profonde. L'absence de règlement de la crise du Sahara occidental, la fermeture des frontières et les revendications de leadership régional des deux États constituent autant de barrières politiques difficilement franchissables[28], qui les confrontent sur une scène culturelle apparaissant plus souple, mais nécessitant des stratégies tout aussi offensives.

22 Il s'agit d'un art traditionnel de la mosaïque, très répandu dans l'architecture d'Afrique du Nord et d'Andalousie, consistant en des carreaux de terre cuite émaillée et colorée, taillés de manière à former des motifs géométriques. Considéré notamment comme l'un des symboles de l'architecture marocaine, cet art a été à l'origine, en 2022, d'une crise entre les deux pays portant sur la propriété intellectuelle et la « spoliation culturelle », après qu'Adidas eut utilisé ces motifs sur les maillots de l'équipe nationale algérienne.

23 Jeune Afrique, « Entre l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, la bataille du zellige a commencé ».

24 Le couscous est un plat traditionnel préparé à partir de semoule ou de blé dur humidifié puis roulé, largement consommé dans une vaste région d'Afrique du Nord (Maghreb). En 2020, à la suite d'une candidature conjointe de l'Algérie, du Maroc, de la Mauritanie et de la Tunisie, il a été inscrit sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de 'UNESCO en tant qu'élément multinational. Malgré cette inscription commune, le couscous est toutefois devenu ces dernières années un espace symbolique de rivalité, marqué par des débats sur l'appropriation culturelle entre les États et par la montée des discours nationalistes.

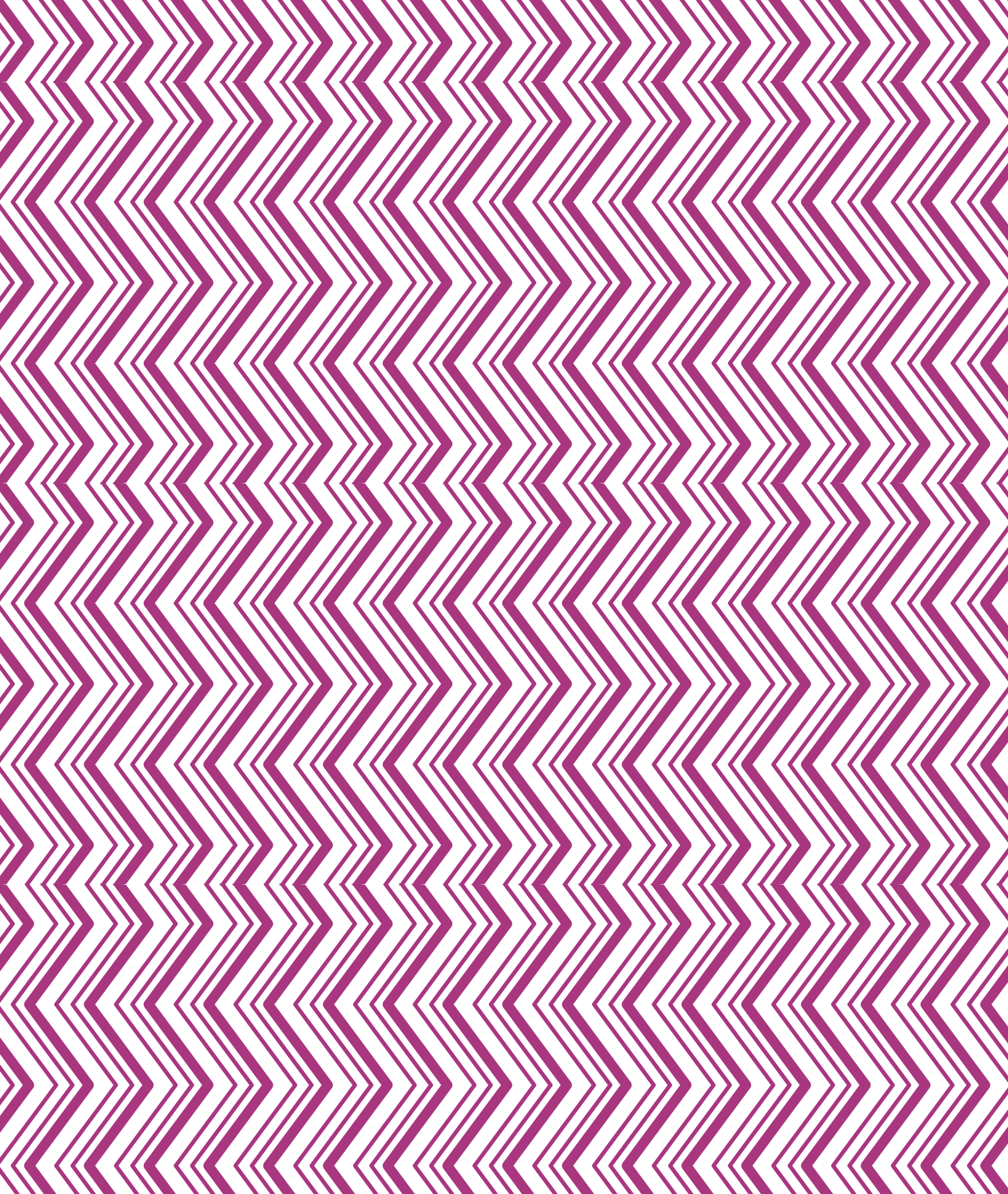
25 «Maroc, Algérie, Tunisie : projet commun pour inscrire le couscous au patrimoine mondial de l'Unesco - France 24 », https://www.france24.com/fr/20180123-couscous-patrimoine-mondial-unesco-algerie-maroc-tunisie-projet-maghreb., (Consulté le 25 avril 2026).

26 «Alger convoque de nouveau le casus belli du couscous », *Jeune Afrique*, https://www.jeuneafrique.com/1700612/culture/alger-convoque-de-nouveau-le-casus-belli-du-couscous/. (Consulté le 25 avril 2026).

27 « "Le couscous est plus ancien que les États" : entre l'Algérie et le Maroc, une paternité disputée de longue date », *Libération*, https://www.liberation.fr/lifestyle/gastronomie/le-couscous-est-plus-ancien-que-les-etats-entre-lalgerie-et-le-maroc-une-paternite-disputee-de-longue-date- (Consulté le 25 avril 2026).

28 « Morocco and Algeria: A Strategic Rivalry Shaping the Maghreb », *op. cit.*

Aujourd'hui, les listes de l'UNESCO et les enregistrements de marques auprès de l'OMPI remplissent, pour les deux États, une triple fonction : celle d'une affirmation de souveraineté, d'un instrument de construction de la marque nationale et d'un mécanisme d'exclusion de l'autre partie. Le fait que les peuples d'Afrique du Nord, qui partagent plusieurs millénaires d'histoire commune, des origines sociologiques étroitement imbriquées et un même système de croyances, transforment ces riches patrimoines culturels en objets de revendication de propriété nationale plutôt qu'en fondements d'une identité maghrébine fédératrice constitue l'un des principaux obstacles à une vision ambitieuse de la paix et de l'intégration régionales. Il est essentiel que la communauté internationale, et en particulier l'UNESCO, mette en place de nouveaux mécanismes favorisant le sentiment d'appartenance commune et le partage culturel transfrontalier, face aux politiques qui instrumentalisent ce patrimoine à des fins de confrontation entre les parties. À défaut, ces différends patrimoniaux, alimentés par les discours diplomatiques, continueront d'éroder les fragiles lignes de fracture politiques de la région et d'approfondir la polarisation.



La transformation numérique dans les domaines de l'éducation et des technologies de l'information à l'échelle continentale en Afrique en 2025

6

Mehmet Babacan*

1. Introduction

L'Afrique ne doit pas être appréhendée uniquement comme le nom d'un vaste continent ; elle doit également être considérée à la lumière des civilisations qui se sont succédé sur ces terres souvent décrites comme les « *traces de l'histoire de l'humanité* », des luttes de pouvoir dont elles ont été le théâtre et des héritages qu'elles ont préservés au fil du temps. Dans l'imaginaire collectif de nombreuses populations à travers le monde, l'Afrique a longtemps été associée à des réalités douloureuses et tragiques ainsi qu'à des images de catastrophes ; dans le domaine de la politique internationale, elle a également été présentée comme un espace où les puissances et les acteurs dominants se livrent concurrence pour l'exploitation et le transfert de ses ressources.[1]

À l'heure où les progrès technologiques s'accélèrent à un rythme vertigineux et où les plateformes logicielles fondées sur l'intelligence artificielle investissent tous les domaines de la vie étatique et sociale, l'Afrique affirme elle aussi sa place dans les domaines de la technologie, de la science et de l'éducation, en s'appuyant sur le dynamisme d'acteurs locaux et internationaux.[2] Outre ses richesses naturelles, l'Afrique dispose d'un important potentiel humain ; sa capacité à opérer une transformation technologique, éducative et cognitive à l'échelle du continent dépend donc avant tout du renforcement des compétences et des qualifications de cette ressource humaine. Dans une perspective régionale, les investissements technologiques, la restructuration des systèmes éducatifs ainsi que les avancées dans le domaine des technologies de l'information et de la communication revêtent une importance déterminante pour accompagner cette transformation. Dans ce contexte, le présent article examine les évolutions technolo-

* Chargé des cours, Université technique de Yıldız, Coordination du Bureau de transfert technologique, E-mail : mbabacan@yildiz.edu.tr – ORCID : 0000-0003-1420-7726

1 Muhsin Korkut, « Afrika Düşüncesi ve Dekolonizasyon Çelişkisi » [La pensée africaine et la contradiction de la décolonisation], TASAM, 28.01.2019, https://www.kisa.link/rFPdr, (Consulté le 25.04.2026).



Une vue du salon ETEX-2025.

giques et numériques intervenues en 2025 dans les domaines de l'éducation et des technologies de l'information en Afrique.

2. Investissements technologiques régionaux, salons professionnels et initiatives de transformation numérique

En 2025, plusieurs investissements majeurs ont été réalisés en Afrique afin de favoriser une *transformation numérique* à l'échelle du continent. Parallèlement, des salons et des événements de portée internationale ont été organisés et diverses initiatives ont été lancées pour accompagner la diffusion des technologies complémentaires et des technologies de nouvelle génération. Parmi ces initiatives figure en premier lieu l'« *Africa Tech Summit* », organisé le 6 juin à Londres. Treize jeunes entreprises technologiques issues de différents pays africains se sont réunies à cette occasion afin d'attirer l'attention des investisseurs internationaux sur le potentiel du continent et de présenter les solutions qu'elles ont développées dans des domaines tels que la santé, la finance, le droit, la logistique et l'environnement. Le sommet a ainsi constitué une occasion importante pour l'Afrique de mieux faire connaître son potentiel technologique à l'échelle internationale. Dans ce cadre, des entreprises technologiques telles que Blue Room Care, Build Africa, Myituran et Wallx Afric, du Nigeria, ainsi que Ctrlfleet, Lawyerly, Njiapay et Smartrefill, d'Afrique du Sud, ont notamment eu l'occasion d'accéder aux marchés internationaux.[3]

Présenté comme le plus grand événement technologique d'Afrique de l'Est, l'« *Ethiopian Technology Expo* », également connu sous l'acronyme ETEX 2025, s'est tenu à Addis-Abeba du 16 au 18 mai 2025, avec une large participation. Consacré notamment aux avancées de l'Éthiopie dans des domaines tels que l'in-

2 Tania Begazo, Moussa P. Blimpo, Mark A. Dutz, « Overview », *Digital Africa: Technological Transformation for Jobs*, Groupe de la Banque mondiale, Washington, 2023, p. 27, (Consulté le 25.04.2026).

3 *The Wall Africa Journal Turk*, « 2025 Afrika Teknoloji Zirvesi Londra'da yapılacak » [Le Sommet technologique de l'Afrique 2025 se tiendra à Londres], 28.05.2025, https://www.kisa.link/nTxbO, (Consulté le 25.04.2026).

telligence artificielle, la cybersécurité, les villes intelligentes, la FinTech et la formation aux technologies, l'événement s'est fixé pour objectif de porter le marché des technologies de l'information (TI) à 2,44 milliards de dollars d'ici à la fin de 2025. En positionnant l'Éthiopie comme un acteur de premier plan de l'avenir numérique de l'Afrique, ce salon a également mis en avant des initiatives telles que le programme « *5M Coder Initiative* », qui vise à doter des millions d'Africains des compétences numériques nécessaires pour contribuer au développement de l'écosystème technologique en pleine expansion du continent. Cette vision constitue une avancée majeure visant à accélérer l'innovation et la *transformation numérique* en Éthiopie comme à l'échelle du continent.[4]

Un autre événement majeur organisé en 2025, le *Bigtech Africa 2025*, avait pour ambition de contribuer à façonner l'avenir numérique du continent. À cette occasion, des entreprises, des entrepreneurs, des investisseurs et des représentants des pouvoirs publics se sont réunis autour des enjeux liés à l'intelligence artificielle, aux technologies numériques et aux technologies de l'information. Organisé en Tunisie du 9 au 11 septembre 2025, cet événement international a non seulement offert aux entreprises technologiques africaines la possibilité de présenter leurs produits et services à l'échelle internationale, mais a également favorisé l'émergence de nouveaux partenariats et permis de suivre directement les évolutions technologiques récentes sur les marchés africains. L'événement, qui a également donné lieu à d'importants partenariats entre des entreprises technologiques turques et leurs homologues africaines, s'est imposé comme l'un des rendez-vous technologiques les plus importants du continent, réunissant à Tunis des représentants de grandes entreprises technologiques internationales.[5]

3. Diffusion de l'innovation et des technologies de l'information à l'échelle du continent

La *transformation numérique* engagée en Afrique est susceptible de produire des résultats significatifs dans différents domaines de la vie sociale et de la gouvernance publique, tout en offrant de nombreuses perspectives en matière de « transition verte », de mobilisation des ressources économiques et de développement durable. Toutefois, ce processus, qui repose sur un ensemble de mécanismes interdépendants et nécessite une approche systémique, ne pourra aboutir que grâce au soutien apporté à l'innovation et aux activités de recherche et développement (R&D), ainsi qu'à une diffusion plus large des technologies de l'information et de la communication (TIC) sur l'ensemble du continent, dans le cadre d'une approche inclusive prenant notamment en compte les populations rurales. Ce processus est présenté dans la figure 1, à partir des éléments développés dans le rapport de la Banque mondiale "*Digital Africa*".[6]

L'« *Africa AI Council* », officiellement créé en novembre 2025 par le Conseil d'administration de Smart Africa, constitue une étape majeure pour la gouver-

4 *Etex: Ethiopian Tech Expo 2025*, « Shaping Ethiopia's Digital Future: Innovation, Security, Transformation », 16.05.2025, https://etexethiopia.com/, (Consulté le 25.04.2026).

5 *TÜBİTAK*, « BIGTECH AFRICA 2025 – Tunus'ta Teknoloji, Yapay Zekâ ve Girişimcilik Buluşması » [BIGTECH AFRICA 2025 – Rencontre de la technologie, de l'intelligence artificielle et de l'entrepreneuriat à Tunis], 30.07.2025, https://www.kisa.link/ABIfZ, (Consulté le 25.04.2026).

6 Tania Begazo, Moussa P. Blimpo, Mark A. Dutz, « Overview », *Digital Africa: Technological Transformation for Jobs*, p. 27, (Consulté le 25.04.2026).

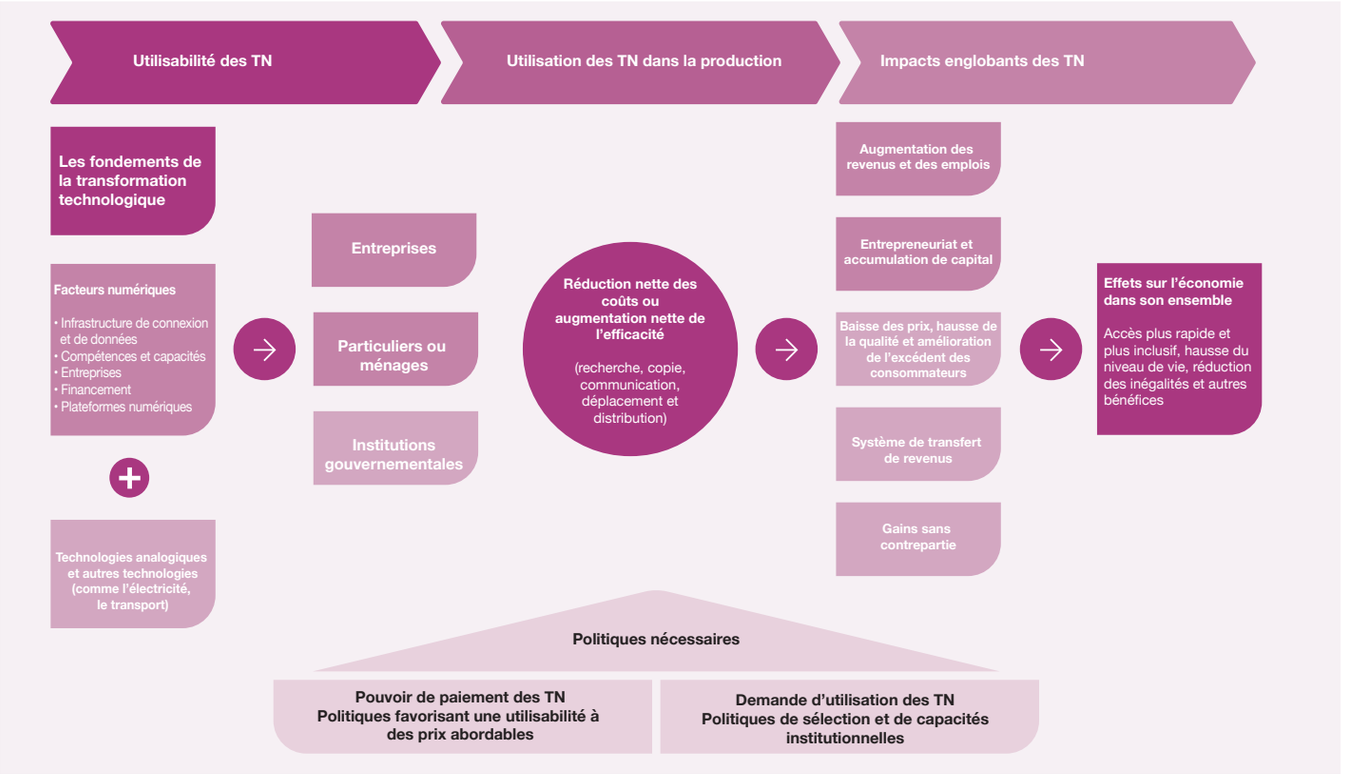
nance de l'intelligence artificielle et l'innovation en Afrique et devrait contribuer à accélérer la transformation numérique à l'échelle du continent. Cette décision de l'initiative « *Smart Africa* », lancée en 2013 par les gouvernements et les chefs d'État africains afin d'accélérer un développement socio-économique durable sur le continent, figure parmi les évolutions les plus importantes de l'année 2025. L'initiative précise que la création du Conseil vise à « *renforcer l'engagement de l'Afrique en faveur de la souveraineté numérique, de l'innovation inclusive et d'une croissance économique durable à l'ère de l'intelligence artificielle* ».[7]

7 *Smart Africa*, « The Smart Africa's Board Unveils the inaugural Africa AI Council to Lead the Continent's AI Transformation », 09.11.2025,
https://www.kisa.link/bqIcY, (Consulté le 25.04.2026).

4. Transformation de l'éducation et pratiques innovantes à fort impact

Au-delà de ses ressources naturelles, l'Afrique dispose d'un capital humain considérable dont le développement des compétences et des qualifications à l'ère de l'« *Industrie 4.0* » revêt une importance majeure pour les politiques visant à promouvoir et à généraliser l'utilisation des technologies numériques. En 2025, avec une population dépassant les 230 millions d'habitants, le Nigeria était le pays le plus peuplé du continent, suivi notamment par l'Éthiopie, l'Égypte, la République démocratique du Congo et la Tanzanie.

Schéma 1 : Cadre conceptuel pour l'analyse politique des impacts des technologies numériques (TN) sur l'emploi et l'augmentation des revenus



La nécessité de prendre en compte non seulement les dimensions quantitatives de la population, mais également ses caractéristiques qualitatives, et de veiller à ce que les données démographiques des pays africains soient appréhendées au regard de critères liés à l'éducation et aux compétences, souligne l'importance de mettre en œuvre des initiatives susceptibles de produire des effets significatifs à l'échelle du continent. Dans cette perspective, l'UNESCO a lancé en 2025 des ateliers et des projets de formation professionnelle dans le cadre du « *Projet pour une meilleure éducation au service de l'essor de l'Afrique (BEAR)* ».[8] La transformation numérique des systèmes éducatifs a également occupé une place importante dans les programmes éducatifs à l'échelle du continent. Dans ce contexte, l'« *Africa Evidence Summit 2025* »[9], qui s'est particulièrement intéressé à l'enseignement supérieur, s'est imposé comme un événement mettant en avant les processus de prise de décision dans le domaine de l'éducation ainsi que la place des universitaires africains.

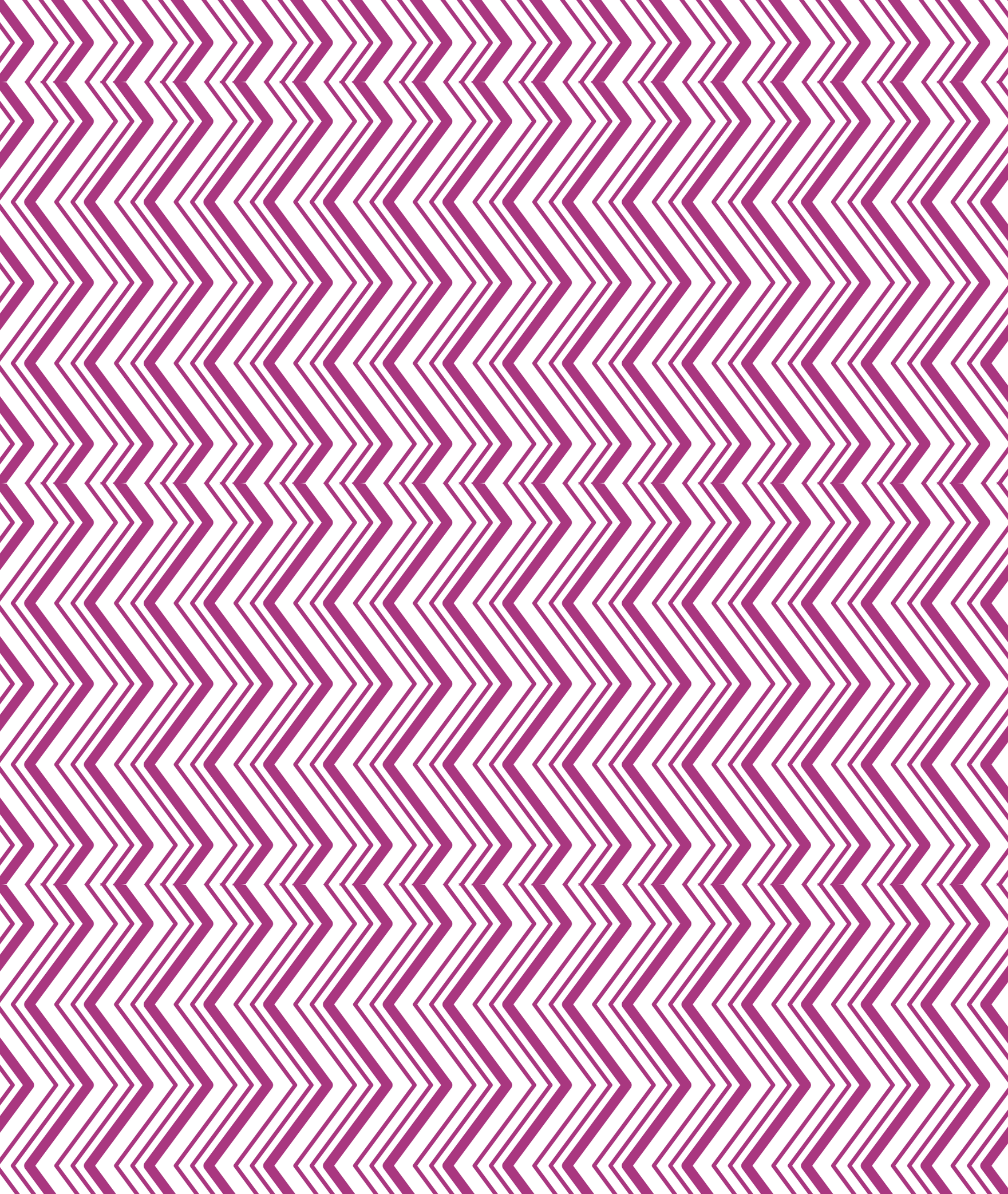
5. Conclusion

À l'heure où les technologies numériques et les solutions fondées sur l'intelligence artificielle connaissent un essor sans précédent, l'Afrique s'est engagée en 2025 dans une dynamique visant à opérer une transformation à l'échelle du continent dans les domaines de l'éducation et des technologies de l'information. Des pays tels que la Tunisie, l'Éthiopie et le Kenya, qui se distinguent notamment dans les domaines de l'intelligence artificielle, des technologies numériques, de l'Internet des objets, des villes intelligentes et de la cybersécurité, ont accueilli plusieurs événements internationaux. Par ailleurs, la conception et la mise en œuvre de différents projets visant à familiariser les populations africaines avec les technologies nécessaires à la transformation numérique et à leur permettre d'en maîtriser les usages ont rendu nécessaire une évolution menée de manière parallèle dans les domaines de l'éducation et des technologies de l'information. Dans cette perspective, la transformation numérique des systèmes éducatifs apparaît comme un enjeu majeur des évolutions envisagées dans le cadre des initiatives éducatives déployées à l'échelle du continent.

Alors qu'une transformation profonde et à l'échelle du continent dans les domaines de l'éducation et des technologies de l'information se développe en Afrique selon une dynamique à la fois interdépendante et systématique, la nécessité d'accompagner ces processus par des initiatives innovantes et des pratiques à fort impact s'est progressivement imposée. Dans ce contexte, les plateformes technologiques et les salons professionnels organisés afin d'attirer l'attention des entrepreneurs internationaux sur le continent et de favoriser l'émergence de nouvelles possibilités de coopération technologique multinationale se sont affirmés comme des rendez-vous majeurs. Ces événements ont réuni un large éventail d'acteurs, issus notamment du monde des affaires et du milieu universitaire, ainsi que des chefs d'État et de gouvernement et des entrepreneurs.

8 *UNESCO*, « The Better Education for Africa's Rise Project »,
https://www.kisa.link/wrRMn, (Consulté le 25.04.2026).

9 *CEGA* (Center for Effective Global Action), « 2025 Africa Evidence Summit »,
https://www.kisa.link/nbraa, (Consulté le 25.04.2026).



L'essor mondial de la musique pop africaine en 2025 : l'Afrobeats

7

Sena Birinci*

1. Introduction

Au cours des dernières années, la musique pop africaine s'est imposée comme l'un des phénomènes les plus dynamiques et les plus transformateurs de l'industrie musicale mondiale. Au cœur de cette évolution, l'Afrobeats a progressivement dépassé le cadre d'un genre musical associé à une région particulière pour s'affirmer comme un courant influençant les esthétiques, les modes de production et les pratiques d'écoute de la musique populaire à l'échelle mondiale. L'année 2025 apparaît ainsi comme une période charnière, au cours de laquelle cette progression a gagné en visibilité, en reconnaissance mesurable et en structuration institutionnelle.

Cette étude vise à analyser l'essor mondial de l'Afrobeats au cours de l'année 2025. Elle s'articule autour des principales tendances observées au cours de l'année, des évolutions enregistrées sur les plateformes numériques, des collaborations internationales et de la transformation institutionnelle de l'industrie musicale africaine. En 2025, la place occupée par l'Afrobeats dans la circulation mondiale de la musique ne saurait être évaluée uniquement à l'aune de l'augmentation du nombre d'écoutes ; elle doit également être appréhendée à travers des dynamiques multidimensionnelles telles que

* Étudiant en master, Université Ankara Hacı Bayram Veli, Département des sciences politiques et sociales, ssenabbirinci@gmail.com



la représentation culturelle, la construction identitaire et la visibilité internationale. Dans cette perspective, l'Afrobeats contribue également à redéfinir la place de l'Afrique dans le système culturel mondial. Le présent article examine ainsi, dans une perspective globale, la manière dont l'Afrobeats s'est diffusé à l'échelle internationale au cours de l'année 2025, les dynamiques structurelles qui ont accompagné cette expansion ainsi que ses effets sur l'industrie musicale et le champ culturel.

2. Afrobeats : cadre conceptuel

L'Afrobeats est un courant de musique populaire contemporaine qui s'est développé en Afrique de l'Ouest et qui s'est progressivement structuré, notamment à partir des années 2000, autour des scènes nigériane et ghanéenne.[1] Né de la rencontre entre les structures rythmiques africaines locales et des éléments issus du hip-hop, du R&B, du dancehall et de la musique électronique, le genre a connu d'importantes transformations tant dans ses modes de production que dans ses circuits de diffusion, notamment avec la généralisation des techniques de production musicale numérique. Des ryth-

miques soutenues, des pulsations synchronisées, des compositions orientées vers la danse et l'emploi de plusieurs langues dans les paroles comptent parmi les principales caractéristiques de l'Afrobeats. Ces éléments contribuent largement à rendre le genre accessible aussi bien aux publics locaux qu'au marché musical mondial.

Sur le plan conceptuel, il importe de distinguer l'Afrobeats de l'Afrobeat, avec lequel il est fréquemment confondu. L'Afrobeat est un genre musical qui s'est développé dans les années 1970 sous l'impulsion du musicien nigérian Fela Kuti. Associant des éléments de jazz, de funk et de musiques traditionnelles africaines, il se caractérise notamment par des compositions de longue durée et des textes à forte dimension politique.[2] L'Afrobeats, en revanche, constitue un terme générique recouvrant un champ musical plus large, davantage lié à la musique populaire commerciale et réunissant une diversité de sous-genres. Il convient donc de l'appréhender non pas comme un genre unique et figé, mais comme un espace pluriel au sein duquel se rencontrent différentes pratiques musicales et approches esthétiques. Parmi les figures majeures du genre, les artistes nigérians Wizkid, Burna Boy et Davido occupent une place prépondérante. De nouvelles générations d'artistes, notamment Rema et Tems, jouent également un rôle important dans la diffusion de l'Afrobeats à l'échelle mondiale.[3] Des artistes issus de la scène ghanéenne, tels que Sarkodie et Stonebwoy, témoignent quant à eux de la diversité régionale de l'écosystème de l'Afrobeats.

Le développement de l'Afrobeats ne saurait être analysé uniquement à travers ses caractéristiques musicales ; il doit également être replacé dans le contexte de dynamiques structurelles telles que les avancées technologiques, la généralisation des plateformes numériques et la restructuration de l'industrie musicale mondiale. L'Afrobeats peut ainsi être envisagé non seulement comme un genre musical particulier, mais aussi comme un espace culturel dynamique, façonné à l'intersection des pratiques de production, de distribution et de consommation. Ses frontières sont loin d'être fixes : elles se redéfinissent constamment au gré des interactions musicales entre différentes régions du monde, des stratégies industrielles et des pratiques des publics. À ce titre, l'Afrobeats offre un cadre d'analyse particulièrement pertinent pour comprendre les transformations à l'œuvre dans le système contemporain de la musique populaire mondiale.

1 Ibrahim Yusif, « The sound of change: Afrobeats and the deconstruction of African stereotypes », *The Journal of Critical Race and Ethnic Studies*, vol. 2, n° 1, 2024, p. 46-69.

2 Sola Olorunyomi, *Afrobeat!: Fela and the Imagined Continent*, Africa World Press, 2003.

3 I. Yusif, *op. cit.*, p. 49.

3. L'essor de l'Afrobeats sur les plateformes numériques en 2025

L'année 2025 se distingue par une progression particulièrement visible et mesurable de l'Afrobeats dans la circulation mondiale de la musique grâce aux plateformes numériques. Des hausses significatives du nombre d'écoutes d'artistes africains ont notamment été observées sur des plateformes internationales telles que Spotify, Apple Music et YouTube. Cette progression ne s'est pas limitée aux publics régionaux ou issus des diasporas, mais témoigne également de l'élargissement de l'audience internationale de ces artistes. Au cours de cette période, l'Afrobeats est devenu l'un des genres connaissant la croissance la plus rapide dans l'économie mondiale du streaming et a acquis une place importante dans les pratiques de consommation musicale sur les plateformes numériques.

Les systèmes de recommandation algorithmique ont joué un rôle déterminant dans cette progression. À partir de 2025, les stratégies de curation des plateformes numériques, qui accordent une place croissante à la diversité et aux contenus locaux, ont facilité la découverte de productions musicales issues d'Afrique. Les playlists éditoriales et les mécanismes de recommandation personnalisée ont notamment contribué à accroître la visibilité des morceaux d'Afrobeats dans différentes régions du monde. Cette évolution montre que les frontières géographiques qui structuraient traditionnellement la consommation musicale s'estompent progressivement et que la circulation des œuvres entre les différents genres et espaces culturels s'accélère.

Par ailleurs, l'influence des plateformes de vidéos courtes s'est particulièrement affirmée en 2025. Les espaces de création de contenus fondés sur les réseaux sociaux, notamment TikTok, ont compté parmi les principaux vecteurs de diffusion virale des morceaux d'Afrobeats. Les contenus axés sur la danse, les défis et les vidéos créées par les utilisateurs ont permis à certains titres de se diffuser rapidement à l'échelle mondiale. Dans ce processus, la popularité de certaines chansons a souvent dépassé les effets des stratégies traditionnelles de promotion musicale. L'interaction entre culture numérique et industrie musicale a ainsi occupé une place centrale dans l'essor de l'Afrobeats.[4]

Une autre évolution notable en 2025 réside dans la présence de plus en plus régulière d'artistes africains dans les classements internationaux. L'exa-

4 Kisha Dasent, « TikTok: Globalization and the Social Identification of Afrobeats », *African Media Space and Globalization*, sous la dir. de U.S. Akpan, Palgrave Macmillan, Cham, p. 287-302, 2023.

men des classements mondiaux, notamment des listes « Top 100 », ainsi que des palmarès régionaux de popularité montre que les productions d'Afrobeats ne se limitent plus à des succès viraux ponctuels, mais enregistrent des performances d'écoute durables. Cette évolution tend à confirmer que le genre est en train de s'établir durablement dans l'industrie musicale mondiale plutôt que de constituer une simple tendance passagère.

Par ailleurs, la visibilité offerte par les plateformes numériques a également contribué à transformer les modes de production musicale en Afrique. L'accès des artistes indépendants à des outils de production à moindre coût et leur capacité à atteindre directement leur public ont partiellement réduit le rôle traditionnel des intermédiaires dans l'industrie musicale. Dans cette perspective, l'année 2025 peut être considérée non seulement comme une période d'expansion de l'Afrobeats à l'échelle mondiale, mais également comme une phase au cours de laquelle les modes de production et de distribution musicales ont évolué vers une organisation davantage décentralisée.

4. Dimension de l'identité culturelle, de la représentation et du soft power

La visibilité mondiale acquise par l'Afrobeats en 2025 ne relève pas uniquement de l'industrie musicale ; elle constitue également un phénomène multidimensionnel qui doit être appréhendé à l'aune des enjeux liés à l'identité culturelle, à la représentation et au soft power. La circulation internationale de ce courant musical constitue un espace dans lequel les représentations culturelles de l'Afrique sont à la fois reproduites et renouvelées. Dans ce processus, la musique dépasse sa seule fonction d'expression esthétique pour devenir un vecteur porteur de significations symboliques et politiques.

L'essor de l'Afrobeats sur la scène internationale constitue un tournant majeur dans la représentation des identités africaines. Longtemps cantonnée, dans la culture populaire mondiale, à des représentations limitées et souvent marquées par des préjugés, l'Afrique bénéficie désormais, notamment à travers l'Afrobeats, d'une visibilité plus diverse, plus dynamique et davantage affirmée. L'emploi de langues locales dans les paroles, ainsi que

la mise en récit esthétique des pratiques de la vie quotidienne et de la culture urbaine, comptent parmi les principaux éléments de ces nouvelles formes de représentation.[5] Cette évolution montre que la production culturelle ne se construit pas exclusivement à partir de normes définies par les centres occidentaux, mais que différentes régions du monde sont désormais en mesure de faire circuler leurs propres récits à l'échelle internationale.

L'Afrobeats peut également être appréhendé comme un instrument de soft power pour les États. La circulation internationale des productions culturelles constitue en effet l'un des facteurs importants dans la construction de l'image des pays à l'étranger. En 2025, certains États africains, au premier rang desquels le Nigeria, inscrivent leur industrie musicale dans leurs stratégies de diplomatie culturelle et mobilisent le succès international de l'Afrobeats comme un levier de visibilité et de rayonnement sur la scène internationale.[6] Dans ce cadre, la musique ne produit pas directement des discours politiques ; elle contribue plutôt à créer, par son pouvoir d'attraction et d'influence culturelles, un espace d'action indirect.

La circulation mondiale de l'Afrobeats fait également émerger certaines tensions relatives à la représentation culturelle. L'intégration du courant aux marchés internationaux, marquée par la mise en avant de certains codes esthétiques et par le poids croissant des considérations commerciales, comporte le risque de réduire la diversité des productions culturelles africaines à des représentations plus uniformisées. Cette situation soulève la question de savoir quelles voix et quels récits accèdent à la visibilité à l'échelle mondiale et alimente, plus largement, les débats sur la répartition inégale de cette visibilité.

5. Conclusion

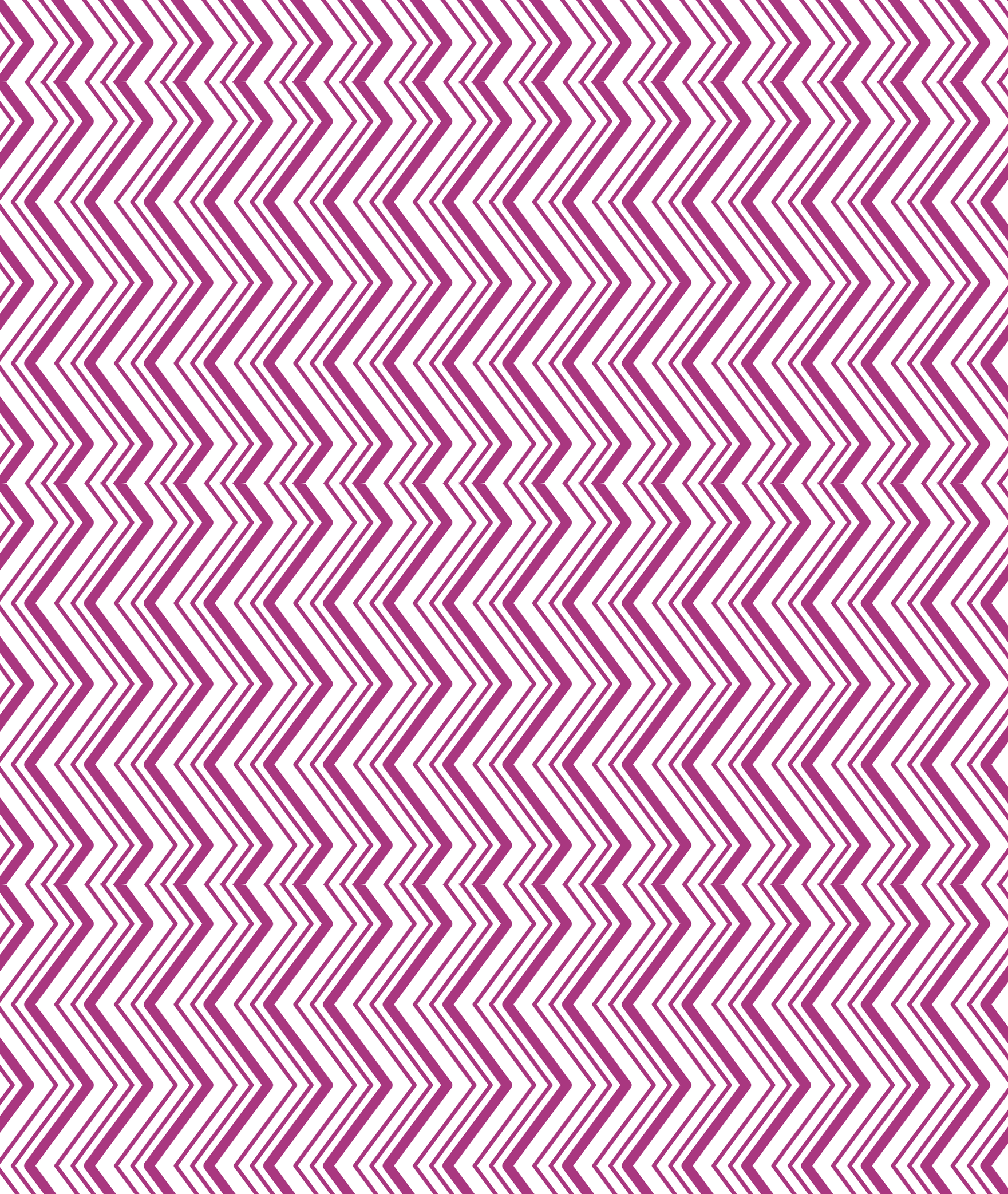
L'année 2025 se distingue comme une période au cours de laquelle l'Afrobeats a dépassé le statut de courant de musique populaire essentiellement associé à l'Afrique pour s'imposer durablement comme un acteur influent de l'industrie musicale mondiale. L'accroissement de sa visibilité grâce aux plateformes numériques, la multiplication des collaborations internationales ainsi que les évolutions institutionnelles observées au sein du continent ont contribué à renforcer le courant tant sur le plan économique que

5 Fatima Zahra Ahmed, « The Globalization of African Music Through Streaming Platforms », *Journal of Research in Social Science and Humanities*, vol. 4, n° 1, 2025, p. 10-15.

6 I. Yusif, *op. cit.*, p. 62-63.

culturel. Cette dynamique a permis à l'Afrobeats de sortir d'une position marginale au sein de la musique populaire mondiale pour devenir un acteur central, tant du point de vue esthétique que dans les modes de production et de circulation musicale.

Par ailleurs, l'essor de l'Afrobeats en 2025 a également produit des effets importants en matière de représentation culturelle, d'identité et de soft power. Le courant a contribué à renforcer la visibilité des identités africaines sur la scène internationale et à favoriser la circulation, à l'échelle mondiale, de la diversité culturelle et des récits ancrés dans les réalités locales. À l'avenir, la poursuite de cette dynamique dépendra notamment de l'efficacité des modes de distribution numérique, de la capacité à garantir les conditions de production et la protection des droits d'auteur, ainsi que du maintien de la diversité des représentations culturelles. À cet égard, 2025 peut être considérée comme une année charnière, au cours de laquelle l'Afrobeats s'est affirmé comme une force culturelle capable de transformer durablement les dynamiques de la scène musicale mondiale.



La position multidimensionnelle de la langue swahilie en Afrique à la lumière de 2025

8

Sevgi Çalışır Zenci*

1. Introduction

La diversité linguistique en Afrique est extrêmement élevée, avec plus de deux mille langues parlées à travers le continent.[1] Au sein de cette structure plurilingue, certaines langues ont dépassé le statut de simples vecteurs de communication locaux pour acquérir la fonction de langue véhiculaire (*lingua franca*) aux échelles régionale ou continentale.[2] Dans ce contexte, le swahili est devenu l'une des langues communes de communication les plus importantes, non seulement pour l'Afrique de l'Est, mais progressivement pour l'ensemble du continent africain.[3] Parlé aujourd'hui par plus de 200 millions d'individus, le swahili dispose d'une vaste aire de diffusion en Afrique orientale, centrale et australe, s'imposant comme l'un des idiomes majeurs de la région.[4]

L'importance du swahili en Afrique revêt une nature multidimensionnelle qui ne saurait se réduire à sa seule expansion démographique. La langue bénéficie d'un statut institutionnel au sein d'organisations régionales telles que l'Union africaine (UA), la Communauté d'Afrique de l'Est et la Communauté de développement d'Afrique australe, s'érigeant en un vecteur de premier plan pour les processus d'intégration politique.[5]

* Docteure, Maîtresse de conférences Université Anadolu, Département de langue et littérature turques sevgicalisir@anadolu.edu.tr

1 Ethnologue, « Languages of the World », 2023, https://www.ethnologue.com, (Consulté le 25.12.2025).

2 Ali Mazrui, *The Cultural Politics of Language In Africa*, Routledge, 2016, (Consulté le 25.12.2025).

3 Derek Nurse et Thomas Spear, *The Swahili: Reconstructing The History And Language of An African Society*, University of Pennsylvania Press, 1985, (Consulté le 25.12.2025).

4 Ethnologue, *op. cit.*

5 Commission de l'Union africaine, « Report On The Promotion And Use Of Kiswahili As A Working Language In The African Union », 2022, (Consulté le 25.12.2025).

L'année 2025 marque précisément une période d'exacerbation de la visibilité mondiale et de l'importance stratégique du swahili en Afrique. Durant cet exercice, des jalons majeurs sont survenus, incluant la reconnaissance de la langue par les instances internationales, son intégration à plus grande échelle au sein des systèmes d'enseignement et la croissance de son instrumentation au cœur des technologies numériques.[6] C'est pourquoi cet article examine la situation du swahili en Afrique à travers ses dimensions politiques, institutionnelles, économiques et numériques, afin d'évaluer de manière analytique les nouvelles dynamiques observées à l'horizon 2025.

2. Contexte historique

Bien que le swahili se rattache par ses origines à la famille des langues bantoues, il a développé un lexique complexe sous l'effet de contacts denses et prolongés avec l'arabe, le persan et les langues indiennes. La langue swahilie a émergé sur le littoral est-africain de la synergie entre les marchands arabes et les communautés bantoues locales. Dès le Xe siècle, elle a assumé un rôle clé au sein des réseaux marchands de l'océan Indien, avant d'être adoptée au XIXe siècle par les administrations coloniales en qualité de langue commune de communication régionale.[7]

Aujourd'hui, le swahili jouit du statut de langue officielle ou nationale au sein de multiples États africains, Tanzanie et Kenya en tête. De surcroît, il fait office de langue de travail pour l'UA et plusieurs organisations régionales. La chronologie synthétisée dans le Tableau 1 démontre que le swahili s'affirme, au-delà d'un simple système linguistique, comme le véhicule d'une véritable civilisation.

Période	Caractéristique	Impact
Xe - XVe siècles	Interaction arabo-bantoue	Langue du commerce
XIXe siècle	Période coloniale	Écoles missionnaires
XXe siècle	Post-indépendance	Identité nationale
XXIe siècle	Digitalisation	Visibilité mondiale

Tableau 1. Les phases de l'évolution historique du swahili

6 UNESCO, « Global Report On Language Policies And Multilingualism », UNESCO Publishing, 2022, (Consulté le 25.12.2025).

7 Derek Nurse, *Inheritance, Contact, And Change in Two East African Languages*, Cambridge University Press, 2000, p. 134-150, (Consulté le 25.12.2025).

3. Le rôle du swahili en Afrique

Au sein de la littérature scientifique, le rôle du swahili en Afrique est régulièrement examiné sous l'angle de sa fonction de langue véhiculaire, de l'édification des nations, de l'identité panafricaine et de la digitalisation. L'usage du swahili en qualité de langue commune de communication en Afrique de l'Est est mis en relief par de multiples travaux linguistiques.[8] Les recherches dédiées aux politiques linguistiques appellent notamment l'attention sur le rôle du swahili pour forger l'unité nationale en Tanzanie.[9] Ces analyses démontrent que le swahili s'apparente, au-delà d'un outil de communication, à un véritable projet politique.

D'un pôle de vue panafricain, les recherches soutiennent que le swahili joue un rôle stratégique au sein de l'UA et des processus d'intégration continentale.[10] Cette approche soutient que la langue représente un instrument potentiel pour la production de savoirs endogènes africains. Enfin, les travaux récents confirment l'expansion rapide de l'usage du swahili au sein des environnements numériques.[11] Les recherches en traitement automatique du langage naturel (TALN) ambitionnent tout particulièrement d'élever la visibilité technologique des langues africaines.[12]

4. La langue swahilie en 2025

4.1. La situation politique de la langue

L'une des évolutions les plus importantes de 2025 pour le swahili réside dans la visibilité accrue de la langue au sein des organisations internationales. Dans ce contexte, l'évolution la plus notable a été son adoption, en novembre 2025, comme l'une des langues officielles de travail lors de la Conférence générale de l'UNESCO. Cette décision est considérée comme une étape historique, dans la mesure où le swahili serait la première langue d'origine africaine reconnue à ce niveau sur la scène internationale.

Cette évolution a eu d'importantes répercussions sur la place des langues africaines dans le système international ainsi que sur la représentation du continent dans les mécanismes de gouvernance mondiale. En premier lieu, une visibilité accrue du swahili au sein des organisations internationales a contribué à renforcer la représentation des langues africaines à l'échelle

8 Abdulla Mohammed, « Modern Swahili Grammar And Usage », *African Languages and Cultures*, 14(2), 2001, p. 87-102, (Consulté le 25.12.2025).

9 Casmir Rubagumya, « Language Promotion For Educational Purposes: The Example Of Tanzania », *International Review of Education*, 37(1), 1991, p. 67-85, (Consulté le 25.12.2025).

10 Salikoko Mufwene, *Globalization, Global English, And World English(Es): Myths And Facts*, 2010, p. 31-55, (Consulté le 25.12.2025).

11 Guy De Pauw, Peter Waiganjo Wagacha et Gilles-Maurice de Schryver, « The SAWA Corpus: A Parallel Corpus English-Swahili », *Language Resources and Evaluation*, 43(3), 2009, p. 223-238, (Consulté le 25.12.2025).

12 Pratik Joshi, Sebastin Santy, Amar Budhiraja, Kalika Bali et Monojit Choudhury, « The State And Fate of Linguistic Diversity And Inclusion In The NLP World », *Proceedings of the 58th Annual Meeting of the Association for Computational Linguistics*, 2020, p. 6282-6293, (Consulté le 25.12.2025).



L'événement de deux jours, organisé au Rwanda les 6 et 7 juillet 2025, a réuni plus de 300 participants venus d'Afrique de l'Est et d'ailleurs, parmi lesquels figuraient des hauts responsables gouvernementaux, des universitaires, des jeunes et des spécialistes du kiswahili. (Source : UNESCO)

mondiale. Par ailleurs, elle a créé un environnement plus favorable à une visibilité accrue de la production de connaissances issue d'Afrique au sein des institutions et des plateformes internationales. Enfin, la reconnaissance croissante du swahili à l'échelle internationale a favorisé une plus grande place accordée à cette langue dans les stratégies de diplomatie multilingue des pays africains, faisant ainsi du swahili l'un des principaux instruments de renforcement des capacités de représentation culturelle et diplomatique du continent.

La portée symbolique de la décision de l'UNESCO est particulièrement importante. En effet, les politiques linguistiques des organisations internationales sont généralement étroitement liées aux rapports de force à l'échelle mondiale. Dès lors, l'obtention de ce statut par le swahili peut être considérée comme un tournant majeur dans le renforcement de la visibilité culturelle et linguistique de l'Afrique. Par ailleurs, la *Journée mondiale du swahili*, célébrée chaque année le 7 juillet, a donné lieu en 2025 à de nombreuses manifestations organisées dans plusieurs pays et largement suivies, mettant en avant le rôle fédérateur de la langue sur le plan culturel.

4.2. Dimension économique et commerciale

Le swahili joue un rôle critique pour faciliter les relations marchandes au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est. Le choix privilégié du swahili au sein des accords commerciaux régionaux en 2025 a rehaussé la valeur économique de la langue. Sa fonction de langue commune pour le commerce transfrontalier accélère l'intégration économique régionale.

4.3. Visibilité culturelle

Le swahili s'impose comme le vecteur d'une identité culturelle par le biais de la musique, de la littérature et du cinéma.[13] L'expansion des contenus en langue swahilie sur Netflix et les autres plateformes de streaming en 2025 a consolidé son rayonnement culturel mondial.[14] À titre d'exemple, la musique *Bongo Flava* et la littérature swahilie occupent une place de premier plan pour l'édification identitaire parmi les jeunes générations.[15]

Les manifestations internationales organisées en 2025 autour de la langue et de la culture swahilies font désormais partie intégrante de la diplomatie culturelle africaine.[16] L'usage croissant du swahili au sein des secteurs de la musique, du cinéma et des médias numériques participe à la popularisation de la langue auprès de la jeunesse.[17] En parallèle, les communautés de la diaspora et les programmes de swahili ouverts au sein des universités soutiennent la diffusion mondiale de la langue.[18]

4.4. Secteur éducatif et académique

À l'horizon 2025, le rôle du swahili au sein du secteur éducatif a enregistré une expansion d'envergure. Dans les pays d'Afrique de l'Est en particulier, la langue est instrumentée à travers un large spectre allant de l'enseignement primaire jusqu'à l'enseignement supérieur. En 2025, des projets soutenus par l'UNESCO ont permis de développer des matériels pédagogiques numériques en swahili, élevant par là même le statut académique de la langue.[19]

Au sein de la littérature dédiée à la planification linguistique, les politiques appliquées par les États africains s'analysent régulièrement à l'aune de trois dimensions fondamentales : la planification du statut, la planification du corpus et la planification de l'acquisition.[20] Le swahili a enregistré des progrès majeurs au sein de ces trois axes. Au titre de la planification du

13 Alain Ricard, *The Languages and Literatures of Africa*, David Philip Publishers, Le Cap, 2004, (Consulté le 25.12.2025).

14 FengYi Yin, « Navigating The Global-Local Nexus in Indigenous African Language Television », *Critical Studies in Media Communication*, 2025, p. 1-17, (Consulté le 25.12.2025).

15 Alex Perullo, *Live From Dar Es Salaam: Popular Music And Tanzania's Music Economy*, Indiana University Press, 2011, (Consulté le 25.12.2025).

16 UNESCO, *op. cit.*, 2022.

17 Laura Fair, *Reel Pleasures: Cinema Audiences And Entrepreneurs In Twentieth-Century Urban Tanzania*, Ohio University Press, 2018, (Consulté le 25.12.2025).

18 Ali Mazrui, « The Swahili Diaspora And Language Expansion », *Journal of African Cultural Studies*, 19(2), 2007, p. 115-130, (Consulté le 25.12.2025).

19 UNESCO, *Global Report On Multilingual Education And African Languages*, UNESCO Publishing, 2025, (Consulté le 25.12.2025).

20 Robert Kaplan et Richard Baldauf, *Language Planning: From Practice To Theory*, Multilingual Matters, 1997, (Consulté le 25.12.2025).

statut, la langue a été entérinée comme l'une des langues de travail de l'UA.[21] Dans le secteur de l'éducation, la généralisation de l'enseignement du swahili dessine une avancée prépondérante pour la planification de l'acquisition de la langue.[22] C'est pourquoi l'intégration des langues endogènes au cœur des systèmes éducatifs revêt une importance croissante pour les nations africaines.[23]

4.5. Digitalisation et technologie

En 2025, le swahili bénéficie d'une représentation accrue dans les domaines de l'intelligence artificielle et sur les plateformes numériques. Des entreprises telles que Google et Microsoft ont développé des services de traduction et d'assistance vocale en swahili.[24] Cette évolution contribue à assurer la pérennité de la langue dans l'ère numérique.

Les jeux de données et les modèles linguistiques développés pour le swahili, notamment dans les domaines du traitement automatique du langage naturel et de l'intelligence artificielle, sont également en plein essor. Ces travaux favorisent une utilisation plus étendue et plus efficace de la langue sur les plateformes numériques, tout en renforçant la visibilité technologique des langues africaines.

Plusieurs facteurs expliquent la place croissante du swahili dans le domaine de l'intelligence artificielle. Le premier tient à son importante communauté de locuteurs, qui compte plus de 200 millions de personnes, faisant du swahili l'une des langues les plus largement parlées d'Afrique. Par ailleurs, son utilisation comme l'un des principaux moyens de communication dans les échanges commerciaux et régionaux en Afrique de l'Est et en Afrique centrale renforce son importance dans les interactions économiques et commerciales. En outre, le fait que le swahili soit présent dans les systèmes éducatifs de nombreux pays africains, soit comme langue d'enseignement, soit comme matière enseignée, renforce son usage institutionnel ainsi que les capacités de production de contenus numériques. Ces atouts démographiques, économiques et institutionnels contribuent à faire du swahili l'une des principales langues africaines dans des applications d'intelligence artificielle telles que le traitement automatique du langage naturel, la traduction automatique et les grands modèles de langage.

21 Union africaine, *op. cit.*

22 UNESCO, *World Kiswahili Language Day Background Document*, UNESCO Publishing, 2021, (Consulté le 25.12.2025).

23 UNESCO, *op. cit.*, 2025.

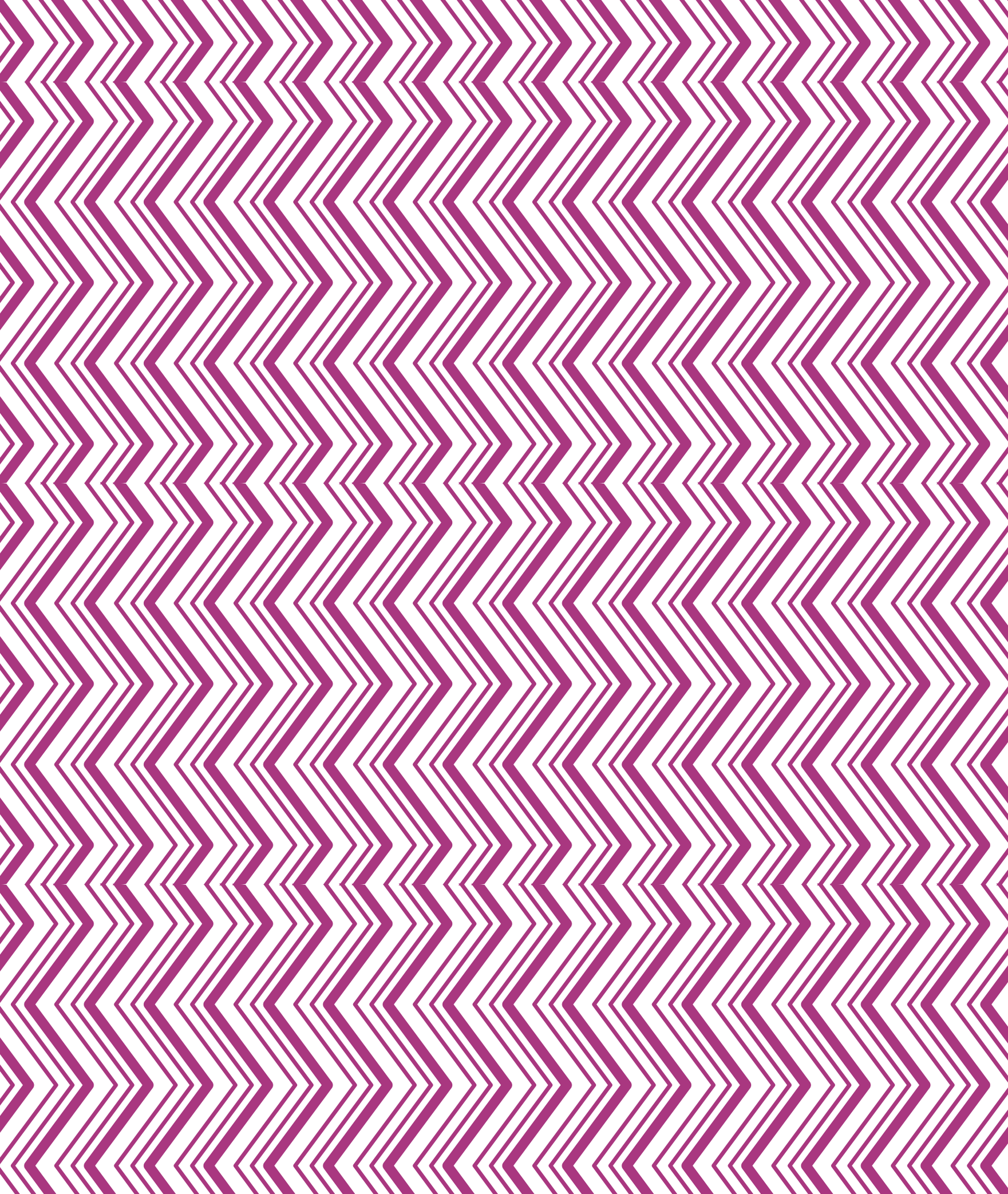
24 Prisca Boniphace Makulilo, « Morphological Productivity and Lexical Innovation in Swahili: Digital Communication and Language Transformation in Social Media Spaces », *Language, Technology, and Social Media*, 3(2), 2025, p. 231-249, (Consulté le 25.12.2025).

5. Conclusion

L'année 2025 marque une période au cours de laquelle la position du swahili en Afrique et à l'échelle mondiale s'est renforcée. La reconnaissance du swahili par l'UNESCO comme l'une de ses langues officielles de travail a considérablement accru sa visibilité sur la scène internationale. Par ailleurs, l'élargissement de la Communauté d'Afrique de l'Est ainsi que l'intégration du swahili dans les systèmes éducatifs de certains pays ont davantage consolidé son importance au niveau régional.

Les évolutions enregistrées dans le domaine des technologies numériques sont également prometteuses pour l'avenir du swahili. L'utilisation croissante du swahili dans l'intelligence artificielle, le traitement automatique du langage naturel et les plateformes d'enseignement numérique contribue à renforcer son écosystème technologique.

L'ensemble de ces évolutions montre que le swahili est devenu en Afrique non seulement une langue de communication, mais également l'un des principaux vecteurs de l'intégration politique, culturelle et économique. Dès lors, l'avenir du swahili revêt une importance stratégique au regard des politiques linguistiques africaines et des processus d'intégration régionale.



L'enseignement du turc à des fins militaires en Afrique à la lumière des évolutions de 2025

9

Elif Ermağan*

1. Introduction

Les liens politiques et culturels établis avec l'Afrique depuis la période ottomane, ainsi que les initiatives diplomatiques menées sous la République, témoignent de la continuité historique de cette relation multidimensionnelle.[1] Le soutien apporté aux pays africains, notamment au cours de leurs processus d'indépendance, l'ouverture d'ambassades et les contributions apportées à ces processus constituent autant d'étapes ayant permis à la politique africaine de la Türkiye de s'inscrire, sur le long terme, dans une dynamique positive. Au cours des vingt dernières années, l'ouverture de la Türkiye à l'Afrique s'est accompagnée d'un développement significatif des relations politiques et économiques, d'une progression des échanges commerciaux et d'un renforcement de la présence diplomatique.

Ce cadre historique s'est également prolongé dans les domaines de la coopération militaire et de l'enseignement des langues, leur conférant une visibilité accrue. Depuis les années 2000, la Türkiye joue un rôle actif en Afrique dans les domaines de la formation militaire, de la coopération technique et du renforcement des capacités institutionnelles.[2] Dans

* Dr. Chargée de Cours, Université Medeniyet d'Istanbul, Département des cours communs. elifermagan2020@gmail.com

1 İsmail Ermağan et Elem Eyrice Tepeciklioğlu, « Türkiye-Afrika ilişkileri: Nasıl ve Nereye? », dans İ. Ermağan et E. E. Tepeciklioğlu (éd.), *Dünya Siyasetinde Afrika 7: Türkiye'nin Afrika Ülkeleri ile İlişkileri Süreç-Kısıtlar-Olası Çözümler*, 2021, p. 1–24, Nobel Yayınları.

2 A. F. Kenfack Kitio, « The Rising Security Cooperation of Turkey in Africa: An Assessment From The Military Perspective », *Journal of Rising Powers and Global Governance*, 2020, 1(2), p. 43–59.



22 militaires gambiens qui suivront une formation dans des écoles militaires en Türkiye ont achevé avec succès leur cours de turc. (Source : Agence Anadolu)

ce contexte, le turc a progressivement dépassé sa fonction de langue de communication générale pour devenir une langue de communication professionnelle dans le cadre de la formation militaire ; il est ainsi devenu un outil important pour assurer la compréhension des ordres, améliorer l'efficacité de la formation et renforcer les capacités opérationnelles communes.[3] Les formations en turc dispensées en Türkiye ainsi que dans les bases et centres de formation militaires implantés en Afrique ont contribué à donner une dimension institutionnelle à cette coopération. Les structures telles que TURKSOM en Somalie, ainsi que les classes de turc mises en place dans différents pays africains, en constituent des exemples concrets sur le terrain.[4]

La présente étude examine l'évolution, l'ampleur et l'importance stratégique de la formation militaire en turc en Afrique à l'horizon 2025. Les travaux existants indiquent que l'enseignement du turc est susceptible de constituer une composante significative des coopérations militaires établies par la Türkiye en Afrique. Les programmes d'enseignement du turc récemment mis en place dans plusieurs pays africains ont contribué à renforcer le rôle du turc comme langue de formation militaire. Il est ainsi possible de considérer que la formation militaire en turc dépasse le cadre de l'enseignement général de la langue pour s'affirmer comme une composante importante de la diplomatie de défense et des stratégies de soft power.

3 U. Işık, « Yabancı Dil Olarak Türkçe Öğretiminde Askerî Komutlar », *Bezgek Yabancılara Türkçe Öğretimi Dergisi*, 2024, 3(4), p. 298–308

4 M. T. Bani Salameh, « Turkey's Strategic Expansion in Africa: Multifaceted Engagement in Ethiopia, Libya and Somalia », *Insight on Africa*, 2025, 17(2).

2. Les études culturelles et linguistiques dans les relations entre la Türkiye et l'Afrique : l'enseignement du turc dans le cadre militaire

Dans le cadre de l'ouverture de la Türkiye à l'Afrique, le développement des relations militaires[5] a fait émerger de manière concrète un besoin accru d'apprentissage du turc. La Türkiye établit avec de nombreux pays africains des partenariats multiformes dans les domaines de la défense et de la sécurité, de l'industrie de défense, de la formation militaire, ainsi que de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée. Depuis l'adoption du Plan d'action pour l'Afrique en 1998, la Türkiye a progressivement élargi ses coopérations institutionnelles avec les pays du continent dans les domaines de la sécurité et de la défense. Dans ce cadre, des accords de sécurité et de défense ont été conclus avec de nombreux pays africains, le réseau des attachés militaires sur le continent a été renforcé et les activités de formation militaire se sont progressivement institutionnalisées. Outre ses activités de formation, la Türkiye contribue à renforcer les capacités des institutions de sécurité en facilitant l'accès à des équipements de défense et participe également à l'architecture africaine de paix et de sécurité à travers sa contribution aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies (ONU).[6]

L'enseignement du turc destiné aux étudiants, aux personnels militaires, aux hommes d'affaires, aux fonctionnaires et à des Africains issus de différents secteurs professionnels se développe progressivement, tant en Türkiye que dans les pays africains. Toutefois, pour que les initiatives menées dans ce domaine puissent s'inscrire dans la durée et gagner en efficacité, il apparaît nécessaire de mettre en place un cadre stratégique plus large et plus intégré. Il importe notamment de développer de nouvelles recherches dans trois domaines fondamentaux encore insuffisamment étudiés dans la littérature turcophone : (i) la place et la fonction des études linguistiques et culturelles dans la politique africaine de la Türkiye ; (ii) les interactions du turc avec les langues locales et les langues largement utilisées en Afrique, ainsi que la place du turc dans le contexte du multilinguisme ; et (iii) le cadre institutionnel, les méthodes et les modèles de mise en œuvre de l'enseignement général et de l'enseignement du turc à des fins professionnelles destiné aux pays africains.

5 A. Sıradağ, « Understanding Türkiye's New Defense and Security Policy Towards Africa: New Dynamics and New Approaches », *Turkish Journal of African Studies*, 2025, 2(1), p. 19–32.

6 H. A . Aksoy, S. Çevik et N. T. Yaşar, « Visualising Turkey's activism in Africa. Centre for Applied Turkey Studies », 2022,

https://www.kisa.link/VSeZy, (Consulté le 22.2.2026) ;

Kaan Devecioğlu, « Türkiye modeli »: Savunma Sanayii Alanında Afrika'yla Derinleşen İş Birliği, ORSAM, 2024,

https://www.kisa.link/YyrZj, (Consulté le 14.3.2026).

Par ailleurs, malgré l'intensification des échanges éducatifs et de la mobilité des personnes entre l'Afrique et la Türkiye, le continent africain demeure encore insuffisamment représenté dans la recherche et les pratiques relatives à l'enseignement du turc comme langue étrangère. Cette situation limite également la pleine réalisation de la contribution que l'enseignement du turc pourrait apporter aux objectifs de diplomatie culturelle et de soft power de la Türkiye en Afrique. Dans cette perspective, l'élaboration de politiques plus structurées dans le domaine des études culturelles et linguistiques apparaît essentielle pour consolider la pérennité des relations entre la Türkiye et l'Afrique.[7]

es pratiques observées montrent par ailleurs que la formation linguistique est appelée à jouer un rôle stratégique dans les coopérations militaires interétatiques.[8] La maîtrise de la langue constitue un facteur essentiel pour assurer la bonne compréhension des ordres, garantir la coordination entre les différentes unités et, plus largement, améliorer l'efficacité de la formation. Dans le domaine militaire, la formation linguistique a ainsi une incidence directe non seulement sur la communication, mais également sur la réussite opérationnelle. Dans cette perspective, l'enseignement du turc dans le cadre militaire relève de l'approche de l'enseignement des langues à des fins spécifiques. Celle-ci peut être définie comme une démarche axée sur les missions, fondée sur la terminologie spécialisée et orientée vers la mise en pratique. Dans ce cadre, l'enseignement de la langue est directement adapté aux besoins militaires et accorde une place centrale à son utilisation pratique.[9]

3. La formation en turc à des fins militaires en Afrique et les évolutions de 2025

En Afrique, la Türkiye dispense une formation en turc à des fins militaires sous la coordination du ministère de la Défense nationale, notamment par l'intermédiaire d'institutions telles que la Fondation Maarif de Türkiye et l'Institut Yunus Emre. La mise en place d'un cadre institutionnel pour l'enseignement du turc dans ce domaine témoigne de la volonté de la Türkiye de renforcer et d'étendre sa capacité institutionnelle en matière de formation militaire à l'échelle du continent africain.[10]

7 Elif Ermağan et İsmail Ermağan, « Yabancı dil olarak Türkçe öğretimi kitaplarında Afrika », dans İ. Ermağan, A. Boztaş & Y. Turhan (éd.), *Dünya siyasetinde Afrika 8*, 2022, Nobel Akademik Yayıncılık, p. 515–550.

8 Elif Ermağan, « II. Dünya Savaşı Esnasında Amerikan Askerlerine Türkçe Öğretmek için Yazılan "Turkish: A Guide to The Spoken Language" Adlı Kitabın Dil Öğretimi Açısından Değerlendirilmesi », *RumeliDE Dil ve Edebiyat Araştırmaları Dergisi*, 2021, (Ö9), p. 43–55.

9 G. Tekin et G. Özyürek, « Temel Düzeyde Askerî Bağlamda Türkçe Öğretimi: Yöntem ve İçerik Açısından Bir Değerlendirme », *Disiplinlerarası Dil ve Kültür Çalışmaları*, 2025, 3(1), p. 34–51.

10 WaJ Türk, « Türkiye-Afrika Arasındaki Savunma İlişkileri Güçleniyor », 2025, https://www.kisa.link/PJqas, (Consulté le 01.03.2026).

Le plus important centre turc de formation militaire à l'étranger se trouve en Somalie, au Camp TURKSOM. Des milliers de militaires somaliens y ont également appris le turc. Dans cette perspective, le turc à des fins militaires, considéré comme une branche du turc de spécialité, recouvre plusieurs dimensions : langue de formation militaire, langue des commandements, langue de la hiérarchie et des formes d'adresse, ainsi que langue opérationnelle. Le cas somalien constitue ainsi l'une des applications les plus approfondies et les plus institutionnalisées de la formation en turc à des fins militaires.

L'une des évolutions marquantes de 2025 réside dans le développement de modèles de formation directement mis en œuvre dans les pays africains. Cette approche permet d'élargir l'accès à l'enseignement du turc à un plus grand nombre de militaires, de réduire les coûts de formation et d'assurer une plus grande continuité pédagogique. Parallèlement, les dispositifs de formation fondés sur les technologies prennent une importance croissante. Grâce à différents partenariats institutionnels, notamment avec les centres linguistiques qui assurent l'enseignement du turc en Türkiye, le recours à l'enseignement à distance et à des méthodes de formation linguistique fondées sur la simulation pourrait rendre l'apprentissage du turc à des fins militaires en Afrique plus souple, plus accessible et davantage orienté vers la pratique.

Parmi les évolutions enregistrées en 2025, le cas du Cameroun mérite une attention particulière. L'Agence turque de coopération et de coordination (TİKA) a créé une salle de classe de turc au sein de l'École militaire interarmées (EMIA) de Yaoundé afin de permettre aux élèves-officiers camerounais appelés à poursuivre leur formation en Türkiye d'acquérir les compétences linguistiques nécessaires. Dans le cadre de ce projet, lancé pour la période 2025-2026, il est prévu que 35 élèves bénéficient chaque année de cette formation. La cérémonie d'inauguration s'est tenue en présence des ministres de la Défense et de responsables des deux pays. Le projet vise à renforcer la coopération en matière de défense ainsi que les échanges interculturels, dans le cadre du partenariat multidimensionnel établi entre la Türkiye et le Cameroun.[11]

Concernant l'exemple de la Gambie, la langue turque est enseignée au personnel des Forces armées gambiennes au sein de l'école de formation

11 TİKA (Türk İşbirliği ve Koordinasyon Ajansı Başkanlığı), « TİKA'dan Kamerun'daki Askeri Okula Türkçe Dil Sınıfı », 12 mai 2025, https://www.kisa.link/aXQsw, (Consulté le 12.3.2026).

de Fajara, à travers la « salle de cours Atatürk » et la « bibliothèque Atatürk ». Dans ce cadre, un total de 555 militaires a reçu une formation en langue turque entre 2020 et 2025. Mené en coopération avec la Fondation Maarif de Türkiye et le ministère de la Défense nationale, ce programme ambitionne d'amener les apprenants au niveau B2 au terme d'une formation d'environ 40 semaines, condition requise pour prétendre à une formation militaire en Türkiye. L'objectif de ces programmes linguistiques est de consolider les relations technico-militaires et culturelles en développant une communication multidimensionnelle entre les deux pays. En outre, la bibliothèque rénovée par la TİKA fournit aux militaires des ressources et des supports pédagogiques en langues turque et anglaise pour leur formation linguistique.[12]

Dans l'ensemble, la formation en turc à des fins militaires en Afrique peut être considérée comme un instrument revêtant une importance stratégique. La langue contribue en effet au renforcement des capacités militaires et à la mise en place de coopérations sécuritaires plus étroites, tout en participant, par extension, au renforcement des relations diplomatiques. Le développement de ces programmes fait toute fois apparaître certaines contraintes, notamment le manque d'enseignants qualifiés, la densité des contenus pédagogiques et les difficultés liées à l'acquisition de la terminologie spécialisée du domaine militaire.

4. Conclusion

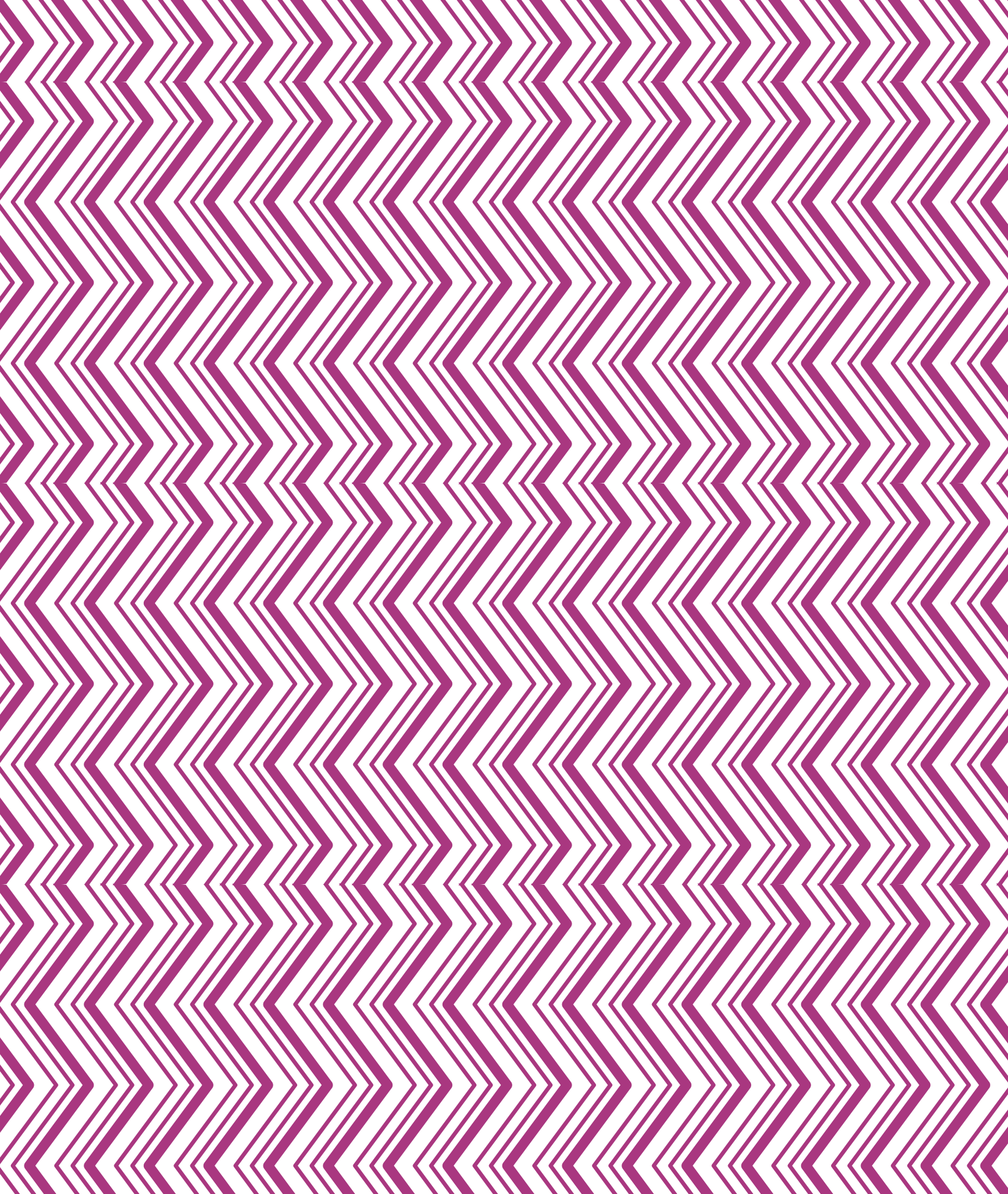
La formation en turc à des fins militaires constitue en Afrique un levier permettant à la Türkiye de renforcer son ancrage sur le continent, tout en créant un cadre de coopération multidimensionnel aux niveaux militaire, diplomatique et académique. À l'avenir, une institutionnalisation accrue de ce domaine, soutenue par les travaux de recherche, contribuerait à inscrire ces relations dans une dynamique plus structurée et durable.

À l'horizon 2025, la formation en turc à des fins militaires en Afrique semble être engagée dans une dynamique de développement, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Les programmes mis en œuvre dans différents pays africains, les modèles de formation expérimentés sur le terrain et le recours croissant aux outils numériques ont permis de renforcer l'enseignement du

12 Anadolu Ajansı, « Gambiyalı Askerler, Türkiye'de Eğitim Alabilmek İçin Türkçe Öğreniyor », 26 février 2026, https://www.kisa.link/oLcFE, (Consulté le 11.3.2026).

turc par des dispositifs institutionnels et de favoriser sa pérennisation. Par ailleurs, le turc s'est progressivement imposé comme un outil à part entière des formations militaires dispensées en Afrique, mais également comme un vecteur facilitant la coordination entre les pays engagés dans des coopérations militaires et contribuant à approfondir les relations entre la Türkiye et les pays africains. À ce titre, l'enseignement du turc favorise les échanges culturels et la compréhension mutuelle, tout en contribuant à créer un socle social propice à l'établissement de partenariats durables.

Malgré la persistance de plusieurs contraintes structurelles, notamment en matière de disponibilité des formateurs, de diversification des programmes et de ressources pédagogiques, les tendances actuelles montrent que ces limites et difficultés systémiques peuvent être progressivement surmontées grâce à des investissements accrus, à une institutionnalisation renforcée et au développement de méthodes pédagogiques innovantes. Dans l'ensemble, la formation en turc à des fins militaires occupe ainsi une place de plus en plus centrale en Afrique et tend à s'affirmer comme une composante durable et stratégique de la politique de coopération internationale de la Türkiye.



La CAN 2025 et la stratégie de positionnement régional et international du Maroc par le sport

10

Ahmet Göksel Uluer*

1. Introduction

Au cours des dernières années, le Royaume du Maroc a considérablement renforcé sa visibilité sur la scène de la diplomatie sportive internationale en accueillant plusieurs manifestations sportives d'envergure. Le pays a notamment accueilli la Coupe du Monde des Clubs de la FIFA en 2013, 2014 et 2022, le Championnat d'Afrique des Nations en 2018 ainsi que les épreuves d'athlétisme des Jeux africains en 2019. Depuis 2016, il accueille également, à différentes périodes, des étapes de la Ligue de diamant d'athlétisme, le Grand Prix de Marrakech et des courses du Championnat du monde de Formule E, consolidant ainsi sa présence dans le calendrier sportif international.

Parallèlement, l'organisation de la Coupe du Monde de la FIFA constitue depuis plusieurs décennies l'une des principales ambitions du Maroc. Après avoir présenté sa candidature à cinq reprises depuis les années 1990,[1] le pays a finalement rejoint, en 2023, la candidature conjointe de l'Espagne et du Portugal et obtenu le droit d'accueillir, aux côtés de ces deux pays, la Coupe du Monde 2030, édition particulièrement prestigieuse puisqu'elle coïncidera avec le centenaire de la compétition.[2]

* Maître de conférences, Université Necmettin Erbakan, Département de science politique et de relations internationales, aguluer@erbakan.edu.tr

1 The New Times, « Morocco hopes to bid for 2030 World Cup despite 5th time defeat », 15.06.2022, https://www.kisa.link/XpUki, (Consulté le 10.04.2026).

2 VOA Africa, « Morocco Joins Spain-Portugal 2030 World Cup Bid », 15.03.2023, https://www.kisa.link/uHWvy, (Consulté le 10.04.2026).



Cérémonie d'ouverture de la 35e Coupe d'Afrique des Nations (AFCON 2025), à Rabat, au Maroc. (Source : Agence Anadolu)

La même année, la Coupe d'Afrique des Nations 2025 (CAN 2025), initialement destinée à être organisée en Guinée, a fait l'objet d'une nouvelle procédure de désignation du pays hôte, en raison des incertitudes quant à la capacité de ce dernier à achever dans les délais requis les infrastructures et les travaux de modernisation des stades nécessaires à l'organisation de la compétition. Dans ce contexte, la candidature du Maroc a été retenue. Le pays avait déjà accueilli la compétition en 1988 et avait dû renoncer à son organisation en 2015 en raison de l'épidémie d'Ebola. Le Maroc a ainsi été désigné pays hôte de la CAN 2025, qui s'est déroulée du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026 dans neuf stades répar-

tis entre six villes du pays. Avant et pendant la compétition, des manifestations dénonçant le niveau élevé des dépenses publiques engagées par l'État ont également eu lieu. Ces mobilisations, largement relayées dans les médias internationaux, ont notamment été qualifiées de « manifestations de la génération Z ».[3]

Le présent article analyse la politique du Maroc en matière d'organisation de grandes compétitions sportives à l'aune des enjeux liés à son image internationale, à l'affirmation de sa puissance et à la construction de son identité sur la scène internationale. Dans cette perspective, la CAN 2025 constitue une vitrine stratégique pour le Royaume, non seulement en raison du prestige associé à l'une des disciplines sportives les plus populaires au monde et sur le continent africain, mais également parce qu'elle peut être considérée comme une répétition générale avant l'organisation de la Coupe du Monde 2030. En s'appuyant sur les travaux consacrés aux relations internationales et aux grands événements sportifs, l'article examine la manière dont les États mobilisent le sport comme instrument de puissance douce (*soft power*) et de puissance intelligente (*smart power*). Il s'intéresse ensuite aux objectifs que le Maroc cherche à atteindre à travers l'organisation de grandes compétitions sportives, notamment en matière d'image internationale, d'affirmation de sa puissance et de construction identitaire.

2. Le sport comme instrument de *soft power* et de *smart power*

Dans le champ des relations internationales, le concept de *soft power* désigne la capacité d'un État à influencer et à convaincre d'autres acteurs sans recourir à des moyens de coercition, en mobilisant d'autres formes de pouvoir et d'attractivité.[4] De nombreux facteurs, tels que la culture, les normes et les valeurs politiques, peuvent ainsi relever du *soft power*. Dans la littérature spécialisée, l'organisation d'événements sportifs de grande ampleur, et notamment de compétitions internationales majeures, est également considérée comme un instrument de *soft power* à dimension culturelle, susceptible de contribuer à façonner l'image, le prestige et l'influence d'un État. À cet égard, les Jeux olympiques et les Coupes du monde, qui réunissent un grand nombre de participants et bénéficient d'une audience internationale considérable, constituent des vitrines privilégiées à travers lesquelles les États peuvent mettre en valeur leur attractivité et leur rayonnement international.

Au cours des deux dernières décennies, l'organisation ou la programmation de grands événements sportifs dans des pays tels que le Qatar, l'Arabie saoudite, la Russie et la Chine a notamment fait l'objet de nombreux débats dans la littérature internationale autour du concept de *sportswashing*, entendu comme une stratégie visant à améliorer ou à réhabiliter l'image internationale d'un État

3 The Guardian, « Violence breaks out in Morocco as anti-government protests rage for fourth day », 01.10.2025,
https://www.kisa.link/NuSpJ, (Consulté le 10.04.2026) ;
CNN, « Gen Z Moroccans denounce government priorities in some of the largest protests in years », 28.09.2025,
https://www.kisa.link/XAPUO, (Consulté le 10.04.2026).

4 Joseph S. Nye, Jr., *Soft Power: The Means to Success in World Politics*, Public Affairs, New York, 2004.



Cérémonie d'ouverture de la 35e Coupe d'Afrique des Nations (AFCON 2025), à Rabat, au Maroc. (Source : Agence Anadolu)

par le biais du sport. De nombreuses études considèrent ces événements comme des instruments de politique étrangère et de diplomatie publique permettant à ces États d'atténuer la visibilité des critiques relatives aux droits humains et à la gouvernance démocratique, tout en renforçant leur image internationale et leur légitimité sur la scène mondiale.[5]

Par ailleurs, il est également avancé que les grands événements sportifs peuvent relever du *smart power*, dans la mesure où ils permettent de mobiliser conjointement différentes formes de pouvoir, à la fois coercitives et attractives. Le sport peut ainsi être utilisé à des fins multiples : attirer l'attention sur des enjeux d'intérêt mondial, faciliter l'accès à de nouveaux marchés, renforcer une position hégémonique à l'échelle régionale ou encore contribuer à la construction de nouvelles visions nationales.[6] Il constitue en outre un instrument important de *nation branding*, en participant à la construction de l'identité nationale, à la consolidation de la réputation d'un État ainsi qu'à l'acquisition d'un statut et d'une position plus affirmés sur la scène internationale.[7] À titre d'exemple, l'or-

5 Aaron Ettinger, « Saudi Arabia, sports diplomacy and authoritarian capitalism in world politics », *International Journal of Sport Policy and Politics*, n° 15, 2023, p. 531-547 ; Paul Michael Brannagan, Jonathan Grix et Alessio Norrito, « Demystifying sportswashing: An assemblage theory perspective on authoritarian states' investment in global sport », *The British Journal of Politics and International Relations*, vol. 28, n° 1, 2026, p. 144-164 ; Jonathan Grix et Paul Michael Brannagan, « Authoritarian States and Global Sport: The Contested Cases of Qatar, the UAE and Saudi Arabia », *Social Sciences*, vol. 13, n° 701, 2024, p. 1-12.

ganisation de la Coupe du monde de la FIFA en 2022 a permis au Qatar de renforcer son image de pays stable dans sa région et de consolider sa position en tant qu'État jouissant d'une visibilité et d'une reconnaissance accrues à l'échelle mondiale.[8]

3. Conclusion

L'organisation de grands événements sportifs, dont la Coupe d'Afrique des nations 2025 (CAN 2025), peut être considérée comme le prolongement naturel d'une stratégie multidimensionnelle mise en œuvre par le Maroc. Premièrement, le fait que le Maroc ait pris le relais alors que la capacité de la Guinée à accueillir la compétition était compromise a contribué à renforcer la crédibilité du pays en tant qu'acteur fiable à l'échelle africaine. Deuxièmement, ces compétitions revêtent une importance symbolique pour un pays situé au carrefour de l'Europe, de la Méditerranée et de l'Afrique, dans la mesure où elles lui permettent de consolider son influence et de développer des réseaux de coopération dont il entend occuper une position centrale.[9] Troisièmement, la stratégie marocaine présente certaines spécificités qui la distinguent de celles d'autres États ayant recours à des stratégies comparables dans le domaine sportif. Des puissances autoritaires telles que la Russie et la Chine, disposant d'importantes capacités économiques et militaires, ont notamment utilisé ces compétitions comme des vecteurs de projection de leur puissance nationale et comme des instruments permettant de redorer leur image tout en occultant certaines difficultés internes.

Pour le Maroc, les grands événements sportifs offrent des perspectives qui dépassent largement les seules capacités économiques du pays et ouvrent la voie à des opportunités multidimensionnelles en matière de politique étrangère et de coopération internationale. D'une part, ces événements constituent des instruments de promotion contribuant à accroître l'attractivité touristique du pays et à renforcer sa marque à l'échelle internationale. D'autre part, ils favorisent l'approfondissement des relations avec les partenaires internationaux, notamment avec l'Union européenne, tout en contribuant à consolider l'image d'un acteur stable, fiable et disposé à coopérer. Dans cette perspective, la CAN 2025 ne s'est pas limitée à être une compétition de football à l'échelle continentale. Elle a constitué une étape stratégique permettant au Maroc de démontrer ses capacités organisationnelles avant la Coupe du monde de la FIFA 2030, qu'il coorganisera avec l'Espagne et le Portugal, de renforcer son image et son prestige sur la scène internationale et de mettre plus efficacement en œuvre, à travers la diplomatie sportive, une stratégie de *smart power*. À ce titre, la compétition peut être considérée comme une étape majeure dans la consolidation à la fois des ambitions de leadership du Maroc en Afrique et de sa visibilité à l'échelle mondiale.

6 Paul Michael Brannagan, Richard Giulianotti et Jonathan Grix, « Sport and Power: hard power, soft power and smart power », *Leisure Studies*, p. 9-10,

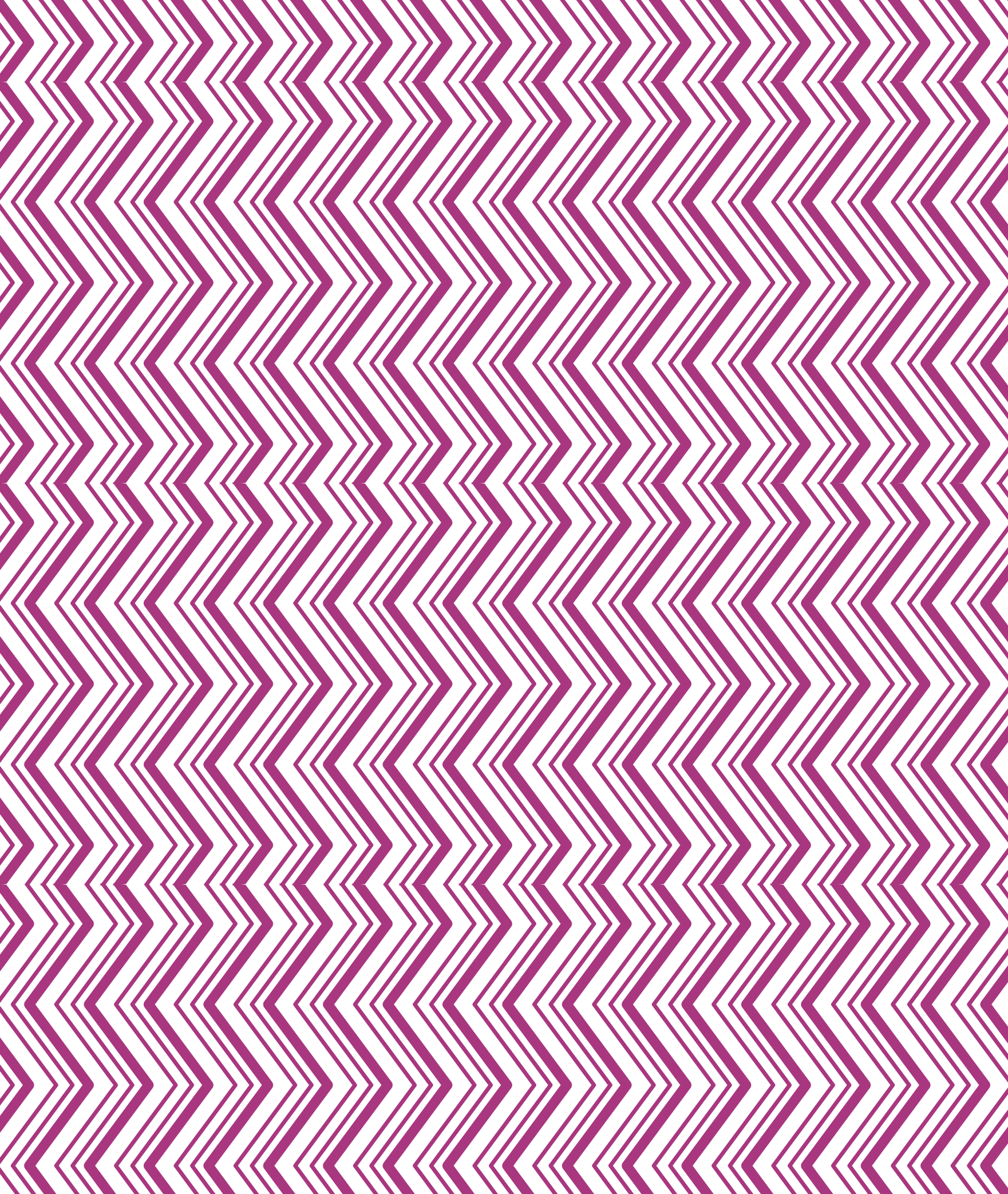
https://www.kisa.link/hVGCe, (Consulté le 12.04.2026).

7 Victor Cha, « Role of Sport in International Relations: National Rebirth and Renewal », *Asian Economic Policy Review*, n° 11, 2016, p. 139.

8 Noof Al-Dosari, « Sport and International Relations: Qatari Soft Power and Foreign Policy Making », *Tajseer*, n° 3, vol. 2, 2021, p. 168.

9 IRIS, « African Cup of Nations 2025: Geopolitical Stakes, Sport Power and Morocco's Ambitions », 08.01.2026,

https://www.kisa.link/QtnNy, (Consulté le 14.04.2026).



Les dynamiques sociologiques de la transformation numérique de l'éducation au Kenya en 2025

11

Ani Tarugishvili*

1. Introduction

Bien que l'essor de l'éducation numérique soit généralement associé au développement des technologies de l'information et de la communication, ses origines remontent à des processus historiques plus anciens. En 1728, Caleb Phillips publia dans un journal de Boston, aux États-Unis, une annonce proposant des cours par correspondance aux personnes souhaitant apprendre la sténographie. Cette initiative est considérée comme l'un des premiers exemples connus d'enseignement à distance.[1] À partir du XXe siècle, ces pratiques se sont progressivement développées. Dans les années 1950, la BBC a notamment commencé à diffuser des programmes radiophoniques destinés aux élèves des établissements scolaires situés dans des régions éloignées.[2] Avec la généralisation de la télévision, l'enseignement à distance a franchi une nouvelle étape grâce à l'intégration de contenus audiovisuels dans les dispositifs pédagogiques.[3]Au XXIe siècle, la pandémie de COVID-19 a constitué un tournant majeur dans la transformation de l'enseignement à distance. Si cette période a considérablement élargi les possibilités offertes par l'enseignement en ligne, elle a également mis en évidence le caractère inégal de l'accès à ces ressources au sein des sociétés. Dans les pays en développement en particulier, des disparités importantes persistent en matière d'accès aux technologies numériques, d'infrastructures et de compétences numériques.

* Doctorante, Département de sociologie, Université Akdeniz, tarughishviliani@gmail.com

1 Denise M. Casey, « A journey to legitimacy: The historical development of distance education through technology », *Tech Trends*, vol. 52, n° 2, 2008, p. 45-51, (Consulté le 20.03.2026).

2 David Crook, « School Broadcasting in the United Kingdom: An Exploratory History », *Journal of Educational Administration and History*, vol. 39, n° 3, 2007, p. 217-226, (Consulté le 20.03.2026).

3 Mary Burns, « Distance Education for Teacher Training: Modes, Models, and Methods », *Distance Education for Teacher Training*, sous la dir. de Mary Burns, Education Development Center, 2011, (Consulté le 20.03.2026).

Au Kenya, pays caractérisé par une population particulièrement jeune, l'éducation numérique demeure, malgré la diffusion croissante des technologies de l'information et de la communication, un révélateur des inégalités socio-économiques. Cette situation est généralement appréhendée dans la littérature à travers le concept de *fracture numérique*, qui désigne les inégalités d'accès aux technologies de l'information et de la communication entre des individus appartenant à des catégories socio-économiques différentes.[4] Sur le plan du droit international, l'éducation est reconnue comme un droit humain fondamental et universel. Elle constitue également un levier essentiel pour favoriser l'accès à l'emploi, soutenir la croissance économique, renforcer la cohésion sociale et contribuer à la réduction de la pauvreté.[5] Dans cette perspective, et compte tenu du nombre encore limité de travaux consacrés à cette question, l'étude des inégalités liées à l'éducation numérique au Kenya revêt une importance particulière.

2. Les dimensions sociologiques de la fracture numérique au Kenya

Les progrès réalisés dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) se manifestent à des degrés variables dans l'ensemble des pays du monde. Les inégalités d'accès aux technologies, aux infrastructures numériques et aux services contribuent à accentuer la *fracture numérique*.[6] Dans le domaine de l'éducation, la *fracture numérique* renvoie aux disparités entre les élèves qui ont accès aux ordinateurs, à Internet et aux ressources pédagogiques numériques et ceux qui en sont privés. Les élèves qui ne disposent pas d'un accès suffisant aux ressources numériques rencontrent davantage de difficultés dans le développement de leurs compétences numériques, ce qui affecte négativement leur capacité à être compétitifs sur un marché du travail de plus en plus numérisé.[7] Au Kenya, la *fracture numérique* varie notamment en fonction de la distinction entre zones urbaines et zones rurales, du niveau de revenu et du genre.[8] À titre d'exemple, les établissements scolaires situés dans les zones urbaines disposent généralement d'infrastructures numériques plus développées et d'un meilleur accès à Internet, tandis que l'insuffisance des infrastructures et le faible niveau de littératie numérique constituent des obstacles majeurs dans les zones rurales. Par ailleurs, les filles issues de zones rurales ou de familles à faibles revenus participent dans une moindre mesure à l'éducation numérique en raison de différents obstacles culturels et socio-économiques.[9] Afin de réduire ces inégalités structurelles, diverses initiatives sont mises en œuvre, parmi

4 OCDE, « Understanding the Digital Divide », *OECD Digital Economy Papers*, vol. 49, OECD Publishing, Paris, 2001, p. 5, (Consulté le 20.03.2026).

5 Nations Unies, « Déclaration universelle des droits de l'homme », Assemblée générale des Nations Unies, Paris, 1948 ; Sharon E. Lee, « Education as a Human Right in the 21st Century », *Democracy and Education*, vol. 21, n° 1, 2013, p. 1, (Consulté le 20.03.2026).

6 Sanjiv Dasgupta *et al.*, « Policy Reform, Economic Growth, and the Digital Divide: An Economic Analysis », *World Bank Policy Research Paper*, vol. 2567, Banque mondiale, Washington, DC, 2001, (Consulté le 20.03.2026).

7 OCDE, *op. cit.*, 2001, p. 5-6 ; John Paul, « Narrowing the Digital Divide: Initiatives Undertaken by the Association of South-East Asian Nations (ASEAN) », *Program: Electronic Library and Information Systems*, vol. 36, n° 1, 2002, p. 13-22, (Consulté le 20.03.2026).

8 Frederick Okello, « Bridging Kenya's Digital Divide: Context, Barriers and Strategies », *CIGI Policy Paper*, Centre for International Governance Innovation (CIGI), Ottawa, 2024, (Consulté le 20.03.2026).

9 Francis E. Etta et Susan Parvyn-Wamahiu (dir.), *Information and Communication Technologies for Development in Africa*, vol. 2, *The Experience with Community Telecentres*, International Development Research Centre (IDRC), Ottawa, 2003, (Consulté le 20.03.2026).



De jeunes Kényans découvrent les technologies de demain lors d'un atelier de robotique et de programmation. (Source : Agence Anadolu)

lesquelles le projet intitulé « *Girls in ICT for an Inclusive Digital Transformation* (*Les filles dans les TIC pour un avenir numérique inclusif*)», lancé le 24 avril 2025.[10] Malgré ces avancées, les données disponibles montrent que d'importantes inégalités persistent dans l'accès aux technologies de l'information et de la communication au Kenya.[11] Les femmes ne représentent ainsi que 30 % des personnes employées dans les secteurs de l'information et des technologies au Kenya.[12] Par ailleurs, si le taux de possession d'un smartphone atteint 53,7 % à l'échelle nationale, l'accès à un ordinateur ne concerne que 10,7 % de la population et le taux d'utilisation d'Internet s'établit à 23,8 %. Ainsi, la *fracture numérique* constitue au Kenya un phénomène multidimensionnel qui se manifeste de manière particulièrement visible dans le domaine de l'éducation. Dans ce contexte, l'intégration des technologies de l'information et de la communication au sein du système éducatif kényan joue un rôle déterminant dans la réduction de cette fracture numérique.

10 UNESCO, « Champions Girls in ICT for a Digital Future », 05.05.2025,
https://www.kisa.link/hWWrt, (Consulté le 20.03.2026).

11 Communications Authority of Kenya (CA) & Kenya National Bureau of Statistics (KNBS), *Analytical Report on Information and Communication Technology (ICT) Based on the 2023/24 Kenya Housing Survey*, Nairobi, 2025, (Consulté le 20.03.2026).

12 GSMA, *Mobile Gender Gap Report 2024*, 2024,
https://www.kisa.link/IdzKu, (Consulté le 09.04.2026).

3. Les évolutions récentes de l'éducation numérique au Kenya

En réponse aux difficultés structurelles évoquées précédemment, le gouvernement kényan poursuit en 2025 la mise en œuvre de réformes visant à renforcer les pratiques d'éducation numérique dans les établissements scolaires ainsi que les investissements dans les infrastructures numériques. Parmi ces interventions figure le projet *DigiSchool*, consacré à la promotion de l'éducation numérique et au développement de la littératie numérique dans les écoles primaires. Mis en œuvre en partenariat avec le ministère kényan de l'Éducation, l'UNESCO et Huawei, le projet *DigiSchool* prévoit la mise à disposition des élèves et des enseignants d'équipements dotés de contenus numériques interactifs ainsi que d'un accès à Internet à haut débit. Il comprend également le développement de ressources pédagogiques numériques, la mise en place de programmes de formation destinés à renforcer les compétences numériques des enseignants, l'amélioration de l'accès aux ressources en ligne pour les élèves vivant dans les zones rurales, ainsi que diverses politiques et mesures visant à réduire les inégalités de genre dans l'accès à l'éducation numérique. Le projet a produit des résultats particulièrement significatifs. En 2024, l'intégration de 34 établissements au dispositif avait ainsi permis à plus de 6 000 élèves d'en bénéficier, rendant notamment possible la mise en place de cours en ligne et de dispositifs d'enseignement fondés sur des classes virtuelles et des contenus vidéo en direct, en particulier dans les zones rurales.[13] Lors d'un événement organisé à Nairobi le 17 mars 2025, il a été annoncé que la deuxième phase du projet *DigiSchool*, visant à développer les compétences numériques dans l'ensemble des écoles primaires publiques, avait été menée à bien et que le projet était désormais intégré à plus grande échelle au système éducatif. Toutefois, certaines difficultés subsistent au niveau de sa mise en œuvre.[14] À cet égard, la pandémie de COVID-19 a notamment ralenti la distribution des équipements aux établissements scolaires ainsi que la formation des enseignants.[15] Parallèlement, au cours de l'année scolaire 2024-2025, 1 000 agents spécialisés dans les technologies de l'information et de la communication ont été affectés aux établissements publics afin d'apporter un soutien technique au système éducatif. Cependant, l'installation des 1 000 salles informatiques intelligentes prévue pour la même période n'a pas pu être menée à bien en raison des contraintes budgétaires rencontrées au cours des deux années précédentes.[16]

À partir de 2025, le Conseil national des examens du Kenya a également pris des mesures importantes afin d'améliorer l'accessibilité et l'efficacité des procédures d'évaluation, notamment par l'intégration d'outils numériques dans les

13 Commission de l'Union africaine, *Digital Education Strategy and Implementation Plan (2023–2028)*, Union africaine, Addis-Abeba, https://www.kisa.link/qVjwMf, p. 14-28 ; UNESCO, « Government, UNESCO and Huawei launch new report on Kenya's DigiSchool Project », 09.08.2023, https://www.kisa.link/LEIuz, (Consulté le 29.03.2026).

14 OCDE, « Kenya's Digital Literacy Programme (DigiSchool) », *OECD AI Policy Observatory*, 09.07.2025, https://www.kisa.link/wSCsP, (Consulté le 02.04.2026).

15 Alberto V. Delgado Martín ve José M. Larrú Ramos, "Digital Education Index for Developing Countries Framework: Evaluation of the Deployment of Digital Education in Kenya", *Journal of Higher Education Theory and Practice*, vol. 25, no 1, 2025.

16 Gouvernement du Kenya, National Treasury, *Medium Term Expenditure Framework 2026/27–2028/29: Education Sector Report*, 13.10.2025, https://www.kisa.link/IqMCF, (Consulté le 17.03.2026).

dispositifs d'évaluation des acquis. En juin 2025, un examen pilote de compétences en ligne destiné aux élèves de neuvième année a notamment été organisé. La plateforme permettait aux candidats d'obtenir immédiatement leurs résultats. Cette initiative constitue une étape importante dans l'intégration des outils numériques aux procédures d'évaluation et de certification du système éducatif kényan. Par ailleurs, le *Kenya National Education Sector Strategic Plan 2023-2027* (NESSP) fait de l'intégration de la littératie numérique dans le système éducatif et de l'élargissement de l'utilisation des technologies de l'information dans les processus éducatifs des priorités majeures.[17] De même, le budget de base couvrant les exercices financiers 2026/2027 à 2028/2029 met l'accent sur l'extension des programmes d'éducation numérique et le renforcement des infrastructures liées aux technologies de l'information et de la communication. D'autres initiatives contribuent également à la transformation numérique du système éducatif kényan. Parmi celles-ci figure notamment la plateforme *EduPoa*, qui permet de numériser différentes procédures telles que l'inscription des élèves, leur évaluation et la communication avec les parents.[18] Enfin, l'Institut kényan d'éducation spécialisée propose des services d'expertise à distance aux établissements spécialisés grâce à des dispositifs de visioconférence. Au cours de la première phase de ce projet, 13 établissements ont ainsi bénéficié d'un accès à Internet, permettant à près de 6 000 élèves et enseignants d'accéder à ces services.[19]

4. Conclusion

Les évolutions enregistrées au Kenya dans le domaine de l'éducation numérique en 2025 montrent clairement que le système éducatif a progressé sur les plans des infrastructures numériques, de la gouvernance et de la pédagogie. Toutefois, il apparaît que ces avancées restent limitées par des inégalités structurelles et ne se déploient pas de manière homogène en raison des disparités entre les zones urbaines et rurales, des inégalités socio-économiques et des différences liées au genre. Des initiatives telles que les programmes d'alphabétisation numérique et la numérisation des systèmes d'évaluation ne permettent pas, à elles seules, d'éliminer complètement les dimensions structurelles de la fracture numérique. Dans ce contexte, le cas du Kenya met en évidence que l'éducation numérique ne constitue pas uniquement le résultat d'un processus de modernisation technologique, mais qu'elle représente également un processus social qui rend visibles et transforme de profondes inégalités sociologiques.

17 UNESCO, « Spotlight on Basic Education Completion and Foundational Learning in Kenya 2025 », *Global Education Monitoring (GEM) Report – Spotlight Series*, UNESCO, Paris, 2025,

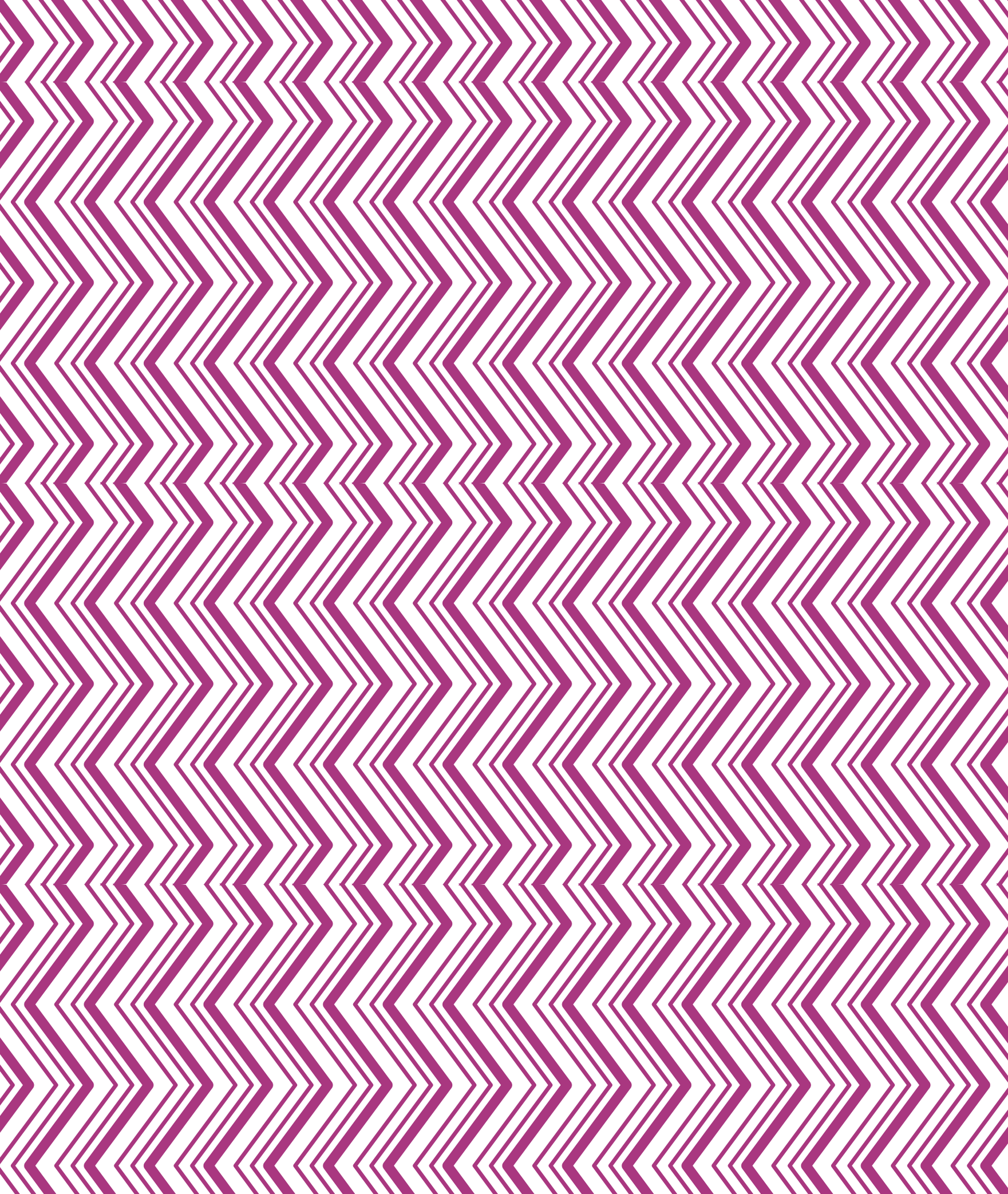
https://www.kisa.link/khXnj, (Consulté le 17.03.2026).

18 Josphat Kiptanui, « Digital Learning in Kenya: How Technology is Transforming Education », *EduPoa™ Blog*, 31.12.2025,

https://www.kisa.link/lwewb, (Consulté le 10.04.2026).

19 PR Newswire, « *Kenya DigiSchool Connectivity Project enables online learning for deaf children* », 17.03.2025,

https://www.kisa.link/CUOZb, (Consulté le 15.04.2026).



Les réformes éducatives en Afrique en 2025 : de l'héritage colonial à la construction de programmes d'enseignement nationaux

12

Yusuf Dinçel*

1. Introduction

L'expérience coloniale vécue par l'Afrique n'a pas seulement laissé des conséquences négatives sur les plans politique et économique ; elle a également provoqué de profondes dégradations dans un domaine fondamental pour le développement des sociétés, à savoir l'éducation. L'une des conséquences les plus lourdes du legs colonial pour les pays africains réside dans la difficulté à utiliser efficacement leurs propres langues locales dans les activités d'enseignement et d'apprentissage. Aujourd'hui encore, dans de nombreux pays africains, les langues des anciennes puissances coloniales demeurent prédominantes.

Les documents stratégiques élaborés dans le cadre des projets de « programmes d'enseignement nationaux » récemment lancés par l'Union africaine (UA) revêtent une importance particulière en ce qu'ils témoignent d'un processus de décolonisation de l'éducation sur le continent africain. Cette étude examine les mesures prises au cours de l'année 2025 à l'échelle du continent en vue de l'abandon progressif des systèmes éducatifs hérités de la période coloniale.

2. L'héritage historique des modèles éducatifs de type colonial

L'histoire coloniale a profondément marqué les systèmes éducatifs de nombreux pays africains.[1] Durant la période coloniale, les politiques visant à contrôler et à

* Docteur, Académie de Police, Faculté de sécurité intérieure.

1 Yasmine Bekkouche et Yannick Dupraz, « Colonial Origins and Quality of Education: Evidence from Cameroon », *African Economic History Network*, 22.01.2024, https://www.kisa.link/Upkxc, (Consulté le 23.03.2026).



La Conférence panafricaine sur la formation des enseignants (PACTED 2025) s'est tenue du 1er au 3 octobre 2025 à Addis-Abeba, en Éthiopie. (Source : Union africaine)

assimiler les populations autochtones ont profondément influencé la structure et le fonctionnement des systèmes éducatifs locaux en Afrique. Parmi ces politiques figurait notamment l'imposition d'un modèle éducatif de type occidental privilégiant les langues et les cultures européennes au détriment des langues et des cultures locales. Cette situation a contribué à l'aliénation des populations locales à l'égard de leur propre système éducatif. Une autre mesure mise en œuvre par les puissances occidentales durant la période coloniale a consisté à créer des écoles missionnaires qui, en ciblant les croyances des populations locales, cherchaient à imposer le christianisme ainsi qu'un mode de vie occidental. Par ailleurs, les confiscations de terres ont contraint les communautés locales à se déplacer, entraînant ainsi une désorganisation des structures culturelles et éducatives des populations déplacées.[2]

Après l'accession des pays africains à l'indépendance, l'éducation a été envisagée non pas principalement dans une perspective nationale, mais dans un cadre plus restreint, en étant largement instrumentalisée comme une condition préalable au développement.[3] Le système mis en place par le colonialisme occidental en Afrique demeure encore aujourd'hui confronté à une crise profonde. Dans leur

2 Mirriam Wangui, « Impact of Colonial Policies on Indigenous Education Systems in Africa », *European Journal of Historical Research*, vol. 3, n° 2, 2024, p. 35-36, (Consulté le 23.03.2026).

3 Deborah Spindelman et Luis Crouch, « Purpose of education in former British African colonies: From contestation to bureaucratization », *International Journal of Educational Development*, vol. 113, 2025, p. 13, (Consulté le 23.03.2026)

ensemble, les pays africains peinent à apporter des réponses efficaces à des problèmes tels que la pauvreté, les maladies, la corruption et la pollution environnementale, tout en rencontrant des difficultés à préparer les jeunes générations à un avenir compétitif. Dans ce contexte, une réforme des systèmes éducatifs à l'échelle du continent apparaît nécessaire, et les transformations envisagées doivent être mises en œuvre en tenant compte des spécificités culturelles propres à l'Afrique.[4]

3. La Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA)

Après plusieurs décennies de stagnation, et au regard de ses avantages démographiques ainsi que de ses ressources humaines et matérielles inexploitées, l'Afrique est analysée par les experts comme un continent doté d'un potentiel extrêmement élevé.[5] La stratégie CESA, élaborée par l'Union africaine (UA) pour la période 2016-2025, a été mise en place afin de promouvoir les valeurs culturelles africaines, de favoriser un développement durable tant à l'échelle régionale que continentale et de répondre à la nécessité d'une nouvelle réforme des systèmes éducatifs africains.[6] Cette stratégie visait ainsi à transformer les systèmes éducatifs à l'échelle du continent.[7] Dans la perspective d'une Afrique prospère et pacifique, les enseignants constituent la principale force motrice de ce système visant à opérer une véritable transformation dans le domaine de l'éducation.[8]

À travers cette stratégie, l'UA a élaboré un plan d'action décennal destiné à ses États membres et s'est efforcée de mettre en place un cadre susceptible d'orienter les politiques éducatives nationales. Dans ce contexte, les États ont cherché à mettre en œuvre ce document stratégique en tenant compte des conditions propres à chacun de leurs pays.[9] L'UA s'est réunie en Éthiopie du 1er au 3 octobre 2025 et a publié le deuxième document stratégique décennal de la CESA (2025-2034).[10]

Sous cet angle, la stratégie CESA remet en question le modèle éducatif hérité de la période coloniale. Au cours des périodes précédentes, les systèmes éducatifs africains s'appuyaient principalement sur les programmes d'enseignement établis par les puissances coloniales, tandis que les jeunes formés dans le cadre de ces systèmes étaient appelés à jouer un rôle moteur dans les processus de développement. La CESA ouvre toutefois la voie à la définition de modèles éducatifs adaptés aux conditions spécifiques de chaque région. À travers ce système, l'objectif est de façonner l'éducation en Afrique autour d'éléments autochtones et nationaux.

4 Mohamed Lamine Kaba, « Moving from a neocolonial education system to an education system that serves African development », *New Eastern Outlook*, 26.02.2025,
https://www.kisa.link/UYmtF, (Consulté le 24.03.2026).

5 «Continental Education Strategy for Africa », *Association of African Universities*,
https://www.kisa.link/HsPFq, (Consulté le 24.03.2026).

6 « Launch of the process for the review of the African Union's Continental Education Strategy for Africa (CESA) 2016-25 », *Teacher Task Force*,
https://www.kisa.link/jbbMc, (Consulté le 24.03.2026).

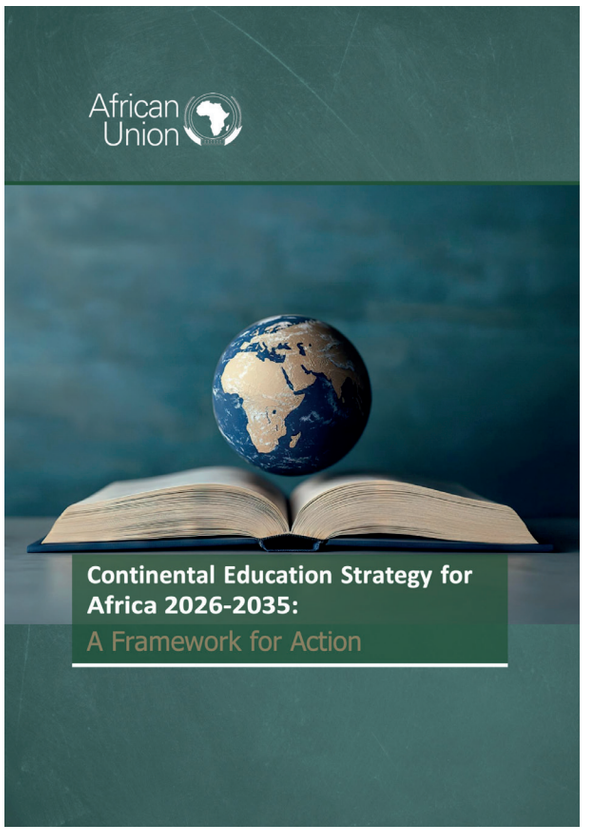
7 «Continental Education Strategy for Africa 2026-2035: A Framework for Action », *International Institute for Capacity Building in Africa*,
https://www.kisa.link/pzidu, (Consulté le 24.03.2026).

8 «AU Continental Teacher Prize », *African Union*,
https://www.kisa.link/KkEeu, (Consulté le 25.03.2026).

9 « Continental Education Strategy for Africa 2026-2035: A Framework for Action », *African Union*,
https://www.kisa.link/EbMpB, (Consulté le 28.03.2026).

10 «Historic: Education union leaders bring their voice to the African Union », *Education International*,
https://www.kisa.link/CbWGu, (Consulté le 01.04.2026).

4. La décolonisation des savoirs en Afrique en 2025



Les pays africains, engagés dans la réalisation de l'*Objectif de développement durable no* 4 à l'horizon 2030, se sont concentrés, au cours de l'année 2025, sur l'amélioration de l'éducation sans la réduire à une simple fonction instrumentale. Malgré cet objectif, d'importants obstacles continuent d'entraver l'amélioration des activités éducatives au niveau souhaité sur l'ensemble du continent, en particulier en Afrique subsaharienne. À titre d'exemple, en 2025, la seule Afrique subsaharienne faisait face à une pénurie de 15 millions d'enseignants.[11]

En 2025, l'Union africaine (UA) a retenu comme thème « *La justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine à travers les réparations* ». Des demandes de réparation ont ainsi été formulées au titre des crimes historiques commis à l'encontre des populations d'origine africaine, tels que la traite des esclaves, le colonialisme et l'apartheid. Ces crimes historiques, qui n'ont pas fait l'objet de sanctions, continuent aujourd'hui encore d'influencer et de structurer les systèmes politiques et économiques des pays africains. Les effets de ces crimes ont également directement touché les systèmes éducatifs africains et continuent de se faire sentir. C'est pourquoi il apparaît nécessaire d'éliminer les pratiques et les modèles hérités de la période coloniale au sein des systèmes éducatifs.[12] En 2025, à l'initiative de l'UNESCO, le projet « *Transformer les savoirs pour l'avenir de l'Afrique* » a été lancé afin de permettre au continent de passer d'une position de consommateur de connaissances à celle de producteur de savoirs. Cette initiative permet aux chercheurs africains de mobiliser les systèmes de connaissances autochtones afin de s'inscrire pleinement dans le monde scientifique contemporain.[13]

5. Les efforts de décolonisation numérique en Afrique en 2025

Parallèlement à la diffusion de l'intelligence artificielle à l'échelle mondiale, les relations des élèves et des enseignants à l'éducation se transforment également en Afrique. Grâce à des programmes créés par des entrepreneurs, tels que *Digital Skills for Africa*, *Lumo Hubs* et *Luma Learn*, un modèle d'apprentissage local et inclusif a été développé. Le fondateur du programme *Luma Learn* résume cette situation de la manière suivante : « *Parfois, la meilleure façon de comprendre un concept est de l'apprendre dans sa langue maternelle.* » Ainsi, Simphiwe, une élève

11 Benister Nephitaly et Modupe (Mo) Olateju, « Why Africa urgently requires transformation of its education systems », *Brookings*, https://www.kisa.link/qBNiB, (Consulté le 01.04.2026).

12 Cristina Duarte, « Beyond compensation: Reparatory justice as a structural economic imperative for Africa », *United Nations / Africa Renewal*, https://www.kisa.link/riCkO, (Consulté le 04.04.2026).

13 «The African Union Commission Successfully Launches Decade of Education and Six Strategic Frameworks at PACTED 2025 », *African Union*, https://www.kisa.link/Glgcr, (Consulté le 04.04.2026).

sud-africaine de dix-sept ans, explique étudier la physique dans sa langue maternelle, l'isiZulu.[14] Durant la période coloniale, les jeunes Africains ne disposaient pas de la possibilité de suivre un enseignement dans leurs propres langues locales et, la langue de la puissance coloniale ayant été érigée en langue officielle, l'usage d'autres langues dans la sphère publique demeurait difficile.

En raison des crises sécuritaires en Afrique, la scolarité de millions d'élèves est perturbée, ce qui contribue à accentuer davantage les inégalités éducatives existantes. Dans ce contexte, la République démocratique du Congo a annoncé d'importantes avancées en 2025 dans le cadre de la numérisation de l'éducation. Grâce à la généralisation du projet d'enseignant virtuel dans l'environnement numérique, près de 10 000 élèves ont enregistré divers progrès dans le domaine des mathématiques. En cas de situation d'urgence, les élèves pourront poursuivre leurs activités d'enseignement et d'apprentissage au moyen de tablettes, de la télévision et de la radio, sans avoir nécessairement besoin d'une connexion à Internet. L'objectif est ainsi de transformer les périodes de crise en opportunités.[15]

Enfin, le document intitulé *Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique (STISA 2034)*, publié en juillet 2025, vise à promouvoir des investissements fondés sur la connaissance et orientés vers l'innovation dans des secteurs d'importance stratégique, notamment l'agriculture, mais également la santé, l'énergie et l'environnement. Cette stratégie décennale prévoit ainsi l'élaboration de scénarios relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi qu'à la préparation aux situations d'urgence.[16]

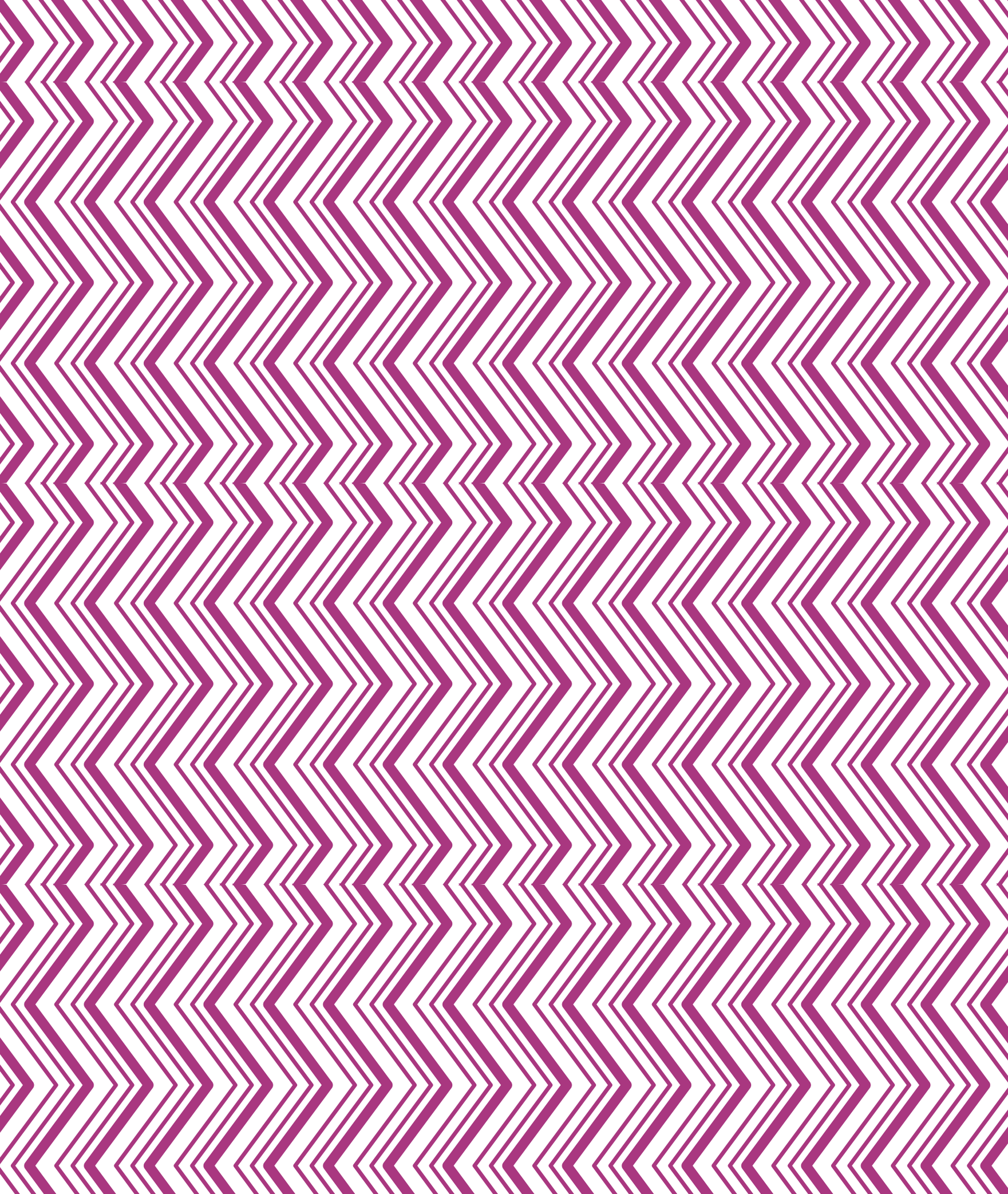
6. Conclusion

L'année 2025 a été marquée, en Afrique, par des réformes dans le domaine de l'éducation visant à transformer les conceptions éducatives héritées de la période coloniale. Les pays africains ont cherché à favoriser la nationalisation de leurs programmes d'enseignement et, dans cette perspective, d'importants documents stratégiques tels que la *CESA (2025-2034)* et la *STISA 2034* ont été publiés. Face aux conditions de vie difficiles que connaissent les pays africains, le développement par l'éducation figure parmi les principales pistes de solution, et les documents stratégiques publiés soulignent avec insistance que cette éducation doit être structurée conformément à des programmes d'enseignement fondés sur des références locales et nationales.

14 Franck Kuwonu, « AI and the future of learning », *United Nations / Africa Renewal*, https://www.kisa.link/EksFf, (Consulté le 04.04.2026).

15 «Digital Learning in Africa: Bridging the Gap in Low-Resource Contexts », *UNESCO*, https://www.kisa.link/ICFuF, (Consulté le 04.04.2026).

16 «Science, Technology and Innovation Strategy for Africa STISA 2034 », *African Union*, https://www.kisa.link/fEfSg, (Consulté le 15.04.2026).



La Somalie, un nouveau pôle émergent de l'écosystème artistique africain en 2025

13

Buse Erhalim Gümüş* | Suad Jama Aidiid**

1. Introduction

En 2025, les biennales, triennales, expositions photographiques et foires d'art contemporain organisées dans différentes régions d'Afrique se sont imposées comme d'importantes plateformes culturelles mettant à l'honneur non seulement la création artistique locale, mais également des enjeux d'ordre mondial. Ces manifestations ont notamment accordé une place importante à des thématiques telles que l'identité, la mémoire collective, la crise environnementale et la transformation numérique. Les événements organisés notamment en Afrique du Sud, au Nigeria, au Maroc, au Kenya et au Sénégal ont ainsi contribué à mettre en lumière le dynamisme culturel du continent ainsi que les interactions qu'il entretient avec l'écosystème artistique mondial. À cet égard, la Somalie, longtemps associée aux conflits internes, à l'instabilité politique et aux enjeux sécuritaires, attire l'attention par le développement de sa scène artistique et de sa production culturelle, en dépit de ces différentes fragilités. Le présent article porte sur les principaux événements consacrés aux différentes disciplines artistiques qui se sont déroulés en Somalie en 2025.

* Chercheuse indépendante, diplômée de l'Université Celal Bayar, Études sur les femmes, erhalimbuse@gmail.com

** Diplômée de l'Université de Gazi, titulaire d'un master en génie civil, suaad.jaama@gmail.com

2. L'écosystème artistique en Somalie

Durant les périodes marquées par l'effondrement de l'État, les conflits et les déplacements massifs de population, la culture somalienne n'a, pour l'essentiel,



Près de 1 000 amateurs d'art se sont réunis à l'occasion de la soirée « Café et peinture », organisée avec le soutien de l'Ambassade de Türkiye à Mogadiscio. (Source : compte X de l'Ambassade de Türkiye à Mogadiscio)

jamais totalement disparu. Au contraire, la littérature, la poésie, la musique, les arts visuels et les traditions intellectuelles ont continué à se développer, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. Pendant une grande partie de la période d'après-guerre, les manifestations culturelles somaliennes les plus influentes ont principalement émergé au sein de la diaspora, à l'étranger, ainsi que dans les villes situées surtout dans les régions septentrionales du pays. Parallèlement, il apparaît que nombre des débats culturels les plus importants au sein de la société somalienne se sont tenus dans des villes de la diaspora telles que Londres, Minneapolis, Toronto et Nairobi. Ces villes ont accueilli des rencontres littéraires, des expositions, des collaborations artistiques et des débats publics qui ont contribué à préserver la vie culturelle somalienne durant les périodes difficiles.

La singularité de l'exercice 2025 réside dans le fait que, comparativement aux périodes précédentes, les activités culturelles se sont intensifiées de manière inédite au cœur de la capitale, Mogadiscio, et au sein des régions méridionales du pays. De nouvelles initiatives se distinguent, en particulier dans le domaine de la littérature et des arts visuels, ainsi que dans le cadre de projets relevant

de l'art public et de festivals communautaires. Cette évolution témoigne d'une confiance culturelle croissante au sein du pays. Ainsi, malgré la persistance des difficultés au cours de cette année, l'écosystème culturel du pays est devenu plus visible. Cet écosystème couvre un éventail particulièrement large de disciplines, allant de la littérature, des arts visuels et de la musique au théâtre, au cinéma et aux arts de la performance.

3. Littérature écrite et littérature orale

En ce qui concerne les activités dans le domaine littéraire, les salons du livre apparaissent comme des manifestations particulièrement importantes. Le *Hargeisa International Book Fair* (HIBF) (Salon international du livre de Hargeisa) est devenu un événement littéraire majeur dans l'espace de langue somalie. Cette manifestation réunit des écrivains, des artistes et des universitaires de la région et du monde entier.[1] De même, le *Puntland Book Fair* (Salon du livre du Puntland) s'est imposé comme une plateforme importante d'échanges intellectuels et de débats publics.[2]

Au-delà des manifestations organisées dans ces grandes villes, on observe également un intérêt croissant pour l'art dans des villes de taille relativement plus modeste. À Baidoa, où l'instabilité intérieure perdure et où la sécheresse façonne le quotidien, le *Southwest State Book Fair* (Salon du livre de l'État du Sud-Ouest) s'est transformé en une plateforme permettant aux jeunes de faire leurs premiers pas dans l'écriture créative.[3] L'événement a suscité un vif intérêt en mettant en valeur les œuvres d'auteurs locaux, en encourageant la culture de la lecture, en plaçant l'éducation et la paix au cœur des échanges, en proposant des expositions culturelles et en réunissant des citoyens somaliens et des invités internationaux.

Outre les manifestations susmentionnées consacrées à la littérature écrite, des activités dans les domaines de la poésie et de la littérature orale ont également continué à être organisées. De fait, en Somalie, souvent qualifiée de « pays des poètes », les activités liées à la poésie et à la culture orale n'ont pas cessé, même pendant la période de guerre civile. Par ce biais, le patrimoine de la littérature orale ainsi que des thématiques auxquelles la société accorde une importance particulière, telles que la culture, l'identité, les questions religieuses et la consolidation de la paix, ont continué à être transmis aux jeunes. Dans le domaine des arts visuels également, des manifestations parallèles à ces évolutions ont été organisées.

4. Arts visuels

L'année 2025 a été marquée non seulement par des initiatives dans le domaine littéraire, mais également par une visibilité accrue des arts visuels. L'ex-

1 «Hargeisa International Book Fair: A Literary Renaissance in the Horn of Africa », *Saxafi Media*, 20.07.2025,
https://www.kisa.link/DcWqS, (Consulté le 15.06.2026).

2 *Puntland Book Fair*, page officielle,
https://www.kisa.link/cqknM, (Consulté le 15.06.2026).

3 « Baidoa Hosts Southwest State Book Fair to Promote Literacy and Peace », *FTL Somalia*, 15.09.2025,
https://www.kisa.link/bGzSB, (Consulté le 15.06.2026).

position « *A Window to Her World* » (Une fenêtre sur son monde), organisée au Musée national de Somalie et réunissant les œuvres de Fardosa Hussein, Zahra Abihagi, Sana Ashaf, Fatima Aweys, Nura Iman et Bushra Mohamed, a ouvert un espace à l'expression artistique contemporaine tout en encourageant le dialogue social à travers l'art. Cette exposition a permis d'aborder, à travers différentes disciplines artistiques, des thématiques telles que le patrimoine culturel somalien, la paix, l'identité et la résilience, tout en donnant également une place aux récits liés au genre.[4]

En 2025, l'un des événements ayant notamment permis de réunir de jeunes personnes intéressées par la peinture a été le « *Paint & Coffee Night* » (Soirée Peinture et Café). Organisé à Mogadiscio par Abdinasir Abdikadir Mohamed, fondateur de l'atelier d'art 4c, avec la contribution de l'Ambassade de Türkiye à Mogadiscio, cet événement a réuni des centaines de jeunes Somaliens intéressés par la peinture, leur offrant ainsi la possibilité de bénéficier d'une initiation aux techniques fondamentales de la peinture et à l'art.[5]

De nouvelles institutions culturelles ont également joué un rôle important dans la structuration de la scène artistique de la ville. La Fondation des arts de Somalie (*Somali Arts Foundation*) a contribué au développement de réseaux artistiques, d'expositions et de programmes culturels, tandis que *Fankeenna* s'est imposée comme une plateforme importante pour documenter et promouvoir la créativité somalienne.[6] L'ensemble de ces initiatives constitue, dans son essence, l'expression d'une nouvelle génération qui s'efforce de créer en Somalie des espaces durables dédiés à la production artistique et à la participation culturelle.

À une échelle plus large, la culture est également devenue plus visible dans l'espace urbain, au-delà des galeries et des lieux d'exposition. Le renouveau des projets d'art urbain et de peintures murales a transformé les espaces publics en lieux de création et d'expression. Les peintures murales ont introduit de nouveaux récits visuels dans le tissu urbain et ont montré comment l'art peut contribuer au dialogue public, à la participation sociale et à une réappropriation de l'espace urbain. Cette dynamique se reflète également dans les domaines de la musique, du théâtre, du cinéma et des arts de la performance.

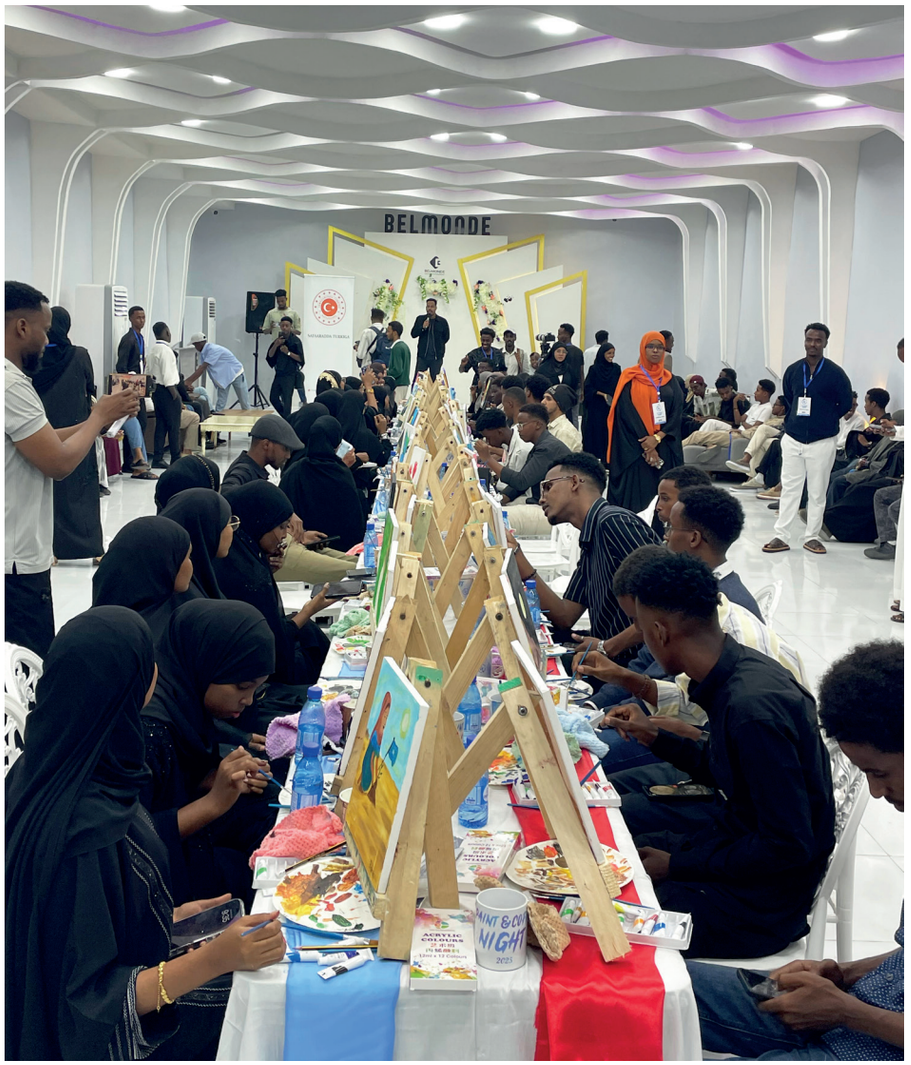
5. Musique, théâtre, cinéma et arts de la performance

En 2025, la musique, le théâtre, le cinéma et les arts de la performance ont acquis une visibilité accrue dans le contexte international, notamment grâce à la contribution de la diaspora. La rencontre entre les artistes traditionnels somaliens et les jeunes musiciens somaliens s'intéressant aux musiques contemporaines a permis l'émergence d'une nouvelle synthèse dans la musique somalienne et a contribué à renforcer sa visibilité internationale.

4 « Brushstrokes and Beyond », *UNDP Somalia*, 15.03.2025,
https://www.kisa.link/odCSN, (Consulté le 15.06.2026).

5 «Paint and Coffee Night: Somali Youth Celebrate Art, Culture and Unity in Style», *Horseed Media*, 14.07.2025,
https://www.kisa.link/GVCgT, (Consulté le 15.06.2026).

6 *Fankeenna*, plateforme officielle,
https://www.fankeenna.com/, (Consulté le 15.06.2026).



Près de 1 000 amateurs d'art se sont réunis à l'occasion de la soirée « Café et peinture », organisée avec le soutifen de l'Ambassade de Türkiye à Mogadiscio. (Source : compte X de l'Ambassade de Türkiye à Mogadiscio)

En Somalie, le cinéma a également commencé à susciter un regain d'intérêt après une longue période, avec une attention particulière accordée aux productions indépendantes, aux courts métrages et aux documentaires. Ces productions abordent notamment des thématiques telles que les valeurs culturelles, l'histoire, les enjeux contemporains et les questions de genre. Avec la généralisation de l'utilisation des plateformes numériques, ces productions ont acquis une visibilité accrue à l'échelle internationale.

Les projets portés par de jeunes Somaliens ont également contribué à remettre le théâtre au premier plan en Somalie. Dans le contexte international, la pièce *Between Two Worlds*, (Entre deux mondes), écrite par Mohamed Mohamud et présentée au Maanta Theatre de Londres, s'est intéressée aux questions de migration, d'identité et d'appartenance entre Mogadiscio et Londres.[7] Le *Soma-*

7 «Made in the East End presents Kayd x OH Somali Creative Mixer Event: 'Between Two Worlds' by Maanta Theatre », *Oxford House*, 11.07.2025,

https://www.kisa.link/NGDGa, (Consulté le 15.06.2026).

li *Week Festival* a également constitué une manifestation de grande ampleur, en proposant des panels culturels consacrés à la musique, au cinéma et au théâtre, et en mettant ainsi en lumière les évolutions observées dans ces différents domaines.[8]

6. L'essor culturel en Somalie et au-delà

Si Mogadiscio est devenue le symbole le plus visible du renouveau culturel évoqué précédemment, les évolutions observées dans les régions méridionales de la Somalie témoignent d'une dynamique plus large de revitalisation culturelle. À titre d'exemple, la *Southwest State of Somalia's Peace and Culture Week* (Semaine de la paix et de la culture de l'État du Sud-Ouest de la Somalie) a montré comment les initiatives culturelles peuvent être mobilisées comme un instrument favorisant la participation communautaire, la cohésion sociale et la préservation du patrimoine local. En réunissant des artistes, des responsables communautaires et des citoyens, cette manifestation a mis en évidence le rôle de la culture dans le renforcement des liens sociaux et la promotion d'un sentiment d'identité commune.[9]

Parallèlement, la culture somalienne est devenue davantage visible à l'échelle internationale. Les préparatifs en vue de la première participation nationale de la Somalie à la célèbre Biennale de Venise constituent une étape importante pour la scène artistique contemporaine du pays. Ce projet ne se limite pas à une exposition internationale ; il témoigne également de la confiance croissante des artistes et des institutions culturelles somaliens, ainsi que de leur volonté d'inscrire la création artistique somalienne dans les débats culturels mondiaux. Par ailleurs, diverses manifestations, telles que l'exposition *My Somalia* organisée à Londres[10] et le Festival somalien de la culture et des arts de Nairobi[11], ont également contribué à renforcer cette visibilité internationale.

Pris dans leur ensemble, ces développements montrent que les activités culturelles en Somalie sont devenues à la fois davantage ancrées localement et plus ouvertes sur le monde : elles reposent, d'une part, sur des initiatives fondées sur les communautés et, d'autre part, établissent des liens de plus en plus étroits avec les réseaux artistiques internationaux. Ce processus à double dimension s'est ainsi imposé comme l'une des caractéristiques déterminantes du paysage culturel contemporain de la Somalie.

7. Conclusion

L'histoire culturelle la plus marquante de 2025 ne réside ni dans un domaine artistique particulier, ni dans un festival, une exposition ou une institution

8 *Somali Week Festival 2025*, Kayd, 2025, https://www.kisa.link/YEjeF, (Consulté le 15.06.2026).

9 «Southwest State of Somalia's Peace and Culture Week Setting an Inspiring Model for Other States », *Hiiraan Online*, 22.09.2025, https://www.kisa.link/QUtjV, (Consulté le 15.06.2026).

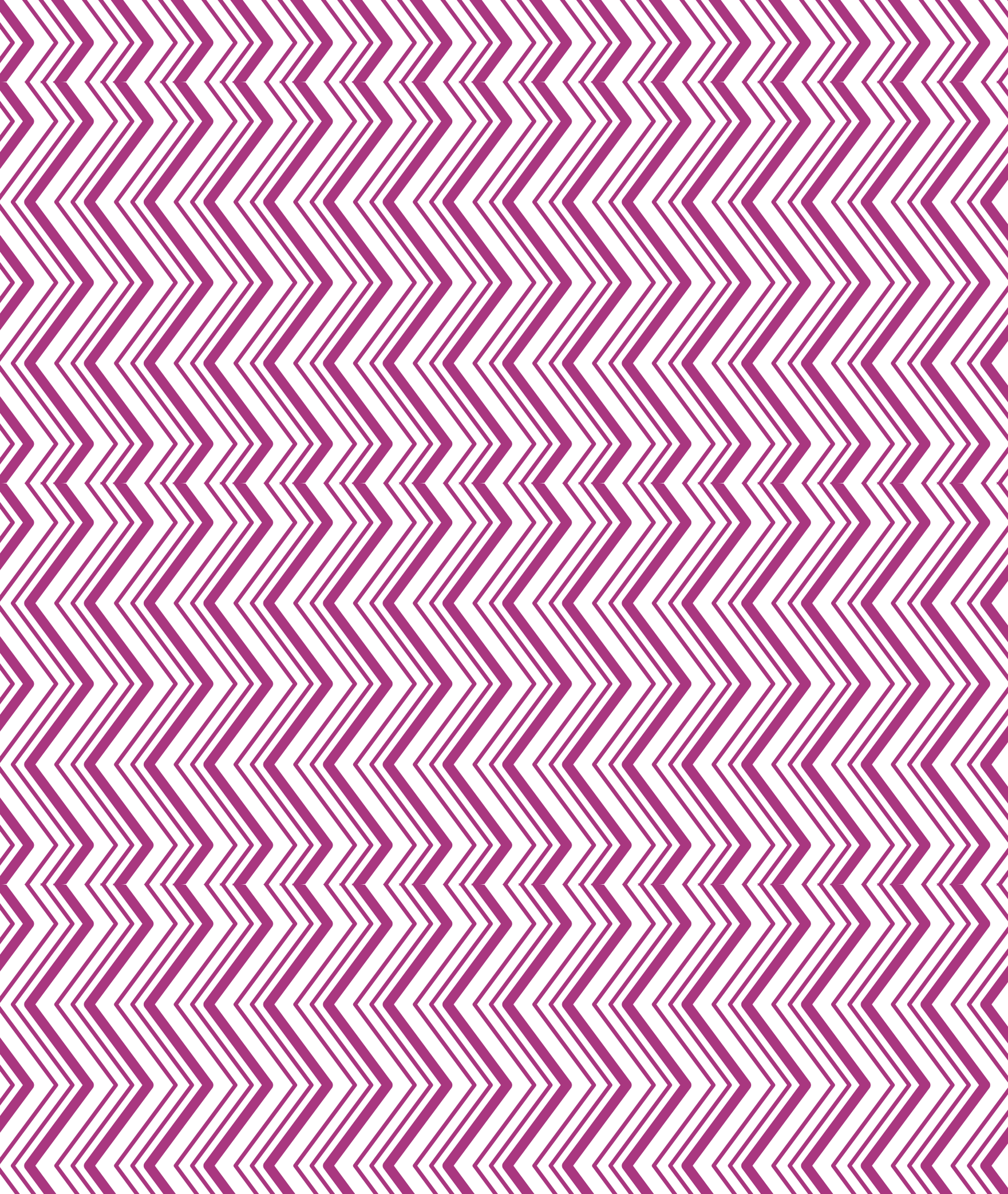
10 «My Somalia Group Art Exhibition », *Yee London*, 2025, https://www.kisa.link/GnAQF, (Consulté le 15.06.2026).

11 «Somali Ambassador to Kenya Launches 3-Day Cultural Arts Festival », *FTL Somalia*, 29.09.2025, https://www.kisa.link/bykzA, (Consulté le 15.06.2026).

spécifique. Elle réside plutôt dans l'émergence, en Somalie, d'un écosystème culturel plus visible et davantage interconnecté. L'année 2025 a été marquée par l'importance croissante de Mogadiscio et des régions méridionales de la Somalie en tant qu'espaces de production artistique, de dialogue culturel et d'expérimentation créative. L'augmentation du nombre et de la diversité des activités organisées dans les domaines de la littérature, des arts visuels, de la musique, du cinéma, du théâtre et des arts de la performance témoigne de cette évolution. Par ailleurs, l'élargissement de la participation internationale aux projets d'art public et aux festivals communautaires en Somalie témoigne d'un processus plus vaste de renouveau culturel. Bien que certains domaines artistiques soient encore en phase de développement, les initiatives destinées notamment aux jeunes Somaliens témoignent du potentiel de développement de ce secteur. En outre, les manifestations organisées dans d'autres pays et consacrées à la Somalie ont également contribué à renforcer la visibilité du pays dans le contexte international.

L'une des évolutions les plus importantes de 2025 réside dans le fait que, après plusieurs décennies, Mogadiscio a commencé à être considérée non seulement comme une capitale politique, mais également comme un centre culturel. Par ailleurs, l'organisation d'activités artistiques non seulement dans les grandes villes telles que Mogadiscio, mais aussi dans des localités de plus petite taille, témoigne de la dynamique de renouveau culturel à l'échelle du pays. Ce renouveau n'a pas été façonné par une seule institution ou un seul événement, mais par une grande diversité d'initiatives qui ont contribué à élargir les espaces d'expression artistique, le dialogue public et la participation culturelle. Son importance réside ainsi non seulement dans les événements eux-mêmes, mais également dans les réseaux, les institutions et les communautés qui se sont constitués.

À cet égard, l'année 2025 peut être considérée comme une période au cours de laquelle la reconstruction culturelle de la Somalie est devenue progressivement plus visible, parallèlement à l'image du pays longtemps associée aux conflits internes, à l'instabilité politique et aux problèmes de sécurité. Ces évolutions dépassent en réalité le seul domaine de la culture. Elles témoignent d'une société qui acquiert progressivement davantage de confiance dans sa capacité à raconter ses propres histoires, à mobiliser sa propre créativité et à contribuer aux débats culturels tant régionaux que mondiaux. La Somalie est une civilisation dotée d'une histoire profonde et d'une culture ancienne. À cet égard, l'année 2025 ne raconte pas tant l'histoire d'un nouveau départ que celle d'une société qui revient à ses racines et redécouvre ce qui lui appartient déjà. En ce sens, il est permis d'anticiper que la Somalie poursuivra cette trajectoire dans la période à venir, en lui donnant une dynamique accrue.



Les parcours de réussite en 2025 des Africains diplômés de Türkiye

14

Tuğrul Oğuzhan Yılmaz*

1. Introduction

Dans les universités turques, les Africains ayant étudié grâce à divers programmes de bourses et à des moyens individuels, notamment dans le cadre du programme *Türkiye Bursları* (*Bourses d'études Türkiye*) mis en œuvre par la Présidence des Turcs à l'étranger et les communautés affiliées (YTB), mettent les connaissances et l'expérience acquises au service du développement de leurs pays, tout en contribuant au renforcement des liens humains entre la Türkiye et l'Afrique. Parmi les diplômés africains des universités turques (*Türkiye Mezunu*), une nouvelle génération se forme, allant des ambassadeurs aux médecins, en passant par les hauts fonctionnaires et les ingénieurs. Ces diplômés contribuent non seulement au renforcement des relations historiques d'amitié et de fraternité entre la Türkiye et l'Afrique, mais apportent également une contribution majeure au développement de leurs pays respectifs.[1]

L'un des exemples les plus emblématiques illustrant l'influence des Africains ayant étudié en Türkiye dans leur pays est celui de Hussein Ali Mwinyi, diplômé d'une université turque (*Türkiye Mezunu*), et président de Zanzibar, région semi-autonome de la République-Unie de Tanzanie, depuis 2020. Se définissant lui-même comme « à moitié turc » et affirmant que « l'investissement dans l'être humain est le plus grand des investissements », Mwinyi a effectué ses études à la Faculté de médecine de l'Université de Marmara entre 1985 et 1991 et a également exercé les fonctions de ministre tanzanien de la Défense nationale entre 2014 et 2020.[2]

* Dr., ORCID: 0000-0003-2522-4564
tugrul.oguzhan.yilmaz@gmail.com

1 Tunç Demirtaş, « Yüzyılın Muhasebesi: Türkiye'nin Afrika'daki Varlığı », *Kriter*, https://www.kisa.link/LMMVA, (Consulté le 05.03.2026).

2 Tufan Aktaş, « Tanzanya'nın Türkçe konuşan bakanı », *Agence Anadolu*, 21.01.2017, https://www.kisa.link/XQkzO, (Consulté le 05.03.2026).



Une autre illustration majeure illustrant l'influence des diplômés des universités turques dans l'administration publique est celui d'Abdulkadir Muhammed Nur, diplômé en 2015 de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara. À l'issue de son parcours académique, Monsieur Nur a successivement exercé en Somalie les fonctions de ministre de la Justice (2020-2021), de ministre de la Défense nationale (2021-2023) et de ministre des Ports et des Transports maritimes, mettant en exergue la visibilité des diplômés de Türkiye au sein des hautes sphères de l'administration publique en Afrique.[3]

3 Murat Özgür Güvendik, « Somali'nin Türkiye mezunu Adalet Bakanı Nur, Savunma bakanı olarak atandı », *Agence Anadolu*, 26.12.2021, https://www.kisa.link/Armcc, (Consulté le 05.03.2026).

L'ambassadeur de la République du Ghana en Türkiye, Sheikh Abdul Nasiru-Deen, diplômé d'une université turque, a rendu visite au président de la YTB, Abdulhadi Turus.

Cette étude porte sur les parcours de réussite en 2025 de quatre diplômés africains des universités turques (*Türkiye Mezunu*), originaires respectivement du Ghana, de la Somalie, de la Gambie et du Cameroun.

2. L'ambassadeur du Ghana à Ankara, Sheikh Abdul Nasiru-Deen : « Nous avons profondément aimé la Türkiye »

Les réussites obtenues par les diplômés ghanéens ayant étudié en Türkiye dans différents secteurs constituent l'un des résultats concrets de la diplomatie éducative internationale de la Türkiye. Parmi les figures les plus emblématiques de cette dynamique figure Sheikh Abdul Nasiru-Deen, que l'on peut considérer comme l'un des ambassadeurs de la Türkiye au sens de la diplomatie d'influence et des liens humains. Arrivé pour la première fois à Ankara grâce à une bourse de la YTB[4], Nasiru-Deen y a achevé ses études universitaires avant de retourner dans son pays. Près de vingt-deux ans plus tard, il a toutefois été nommé ambassadeur du Ghana en Türkiye, faisant ainsi son retour à Ankara dans le cadre de ses fonctions diplomatiques.

Après sa prise de fonctions, le 4 novembre 2025, l'ambassadeur Nasiru-Deen s'est rendu à la YTB et a accordé des entretiens à TRT Haber et TRT Afrika. À cette occasion, il a évoqué son attachement à la Türkiye ainsi que l'image très positive qu'il conserve de la société turque. Il a notamment déclaré : « Nous avons beaucoup aimé la Türkiye, alhamdulillah. C'était déjà le cas à l'époque et cela l'est toujours aujourd'hui. Les Turcs sont un peuple hospitalier. Autrement dit, chaque salut que vous adressez est immanquablement suivi d'une tasse de thé ou de café. »

Dans le même entretien, l'ambassadeur Nasiru-Deen a également souligné l'influence des diplômés de Türkiye dans les secteurs public et privé au Ghana. Il a notamment relevé leurs réussites dans les domaines de la santé, de la construction et de l'électricité, précisant que plusieurs personnalités occupant des postes importants et influents au sein du ministère de l'Énergie étaient diplômées de l'Université technique de Yıldız.[5] Cette observation montre que les étudiants internationaux formés en Türkiye contribuent au renforcement des liens humains et institutionnels entre les deux pays en assumant, dans leur pays d'origine, des responsabilités au sein des mécanismes de décision ainsi que dans des secteurs stratégiques.

Le parcours de l'ambassadeur Sheikh Abdul Nasiru-Deen constitue ainsi un exemple particulièrement significatif de la présence des diplômés de Türkiye dans le domaine diplomatique. Le président de la YTB, Abdulhadi Turus, a d'ailleurs souligné, dans une publication sur les réseaux sociaux, la continuité entre le parcours universitaire de Nasiru-Deen en Türkiye et sa carrière diplomatique.

4 Zafer Fatih Beyaz, « Cumhurbaşkanı Erdoğan, 5 ülkenin büyükelçisini kabul etti », *Agence Anadolu*, 04.11.2025,
https://www.kisa.link/kIsty, (Consulté le 10.03.2026).

5 « Türkiye'ye büyükelçi olarak döndü » [Il est revenu en Türkiye en tant qu'ambassadeur], *TRT Haber*, 14.12.2025,
https://www.kisa.link/nlbzO ;
« From student to ambassador: The Story of Ghana's Nasiru-deen in Türkiye », *TRT Afrika*, 15.12.2025,
https://www.kisa.link/lZfDr ;
« Daga samun tallafin karatu na gwamnatin Turkiyya zuwa jakadan Ghana a Ankara », *TRT Afrika (Hausa)*, 16.12.2025,
https://www.kisa.link/XLBFs, (Consulté le 10.03.2026).

Rappelant que le nouvel ambassadeur du Ghana à Ankara, qui a présenté ses lettres de créance au président Recep Tayyip Erdoğan, avait d'abord suivi une formation en langue turque à l'Université Gazi avant d'obtenir son diplôme de la Faculté de pharmacie de l'Université d'Ankara, Turus a mis en avant le rôle joué par les compétences linguistiques et les connaissances culturelles acquises en Türkiye dans l'exercice actuel de ses fonctions diplomatiques. Il a également présenté le retour de Nasiru-Deen en Türkiye en tant qu'ambassadeur comme l'une des illustrations les plus concrètes des liens humains et diplomatiques qui se construisent entre les deux pays grâce aux responsabilités assumées par les diplômés internationaux formés en Türkiye.[6]

3. Le médecin somalien Hassan Salad Ibrahim Fidow : « Je remercie chaleureusement le peuple turc »

La Somalie, qui figure parmi les pays africains comptant le plus grand nombre de diplômés ayant étudié en Türkiye, constitue l'un des exemples les plus significatifs de l'impact des politiques turques en matière d'enseignement supérieur international et de bourses d'études. Après avoir achevé leur formation en Türkiye et regagné leur pays, les diplômés somaliens contribuent aux processus de reconstruction et de développement de la Somalie en assumant des responsabilités dans de nombreux domaines, notamment l'administration publique, la santé, l'éducation et les infrastructures. Dans ce contexte, les professionnels de santé somaliens formés en Türkiye occupent une place particulièrement importante. Les diplômés ayant suivi une formation dans le domaine de la santé, notamment les médecins, jouent un rôle essentiel tant dans l'élargissement de l'accès à des services de santé de qualité que dans le renforcement des capacités institutionnelles du système de santé somalien.[7]

Les professionnels de santé somaliens diplômés de Türkiye contribuent ainsi de manière significative au renforcement du système de santé de leur pays. Le Dr Hassan Salad Ibrahim Fidow figure parmi les personnalités qui illustrent particulièrement cette dynamique. Après avoir achevé sa formation médicale en Türkiye, il exerce en tant que spécialiste en orthopédie et traumatologie à l'Hôpital de formation et de recherche Recep Tayyip Erdoğan de Mogadiscio, en Somalie. Ayant commencé sa formation spécialisée en 2017, il occupe également les fonctions de secrétaire général de l'Association somalienne d'orthopédie. Considérant son choix de travailler dans cet établissement, construit par la Türkiye et considéré comme l'un des établissements de santé les plus avancés de Somalie, comme une décision mûrement réfléchie, Fidow explique sa motivation professionnelle en ces termes : « Je pensais qu'ici, je pourrais être davantage utile aux personnes dans le besoin et au peuple somalien. C'est pourquoi j'ai choisi cet hôpital. »

6 « Gana Büyükelçisi yabancı değil! Üniversite eğitimini Türkiye'de almış », *Milliyet*, 06.11.2025,
https://www.kisa.link/tCSzU, (Consulté le 10.03.2026).

7 Ahmed Satti et Gökhan Kavak, « Türkiye mezunu Somalili gençler, akademi ve diplomaside ülkelerine katkı sağlıyor », *Agence Anadolu*, 17.09.2025,
https://www.kisa.link/jGdAv ;
Nuri Aden, « The Türkiye-trained generation: Somalia's new architects of recovery », *TRT Afrika*, 28.11.2025,
https://www.kisa.link/pwPJt, (Consulté le 10.03.2026).

Fidow souligne également l'importance stratégique de cet établissement pour le système de santé somalien : « Cet hôpital est très important pour le peuple somalien, car ses équipements et ses possibilités n'existent pas ailleurs en Somalie. » Évoquant par ailleurs l'apport de sa formation en Türkiye à son parcours professionnel, il exprime sa reconnaissance envers la Türkiye en déclarant : « Je remercie vivement le peuple turc et la République de Türkiye de m'avoir offert cette possibilité. » À travers ce témoignage, il met en évidence l'impact, tant individuel qu'institutionnel, du soutien apporté par la Türkiye dans les domaines de la santé et de l'éducation. Cet exemple montre que les diplômés somaliens formés en Türkiye ne constituent pas seulement une ressource humaine qualifiée de retour dans leur pays : ils deviennent également des acteurs à part entière de la pérennisation de la diplomatie sanitaire de la Türkiye et du renforcement de la coopération humaine entre les deux pays.[8]

4. La haute fonctionnaire gambienne Isatou B. Jobe : « Je suis gambienne, mais je me considère comme turque »

Les diplômés de Türkiye occupent également des fonctions importantes au sein de l'administration publique et de l'appareil diplomatique de la Gambie. Isatou B. Jobe, qui exerce les fonctions de secrétaire générale adjointe au ministère gambien des Affaires étrangères, en constitue un exemple particulièrement notable. En 2014, Madame Jobe a participé au *Programme de communication en turc destiné aux fonctionnaires et aux universitaires (KATİP)*, mis en œuvre par la YTB, dans le cadre duquel elle a suivi une formation en langue turque. Le programme lui a également permis de visiter plusieurs villes et de découvrir de près la culture ainsi que les institutions publiques turques. Jobe explique avoir été envoyée en Türkiye dans le cadre de son développement professionnel alors qu'elle travaillait au ministère gambien des Affaires étrangères. Elle souligne que le programme *KATİP* ne s'est pas limité à l'apprentissage de la langue, mais a également contribué à l'établissement de liens humains durables entre la Türkiye et la Gambie.

Affirmant que les connaissances et compétences acquises en Türkiye ont insufflé une réelle valeur ajoutée à sa carrière, Madame Jobe se définit désormais comme « une ambassadrice de cœur » de la Türkiye en Gambie. Ce témoignage montre que les fonctionnaires ayant suivi une formation en Türkiye ne développent pas uniquement leurs connaissances et leurs compétences professionnelles : ils deviennent également, au sein des institutions où ils exercent, des acteurs naturels de la diplomatie publique, contribuant ainsi à renforcer l'image positive de la Türkiye et les réseaux de coopération institutionnelle. À cet égard, les diplômés gambiens de Türkiye jouent un rôle important dans l'approfondissement des relations diplomatiques, institutionnelles et humaines entre les deux pays.[9] À l'issue du programme *KATİP*, Isatou B. Jobe a poursuivi son par-

8 « Türkiye'den öğrendiğim en önemli şey vatanseverlik': Somali'yi inşa eden Türkiye mezunları », *Agence Anadolu*, 30.10.2025,
https://www.kisa.link/azFsP ;
« How Türkiye-Trained Somalis Drive Somalia's Development », *TRT Afrika*, 23.12.2025,
https://www.kisa.link/iaTgS, (Consulté le 15.03.2026).

9 Ahmed Satti et Gökhan Kavak, « Afrika'daki gönül elçileri: Gambiyalı Türkiye mezunları », *Agence Anadolu*, 09.04.2025,
https://www.kisa.link/IXbHj, (Consulté le 20.03.2026).

cours universitaire en Türkiye et a obtenu un master au Département des relations internationales de l'Université de Kocaeli.

5. L'ingénieur camerounais Mansur Bey : « La Türkiye ne se résume pas à la seule ville d'Istanbul »

L'influence des diplômés de Türkiye ne se limite ni à la haute administration ni au domaine diplomatique ; elle se manifeste également dans des secteurs techniques tels que l'ingénierie et dans le secteur privé. Mansur Bey, diplômé camerounais de Türkiye, a obtenu son diplôme en génie civil à l'Université technique d'Istanbul (İTÜ) et a effectué son stage professionnel en Türkiye après l'obtention de son diplôme, ce qui lui a permis d'acquérir une première expérience dans son domaine. Soulignant l'importance de la formation académique et technique reçue en Türkiye dans son parcours professionnel, Mansur Bey observe que les étudiants africains formés dans les universités turques continuent, une fois de retour dans leur pays, à entretenir les liens humains et institutionnels noués avec la Türkiye.

Après son retour au Cameroun, Mansur Bey a commencé sa carrière dans le secteur privé. Selon lui, les diplômés de Türkiye jouent un rôle important dans le développement des relations entre les deux pays grâce à leurs compétences linguistiques, leurs qualifications professionnelles et leur connaissance de la culture turque. Il souligne notamment que les diplômés maîtrisant le turc contribuent au renforcement des coopérations sociales, économiques et commerciales entre la Türkiye et le Cameroun. Son témoignage montre ainsi que l'expérience éducative acquise en Türkiye ne favorise pas uniquement le développement professionnel individuel, mais contribue également, sur le long terme, à approfondir les relations humaines et économiques entre les deux pays.[10]

Après avoir transféré au Cameroun les connaissances et l'expérience professionnelle acquises en Türkiye, Mansur Bey s'est également tourné vers l'entrepreneuriat. À travers l'entreprise qu'il a fondée, il produit notamment des couches pour bébés, des produits cosmétiques et des produits du tabac, tout en exerçant des activités dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Souhaitant poursuivre ses relations commerciales avec la Türkiye, Mansur Bey souligne l'importance de la spécialisation régionale de l'industrie turque et recommande aux entrepreneurs africains souhaitant développer des activités avec la Türkiye d'établir directement des contacts avec les villes spécialisées dans leur secteur d'activité. Il résume cette approche en ces termes : « Tous ceux qui viennent d'Afrique en Türkiye veulent aller à Istanbul, mais quelle que soit l'activité que vous souhaitez développer, vous devez vous rendre là où se trouve le centre de cette activité. »[11]

10 Ahmet Emin Dönmez, « Türkiye mezunu Kamerunlu Mansur, ülkesinde Türk şirketleriyle çok sektörlü iş yapıyor », *Agence Anadolu*, 06.02.2026,

https://www.kisa.link/BLsDX, (Consulté le 20.03.2026).

11 *Ibid.*

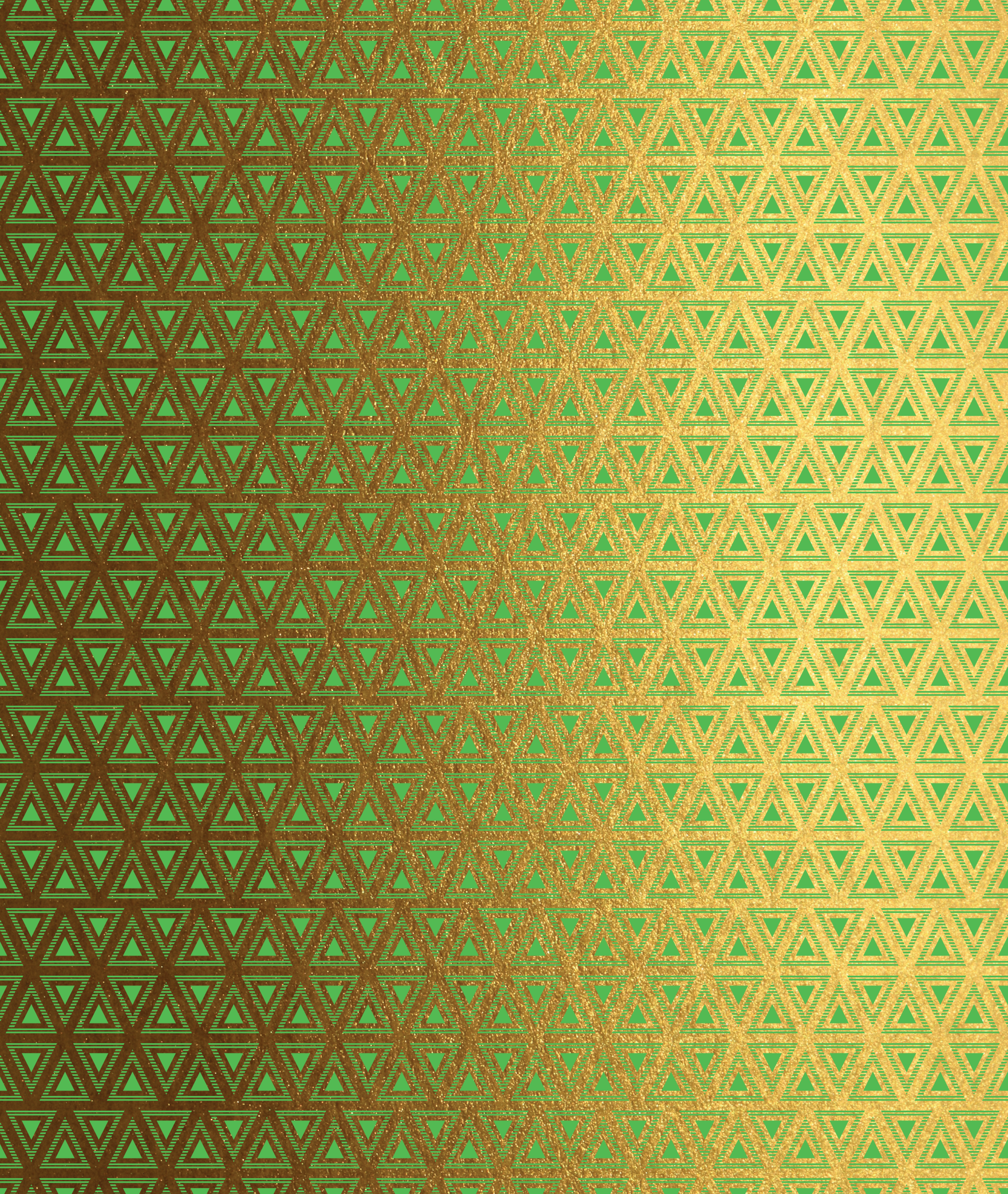
Mansur Bey insiste ainsi sur le fait que le potentiel économique et productif de la Türkiye ne se limite pas à Istanbul et évoque les observations qu'il a pu faire dans différentes villes du pays durant son séjour. Il souligne notamment la place de Samsun dans la production de matériel médical, celle de Kayseri dans l'industrie du meuble et celle de Bursa dans les secteurs industriel et de la construction mécanique. Il décrit également la culture productive de l'Anatolie, fondée sur le partage des connaissances et de l'expérience, en ces termes : « En Anatolie, un producteur ne se contente pas de vous vendre un produit ; il vous explique également comment il est fabriqué et comment vous pouvez l'améliorer. C'est un avantage considérable pour les entrepreneurs et les étudiants venus d'Afrique. » Cette observation montre que les étudiants internationaux formés en Türkiye ne se limitent pas à acquérir des connaissances académiques : ils ont également la possibilité d'observer directement l'écosystème productif et la culture industrielle du pays.[12]

6. Conclusion

Après avoir terminé leurs études supérieures en Türkiye et regagné leur pays, les diplômés africains contribuent de manière significative, à travers les responsabilités qu'ils assument et les activités qu'ils mènent, tant aux processus de développement de leur pays qu'au renforcement des relations entre la Türkiye et les pays africains. Les exemples examinés dans cette étude montrent que les diplômés de Türkiye jouent un rôle actif dans des domaines aussi divers que la diplomatie, l'administration publique, la santé, l'ingénierie, l'entrepreneuriat et le monde universitaire, mettant les connaissances, les compétences et l'expérience professionnelle acquises en Türkiye au service du développement de leur pays.

L'analyse des différents profils de diplômés confirme que les politiques turques en matière d'enseignement supérieur international et de bourses ne se limitent pas à la formation d'une main-d'œuvre qualifiée. Elles constituent également un instrument stratégique de diplomatie publique, permettant de construire, sur le long terme, des liens humains et institutionnels durables. Les diplômés ayant étudié en Türkiye apparaissent ainsi comme des passerelles naturelles entre les deux pays, contribuant au développement des coopérations culturelles, économiques, universitaires et diplomatiques. Qu'il s'agisse des responsabilités qu'ils assument au sein des institutions publiques ou de leurs activités dans le secteur privé et la société civile, leurs parcours témoignent de la manière dont les connaissances et l'expérience acquises en Türkiye peuvent contribuer concrètement au développement de leurs pays.

12 *Ibid.*



Publications sur l'Afrique : 2025

La société civile en Afrique : Opportunités et contraintes 558
Sous la direction de Filiz Cicioğlu & Hatice Rumeysa Dursun, Éditions Kadim

La rivalité entre les États-Unis et la Chine dans le détroit de Bab-el-Mandeb 560
Dr. Kaan Devecioğlu, Éditions Küre

Politique et diplomatie en Afrique de l'Ouest 563
Sous la direction du Maître de conférences Mürsel Bayram

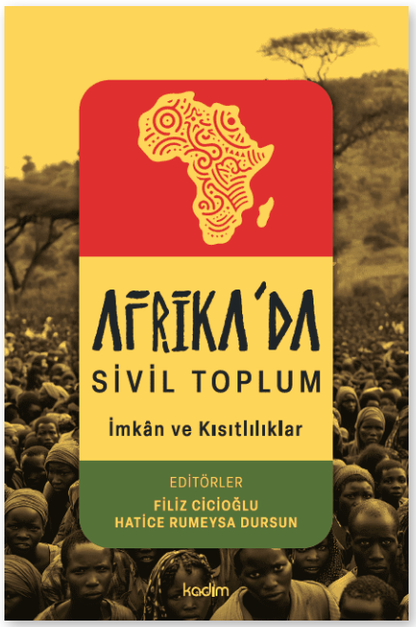
Politique et diplomatie en Afrique centrale : une étude sur les enjeux de causalité, de méthode et de sources dans les études régionales 566
Sous la direction du Maître de conférences Mürsel Bayram

Annuaire 2025 des acteurs non étatiques en Afrique : une analyse des dynamiques sécuritaires et politiques 569
Sous la direction de Kemal İnat et Talha İsmail Duman, Éditions Pınar

La stratégie africaine de la Chine : investissement, dépendance et rivalité 572
Dr. Deniz İstikbal, Éditions Paradigma, 2025

Les relations Türkiye-Afrique : de la politique à la pratique 576
Sous la direction de Tunç Demirtaş, Éditions SETA

La société civile en Afrique : Opportunités et contraintes
Sous la direction de Filiz Cicioğlu & Hatice Rumeysa Dursun,
Éditions Kadim



Compte rendu : **İpek Merve Hazal Aydın**

Cet ouvrage (*Afrika'da Sivil Toplum: İmkan ve Kısıtlılıklar)* a pour objectif d'étudier, dans une perspective interdisciplinaire et à partir du contexte africain, l'évolution historique de la société civile, ses structures actuelles ainsi que son rôle dans la vie sociale. Il cherche ainsi à mieux comprendre la manière dont la société civile s'est structurée en Afrique au cours de la période postcoloniale, tout en analysant les possibilités et les difficultés auxquelles sont aujourd'hui confrontés les acteurs nationaux et internationaux de la société civile. L'un des autres enjeux majeurs de l'ouvrage consiste à examiner comment les différentes fragilités propres aux pays du continent — notamment la nature des régimes politiques, les vulnérabilités économiques, la dépendance extérieure, les restrictions juridiques et les problèmes de sécurité — ont, selon les périodes et les contextes, influencé les multiples formes d'action de la société civile en Afrique.

Cet ouvrage collectif, dirigé par deux éditrices, réunit les contributions de différents chercheurs. Chaque chapitre s'intéresse à des pays et à des thématiques distincts, mettant ainsi en lumière la diversité sociale et politique du continent. La société civile en Afrique n'est donc pas envisagée uniquement à travers des études de cas nationales, mais également à partir des tendances structurelles, des transformations historiques et d'une approche comparative.

Dans le chapitre introductif intitulé « L'Afrique en général », l'une des éditrices, la Professeure associée Filiz Cicioğlu, examine de manière approfondie les origines historiques de la société civile sur le continent. Le chapitre propose une analyse comparative des formes traditionnelles d'organisation qui existaient avant la colonisation et des structures modernes de la société civile apparues au cours de la période postcoloniale. Il aborde également de manière détaillée les caractéristiques structurelles des organisations de la société civile, tant nationales qu'internationales, leurs domaines d'activité, les relations de coopération et de confrontation qu'elles entretiennent avec les États, ainsi que les obstacles institutionnels et politiques auxquels elles se heurtent à l'échelle du continent. Ces réflexions sont étayées par des études de cas concrètes.

Dans les principales parties qui suivent, l'Afrique est ensuite étudiée selon une classification régionale distinguant l'Afrique du Nord, l'Afrique australe, l'Afrique de l'Est, l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest. La section consacrée à l'Afrique du Nord porte sur l'Algérie, le Maroc, la Libye, l'Égypte et la Tunisie ; celle consacrée à l'Afrique australe sur l'Afrique du Sud ; la partie sur l'Afrique de l'Est examine l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, la Tanzanie, l'Ouganda et le Soudan ; l'Afrique centrale est représentée par la République démocratique du Congo ; enfin, la section consacrée à l'Afrique de l'Ouest porte sur le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Nigeria et le Sénégal. Chacun des pays retenus constitue un cas particulier permettant de mettre en évidence les dynamiques internes et externes qui

façonnent les organisations de la société civile, les obstacles structurels, institutionnels, politiques et sociaux auxquels elles doivent faire face, ainsi que les avancées qu'elles ont réalisées ou les limites qu'elles n'ont pas encore réussi à dépasser.

Dans son ensemble, l'ouvrage met fortement en évidence l'importance stratégique des organisations de la société civile, tant par leur rôle dans le maintien à l'agenda des questions de justice sociale à l'échelle locale que par les interactions qu'elles développent avec les interventions internationales en matière de développement. Pourtant, l'ancrage de ces structures dans le tissu social n'a jamais véritablement réussi à prendre une forme systématique et durable. Alors que les formes traditionnelles, que l'on pourrait qualifier de proto-société civile, constituaient des mécanismes d'équilibre suffisants pour contribuer au maintien de l'ordre social, les interventions imposées par les acteurs coloniaux occidentaux ainsi que les modes de gouvernance importés, étrangers aux dynamiques propres au continent, ont progressivement rendu ces structures inopérantes et conduit à leur déclin au fil du temps. Au cours de la période postcoloniale, les enjeux fondamentaux de la société civile ont à nouveau été largement marginalisés, dans un contexte marqué par la crise de légitimité des régimes autoritaires à parti unique et des gouvernements militaires. Les activités de la société civile n'ont véritablement commencé à prendre de l'ampleur qu'après la fin de la guerre froide, lorsque les organisations internationales ont accordé une place croissante aux politiques de démocratisation, de gouvernance et de développement.

L'ouvrage met également en lumière l'un des principaux dilemmes auxquels est confrontée la société civile africaine contemporaine. Malgré la diversité des problèmes sociaux auxquels le continent est confronté et qui appellent une mobilisation de la société civile, des réponses durables tardent à être apportées. En effet, de nombreuses organisations dépendent fortement de sources de financement nationales et, surtout, internationales. Cette situation limite leur capacité à agir en fonction des besoins locaux et les conduit, au contraire, à orienter leurs activités selon les priorités et les orientations définies par les bailleurs de fonds. Cette limitation de leurs domaines d'action et de leur autonomie institutionnelle entrave ainsi leur capacité à produire des solutions efficaces.

Enfin, cet ouvrage apporte une contribution importante à l'étude de la société civile en Afrique, tant sur le plan théorique qu'empirique. Il comble tout d'abord une lacune importante en tant que l'une des rares études comparatives consacrées à l'ensemble du continent dans la littérature académique en langue turque. Par ailleurs, la large perspective historique adoptée, qui s'étend de la période précoloniale à nos jours, permet d'appréhender de manière globale les transformations de la société civile. L'approche interdisciplinaire, à la croisée de la science politique, de l'histoire, des relations internationales et des études du développement, permet également de saisir conjointement les différentes dimensions de la question. Considéré avec le volume précédent consacré au Moyen-Orient, l'ouvrage apparaît ainsi comme l'un des maillons importants d'une série éditoriale originale et cohérente qui étudie, dans une perspective régionale comparative, les expériences de la société civile dans les pays du Sud global.

La rivalité entre les États-Unis et la Chine dans le détroit de Bab-el-Mandeb

Dr. Kaan Devecioğlu, Éditions Küre



Compte rendu: **Muhammet Albayrak**

« La rivalité entre les États-Unis et la Chine dans le détroit de Bab el-Mandeb » (*Babülmendep Boğazı'nda ABD-Çin Rekabeti*) est une étude académique approfondie consacrée à l'une des évolutions géopolitiques les plus déterminantes de ces dernières années: la rivalité sino-américaine, envisagée à travers le détroit de Bab el-Mandeb. L'ouvrage montre que la compétition entre les grandes puissances ne se limite pas aux espaces traditionnellement considérés comme les principaux foyers de rivalité, tels que le Pacifique ou la mer de Chine méridionale, mais s'intensifie également dans les passages maritimes stratégiques pour le commerce mondial et dans les zones de crise régionales. À ce titre, l'ouvrage propose une analyse globale de la compétition géopolitique, de la sécurité énergétique, des routes commerciales maritimes et des enjeux de sécurité régionale.

Composé de quatre grandes parties, l'ouvrage présente dans un premier temps les fondements théoriques de la rivalité sino-américaine, avant d'examiner les principales dynamiques qui structurent les relations entre les deux puissances. Il analyse ensuite les répercussions régionales de cette rivalité à travers les cas de la crise yéménite et de la Corne de l'Afrique. En articulant cadre théorique et analyse de terrain, l'étude permet au lecteur de comprendre non seulement les événements eux-mêmes, mais également les dynamiques du système international qui les sous-tendent.

Dans le premier chapitre, les relations entre la Chine, puissance ascendante dans le système international, et les États-Unis, puissance hégémonique établie, sont étudiées à partir de la théorie de la transition de puissance. Après avoir exposé les principales hypothèses de cette théorie, l'auteur montre comment les transformations de la répartition de la puissance peuvent générer des dynamiques de rivalité et des risques de conflit entre les grandes puissances. Dans cette perspective, il met en regard la satisfaction des États-Unis à l'égard de l'ordre international existant et les attentes de la Chine vis-à-vis de cet ordre, en soulignant que leurs conceptions divergentes du système international constituent l'un des principaux ressorts de leur rivalité. Les discussions théoriques consacrées à des notions telles que l'équilibre des puissances, l'hégémonie, la transformation systémique et l'ordre international fournissent ainsi un cadre

conceptuel solide aux analyses régionales développées dans les chapitres suivants.

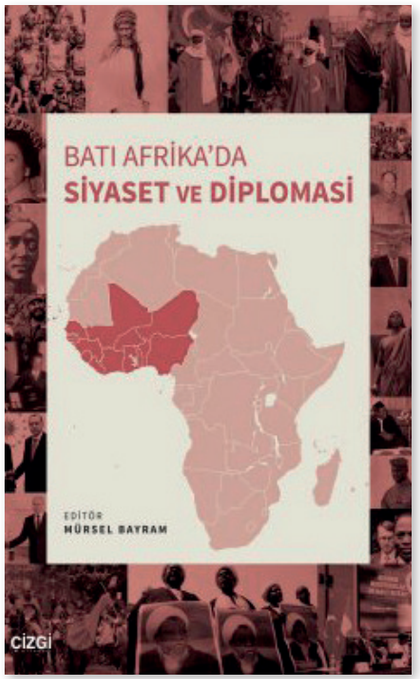
Le deuxième chapitre est dédié à l'examen détaillé des dynamiques fondamentales de la rivalité entre les États-Unis et la Chine. L'auteur montre que la compétition entre les deux pays ne se limite pas à une confrontation militaire, mais constitue un processus multidimensionnel qui comporte également des dimensions économiques, technologiques, idéologiques et diplomatiques. Dans cette perspective, les différentes dimensions de la rivalité sont étudiées à travers la lutte pour la domination, les divergences idéologiques, le dilemme de sécurité, les interdépendances économiques, la course aux technologies et la compétition autour des technologies critiques. L'influence des facteurs socioculturels ainsi que des évolutions régionales et mondiales sur cette rivalité est également analysée. L'auteur montre ainsi que les relations sino-américaines ne sont pas façonnées uniquement par les politiques des États, mais aussi par les institutions internationales, la diplomatie publique et les réseaux économiques.

Le troisième chapitre de l'ouvrage est consacré à la crise yéménite, qui revêt une importance majeure pour la sécurité du détroit de Bab el-Mandeb. Le chapitre revient tout d'abord sur les évolutions politiques internes au Yémen, l'affaiblissement de l'autorité de l'État et les luttes entre les différents acteurs, en les replaçant dans leur contexte historique. Il examine également les effets de la rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran pour la puissance régionale sur la situation au Yémen, montrant ainsi que la crise ne résulte pas uniquement de dynamiques internes, mais constitue également une manifestation importante de la compétition entre les grandes puissances. Le chapitre aborde par ailleurs les positions adoptées par les États-Unis, les pays européens et les organisations internationales face à la crise, en accordant une attention particulière à l'analyse comparative des politiques menées par les États-Unis et la Chine au Yémen.

Dans cette perspective, l'auteur compare l'approche américaine, axée sur la sécurité, la maîtrise des espaces maritimes et la lutte contre le terrorisme, avec les politiques chinoises qui accordent la priorité à la sécurité des approvisionnements énergétiques, à la protection des routes commerciales et à la stabilité économique. Il souligne toutefois que, malgré leurs priorités différentes, les deux pays peuvent développer ponctuellement des formes de coopération pragmatique dans des domaines d'intérêt commun, tels que la sécurité des routes commerciales maritimes, la lutte contre la piraterie et la stabilité régionale. Cette analyse est particulièrement intéressante dans la mesure où elle montre que, même dans un contexte de rivalité entre grandes puissances, les possibilités de coopération ne disparaissent pas complètement.

Dans le quatrième chapitre, l'ouvrage examine les répercussions géopolitiques de la rivalité sino-américaine à partir de Djibouti et de la région de la Corne de l'Afrique. Il expose en détail l'importance stratégique de la région pour le commerce maritime mondial et la sécurité énergétique, compte tenu de sa position qui assure la liaison entre le canal de Suez et l'océan Indien. Tout en analysant l'évolution historique de Djibouti, sa structure politique et ses orientations en matière de politique étrangère, l'auteur compare la politique américaine d'implantation de bases militaires dans la région avec les investissements infrastructurels et les stratégies économiques menés par la Chine dans le cadre de l'Initiative de la Ceinture et de la Route. Il souligne notamment que la première base militaire chinoise à l'étranger, établie à Djibouti, ne répond pas uniquement à des objectifs militaires, mais s'inscrit également dans une stratégie économique et logistique plus large. L'attention accordée aux possibilités de coopération, parallèlement à la rivalité, constitue l'un des points forts de l'ouvrage. En mettant notamment en évidence la lutte contre la piraterie, la sécurité maritime et la lutte contre le terrorisme international comme des domaines d'intérêt commun pour les États-Unis et la Chine, le chapitre montre que rivalité et coopération peuvent coexister simultanément dans un même espace géographique.

En conclusion, « La rivalité entre les États-Unis et la Chine dans le détroit de Bab el-Mandeb » est une étude académique approfondie et réussie qui analyse l'une des principales rivalités de puissance du système international contemporain à travers une région stratégique. En associant approches théoriques et analyses de terrain, l'ouvrage met en lumière la place du détroit de Bab el-Mandeb, du Yémen, de Djibouti et de la Corne de l'Afrique dans les rapports de force mondiaux. Constituant une référence importante pour les universitaires et les chercheurs travaillant dans les domaines des relations internationales, des études de sécurité, de la géopolitique et des études régionales, l'ouvrage offre également aux lecteurs qui souhaitent comprendre les transformations des rapports de puissance mondiaux et les répercussions régionales de la rivalité sino-américaine une perspective d'ensemble. En articulant profondeur théorique et analyse des évolutions géopolitiques contemporaines, il s'impose ainsi parmi les études qui apportent une contribution significative à la littérature actuelle en relations internationales.



Politique et diplomatie en Afrique de l'Ouest
Sous la direction du Maître de conférences Mürsel Bayram

Compte rendu: **Hasan Sekman**

Ces dernières années, l'Afrique s'est progressivement imposée comme un champ d'étude majeur dans la littérature des relations internationales, notamment en raison des dynamiques de rivalité entre les grandes puissances, des transformations économiques et des enjeux sécuritaires qui traversent le continent. C'est dans ce contexte que les éditions Çizgi Kitabevi ont publié en 2025 l'ouvrage *Batı Afrika'da Siyaset ve Diplomasi* [Politique et diplomatie en Afrique de l'Ouest], sous la direction de Maître de conférences Mürsel Bayram. Celui-ci propose une étude des structures historiques, politiques, diplomatiques et sociales de quinze pays d'Afrique de l'Ouest : le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. L'ouvrage présente un intérêt particulier en ce qu'il réunit les regards de plusieurs spécialistes de la région tout en proposant une analyse systématique, pays par pays, des évolutions politiques de l'Afrique de l'Ouest.

Cet ouvrage vise à informer les lecteurs en établissant un lien entre l'histoire, la situation actuelle et les perspectives d'avenir des pays évoqués dans les différents chapitres. Composé de 454 pages, il comprend une présentation, une introduction, quinze chapitres consacrés aux différents pays d'Afrique de l'Ouest, ainsi qu'une conclusion et des annexes. Chaque chapitre revient sur le contexte historique du pays concerné, son expérience de la colonisation, ses transformations politiques depuis l'indépendance, ses orientations en matière de politique étrangère ainsi que les principaux enjeux auxquels il est confronté aujourd'hui. Cette approche permet ainsi de mettre en regard les trajectoires nationales tout en proposant une lecture à la fois comparative et globale des dynamiques politiques de l'Afrique de l'Ouest.

L'ouvrage ne s'adresse toutefois pas exclusivement au milieu académique. Il vise également un public plus large intéressé par la politique et l'histoire de l'Afrique de l'Ouest, en privilégiant un style clair et accessible ainsi qu'une présentation structurée et objective. Dans l'ouvrage, l'utilisation d'images, de cartes, de statistiques, de graphiques et de témoignages, conjuguée à la richesse du style narratif des auteurs, forme un ensemble cohérent.

Sur le plan des sources mobilisées, l'ouvrage offre un vaste horizon. La riche bibliographie de trente-quatre pages constitue un précieux outil de référence

pour les chercheurs spécialisés sur le continent africain. Le fait que les auteurs des différents chapitres aient eux-mêmes réalisé des travaux consacrés à l'Afrique atteste de la qualité académique de l'œuvre. La structure collective de cette étude, qui relève du genre des ouvrages collectifs, a permis d'aborder différentes dimensions du continent africain, notamment la politique, la diplomatie et la sécurité, à travers l'expertise propre à chaque auteur, renforçant ainsi son caractère interdisciplinaire. Du point de vue éditorial, une cohérence manifeste se dégage par ailleurs de l'ensemble des chapitres.

L'ouvrage analyse la place des pays d'Afrique de l'Ouest dans le système international ainsi que leurs orientations en matière de politique étrangère, en les replaçant dans leur contexte historique. Dans chaque chapitre, le recours à une terminologie académique appropriée et à des descriptions précises facilite la compréhension des problématiques abordées. Les auteurs examinent de manière détaillée les principales motivations qui déterminent les politiques intérieure et extérieure des pays étudiés, permettant ainsi de mettre en évidence les objectifs fondamentaux de chaque contribution.

L'étude aborde également, dans une perspective historique, les guerres civiles, les coups d'État constitutionnels, les mouvements séparatistes et les activités des organisations terroristes qui ont marqué les pays d'Afrique de l'Ouest depuis leurs indépendances. Cette approche est particulièrement pertinente dans la mesure où elle permet d'appréhender les enjeux sécuritaires contemporains non seulement à partir des évolutions politiques récentes, mais également à la lumière des problèmes structurels hérités de la période coloniale. Dans le contexte de la recomposition de la distribution des puissances au sein du système international après la fin de la guerre froide, l'ouvrage analyse également la montée en puissance de la Chine, de la Russie et de la Türkiye en Afrique. Il souligne notamment l'accélération des relations entre la Türkiye et l'Afrique au cours des deux dernières décennies. L'ouvrage met ainsi en évidence les efforts déployés par la Türkiye pour établir dans la région, dans le cadre d'une politique étrangère multidimensionnelle, des relations couvrant un large éventail de domaines, de la sécurité à la culture.

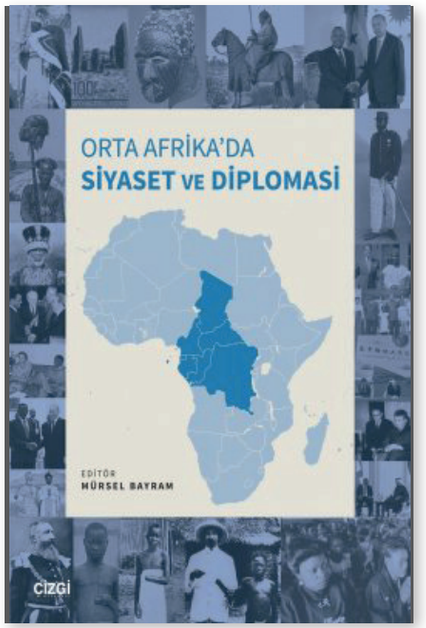
Un autre aspect particulièrement intéressant de l'ouvrage réside dans le fait que les pays africains tendent désormais à approfondir leurs relations avec des puissances telles que la Türkiye, qui privilégient des stratégies fondées sur le principe du « gagnant-gagnant », plutôt qu'avec les puissances occidentales qui les avaient historiquement placés sous domination à travers les liens coloniaux. Ces dernières années, de nombreux États africains ont adopté des stratégies de politique étrangère plus flexibles grâce à une diplomatie multidirectionnelle dé-

veloppée avec des puissances de rang intermédiaire. Une analyse plus approfondie de cette évolution aurait dès lors pu renforcer davantage la portée analytique de l'ouvrage.

Sur le plan éditorial, l'examen des thèmes retenus montre que le contenu de l'ouvrage pourrait être davantage enrichi par une place plus importante accordée, dans l'analyse de l'Afrique, aux dimensions de la diplomatie relevant du soft power, telles que la culture, les arts, le sport et l'éducation, en complément des éléments de hard power liés à la politique et à la sécurité. La prise en compte de ces dimensions dans les futures publications consacrées à l'Afrique contribuerait à renforcer davantage la portée scientifique des travaux portant sur la région.

En définitive, *Batı Afrika'da Siyaset ve Diplomasi* [Politique et diplomatie en Afrique de l'Ouest] offre, en langue turque, une perspective approfondie sur les études africaines. La traduction de l'ouvrage en anglais à l'avenir constituerait également une contribution précieuse à la diffusion internationale des travaux consacrés à l'Afrique produits en Türkiye. L'ouvrage permet à l'ensemble des lecteurs qui s'intéressent à l'Afrique de suivre plus aisément les évolutions contemporaines de la région dans une perspective systémique. À l'heure où l'importance du continent africain ne cesse de croître dans le système international, cet ouvrage constitue une référence importante pour l'étude de la région. Dans un contexte où les ressources en langue turque consacrées à l'Afrique de l'Ouest demeurent particulièrement limitées en Türkiye, il contribue ainsi à combler une lacune importante de la littérature.

Politique et diplomatie en Afrique centrale : une étude sur les enjeux de causalité, de méthode et de sources dans les études régionales
Sous la direction du Maître de conférences Mürsel Bayram



Compte rendu: **Aras Fırat Tekeş**

L'ouvrage collectif intitulé « Politique et diplomatie en Afrique centrale » [*Orta Afrika'da Siyaset ve Diplomasi*], préparé en 2025 sous la direction de Mürsel Bayram, Maître de conférences, s'inscrit dans la continuité de la série « Histoire politique de l'Afrique » initiée par l'auteur avec les volumes consacrés à l'Afrique du Nord, de l'Est et de l'Ouest. Publié par les éditions Çizgi Kitabevi, l'ouvrage vise à combler les lacunes géographiques et thématiques de la littérature consacrée à la région de l'Afrique centrale. Il examine huit pays de la région répartis en dix chapitres et cherche à constituer une plateforme commune réunissant les contributions d'universitaires actifs dans le domaine, de chargés de recherche, de chercheurs poursuivant des études de troisième cycle, de journalistes et de fonctionnaires. L'idée centrale de l'ouvrage est d'analyser les processus politiques de l'Afrique centrale, de la période précoloniale à nos jours, à partir des dynamiques internes et de la compétition entre les puissances mondiales, tout en tenant compte des axes de circulation sous-régionaux.

La diversité des chercheurs en termes d'expérience académique et d'origine disciplinaire confère à l'ouvrage un caractère pluriel et dynamique, plutôt qu'une approche uniforme. L'attitude inclusive de l'éditeur, qui accorde une place aux chercheurs de troisième cycle, aux journalistes et aux praticiens travaillant sur le terrain, propose une approche fonctionnelle permettant de mettre en relation les acquis théoriques et les observations de terrain. Le recours, en particulier, aux observations de première main fournies par les acteurs locaux et les spécialistes présents dans la région renforce la richesse empirique et la fiabilité factuelle de l'étude. En privilégiant l'analyse des dynamiques régionales à travers des processus politiques et diplomatiques concrets plutôt qu'en les enfermant dans des débats théoriques abstraits, l'ouvrage permet d'aborder le sujet en le dégageant d'une charge conceptuelle excessive et offre ainsi aux chercheurs qui s'intéressent pour la première fois à la région un cadre de lecture accessible et analytique.

Bien que des différences d'approche puissent être observées entre les chapitres en fonction de la maîtrise du domaine et du niveau de maturité métho-

dologique des auteurs, il apparaît que, dans la grande majorité de l'ouvrage, les analyses historiques et politiques proposées sont étayées par des données quantitatives, des indicateurs économiques et des éléments empiriques concrets. Cette approche vient renforcer par des données concrètes le récit descriptif consacré à l'espace géographique étudié, offrant ainsi au lecteur un cadre d'analyse fiable sur le plan factuel.

L'examen de la structure linguistique et du mode de présentation de l'ouvrage montre que celui-ci adopte, dans l'ensemble, un style à la fois pertinent, cohérent et analytique au regard du public académique auquel il s'adresse. Les styles narratifs propres aux différents auteurs ainsi que leurs expériences de terrain insufflent à l'ensemble du texte un dynamisme et une fluidité qui facilitent la lecture.

Les auteurs mobilisent fréquemment, tout au long du texte, des mots-clés et des concepts qui constituent des notions fondamentales des relations internationales et de la théorie postcoloniale, tels que la causalité, les frontières artificielles, l'héritage colonial et l'état d'exception. L'utilisation de ces termes théoriques offre des cadres d'analyse utiles pour donner sens à l'arrière-plan des processus historiques et politiques présentés, permettant ainsi d'inscrire les récits descriptifs dans un socle conceptuel.

L'approche historique et chronologique adoptée dans l'ouvrage constitue une méthode fonctionnelle qui facilite le suivi de la transformation politique d'un espace géographique complexe tel que l'Afrique centrale dans une perspective d'ensemble. Le traitement des processus dans leur succession historique permet de rendre visibles les liens de causalité, tout en renforçant la structure analytique et la fluidité de la lecture.

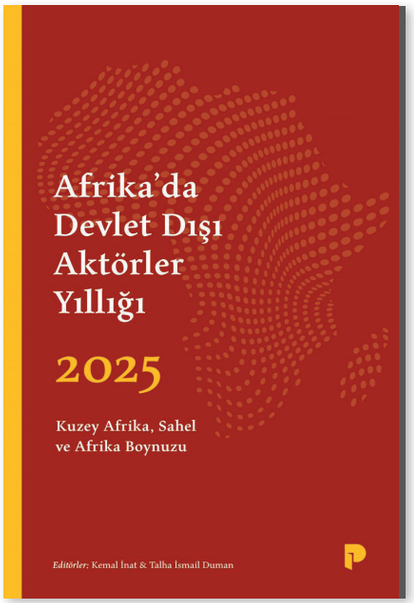
Par ailleurs, le fait que l'ouvrage traite comme des cas concrets les manœuvres soudaines de Jean-Bédel Bokassa dans sa quête d'aide extérieure ainsi que des épisodes de violence institutionnelle tels que le scandale Gaud-Toqué mérite d'être souligné. L'intégration de tels exemples concrets permet à l'ouvrage de dépasser le cadre d'un récit régional général et d'offrir au lecteur des éléments empiriques solides sur les structures politiques et institutionnelles de l'Afrique centrale.

Dans un contexte où les études africaines en Türkiye se concentrent généralement sur certaines macro-régions, l'ouvrage, en prenant directement pour objet la région de l'Afrique centrale et en venant compléter un maillon

manquant de la série, peut être considéré comme une référence pionnière dans la littérature. La continuité chronologique, qui va des structures locales précoloniales de la région étudiée aux difficultés liées aux indépendances et aux crises politiques contemporaines, offre aux chercheurs qui s'intéressent pour la première fois à la région un cadre de référence permettant de comprendre l'enchaînement des événements.

Tout en décrivant les dynamiques politiques internes, l'ouvrage ne néglige pas les luttes d'influence des puissances mondiales dans la région ; en intégrant à l'analyse les ruptures géopolitiques telles que le recul du réseau d'influence français, les investissements économiques pragmatiques et intensifs de la Chine ainsi que la présence asymétrique actuelle de la Russie sur le terrain, il analyse de manière pertinente les stratégies rationnelles d'équilibrage. Les données et sources récentes mobilisées dans les analyses d'économie politique offrent une base utile pour comprendre la dynamique de la région et en restituer la situation actuelle au lecteur.

En définitive, l'ouvrage est également instructif en ce qu'il témoigne du niveau dynamique atteint par les études régionales en Türkiye, parallèlement au développement d'une politique étrangère multidimensionnelle, ainsi que de l'enrichissement des capacités de recherche dans ce domaine. Grâce à des ouvrages collectifs inclusifs et axés sur le terrain, les études africaines produites dans le milieu académique turc enrichissent leur corpus empirique et constituent un socle solide pour les analyses théoriques à venir. En plaçant au centre de l'analyse, dans une perspective globale, une région complexe et encore peu étudiée telle que l'Afrique centrale, l'ouvrage constitue une référence précieuse et une source d'inspiration pour les chercheurs qui approfondiront à l'avenir leurs travaux sur la région.



Annuaire 2025 des acteurs non étatiques en Afrique : une analyse des dynamiques sécuritaires et politiques
Sous la direction de Kemal İnat et Talha İsmail Duman, Éditions Pınar

Compte rendu : **Dr Musa Demirdağ**

Avec la proclamation de 2005 comme « Année de l'Afrique » par la Türkiye, l'intérêt porté au continent s'est accru dans de nombreux domaines, notamment la diplomatie, le commerce et le milieu académique. En particulier, après 2005, une littérature importante consacrée à l'Afrique s'est constituée à travers des mémoires de master et des thèses de doctorat, ainsi que des travaux académiques individuels et collectifs. Parmi ces travaux figure également « Annuaire 2025 des acteurs non étatiques » (*Afrika'da Devlet Dışı Aktörler Yıllığı 2025*) en Afrique, publié par Éditions Pınar sous la direction de Kemal İnat et Talha İsmail Duman, avec les contributions d'universitaires et d'experts issus de différentes disciplines.

L'ouvrage examine l'émergence des acteurs non étatiques en Afrique dans le cadre de dynamiques historiques et structurelles. L'héritage légué par la période coloniale, les frontières artificielles, les crises de gouvernance, les inégalités économiques et les interventions extérieures ont contribué à créer les conditions favorables à l'affaiblissement de l'autorité de l'État sur le continent africain. Dans ce contexte, les acteurs non étatiques sont considérés non pas comme des structures limitées au seul domaine de la sécurité, mais comme des acteurs qui comblent les vides apparus dans les espaces où l'État s'est retiré ou a été défaillant, mettent en place des modes de gouvernance alternatifs et peuvent produire une forme de légitimité au niveau local.

L'un des aspects qui rendent l'ouvrage particulièrement intéressant réside dans le fait qu'il n'aborde pas les acteurs non étatiques uniquement à travers le prisme des organisations terroristes. Les acteurs non étatiques y sont étudiés dans le cadre des mouvements sociaux, des organisations à motivations ethniques et religieuses, ainsi que des structures paramilitaires façonnées autour des luttes de pouvoir et d'influence. Cette approche permet de mieux appréhender, de manière plus systématique, la nature multi-

dimensionnelle de la violence politique en Afrique. Ainsi, des organisations telles que le mouvement Ennahda en Tunisie et le mouvement Al Adl Wal Ihsane au Maroc sont étudiées comme des acteurs non violents, tandis que des organisations telles que Boko Haram, Al-Shabaab et AQMI sont présentées comme des structures armées et fondées sur une idéologie radicale.

L'ouvrage se compose de deux parties. La première porte sur les acteurs non étatiques présents dans la Corne de l'Afrique et dans la région du Sahel. Cette partie examine les organisations étudiées dans la littérature sous l'angle de la sécurité. Ainsi, dans la section consacrée à Al-Shabaab, l'évolution de l'organisation est analysée de manière approfondie à travers l'effondrement de l'État en Somalie, l'intervention de l'Éthiopie et les relations de l'organisation avec Al-Qaïda. Il est souligné que l'organisation était à l'origine un mouvement né d'un besoin local de sécurité, avant de devenir progressivement une composante du réseau du djihadisme mondial. De même, les chapitres consacrés à Boko Haram, à l'ISWAP et au JNIM abordent les problèmes de sécurité au Sahel et en Afrique de l'Ouest dans des contextes différents. Ces sections analysent en détail les divisions entre les organisations, leurs relations de concurrence, leurs coopérations ainsi que leurs liens avec des réseaux transnationaux. L'ouvrage souligne que les causes de l'émergence de ces organisations doivent être évaluées à la lumière des conditions politiques et économiques. Cette approche permet ainsi d'aller au-delà des explications centrées sur la sécurité et de considérer les dynamiques structurelles comme un cadre d'analyse plus déterminant.

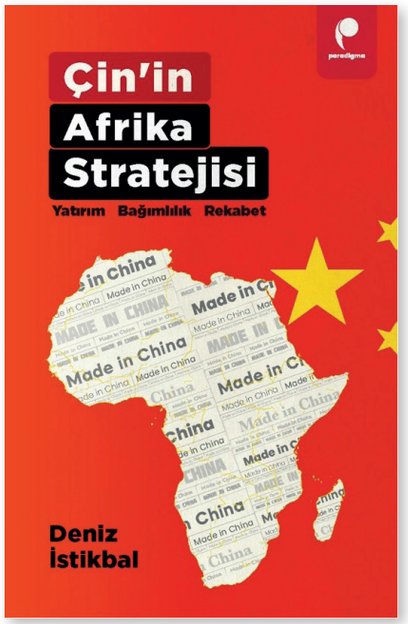
La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée aux acteurs non étatiques en Afrique du Nord. Cette partie examine différents mouvements politiques et sociaux dans le cadre des débats sur l'islam politique, la contestation sociale et les questions de souveraineté régionale. À travers les exemples des Frères musulmans en Égypte, du mouvement Ennahda en Tunisie et du mouvement Al Adl Wal Ihsane au Maroc, les relations entre les mouvements fondés sur une idéologie et l'État, les processus de répression ainsi que leurs transformations politiques sont analysés. Ces exemples montrent que les acteurs non étatiques ne se limitent pas aux structures fondées sur la violence et que certains mouvements cherchent à s'intégrer au système politique. Cette approche offre ainsi un cadre permettant de remettre en question les lectures réductrices des organisations en Afrique. Par ailleurs, les relations entre les acteurs ethniques et paramilitaires et l'autorité de l'État sont examinées à travers le Front Polisario au Sahara occidental, l'Armée nationale

libyenne et les Forces de soutien rapide au Soudan. Dans les cas du Soudan et de la Libye, le constat selon lequel l'État et les structures paramilitaires s'imbriquent et que les espaces de souveraineté deviennent plus difficiles à délimiter apporte une perspective différente sur les questions de sécurité. Cette situation montre que ces acteurs ne peuvent pas être expliqués uniquement à travers les catégories d'insurgés ou de terroristes. Dans certains cas, elle montre également que les capacités sécuritaires de l'État sont reproduites à travers ces structures.

L'un des points forts de l'ouvrage réside dans sa capacité à mettre en relation le cadre théorique et les analyses fondées sur le terrain. L'étude s'appuie sur les littératures des relations internationales, des études de sécurité, de la science politique, de l'économie et de la sociologie afin de construire un cadre conceptuel approfondi. Le traitement détaillé des débats relatifs aux acteurs non étatiques renforce la valeur académique de l'ouvrage. Dans chaque chapitre, le contexte historique, la structure organisationnelle et les transformations idéologiques sont examinés parallèlement aux évolutions contemporaines, ce qui permet d'établir une base d'analyse cohérente.

Toutefois, l'étude présente également certaines limites. À cet égard, l'ouvrage peut faire l'objet de critiques. Premièrement, l'approche centrée sur la sécurité conduit parfois à reléguer au second plan les rapports d'exploitation économique et les expériences sociales du quotidien. Deuxièmement, l'absence de supports visuels et d'éléments quantitatifs complémentaires réduit la capacité du texte à concrétiser l'analyse. Troisièmement, dans les chapitres consacrés à la période 2024-2025, la prédominance de la présentation des événements sur l'analyse conduit par endroits l'étude à adopter une dimension descriptive, voire à la rapprocher du style d'un article de presse. Enfin, l'absence d'un cadre historique plus approfondi consacré aux périodes coloniale et postcoloniale limite la contextualisation des évolutions contemporaines.

La stratégie africaine de la Chine : investissement, dépendance et rivalité
Dr. Deniz İstikbal, Éditions Paradigma, 2025



Compte rendu : **Erkan Şahin**

L'ouvrage intitulé "La stratégie de la Chine en Afrique : investissement, dépendance et concurrence" [*Çin'in Afrika Stratejisi: Yatırım, Bağımlılık ve Rekabet*] propose une étude approfondie, à partir du continent africain, des dynamiques de transition de puissance mondiale, de rivalité hégémonique et de recherche d'un ordre mondial multipolaire au sein de la discipline des relations internationales. L'auteur montre avec rigueur que l'essor économique de la Chine ne se limite pas à la région Asie-Pacifique, mais que l'Afrique s'est également transformée, dans le cadre de sa « grande stratégie », en un espace stratégique d'investissement, d'influence diplomatique et d'interdépendance asymétrique. Afin d'analyser les ambitions révisionnistes ou, au contraire, statu quo de la Chine au sein du système international, l'auteur retient comme études de cas le Nigeria, la République d'Afrique du Sud et le Kenya, et étaye par des données empiriques les conséquences diplomatiques de la dépendance économique.

Dans l'introduction de l'ouvrage, le contexte historique de l'Afrique et l'histoire coloniale sont mis en débat à travers le concept du « Fardeau de l'homme blanc » (*White Man's Burden*). Il est souligné que le continent, placé sous la domination des puissances coloniales britannique, française, allemande, italienne et portugaise à partir du XVIe siècle et considéré comme une réserve de matières premières et de main-d'œuvre bon marché au service de la course à l'industrialisation, n'est pas parvenu à se libérer du cercle vicieux de la pauvreté, de la corruption et des conflits internes, malgré l'accession des pays africains à l'indépendance après la Seconde Guerre mondiale. À l'opposé de cet héritage historique imposé par les puissances occidentales, les transformations profondes et difficiles de l'ordre mondial au XXIe siècle ont de nouveau fait de l'Afrique un centre d'attraction stratégique et ont contribué à façonner l'intérêt de la Chine, puissance émergente d'Asie de l'Est, pour le continent.

Dans le premier chapitre, qui constitue le socle théorique de l'ouvrage, la position de la Chine dans le système international est analysée à partir de la notion de « grande stratégie » (*Grand Strategy*). L'ouvrage définit la grande stratégie comme l'orientation, au plus haut niveau décisionnel de l'État, de l'ensemble des ressources politiques, économiques, militaires et diplomatiques en fonction des intérêts nationaux, en vue de préserver ou de transformer l'ordre international.

Dans cette perspective, l'auteur aborde les perspectives réaliste et libérale qui cherchent à expliquer l'ascension et le déclin des grandes puissances. Tandis que l'approche réaliste met l'accent sur la volonté de l'hégémon de préserver sa puissance, l'approche libérale propose une lecture plus large de l'idéologie, des dynamiques internes et de l'ordre international. Les choix de politique étrangère du Parti communiste chinois (PCC), l'accent mis sur la multipolarité et la vision des Nations unies (ONU) sont ainsi examinés dans le cadre de cette grande stratégie.

Dans le deuxième chapitre, l'ouvrage retrace l'immense processus de développement économique de la Chine, depuis la période socialiste (1912-1978) jusqu'à nos jours. Il est indiqué que, grâce aux résultats obtenus au cours des 46 années qui ont suivi les politiques d'ouverture adoptées en 1978, la Chine est devenue, en 2016, la première économie mondiale en parité de pouvoir d'achat ainsi que le premier pays commerçant au monde. L'ouvrage analyse en détail la manière dont la Chine, qui a réalisé 2,37 billions de dollars d'investissements à l'étranger entre 2005 et 2023, a mobilisé cette capacité économique afin de proposer des alternatives aux institutions dominées par l'Occident (FMI, OMC, etc.). Des structures telles que l'Organisation de coopération de Shanghai, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, la Nouvelle Banque de développement (Banque des BRICS) et le projet de Nouvelle Route de la soie (Nouvelles Routes de la soie) apparaissent ainsi comme des alternatives financières et politiques multipolaires que la Chine met en place face à l'ordre dirigé par les États-Unis.

Dans le troisième chapitre, les investissements chinois en Afrique, inscrits dans un discours axé sur la paix, la stabilité et le développement commun, sont approfondis à travers les études de cas du Nigeria, de l'Afrique du Sud et du Kenya. Alors que les acteurs occidentaux conditionnent leurs crédits et leurs investissements au respect de principes tels que la « démocratie » et le « marché libéral », la Chine, en privilégiant la non-ingérence dans les affaires intérieures et l'objectif d'un développement partagé, apparaît comme un partenaire particulièrement attractif pour les États africains. Toutefois, l'auteur soutient que les relations établies à travers le commerce extérieur, les projets d'infrastructure et les prêts ne relèvent pas d'une simple politique gagnant-gagnant, mais qu'elles engendrent plutôt une « interdépendance asymétrique ». La Chine importe de ces pays des ressources énergétiques, des produits agricoles et des matières premières, tout en y exportant des produits manufacturés, contribuant ainsi à renforcer sa domination sur les marchés africains. Le chapitre examine également, dans une perspective analytique objective, les critiques relatives au « piège de la dette » (*debt trap*), qui renvoient notamment à la cession à la Chine de ressources nationales et stra-

tégiques en contrepartie de dettes extérieures devenues impayables, comme l'illustrent également les cas du Sri Lanka et du Tadjikistan.

Le quatrième chapitre constitue l'un des apports les plus originaux de l'ouvrage sur le plan académique, dans la mesure où il s'intéresse aux conséquences concrètes de cette interdépendance économique asymétrique sur les plans diplomatique et politique. L'auteur démontre, à l'aide de données quantitatives, que les investissements chinois dans les infrastructures ainsi que les prêts et les aides accordés à ces pays se traduisent par un soutien à la Chine au sein des institutions internationales, notamment à l'Assemblée générale des Nations unies. L'étude, qui examine 1 583 résolutions soumises au vote à l'Assemblée générale des Nations unies entre 2005 et 2023, constate que le Nigeria, l'Afrique du Sud et le Kenya ont voté dans le même sens que la Chine dans 1 255 cas. Si l'on exclut les votes exceptionnels relatifs à la prolifération des armes nucléaires, ce taux de convergence diplomatique, qui s'établit en moyenne à 79 %, atteint 91 % en 2022, année au cours de laquelle le commerce extérieur et les investissements ont atteint des niveaux records. L'auteur interprète le fait que les États africains servent de rempart à la Chine face aux critiques formulées à son encontre au sein de l'ONU et soutiennent ses appels à une réforme de l'ordre mondial comme le prolongement diplomatique particulièrement efficace de la grande stratégie de Pékin.

Le cinquième et dernier chapitre inscrit l'ensemble de ces résultats empiriques dans le cadre plus large de la rivalité hégémonique entre les États-Unis et la Chine. Le déplacement de la puissance navale américaine vers la région Asie-Pacifique, le déclenchement de guerres commerciales et la formation de coalitions d'endiguement (*containment*) avec des acteurs tels que l'Inde, le Japon et la Corée du Sud sont analysés comme autant de manifestations de cette rivalité, dans un contexte où les États-Unis, puissance hégémonique mondiale, sont profondément préoccupés par la sphère d'influence que la Chine construit à travers ces relations asymétriques. L'auteur revient également sur le débat théorique présent dans la littérature des relations internationales concernant la question de savoir si « l'ascension pacifique de la Chine » est susceptible de provoquer un conflit, et souligne que la concurrence politique et économique entre les différents acteurs à l'échelle mondiale comporte un potentiel de confrontation.

Le cadre méthodologique de l'ouvrage témoigne également de sa rigueur académique. Plutôt que de s'appuyer sur les sources officielles, qui dissimulent les détails des investissements à l'échelle régionale et nationale, l'auteur mobilise de manière intégrée les données de l'American Enterprise Institute (AEI) pour

les investissements, de la China-Africa Research Initiative pour les prêts, les subventions et les projets, ainsi que les données de la Banque mondiale et de la plateforme World Integrated Trade Solution (WITS), qui compile les statistiques commerciales des Nations unies. Cette démarche permet ainsi d'asseoir l'étude sur une solide base statistique.

En définitive, *La stratégie de la Chine en Afrique : investissement, dépendance et concurrence* appréhende la vision globale de la Chine non pas comme une simple entreprise de développement économique, mais comme un modèle de développement et de dépendance centré sur l'État et construit autour d'une chaîne articulant investissements, crédits, influence politique et légitimité diplomatique, en proposant une alternative au système occidental. En démontrant empiriquement la corrélation directe entre les comportements de vote au sein des organisations internationales et les investissements économiques, l'ouvrage s'impose comme une référence académique majeure pour les chercheurs en relations internationales, en économie politique internationale (EPI) et en études africaines.

Les relations Türkiye-Afrique : de la politique à la pratique
Sous la direction de Tunç Demirtaş, Éditions SETA



Compte rendu : **Abdullatif Hüseyin Mazı**

Au cours des vingt-cinq dernières années, la politique étrangère de la Türkiye à l'égard du continent africain est allée bien au-delà d'une simple orientation diplomatique ou d'un engouement à court terme pour évoluer vers une architecture de partenariat institutionnalisée, multidimensionnelle et structurelle. Initialement conçu comme une ouverture vers l'Afrique, ce processus constitue aujourd'hui un ensemble de pratiques concrètes s'étendant de la sécurité à l'énergie, du commerce à la diplomatie culturelle. Préparé sous la direction de Tunç Demirtaş, « Les relations Türkiye-Afrique : de la politique à la pratique » [*Politikadan Pratiğe Türkiye-Afrika İlişkileri*] est un ouvrage collectif récent et approfondi qui cherche à appréhender cette structure à plusieurs niveaux.

La thèse centrale de l'ouvrage est que les relations entre la Türkiye et l'Afrique ne se limitent pas à une politique d'ouverture conjoncturelle. L'ouvrage cherche à montrer que ces relations se sont progressivement transformées en un modèle de partenariat institutionnalisé, qui trouve des prolongements concrets sur le terrain et qui prend des formes différentes selon les pays concernés. À cet égard, l'étude ne se limite pas à analyser la politique africaine de la Türkiye à travers ses intentions ou ses discours, mais cherche également à en évaluer les résultats concrets. L'accent mis sur le passage « de la politique à la pratique », présent dans le titre même de l'ouvrage, reflète clairement cette orientation.

L'ouvrage se compose de deux grandes parties. La première, intitulée *Les relations Türkiye-Afrique : de la sécurité à la culture*, aborde les questions sous différents angles thématiques, tandis que la seconde, intitulée *La cartographie des partenariats de la Türkiye en Afrique*, se concentre sur des études de cas nationales. La première partie traite de sujets tels que les coopérations dans le domaine de la défense, la sécurité énergétique, la menace de Boko Haram dans le bassin du lac Tchad, la diplomatie culturelle et les migrations africaines. La seconde partie examine la cartographie des partenariats de la Türkiye en Afrique à travers différents exemples nationaux. Les chapitres consacrés à la Somalie, au Soudan, au Kenya, à la Libye, au Sénégal, au Ca-

meroun, au Ghana, au Tchad, à l'Angola et à la Tanzanie montrent que les relations de la Türkiye avec le continent ne suivent pas une trajectoire uniforme. Chaque pays est analysé dans sa singularité, à partir de son contexte historique, de ses équilibres politiques internes et de la forme de partenariat développée avec la Türkiye.

Dans les parties consacrées aux questions de sécurité, l'analyse des coopérations dans les domaines de l'industrie de défense et de la coopération militaire occupe une place centrale. L'ouvrage ne réduit pas le rôle de la Türkiye dans le domaine de la défense en Afrique à celui d'un simple fournisseur d'armes ou de technologies. Il présente au contraire ce processus comme un partenariat de long terme reposant sur la formation militaire, l'assistance technique et le renforcement des capacités sécuritaires des États. Les exemples de la Somalie et de la Libye montrent notamment de manière claire que la Türkiye a développé des partenariats plus approfondis et institutionnalisés dans le domaine de la sécurité. Par ailleurs, l'étude du terrorisme de Boko Haram dans le bassin du lac Tchad, qui constitue l'une des principales vulnérabilités sécuritaires de la région, permet d'analyser la complexité de la cartographie des menaces au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Dans la partie suivante, la recherche de la Türkiye visant à diversifier ses sources d'énergie est examinée conjointement avec les besoins des pays africains en matière d'infrastructures énergétiques et de développement. Cette approche permet de ne plus considérer les relations énergétiques comme un domaine relevant uniquement d'intérêts économiques unilatéraux. La question énergétique est envisagée comme un espace où se rejoignent les besoins réciproques du continent et de la Türkiye. Le lien établi entre le potentiel énergétique de l'Afrique et les objectifs de politique étrangère et économiques de la Türkiye constitue ainsi l'un des axes importants qui renforcent la dimension pratique de l'ouvrage.

Un autre aspect notable de l'ouvrage réside dans sa capacité à dépasser les thèmes classiques de la sécurité et de l'économie. L'analyse de la diplomatie culturelle à travers le concept d'« effet Première dame » (*Hanımefendi Etkisi*) aborde une question originale, rarement étudiée dans la littérature. Cette étude de la diplomatie des Premières dames constitue un exemple illustrant la diversification des instruments de soft power de la Türkiye.

L'ouvrage aborde également la question des migrations et, en proposant une perspective qui dépasse les discours traditionnels de sécuritisation des migrations en Afrique, élargit considérablement son champ d'analyse.

La deuxième partie de l'ouvrage, intitulée *La carte des partenariats de la Türkiye en Afrique*, est consacrée à des études de cas qui prennent en compte l'hétérogénéité, la complexité et les dynamiques propres au continent. Les partenariats relativement institutionnalisés de la Türkiye, notamment avec la Somalie et la Libye, y occupent une place centrale. Le cas de la Somalie est abordé dans le contexte de la construction de l'État et de la réforme du secteur de la sécurité, tandis que le cas libyen examine, outre les opportunités offertes par la coopération en matière de sécurité, les risques structurels qu'elle comporte. Les chapitres consacrés au Soudan, au Kenya et au Sénégal mettent en évidence la manière dont la Türkiye établit des relations dans différentes régions à travers des instruments diplomatiques, économiques et socioculturels. L'inclusion d'exemples relativement moins étudiés, tels que le Cameroun, le Ghana, le Tchad, l'Angola et la Tanzanie, témoigne de l'ampleur de la diversité régionale atteinte par l'engagement de la Türkiye sur le continent.

La contribution la plus notable de l'ouvrage à la littérature réside dans la composition de son équipe d'auteurs. Une part importante des chapitres a été rédigée par des universitaires africains, des responsables expérimentés connaissant bien la région et des chercheurs indépendants. Cette diversité contribue à dépasser le problème d'un récit unilatéral centré sur Ankara. Elle permet ainsi de faire émerger un cadre de discussion multidimensionnel intégrant la voix des acteurs locaux et les dynamiques propres au terrain.

Bien que l'ouvrage propose un contenu riche et un cadre méthodologique solide, certaines limites liées à sa structure ne doivent pas être négligées. Il est naturellement difficile d'examiner dans un seul ouvrage l'ensemble d'un continent qui compte 54 États indépendants. Par ailleurs, la place importante accordée aux relations dans les domaines de la sécurité et de l'industrie de défense aurait pu être complétée par une attention équivalente aux questions sociologiques, notamment à la manière dont les sociétés locales perçoivent ces activités ou à la façon dont la société civile les appréhende, ce qui aurait permis de rendre l'ouvrage plus complet.

En conclusion, *De la politique à la pratique : les relations Türkiye-Afrique*

constitue une référence importante et actuelle pour ceux qui souhaitent comprendre la politique africaine de la Türkiye. L'ouvrage analyse les relations Türkiye-Afrique en les inscrivant dans des institutions, des secteurs et des études de cas nationaux concrets, plutôt qu'en les réduisant à un discours abstrait de politique étrangère. Il offre également une solide base analytique permettant de comprendre le niveau atteint par la présence de la Türkiye en Afrique. À ce titre, il constitue un solide cadre de réflexion pour les chercheurs qui suivent de près ce domaine et les étudiants en relations internationales, tout en faisant office de guide réaliste pour les spécialistes des politiques publiques et les diplomates en poste sur le terrain.



ANNUAIRE DE L'AFRIQUE 2025

Publié par la Présidence des Turcs à l'étranger et des communautés affiliées (YTB), cet ouvrage, consacré aux principaux développements relatifs à l'Afrique en 2025, vise à renforcer la connaissance et la compréhension du continent africain en Türkiye. Il a également pour objectif de maintenir vivant l'intérêt académique porté à l'Afrique. À cet égard, cet annuaire, qui constitue une première dans son domaine et qui a été élaboré avec la contribution de chercheurs turcs et africains spécialistes de l'Afrique, entend apporter une contribution, aussi modeste soit-elle, à la littérature scientifique consacrée à l'Afrique.

YTB
PUBLICATIONS

9 789751 767677